



HAL
open science

Les projets d'agriculture urbaine dans les quartiers populaires de Lima : leviers d'émancipation ou renouvellement des rapports de domination ?

Luis Enrique Serrano Ayasta

► **To cite this version:**

Luis Enrique Serrano Ayasta. Les projets d'agriculture urbaine dans les quartiers populaires de Lima : leviers d'émancipation ou renouvellement des rapports de domination ?. Sociologie. Université de Haute Alsace - Mulhouse, 2024. Français. NNT : 2024MULH4770 . tel-04756954

HAL Id: tel-04756954

<https://theses.hal.science/tel-04756954v1>

Submitted on 28 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE
UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

THESE

Pour l'obtention du grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE
ECOLE DOCTORALE : Sciences humaines et sociales – perspectives européennes (ED 519)
Discipline : sociologie

Présentée et soutenue publiquement

par

Enrique SERRANO

Le 28 mai 2024

**LES PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE DANS LES
QUARTIERS POPULAIRES DE LIMA : LEVIERS
D'EMANCIPATION OU RENOUVELLEMENT DES RAPPORTS DE
DOMINATION ?**

Sous la direction du Prof. Josiane STOESSEL-RITZ et la co-direction de Maria Nilda VARAS CASTRILLO

Jury : Prof. Hervé MARCHAL, Université de Bourgogne (Rapporteur)
Prof. Carmen PARRA RODRIGUEZ, Universidad Abat Oliba CEU, Barcelona (Rapporteuse)
Prof. Ana DUBEUX, Universidade Federal Rural de Pernambuco, Recife (Présidente)
Prof. Josiane STOESSEL-RITZ, Université de Haute Alsace (Directrice de thèse)
Prof. Maria Nilda VARAS CASTRILLO, Universidad Nacional Agraria La Molina - Lima (co-Directrice de thèse)
Prof. émérite Maurice BLANC, Université de Strasbourg (Examinateur)

REMERCIEMENTS

En entamant ces lignes de remerciements, il est difficile de trouver les mots justes pour exprimer toute ma gratitude envers ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de cette thèse.

Sans doute, je commence par remercier les personnes les plus importantes : mes parents Luis Enrique Serrano et Maria Esther Ayasta. Ce sont eux qui m'ont inculqué les valeurs de persévérance et d'engagement, et je leur en suis infiniment reconnaissant. Leur soutien indéfectible a été le socle sur lequel j'ai pu construire ce projet de recherche. Tout ma reconnaissance, amour, respect et admiration à eux.

À ma directrice de thèse Josiane Stoessel-Ritz, et à ma codirectrice Maria Nilda Varas Castrillo, pour leur guidance précieuse et leur engagement sans faille dans l'aboutissement de cette étude. Leurs conseils éclairés, leur expertise inestimable ont largement contribué à la qualité de ce travail. Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude au professeur Maurice Blanc pour ses commentaires perspicaces, ses observations pertinentes et les discussions enrichissantes qu'il a eu la gentillesse d'avoir avec moi tout au long de l'élaboration de cette thèse.

À Isabel, dont son professionnalisme et sa discipline ont été une source d'inspiration inestimable. Particulièrement, pour le moment magique où notre rencontre dans un café a été le catalyseur d'une illumination intellectuelle décisive pour l'avancement de cette thèse.

À toutes les personnes qui ont accepté de partager leur expérience et leur connaissance approfondie dans le cadre des entretiens, leurs contributions ont enrichi cette étude et lui ont conféré une dimension humaine et concrète. Je voudrais adresser aussi mes remerciements spéciaux aux jardiniers et jardinières que j'ai rencontrés au cours de cette recherche, qui m'ont accueilli et traité comme un des leurs. Un grand merci à Maria Elena Navarro pour son travail dans l'élaboration de la carte représentant les jardins.

Enfin, une reconnaissance spéciale à Anne Monteillet, qui a été le moteur initial de cette thèse.

« L'homme possède la capacité de construire des langues par le moyen desquelles tout sens peut être exprimé, sans qu'il ait une idée de ce que chaque mot signifie, ni comment il signifie. De même aussi l'on parle sans savoir comment sont produits les différents sons (...) La langue déguise la pensée. Et de telle manière que l'on ne peut, d'après la forme extérieure du vêtement, découvrir la forme de la pensée qu'il habille ; car la forme extérieure du vêtement est modelée à de tout autres fins qu'à celle de faire connaître la forme du corps. »

Ludwig Wittgenstein
« *Tractatus Logicophilosophicus* », 1979, p.50.

RESUME

Cette thèse se concentre sur le dévoilement des rapports de domination dans les projets d'agriculture urbaine (AU) des trois quartiers populaires de Lima. Le problème de recherche principal réside dans le fait que derrière les objectifs louables des projets d'AU se cachent souvent des rapports de pouvoir asymétriques, affectant principalement les habitants des zones précaires où ces projets sont implantés. Nos travaux montrent comment les dynamiques de pouvoir traversent les projets d'AU de Lima et exercent leurs effets sur la participation communautaire. Nous avons adopté une approche méthodologique basée sur l'analyse critique du discours, complétée par l'application de l'herméneutique de profondeur pour dévoiler les rapports de domination dans les projets d'AU des quartiers populaires de Lima. Ces choix méthodologiques mettent en avant la nécessité d'examiner les discours et les pratiques sous-jacents qui contribuent à maintenir les rapports de pouvoir inégaux dans ces contextes. Les résultats mettent en lumière comment sont vécus ces rapports et relations de domination entre les jardinières habitant des quartiers précaires de Lima et les organisations promotrices des projets d'AU (structures intermédiaires et ONG). D'autres formes de domination, comme celle des leaders communautaires ou la domination masculine renforcent un processus de subordination sur les jardiniers qui sont d'abord des femmes. Malgré les objectifs émancipateurs revendiqués par les promoteurs de l'AU, ces initiatives reproduisent des rapports de pouvoir asymétriques, exacerbés par la ségrégation sociale et raciale qui règne dans la ville de Lima.

ABSTRACT

This thesis focuses on uncovering relations of domination within urban agriculture (UA) projects in three low-income neighborhoods of Lima. The primary research problem lies in the fact that behind the commendable goals of UA projects often lurk asymmetrical power relations, mainly affecting residents of the precarious areas where these projects are implemented. Our work demonstrates how power dynamics permeate UA projects in Lima and exert their effects on community participation. We adopted a methodological approach based on critical discourse analysis, complemented by the application of depth hermeneutics to uncover relations of domination within UA projects in Lima's low-income neighborhoods. These methodological choices highlight the need to examine underlying discourses and practices that contribute to maintaining unequal power relations in these contexts. The results shed light on how these relations of domination are experienced between gardeners living in precarious neighborhoods of Lima and the organizations promoting UA projects (intermediary structures and NGOs). Other forms of domination, such as that of community leaders or male dominance, reinforce a process of subordination on the gardeners, who are primarily women. Despite the emancipatory goals claimed by UA promoters, these initiatives reproduce asymmetrical power relations, exacerbated by the social and racial segregation prevalent in the city of Lima.

RESUMEN

Esta tesis se centra en exponer las relaciones de dominación en los proyectos de agricultura urbana (AU) en tres barrios populares de Lima. El principal problema de investigación radica en que detrás de los loables objetivos de los proyectos de AU a menudo se esconden relaciones de poder asimétricas, que afectan principalmente a los habitantes de las zonas precarias donde se implementan estos proyectos. Nuestro trabajo muestra cómo las dinámicas de poder atraviesan los proyectos de AU en Lima y ejercen sus efectos en la participación comunitaria. Adoptamos un enfoque metodológico basado en el análisis crítico del discurso, complementado con la aplicación de la hermenéutica profunda para desentrañar las relaciones de dominación en los proyectos de AU de los barrios populares de Lima. Estas elecciones metodológicas resaltan la necesidad de examinar los discursos y prácticas subyacentes que contribuyen a mantener las relaciones de poder desiguales en estos contextos. Los resultados destacan cómo son experimentadas estas relaciones y relaciones de dominación entre las jardineras que viven en barrios populares de Lima y las organizaciones promotoras de los proyectos de AU (grupos intermediarios y ONG). Otras formas de dominación, como la de las lideresas vecinales o la dominación masculina, refuerzan un proceso de subordinación sobre las jardineras, que son principalmente mujeres. A pesar de los objetivos emancipadores defendidos por los promotores de la AU, estas iniciativas reproducen relaciones de poder asimétricas, exacerbadas por la segregación social y racial que prevalece en la ciudad de Lima.

TABLE DE MATIERES

RESUME	iv
TABLE DE MATIERES	vii
Liste des tableaux	xv
Liste des figures	xv
Liste des abréviations et acronymes	1
INTRODUCTION	3
PARTIE I : L'analyse des notions préétablies et des enjeux sociaux des projets d'agriculture urbaine à Lima	11
CHAPITRE 1 : conceptions de l'AU relues au prisme de la domination	12
1 Les projets d'AU : quand une activité rurale se retrouve dans l'urbain	14
1.1 Le concept controversé de l'AU	14
1.2 La multifonctionnalité de l'AU : atout ou faiblesse ?.....	18
1.3 L'agriculture périurbaine, un cas à part.....	22
2 L'AU dans le Sud sous la forme de projet de développement :	24
2.1 L'AU en Amérique latine	26
2.2 Les « agriculteurs urbains », l'image des protagonistes	28
2.2.1 L'analyse du rôle des femmes dans l'AU	30
2.3 L'AU sous la forme d'un projet : une gouvernance importée du Nord au Sud.....	33
2.3.1 Le concept de « projet de développement »	35
2.3.2 La gouvernance d'un projet : un défi constant	37
3 L'accompagnement et la responsabilisation dans les projets	41
3.1 L'accompagnement, une contrainte ?	41
3.2 Autonomie et responsabilité	44
CONCLUSION	48
CHAPITRE 2 : des fondements théoriques aux discours idéologiques	52
1. Les fondements théoriques de la domination	55

1.1.	Notions de domination : perspectives de Weber et Bourdieu.....	57
2.	Les formes contemporaines de la domination	61
2.1.	La domination au travail : perspectives de Christophe Dejours	62
2.2.	Le projet et la nouvelle domination : Danilo Martuccelli	65
2.2.1.	La responsabilité : le transfert de l'incertitude et du risque aux dominés.....	66
2.2.2.	Des espaces prêts à héberger des idéologies ?	68
3.	Le discours comme dispositif d'inscription de la domination	70
3.1.	Le pouvoir symbolique du discours : l'approche bourdieusienne.....	73
3.2.	La légitimation du discours	74
	CONCLUSION.....	77
	CHAPITRE 3 : Une ville racialement segmentée : Lima, fabrique d'inégalités	82
1	Contexte socio-historique de Lima	86
1.1.	L'exode vers la capitale.....	87
1.2.	L'émergence des <i>asentamientos humanos</i>	89
1.3.	Survivre à la « discrimination liménienne ».....	93
2.	Contexte socio-économique des districts où se trouvent les jardins.....	97
2.1.	District de Villa Maria del Triunfo: Le jardin Valladolid du projet « Huertos en Linea ».....	98
2.2.	District de San Juan de Miraflores: le jardin Salzbourg du projet « Praderas de Vida » 101	
2.3.	Villa El Salvador : le jardin Chiclayo du projet « SED ».....	103
3.	L'apparition du concept d'AU à Lima.....	106
	CONCLUSION.....	108
	PARTIE II : CONTEXTE, OBJET DE RECHERCHE ET CADRAGES	
	ÉPISTÉMOLOGIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE	111
	CHAPITRE 4 : Contextualisation et méthodologie	112
1	Problématique, hypothèse et objectifs de la thèse.....	112
1.1.	Problématique.....	112

1.2.	Hypothèse	113
1.3.	Questions de recherche	113
1.4.	Objectifs de la recherche	114
2.	L'épistémologie nécessaire pour dévoiler la domination.....	116
2.1.	La théorie de l'acteur-réseau (TAR) et les projets d'AU	118
2.1.1.	Les projets d'AU au cœur de la TAR.....	120
2.2.	L'analyse du discours et l'approche critique comme méthodologie	121
2.2.1.	L'analyse du discours (AD)	122
2.2.2.	L'approche critique : l'analyse critique du discours (ACD)	124
2.2.3.	L'importance de l'herméneutique	128
	CONCLUSION.....	130
	CHAPITRE 5 : L'herméneutique de profondeur, la place du chercheur et la collecte des données	133
1	La méthode choisie : <i>Depth Hermeneutics</i> ou l'herméneutique de profondeur	134
1.1.	Vers l'herméneutique de profondeur : Gadamer, Habermas et Ricoeur	135
1.2.	L'herméneutique de profondeur (HP) comme méthode d'analyse	138
1.2.1.	L'analyse sociale	139
1.2.2.	L'analyse du discours dans l'HP	143
1.2.3.	L'interprétation.....	147
2.	La place du chercheur dans la recherche en sciences sociales.....	148
2.1.	Rapport du chercheur à son objet	148
2.2.	L'impact de la figure du chercheur dans les données collectées	153
3.	Données et prises de notes	158
3.1.	La prise de notes	158
3.2.	La collecte des données	160
3.3.	Choix des projets d'AU et recrutement des participants	162
3.4.	Méthode de recrutement	163

3.5. Réalisation des entretiens	166
CONCLUSION.....	170
PARTIE III : Représentations et pratiques - l'analyse des trois projets d'AU.....	175
CHAPITRE 6 : Le projet « Huertos en Línea » - Jardin Valladolid.....	176
1 L'analyse sociale.....	176
1.1. Création du projet « Huertos en Línea » et analyse institutionnelle.....	180
1.2. La stratégie de prise de contact avec un leader communautaire.....	185
1.3. Les relations internes	188
1.3.1. La relation de Mme Gregoria et M. Christian, entre autorité et manque de reconnaissance	188
1.3.2. La relation de Mme Gregoria et les jardiniers, entre domination et peur	191
1.3.3. La relation entre les jardiniers et M. Christian, entre travail en équipe et méfiance	192
1.4. Les relations externes	196
1.4.1. La relation entre ISA REP et les jardiniers	196
1.4.2. La relation entre les jardiniers et la Municipalité de Villa Maria del Triunfo .	199
1.4.3. La relation entre l'IPES et les jardiniers	201
2 L'analyse du discours	202
2.1. ISA REP et l'incessante rhétorique de l'AU	203
2.2. Mme Gregoria et son double rôle	207
2.3. Noemí Soto et la place de l'ONG « IPES ».....	213
2.4. Le rôle de la Municipalité de Villa Maria del Triunfo	217
3 L'interprétation.....	218
3.1. Positionnement stratégique de chaque acteur	218
3.2. Intentions cachées.....	219
3.3. Les véritables intérêts des acteurs	219
3.4. « J'aime les plantes » comme justification de l'implication dans le projet.....	221
3.5. L'objectif final du jardin.....	222

3.6.	Différence de capital culturel.....	223
3.7.	La présence de l'Université Nationale Agraire La Molina (UNALM)	225
3.8.	Les obligations déguisées	228
3.9.	L'incidence politique	234
3.10.	La gêne face à l'appropriation des jardins par ISA REP	234
3.11.	Le jardin et le bien-être des jardiniers	236
3.12.	Le sentiment de mépris	237
CHAPITRE 7 : Le projet « Praderas de Vida » - Jardin « Salzburg ».....		239
1.	L'analyse sociale	239
1.1.	Création du Jardin Salzburg et analyse institutionnelle	241
1.2.	L'analyse institutionnelle et économique d'ISA REP, financeur du projet	245
1.3.	L'analyse institutionnelle et économique de Misha, encadrante du projet	247
1.4.	Le modèle économique du projet « Praderas de Vida » et le jardin Salzburg. 248	
1.5.	L'importance de la présence de Mme Gregoria au début du projet	250
1.6.	La stratégie reposant sur une leader communautaire : Mme Betty	251
1.7.	Les relations internes.....	253
1.8.	Les relations externes	254
1.8.1.	La relation entre Misha et les jardinières : la dépendance du succès d'une entreprise	255
1.8.2.	La relation ISA REP – jardinières : des photos et des bons souvenirs... une ou deux fois par an.	258
1.8.3.	La relation Misha – ISA REP : la réalité de mise en place d'un projet.	259
1.8.4.	La relation jardinières – population du quartier : un important désaccord...	261
1.8.5.	La relation jardinières – Municipalité de San Juan de Miraflores)	264
2.	L'analyse du discours.....	265
2.1.	Le discours d'ISA REP : un projet exemplaire et répliquable	266

2.2.	Le discours de Paloma (Misha Rastrera) : la lutte des femmes pour leur autonomisation.....	268
2.3.	Les déclarations de Mme Betty : une leader communautaire « entre le marteau et l'enclume ».....	279
3.	L'interprétation	284
3.1.	La « vente » d'une idée : l'agriculture pour des non-initiés.....	285
3.2.	Les femmes de l' <i>asentamiento humano</i> « Praderas » : empathie ou convenance ? 287	
3.3.	Différentes versions pour un même fait	289
3.4.	La liberté dans ses « propres jardins »	291
3.5.	Des devoirs et des consignes dans un projet « horizontal ».....	293
3.6.	Engagement et implication : les effets du projet	296
3.7.	Responsabilisation individuelle ?.....	299
3.8.	Le poids du capital culturel	301
3.9.	Autonomie sans liberté ?.....	302
3.10.	La difficulté de l'agroécologie transférée aux jardinières.....	303
	CHAPITRE 8 : Le projet « Sembrando en el desierto » - jardin « Chiclayo »	307
1.	L'analyse sociale.....	307
1.1.	Genèse du projet « SED » et l'analyse institutionnelle	310
1.2.	Le projet SED en pratique : la recherche de l'emplacement correct.....	311
1.3.	La stratégie de s'appuyer sur une leader communautaire : Mme Délia	314
1.4.	Relations internes	316
1.4.1.	La relation entre Mme Délia et les jardinières	316
1.4.2.	La relation entre les jardinières	318
1.5.	Les relations externes	319
1.5.1.	La relation entre les jardinières et la communauté.....	319
1.5.2.	La relation entre les jardinières et l'IPES.....	322
1.5.3.	Les autres relations avec l'extérieur : UNACEM et CUSO.....	325

2. L'analyse du discours	327
2.1. CUSO : Le soutien implacable à l'AU	328
2.2. L'IPES à travers la PAUL : la rhétorique s'impose	331
2.3. Mme Délia et le jeu de son discours : d'abord conventionnel, après authentique ..	337
3. L'interprétation.....	341
3.1. L'imposition de l'AU à un groupe de femmes inexpérimentées.....	341
3.2. Le goût pour les plantes et le loisir comme élément de légitimation	344
3.3. Une offre a été créée sans existence d'une demande concrète	345
3.4. L'imposition d'un label agroécologique au jardin de Chiclayo	347
3.5. L'implication comme effet du discours.....	348
3.6. La conscience de Mme Délia du mode de fonctionnement.....	351
3.7. Le changement de discours de Mme Délia.....	354
3.8. L'UNALM, le légitimateur de l'activité.....	356
SYNTHESE ET ANALYSE COMPARATIVE DES 3 PROJETS.....	360
Analyse croisée des trois projets	360
CONCLUSION GENERALE, LIMITES DE LA RECHERCHE ET PERSPECTIVES	
376	
CONCLUSION.....	377
ANNEXES.....	397
ANNEXE 1 : Liste exhaustive des personnes interviewées.....	398
ANNEXE 2 : DECRET MUNICIPAL 021-2007-MVMT – Promotion de l'agriculture urbaine dans le district de Villa Maria del Triunfo	400
BIBLIOGRAPHIE	402

Un document complémentaire contenant les retranscriptions des entretiens réalisés dans le cadre de cette thèse sera mis à disposition du jury. Ces retranscriptions sont fournies en espagnol pour faciliter la compréhension et l'analyse des données recueillies.

Liste des tableaux

Tableau 1: Les idéaux types de domination. ..	67
Tableau 2: Principales caractéristiques des trois projets d'AU sélectionnés	363

Liste des figures

Figure 1: Carte des emplacements des trois jardins sélectionnés.....	98
Figure 2: Carte par zones du district de Villa Maria del Triunfo.	99
Figure 3: Carte stratifiée de Villa Maria del Triunfo au niveau du bloc.	100
Figure 4: Carte par zones du district de la Villa Maria del Triunfo.....	102
Figure 5: Carte stratifiée de San Juan de Miraflores au niveau du bloc.....	103
Figure 6: Carte par zones du district Villa El Salvador.	104
Figure 7: Carte stratifiée de San Juan de Miraflores au niveau du bloc.....	105
Figure 8: Schéma organisationnel du projet « Huertos en Linea ».	178
Figure 9: Vue aérienne de la bande de terrain à travers laquelle passent les câbles électriques appartenant à ISA REP	185
Figure 10: Schéma organisationnel du projet « Praderas de Vida ».....	241
Figure 11: Vue aérienne de la bande de terrain appartenant à ISA REP et de l'emplacement exact pour développer le projet « Praderas de Vida »	244
Figure 12: Schéma organisationnel du projet « SED »	310
Figure 13: Vue aérienne du jardin Chiclayo à Villa El Salvador	313

Liste des abréviations et acronymes

ACD - Analyse critique du discours

AD - Analyse du discours

ALDA - Alimentando a Lima desde adentro

APU - Agriculture périurbaine

AU - Agriculture urbaine

BID - Banque interaméricaine de développement

BM - Banque mondiale

CGIAR - Consultative Group on International Agricultural Research

CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

FAO - Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

HP - Herméneutique de profondeur

INEI - Institut National de Statistiques et de l'Informatique

ISA REP - Red de Energía del Perú

MOCICC - Mouvement citoyen contre le changement climatique

OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques

ODD - Objectifs de développement durable

ONG - Organisme non gouvernementale

PAS - Programmes d'ajustement structurel

PAUL - Plateforme d'Agriculture Urbaine de Lima

PEA - Population économiquement active

PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement

PVD - Pays en voie de développement

RAU-HEL - Réseau des agriculteurs urbains « Huertos en Línea »

RAU-VMT - Réseau des agriculteurs urbains de Villa Maria del Triunfo

RSE – Responsabilité Sociétale des Entreprises

RUAF - Research in Urban Agriculture Farming

SAGE - Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe

SED - « Sembrando en el desierto »

UNALM - Université Nationale Agraire La Molina

INTRODUCTION

Né au cœur de Lima, Pérou, une ville marquée par des disparités sociales, mon parcours a été façonné par les contrastes saisissants entre les quartiers. Mes premières années ont été passées dans l'un des districts les plus défavorisés de la capitale, Villa Maria del Triunfo, où les inégalités étaient palpables à chaque coin de rue. Issu de familles immigrées de la côte nord péruvienne, mes grands-parents ont traversé des défis considérables pour s'établir dans cette métropole en quête d'opportunités. Les six premières années de ma vie ont été marquées par une proximité quotidienne avec la réalité des moins fortunés, une expérience qui a forgé ma compréhension des défis inhérents à la vie dans les quartiers populaires de Lima.

Cependant, la vie a pris un tournant décisif lorsque mes parents ont réussi à améliorer leur situation financière. Ce changement a entraîné notre déménagement vers un quartier notablement plus aisé. Là, j'ai fréquenté une école parmi les élites, côtoyant des camarades de classe issue de familles privilégiées. Tout en évoluant dans ce nouvel environnement, j'ai maintenu des liens étroits avec mes anciens amis du quartier populaire, continuant à y retourner régulièrement pour des rencontres amicales, notamment des matchs de football endiablés. Cette dualité marquante a constitué un premier éveil, où la ligne entre les mondes sociaux contrastés de mes amis riches et pauvres devenait de plus en plus évidente. Au milieu de ces deux réalités, j'ai adopté une position d'observateur impartial, écoutant attentivement les différents points de vue qui émanaient de ces mondes apparemment disjoints.

Après avoir achevé mon cursus scolaire, l'avenir s'est dessiné de manière distincte pour mes amis issus de l'école aisée que je fréquentais. Alors qu'ils se dirigeaient naturellement vers des universités privées, véritables bastions de l'élite, je me suis retrouvé à la croisée des chemins, conscient des contraintes financières qui pesaient sur ma famille. Ma sœur ayant choisi une carrière médicale exigeante dans une université privée, j'ai pris la décision consciente de postuler à une université publique. Ces institutions, bien que réputées pour leur qualité d'enseignement, étaient également le refuge des moins fortunés, offrant une chance d'éducation sans les fardeaux financiers souvent associés aux établissements privés. L'accès à ces universités publiques, cependant, était une bataille ardue. L'examen d'admission, rigoureux et sélectif, constituait un défi majeur. Pour moi, la voie à suivre était claire : embrasser la tradition

familiale et devenir économiste comme mon père, bien que cette décision reflétait davantage les normes conservatrices de la société liménienne que mes aspirations personnelles.

Conscient de mon intérêt pour les questions liées à l'agriculture et à l'environnement, j'ai choisi de postuler à l'Université Nationale Agraire La Molina, où la filière d'économie offrait un lien privilégié avec ces domaines. Préparer l'examen d'admission dans un centre d'études dédié a été une étape cruciale de ce périple. Ce centre était fréquenté par des individus persévérants, certains y passant plusieurs années dans l'espoir de réussir cet examen redoutable. Ma propre expérience, cependant, a pris une tournure différente. Après seulement quelques mois de préparation intensive, j'ai réussi l'examen, une réussite qui a suscité en moi une profonde réflexion. En scrutant les résultats, j'ai été frappé par la disparité entre ma réussite et les échecs de mes pairs provenant de diverses régions du Pérou. Cette disparité, centrée sur l'accès à une éducation de qualité, a été une première confrontation avec les inégalités persistantes qui traversent le tissu social du Pérou.

Au cours de mes années universitaires, je me suis trouvé naviguant entre deux mondes diamétralement opposés. D'une part, mes camarades de classe à l'université, souvent issus de milieux économiquement défavorisés, partageaient une réalité marquée par des ressources limitées. D'autre part, en dehors des enceintes académiques, mes amis du quartier aisé et des écoles prestigieuses m'offraient une perspective contrastée. Cette dualité quotidienne a constitué un exercice constant de compréhension des différents avis et expériences qui émanaient de ces deux univers sociaux distincts. Cette immersion constante dans des réalités disparates a profondément influencé ma perception du monde qui m'entoure et a été à la source de mon intérêt croissant pour les dynamiques sociales et économiques.

Mon parcours universitaire m'a conduit à me spécialiser dans la valorisation économique des ressources naturelles et des impacts environnementaux. À la fin de mes études en économie, mes premiers pas dans le monde professionnel m'ont mené à une filière du Ministère de l'Environnement. Bien que rempli d'enthousiasme initial, cet engagement s'est rapidement heurté à la dure réalité du travail dans le secteur public. L'idée que l'économie était une science sociale, impliquant une compréhension directe des réalités des gens, s'est évanouie face à la prédominance de chiffres et d'équations. Cette expérience a laissé un vide, une insatisfaction quant à la nature déconnectée de mon travail. C'est à ce moment crucial que j'ai pris la décision de poursuivre mes études pour acquérir une perspective plus holistique sur la société.

Choisissant de m'éloigner temporairement de mes activités au Pérou, j'ai opté pour un master en Économie Sociale et Solidaire à Mulhouse, en France. Ce choix, guidé par le désir d'approfondir mon analyse de la société, a ouvert un nouveau chapitre de ma vie académique et professionnelle, m'offrant une opportunité unique d'explorer des approches économiques alternatives et socialement responsables.

Au cours de ma deuxième année de master, l'opportunité de réaliser des stages professionnels s'est présentée, et j'ai été accueilli au sein d'une association réunissant les agriculteurs locaux, portant un projet d'envergure au nom séduisant : le Projet Alimentaire Territorial de Sud Alsace. Mon rôle central consistait à répertorier les acteurs impliqués dans cette dynamique locale et à les engager dans la construction collaborative de ce projet ambitieux.

Cependant, lors des réunions de travail, une réalité troublante a émergé. Les participants, en nombre bien inférieur à mes attentes, provenaient principalement de milieux privilégiés, déjà liés par des relations préexistantes. Malgré la rhétorique persistante sur la précarité, la co-construction, la ville durable et l'autonomie alimentaire, ces discussions semblaient souvent déconnectées de la réalité quotidienne. Cette observation m'a ramené à mes expériences à Lima, où j'avais été confronté aux inégalités entre ceux qui discutent de la pauvreté depuis la richesse. Ces constats m'ont incité à remettre en question l'utilité de ces réunions et, plus profondément, de ces projets eux-mêmes. Animé par cette interrogation, j'ai décidé de consacrer ma thèse de master à l'exploration des enjeux sociologiques inhérents à de telles initiatives.

Suite à mon exploration approfondie des dynamiques du Projet Alimentaire Territorial en France, orientée par une analyse sociologique des relations de pouvoir, mon retour au Pérou a été marqué par une réalité où l'économie sociale et solidaire (ESS) était encore peu développée et promue. Mon engagement professionnel au Ministère de l'Agriculture, axé sur l'analyse économique des projets agricoles, a continué à me confronter à la nécessité d'intégrer une perspective sociale dans ces évaluations. Dans le contexte péruvien, caractérisé par des enjeux sociaux, culturels et environnementaux significatifs, une simple analyse chiffrée des projets agricoles s'avérait insuffisante pour dévoiler les réalités complexes qui sous-tendaient ces initiatives.

Les rapports de pouvoir au sein des projets agricoles m'ont interpellé de manière croissante, car il était de plus en plus évident que les supposés bénéficiaires, les agriculteurs, n'étaient pas nécessairement les principaux acteurs influents. Les intermédiaires et les grandes sociétés semblaient souvent détenir un pouvoir disproportionné, malgré l'apparente mobilisation des agriculteurs en faveur de ces projets. Lorsque les agriculteurs plaidaient activement en faveur de ces initiatives, je me demandais dans quelle mesure cette volonté était véritablement la leur, ou si elle était influencée par d'autres parties prenantes. Cette question fondamentale a jeté les bases de ma réflexion sur la domination potentielle d'un groupe sur un autre au sein de ces projets agricoles.

Simultanément, à Lima, j'ai été témoin d'une médiatisation et d'une promotion intenses des projets d'agriculture urbaine, souvent présentés comme des initiatives progressistes. Cependant, mon observation attentive a révélé des relations inégales de pouvoir au sein de ces projets. En parallèle, je connaissais des acteurs impliqués dans la promotion de l'agriculture urbaine. Ces constatations ont alimenté ma curiosité quant à la manière dont ces relations de pouvoir se traduisent potentiellement en rapports de domination au sein de ces initiatives.

Ainsi, éclairé par ces constats et inspiré par ma volonté de comprendre les mécanismes sous-jacents aux projets d'agriculture urbaine, j'ai décidé de présenter un projet de recherche. Cette étude vise à analyser de manière approfondie les relations de pouvoir dans les projets d'agriculture urbaine à Lima et à déterminer dans quelle mesure ces relations se traduisent en rapports de domination.

L'agriculture urbaine (ci-après, AU) se présente comme un phénomène en constante croissance à l'échelle mondiale, qui suscite un intérêt croissant en tant que moyen potentiel de renforcer la sécurité alimentaire, de promouvoir la durabilité environnementale et de renforcer les communautés urbaines. Cependant, au cœur de cette tendance émergente se trouvent des questions cruciales qui exigent une exploration approfondie et une analyse critique. Cette thèse se penche sur les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima et pose une question centrale : sont-ils des leviers d'émancipation pour ces communautés ou renouvellent-ils les rapports de domination qui caractérisent souvent ces contextes urbains marginalisés ? Pour répondre à cette question, cette thèse se divise en trois parties distinctes, chacune apportant un éclairage particulier sur les enjeux sociaux et idéologiques entourant ces initiatives.

Quels sont les acteurs principaux impliqués dans la conception et la mise en œuvre des projets d'AU dans les quartiers défavorisés de Lima ? Comment se manifestent les relations de pouvoir au sein de ces projets d'AU ? Dans quelle mesure les bénéficiaires présumés des projets d'AU sont-ils effectivement impliqués dans le processus décisionnel ? Quelles sont les conséquences de la domination perçue sur la durabilité et l'efficacité des projets d'AU ?

Pour cela, il faut dévoiler les parties prenantes clés qui exercent une influence significative sur la définition des objectifs et des stratégies des projets d'AU. Il s'agit de comprendre la dynamique des décideurs et de ceux qui participent activement à la planification et à la mise en œuvre de ces initiatives. Aussi, il s'avère nécessaire l'exploration des diverses dynamiques de pouvoir, tant au niveau interpersonnel qu'institutionnel, afin de saisir comment le pouvoir est réparti entre les différents acteurs impliqués. L'objectif est de déceler les structures de pouvoir implicites et explicites au sein de ces projets. L'évaluation de la véritable participation des résidents des quartiers défavorisés est aussi un point clé dans notre compréhension. En examinant la portée de leur implication dans les décisions, elle cherche à déterminer dans quelle mesure les besoins et les perspectives de ces bénéficiaires sont pris en compte. En fin, il nous semble important d'explorer les impacts concrets des relations de pouvoir sur les résultats des projets d'AU, en mettant en lumière les répercussions potentielles sur la durabilité et la capacité à atteindre les objectifs communautaires de bien-être et de prospérité.

Il est crucial de noter que la réalisation de cette thèse et la collecte de données ont eu lieu dans une période exceptionnellement complexe, marquée par la pandémie mondiale de COVID-19. Au Pérou, en particulier, où les mesures de restriction sociale étaient rigoureuses et la situation souvent hors de contrôle, cette période a présenté des défis uniques pour la recherche sur le terrain. La peur généralisée de la contagion a créé un climat où la socialisation, même au sein de communautés locales, était teintée d'appréhension. L'impact de ces restrictions s'est manifesté de manière tangible lors de la collecte de données, où bien que les jardins d'AU aient été observés sur place, les jardinières, par mesure de précaution, évitaient les interactions directes.

Parallèlement aux contraintes imposées par la pandémie, il est essentiel de souligner un autre aspect qui a marqué cette période. En dépit de la volonté de comprendre leurs expériences, les jardinières étaient souvent réticentes à participer pleinement aux entretiens. Cette réserve ne découlait pas seulement de la crainte de la contamination, mais également d'une appréhension

à exprimer librement leurs opinions. En fait, nombre d'entre elles m'orientaient invariablement vers la leader communautaire du jardin, soulignant son rôle central en ces temps incertains : « Parle avec elle, elle sait tout », me disaient-elles. Cette dynamique particulière, façonnée par les circonstances exceptionnelles de la pandémie, a ajouté une couche complexe à la collecte de données et a enrichi l'analyse des relations de pouvoir au sein de ces communautés.

Ainsi, la présente thèse est organisée de manière à suivre une progression logique qui reflète le cheminement de la recherche sur la domination derrière les projets d'AU dans les quartiers défavorisés de Lima. Dans la première partie de cette thèse, nous entreprenons une exploration méticuleuse des fondements conceptuels des projets d'AU, en mettant en lumière les ambiguïtés et les critiques qui les accompagnent. Le chapitre 1 déconstruit le concept d'AU, soulignant les multiples significations qu'il revêt et les défis inhérents à la mise en place d'un « projet » dans ce contexte. Par la suite, le chapitre 2 plonge dans les fondements idéologiques qui guident ces initiatives, en se concentrant particulièrement sur la notion de « domination par responsabilité », telle que formulée par Danilo Martuccelli. Enfin, le chapitre 3 dresse le portrait d'une Lima fragmentée sur des lignes raciales, révélant les mécanismes d'inégalités à l'œuvre au sein des quartiers populaires, marqués par la discrimination, la ségrégation et les stéréotypes à l'encontre des migrants en provenance des Andes.

La deuxième partie établit le cadre théorique et méthodologique qui guidera notre analyse. Le chapitre 4 expose la problématique, les hypothèses et les objectifs de notre recherche. Nous présentons également la théorie de l'acteur-réseau en tant qu'outil épistémologique essentiel, ainsi que l'analyse du discours en tant que méthodologie. Par la suite, le chapitre 5 explore en détail notre approche méthodologique, mettant en avant l'herméneutique de profondeur en tant que méthode privilégiée. Nous accordons également une attention particulière à la position du chercheur dans ces analyses sociales, ainsi qu'à la collecte de données qui sous-tend notre étude.

La troisième partie constitue le cœur de notre investigation, où nous nous penchons sur l'analyse détaillée de trois projets d'AU spécifiques. En effectuant à la fin une analyse croisée de ces initiatives, cette section vise à dévoiler les dynamiques complexes et interconnectées qui sous-tendent ces projets. En jetant une lumière sur les similitudes et les différences entre ces cas spécifiques, nous aspirons à dégager des tendances émergentes et à mieux saisir les défis et les opportunités inhérents à ces initiatives. Cette approche comparative offrira une perspective

élargie sur la manière dont les relations de pouvoir s'entremêlent avec les caractéristiques particulières de chaque projet, permettant ainsi l'apparition des rapports de domination.

Enfin, dans la conclusion, nous réunirons les découvertes clés et explorerons les implications de cette recherche pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets d'AU. Nous éclairerons ces conclusions sur la domination en les reliant aux principaux postulats des auteurs examinés dans la partie théorique. Cette connexion avec les travaux des auteurs sur la domination permettra d'approfondir notre compréhension des mécanismes sous-jacents et de situer nos résultats dans un contexte sociologique plus large. En mettant en lumière ces liens théoriques, nous aspirons à contribuer à une réflexion critique et éclairée sur les dynamiques de pouvoir dans le domaine de l'AU, offrant ainsi des perspectives fondamentales pour des interventions et des politiques plus inclusives et équitables dans ce domaine en pleine évolution.

Il est impératif par ailleurs de souligner la nécessité de transcender les limites traditionnelles des recherches scientifiques, particulièrement dans le domaine de la sociologie. En effet, cette thèse s'inscrit dans une perspective qui transcende les frontières disciplinaires habituelles, soulignant l'impératif de ne pas contribuer à la fragmentation continue et à la spécialisation excessive de la connaissance. Dans un monde de plus en plus complexe, il est essentiel d'adopter une approche holistique plutôt qu'une réduction simpliste des sujets, en particulier lorsqu'il s'agit d'analyser des entités organiques telles que les sociétés. Ces dernières ne se conforment pas à des compartiments étanches ; au contraire, elles sont le produit de divers facteurs d'influence qui opèrent à la fois au niveau individuel et groupal, et sont fortement modulées par les institutions qui les traversent.

Ainsi, cette thèse appelle à une ouverture intellectuelle, refusant de se limiter à un seul cadre d'analyse. Les analyses sociologiques, tout en demeurant au cœur de cette étude, se combinent avec des approches issues de la psychologie sociale et de la géographie sociale. Cette fusion d'approches permet d'appréhender de manière plus complète les intrications complexes qui régissent les dynamiques de pouvoir au sein des projets d'AU dans les quartiers défavorisés de Lima.

Au-delà de l'aspiration académique, cette thèse repose aussi sur une conviction profonde : rendre la recherche sociologique accessible, lisible et, surtout, applicable dans les sphères de la société où elle peut réellement faire la différence. Loin de vouloir simplement accumuler des

connaissances, nous visons à offrir des outils tangibles qui puissent être directement mobilisés au service de l'action. Dans un contexte où les rapports de pouvoir influent de manière significative, voire parfois opportuniste, sur les décisions politiques et la gestion des ressources publiques, il devient impératif de créer des ponts entre la recherche et l'action.

Nous aspirons donc à transcender les frontières académiques pour devenir un instrument d'utilisation réelle. Que ce soit au sein des instances politiques, des municipalités, ou même des établissements universitaires, elle s'efforce d'offrir des *insights* concrets et applicables. En mettant en lumière les dynamiques de pouvoir dans les projets d'AU, cette recherche ambitionne d'éclairer les processus décisionnels et de fournir des éléments tangibles pour orienter les choix des autorités publiques et des bailleurs de fonds internationaux. À travers cette approche pragmatique, nous cherchons à contribuer activement à la prise de décision informée et à l'instauration de pratiques réellement équitables et durables au moment de s'engager avec des projets de développement.

En conclusion, cette thèse se présente comme une exploration audacieuse des dynamiques de pouvoir dans les projets d'AU des quartiers défavorisés de Lima. Elle ne se contente pas de s'inscrire dans le cadre traditionnel des recherches sociologiques, mais aspire à transcender les frontières disciplinaires pour offrir une analyse précise et nuancée.

Cette lecture est une invitation à explorer une analyse approfondie des relations de pouvoir, façonnée par les expériences uniques des jardinières et des communautés dans lesquelles elles s'inscrivent. Plus qu'une simple étude académique, cette thèse aspire à être un modèle répliquable, ouvrant des portes pour une compréhension plus profonde des dynamiques sociales dans d'autres domaines et réalités. Je vous convie à un voyage intellectuel qui offre des perspectives nouvelles et stimulantes sur le pouvoir au sein des projets d'AU.

**PARTIE I : L'analyse des notions préétablies et des enjeux sociaux des projets
d'agriculture urbaine à Lima**

CHAPITRE 1 : conceptions de l'AU relues au prisme de la domination

Introduction

Au cours des 15 dernières années, la popularité de l'agriculture urbaine (désignée ci-après AU) explose littéralement dans l'ensemble de l'hémisphère Nord et dans de nombreux pays du Sud¹. Les comptes-rendus sur l'AU dans la presse populaire, dans les rapports rédigés par les praticiens et dans les publications universitaires prolifèrent. Une majorité de ces travaux célèbre le retour de la production alimentaire en ville et annoncent sa contribution potentielle aux domaines de l'écologisation et de la durabilité urbaines, l'alimentation, la sécurité et l'innovation entrepreneuriale (Gorgolewski et al., 2011 ; Lohrberg et al., 2016 ; Viljoen, 2005).

Cependant, plusieurs géographes critiques et certains spécialistes de l'alimentation, en particulier en Amérique du Nord, poussent la réflexion au-delà de cette célébration convenue. Ils attirent ainsi, l'attention sur l'intégration de l'AU dans les processus de développement capitaliste et de reproduction des inégalités (McClintock, 2014 ; Wekerle et Classens, 2015). Ils soulignent également son rôle dans le renforcement du racisme structurel, dans le colonialisme ainsi que dans d'autres formes d'oppression (Guthman, 2009 ; Lyson, 2014 ; Safransky, 2014, Ramirez, 2015 ; Reynolds et Cohen, 2016). Plusieurs chercheurs interpellent sur son utilisation comme un dispositif de gouvernance néolibérale (Allen et Guthman, 2006 ; Pudup 2008). Certains adoptent une optique toute aussi critique pour évaluer le potentiel de l'AU et remettent parfois radicalement en cause ces mêmes processus de néolibéralisation (Eizenberg, 2012 ; Sbicca, 2014).

Les critiques adressées à l'encontre de l'AU² se révèlent plus rares au sein des études européennes, bien que l'AU ait pris racine avec sensiblement la même vigueur en Europe que

¹ Nous tenons à préciser que dans cette thèse, la distinction entre le Nord et le Sud rappelle avant tout les différences socio-économiques, culturelles et environnementales importantes entre les pays développés et sous-développés (ou comme réfère Piron (2019), colonisateurs/colonisés) : racisme, inégalités économiques et sociales, migrations forcées, discours et bien d'autres.

² Il convient de noter que l'AU se présente sous diverses formes et modalités, ce qui rend sa définition et sa compréhension complexes. Parmi ces différentes manifestations, on peut distinguer des pratiques telles que la culture dans des pots, sur les terrasses, dans des zones urbaines, qu'elles soient favorisées ou défavorisées, ainsi que dans des zones périurbaines. De plus, l'AU peut prendre forme à travers des initiatives telles que les jardins partagés, les jardins communautaires, les fermes urbaines, les potagers collectifs, et bien d'autres. Cette diversité de pratiques témoigne de l'adaptabilité de l'AU aux contextes urbains variés et des multiples motivations qui sous-tendent ces initiatives. Ainsi, il est important de reconnaître cette diversité lors de l'examen des critiques et des études sur l'AU, car chaque forme peut présenter des enjeux et des défis spécifiques qui méritent d'être pris en compte.

dans les villes nord-américaines (Darly et MacClintock, 2017). Darly et MacClintock ont abordé des aspects cruciaux de l'AU, notamment ses implications sociales, économiques et environnementales, ce qui en fait des références importantes pour évaluer les critiques formulées à l'encontre de l'AU. Cette perspective internationale nous permet d'observer que, bien que l'AU ait prospéré de manière similaire en Europe et en Amérique du Nord, les discours critiques peuvent varier en fonction du contexte culturel, social et politique spécifique à chaque région. Pour autant, plusieurs interventions scientifiques récentes mettent en lumière une géographie critique européenne de l'AU en plein essor comme le montrent les travaux de MacClintock (2010, 2014), Paddeu (2012, 2014), Tornaghi (2014), Certomà (2015) ou Hochedez et Le Gall (2016).

Certomà (2015), par exemple, s'est penché sur ces dimensions politiques et sociales en Europe, offrant une perspective critique qui va au-delà de l'aspect purement agricole. Hochedez et Le Gall (2016) ont contribué à une analyse spécifique de l'AU en France, soulignant les enjeux locaux et nationaux. Tornaghi (2014) a exploré sa dimension sociale à travers des études de cas européens, apportant des insights cruciaux sur la manière dont les communautés s'approprient et interagissent par rapport aux activités de l'AU. Il existe ainsi un dynamisme actuel de la recherche sur l'AU en Europe qui semble souligner l'émergence d'une géographie critique qui offre des perspectives novatrices pour la compréhension des liens entre l'AU, l'espace urbain et les dynamiques sociales contemporaines (retour à la nature, jardins partagés, jardins d'insertion sociale, entre autres formes).

Ce chapitre vise en premier lieu à réaliser une analyse générale de la notion d'AU, en mettant en évidence sa multifonctionnalité. Cependant, il est important de noter que cette multifonctionnalité découle en partie du manque de consensus sur sa définition et de l'absence d'une clarté épistémologique, ce qui contraste avec l'agriculture familiale qui, elle aussi multifonctionnelle, est reconnue comme une richesse. En explorant la diversité des fonctions attribuées à l'AU – notamment pour l'action publique – nous cherchons à comprendre comment cette multifonctionnalité, souvent présentée comme un atout, peut également être perçue comme une faiblesse. Ensuite, nous examinerons le rapport entre la ville (ou l'urbain) et l'agriculture (le rural) qui depuis quelques années revêt une importance significative. La place de l'agriculture périurbaine (désormais APU) est aussi abordée et intégrée dans le contexte de notre recherche. En deuxième lieu, nous considérons l'AU en tant que projet de développement, figure constante dans les pays du Sud. En effet, nous apercevons l'AU comme un projet de

développement majeur, particulièrement prévalent dans les pays du Sud. En adoptant cette perspective, nous visons à saisir les dynamiques spécifiques de gouvernance et de mise en place qui caractérisent l'AU en tant que projet, offrant ainsi un éclairage approfondi sur son rôle en tant qu'instrument de développement dans ces contextes. Finalement, nous examinerons l'apparition d'une nouvelle forme de domination proposée par Danilo Martuccelli (2004) qui sera l'axe fondamental de notre analyse.

Comme considération finale, et dans une optique d'impartialité au moment de l'analyse, nous ne prendrons pas parti pour une définition en particulière. Notre recherche s'appuie sur des études de cas à analyser car, d'une part, les organisations visées font la promotion de leurs activités comme étant celles de l'AU et réalisent une communication en ce sens. D'autre part, leurs activités se trouvent régies sous la forme de « projets ».

1 Les projets d'AU : quand une activité rurale se retrouve dans l'urbain.

1.1 Le concept controversé de l'AU

Malgré les nombreuses recherches et discussions sur le sujet, il n'existe pas de définition universellement acceptée de ce qu'est exactement l'AU. La signification d'AU a été le sujet de nombreuses études et débats, abordés selon des perspectives variées telles que la géographie, l'urbanisme, l'environnement, l'économie, la culture et le social. Dans le cadre de cette thèse, nous approfondirons particulièrement les facettes géographiques, sociales et économiques de l'AU, afin de mieux comprendre les spécificités du cas traité et d'apporter des éclairages précis sur les dynamiques en jeu dans ces domaines. L'AU attire l'attention des citoyens et des chercheurs (par exemple Ernwein, 2014 et Salomon-Cavin 2014) en raison de la présence de deux termes qui revêtent un caractère crucial en période de crise alimentaire³ : agriculture d'une part, et urbaine, de l'autre. Dans le même temps, le concept d'AU se révèle être complexe et sujette à des interprétations variées, caractérisé par sa polyvalence et son caractère évolutif (Granchamp, 2016). Cette diversité d'interprétations rend ce concept particulièrement adaptable aux contextes locaux et aux dynamiques spécifiques des communautés étudiées dans cette thèse.

³ Holt Giménez, Eric and Shattuck, Annie (2011). Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? *Journal of Peasant Studies*, 38: 1, 109 — 144

La discussion approfondie des nombreux bénéfices attribués à l'AU revêt une importance cruciale dans le cadre de cette recherche. En explorant en détail les diverses dimensions de ces avantages, il devient possible de remettre en question les notions préconçues et de développer une compréhension nuancée des impacts de l'AU. Cela revêt une pertinence particulière dans un contexte où les discours sur ses bénéfices peuvent parfois être simplifiés ou idéalisés.

Cette exploration théorique constitue le socle conceptuel sur lequel se construit l'analyse des projets d'AU. En effet, en mettant en lumière la diversité des interprétations autour des bénéfices de l'AU, elle offre une base solide pour comprendre comment ces discours, associés à des asymétries de pouvoir, peuvent engendrer des rapports de domination entre les acteurs impliqués dans les projets d'AU à Lima. Ainsi, cette étape théorique ne se limite pas à dévoiler les facettes de l'AU, mais vise également à dévoiler les dynamiques de pouvoir et de domination inscrites dans la matérialisation de ces discours au sein de ces projets.

Dans le champ de la recherche sur l'AU plusieurs auteur(e)s issus de domaines variés entreprennent des investigations approfondies pour définir précisément ce concept. Leurs travaux s'articulent autour d'une volonté commune de clarifier et d'affiner la compréhension de l'AU. Parmi ces contributions, Mougeot (2000) explore les dimensions sociales et économiques de l'AU, tandis que Moustier et al. (2004) se penchent sur les aspects économiques et environnementaux. Ba et Aubry (2011) apportent une perspective spécifique sur l'AU en Afrique de l'Ouest, enrichissant ainsi la compréhension des contextes spécifiques. Nahmias et Le Caro (2012) contribuent à la réflexion en mettant l'accent sur les enjeux liés à la gouvernance de l'AU. L'ensemble de ces travaux illustre la diversité des approches et des angles d'analyse mobilisés pour cerner de manière exhaustive la complexité et les contours de l'AU.

Pour leur part, Moustier et al. (2004) affirment après avoir analysé près d'une dizaine de définitions, que la définition d'« agriculture urbaine », « agriculture périurbaine » (ci-après, APU) et « agriculture intra urbaine » (ci-après, AIU) varie selon la définition de base. Certains auteurs considèrent l'AU comme englobant l'APU et l'AIU (Mougeot 2000). Cependant, d'autres estiment que l'APU intègre l'APU et l'AIU au sens strict et comme synonyme de l'AU (Moustier et Mbaye ; 1999). Ils se placent ainsi dans la perspective de Fleury et Donadieu (1997), qui envisagent le basculement de l'APU en AU dès lors que celle-ci entretient des

rappports fonctionnels réciproques avec la ville. En d'autres termes, ils considèrent qu'une transition vers une « AU » peut être envisagée lorsque les activités agricoles en périphérie de la ville sont étroitement liées à des fonctions qui sont essentielles pour le fonctionnement de la ville elle-même, et vice-versa. Ces rapports réciproques suggèrent que les activités agricoles et urbaines se complètent mutuellement d'un point de vue fonctionnel. Par exemple, l'AU pourrait fournir des denrées alimentaires essentielles à la ville, tandis que la ville pourrait offrir des marchés, des consommateurs, et des intrants (comme des déchets organiques pour la fertilisation) à l'APU. Ainsi, ces activités sont interconnectées d'une manière qui va au-delà d'une simple coexistence géographique, mais implique une relation fonctionnelle réciproque.

Adoptant une définition plus ouverte du concept d'« agriculture », Scheromm et al. (2014) concluent que l'AIU désigne toutes les formes d'agricultures qui coexistent au sein de l'espace urbain. Pour ces auteurs, « *saisir cette diversité à différentes échelles (un centre-ville, un quartier, une municipalité, une agglomération) suppose une approche territoriale et systémique des relations agriculture-ville* ». (Scheromm et al., 2014, p.51). D'autre part, Nahamias et Le Caro (2012) proposent de développer trois critères à propos de la notion d'AU : la localisation, les fonctionnalités et la dynamique d'agglomération. Les auteurs distinguent entre trois grandes formes de pratiques agricoles : les circuits longs, les circuits courts et les pratiques habitantes ou locales.

Granchamp (2012), à travers une analyse approfondie reposant sur une compilation conséquente de ressources scientifiques, principalement consultées via le portail BiblioShs⁴, identifie et catégorise les diverses conceptions entourant l'AU. Cette exploration approfondie révèle la présence marquée de trois dichotomies fondamentales dans la définition. Tout d'abord, l'auteure discerne une dualité entre le professionnel et l'amateur, soulignant ainsi les objectifs divergents qui sous-tendent ces deux pôles. D'un côté, le professionnel s'inscrit dans une perspective économique axée sur la vente, tandis que l'amateur, à l'inverse, oriente ses efforts vers le loisir et l'expérimentation. Ensuite, il s'expose une dichotomie entre le marchand et le non marchand, mettant en évidence les intentions de production associées à chaque extrémité. Le marchand se caractérise par une production destinée à la vente sur un marché déjà existant, tandis que le non marchand implique une production orientée vers l'autoconsommation et le loisir, sans nécessairement viser le commerce. Enfin, la disjonction entre le formel et l'informel,

⁴ <https://bib.cnrs.fr/>

établissant une séparation entre les projets clairement identifiés et structurés, qu'ils soient publics ou privés, et les initiatives plus spontanées ou non officielles, parfois méconnues ou non reconnues. Nous pouvons ainsi observer la diversité des pratiques et des visions qui coexistent au sein de la notion d'AU.

A cet égard, nous appréhendons aussi les (conséquents) bénéfices de ces définitions sur ce qui est « AU ». Poulot (2013) par exemple considère que l'AU renvoie à la réduction des *food miles*⁵ (Rouget, 2008 ; Aubry, 2011). Il s'agit également de la possibilité d'une alimentation saine de proximité pour tous (Aubry 2011, Le Gall 2013). Certains chercheurs, tels que Rouget (2008) et Perrin (2011), considèrent l'AU comme un moyen assuré de préserver et d'encourager les trames et circulations vertes, contribuant ainsi au maintien et à l'expansion de la biodiversité. En outre, d'autres auteurs, comme Mawois et al. (2011), soulignent que l'AU peut être perçue comme une pratique favorisant des circulations écologiques locales, réduisant ainsi son impact sur l'environnement. Ils la considèrent comme une réponse à la crise urbaine, offrant des solutions à la pauvreté urbaine en améliorant l'accès à un environnement propre et à une alimentation saine.

Dès lors, des divers auteurs et chercheurs proposent une multitude de définitions, chacune mettant en avant différents aspects d'une pratique sociale multiforme et complexe. Comme nous avons observé, certaines définitions insistent sur son aspect productif, soulignant son rôle dans la production alimentaire en milieu urbain, tandis que d'autres mettent en avant ses dimensions sociales, environnementales ou économiques. Cette diversité de perspectives reflète la nature multifacette de l'AU et la variété de ses expressions à travers le monde.

Cependant, cette diversité de conceptions soulève également des questions importantes. En permettant une interprétation flexible du concept d'AU, il est important de prendre en compte le contexte socio-historique, culturel et social dans lequel cette pratique s'inscrit. Les différentes interprétations de l'AU peuvent être influencées par les discours des institutions telles que les ONG, les organisations internationales, les entreprises privées et l'académie. Ces institutions peuvent s'approprier stratégiquement l'AU pour promouvoir leurs propres intérêts, sans nécessairement tenir compte des effets négatifs que cela pourrait entraîner dans d'autres

⁵ La notion de « *food miles* » se réfère à la distance que parcourt la nourriture depuis le lieu de production jusqu'au consommateur final. C'est une mesure qui vise à évaluer l'empreinte environnementale des produits alimentaires en termes de transport.

contextes. Par exemple, certaines ONG pourraient utiliser l'AU comme un moyen de légitimer leurs actions ou politiques, sans considérer pleinement les conséquences sur les communautés locales ou sur l'environnement. De même, les entreprises privées pourraient exploiter l'AU pour des gains économiques, au détriment des principes de durabilité et d'équité. En examinant les discours et les actions de ces institutions, il devient évident que l'appropriation sélective de l'AU peut avoir des répercussions négatives dans certains contextes, mettant en lumière la nécessité d'une analyse critique des politiques et des pratiques associées à cette pratique.

En conséquence, il est essentiel de poursuivre les réflexions et les débats sur cette question, tout en reconnaissant la complexité et la diversité inhérentes à l'AU. Nous considérons ainsi que la diversité considérable des fonctions attribuées à l'AU rend indispensable une analyse minutieuse de son caractère multifonctionnel.

1.2 La multifonctionnalité de l'AU : atout ou faiblesse ?

Les approches par lesquelles l'AU peut être explorée sont, comme nous l'avons apprécié, considérablement variées. Chaque approche apporte une fonction selon la manière de prendre l'AU : par exemple, si l'on la considère comme celle activité de culture réalisé dans une zone urbaine pauvre, celle-ci ira en faveur de l'allègement de la pauvreté de certains habitants de ladit zone en offrant un espace vert. Tout change si l'on considère l'AU tout type d'intervention de culture (petit jardins, potager, pot en fleurs, hydroponie, serres, toits verts, etc.) dans une zone aisée avec toutes les ressources nécessaires pour son développement.

Cependant, l'AU est toujours couverte d'atouts quelle que soit l'approche. Ainsi, elle peut être considérée comme un levier pour l'émancipation de femmes (Hovorka, 1998 ; Boulianne, 2001 ; Simiyu, 2012), comme un mouvement de résistance contre le système alimentaire dominant (McClintock, 2018 ; Brand et al., 2019), ou tout simplement comme un moyen de se détendre (p.e. dans le cas de Lima, des personnes âgées), de manger ce que le jardin produit et si possible, de vendre les légumes produits aux voisins du quartier (Duchemin, 2013).

L'AU est souvent présentée comme une bonne alternative pour lutter contre la misère à laquelle certaines populations défavorisées se trouvent confrontées (Mougeot, 2006 ; Van Veenhuizen, 2006). Elle remplit ainsi une fonction alimentaire notamment en termes de produits frais (Aubry et al., 2010 ; Ba et Moustier, 2010). L'AU exerce également des fonctions économiques et

sociales croissantes, comme en témoignent les données récentes sur l'emploi généré par l'AU ou sa contribution à la réduction des inégalités alimentaires (Dubbeling et al., 2010). Elle poursuit enfin des fonctions environnementales de protection contre certains risques ou de recyclage des déchets (N'Diéonor et Aubry, 2004), de production de paysage ou de poumon vert (Fleury et Ba, 2005 ; Ba et Moustier, 2010).

Dans cette perspective, Nahmias et Le Caro (2012) proposent une définition qui établit des bénéfices et repose sur une perspective de l'écologie urbaine : « *L'agriculture périurbaine – correspondant à l'agriculture urbaine selon la terminologie anglo-saxonne – est considérée comme l'agriculture localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources; l'alternative ouvre sur des concurrences, mais également sur des complémentarités entre ces usages : foncier bâti et foncier agricole; eau destinée aux besoins des villes et eau d'irrigation; travail non agricole et travail agricole; déchets ménagers et industriels et intrants agricoles; coexistence en ville d'une multiplicité de savoir-faire due à des migrations, cohabitations d'activités agricoles et urbaines génératrices d'externalités négatives (vols, nuisances) et positives (espaces verts) » (Moustier et Mbaye, 1999, p.18). Pour leur part, la définition évoquée, dans une perspective paysagiste, par Fleury et Donadieu se veut plus pointue : « *L'agriculture périurbaine, au strict sens étymologique, est celle qui se trouve à la périphérie de la ville, quelle que soit la nature de ses systèmes de production. Avec la ville, cette agriculture peut soit n'avoir que des rapports de mitoyenneté, soit entretenir des rapports fonctionnels réciproques. Dans ce dernier cas, elle devient urbaine et c'est ensemble qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville » (Fleury et Donadieu, 1997, p.45).**

Les investissements dans l'AU sont aussi considérés par Daftary-Steel et al., (2015) qui recourent aux termes de « *unattainable trifecta* » (tiercé inaccessible) de l'AU pour désigner l'idée selon laquelle l'AU, sans investissements importants à long terme, déclenche trois effets bénéfiques : (1) fournir de la nourriture de qualité à prix bon marché pour les habitants les plus précaires ; (2) délivrer des formations et expériences de travail et/ou favoriser le développement du leadership et, finalement ; (3) générer des revenus pour les producteurs et créer des emplois financés avec les profits des ventes. D'un autre côté, les fonctions sociales et environnementales d'une AU responsable, notamment dans la réduction du fossé entre l'urbanisation et la nature, peuvent s'avérer difficiles à quantifier.

En outre, située au carrefour de la géographie sociale et de l'aménagement de l'espace, l'AU constitue un objet de recherche commun à la géographie et à la sociologie, dans une approche intégrative de perspectives urbaines et rurales (Nahmías et Le Caro, 2012). L'adéquation entre l'AU et l'aménagement de l'espace urbain se trouve également questionnée du fait qu'il s'agit d'une activité en constante évolution cédant la place à d'autres utilisations des terres et se déplaçant ensuite vers de nouveaux espaces (Ellis et Sumberg, 1998).

Les enjeux spatiaux peuvent créer aussi d'autres circonstances non désirables. Comme illustration, à Sao Paulo, au Brésil, l'absence de précision dans la définition et la reconnaissance de l'agriculture dans les contextes urbain, rural et périurbain a engendré des problèmes significatifs (Le Bel et al., 2020). Cette indistinction a conduit à des ambiguïtés dans la planification et la gestion des espaces, créant des conflits d'utilisation des terres. En effet, les définitions des frontières urbaine et rurale ont empêché le développement de certains projets sociaux. Les auteurs affirment que la « zone rurale » de Sao Paulo représente une source de tensions entre différents groupes sociaux aux projets de développement spécifiques voire antagonistes. Les pouvoirs publics rencontrent ainsi, de nombreuses difficultés dans les négociations sur l'utilisation de ces espaces. L'édification d'une réelle zone rurale, à travers des outils politiques s'analyse selon les auteurs, en une avancée majeure car elle permet juridiquement, d'allouer officiellement des activités agricoles dans l'action publique municipale. D'après Le Bel et al. (2020) : « *L'étiquette de « rural » permet aux acteurs de légitimer une activité d'AUP* » (Le Bel et al., 2020, p.15).

D'autre part, avec l'apparition de la notion de développement durable, la ville commence à être appréhendée comme un facteur de gestion de durabilité important. Aujourd'hui, des organisations internationales à l'instar de la FAO, la Banque mondiale et l'Union européenne voient dans l'AU l'une des solutions au sous-emploi en ville et, donc, comme une sorte de levier pour un développement urbain durable dans les pays du Sud (Mougeot, 2000).

Actuellement, le paradigme du développement durable met en question à la fois les modes d'approvisionnement alimentaire des citadins et l'expansion urbaine. Il s'impose à l'agenda des politiques publiques (Audet, 2015 ; Dubbeling, 2014 ; Mougeot, 2000). Il rencontre aussi un engouement de la part d'acteurs multiples en faveur d'initiatives locales plaidant pour un retour à la proximité entre ville et nature, entre ville et agriculture et entre ville et alimentation. Ce

phénomène amène à s'interroger sur l'agriculture comme infrastructure nécessaire de la ville « durable » (Fleury et Moustier, 1999).

Cette énorme diversité d'attributs de l'AU, et considérant qu'il n'existe quasiment pas des chiffres officiels sur les activités la concernant, a été objet d'interpellation dans cette thèse. Quel cadre d'analyse devrions-nous utiliser pour évaluer les projets d'AU à Lima et comment ce cadre doit-il être relié au concept de domination ? Sommes-nous obligés de considérer une caractéristique de l'AU – préalablement identifiée – pour l'observer sous l'angle des principes de la domination ?

Cette variété de notions et de concepts soulève la nécessité de faire une sélection judicieuse pour notre recherche, en évitant de succomber à la dimension émotionnelle souvent associée à l'AU. Par « dimension émotionnelle », nous entendons la tendance à accorder une connotation exclusivement positive à l'AU, en négligeant parfois la réalité complexe de cette pratique. Il est crucial de se détacher des bénéfices souvent idéalisés attribués à l'AU par certains auteurs et définitions, afin d'éviter tout biais rhétorique. Notre objectif est d'adopter une perspective plus nuancée, en examinant l'AU sans nécessairement la relier à des connotations sensibles, tout en reconnaissant l'importance du lien social qui ne se réduit pas à l'émotion seule. Cette approche plus holistique nous permettra de mieux comprendre les dynamiques complexes qui façonnent l'AU, tout en écartant les clichés qui la présentent uniquement comme une activité bénéfique sous tous les angles.

La représentation de la zone urbaine telle qu'elle transparait dans les écrits de tous ces auteurs précités diffère, bien évidemment, selon la région du monde où l'activité se trouve. L'AU requiert une approche multidimensionnelle, tenant compte de la géographie, de la politique, de l'environnement, de la santé, de l'économie, ainsi que des attentes et des priorités propres à la ville. Par exemple, la géographie urbaine peut influencer la disponibilité des terrains pour les projets d'AU, la politique urbaine peut dicter les régulations et les incitations pour l'adoption de ces pratiques, l'environnement urbain peut imposer des contraintes ou des avantages spécifiques, la santé publique peut être impactée par la qualité des produits agricoles, l'économie locale peut être stimulée par les activités liées à l'AU, et enfin, les attentes et les priorités de la communauté urbaine peuvent façonner la manière dont ces initiatives sont conçues et acceptées. Ainsi, la compréhension de l'AU nécessite une prise en compte précise de ces divers éléments qui convergent dans le tissu urbain.

1.3 L'agriculture périurbaine, un cas à part

Tant dans le Nord que dans le Sud, les pratiques agricoles réalisées dans la ville (intra urbaines) et hors-ville (périurbaines -mais non situées en zone rurale-) se révèlent diverses, parfois dissemblables, et se dessinent selon l'intérêt de chaque acteur concerné. En France par exemple, les travaux intra-urbains concernent jusqu'à présent essentiellement les jardins familiaux (Consaes, 2000) et les jardins associatifs sous l'angle de leur contribution au développement durable des villes. Toutefois, les relations entre les différentes agricultures présentes dans la ville, agriculture dite « de loisir » et agriculture « marchande » telles qu'observées en périurbain, n'y sont pas abordées (Scheromm et al., 2014). Dans d'autres pays au contraire, les travaux sur l'agriculture intra-urbaine prédominent : en Afrique et dans les mégapoles d'Asie et d'Amérique latine ainsi qu'en Amérique du Nord (Smith, 1996).

Dans l'espace périurbain, l'agriculture se révèle indifférente à la ville. Son caractère périurbain découle souvent de l'étalement contemporain. Nahmias et Le Caro (2012) parlent plutôt d'une agriculture rejointe par la croissance urbaine. Il s'agit d'une agriculture de grands marchés, dont les facteurs de localisation et de commerce revêtent un intérêt majeur. Ainsi, elle s'inscrit dans une logique de recherche des coûts de production les plus faibles (Fleury et Donadieu, 1997).

La distinction entre APU et AU, en plus de sa dimension spatiale, renvoie à une dimension statutaire. Alors que l'APU a trait, principalement, à une agriculture professionnelle ou marchande, une grande diversité d'acteurs pratiquent l'AU, majoritairement des citoyens amateurs (jardiniers) ou des jardiniers-maraîchers salariés par des associations ou des structures publiques (Mundler et al., 2014). Cette figure est la même tant dans le Nord que dans le Sud.

À ce propos, Moustier et al. (2004) dessinent l'image de la zone périurbaine, et affirment que l'APU suit l'évolution de l'agriculture professionnelle, avec une spécialisation et un accroissement de sa dimension économique. Elle s'implante dans les grandes filières, soit internationales – du fait de la demande des pays développés –, soit régionales en réponse au développement démographique. Cette agriculture professionnelle utilise des infrastructures concentrées en ville : marchés de gros, ports ou aéroports d'exportation, usines de conservation ou de surgélation. Cependant, l'agriculture rurale « classique » apparaît souvent présente aux

portes des villes, avec des systèmes agricoles ou d'élevage (Moustier et al., 2004 ; Leloup, 2015).

De plus, l'APU peut se transformer en AU si des rapports fonctionnels réciproques existent entre l'agriculture et la ville. L'agriculture devient en effet, urbaine lorsque des voies de complémentarité apparaissent. Ainsi, selon Fleury et Donadieu (1997) :« *L'agriculture périurbaine, au strict sens étymologique, est celle qui se trouve à la périphérie de la ville, quelle que soit la nature de ses systèmes de production. Avec la ville, cette agriculture peut soit n'avoir que des rapports de mitoyenneté, soit entretenir des rapports fonctionnels réciproques. Dans ce dernier cas, elle devient urbaine et c'est ensemble, qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville* » (Fleury et Donadieu, 1997, p.45).

Dans un contexte international où l'AU et l'APU s'avèrent de plus en plus encouragées, le cas de Lima apparaît particulièrement intéressant, car il témoigne de deux dynamiques antagonistes, celle de la disparition des terrains agricoles au profit de l'urbanisation et celle d'un renouveau de l'activité, porté par des préoccupations d'amélioration du cadre de vie et de l'alimentation quotidienne (Leloup, 2015). Ainsi, l'AU et l'APU à Lima résultent de dynamiques différentes et ne peuvent s'appréhender comme un ensemble homogène. L'AU est souvent initiée dans un quartier par des organisations externes cherchant à promouvoir la production alimentaire locale et à verdir l'environnement urbain, plutôt que par la seule volonté des habitants du quartier. L'APU revêt, quant à elle, un sens toujours commercial (Leloup, 2015, 2016).

Il importe de souligner que l'APU à Lima se développe dans des terrains considérés comme aptes pour l'agriculture, au contraire à des jardins urbains dans de quartiers populaires de Lima. L'accès à l'eau ne pose presque jamais de difficultés. La différence la plus remarquable de ces deux territoires (urbain et périurbain) réside ici dans l'importance et la valeur de cette activité comme facteur de survie. L'AU est pratiquée par des amateurs et des personnes qui ne sont pas agriculteurs. En revanche, dans le cadre de l'APU les personnes disposent d'une connaissance préalable des activités agricoles, celles-ci constituant leur principale activité économique (Soulard, 2014b ; Leloup, 2012).

Dans ce contexte, il apparaît évident que nous ne pouvons pas prendre parti pour ces deux notions en même temps. Bien qu'il existe de terrains dédiés à des activités dites d'« AU » dans la zone géographique appartenant à la périphérie de Lima ; la nature, l'aspect et les caractéristiques de ces terrains s'avèrent très divergent et éloignés de ceux qui sont réalisés dans les quartiers populaires liméniens . Ainsi, lorsque l'agriculture pratiquée se situe dans un terrain agricole et qu'elle constitue la principale activité économique des personnes qui la pratiquent, elle ne doit pas être considérée comme de l'« agriculture urbaine ». Nous allons donc analyser les projets d'AU réalisés à l'intérieur d'un territoire urbain, et donc, dans les limites géographiques d'un district liménien.

2 L'AU dans le Sud sous la forme de projet de développement :

Les représentations sur l'activité qualifiée d'activité « d'agriculture urbaine » varient selon la région où celle-ci s'effectue. Une différence souvent évoquée consiste à affirmer que, par exemple, dans le Nord cette activité embrasse davantage de préoccupations environnementales et de bien-être en ville, alors que dans le Sud elle incarne plutôt des stratégies de survie (Leloup, 2018). Dans la même ligne, Lovett (2016) affirme qu'en Europe et en Amérique du Nord, l'exercice de cette activité provient des classes moyennes à aisées, cherchant à assoir leur contrôle sur leur alimentation, et véhiculant l'image d'une agriculture réservée à une « élite ».

Dans les pays en voie de développement (ci-après, PVD) -ou pays du Sud-, l'augmentation démographique en ville se trouve exacerbée par la pauvreté. Elle est en lien avec d'autres problématiques, telles que l'emploi, l'immigration de personnes originaires des zones rurales, le transport, l'approvisionnement alimentaire et la protection de l'environnement (De Bon et al., 2010). De nombreux auteurs s'accordent pour considérer que, dans le cas de ces pays, la fonction alimentaire de cette activité et son caractère nourricier (surtout en période de crise) restent primordiaux et que l'agriculture urbaine joue un rôle plus important dans l'approvisionnement des villes du Sud en ce qui concerne les produits frais, comparativement aux villes du pays du Nord (Aubry, 2013 ; Schilter, 1991).

Bien que les projets d'AU dans certaines villes du Sud visent à résoudre les problèmes de durabilité, ils ne cherchent pas nécessairement à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire et d'inégalité. Cela se vérifie plus particulièrement, lorsque ces projets sont fortement gérés par la ville ou limités par des paramètres de financement (Holt-Giménez, 2010). En effet, les fermes

urbaines et les jardins communautaires ne disposent pas, très souvent, de mandat explicite de justice sociale, celle-ci n'apparaît pas dans les objectifs des jardins.

En outre, les préoccupations d'équité ne motivent pas non plus tous les praticiens de l'AU (Gottlieb et Joshi, 2010). Toutefois, les recherches s'intéressant au rôle alimentaire de l'AU dans les PVD soulignent que cette dernière contribue à fournir des revenus de subsistance aux populations pauvres et illustrent ainsi le double univers – marchand et non marchand – sous-tendu par ce concept (Prain et al., 2010 ; Zezza et Tasciotti, 2010). C'est-à-dire, les études portant sur le rôle alimentaire de l'AU dans les PVD mettent en lumière que cette pratique contribue de manière significative à la sécurité alimentaire des populations pauvres. En effet, en cultivant des produits alimentaires localement, les habitants des zones urbaines ont un accès plus direct et abordable à une variété de denrées alimentaires essentielles. De plus, l'AU offrirait des opportunités d'emploi et de génération de revenus pour les communautés défavorisées, renforçant ainsi leur capacité à subvenir à leurs besoins de base. Ces avantages auraient un impact positif sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie au sein de ces régions en développement.

Ceci explique que l'approche « socio-assistancielle » (Boulianne, 2001) de l'AU représente la caractéristique la plus importante dans le Sud. Ainsi, l'AU dans le Sud s'analyse de plus en plus, pour les planificateurs, comme l'un des moyens de lutter contre l'inégalité alimentaire et de procurer des revenus aux populations ayant migré en ville (Leloup, 2018). Il s'agit d'un secteur procurant des aliments et des revenus à des citoyens pauvres qui n'ont pas pu trouver un emploi dans d'autres secteurs économiques (De Bon et al. 2010 ; Franck, 2006).

Cependant, la situation dans les pays du Nord, en particulier dans certains pays européens, révèle une réalité différente. Comme le soulignent Diaz et Garcia (2014) dans leur étude sur l'AU en Europe, cette pratique ne semble pas toujours contribuer de manière significative à la lutte contre la pauvreté. Au contraire, dans certains cas, elle peut être davantage orientée vers des objectifs environnementaux, esthétiques ou communautaires, laissant de côté les préoccupations liées à la sécurité alimentaire ou à l'inclusion sociale des populations les plus vulnérables : « *Les jardins urbains ont été analysés pour voir si cette pratique constitue une stratégie pour faire face aux situations du manque de ressources. Ils l'ont étudié à travers des enquêtes officielles dans les villes russes (Clarke et al., 2000) et on ne peut pas dire que l'agriculture urbaine soit une réponse pour faire face aux situations de crise. Les ménages*

russe qui possèdent des jardins urbains ne sont pas ceux aux revenus les plus faibles. Il s'agit davantage d'un complément à l'emploi salarié qu'une alternative aux situations de chômage. Des conclusions similaires sont tirées par des études réalisées au Canada (Kortright et Wakefield, 2011), qui, à l'aide d'entretiens approfondis, démontrent que cette production alimentaire contribue à une alimentation plus saine dans tous les groupes sociaux, quel que soit leur revenu. La motivation pour la santé et les loisirs est également confirmée dans tous les groupes possédant un jardin au sein de la population tchèque (Jehlicka et al., 2013) (Diaz et Garcia, 2014, p.32).

Cette dichotomie entre les perspectives du Nord et du Sud met en évidence les nuances et les défis complexes associés à l'AU en tant que stratégie de développement. Alors que dans les pays du Sud, elle est souvent perçue comme un levier crucial pour lutter contre la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire, dans les pays du Nord, elle peut être davantage motivée par des considérations environnementales ou culturelles. Cette observation souligne la nécessité d'une approche contextuelle et adaptée dans la promotion de l'AU, afin de répondre aux besoins spécifiques et aux réalités locales de chaque région.

2.1 L'AU en Amérique latine

L'Amérique latine constitue l'une des régions au monde qui connaît la plus grande concentration d'habitants dans ses villes marquées par de fortes inégalités sociales en général. La croissance démographique, les inégalités socio-économiques et une planification urbaine timide dans la région entraînent l'expansion des périphéries urbaines, ce qui soulève des défis socio-écologiques, économiques, sociaux et politiques, avec comme principale préoccupation la sécurité alimentaire (da Cuhna et al., 2014).

Face à la croissance explosive de la ville et à l'incapacité du marché d'absorber toute la main-d'œuvre disponible, l'AU représente une alternative sérieuse d'accès à l'emploi, aux moyens de subsistance, à la nutrition et à la résilience de l'environnement (Degenhart, 2016). Il convient de noter que, parmi les PVD, ceux de l'Amérique latine renvoient peut-être à l'exemple le plus patent du phénomène d'urbanisation de la pauvreté (Bocquier, 2004). Cette expression fait référence au phénomène selon lequel la croissance urbaine s'accompagne souvent d'une concentration accrue de la pauvreté dans les zones urbaines, résultant d'une précarisation croissante des conditions de vie des populations marginalisées et des quartiers défavorisés.

Au-delà des origines historiques aussi anciennes que la culture elle-même, l'agriculture pratiquée dans une zone (intra/péri) urbaine - autrement dit, l'AU - en Amérique latine telle que nous la connaissons aujourd'hui, émerge à Cuba lorsque la chute du Mur de Berlin déstabilise le système d'approvisionnement alimentaire de l'île (Daso, 1995). Les habitants des villes cubaines ont commencé à utiliser des espaces urbains, tels que les patios arrière, les terrasses, les balcons et d'autres parcelles de terre disponibles, pour cultiver des fruits, des légumes et des herbes. Au cours des années 1990, les premières initiatives (ou projets) importants d'AU ont commencé à être développés au Mexique, à Rosario, à Bogota et à Lima⁶ (Maxwell et al., 1998). Si à l'origine ce phénomène découle des forts mouvements migratoires, le nouveau siècle nous montre une deuxième génération de population urbaine piégée dans les banlieues des grandes villes latino-américaines, avec très peu de possibilités d'échapper à la pauvreté (Prain, 2006).

Dans ce contexte, l'AU est présentée comme un moyen efficace de lutte contre la pauvreté et de promotion de la souveraineté alimentaire dans une optique de sécurité alimentaire effective. Les auteurs latinoaméricains commencent à s'intéresser à l'AU et évoquent et promettent ses bénéfices : « *l'agriculture urbaine permet de produire de la nourriture dans les zones vacantes des banlieues avec des moyens simples et une consommation réduite de ressources. De même, c'est une source importante de travail indépendant et de soutien pour les secteurs les plus défavorisés de la population tels que les femmes et les enfants* » (Morales et al., 2010, p.4).

Ainsi, considérant la situation de pauvreté de certaines villes latinoaméricaines, l'AU se présente dans le corollaire des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) proposé par la Banque Mondiale. Les PAS ont été élaborés par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI) au début des années 1980 avec un double objectif. Le premier : aider les Pays en Voie de Développement (PVD) à retrouver une situation économique plus saine ; et le second : assurer la survie du système bancaire international mis en péril par des placements inconsidérés (Kanji, 1991). D'après certains hommes politiques au sein de l'Union européenne et certains économistes et responsables de la Banque mondiale, la stricte application des PAS permettra aux pays du Sud de retrouver une santé économique et d'assurer un développement durable et le mieux-être de leur population (Sparks, 1995). Depuis le début des années 1990, de

⁶ De fait, la première grande expérience d'AU à Lima sera analysée dans cette thèse (chapitre 6).

nouvelles versions des ajustements structurels des années 1980, voient le jour. Aujourd'hui, l'appellation « ajustement structurel » est devenue désuète et de nouvelles terminologies émergent, comme les « cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté ». Toutefois, in fine, les conditions imposées par le FMI et par la Banque mondiale sont toujours présentes et leurs effets renforcés par la mondialisation croissante (Reed, 1999).

En effet, la présence des organismes internationaux semble vitale dans la promotion de l'AU dans les pays du Sud. En Amérique Latine, l'AU renvoie à un concept développé et promu par, entre autres, la FAO. Cet organisme supranational considère l'AU et l'APU comme des « *activités agricoles et processus connexes (transformation, distribution, commercialisation et recyclage, entre autres) qui permettent de produire des aliments et d'autres biens sur des terres et dans divers espaces situés au sein des villes et dans les régions avoisinantes* »⁷. Il convient de noter que presque la totalité des travaux scientifiques sur l'AU en Amérique latine s'appuient sur le concept d'AU proposé par la FAO.

Alors que la définition de l'AU mettant l'accent sur son rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la sécurité alimentaire, il est impératif de se tourner vers les acteurs essentiels qui incarnent cette pratique au quotidien : les agriculteurs urbains. Ces individus jouent un rôle central dans la matérialisation des objectifs fixés par les projets d'AU en Amérique Latine. Qui sont-ils/elles ? A quoi ressemblent-ils/elles ? S'agit-il de personnes en précarité ou bien relèvent-ils/elles de classe moyenne/haute ? Quelles sont les motivations principales qui les ont amenées à participer à ce type de projet ? Ainsi, en explorant le profil, les défis et les opportunités des agriculteurs urbains, nous pouvons mieux comprendre comment leurs actions contribuent à la réalisation des aspirations définies par les institutions internationales, offrant une perspective plus concrète sur la manière dont cette activité influence la vie quotidienne des citoyens et façonne les dynamiques urbaines.

2.2 Les « agriculteurs urbains », l'image des protagonistes

Les multiples fonctionnalités attribuées à l'AU entraînent une diversité accrue des représentations des personnes qui se situent au cœur de cette activité : les jardiniers, nommés dans ces projets « agriculteurs urbains ». D'ailleurs, Duchemin (2008) se questionne sur leur

⁷ <https://www.fao.org/urban-peri-urban-agriculture/fr>

dénomination selon leur statut : jardiniers, présidents des associations des jardiniers, animateurs externes, producteurs urbains ou même agents de développement. Au-delà de leur intitulé, deux représentations cohabitent dans la plupart des ouvrages et d'études consacrés à l'AU : celle d'un agriculteur pauvre pratiquant une agriculture de subsistance dans les pays en voie de développement (PVD) et celle d'un jardinier pratiquant une agriculture de loisir dans les pays industrialisés (Mundler et al., 2014). Cependant, ces deux types peuvent coexister dans une même zone urbaine.

Il importe de souligner que le fait d'appartenir à l'une de ces représentations n'implique pas nécessairement une maîtrise des pratiques agricoles ; la plupart des pratiquants de l'AU dans les PVD étant des amateurs (Morales, 2010 ; Leloup, 2012). Dans le cadre de cette recherche, une distinction est établie entre l'AU professionnelle et d'autres formes d'AU, telle que celle pratiquée par les agriculteurs non professionnels et les citoyens. Cette distinction repose sur des motivations fondamentalement différentes qui guident ces deux catégories d'acteurs. L'agriculteur professionnel, en tant qu'entrepreneur agricole, définit ses objectifs en termes d'entreprise, mettant l'accent sur l'obtention d'un revenu satisfaisant et la croissance économique. En revanche, les agriculteurs non professionnels et les citoyens participent à l'AU pour une variété de motivations diverses, souvent déconnectées des impératifs économiques.

La décision d'exclure délibérément l'agriculture professionnelle de cette analyse repose sur la nature spécifique des objectifs poursuivis par les agriculteurs professionnels. Ces derniers sont généralement orientés vers une expansion économique et une rentabilité maximale, les incitant à se développer dans des zones rurales où les conditions telles que l'espace, les ressources et l'environnement sont plus favorables à une agriculture de grande envergure.

En effet, les zones urbaines auxquelles cette recherche se consacre sont souvent caractérisées par des défis tels que la précarité, la pollution, et la limitation d'espace. Ces conditions ne sont pas propices au développement d'une agriculture professionnelle traditionnelle, axée sur la maximisation du profit. Ainsi, en se concentrant sur l'AU non professionnelle, nous pouvons mieux comprendre comment ces formes spécifiques d'agriculture contribuent aux dynamiques urbaines, offrant une perspective holistique sur la manière dont elles s'intègrent dans les réalités complexes des zones urbaines.

L'activité ne présente donc pas de définition très précise, et la diversité de ses pratiquants – « *tantôt étroitement mêlés, tantôt profondément séparés* » (Nahmias et Le Caro, 2012, p.9) – fait qu'il s'avère extrêmement difficile de disposer d'une représentation fixe de l'agriculteur urbain. À ce propos, Soulard (2014b) évoque la notion de « pratiquants agricoles » pour présenter une lecture d'ensemble de ces mouvements.

Si dans les pays du Nord, le profil des agriculteurs et de l'AU s'avèrent hétérogènes et comprennent des secteurs à fortes ressources économiques, dans les pays du Sud, la majorité des personnes impliquées dans l'AU appartiennent aux couches les plus défavorisées économiquement⁸. En général, il s'agit de migrants originaires de l'intérieur du pays qui s'installent en ville à la recherche de meilleures opportunités. Ils disposent d'un accès à un terrain pour construire leur maison, ainsi qu'à une source d'eau. Cela inclut le cas de certaines personnes disposant de moyens économiques qui décident de cultiver leurs propres légumes afin de consommer des aliments sains cultivés naturellement. Enfin, d'autres personnes trouvent dans le jardin, une activité qui remplit positivement leurs loisirs et génère du bien-être (Khon et al., 2017).

En Amérique Latine, des études menées dans différentes villes s'accordent pour identifier les femmes comme une partie importante des agriculteurs urbains (FAO, 2010 ; Khon et al., 2017 ; Solari et al., 2019). En effet, le genre représente un élément primordial pour mesurer les résultats de l'AU pour les individus et pour leurs ménages (voir Mbiba, 1995, Hovorka 2005, Flynn, 2001). Dans la section suivante, nous verrons qu'un facteur explicatif de la participation majoritaire des femmes dans l'AU peut résider dans le fait que la plupart sont des femmes âgées, avec un faible niveau de qualification, et que les tâches agricoles peuvent être plus facilement combinées avec d'autres tâches au sein du foyer (Simiyu, 2012 ; Solari et al., 2019).

2.2.1 L'analyse du rôle des femmes dans l'AU

Nous avons observé et analysé plusieurs travaux s'intéressent au sujet du genre (e.g., Boulianne, 2001 ; Horvoka, 2005 ; Horvoka et al., 2009 ; Ngome et Foeken, 2012). Ceux-ci ne se contentent pas de mettre en évidence les divers rôles et responsabilités des femmes dans l'AU.

⁸ <https://www.fao.org/urban-peri-urban-agriculture/fr>

Ils visent à mieux analyser les facteurs sous-jacents qui facilitent les différences et déséquilibres de genre, et comment ces dernières influencent le fonctionnement de l'AU.

Hovorka et al. (2009) relèvent les « problèmes clés de genre » qui soulignent les différences et les inégalités entre les sexes dans l'AU. Il s'agit notamment de la prédominance des femmes dans l'AU, la division du travail, les différences entre les sexes en matière de connaissances/préférences, l'accès et le contrôle des ressources, le pouvoir de décision et les avantages et défis. Généralement, l'AU est dépeinte comme une activité féminine car la plupart des agriculteurs urbains sont des femmes, en particulier dans les villes d'Afrique orientale et australe (Mbiba, 1995 ; Freeman, 1991, 1993).

Dans le contexte de l'Amérique latine, les travaux de Martinez (2019) au Brésil et de Solari et al. (2019) portant sur le rôle des femmes dans l'AU se distinguent par leur exploration approfondie des caractéristiques et des motivations des femmes engagées dans cette activité. Martinez met en lumière comment les femmes, souvent marginalisées sur le plan social et économique, trouvent dans l'AU une opportunité de subsistance et de prise en charge des besoins de leur famille. Leurs rôles ne se limitent pas à la production alimentaire, mais s'étendent également à la préservation des savoirs traditionnels liés à l'agriculture, ainsi qu'à la transmission de ces connaissances aux générations futures.

De même, les recherches de Solari et al. (2019) mettent en évidence le rôle crucial des femmes dans la durabilité des jardins urbains à Lima. En s'appuyant sur une étude de cas à Lima⁹, ces chercheurs démontrent comment les femmes, en tant que principales responsables des tâches domestiques et de la gestion des ressources familiales, jouent un rôle central dans la production alimentaire et la sécurité alimentaire des ménages urbains. Ils soulignent également l'importance de prendre en compte les besoins et les perspectives des femmes dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à promouvoir l'AU dans la région.

Cependant, il est essentiel de noter que bien que ces études aient apporté des éclairages précieux sur la participation des femmes dans l'AU, elles ne se sont pas étendues à l'analyse des relations de pouvoir sous-jacentes et des potentiels rapports de domination dans ces contextes. Les

⁹ Cette étude de cas sera analysée dans cette thèse (Chapitre 6).

structures et les dynamiques de pouvoir qui peuvent influencer la participation des femmes dans ces projets ne sont pas explicitement abordées.

Les dynamiques de pouvoir liées au genre et à d'autres formes de marginalisation peuvent être subtilement intégrées dans les pratiques, les discours et les interactions sociales au sein des projets d'AU, rendant parfois difficile leur identification et leur analyse. Ces dynamiques sont enracinées dans des normes culturelles profondément ancrées ou des structures institutionnelles invisibles, ce qui rend leur examen plus complexe et nécessitant des approches méthodologiques spécifiques, telles que des entretiens approfondis ou des analyses intersectionnelles.

Cette absence peut refléter des priorités de recherche historiquement centrées sur d'autres aspects de la production alimentaire urbaine, ainsi que des défis persistants dans la reconnaissance et l'intégration des perspectives de genre dans la recherche et les politiques publiques.

Pour sa part, Boulianne (2001) s'intéresse au rôle des femmes dans les jardins collectifs à Québec et le processus de domestication de l'espace public. Elle soutient que les femmes jouent un rôle important au sein des jardins collectifs, que ce soit comme intervenantes, productrices ou consommatrices. Ce constat soulève des enjeux sociaux et politiques au regard des rapports entre femmes, travail, organisations communautaires, État et société. En effet, Fréchette (2000) met en relief le potentiel des organisations communautaires féminines actives dans le domaine de la sécurité alimentaire sur l'« *empowerment* » des femmes, c'est-à-dire sur le renforcement de leur pouvoir d'agir individuel et collectif. D'autres auteurs (Falquet et Le Doaré, 1994) en revanche, y décèlent plutôt, dans le contexte de la décentralisation des programmes sociaux, une « domestication de l'espace public ». En dépit de tous leurs sacrifices, les femmes ne retirent que peu de bénéfices personnels de l'AU (Flynn 2001 ; Hovorka et al., 2009).

La reconnaissance du rôle des femmes dans l'AU souligne l'importance de prendre en compte les dimensions de genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes dans ce domaine. Cependant, alors que les initiatives visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres continuent de gagner en importance dans le contexte de l'AU, il est également essentiel d'examiner les modèles de gouvernance qui guident ces projets. Dans de nombreux cas, les approches de la gouvernance de l'AU sont

influencées par des paradigmes importés du Nord, ce qui soulève des questions sur leur pertinence et leur applicabilité dans les contextes du Sud.

La gouvernance dans les projets d'AU, en tant que cadre institutionnel et politique qui régit la prise de décision, la planification et la gestion des activités agricoles en milieu urbain, peut souvent refléter les préférences et les priorités des acteurs dominants, souvent situés dans les pays du Nord. Nous approfondirons ce point dans la section suivante, où nous analyserons plus en détail la manière dont la gouvernance dans les projets d'AU peut refléter les préférences et les priorités des acteurs dominants. Ces modèles de gouvernance privilégient certaines approches ou techniques agricoles, ainsi que des mécanismes de participation et de distribution des ressources qui peuvent ne pas être adaptés aux réalités sociales, économiques et environnementales spécifiques des pays du Sud.

Cette importation de modèles de gouvernance soulève des questions importantes sur la légitimité, l'efficacité et l'équité des politiques et des programmes d'AU dans les contextes du Sud. Alors que ces initiatives continuent de se développer et de se diversifier dans ces régions, il est crucial de s'interroger sur les implications de l'application de modèles de gouvernance importés sur la participation, l'autonomisation et les résultats des populations locales, y compris les femmes.

2.3 L'AU sous la forme d'un projet : une gouvernance importée du Nord au Sud

Pendant les trois derniers décennies, l'AU est considérée (principalement dans le Sud) comme une stratégie politique de lutte contre la faim et un moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire sans utiliser de pesticides et dans la perspective d'une économie plus solidaire (Valent et al., 2017). Ainsi, ce type de pratique peut devenir un modèle économique. Pour Corbould (2013), la croissance de l'AU résulte d'une augmentation globale de la migration des zones rurales vers les zones urbaines. Dans le Sud, les populations urbaines dépendent de ressources externes pour leurs besoins alimentaires et se trouvent donc exposées à des risques d'approvisionnement plus importants.

Ainsi, l'AU se présente comme une option de lutte contre la pauvreté de la population précaire avec une garantie de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de qualité environnementale des

villes, par l'éducation et la promotion de l'identité culturelle urbaine¹⁰. Pour Brand et Muñoz (2007), le potentiel de promotion de l'inclusion sociale constitue un argument pour que l'AU devienne une pratique d'intérêt pour les gouvernements locaux.

Une particularité des activités d'AU – tout en considérant ce qui a été dit auparavant sur les principales motivations des agriculteurs urbains en Amérique Latine – tient à leur conception et développement sous la forme de « projet » : projet de développement, projet social, projet entrepreneurial, etc. (Valent, 2017). Si ces projets constituent des opportunités indéniables de reconnexion des citoyens avec la production alimentaire, ils constituent aussi des espaces de tensions et de négociations. En effet, au sein de ces initiatives, on retrouve une multitude d'acteurs, tels que les habitants locaux, les agriculteurs urbains, les organisations non gouvernementales, les institutions publiques et les entreprises privées, chacun avec ses propres objectifs, priorités et attentes.

Cette hétérogénéité des acteurs impliqués dans les projets d'AU conduit à des conflits et à des compromis autour de divers sujets. Par exemple, les habitants locaux ont des préoccupations concernant l'utilisation des espaces publics, l'accès aux ressources naturelles telles que l'eau et le sol, ou encore l'impact environnemental des activités agricoles urbaines (nous verrons ce dilemme avec plus de détails dans les chapitres d'analyse, lorsqu'une partie des habitants des quartiers hébergeant les projets d'AU ne soutiennent pas ces projets). De même, les agriculteurs urbains cherchent à préserver leurs droits d'accès à la terre et aux ressources, tout en cherchant à obtenir un soutien institutionnel et financier pour développer leurs activités.

Parallèlement, les ONG et les institutions publiques partagent des objectifs de développement communautaire et de sécurité alimentaire, mais sont également confrontées à des contraintes budgétaires et à des pressions politiques qui influencent leurs actions et leurs décisions. Enfin, les entreprises privées sont motivées par des intérêts commerciaux et cherchent à tirer profit des opportunités offertes par l'AU, par exemple en développant des partenariats avec les initiatives locales ou en fournissant des services et des produits agricoles.

À ce propos, Langlet (2023) remarque également un changement dans les dynamiques des associations qui génèrent des conséquences indésirables à la clôture d'un projet social. Depuis

¹⁰ <https://www.fao.org/urban-peri-urban-agriculture/fr>

les années 2010, une nouvelle méthode de financement des actions associatives a émergé, connue sous le nom d'investissement à impact. Ce modèle repose sur l'utilisation de mécanismes de marché pour combiner des objectifs sociaux ou environnementaux avec des retours financiers. Au cœur de ces approches se trouve la mesure de l'impact, visant à établir des indicateurs de performance qui influent sur les rendements financiers. L'intégration des pratiques d'investissement financier dans le secteur associatif, notamment à travers des instruments tels que le « Contrat à Impact Social » en France¹¹, suscite de nombreuses interrogations et a conduit à la création d'un observatoire citoyen dédié à la commercialisation des associations.

2.3.1 Le concept de « projet de développement »

L'étude de la notion de « projet » revêt une importance cruciale dans l'analyse des dynamiques de pouvoir et de domination dans les projets de développement, en particulier dans les contextes du Sud où les enjeux de marginalisation, d'inégalité et de dépendance structurelle sont souvent exacerbés (Figuère, 2006). Dans cette optique, l'examen des projets d'AU offre un terrain d'investigation particulièrement fertile, où se cristallisent les enjeux de gouvernance et de résistance face aux formes de domination.

Comme évoqué précédemment, les projets d'AU se caractérisent par leur nature multifacette, impliquant une variété d'acteurs, d'intérêts et de dynamiques à différentes échelles. En tant que processus planifiés et délimités dans le temps et l'espace, les projets d'AU représentent des espaces où se concentrent les politiques, les ressources et les pratiques visant à promouvoir la production alimentaire en milieu urbaine et la sécurité alimentaire des communautés.

Cependant, dans le contexte liménien, derrière la façade des objectifs officiels et des discours prometteurs, les projets d'AU sont souvent le lieu où se déploient et se reproduisent des rapports de pouvoir et de domination, exacerbant les inégalités et les injustices préexistantes. L'étude de la notion de « projet » permet ainsi d'interroger les mécanismes par lesquels ces rapports de

¹¹ Les Contrats à Impact Social (CIS) sont des partenariats impliquant une diversité d'acteurs privés et sont conçus pour financer des initiatives sociales qui sont généralement perçues comme non rentables. Ce mécanisme permet à des investisseurs privés de préfinancer des projets sociaux afin d'expérimenter de nouvelles approches d'intervention. En retour, l'État rembourse les investisseurs, assorti d'un rendement préétabli, uniquement si des résultats spécifiques sont réalisés. Ce qui distingue les CIS d'autres modes de financement est que le remboursement aux investisseurs, en cas de succès, est basé sur une portion des économies budgétaires réalisées par l'État grâce à l'accomplissement des objectifs fixés (Derminé, 2019).

domination s'inscrivent dans les pratiques de planification, de mise en œuvre et de suivi des projets d'AU, ainsi que les stratégies de résistance et de transformation déployées par les populations affectées. Ainsi, l'étude de la notion de « projet » peut éclairer notre compréhension des dynamiques de pouvoir et de domination dans les projets d'AU à Lima, en mettant en lumière les enjeux de gouvernance et de représentation qui sous-tendent ces initiatives.

Le projet correspond à une forme d'organisation des affaires collectives apparue dans l'après Seconde Guerre mondiale pour rationaliser les grandes entreprises du complexe militaro-industriel américain (Ika et Hodgson, 2014). Il a rapidement gagné de nombreux secteurs d'activité, constituant notamment l'un des instruments principaux de l'action publique dans les pays du Sud (Hirschmann, 1967). Aujourd'hui, une grande partie des interventions réalisées par les acteurs étrangers (ONG's et autres acteurs associatifs, organisations internationales, coopérations bilatérales ou collectivités territoriales) dans les PVD revêtent la forme d'aide-projet (Brégeot et Chéneau-Loquay, 2013).

Il importe dès lors de définir le terme de « projet » préalablement à la notion de « projet de développement ». Pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2013) : *« un projet est un ensemble d'éléments, d'activités et de produits, convenus avec le pays partenaire, en vue d'atteindre des objectifs et/ou des résultats spécifiques dans un laps de temps et une zone géographique prédéfinis au moyen d'un budget fixé à l'avance. Les projets peuvent différer considérablement par leurs objectifs, leur complexité, les montants en jeu et leur durée »*¹².

Pour l'Union Européenne, il s'agit d'*« un ensemble d'activités visant à atteindre des objectifs clairement définis, dans des délais donnés et en respectant un budget précis »*¹³. Ainsi, le projet se caractérise par des contraintes très précises comme le budget (financement), les limites spatiales et le temps consacré à sa mise en œuvre (durée du projet).

L'analyse du succès des projets se limite souvent à la comparaison par rapport aux objectifs généraux et spécifiques des projets évalués, aux éléments obligatoires et imposés dans la

¹² OCDE (2013). Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers (SNPC) et du questionnaire annuel du CAD, p.49.

<http://www.oecd.org/fr/cad/stats/documentupload/DCD-DAC%282013%2915-FINAL-FRE.pdf>

¹³ <https://international-partnerships.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/guidelines/managing-project>

construction du « cadre logique » du projet (Brégeot et Chéneau-Loquay, 2013). Les auteurs affirment que « *cette analyse est insuffisante au regard des intérêts ‘annexes’ que sont les objectifs de lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire* » (Ibid, p.2). Or, ces intérêts annexes sont pourtant souvent énoncés comme les objectifs généraux des projets, justifiant leurs raisons d’être.

D’autre part, un projet de développement correspond à une organisation temporaire, dotée de moyens dédiés – humains, financiers, techniques – fonctionnant comme un dispositif à double détente. Sa mise en œuvre vise des objectifs propres et est censée servir de levier de transformation de l’action publique à plus grande échelle (Sjöblom et Godelhem., 2009). À cet égard, ces auteurs analysent les conséquences possibles de la multiplication des projets. Surtout dans des domaines tels que la gestion environnementale, caractérisés par des problèmes politiques intersectoriels et multiniveaux, il est évident, selon leur analyse, qu’une temporalité croissante dans la prise de décision publique peut remettre en question les valeurs administratives fondamentales telles que la transparence et la responsabilité démocratique.

Le projet donc implique de regrouper des acteurs hétérogènes dont les rôles et les attentes ne sont pas sans complexité ni ambiguïté. Au nombre de ces acteurs figurent les institutions publiques et religieuses, les organisations de producteurs, les associations de résidents, les ONG, les entreprises mécènes, les activistes, militants et jardiniers¹⁴. Autres auteurs rapprochent la notion de « projet de développement » et « projet social », ceux-ci s’agissant en général de « *tout projet social cherche à modifier avec succès la situation problématique qui a motivé l’intervention* » (Salamanca, 1995, p.40).

En examinant de plus près la notion de projet de développement, il est essentiel d’explorer également les questions de gouvernance qui sous-tendent ces initiatives, car la manière dont ces projets sont conçus, mis en œuvre et gérés joue un rôle crucial dans leur efficacité et leur impact sur les communautés concernées.

2.3.2 La gouvernance d’un projet : un défi constant

¹⁴ Par exemple, dans le cas de Lima, une diversité considérable d’organisations liées à l’AU se sont rassemblées sous la forme d’une Plateforme (Plateforme d’AU à Lima), forme qui peut varier selon les créateurs des projets (et selon le pays). Les termes de : « réseau », « groupe », « fédération », entre autres, s’avèrent les plus couramment utilisées.

La prise de décisions au sein d'un projet se complexifie avec l'émergence de nouvelles parties prenantes et le développement des procédures de concertation. Il convient de présenter les modes de reconnaissance d'une AU et périurbaine multifonctionnelle et les éléments de légitimité d'une action publique locale sur cette agriculture (Duvernoy et al., 2004).

Derrière la rhétorique, les projets de développement doivent être examinés et évalués car ils peuvent entraîner, directement ou indirectement, des dynamiques d'exclusion socio-environnementales. Le nouveau « développement vert »¹⁵ – ou développement durable des villes du Sud où il existe des différences sociales significatives – peut ainsi également impliquer une privatisation de l'espace urbain. Cela peut également se traduire par le passage sous silence des politiques agricoles libérales ou servir de justification au désinvestissement des quartiers défavorisés (Tornagui, 2014). D'autre part, la polysémie d'un terme peut susciter des ambiguïtés et des confusions. D'ailleurs, la problématique du passage d'une structure hiérarchique du pouvoir à une structure de type en réseaux a justifié le recours à un nouveau terme, celui de « gouvernance ».

En ce sens, Bakkour suggère que la gouvernance d'un système « désigne les mécanismes au moyen desquels les mandataire(s) et les mandants articulent leurs intérêts et aplanissent leurs différences afin de réaliser leurs objectifs. La gouvernance désigne, par ailleurs, les institutions, qui influent sur l'exercice des pouvoirs dans les entités concernées. Enfin, la gouvernance d'un système est décrite par l'interaction participative entre les acteurs concernés à tous les niveaux » (Bakkour, 2013, p.36).

Il convient de souligner la différence avec l'idée de gouvernement qui suppose un acteur central, dominant, de type hégélien (Donzelot, 1996). Dans le cas de la gouvernance, l'État, s'il reste un acteur important, pour autant, il s'agit d'un « acteur parmi d'autres » (Le Galès, 1995). La

¹⁵ Selon l'OCDE, le développement vert (ou la croissance verte) signifie promouvoir la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépend notre bien-être. <https://www.oecd.org/fr/>.

gouvernance¹⁶ correspond à des formes de coordination liant des acteurs publics (État, collectivités locales, etc.) à des acteurs privés, qu'il s'agisse d'entreprises (nationales ou transnationales) et/ou plus largement des représentants de la société civile (associations, ONG, syndicats, etc.) pour répondre à une problématique complexe caractérisée par une multitude d'acteurs et d'échelles d'intervention (Baron, 2003). Dès lors, il s'agit de définir ces catégories d'acteurs, ainsi que la complexité des liens qui les relie.

Les politiques de développement et de lutte contre la pauvreté imposent aux pays bénéficiaires des modèles de gouvernance qui se veulent fondés sur une meilleure gestion de l'État, une plus grande transparence et la participation de la population à la délibération politique et à la prise de décisions. Dans ce cadre, les PVD importent des techniques de gouvernance conçues ailleurs censées être universellement efficaces, dont celle de la participation d'une société civile qui nécessite d'être constituée et organisée de l'extérieur (Mappa et al., 2009).

Cardoso et al. (2017) mettent en exergue la complexité des défis de la gestion sociale dans les projets de développement. Les auteurs rapportent ainsi, qu'un projet de développement doit concilier les intérêts de toutes les personnes impliquées, car les projets sociaux changent les scénarios et interfèrent dans différentes sphères. Ainsi, préalablement à la prise de décisions, le projet doit être soumis à une évaluation afin d'examiner les effets directs et indirects susceptibles d'en découler. Les projets sociaux ou de développement suivent cette logique : il s'agit de constructions visant à prédire ce qu'un groupe de personnes souhaite accomplir afin de transformer de bonnes idées en pratiques prometteuses (Valent et al., 2017).

Au fil de la dernière décennie, la portée de la notion de gouvernance a considérablement évolué, s'étendant au-delà de ses contours initiaux pour englober une diversité croissante de domaines et de pratiques. Ce changement témoigne d'une transformation significative dans la manière dont la gouvernance est conceptualisée et appliquée, reflétant l'adaptation des cadres théoriques

¹⁶ Un cas à part concerne la « bonne gouvernance », concept qui rassemble les initiatives dans lesquelles existe une certaine instrumentalisation de la part de l'État qui souhaite exercer, plus ou moins directement, un contrôle sur ces initiatives populaires spontanées (Baron, 2003). Les instances de régulation locale plus ou moins formelles qui caractérisent la gestion des services urbains (e.g., eau, collecte des déchets, etc.) dans les villes du Sud, notamment celles relevant de la société civile, se trouvent progressivement institutionnalisées par les collectivités locales sous couvert des bailleurs de fond. Les cas les plus représentatifs à Lima, par exemple, réfèrent aux initiatives *Vaso de Leche* (verre de lait) et *Comedores Populares* (cantines populaires), portées par les membres de la communauté à titre volontaire avec l'entre-aide comme drapeau. Quelques temps après leur apparition, et eu égard au succès de ces initiatives populaires, elles ont été institutionnalisées par les municipalités respectives.

et des approches pratiques pour répondre aux réalités complexes et évolutives des sociétés contemporaines. Cette extension de la notion de gouvernance souligne une volonté croissante de prendre en compte une diversité de facteurs, d'acteurs et de contextes dans la prise de décision et la gestion des affaires publiques, contribuant ainsi à une compréhension plus nuancée et inclusive des mécanismes de gouvernance. Dans la mesure où les problèmes de coordination entre les acteurs se réduisent simultanément au niveau de l'État, de la ville, de l'entreprise, de l'ordre mondial, voire européen, la gouvernance devient essentiellement une gouvernance locale, une gouvernance urbaine (Baron, 2001).

La gouvernance renvoyant à l'interdépendance des acteurs publics, des acteurs privés et des associations, elle fonde des programmes de lutte contre la pauvreté dans les PVD. Dans ce cadre, le rôle de certaines ONG traduit une autonomie vis-à-vis de l'État, du marché économique et des bailleurs de fonds internationaux. La gouvernance caractérise aussi des programmes de développement social au sein de zones urbaines dévalorisées et de lutte contre l'exclusion, par exemple dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (Baron, 2001).

Depuis plus d'une décennie, les termes « *bonne gouvernance* », « *décentralisation* » et « *société civile* » font partie intégrante du vocabulaire des chercheurs et des praticiens du développement qui travaillent notamment dans les PVD. Depuis leur émergence quasi simultanée dans le cadre de la politique renouvelée du développement, des années 1980 et 1990, ils ne cessent d'être évoqués dans des nombreux commentaires et discours normatifs. Ainsi, Pirotte et Poncelet (2003) soutiennent que « *l'apparition d'une société civile composée d'une multitude d'acteurs sociaux des plus variés devait ainsi participer à la recomposition d'une 'meilleure' gouvernance en Afrique subsaharienne, au même titre que l'adoption de politiques visant la décentralisation et / ou la déconcentration des pouvoirs publics* » (op.cit., p.1).

Dans le cas de Lima, les projets de développement sous la forme de projets d'AU comptent la présence de trois grands groupes : les bailleurs de fonds ou financeurs, les organisations encadrantes (ou animatrices, ou d'accompagnement) et les associations de personnes de la communauté. Ces groupes, ainsi qu'envisagé précédemment, désirent se présenter comme partie de la société civile. Dès lors, existe-il deux grands groupes au moment de la mise en place des projets, c'est-à-dire, d'une part la société civile et, d'autre part, l'État ? S'agit-il là d'une vision simpliste d'une situation qui porte sur une diversité de formes et de manières de valoriser leurs propres intérêts ?

Tout projet nécessite impérativement des fonds et des personnes appelées à le mobiliser. Comment impliquer alors les personnes dans la démarche de mise en œuvre d'un projet ? Or, de nombreuses manières de convaincre, persuader voire exiger des personnes d'y participer, existent. Cela induit la mise en place de mécanismes ou de dispositifs parfois non relevés par les personnes concernées. Cela soulève également la question de l'émergence de nouveaux types de relations.

Ayant ainsi exploré les dynamiques de gouvernance qui sous-tendent les projets de développement, nous nous tournons désormais vers un aspect tout aussi crucial : l'accompagnement et la responsabilisation des parties prenantes. Alors que la gouvernance offre un cadre institutionnel et décisionnel pour la planification et la gestion de ces projets, l'accent mis sur l'accompagnement et la responsabilisation vise à garantir que les bénéficiaires des initiatives de développement soient pleinement impliqués et autonomisés dans leur mise en œuvre et leur suivi.

3 L'accompagnement et la responsabilisation dans les projets

3.1 L'accompagnement, une contrainte ?

Les projets de développement connaissent depuis trois décennies un essor considérable, notamment dans les domaines du développement rural et de la gestion des ressources renouvelables (Bosc et al., 1995). L'objectif est de favoriser l'implication des parties prenantes locales, à savoir les citoyens et les utilisateurs des ressources, dans l'élaboration des projets et des politiques qui les concernent. Ces nouvelles formes de communication entre des intervenants diversifiés se manifestent par la création de forums impliquant plusieurs acteurs, qui peuvent avoir une durée de vie variable, habituellement dirigés par une ou plusieurs personnes désignées comme animateurs, facilitateurs, superviseurs ou médiateurs (Barnaud, 2013).

Le Goff (2015) se demande dans quelle mesure l'accompagnement - considéré comme un dispositif d'aide - participe d'un processus d'émancipation ou d'un rapport de pouvoir avantageant un groupe. Il considère que la fonction de conseil consiste à opérer à la fois, une régulation d'un mal être ou d'une souffrance et un contrôle public à risque. Ces affirmations

trouvent leur place aussi dans les travaux de Schwidt (2017). Même si ses travaux se focalisent sur l'accompagnement comme « modèle » de l'intervention en travail social, une analogie avec l'accompagnement dans la mise en place de projets de développement peut s'opérer. En effet, les ONG objets d'analyse dans cette recherche, professent un discours récurrent sur leurs interventions : « *nous faisons de l'accompagnement* », « *on est là pour les accompagner* », « *le but c'est de seulement les accompagner* ». Schwidt (2017) soutient que l'accompagnement impose de manière douce à la personne accompagnée de nouveaux modes de régulation, de contrôle et de domination centrés sur l'auto-contrôle, la réflexivité et le mythe de l'individu. Il suggère aussi que l'accompagnement, en s'appuyant sur la personne, la situation, sur un discours technique et humaniste, met à distance le questionnement des rapports sociaux et du système social. Les attributs de l'accompagnement semblent évidents d'après la rhétorique qui gouverne la dimension de projet.

Cependant, « *la généralisation de l'accompagnement paraît en soi curieuse, voire suspecte dans sa dimension humaniste ostentatoirement affichée par moult institutions certainement pétries de bonnes intentions mais dont on connaît aussi le rôle dans le maintien d'un certain ordre social* » (Le Goff, 2012, p.2). Dans le même sens, Barnaud (2013) s'interroge sur les fondements de la légitimité sociale des démarches participatives dont l'accompagnent et l'encadrement sont de mécanismes d'inscription. Pour l'auteure, la neutralité est illusoire, et, finalement, les animateurs se trouvent confrontés à un dilemme lorsque se pose la question de leur positionnement relativement aux asymétries de pouvoir. Elle soutient que « *celui qui adopte une posture neutre risque de voir les acteurs les plus influents dominer le processus, mais d'un autre côté, celui qui intervient en faveur des acteurs les moins influents n'en a pas forcément la légitimité* » (op.cit., p.1).

Boltanski (2008) précise ainsi que ces acteurs, « *même lorsqu'ils sont officiellement mandatés et autorisés, ne sont néanmoins que des êtres corporels ordinaires – situés, intéressés, libidineux, etc. –, et par là condamnés, comme nous tous, à la fatalité du point de vue, au moins quand ils ne sont pas supposés s'exprimer en tant que délégués d'une institution. C'est la raison pour laquelle on les dote souvent de marques symboliques spécifiques (tels qu'uniformes, formes rhétoriques imposées, etc.) pour rendre manifestes les occasions dans lesquelles ils s'expriment, non en leur nom propre et depuis leur corps propre, mais au nom, précisément, d'une institution qui est censée investir leur corporéité des propriétés d'un être sans corps* » (Boltanski, 2008, p.29).

Dans la continuité des idées de Boltanski, Barnaud (2013) soutient que la légitimité, et par extension l'acceptation générale d'un public donné, dans les démarches liées aux projets de développement, avec leur gouvernance spécifique, revêt un caractère subjectif. Il s'agit donc d'une question délicate : ce qui s'avère légitime pour les uns ne l'est pas forcément pour les autres. Cette question de légitimité peut être examinée à travers les trois types de légitimité proposés par Weber : traditionnelle, charismatique et rationnelle-légale. Nous explorerons ces concepts plus en détail dans le chapitre 2.

En effet, les travaux de Jean-Louis Le Goff, Cécile Barnaud, et Luc Boltanski convergent autour d'une critique commune portant sur la notion d'accompagnement dans les projets de développement. Le Goff (2012), à travers ses analyses approfondies des politiques publiques, met en lumière les dimensions ambivalentes de l'accompagnement, soulignant ses limites et les tensions inhérentes à sa mise en œuvre. Cécile Barnaud (2013) s'engage dans une exploration des dynamiques de pouvoir qui sous-tendent les pratiques d'accompagnement, dévoilant comment ces processus peuvent être empreints de rapports de domination. Et Luc Boltanski (2008), avec son regard critique sur les formes contemporaines de justification, offre une perspective éclairante sur la rhétorique entourant l'accompagnement, déconstruisant les discours qui le sous-tendent.

Collectivement, ces chercheurs contribuent à dévoiler les enjeux sociaux, politiques et éthiques liés à l'accompagnement dans le contexte du développement. Leurs travaux remettent en question les présupposés souvent idéalisés entourant cette pratique, mettant en garde contre les effets potentiellement néfastes de l'accompagnement lorsqu'il n'est pas suffisamment interrogé et encadré.

La dimension sociale de la légitimité souligne souvent le reproche selon lequel la complexité des contextes sociopolitiques dans lesquels les dispositifs participatifs sont mis en place est souvent négligée (Lavigne-Delville et al., 2000 ; Eversol, 2003). En effet, ces contextes sont souvent caractérisés par une pluralité d'intérêts entre des acteurs aux capacités et aux motivations différentes pour participer au processus, pour s'appropriier le processus ou pour en influencer le déroulement. Ainsi, « *tout processus participatif peut donc contribuer, volontairement ou non, à modifier les rapports de force entre acteurs, et soulève donc la question de la légitimité sociale du processus et de celui qui le pilote* » (Barnaud, 2013, p.1).

L'auteure affirme que les responsables se retrouvent face à deux approches concernant cette question : d'une part, ils peuvent mettre en avant leur impartialité envers les déséquilibres de pouvoir, évitant de prendre parti pour l'un ou l'autre des acteurs présents.

Cependant, on leur reproche alors d'être potentiellement manipulés par les acteurs les plus influents et de contribuer involontairement à renforcer les inégalités déjà existantes. Ainsi, leur prétendue neutralité pourrait être considérée comme illusoire. D'autre part, s'ils assument leur partialité en soutenant un groupe d'acteurs spécifique, cela soulève des questions quant à leur légitimité à modifier ainsi les dynamiques de pouvoir au sein d'un système social.

Enfin, Boltanski (2008) affirme que les dominants, à la différence des dominés, sauf situation exceptionnelle, ne se définissent jamais comme une classe. Cette différence provient certainement d'une relation différente à la règle. Il conclut que les dominants sont des « responsables », toutefois cette responsabilité est souvent contrebalancée par l'existence de contre-pouvoirs. Ces contre-pouvoirs peuvent atténuer le pouvoir absolu des dominants et influencer leurs actions, même s'ils demeurent en position de leadership. En effet, la responsabilité se déploie comme un dispositif à analyser nous permettant de comprendre les rapports de domination se déroulant dans ces projets.

3.2 Autonomie et responsabilité

Il apparaît intéressant de s'interroger sur le fait de savoir comment peut-on attribuer une responsabilité à un collectif et dans le même temps, arguer de son autonomie. Legault et Belarbi (2006) affirment que « *l'autonomie est tout autant une condition de travail appréciée qu'une exigence d'emploi assortie d'une lourde responsabilité (...) L'autonomie n'est pas qu'un avantage consenti, c'est aussi une injonction* » (Legault et Belarbi, 2006, p.17). Dans le cas des projets de développement, leur proposition sur la prise en compte de la différence entre une autonomie décisionnelle -qui serait plutôt épanouissante pour le collectif- et une autonomie qui mène à la confusion des rôles s'avère éclairante. Selon les auteurs « *une commande du type : 'Débrouillez-vous pour me donner ça à tel moment' ou 'voici l'objectif et organisez-vous' ne caractérise pas l'autonomie décisionnelle qui favorise l'épanouissement mais bien au contraire le stress* » (Ibid. p.18). Cela met en évidence une distinction importante entre deux formes d'autonomie décisionnelle dans le contexte des projets de développement. D'une part, il y a une autonomie décisionnelle qui est considérée comme bénéfique pour le bien-être collectif, car elle

permet aux individus ou aux équipes de prendre des décisions en toute liberté et responsabilité, ce qui favorise leur épanouissement. D'autre part, il y a une autre forme d'autonomie décisionnelle qui peut entraîner la confusion des rôles et, par conséquent, le stress. Cette forme d'autonomie est caractérisée par des instructions vagues ou imprécises de la part des responsables. En effet, les individus peuvent se sentir dépassés par le manque de directives claires, ce qui peut entraîner une pression accrue pour répondre aux attentes mal définies, générant ainsi du stress.

Pour sa part, Jean-Louis Le Goff (2019) explore comment les structures sociales et les institutions exercent un pouvoir sur les individus, notamment à travers des dispositifs d'accompagnement tels que l'éducation, l'emploi, les services sociaux, etc. Il analyse comment ces dispositifs peuvent être utilisés pour maintenir ou renforcer des formes de domination, que ce soit par le biais de normes sociales, de procédures administratives ou de pratiques professionnelles, et comment les dynamiques de pouvoir qui se jouent au sein de ces dispositifs. Il affirme que *« comme système institutionnel de proposition, de décision et de mise en œuvre de moyens réglementaires, les dispositifs d'accompagnement sont bien souvent un outil de contrôle et de domination qui ne dit pas son nom et auquel participe malgré eux l'ensemble des acteurs qui ressentent alors le besoin d'être eux-mêmes... accompagnés. Est-il possible d'échapper alors à cette 'spirale infernale' ? »* (op.cit., p.21).

Dans ce sens, Le Goff affirme que le rôle du sociologue dans l'accompagnement n'est pas simplement de révéler une réalité complexe, mais plutôt de comprendre et d'analyser la complexité elle-même à travers cet accompagnement. L'accompagnement, souvent considéré comme une solution pratique, devient un enjeu théorique pour le sociologue, car il révèle les mécanismes de domination sous-jacents. Ainsi, le sociologue doit non seulement révéler la complexité, mais également analyser la manière dont l'accompagnement met en lumière les dynamiques de domination.

Au niveau émotionnel, se présente ainsi un enjeu majeur pour ceux qui participent à une action collective. À ce propos, Godard (2001) effectue une étude dont les résultats concluent à des effets positifs du modèle de haute performance (sentiment d'appartenance au projet et de pouvoir accru, mobilisation, satisfaction au travail réalisé). Toutefois, cela s'accompagne aussi d'un stress accru et de la réduction des effets positifs lorsque la demande de travail et le niveau de responsabilité augmentent.

Dans le cadre des projets d'AU à Lima, l'analyse de la dynamique de domination à travers les dispositifs d'accompagnement révèle un schéma où les acteurs externes, notamment les ONGs et les sociétés de conseil, s'érigent en tant qu'accompagnateurs des initiatives locales. Cependant, cette position d'accompagnement dissimule souvent des relations de pouvoir asymétriques et des dynamiques de domination. Cette situation corrobore les observations de Jean-Louis Le Goff est très proche des formes de domination qui peuvent se manifester à travers les dispositifs d'accompagnement. En effet, ces organisations externes présentent souvent leurs interventions comme des soutiens aux acteurs locaux pour la mise en œuvre de leurs propres projets. Néanmoins, à Lima, nous observons que ces projets d'AU sont généralement conçus et financés par des entités externes, telles que des entreprises ou des organisations internationales, dont les motivations peuvent diverger des intérêts véritables des communautés locales. Ainsi, cette prétendue posture d'accompagnement dissimule une relation de subordination dans laquelle les acteurs locaux sont souvent instrumentalisés pour servir les objectifs des acteurs externes, engendrant ainsi une forme de domination au sein de ces projets.

D'autre part, certains auteurs (p.e. Haber, 2013 ou Quentin, 2020) ; écrivent que de nombreux projets finissent par installer une « gouvernementalité néolibérale ». Celle-ci encourage à la fois la responsabilité personnelle afin de faire face à la restructuration économique et les approches de la politique alimentaire axées sur la consommation basée sur le marché plutôt que l'action collective (Pudup, 2008).

Pour sa part, Martuccelli (2004) traite de nouvelles formes de domination caractérisées par une direction qui suscite l'engagement au travail par l'adhésion aux valeurs de l'entreprise et l'intériorisation de ses contraintes. Il analyse la notion de projet sous le prisme de la domination et conclut que « *les individus convoqués dans les projets sont toujours censés faire des projets afin de valider la situation dans laquelle ils se trouvent, celle de choisir une situation presque impossible ou de choisir d'accepter une contrainte. La logique des projets est une collision entre les aspirations libres de l'individu et les possibilités contraintes dans lesquelles il se trouve* » (Martuccelli, 2004, p. 10). Dans ce contexte, affirme-t-il, se dévoilent – de manière préliminaire ou préalable – les diverses représentations de la domination.

Selon cet auteur, dans l'espace situé entre la domination perçue comme émanant des couches sociales supérieures d'un côté, et les actions collectives ou les mouvements sociaux de l'autre,

il existe un univers complexe caractérisé par une diversité d'états et d'épreuves de domination différenciés. À l'intérieur et à travers ces dernières les individus se trouvent confrontés à des expériences pour lesquelles il apparaît difficile de déterminer les responsables et les bénéficiaires. La domination s'exerce aussi au travers de la responsabilisation.

De plus, l'auteur analyse une relation paradoxale au sein d'un travail collectif. Il indique que notre rapport naturel au collectif - par exemple, dans l'exécution d'un projet - nécessite la prise en compte de la relation paradoxale existante : participer et se méfier. Il s'agit donc de participer activement en se méfiant tout aussi énergiquement (Martuccelli, 2005).

L'auteur repère une mise en œuvre d'un tableau élargi d'expériences à propos de la notion de « projet ». L'individu est toujours susceptible de réaliser des projets afin de faire face à la situation dans laquelle il se trouve (Martuccelli, 2004). C'est dans ce cadre qu'actuellement se déploient diverses situations variantes entre les deux dimensions de la domination repérées par Martuccelli (le consentement et la contrainte, qui seront expliqués dans le chapitre suivant). L'auteur les qualifie d'« idéaux-types de domination ».

Martuccelli fait la distinction entre diverses connotations des types idéaux de domination. En premier lieu, il met en lumière une logique d'inculcation dans la demande de projets, inspirée par les travaux de Boltanski et Chiapello (1999). Pour lui, « *il ne s'agirait que de continuer par d'autres moyens le travail d'imposition traditionnelle, afin d'obtenir, par d'autres modalités, le nécessaire assujettissement des individus aux impératifs de la domination. Le projet ne serait tout au plus qu'une façon sui generis de constituer et de soumettre les individus en tant que sujets* » (Martuccelli, 2004, p.493).

En deuxième lieu, il se concentre sur l'exigence du projet. Cette exigence conduit selon lui vers des formes extrêmes d'assujettissement, notamment lorsque les individus se trouvent confrontés à des exigences conséquentes avec peu de ressources. L'exigence, devient alors, inversement proportionnelle aux ressources disponibles par les individus. En troisième lieu, l'auteur considère le projet en tant qu'élément de négociation entre les individus et les organisations encadrantes : « *le projet est un pari de confiance (...) responsabiliser les individus en tant qu'acteurs, c'est décider de miser sur eux (...) [et pour cela] se met en place toute une série de mécanismes pour rendre effectif cet appel en apparence assoupli de domination* » (Martuccelli, 2004, p.494). Finalement, nous décelons dans la logique de « projet »

l'intériorisation de l'« échec » comme mécanisme d'acceptation par les individus de « leur » échec personnel. Ainsi que le relève pertinemment, l'auteur : « *si le projet est ici si douloureux, c'est bien parce que c'est par le récit du 'choix' que s'opère l'acceptation du 'destin'* » (Martuccelli, 2004, p.494).

Martuccelli discerne deux groupes dans la démarche naturelle d'un projet : ceux qui disposent de ressources suffisantes et, donc, n'ont pas besoin de réaliser des projets, et, ceux qui, à l'inverse, témoignent de difficultés ou ne possèdent pas les ressources nécessaires et sont contraints d'y recourir. Cette importante distinction nous permet de qualifier aussi les groupes qui interagissent dans les projets d'AU sélectionnés pour cette recherche.

CONCLUSION

Le parcours de l'AU vers la domination apparaît clairement. En premier lieu, le terme « agriculture urbaine » revêt une place importante non par sa portée conceptuelle mais par sa portée sociale. L'évidente hétérogénéité des représentations de l'AU ne permet pas de dégager une définition claire. Il apparaît dès lors pertinent de se demander si, eu égard à la radicale hétérogénéité d'approches, il s'avère légitime de maintenir sous une même dénomination des enjeux aussi variés (Granchamp, 2016).

Nous observons que l'AU n'implique pas l'essence de l'agriculture (étant rurale, réalisée par des agriculteurs de profession/par héritage/par métier/ou par patrimoine). Dès lors, en tant qu'activité agricole, elle s'avère dépourvue des armes nécessaires pour se retrouver vivante au milieu de l'espace dit « urbain ». La question de l'AU comme un facteur de durabilité de la ville s'appuie sur une représentation dichotomique entre agriculture professionnelle et jardinage amateur. Dans ce contexte, il n'apparaît pas étonnant que la littérature scientifique et certaines institutions proposent des définitions théoriques et pragmatiques que les acteurs s'approprient différemment (Le Caro et Nahamias, 2012).

Dans l'objectif de spécifier les types d'activités objet de notre analyse, nous devons tenir compte de l'importance de la définition précise de « projet d'AU », et la différencier de l'activité même (agriculture en zone urbaine) et du terrain/espace concerné (jardin communautaire, ferme collective, ferme urbaine...). Cette définition, cependant, n'existe pas. La preuve réside dans le grand nombre d'attributs conférés à l'AU.

Deux phénomènes concomitants ont été répertoriés par Chalmandrier (2017) : d'une part, le flou scientifique entourant la notion ; et d'autre part, son utilisation experte et politique croissante. Sans remettre en cause la pertinence et le potentiel heuristique de l'objet « agriculture urbaine » ainsi que l'abondante diversité des travaux qui tentent de le définir, nous proposons dans cette recherche de l'analyser au regard de la diversité des enjeux qu'il soutient. Sa portée conceptuelle et sa vaste gamme d'alternatives d'application nous conduit, dans le but d'analyser la totalité de son acception sociale et spatiale, à ne pas opter pour une définition particulière. Ce recul nous permettra de ne pas préconfigurer une activité qui est relative et changeante de manière constante, et de visualiser les rapports plutôt au regard des dynamiques collectives du projet.

En deuxième lieu, nous pouvons repérer l'application des normes et les lignes directrices qui gouvernent l'exécution des projets d'AU et les différents groupes d'individus impliqués. La notion de projet nous permet d'adopter un positionnement dans l'analyse plus neutre. Le projet implique nécessairement l'existence de rapports de pouvoir entre des groupes d'individus, entre des organisations avec des intérêts propres très différents entre eux. Ce qui implique aussi une programmation avec un objectif à atteindre, un budget économique et un délai pour la réussite.

La notion de projet diffusé par des institutions permet aussi de réduire le champ de l'activité d'AU. Nous ne nous référons pas dans cette recherche à une AU quelconque réalisée dans un milieu urbain. Nous analysons l'AU en tant que projet de développement, c'est-à-dire, en considérant l'implication des acteurs selon divers grades de participation/implication. Ceci explique que nous n'intégrons pas toutes les activités considérées comme AU, comme les jardins écoliers, jardins dans les terrasses ou les initiatives communautaires dépourvues d'influence des organisations externes. L'AU objet de la présente étude se développe toute sous la forme d'un projet, où des groupes différenciés tels que les ONG, les bénéficiaires et les bailleurs de fonds, sont concernés.

Le projet est considéré comme un outil de développement dans un dispositif, mais exclusivement par rapport à ses indicateurs objectivement vérifiables, reliés à ses objectifs spécifiques et généraux. Tout se passe donc comme si un projet en soi devait être « la » source du développement, indépendamment des autres actions menées. Ainsi, la somme des projets doit générer « le développement », sans qu'une quelconque relation soit envisagée entre eux.

Les projets, au fil des ans, créent une « dépendance » des bénéficiaires, critiquée depuis de longues années, tant par leur temporalité, que leurs modalités de fonctionnement.

En troisième lieu, comme conséquence de l'exécution des démarches propres d'un projet, nous pouvons appréhender les premières lumières sur la domination. L'accompagnement dans les projets de développement s'appréhende comme porteuse de dépendance plutôt que comme facteur d'émancipation (Schwidt, 2017) et parfois même comme une source de domination. Cette affirmation trouve sa justification dans la manière dont l'accompagnement est souvent structuré et mis en œuvre dans les projets de développement. Schwidt (2017) met en lumière que, malgré les intentions louables, les dynamiques d'accompagnement peuvent parfois générer une relation de dépendance entre les parties prenantes, où le savoir et les ressources sont souvent asymétriquement répartis. Plutôt que de favoriser une émancipation autonome, certains modèles d'accompagnement peuvent inattendument renforcer des dynamiques de pouvoir inégales, compromettant ainsi la capacité des bénéficiaires à prendre pleinement en charge leur propre développement. Il importe ici de relever que les organisations dites animatrices, encadrantes, facilitatrices, ou médiatrices réalisent un accompagnement au profit d'un groupe d'individus notamment engagés dans un projet.

Le Goff se pose ainsi la question de savoir si le contrôle social classique (une soumission involontaire ou contrainte à l'autorité) ne deviendrait pas, par le biais de l'accompagnement, une nouvelle forme certifiée d'autocontrôle. L'auteur conclut que l'accompagnement « *comme solution pratique deviendrait pour le sociologue un problème théorique au regard du rôle qu'il joue au niveau des logiques de domination* »¹⁷.

Finalement, sous le prisme du « projet » se développe un nouveau mécanisme d'inscription subjective : la responsabilisation. Et avec celle-ci, émergent des nouveaux idéaux-types de domination, comme par exemple l'injonction (Martuccelli, 2004). Prédominante dans les projets, l'injonction cherche à trouver le consentement de l'individu à une forme de domination à travers la catégorisation de l'individu en tant qu'« acteur » de sa propre vie. Diverses formes d'injonction se distinguent à l'instar de l'injonction à l'autonomie, à l'indépendance, à la

¹⁷ Le Goff J.-L. (2013), « L'accompagnement : outils de domination ou d'émancipation ? », Travail, Emploi, organisations (RT 25), Congrès de l'Association française de sociologie, septembre, 2-5 septembre 2013, Nantes. <https://rt25.hypotheses.org/prochaines-manifestations/communications/session-4-la-socio-du-travail-face-aux-dominations/218-2>

participation et à l'authenticité. Tout cela revêt un caractère crucial lors de l'analyse de la domination (chapitre 2). Ceci nous permettra d'apprécier la place du discours dans l'établissement des rapports actuels et l'importance de son analyse pour dévoiler certaines idéologies qui légitiment la domination. Pourtant, pour saisir pleinement les interactions complexes qui émergent, il est impératif d'approfondir notre compréhension des fondements idéologiques qui les sous-tendent.

C'est précisément le dessein du prochain chapitre. En nous concentrant sur les notions essentielles de pouvoir, de domination et de discours, nous étendons notre champ d'analyse pour comprendre les mécanismes sous-jacents à ces initiatives. Nous explorerons les diverses théories du pouvoir et leur manifestation dans les contextes sociaux, jetant ainsi une lumière nouvelle sur les rapports de domination qui peuvent émerger au sein des projets d'AU. De manière cruciale, nous introduirons également le concept de « domination par responsabilité », développé par Danilo Martuccelli, qui offre un cadre conceptuel puissant pour décrypter les relations de pouvoir au sein de ces projets. Enfin, nous aborderons les théories du discours, soulignant leur pertinence pour notre analyse des représentations et des narratives qui entourent ces initiatives. Ainsi, en élargissant notre toile analytique, nous sommes mieux préparés à dévoiler les dynamiques subtiles qui façonnent ces projets et leurs implications pour les communautés urbaines précaires.

CHAPITRE 2 : des fondements théoriques aux discours idéologiques

Introduction

Au cours du chapitre 1, nous avons exploré diverses dimensions de l'AU l'AU ainsi que les nombreux avantages qu'elle offre. Nous avons examiné ses différentes significations, mettant en lumière sa nature complexe et ses diverses manifestations à travers le monde. En outre, nous avons souligné que dans les contextes du Sud, l'AU se présente souvent sous la forme de projets de développement, offrant ainsi des opportunités mais également soulevant des défis, notamment en ce qui concerne les dynamiques de domination qui peuvent émerger lorsque des acteurs externes accompagnent ces projets.

Dans l'analyse de ces projets, il semble important de prendre en compte leur orientation, caractérisée par la distinction entre une approche *top down* et *bottom up* (Chamaret, 2007). Un projet est considéré comme *top down* s'il est initié et mis en place par des acteurs externes pour les jardiniers (agriculteurs urbains) par des acteurs externes, sans une véritable implication ou prise de décision de leur part. À l'inverse, un projet est qualifié de *bottom up* s'il émerge des aspirations, des besoins et des initiatives des jardiniers ils-mêmes, témoignant d'une démarche participative et autonome. Cette distinction soulève des questions fondamentales sur la légitimité des projets d'AU, l'autonomie des jardiniers, et l'impact réel de ces projets. En effet, il s'agit des projets *top down*, structurés et guidés par des organismes externes. Cette distinction entre les approches ascendantes et descendantes peut influencer significativement les dynamiques de pouvoir, les relations sociales, et les résultats des projets d'AU, apportant ainsi une perspective nuancée sur les différentes approches et leurs implications concrètes dans la réalité des jardiniers.

Il apparaît indispensable à ce stade, d'apporter un éclairage sur les notions de pouvoir et domination avant d'analyser les trois jardins objets d'étude dans cette thèse : qui domine qui ? comment ? De quel type de domination s'agit-il ? Ces notions nous conduisent à questionner l'idéologie et le discours, notions qui nous permettront de choisir la démarche adaptée nécessaire pour valider notre hypothèse. La notion de « pouvoir » s'avère essentielle pour comprendre la domination. Dans le domaine des sciences sociales, parmi les multiples visions du pouvoir, nous considérons deux perspectives opposées : l'une pose le pouvoir comme *domination*,

largement caractérisée comme « *pouvoir sur* », et l'autre du pouvoir comme *habilitation (empowerment)*, souvent théorisée comme « *pouvoir de* ».

Le présent chapitre constitue une exploration approfondie des concepts éminemment débattus de pouvoir, de domination et de discours. Notre objectif ne se limite pas à traiter ces concepts de manière isolée ; nous visons plutôt à les analyser en tant qu'interconnexions complexes qui influent sur les dynamiques sociales, politiques et culturelles de manière significative. Nous chercherons à explorer les interactions et les relations entre ces concepts afin de mieux comprendre leur impact et leur rôle dans la formation des structures et des processus sociaux, politiques et culturels, et par extension, les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima.

Dans ce chapitre, nous nous éloignons temporairement du contexte spécifique de Lima pour plonger directement dans les débats et les idées académiques essentiels à notre analyse. Cependant, il convient de garder à l'esprit que ces théories servent de fondation pour notre analyse ultérieure des projets d'AU. Elles éclairent les mécanismes sous-jacents qui peuvent influencer ces projets, et offrent des outils conceptuels pour interpréter les relations de pouvoir, les structures de domination et les constructions discursives.

À travers cette plongée dans la théorie, nous cherchons à forger un cadre conceptuel robuste qui alimentera notre analyse ultérieure des projets d'AU. Cette réflexion théorique approfondie nous permettra de saisir les enjeux complexes qui sous-tendent ces projets et d'aborder notre analyse avec une perspective critique et nuancée.

En ce sens, nous envisageons brièvement, dans une première partie, les diverses significations de la domination sous le prisme des travaux de Max Weber et Pierre Bourdieu. La perspective de Max Weber, présente, dans une structure sociale légitime, les rapports de pouvoir qu'il qualifie de « stratégies d'autorité » (Weber, 1995). Ces stratégies sont exercées et ont leurs effets d'obéissance selon le type d'organisation et la manière dont elle se structure administrativement. Pour sa part, Pierre Bourdieu, sociologue français reconnu, est l'auteur de concepts importants tels que l'« habitus », le « champ social », le « capital symbolique », le « capital économique », et bien d'autres. Sa théorie sociologique s'inspire de diverses sources, mais va au-delà des paradigmes strictement marxistes. Il propose une analyse complexe des structures sociales, mettant en lumière les luttes de pouvoir et les mécanismes de domination qui opèrent dans les différentes sphères de la société.

Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous abordons les formes contemporaines de la domination en nous appuyant sur les approches novatrices de Christophe Dejours et Danilo Martuccelli. Dejours met en lumière les différentes formes de domination (se traduisant parfois en souffrance) au travail, tandis que Danilo Martuccelli explore la domination par la responsabilité. Leurs analyses offrent des perspectives riches et nuancées sur les dynamiques sociales et les relations de pouvoir qui sous-tendent la participation aux projets d'AU à Lima. Ces approches nous permettent d'obtenir une compréhension plus approfondie des mécanismes de domination à l'œuvre dans ces contextes spécifiques, ainsi que des implications pour les individus et les communautés concernés.

La troisième partie analyse le discours comme véhicule de domination. L'analyse du discours (AD) est liée au pouvoir, à l'abus de pouvoir et aux formes d'inégalités et d'injustices sociales qui résultent d'une domination discursive. Le pouvoir se trouve en lien avec le contrôle, et le contrôle de la parole s'avère primordial en ce sens où il permet d'orienter l'esprit des personnes et indirectement leurs actions et leur parole.

Par ailleurs, il est crucial de souligner que l'analyse du discours ne se cantonne pas exclusivement aux éléments verbaux ou écrits. Bien que le discours occupe une place centrale, il s'insère dans un ensemble plus vaste d'éléments constituant le tissu des relations sociales. L'analyse du pouvoir dans ce contexte englobe non seulement la parole, mais aussi d'autres expressions symboliques, les structures institutionnelles, les dynamiques sociales et économiques, ainsi que d'autres mécanismes de contrôle et d'influence. Le discours, en tant que véhicule de domination, représente ainsi l'un des aspects cruciaux de la configuration des rapports sociaux, tout en étant interconnecté avec d'autres dimensions qui contribuent à la complexité des dynamiques de pouvoir dans divers contextes.

Finalement, il convient d'évoquer le poids du discours comme véhicule de domination et d'instauration d'une idéologie. Les diverses représentations de la domination, notamment dans les projets contemporains répertoriés par Danilo Martuccelli (2003 ; 2004) et l'importance de la prise en compte de la différenciation sociale, jouent un rôle important dans l'analyse de notre étude à Lima.

En privilégiant ces cadres théoriques, nous nous donnons les outils conceptuels nécessaires pour analyser les relations de pouvoir, les structures institutionnelles et les mécanismes de domination qui émergent au sein de ces projets. Ainsi, cette sélection délibérée vise à enrichir notre compréhension des formes spécifiques de pouvoir à l'œuvre dans le contexte particulier de l'AU à Lima.

1. Les fondements théoriques de la domination

Littéralement, le terme domination vient du latin *dominus* qui désigne le maître. Les maîtres ont généralement un contrôle considérable sur la façon dont leurs esclaves agissent ou sur les conditions entourant leurs actions, cependant, cette domination n'est pas absolue et que l'esclave peut parfois recourir à des stratégies de ruse pour contourner ou atténuer cette emprise. De ce fait, la relation maître/esclave représente souvent le cas le plus évident de domination (McCammon, 2015). Dès le départ, deux questions essentielles émergent concernant la relation entre le « souverain » et le « sujet », le « dominant » et le « dominé » : d'une part, celle de l'obéissance à la contrainte inhérente à cet exercice de la souveraineté, et d'autre part, celle de la légitimité, non seulement de celui qui exerce cette souveraineté, mais aussi de la manière dont il la met en œuvre (Messu, 2012).

Cependant, la question centrale qui se pose dans le contexte du pouvoir souverain concerne les motivations des individus dominés à accepter et à se soumettre à cette domination, ainsi qu'à obéir au souverain. Cette problématique est au cœur des préoccupations de la recherche en sciences sociales, et constitue un domaine d'investigation essentiel pour comprendre les dynamiques de pouvoir et de soumission dans les sociétés. A cet égard, La Boétie (1574) identifie diverses origines de cette soumission volontaire. Parmi celles-ci figure une méthode commune à tous les tyrans : distraire les sujets en leur proposant des divertissements, des jeux, afin de les désorienter, de les assoupir, de les rendre apathiques à l'aide de ces trompe-l'œil.

Mais au-delà des méthodes coercitives utilisées par le souverain pour dominer ses sujets, ces recettes mettent en lumière la tendance du peuple à l'obéissance, que Étienne de La Boétie décrit comme une habitude. Selon lui, cette habitude, qui exerce une influence considérable sur nos actions, a surtout le pouvoir de nous conditionner à servir (La Boétie, 2004). C'est ainsi qu'il avance que la principale cause de la soumission volontaire réside dans cette « habitude ».

En psychologie de la personnalité, la domination s'assimile à une caractéristique individuelle durable qui désigne le tempérament déterminant et les prédispositions comportementales (Cattell et al., 1970 ; Ridgeway, 1987). Les compétences sociales font partie de cette équation, car la capacité d'être énergique, de prendre des initiatives et d'être expressif mais détendu et posé constituent toutes des facettes démontrant la domination et caractérisant un style de communication habile¹⁸ (Burgoon et Dunbar, 2000).

Dans la même approche psychologique, la thèse d'Étienne de La Boétie consiste à établir que l'obéissance ou l'acceptation de la servitude repose sur un argument psychologique, ou plutôt sur une disposition largement répandue, capable de générer cet effet de soumission collective lorsqu'elle est présente au sein d'un groupe, d'une communauté ou d'un peuple. Selon La Boétie, les hommes ne sont pas dominés soit parce qu'ils sont contraints, soit parce qu'ils sont trompés. Cette perspective souligne le rôle central de la psychologie individuelle et collective dans les mécanismes de soumission (Martuccelli, 2004, p. 469). Ils se retrouvent dans cette situation car ils n'accordent pas assez d'importance à leur liberté, car ils ne manifestent pas de manière généralisée leur refus de servir, ce qui signifie que leur assujettissement est « volontaire ». Comme l'affirme Messu (2012, p.3) : « *Transformons l'habitude en idéologie et nous obtenons le processus par lequel la soumission se fait fondamentalement de manière indolore. Idéologie dominante ou opium du peuple, c'est toujours processuellement de la servitude volontaire* ».

Pour les biologistes et les sociobiologistes, la domination désigne un schéma de déséquilibre des interactions au sein d'une relation dyadique (Hinde, 1978) ou la position d'un organisme dans une hiérarchie sociale (Sebeok, 1972), qui lui accorde un accès préférentiel aux ressources (Omark, 1980). Les spécialistes de la communication et de la psychologie sociale considèrent majoritairement la domination comme une variable sociale plutôt qu'organique, définie au niveau interpersonnel, c'est-à-dire, par rapport à un autre acteur (Turner, 1992 ; Simon et Oakes, 2016).

Pour les sociologues, le pouvoir et la domination s'avèrent liés au statut, qui désigne la position dans une hiérarchie socialement convenue, ce qui prévaut dans tous les types de sociétés (Lips, 1991). La position sociale d'une personne s'appuie souvent sur la possession de biens appréciés

¹⁸ Nous détaillerons cette idée en la rapprochant avec la figure de « chef de communauté », développé dans le Chapitre 4.

par la société (par exemple, l'argent, la profession, la beauté) ou sur sa position au sein d'une hiérarchie de prestige des relations dans une unité sociale (Bourgoon et Dunbar, 2000).

Dans l'ensemble, le pouvoir, la domination et le statut sont conceptualisés comme interdépendants sans pour autant s'assimiler (Simon et Oakes, 2016). Un statut élevé confère souvent l'apparence d'un pouvoir et peut faciliter la domination car la personne bénéficie d'une autorité légitime, qui la dote d'une plus grande influence (Rollins & Bahr, 1976). Pour autant, un statut élevé ne garantit pas l'exercice du pouvoir ou l'affichage d'un comportement dominant, et les démonstrations de domination en l'absence de pouvoir légitime peuvent échouer à exercer une influence (Ridgeway et al., 1995).

Dans ce contexte, les perspectives théoriques de Weber et Bourdieu offrent des éclairages essentiels sur les mécanismes de pouvoir et les rapports sociaux qui sous-tendent la domination, ainsi que sur les formes d'interaction et de résistance qui émergent dans les contextes urbains. Ceci nous permet d'analyser de manière plus approfondie les dynamiques de pouvoir et de domination à l'œuvre dans les projets d'AU à Lima. Ces perspectives nous permettent d'éclairer les stratégies de gouvernance, les relations de pouvoir et les enjeux de participation communautaire qui façonnent la mise en œuvre et les résultats de ces initiatives dans les quartiers populaires de Lima.

1.1. Notions de domination : perspectives de Weber et Bourdieu

La proposition sur la domination de Weber s'avérant très célèbre, nous nous contenterons ici d'une esquisse rapide. Max Weber affirme ainsi, que les personnes sont inévitablement dans une relation de domination. Sa position contre les types de domination se fonde sur les manières dont l'exercice de domination est conçu et sur le degré de « légitimité » dont il dispose. L'exercice de domination s'avère impossible en l'absence de légitimité : « *Nous appelons Herrschaft (domination) (...) la possibilité que dans un certain groupe de personnes, certains ordres ou tous les ordres trouvent obéissance. Toutes les dominations n'emploient pas des moyens économiques, encore moins ont-elles des fins économiques ; mais la domination requiert normalement, mais pas toujours, un appareil humain, un appareil administratif (...) en ce sens, toute domination cherche plutôt à éveiller et à soigner la foi en sa légitimité* » (Weber, 1995, p.285).

En effet, Messu (2012) confirme la validité de cette assertion de Weber : qu'une « autorité qui a prétention à donner des ordres déterminés soit effectivement suivie dans une large mesure », « qu'un ordre soit effectivement exécuté ». Weber écrit que « *toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité* » (Weber, 1995, p. 286). Ainsi, Weber centre son analyse sociologique sur la légitimité de la domination plutôt que sur la question de l'obéissance.

Rappelons également que Weber distingue trois types de domination : traditionnelle, charismatique et rationnelle-légale. L'autorité traditionnelle se transmet de père en fils, de roi en prince ; la domination rationnelle et légale se manifeste par le respect de règles bureaucratiques et par la promotion méritocratique ; enfin, le leader charismatique, prophète ou révolutionnaire, rejette toutes les règles et établit une relation affective avec ses disciples (Weber, 2007). La domination, selon lui, s'assimile en la condensation historique du pouvoir. Elle se veut spécifique, structurée, et répond à des conditions historiques concrètes. Elle nécessite normalement un cadre administratif (judiciaire, militaire, administratif, intellectuel...) qui permette à l'ordre juridique et spécifique d'être rempli et accepté par une pluralité d'hommes (Weber, 2014).

La légitimité de la domination, telle comme la présente Weber, offre des perspectives précieuses pour comprendre les dynamiques de pouvoir dans les projets d'AU. En effet, dans ces projets, nous observons souvent que les jardiniers urbains suivent les ordres sans remettre en question leur légitimité ou les raisons sous-jacentes. Cette obéissance peut être interprétée à la lumière des concepts de Weber : les jardiniers urbains reconnaissent implicitement l'autorité des porteurs de projet ou des gestionnaires et obéissent à leurs directives parce qu'ils croient en la légitimité de leur position. Cette croyance en la légitimité de l'autorité peut être renforcée par des mécanismes de légitimation mis en place par les initiateurs du projet, tels que des discours sur l'importance de l'AU pour la communauté ou des récits mettant en valeur l'expertise des porteurs de projet.

Cependant, dans les analyses contemporaines sur la domination résultant de l'influence de Marx, la représentation majeure renvoie à celle d'une classe dominante et une autre dominée. Pierre Bourdieu (1995) suggère l'existence de champs de forces dans lesquels peuvent se dessiner des oppositions et des clivages. Dans tous les champs, existent des dominants et des dominés et donc un clivage. Toutefois, les clivages sont multiples puisqu'il existe une multitude

de champs, et donc, de rapports de forces. Bourdieu soutient dans ce contexte que le monde social comprend différents champs sociaux (caractérisés par des rapports de domination symbolique) dans lesquels nous sommes conditionnés par notre *Habitus* (ce que nous avons connu et vécu dans un champ social). Les personnes se révèlent ainsi particulièrement dominées par un ensemble de mécanismes symboliques de domination, comme par exemple, le discours (Bourdieu, 1998). L'auteur nous propose de rendre compte du mécanisme éminemment social par lequel les individus se persuadent de leur légitimité à occuper cette position. Si la croyance en la légitimité du dominant se veut fonctionnelle et opère dans la réalisation d'un ordre social établissant l'asymétrie des positions sociales, pour autant, elle prend place d'abord au titre du mécanisme psychologique de fabrication de la croyance elle-même (Leclaire, 2016).

Dans la réflexion sur la légitimité de la domination, Bourdieu (1979) met en lumière l'analyse du discours comme outil de mise en évidence des mécanismes de domination. Il observe que « *qui a la parole, qui a de facto le monopole de la parole, impose complètement l'arbitraire de son interrogatoire, l'arbitraire de ses intérêts* »¹⁹. Cependant, il convient de noter que la domination opère d'autant mieux qu'elle reste cachée. Bien que l'analyse du discours puisse révéler les mécanismes de domination, elle ne les crée pas. Au contraire, elle offre un regard critique sur ces processus, permettant ainsi de les identifier et de les contester. Ainsi, tandis que l'analyse du discours peut mettre en évidence les structures de domination, elle ne contribue pas nécessairement à leur renforcement, mais offre plutôt un moyen de conscientiser et de remettre en question ces dynamiques.

Dans le cadre de cette thèse, l'analyse du discours joue un rôle crucial en tant que méthodologie d'analyse. Elle permet d'explorer les discours et les représentations sociales liés à la domination dans le contexte des projets d'AU. L'analyse du discours nous offre la possibilité de mieux comprendre les mécanismes de pouvoir en jeu en mettant en évidence les structures de domination présentes. De plus, elle ouvre la voie à des réflexions critiques et à des actions visant à remettre en question et à transformer les rapports de domination dans ces projets.

Bourdieu cherche à expliquer le processus social par lequel les individus se convainquent de la légitimité de leur position sociale, au-delà de simplement décrire la distribution inégale des

¹⁹ Intervention au Congrès de l'AFEF, qui s'est tenu à Limoges le 30 octobre 1977, parue dans *Le français aujourd'hui*, 41, mars 1978, p. 4-20 et Supplément au n° 41, p. 51-57, reprise dans *Questions de sociologie*, Les éditions de Minuit, 1980, p. 95-112

positions sociales : « Comparées à ces temps quasi libres [des positions scolastiques] ou au temps annulé des sous-prolétaires, des expériences aussi différentes que celle de l'ouvrier, du petit fonctionnaire, du garçon de café, du cadre surmené, ont quelque chose de commun : elles supposent, outre des conditions générales, déjà évoquées comme l'existence de tendances constantes de l'ordre économique et social, dans lequel on est inséré et sur lequel on peut compter, des conditions particulières, comme le fait d'avoir un emploi stable et d'occuper une position sociale impliquant un avenir assuré, éventuellement une carrière comme trajectoire prévisible » (Bourdieu, 1963, p.323-324). Il aborde cette question en explorant comment cette légitimité est obtenue à travers un processus double d'intériorisation et d'extériorisation de ce qui est considéré comme légitime, constituant ainsi le fondement même de la légitimité sociale et de l'ordre social.

La conviction en la légitimité du dominant ne se limite pas à un rôle fonctionnel dans l'établissement de l'ordre social et de l'asymétrie des positions sociales ; elle joue aussi un rôle essentiel, voire existentiel, agissant non seulement comme un contenu de croyance, mais aussi comme un processus psychologique d'adhésion à ce contenu de croyance.

La sociologie de la domination développée par Pierre Bourdieu vise à reconsidérer la nature même de la domination et de la soumission volontaire qui lui est souvent associée, en les concevant non pas simplement comme des faiblesses humaines ou des croyances évidentes, mais comme des phénomènes plus complexes.

Ainsi, en analysant les concepts de capital symbolique, de champ social et d'habitus, Bourdieu met en lumière les mécanismes subtils par lesquels les dominants maintiennent et renforcent leur position de pouvoir. Dans le contexte des projets d'AU à Lima, les gestionnaires et promoteurs de ces projets (ONG's, entreprises privées et organisations internationales) peuvent exercer leur domination en imposant leurs normes, valeurs et pratiques agricoles, qui sont souvent en accord avec leur propre capital symbolique et leur position sociale. Parallèlement, les jardiniers, en raison de leur position sociale moins favorable, peuvent être contraints d'accepter ces normes et pratiques, même si elles ne correspondent pas à leurs intérêts ou à leurs besoins réels. En effet, les relations de pouvoir se manifestent et se maintiennent, et comment elles affectent les dynamiques sociales et économiques au sein de ces projets.

Finalement, l'analyse de Bourdieu sur la légitimité et la domination nous permet de bien comprendre les dynamiques de pouvoir dans notre analyse des projets d'AU. Dans les quartiers défavorisés de Lima où ces projets sont implantés (inscrits dans la dynamique de « lutte contre la pauvreté »), les participants peuvent se retrouver dans des situations où ils doivent obéir à des directives émanant des initiateurs du projet ou des autorités locales sans remettre en question leur légitimité. Cette obéissance peut être le résultat d'une conviction profonde en la légitimité des décideurs, renforcée par des discours légitimant l'importance de l'AU pour la communauté.

Afin d'élargir notre compréhension de la domination dans les contextes contemporains, nous nous tournerons désormais vers les travaux de Christophe Dejours et Danilo Martuccelli. Dans la section suivante, nous nous concentrerons sur les formes spécifiques de domination qui se manifestent dans le cadre du travail et de la responsabilité. En examinant les contributions de Dejours et Martuccelli, nous chercherons à approfondir notre analyse de la manière dont ces mécanismes de domination opèrent dans les projets d'AU à Lima, offrant ainsi une perspective plus complète sur les enjeux sociaux et les dynamiques de pouvoir impliqués.

2. Les formes contemporaines de la domination

La compréhension de la domination dans les projets d'AU ne peut se limiter aux formes traditionnelles de pouvoir et d'autorité. De nos jours, de nouvelles dynamiques émergent, souvent subtiles et insidieuses, qui façonnent les relations de pouvoir au sein de ces projets. Parmi ces nouvelles formes de domination, celle liée à la responsabilité individuelle occupe une place prépondérante. En effet, dans les projets d'AU répertoriés à Lima, les acteurs sont souvent confrontés à des exigences de responsabilité accrues, que ce soit envers la communauté, les partenaires financiers, ou les objectifs de durabilité (agriculture, alimentation, environnement...). Cette responsabilité peut prendre différentes formes, telles que la gestion des ressources, la prise de décision collective, ou la communication avec les parties prenantes.

Toutefois, derrière ces exigences de responsabilité se cachent souvent des rapports de pouvoir complexes, où certains acteurs exercent une influence disproportionnée sur les décisions et les actions des autres. Nous explorerons donc ces nouvelles formes de domination liées à la responsabilité dans les projets, en mettant en lumière les mécanismes et les enjeux qui sous-tendent ces dynamiques de pouvoir. Ainsi, nous nous appuyerons sur les travaux de deux auteurs

majeurs : Christophe Dejours et Danilo Martuccelli. Dejours, psychiatre et psychanalyste français, s'est particulièrement intéressé à la question de la domination par le travail, comme illustré dans son ouvrage majeur « Travail, usure mentale : Essai de psychopathologie du travail » (1980). Son approche met en lumière les dynamiques psychologiques et sociales qui sous-tendent les relations de pouvoir au sein des organisations, en mettant l'accent sur les effets de l'organisation du travail sur la santé mentale des individus et les rapports de subordination. Bien que le travail de Dejours déborde de notre champ d'analyse, nous considérons que son approche de la domination par le travail offre des perspectives importantes pour notre analyse sociologique des projets d'AU. Nous ne pouvons ignorer son apport conceptuel précieux, même si nous ne nous attarderons pas trop sur ses travaux étant donné son domaine d'expertise différent. Néanmoins, nous utiliserons ses concepts pour éclairer notre compréhension des dynamiques de pouvoir dans ces projets.

D'autre part, Danilo Martuccelli, sociologue franco-péruvien, a développé une réflexion sur la domination par la responsabilité. Son travail met en évidence les nouvelles formes de pouvoir qui émergent dans les sociétés contemporaines, caractérisées par une individualisation croissante et une précarisation des liens sociaux. Martuccelli explore comment les individus sont aujourd'hui soumis à des exigences de responsabilité de plus en plus contraignantes, notamment dans le contexte du travail et de la vie sociale. Son analyse permet de saisir comment la responsabilité peut être utilisée comme un instrument de domination et de contrôle dans les projets, où les acteurs sont souvent confrontés à des attentes élevées en termes de gestion des ressources, de communication, et de prise de décision. En combinant les perspectives de Dejours et Martuccelli, nous serons en mesure d'apporter un éclairage approfondi sur les mécanismes de domination à l'œuvre dans les projets d'AU, ainsi que sur les impacts de ces nouvelles formes de pouvoir sur les habitants y impliqués.

2.1. La domination au travail : perspectives de Christophe Dejours

La perspective psychodynamique du travail, basée sur les travaux de Dejours, partage la plupart des observations décrites ci-dessus. Elle se distingue par sa capacité à expliquer les relations entre les divers aspects de la réalité sociale et le rôle central de la domination dans le travail (Deranty, 2011). Il est important de noter que, bien que Dejours se concentre principalement sur les environnements de travail rémunérés, ses observations sur la domination et la souffrance au travail peuvent également être applicables aux projets d'AU à Lima. En effet, même si ces

projets ne sont pas rémunérés pour les participants, ils présentent souvent toutes les caractéristiques du travail, avec des attentes de résultats et de performances imposées par les promoteurs des projets. Ainsi, les dynamiques de pouvoir et de domination étudiées par Dejours peuvent fournir un cadre utile pour comprendre les relations entre les participants et les initiateurs de ces projets.

Le travail de Christophe Dejours met en lumière les différentes formes de souffrance au travail qui touchent de plus en plus les travailleurs. Parmi ces pathologies, on trouve les pathologies de surcharge, caractérisées par un stress excessif et une pression constante, ainsi que les pathologies du harcèlement, résultant de situations de domination et d'abus au sein de l'environnement professionnel. L'auteur trouve un dénominateur commun dans ces pathologies, à savoir « *une évolution des méthodes d'organisation du travail qui correspond aussi à un progrès sensible dans les moyens et les méthodes de la domination (...) Avec, en regard de cette transformation de la domination, l'apparition de nouvelles formes de servitude* » (Dejours, 2006, p.128). L'auteur souligne ainsi que les transformations dans les modes de gestion et d'organisation du travail ont engendré de nouvelles formes de domination, plus subtiles et insidieuses, mais tout aussi efficaces pour asservir les travailleurs.

En effet, les changements dans les pratiques de gestion et de contrôle au travail ont créé des conditions où les travailleurs se retrouvent de plus en plus assujettis aux exigences du système, sans possibilité réelle de s'affranchir de cette domination. Ainsi, l'analyse de Dejours offre une perspective critique et profonde sur les mécanismes de pouvoir qui sous-tendent le monde du travail contemporain, mettant en évidence les enjeux sociaux et psychologiques de ces nouvelles formes de domination et de servitude. Comme il soutient, cette analyse « *conduirait à admettre que les nouvelles pathologies en rapport avec le travail sont bel et bien l'expression symptomatique d'une évolution en profondeur des modalités de la domination* » (Dejours, 2006, p.129).

Dejours affirme que lorsqu'on examine les situations de travail du point de vue de la clinique et de la psychopathologie, on observe des formes de domination qui diffèrent de celles décrites par les sociologues, les économistes et les gestionnaires. Contrairement à la vision traditionnelle de la sociologie qui insiste sur l'autonomie et le savoir-être, la perspective de la clinique met en lumière un autre aspect : l'évaluation individualisée des performances et son association avec les normes de la qualité totale (Dejours, 2006). En d'autres termes, Dejours souligne que

dans les milieux de travail contemporains, la pression pour atteindre des performances individuelles élevées et répondre à des normes de qualité strictes exerce une forme de domination sur les travailleurs, qui diffère des concepts traditionnels d'autonomie et de savoir-être.

Dans le contexte de cette recherche, cette conception des nouvelles formes de domination au travail prend une pertinence particulière. Alors que les participants à ces projets ne sont souvent pas rémunérés pour leur travail, ils sont néanmoins soumis à des exigences de performance et de qualité imposées par les initiateurs et les promoteurs des projets d'AU. L'évaluation individualisée des performances et les normes de qualité totale, mises en évidence par Dejours, se manifestent dans la pression ressentie par les jardiniers urbains pour produire des résultats conformes aux attentes des gestionnaires de projet.

Dans ce sens, Dejours affirme que pour améliorer leur contrôle sur le travail, le capitalisme utilise des méthodes comme le management, l'organisation et la supervision, qui étaient déjà présentes dans les modes de production antérieurs et qui ont devenu essentiels pour son fonctionnement (Dejours, 2006). Ainsi, toute production qui implique la coopération ou des grands projets nécessite une planification et une supervision : *« le capitalisme introduit une forme nouvelle de contrôle, requise pour la production de plus-value par l'exploitation de la force de travail »* (Deranty, 2011, p.75).

La fonction traditionnelle de « surveillance et contrôle » devient très importante dans la nouvelle économie et est également transformée. Cela implique l'application des principes de gestion à tous les aspects de la production, rendue possible par le développement impressionnant des techniques informatiques. Cela inclut la mesure de chaque étape de la production, une évaluation constante et de plus en plus précise, en mettant l'accent sur la qualité, la réduction des coûts, et une obsession pour des résultats rapides (Deranty, 2011). Les formes contemporaines de domination dans le travail sont directement influencées par ces changements. Remettant en question les cultures de travail, les valeurs essentielles de la qualité du travail et du travail bien accompli sont affectées et cela, soutient Dejours, nuit au pouvoir d'action des individus.

On comprend pourquoi Dejours parle de l'évaluation et de l'impératif de qualité comme de formes de domination. Dans le contexte des projets d'AU à Lima, où les participants sont

souvent évalués sur leur capacité à produire des récoltes de qualité ou à mettre en place des pratiques agricoles efficaces et surtout écologiques, il devient clair que ces objectifs peuvent parfois être utilisés comme des outils de domination. Alors que l'évaluation de la performance et la recherche de la qualité peuvent sembler louables à première vue, elles peuvent en réalité servir des objectifs autres que la simple efficacité technique ou économique, et peuvent exercer une pression sur les participants pour qu'ils se conforment aux attentes des initiateurs du projet.

Ainsi, l'analyse de Christophe Dejours nous a permis de comprendre comment l'évaluation et l'impératif de qualité peuvent constituer des formes de domination dans les projets d'AU, en influençant les actions et les comportements des participants. Cependant, pour obtenir une vision encore plus complète de la nature de la domination dans ces projets, nous nous tournerons maintenant vers les idées de Danilo Martuccelli sur la domination par responsabilité. Cette perspective nous aidera à explorer plus en profondeur les dynamiques sociales et les relations de pouvoir qui sous-tendent la participation des individus aux projets d'AU, en mettant en lumière le rôle de la responsabilité dans la reproduction des rapports de domination.

2.2. Le projet et la nouvelle domination : Danilo Martuccelli

L'importance de considérer la représentation du projet et son application pour dévoiler une (nouvelle) manière de dominer se trouve exprimée dans la pensée du sociologue Danilo Martuccelli (2003). Cet auteur traite en effet, de nouvelles formes de domination caractérisées par une direction qui suscite l'engagement au travail par l'adhésion aux valeurs de l'entreprise et l'intériorisation de ses contraintes. Dans ce contexte, le contrôle se déplace vers les individus, les équipes de travail (dans l'occurrence, les jardiniers). Cette proposition rejoint les diverses voix qui signalent l'émergence d'un nouveau modèle général de production et de travail dit de haute performance (*high performance workplace*). Ce dernier se distingue par la mise en place de ces formes de domination dans le monde industriel, qui remettent en cause le modèle de régulation fordiste (Bélanger et al., 2002).

Martuccelli (2004) affirme que la domination correspond à un type de rapport social basé sur deux représentations ou dimensions²⁰ : « *D'une part, elle souligne une forme de subordination*

²⁰ À ce propos, Martuccelli évoque la diversité des relations inégales dont la domination ne représente qu'un seul type. Avec Chazel (1983), ils considèrent qu'il importe d'abord de dissocier la notion de pouvoir - l'action même

qui n'est pas seulement de nature personnelle (comme ce fut largement le cas dans la relation entre le maître et l'esclave) mais prend plutôt la forme d'une série de subordinations impersonnelles à des contraintes systémiques – comme celle du type capital-travail. D'autre part, elle désigne un complexe d'associations ou de mécanismes assurant la formation et la reproduction du consentement des dominés par une série de compromis divers. Souvent dénommée « légitimation », « idéologie » ou encore « hégémonie », cette dimension souligne l'importance décisive de l'adhésion des individus aux différentes formes de contrôle dans les sociétés modernes » (Martuccelli, 2004, p.469). Ceci constitue la structure élémentaire de la domination. Selon Martuccelli, cette double dimension de la domination, a été toujours répertoriée au moment de son analyse. Or, l'auteur présente une séparation de ces deux dimensions et soulignent les contraintes inhérentes à celles-ci.

2.2.1. La responsabilité : le transfert de l'incertitude et du risque aux dominés

Les bases du pouvoir réfèrent à des ressources telles que des récompenses ou des connaissances qui constituent le fondement du contrôle sur les autres. Les processus du pouvoir, quant à eux, renvoient à des stratégies spécifiques (souvent non verbales) utilisées pour exercer un pouvoir dans les interactions (French et Raven, 1959). Les résultats du pouvoir se traduisent par la conformité, la coopération ou l'obéissance que l'on sécurise. Il s'agit donc de l'influence réelle obtenue sur les croyances et les actions des autres (Wheless et al., 1983).

Au sein de notre population, l'autonomie représente tout autant une condition de travail appréciée qu'une exigence d'emploi assortie d'une lourde responsabilité. L'autonomie s'analyse en un avantage consenti, tout autant qu'en une injonction, elle se trouve confiée en échange de l'engagement à satisfaire le client (Martuccelli, 2004). Comme les projets se chevauchent souvent, les employés se voient imposer de considérables demandes concurrentes entre lesquelles ils doivent arbitrer. Il leur incombe d'établir eux-mêmes l'ordre de priorités en cas de conflits de tâches, quitte à se voir par la suite reprocher les décisions adoptées. Pour autant, une confusion s'opère souvent entre octroi d'autonomie et source de stress. Ainsi, Legault et Chasserio (2010) qu' : « une commande du type : « Débrouillez-vous pour me donner ça à tel moment » ou « Voici l'objectif et organisez-vous » ne caractérise pas l'autonomie

- de celle de domination -phénomène structurel -. Le pouvoir s'analyse, alors, en une conséquence de la domination.

décisionnelle qui favorise l'épanouissement mais davantage le stress (...) Devant un problème, nos répondants réalisent assez vite qu'ils pourront toujours être tenus responsables du succès ou de l'échec, en vertu même de leur autonomie dans l'établissement des modes opératoires et des priorités (...) Ces études concluent à la fois à des effets positifs du modèle de haute performance (sentiment d'appartenance et de pouvoir accru, mobilisation, satisfaction au travail) mais aussi à un stress accru et à la réduction des effets positifs lorsque la demande de travail et le niveau de responsabilité augmentent » (Legault et Chasserio, 2010, p. 13-14).

Les conditions budgétaires et les délais constituent des enjeux clés du risque lié à chaque projet. Trop limités, ils favoriseront l'échec du projet. Néanmoins, les professionnels et les chefs de projet qui en portent la responsabilité. Ce faisant, toujours selon Martuccelli (2004), s'opère une installation de « mécanismes d'inscription subjective de la domination » comme l'assujettissement et la responsabilisation qui s'exerce dans les projets d'AU à Lima par le discours et les pratiques sur les jardiniers. Le premier correspond à un processus qui contraint les individus –pas nécessairement de manière consciente et peut-être plus en profondeur dans le corps et les automatismes– à se définir en fonction des catégories qui leur sont imposées. Tandis que le second vise à rendre l'individu responsable de l'ensemble des actions qu'il réalise (principe de responsabilité) et de l'ensemble des phénomènes qui le touchent (principe de responsabilisation). Dans le premier cas de figure, l'individu est appréhendé en tant que sujet, tandis que dans le second, c'est en tant qu'acteur qu'il est mobilisé.

Au croisement des deux grands axes analytiques de la domination (oscillant entre le consentement et la contrainte – et les mécanismes d'inscription subjective de cette dernière – entre l'assujettissement et la responsabilisation), se jouent donc les expériences contemporaines de la domination. Suite à cela, nous pourrions différencier quatre grands idéaux-types de l'expérience de la domination : l'inculcation, l'implosion, l'injonction, la dévolution.

	Consentement	Contrainte
<i>Assujettissement</i>	Inculcation	Implosion
<i>Responsabilisation</i>	Injonction	Dévolution

Tableau 1: Les idéaux types de domination. Source : Martuccelli (2004, p.480)

Dans le cadre de cette recherche, l'expérience de l'injonction nous intéresse particulièrement. Selon Martuccelli, il s'agit d'une des formes d'expérience de la domination, entre le

consentement et la responsabilisation. Contrairement à l'inculcation qui nie la responsabilisation du sujet, l'injonction reconnaît l'individu comme acteur et cherche son consentement à une forme de domination. Cette volonté de solliciter constamment l'individu, dans le cadre des réseaux socio numériques, conduit ce dernier inévitablement à se rendre visible par autrui. Cette injonction s'inscrit dans l'impératif. En responsabilisant l'acteur, ce dernier est subordonné à la collectivité.

Par ailleurs, le « poids » de la contrainte s'avère de plus en plus important dans le rapport des individus à la domination du fait de la visibilité numérique. Idéal-type construit à l'intersection du consentement et de la responsabilisation, l'injonction – et plus particulièrement l'injonction à la visibilité dans un contexte d'usage d'Internet – semble basculer du côté de la contrainte. Ce faisant, la société s'analyse comme un espace de confrontation de contradictions et de différences, où les représentations « dominantes » s'opposent à d'autres représentations. Finalement, la domination ne s'exerce désormais plus par le consentement des dominés mais pourrait être prise comme une contrainte et s'avérer visiblement reconnue en tant que telle.

2.2.2. Des espaces prêts à héberger des idéologies ?

En présence de bases de relations de pouvoir altérées, des espaces propices pour l'imposition d'une idéologie affleurent sans restriction, en partie grâce à une légitimation de ces relations et de ses dispositifs de support. Ici, la notion d'idéologie (ou d'idéologies) joue un rôle très important dans la constitution discursive et la reproduction des « réalités » sociales et politiques (Fairclough et Wodak, 1997 ; van Leeuwen et Wodak, 1999). Comprendre comment les représentations spécifiques de l'inégalité sociale, et les questions de redevabilité qui y sont liées, sont construites et entretenues délivre des indices pour « reconstruire » les représentations « idéologiques » existantes. Ces représentations sont en lien avec les relations de pouvoir inégales, les conséquences sociales et idéologiques de schémas discursifs spécifiques, tels que le maintien du statu quo et la reproduction, la naturalisation et la légitimation de la position dominante.

Le contenu ou la portée idéologique d'un discours se « mesure » à ses effets (Fairclough et Wodak, 1997). Ainsi, les discours qui catégorisent le monde de manière à légitimer, maintenir et perpétuer les modèles d'inégalité sociale et les relations de pouvoir inégales fonctionnent idéologiquement. L'accent porte à la fois sur les pratiques discursives qui construisent les

représentations du monde, des acteurs sociaux et des relations sociales et sur leur rôle dans la protection et la reproduction des intérêts de groupes sociaux particuliers (Tileaga, 2006).

La domination contraint les dominés à se définir avec les catégories qu'elle impose, qui parfois même s'inscrivent, au-delà de leur conscience, sur leur corps et ses automatismes les plus réflexes. La domination inscrit ainsi dans l'ordre du monde un mode de fonctionnement durable, devenant « naturel » et « évident ». À terme, les dominés consentent, sans même s'en apercevoir, à se saisir des langages imposés par le pouvoir. La domination devient dès lors légitime. Cette conception puise sa source dans l'idée d'un système culturel unitaire, ou d'une idéologie dominante, ou encore d'un consensus culturel imposé globalement par les groupes dirigeants. A cet égard, Martuccelli affirme que « *les fantaisies, les rêveries, les rumeurs, les blagues, le renversement imaginaire des situations, (...) l'art de la dissimulation, bref, tous ces discours ou pratiques occultes (hidden transcripts) constituent autant de manières d'exprimer une colère, une humiliation ou une désapprobation que la domination réprime* » (Martuccelli, 2004, p.473).

Il est nécessaire de clarifier le point discutable au sein de la sociologie de la domination, particulièrement en ce qui concerne l'idée que la domination se maintient par l'intériorisation d'une idéologie dominante. Certains chercheurs, tels que Aiello et al. (2017), remettent en question cette conception en soutenant que d'autres mécanismes de reproduction sociale et de perpétuation des rapports de domination doivent également être pris en compte. L'idée que l'intériorisation d'une idéologie dominante est le seul moyen par lequel la domination s'exerce sur les individus peut être discutable dans la mesure où d'autres facteurs, tels que les structures institutionnelles, les pratiques matérielles, et les relations de pouvoir implicites, jouent également un rôle crucial. En effet, il s'agit en fait d'une autre forme de prise de parole des dominés, plus constante et sournoise que celle, plus classique, de la mobilisation collective. Elle renvoie à une forme « *moins visible que leurs "discours publics"* » (Martuccelli, 2004, p.475). D'ailleurs, le respect apparent des règles ne contredit pas le désir réprimé des dominés de bouleverser l'ordre social, car ces règles sont souvent appréhendées comme des règles coutumières sans implication d'un point de vue subjectif.

Autrement dit, et contrairement donc à ce que la thèse de l'idéologie dominante souligne habituellement, le monde imaginaire et discursif des dominés échappe à l'emprise d'une inculcation culturelle homogène. Ainsi, les dominés se révèlent moins limités au niveau de la

pensée et du discours qu'ils ne le sont au niveau de l'action et de la lutte politique : « *l'idéologie est un ensemble hétérogène de dispositifs d'imposition culturelle qui n'en conservent pas moins une capacité de contrainte réelle, mais dynamique, diverse et conflictuelle, pour susciter le consentement des dominés* » (Martuccelli, 2004, p.475).

Dans ces circonstances, il n'existe pas forcément de lien entre un système unique de représentation et la reproduction globale d'un ordre social. En dépit des efforts pour les circonscrire, il s'avère difficile de contester l'explosion des textures à laquelle nous devons faire face et le caractère parfaitement contradictoire des messages qui nous sont adressés. Ceci conduit Martuccelli à considérer que la domination s'exerce désormais moins par le biais du consentement, que par des contraintes de plus en plus éprouvées et présentées comme telles. L'auteur affirme ainsi que « *la domination ne trouve plus son noyau principal dans une idéologie unique, mais dans un ensemble de contraintes, qui en dépit de leur malléabilité, sont parfois vécues comme indépassables par l'acteur. Lorsque la vie sociale cesse d'être éprouvée comme élastique alors la domination s'impose* » (Martuccelli, 2005, p.18).

Dans le contexte des projets d'AU à Lima, il est essentiel d'explorer ces mécanismes complexes de domination. En dépassant la simple idée de l'intériorisation idéologique, nous pouvons identifier comment les dynamiques concrètes de pouvoir, les inégalités structurelles, et les formes subtiles de contrôle opèrent au sein de ces projets. Cette analyse approfondie nous permet de mieux comprendre les multiples facettes des rapports de domination et d'appréhender comment ils se manifestent et s'entrelacent dans le contexte spécifique de l'AU à Lima. Ainsi, nous aborderons dans les chapitres d'analyse (chapitres 6, 7 et 8) ces pratiques de manière plus détaillée, soulignant leur évidence dans les dynamiques observées.

3. Le discours comme dispositif d'inscription de la domination

Actuellement, de nombreuses questions se posent lors de l'examen des inégalités sociales et des notions similaires telles que la domination ou la supériorité de groupe, mais aussi sur le rôle du discours dans l'implémentation d'un mécanisme ou dispositif de domination (Van Dijk, 2006). Il convient à ce stade, de considérer la différence entre « langage » et « discours ». Un regard sous le prisme de la psychosociologie s'avère prudent pour y répondre. Selon Glady, le « langage », renvoie à l'activité sociale, « *la fonction anthropologique de symbolisation et de communication dans la société* » (Glady, 2019, p.397). Le « discours », pour sa part, s'entend

comme une matérialité observable, en circulation dans la société et dans les organisations, ayant une consistance historique, idéologique et culturelle spécifique (Foucault, 1969).

D'autre part, la notion de « dispositif » voit sa genèse scientifique dans les travaux de Foucault. L'auteur affirme en effet, que les discours s'analysent en un dispositif de pouvoir qui fait référence à ce qui peut être dit et pensé à un point de l'histoire, à qui celui-ci peut s'adresser, quand et avec quelle autorité (Foucault, 1992). Dans un entretien évoqué dans un article par Méline Leclaire, Foucault explique : « *Ce que j'essaie de repérer sous ce nom, c'est premièrement, un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques...* » (Leclaire, 2016, p.12).

À ce propos, l'auteur soutient que la différenciation des dispositifs s'effectue à travers leur dimension stratégique : « *Par dispositif, j'entends une sorte – disons – de formation, qui, à un moment historique donné, a eu pour fonction majeure de répondre à une urgence. Le dispositif a donc une fonction stratégique dominante* » (Foucault, cours au Collège de France, 1977).

La production du discours représente donc l'apanage de ceux qui portent le pouvoir selon des configurations particulières. Les discours ordonnent et combinent les mots de manière spécifique et excluent ou déplacent d'autres combinaisons possibles, exprimant la spécificité historique de ce qui peut être dit et de ce qui reste à dire (Negm, 2014). La possibilité de signification et de définition des discours, si nous tenons pour acquis qu'ils circulent au sein des différentes institutions et qu'ils servent à légitimer un certain type de savoir (médical, pédagogique, psychologique, économique, etc.) ne relève pas du langage, mais des pratiques institutionnelles, des rapports de force. Ainsi, les mots et les concepts changent de signification et d'effets selon le discours dans lequel ils s'inscrivent (Tileaga, 2006). Dans le même sens, Zamorano et Rogel Salazar (2013) déclarent que ces discours sont porteurs d'une signification et de certaines relations sociales, et construisent à la fois la subjectivité et les relations de pouvoir.

Ces relations, présentes dans toute société, traversent, caractérisent et constituent l'ensemble du « corps social » et ne peuvent être pensées ou établies sans la production, l'accumulation, la circulation et le fonctionnement du discours (Tileaga, 2006). Ceci amène à s'interroger sur ce

que lui confère cette « attribution » ? La puissance des discours réside dans le fait que c'est précisément par eux que la possibilité de penser se trouve « limitée », dans la mesure où ils sont plongés dans un puissant réseau de relations pouvoir-savoir qui les légitime et les présente sous le statut de vrais discours (Brasier, 2002).

Pour sa part, Foucault (1969) ne conçoit pas le « discours » comme une nouvelle présentation de l'objet, puisque les discours ne se réduisent pas, simplement à un croisement de choses et de mots. Selon lui, il convient de ne pas appréhender les discours comme une agglomération de signes, mais plutôt comme des pratiques qui forment systématiquement les objets évoqués : « *le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais plutôt ce pour quoi, et par lequel on combat, ce pouvoir dont on veut s'emparer* » (Foucault, leçon inaugurale au Collège de France, 1970). Ainsi, plus qu'un simple organe de représentation, le discours devient un outil du pouvoir ; investir l'ordre du discours revient à poser un acte subjectif qui rapproche le sujet parlant du pouvoir.

Les champs du discours ne se révèlent pas tous « ouverts et pénétrables » de la même façon et, évidemment, les plus susceptibles de mener au pouvoir s'avèrent aussi les plus sélectifs (Foucault, 1970). En ce sens, des processus de contrôle sont mis en place pour préserver et limiter l'accès à ces régions différenciantes du discours, provoquant une diminution du nombre de sujets parlants : « *Il s'agit de déterminer les conditions de la mise en jeu (des discours), d'imposer aux individus qui les tiennent un certain nombre de règles et ainsi de ne pas permettre à tout le monde d'avoir accès à eux (...); nul n'entrera dans l'ordre du discours s'il ne satisfait à certaines exigences ou s'il n'est, d'entrée de jeu, qualifié pour le faire* » (Foucault, « L'ordre du discours ». Leçon inaugurale au Collège de France, 1970, p.9).

Ainsi, le discours s'assimile à un instrument du pouvoir et un affect de pouvoir, puisqu'il contrôle les pensées et les comportements, qui à leur tour façonnent le système de croyances et déterminent des jugements sociaux (vrai /faux) (Boltanski, 1990 ; Boltanski et Thévenot, 1991 ; Blorville, 2017). La fonction du discours, comme le signale Foucault est : « *...de dissoudre, à l'intérieur du pouvoir, le fait de la domination, pour faire apparaître à la place de cette domination que l'on voulait réduire ou masquer, deux choses : d'une part, les droits légitimes de la souveraineté et, d'autre part, l'obligation légale de l'obéissance* » (Foucault, leçon inaugurale au Collège de France, 1970).

Dans ce contexte, la production et l'implémentation d'un discours se trouvent donc plus liées aux relations de pouvoir qu'aux mots mêmes qui le configurent. Cependant, Bourdieu dépasse l'analyse de la production du discours, et se focalise sur la genèse du discours et souligne le caractère institutionnalisé et objectivé des rapports de forces dans les sociétés modernes et capitalistes. Plus précisément, comme l'écrit Certeau (1994) « *ce qui intéresse Bourdieu, c'est la genèse, le mode de génération des pratiques. Non pas, comme Foucault ce qu'elles produisent, mais ce qui les produit* » (Certeau, 1994, p.92-93). Et cela nous conduit à souligner l'importance (présentée dans l'Introduction) de distinguer entre qui produit le discours (en l'occurrence, les auteurs du discours dans les projets d'AU) et l'objet de la production. Établir les représentations d'acteurs sous-tendant les discours permettra ainsi de dévoiler certaines dynamiques idéologiques généralement absentes des études concernant leurs effets.

3.1. Le pouvoir symbolique du discours : l'approche bourdieusienne

Ainsi que soulevé précédemment, pour Bourdieu (1982), l'analyse du discours représente un outil de domination et il convient de ne pas s'arrêter à sa seule signification. Il importe en effet, d'appréhender comment ledit discours se trouve perçu par le récepteur. Ce dernier manipule des jugements de valeur de l'école, de la société et de leur environnement : « *Une des caractéristiques d'un enseignement qui fonctionne trop bien -ou trop mal- est d'être sûr de lui-même, d'avoir cette sorte de sécurité (ce n'est pas un hasard si on parle de sécurité par rapport à la langue) qui produit la certitude d'être, non seulement entendu, mais aussi compris, certitude caractéristique de tout langage faisant autorité ou autorisé. Cette interrogation n'est donc pas intemporelle ; c'est historique. C'est sur cette situation historique que je voudrais réfléchir...* » (Bourdieu, Intervention au Congrès de l'AFEF, 1977²¹). L'auteur s'intéresse donc, au-delà du discours lui-même, à qui le structure : il s'agit de déterminer non pas le « langage à apprendre », mais plutôt « qui va définir quel langage apprendre ».

²¹ <https://www.afef.org/ce-que-parler-veut-dire-par-pierre-bourdieu>

La langue et ses discours s'impriment dans un secteur du corps social grâce à un certain niveau ou degré d'acceptabilité²². À ce propos, Bourdieu mentionne que « *Nous n'apprenons jamais le langage sans apprendre, en même temps, les conditions d'acceptabilité de ce langage. C'est-à-dire qu'apprendre un langage, c'est apprendre en même temps que ce langage sera payant dans telle ou telle situation* » (Bourdieu, op.cit., p.98). Le discours, se révèle donc vital pour comprendre la façon dont la société s'est formée, même si cela résulte de l'application de certains mécanismes : « *cette langue dominante et méconnue en tant que telle, c'est-à-dire reconnue comme légitime, n'est-elle pas en affinité avec certains contenus ? N'exerce-t-elle pas des effets de censure ? Cela ne rend-il pas difficile ou impossible de dire certaines choses ? Ce langage légitime n'est-il pas fait, entre autres, pour empêcher de parler franchement ?* » (Bourdieu, op.cit., p.112). Si la parole se veut un outil de communication, voire un objet de métadiscours, elle apparaît d'abord vectrice d'actions et de pouvoir (Bourdieu, 1982).

Ainsi, Bourdieu se positionne en faveur du développement de l'analyse du discours en sociologie : « *je pense que le langage est aussi un outil qui a son mode d'emploi et qui ne fonctionnera pas si l'on n'acquiert pas son mode d'emploi ; c'est parce que nous en sommes convaincus que nous exigeons plus de scientificité dans l'étude de notre discipline* » (Bourdieu, 1977, p.114). Cette réflexion nous amène à affirmer que le discours, nécessite une légitimité pour pouvoir exister.

3.2.La légitimation du discours

Certains auteurs considèrent d'abord, la question de la légitimation au sens propre du mot. Bourdieu, par exemple, l'appréhende ainsi eu égard à la complexité de cette notion : « *Que veut dire légitime ? Ce mot est un mot technique du vocabulaire sociologique que j'utilise consciencieusement, puisque seuls les mots techniques permettent de dire et donc de penser, et avec rigueur, des choses difficiles* » (Bourdieu, op.cit., 1977). L'auteur affirme que la domination est habituellement décrite comme « légitime » quand des participants acceptent de

²² À ce point il nous semble pertinent d'observer les différences entre les notions de langage, discours et langue. Par « langage », on entendra l'activité sociale, la fonction anthropologique de symbolisation et de communication dans la société (Glady, 2019). Les « discours » s'entendent comme une matérialité observable, en circulation dans la société et dans les organisations, ayant une consistance historique, idéologique et culturelle spécifique (Foucault, 1969). Quant à la notion de « langue » - véritable réservoir de mots et de formes grammaticales propres à une collectivité -, elle renvoie à l'organisation réglée d'un code social et culturel étudié par la linguistique et ses diverses ramifications, et engagé aujourd'hui dans une sémantique sociale (Glady, 2019).

se soumettre à une relation de commandement en la considérant comme normale et « naturelle ».

La plupart des recherches sur la légitimation se concentrent sur la façon dont les membres du groupe en viennent à accepter les modèles d'interaction, les arrangements hiérarchiques de pouvoir et d'autorité, et les modèles de récompense comme appropriés et inappropriés, comme le montrent les travaux de Ridgeway et al., (1998) sur la légitimation, qui offre une perspective approfondie sur la manière dont les individus acceptent et légitiment les normes sociales et les hiérarchies de pouvoir ; ou le travail de Zelditch (2001) qui se concentre sur la légitimation et les processus de conformité sociale. Les conséquences observables des ordres sociaux légitimes varient selon que les membres des groupes sociaux adhèrent à l'ordre légitime ou font partie d'un groupe où la légitimation est autorisée par un agent externe (Johnson et Lupo, 2000).

La légitimation peut découler de la dynamique d'interaction : qui apporte des contributions au groupe, comment celles-ci sont évaluées par les autres membres du groupe et comment l'approbation et l'estime sont attribuées aux membres du groupe (Shelley et al. 2011). Le contenu de l'interaction peut également participer au développement d'ordres sociaux légitimés : « *les contributions d'un acteur cherchant à organiser l'activité collective en suggérant une séquence de décisions peuvent constituer une tentative de légitimation* » (Shelley et al., 2011, p.20). Ainsi, les auteurs affirment que les demandes de clarification des attentes de la tâche se traduisent potentiellement par des définitions légitimes de succès ou d'échec potentiel pour le groupe. L'attribution de rôles aux membres du groupe établit un ordre légitime pour contrôler qui, quand et à quelle fréquence une personne peut parler. Dans le contexte des projets d'AU à Lima, les jardiniers peuvent s'exprimer au sein du groupe, mais c'est l'attribution de rôles qui établit un ordre légitime pour contrôler qui, quand et à quelle fréquence une personne peut prendre la parole, indépendamment de leur statut de jardinier.

Selon Zelditch (2001) deux processus conduisent à l'attribution de la légitimité : l'un concerne la culture sociale établie par les acteurs dans la situation sur la façon d'atteindre les objectifs et de définir les comportements comme normativement appropriés ; et l'autre a trait à la structure sociale de la situation qui attribue aux individus des rôles et des positions d'avantage et de désavantage.

En effet, comme l'a démontré Weber, la légitimité peut découler de différentes sources. En plus des processus décrits par Zelditch (2001), il convient de souligner la combinaison de deux sources de légitimité : la légitimité traditionnelle et la légitimité rationnelle-légale. La légitimité traditionnelle repose sur des normes et des valeurs héritées du passé, tandis que la légitimité rationnelle-légale est fondée sur des règles et des procédures établies de manière formelle et rationnelle. Ainsi, dans les situations sociales, la légitimité peut résulter à la fois de la culture sociale établie par les acteurs et de la structure sociale de la situation, mais également de l'interaction complexe entre ces deux sources de légitimité.

Compte tenu de la nature de cette recherche, nous nous concentrons sur la manière dont la légitimation se déroule entre les acteurs des projets d'AU, en face à face. Cette situation, qui met l'accent sur un résultat produit conjointement, s'avère courante dans la vie quotidienne et implique des caractéristiques identifiées par les chercheurs qui étudient la légitimation dans des situations microsociales (Johnson et Lupo, 2000). La généralisation du statut s'effectue dans des circonstances où des individus bénéficiant d'avantages sociaux dans la société définissent le comportement d'interaction légitime et acceptable. Dans des circonstances où les hiérarchies préexistantes n'existent pas, la dynamique d'interaction conduit au développement de règles légitimes de comportement et de modèles d'interaction. Ces modèles s'observent dans les jurys, les équipes de travail et les groupes de classe. Ils renforcent à la fois les modèles émergents et existants d'inégalité d'interaction et sont acceptés comme justes et appropriés par les membres favorisés et défavorisés des groupes (Shelly et Shelly, 2011). Les auteurs dénomment le compromis provisoire qui régit le comportement des acteurs dans une situation sociale en tant que « validé », soulignant ainsi son caractère dynamique et négocié plutôt que figé. Les croyances des individus selon lesquelles les actions, les normes, les valeurs et les croyances exprimées dans une situation sont normatives et appropriées renvoient à la « convenance ».

Il importe également de distinguer entre la légitimité qui émerge des actions conjointes des acteurs, appelée « approbation », et l'imposition d'un rôle légitime par un agent externe tel qu'un supérieur, appelée « autorisation » (Dornbusch et Scott, 1975). Plusieurs travaux portent à cet égard sur la manière dont la validité, la propriété, l'approbation et l'autorisation affectent la volonté des acteurs de se conformer aux directives des supérieurs hiérarchiques, d'accepter les allocations de récompenses, de répondre aux tentatives d'influence et de justifier les violations des allocations de ressources attendues (Massey et al., 1997 ; Zelditch, 2006).

Une question importante non examinée réside dans le processus de légitimation, où un compromis est souvent atteint au sein d'un rapport de forces inégal. Cependant, il est essentiel de reconnaître que tous les membres d'un groupe ne peuvent pas nécessairement être d'accord, car cela peut entraîner une dissonance cognitive et des tensions au sein du groupe, par exemple lorsque les jardiniers sont confrontés à des messages contradictoires ou à des expériences qui contredisent leurs croyances ou leurs valeurs. En effet, les jardiniers pourraient être encouragés à participer à un projet d'agriculture urbaine sous prétexte qu'il améliorera leur qualité de vie et leur sécurité alimentaire, mais en même temps, ils pourraient constater que les décisions prises par les promoteurs ne tiennent pas compte de leurs besoins ou de leurs intérêts réels. Cette contradiction entre les messages positifs véhiculés par les promoteurs et les expériences négatives vécues par les jardiniers peut entraîner une dissonance cognitive, où les jardiniers se retrouvent en conflit interne quant à la manière de percevoir et de réagir à la situation.

Nous sommes sensibles à cette préoccupation et souhaitons examiner les transcriptions d'interaction des cas faisant l'objet de la présente recherche, reliant le contenu de l'interaction à l'émergence d'inégalités sociales dans des groupes *ad hoc* et continus. En ce sens, Shelly (2009) compare les discours caractérisés comme des tentatives d'organisation du groupe, aux tentatives de résolution de problèmes et à celles visant la réduction de la tension de groupe. Chacun de ces différents types de contenu contribue de manière unique aux modèles d'inégalité d'interaction inégale.

Dès lors, il convient de s'interroger : est-ce la légitimité qui permet la domination dans des groupes avec des rapports de pouvoir asymétriques ? Danilo Martuccelli (2003 ; 2004), l'un des auteurs qui analyse la domination, suggère une idée qui constituera la base de l'analyse ultérieure de nos informations. Il évoque le processus de responsabilisation comme moyen de domination. Dans ce contexte, le discours et son analyse représentent un pilier important de la compréhension des dynamiques urbaines et des rapports de domination. Nous nous attacherons ainsi à étudier les transcriptions de l'interaction dans les jardins sélectionnés pour examiner comment les acteurs légitiment les modèles d'interaction.

CONCLUSION

À travers l'exploration approfondie des fondements idéologiques, des dynamiques de pouvoir et des rapports de domination, nous avons jeté les bases essentielles pour aborder la

problématique centrale de notre recherche. Cette transition nous amène à plonger au cœur des interactions sociales qui définissent ces initiatives cruciales.

Ce chapitre s'est attaché à clarifier certaines notions telles que le pouvoir, la domination, ou la légitimation sont appréhendées par les principaux auteurs/postulats et comment les constructions de l'inégalité prennent place dans des actions spécifiques, notamment dans l'édification de la figure du projet. Le pouvoir comme stratégie se consolide dans les processus discursifs, car ceux-ci sont porteurs d'idéologies, de visions du monde, dans un véhicule d'interdit, de marginalité ou d'acceptation.

Jusqu'à présent, dans les débats sur le pouvoir et la domination, la tendance consiste soit à prendre parti, soit à jeter des ponts en rassemblant les parties. Michel Crozier (« L'acteur et le système », 1978) a proposé une perspective selon laquelle le pouvoir est fondamentalement relationnel. Selon lui, le pouvoir ne réside pas dans les individus ou les entités en tant que telles, mais émerge des interactions et des relations entre les acteurs au sein d'un système social. Cette approche met en évidence la dynamique complexe des relations de pouvoir, où les acteurs s'engagent dans des interactions stratégiques pour influencer les actions et les décisions des autres. Ainsi, plutôt que de considérer le pouvoir comme une entité unifiée, Crozier soutient que le pouvoir est construit et négocié dans les relations sociales, ce qui nécessite une analyse approfondie des dynamiques interpersonnelles et institutionnelles.

Les approches privilégiant la construction de ponts soutiennent généralement que le pouvoir ne renvoie pas à une entité unique : le pouvoir recouvre plutôt un ensemble de concepts et de phénomènes (Haugaard, 1997 ; Allen, 1999).

Les projets représentent des champs de possibles où les sujets, en tant que sujets supposés libres, accomplissent des actions et des réactions contre les actions et les réactions des autres. En ce sens, les projets en tant que champ, constituent l'espace social où les actions stratégiques du pouvoir sont liées à la connaissance et à la vérité. La gestion des connaissances (*knowledge*) fait partie du capital intellectuel et académique des organisations qui confèrent une meilleure position à l'agent ou aux agents qui la possèdent.

L'exercice du pouvoir s'avère légitime tant qu'il est consolidé par une structure sociale qui accepte et reconnaît toutes les formes d'autorité. Il se révèle également légitime, dans la mesure

où les sujets qui constituent ces structures sociales sont libres. Ils disposent de la faculté de choisir entre obéir ou non, entre se conformer et ne pas se conformer, un sujet libre a la possibilité de désobéir au pouvoir ou à l'exercice de cette –autorité– légitimée. Pour autant, cet acte peut générer des actions susceptibles de mettre en danger sa liberté, de se traduire par le licenciement, la violence, la prison ou tout simplement le signalement des autres.

Nous partageons la proposition de Weber sur le pouvoir et la domination lorsqu'il prend en compte le poids des intérêts et parle d'une « domination par une constellation d'intérêts ». Il s'agit d'un système d'actions dans lequel un groupe se trouve constamment en mesure d'obtenir le respect de ses ordres (Weber, 1995). Dans ce sens, Burgoon et Dunbar expliquent : « *Qu'il s'agisse d'établir un ordre hiérarchique ou un ordre de marche, de proclamer des privilèges ou des interdictions, d'exercer un leadership ou d'intimider, les humains, comme d'autres mammifères, recourent à des moyens complexes pour déterminer qui se situe « en haut » ou « en bas », qui peut « avoir » ou « n'avoir pas », qui « va avant » ou « après ». Une telle signalisation s'avère nécessaire pour créer et maintenir l'ordre social. Et, comme pour tant d'autres aspects du comportement social, une grande partie de ce travail s'effectue de manière non verbale* » (Burgoon et Dunbar, 2006, p.279-280). Les signaux non verbaux de domination-soumission et de pouvoir-impuissance constituent précisément deux dichotomies clés de ce chapitre.

Les travaux de Max Weber et de Pierre Bourdieu sur la domination offrent des perspectives distinctes mais complémentaires pour comprendre les dynamiques de pouvoir dans les projets d'AU à Lima. Alors que Weber met l'accent sur la légitimité et les structures institutionnelles qui sous-tendent la domination, Bourdieu se concentre sur les mécanismes plus subtils de reproduction sociale et les formes de capital qui façonnent les relations de pouvoir. Dans les projets d'AU, les concepts de Weber sur la légitimité et l'autorité peuvent aider à analyser la manière dont les gestionnaires et promoteurs justifient leur position dominante et imposent leurs décisions. En revanche, les travaux de Bourdieu sur le capital symbolique, le champ social et l'habitus révèlent comment les hiérarchies sociales sont perpétuées et reproduites à travers les interactions quotidiennes et les pratiques culturelles.

Au même temps, l'exploration des théories de Christophe Dejours et Danilo Martuccelli sur la domination par le travail révèle une perspective riche et complexe sur les dynamiques sociales contemporaines. À travers l'analyse de la souffrance au travail, Dejours met en lumière les

nouvelles formes de domination qui émergent dans les environnements professionnels, soulignant l'importance de l'évaluation individualisée des performances et son impact sur les relations de pouvoir. Parallèlement, Martuccelli nous invite à considérer la responsabilité comme un vecteur de domination, révélant comment les pressions sociales induites par les normes et les attentes professionnelles peuvent aliéner les individus. Ainsi conciliés, ces approches offrent un cadre conceptuel solide pour comprendre les mécanismes de domination présents dans les projets d'AU à Lima. En examinant de près les tensions et les contraintes auxquelles sont confrontés les participants à ces projets, il devient évident que les notions de travail, de responsabilité et de pouvoir sont au cœur des dynamiques sociales qui façonnent ces initiatives.

La reconnaissance des signaux non verbaux dans les interactions humaines revêt une importance cruciale dans la compréhension des dynamiques de pouvoir, notamment dans le contexte spécifique de l'AU à Lima. Alors que Burgoon et Dunbar (2006) mettent en lumière l'utilisation de signaux non verbaux pour établir des ordres hiérarchiques et des structures de pouvoir, il est essentiel d'explorer comment ces mécanismes opèrent au sein des projets d'AU.

Dans le cadre des projets d'AU, les signaux non verbaux peuvent revêtir diverses formes, allant des gestes et expressions faciales aux arrangements spatiaux et aux interactions physiques. Ces signaux deviennent des moyens subtils mais puissants de communication du pouvoir, contribuant à définir qui détient l'autorité, qui est autorisé à prendre des décisions, et comment les ressources sont réparties. Par exemple, l'aménagement physique des espaces dans les projets d'AU peut refléter des hiérarchies informelles, définissant qui a accès aux meilleures parcelles ou qui occupe des positions centrales dans la prise de décision.

En explorant ces aspects non verbaux au sein des projets d'AU à Lima, nous pouvons saisir comment les dynamiques de pouvoir se manifestent à travers des interactions subtiles mais significatives, et au même temps, avoir une perspective plus holistique sur les mécanismes qui régissent les relations au sein de ces projets. Le comportement de domination dans de tels projets peut consister dans une capacité de contrôle social, lorsqu'utilisé pour maintenir l'ordre de statut basé sur la performance, une fois établi. Notre intention ici, vise à étendre cet argument en suggérant que le rôle du comportement de domination dans les groupes de travail humains - par responsabilisation - doit s'appréhender en relation avec le processus de légitimation.

Nous définissons la dimension comportementale de la domination comme un ensemble d'actions visant à exercer un contrôle, invoquant des droits ou des obligations perçus, qu'ils soient réels ou présumés, découlant d'un statut supérieur ou inférieur par rapport à autrui. Un tel comportement réfère à une relation positionnelle supérieure-inférieure entre deux acteurs.

Dans les interactions quotidiennes, les individus adoptent des comportements qui reflètent leur position dans la hiérarchie sociale. Les acteurs dominants dans les projets correspondent à ceux qui peuvent mener à bien des actions contraignantes telles que des exclusions de participants ou de contributions. Ainsi, les relations de travail au sein des projets se manifestent dans des jeux de stratégie régis par des relations de pouvoir, de contrôle et de discipline, d'espace, de mouvements, d'actions et de connaissances.

Cependant, pour pleinement appréhender ces mécanismes, il est impératif de replacer notre étude dans son contexte spécifique. C'est précisément l'objectif du chapitre qui suit, où nous nous plongeons dans l'univers complexe et nuancé des quartiers populaires de Lima.

Lima, en tant que capitale du Pérou, se distingue par sa diversité ethnique et sociale. Cependant, sous cette diversité apparente, se dessinent des schémas de segmentation raciale qui marquent profondément la dynamique urbaine. Dans ce chapitre, nous nous attelons à déconstruire ces dynamiques, en examinant de près les caractéristiques distinctives des quartiers populaires de Lima. De plus, nous accordons une attention particulière à la manière dont la discrimination et le racisme à l'égard des migrants en provenance des Andes peuvent influencer les rapports de pouvoir au sein de ces quartiers. Cette dimension souvent méconnue, mais cruciale, sera au cœur de notre analyse.

Ainsi, en éclairant ce contexte particulier, nous sommes mieux préparés à dévoiler les interactions sociales complexes qui sous-tendent les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima. En contextualisant notre étude au sein de cette métropole racialement segmentée, nous aspirons à apporter une contribution significative à la compréhension des dynamiques de domination dans ce cadre spécifique.

CHAPITRE 3 : Une ville racialement segmentée : Lima, fabrique d'inégalités

Introduction

Personne ne peut nier que la ville de Lima, capitale du Pérou, soit le lieu le plus représentatif de la somme des contradictions et des hétérogénéités qui composent la société péruvienne (Iglesias, 2016). De fait, le racisme à Lima date de l'émergence de la ville (Doré et Matta, 2011 ; Vela, 2009). Bien que Lima ne soit pas le Pérou, cette ville possède des caractéristiques qui renferment « aujourd'hui une promesse nationale inédite » (Martuccelli, 2015, p. 20), même s'il existe des énormes différences entre la capitale et les autres régions du pays. Au-delà de la possibilité qu'un jour elle puisse devenir une « ville-nation où se construit un monde d'en bas et d'en haut » (*Ibid.*, p.299), Lima renferme des phénomènes et des transformations sociales dont la compréhension est indispensable pour une meilleure compréhension du Pérou actuel et des projets qui y sont menés.

Bien que Lima ne soit pas le Pérou, le racisme, - affirmait le sociologue péruvien Flores Galindo (1986) - comme pratique et idéologie se propageait depuis Lima. Ainsi, son étude est fortement recommandée pour ceux qui souhaitent comprendre ce que certains sociologues péruviens appellent la « réalité nationale »²³ (Iglesias, 2016). La « réalité nationale » peut être liée au concept de « *blanquitud* » (blanchité) ou de « racisme structurel » qui persiste dans la société péruvienne. Ce concept souligne les préjugés et les discriminations basés sur la couleur de peau, où les individus ayant une peau plus claire sont souvent favorisés par rapport à ceux ayant une peau plus foncée. La « réalité nationale » englobe ainsi les dynamiques complexes de racisme et de préjugés qui persistent dans différents aspects de la vie sociale, économique et culturelle au Pérou (Iglesias, 2016). Cette réalité nationale peut également être liée à des questions d'inégalités socio-économiques et d'accès aux opportunités en fonction de la race.

²³ Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, 1995), cité par Sarmiento et Zapata (2014), définit la réalité nationale comme « *la totalité des situations multi relationnelles, dynamiques et changeantes, qualitatives et quantitatives, actuelles et potentielles présentées par la nation à un moment donné, résultant de son évolution historique* » (p.85).

À cet égard, Martuccelli (2015) couvre les périodisations et les phénomènes socioculturels qui mettent en lumière l'ambivalence des mutations sociales que connaît Lima. Ainsi, il existe, d'une part, des représentations sociales traditionnelles telles que le racisme, le classisme, le machisme ou l'humour méprisant et moqueur ; d'autre part, une nouvelle sociabilité urbaine qui a réussi à unifier les citoyens autour de la souffrance que représente le fait de devoir partager un même espace urbain ou autour d'un « habitus » (Bourdieu, 1980) propre à la culture *chicha*²⁴ qui a réussi à imposer une sociabilité avec des « coutumes » populaires, même dans les couches sociales les plus élevées (Iglesias, 2016).

Il a été suggéré qu'un aspect important de la culture liménienne est sa nostalgie, que Salazar Bondy (2002), dans son essai classique « *Lima la horrible* » appelle « l'Arcadie coloniale » (*Op.cit.*, p.35). Ce terme fait référence à un ensemble de mythes et de pratiques culturelles qui, même pendant la modernité, reproduisent des traits socio-structurels de l'ordre colonial, légitimant ainsi la séparation entre les secteurs socio-économiques selon la logique raciste, patriarcale et urbaine-centrée du système colonial (Lander, 2000).

Pendant la période postindépendance du Pérou, diverses manifestations des classes les plus aisées du pays (qui se trouvaient à Lima) se sont manifestées contre ce qui pourrait être la perte de leurs privilèges en tant que *criollos* (péruviens descendants des « blancs ») face aux autres classes ou races. Ainsi, lorsque le projet de la Confédération Péruvien-Bolivienne²⁵ était sur le point de devenir réalité en 1835, les *criollos* de Lima ont annoncé une crainte de la conquête du Pérou par l'indigène. Et ils ont dépensé de l'énergie, des voyages, de l'encre, de l'argent et beaucoup d'ingéniosité pour la combattre. On a même parlé d'une « invasion » de la part des boliviens. (Mendez, 2000)

Le discours contre la Confédération provenant de Lima, si bien incarné dans la production littéraire et journalistique de nombreux intellectuels liméniens - ayant Pardo et Aliaga comme figures principales - était principalement raciste. Il reflétait les stéréotypes, les préjugés et les peurs des créoles envers les Indiens plutôt qu'une menace réelle de conquête du Pérou par les

²⁴ Expression utilisée au Pérou pour désigner quelque chose qui se fait de manière informelle ou qui manque de sérieux, se rapprochant davantage du comique.

²⁵ La Confédération Péruvien-Bolivienne était une tentative d'union politique entre le Pérou et la Bolivie après leur indépendance respective du joug espagnol. Elle a été fondée en 1836 par le président bolivien Andrés de Santa Cruz dans le but de renforcer la stabilité politique et économique des deux pays. Cependant, cette confédération a été de courte durée et a rencontré une forte opposition interne et externe, menant finalement à sa dissolution en 1839.

autochtones. (Mendez, 2000). Ainsi, depuis le début de la République²⁶, Lima représente un espace raciste et un espace totalitaire (Doré et Matta, 2011 ; Mendez, 2000).

Cependant, il est essentiel de mettre en lumière la nécessité d'examiner attentivement les manifestations spécifiques du racisme dans chaque contexte. Le racisme au Nord ou anglo-saxon diffère de celui à Lima. Ortiz (1999) avance l'idée que, contrairement au racisme anglo-saxon qui repose sur une base matérielle et objective (où la couleur de peau blanche est physiquement distincte de la couleur noire), les manifestations de racisme dans d'autres contextes, y compris en Amérique latine, peuvent être plus complexes. Il suggère que le racisme dans ces contextes peut être ancré dans des constructions sociales et culturelles plus subtiles, allant au-delà de la simple différenciation physique. Ainsi, importe d'explorer comment ces constructions sociales influent sur les relations raciales et comment le racisme peut prendre des formes diverses et plus insidieuses. En conséquence, le racisme peut être multidimensionnel et ne se limite pas à des distinctions physiques « évidentes ».

En revanche au Pérou, en particulier à Lima, il n'existe généralement pas de distance nette entre l'objet et le sujet du racisme, la « base matérielle » apparaît « objectivement » moins fragile. Ainsi les blancs ne sont pas si blancs, ni les Indiens tout à fait indiens ; et cette faiblesse s'avère compensée par un « imaginaire » constaté : *« au Pérou certains groupes s'imaginent être blancs parce que, c'est vrai, au Pérou, il y a plus de blancs qui croient qu'ils [lui] ressemblent, ils se teignent les cheveux, parce qu'ils parlent comme [des] « gens éduqués », et rabaisent, ségrégent, ceux qu'ils qualifient ou imaginent « cholos » ou « indios », « negros ». . . que les blancs avec quatre grands-parents européens ou seize arrière-grands-parents européens »* (Ortiz, 1999, p.407).

Une autre caractéristique prédominante du préjugé raciste liménien consiste dans sa multidirectionnalité (Smith, 2008). En réalité, il ne concerne pas uniquement deux groupes (« blancs » vs « andins »). Dans les groupes considérés comme intermédiaires, la discrimination règne aussi : les plus proches des « blancs » méprisent ceux qui sont plus proches des natifs ou andins (Mendez, 2011).

²⁶ Bien que l'indépendance du Pérou soit proclamée en juillet 1821, ce n'est qu'en 1824 avec la victoire à la bataille d'Ayacucho que la « vraie » émancipation péruvienne intervient.

La ségrégation à Lima peut être qualifiée d'« imaginative » (ce qui ne signifie pas « imaginaire ») (Doré et Matta, 2011). L'imagination de chacun joue un rôle dans la perception circonstancielle et floue : il n'existe pas de consensus pour dire que tel ou tel sujet est *cholo*, *blanco* ou métis. En ce sens, Ortiz (1999) s'interroge « *pourquoi appeler racisme [à] notre manière particulière et « profondément alambiquée » de discriminer dans la pratique et dans « l'imaginaire ? »* » (Op.cit., p.407). Pour leur part, Oboler et Callirgos (2015) soutiennent à cet égard, que le racisme témoigne du conflit interne vécu par l'individu, *car « lorsqu'on discrimine quelqu'un parce qu'il est « Indien », on doit nier la part « Indienne » probable de soi-même, ce qui signifie le déni de sa propre identité »* (Op.cit., p.152).

Plusieurs recherches s'intéressent et analysent la particularité de cette ségrégation dans la société de Lima à partir d'axes différents de recherche. Ainsi, Seguin (1962) l'analyse d'un point de vue psychologique et propose le concept de « Syndrome de désadaptation psychosomatique du migrant ». Mariátegui et Aliaga (1963) identifient des facteurs psychogénétiques (enfance dans l'abandon) et sociologiques (marginalité). Golte et Adams (1987) découvrent, en réponse à l'attitude méprisante de la capitale, la présence de préjugés « anti-liméniens » chez les natifs andins de huit localités de montagne (les natifs perçoivent le liménien comme conformiste, opportuniste et paresseux). Orbegoso (1995) observe que 60% à 80% des étudiants universitaires évalués des deux sexes rejettent l'andin et préfèrent le blanc.

En ce sens, dans ce chapitre, nous abordons les implications des relations sociales à Lima qui s'avèrent essentielles lors de l'observation et de l'analyse des possibles relations de domination dans les projets UA, qui se transforment en lieu de rencontre entre différentes races, statuts et représentations. Ainsi, dans une première partie, nous exposons brièvement le contexte historique et social de la ville de Lima. La capitale est le théâtre de diverses pratiques d'exclusion, de discrimination et de marginalisation au sein de divers types de groupes sociaux. Ensuite, nous nous intéressons dans une deuxième partie aux principales caractéristiques des trois quartiers marginaux où se trouvent les jardins des projets objets d'analyse dans cette thèse : Villa Maria del Triunfo, San Juan de Miraflores et Villa El Salvador (VES), tous trois situés dans le « *cono sur* » de Lima. Nous évoquons enfin dans une troisième partie, l'émergence du concept d'« agriculture urbaine » à Lima et ses premières manifestations dans la ville.

1 Contexte socio-historique de Lima

La fusion entre les notions de classe et de race a pratiquement eu lieu au moment même où le Vice-royauté du Pérou a été établie, au XVI^e siècle, avec l'institution d'un système de castes qui, comme l'a souligné Garcilaso de la Vega²⁷, plaçait l'Espagnol (alors compris comme blanc) au sommet et reléguait les Indiens et les Noirs aux niveaux les plus bas de l'échelle sociale. Bien que, comme le souligne Cuché (1975), « les fondements de ce mécanisme d'oppression coloniale n'étaient pas précisément raciaux mais de classe, les deux concepts ont émergé si étroitement qu'ils ont finalement fini par se confondre et sont devenus synonymes » (*Op.cit.* p.81-82).

À ce stade, il convient de souligner que bien que la classification minutieuse du système de castes de la colonie ait fini par disparaître avec le temps, certains de ses termes (comme *cholo* et *mulato*, par exemple) ont résisté à l'épreuve des siècles, s'infiltrant même aujourd'hui dans le discours quotidien de Lima. La société liménienne a montré dès ses débuts une obsession extrême pour la race blanche. Il s'agissait d'une race supérieure initialement comprise comme espagnole, mais qui, au fil des siècles, n'a pas hésité à incorporer d'autres essences (Smith, 2008).

Effectivement, l'idée de la supériorité raciale qui pendant les trois cents ans du Vice-royauté était associée uniquement à la péninsule ibérique, a été quelque peu modifiée une fois la République établie. Ainsi, après la déclaration d'indépendance en 1821, le concept de *race supérieure* a commencé à inclure des individus de diverses origines, bien que, comme on peut s'y attendre, toujours avec une pigmentation blanche (Vela, 2009). Ce n'est que dans la seconde moitié du XIX^e siècle que l'européen en général a commencé à captiver l'imaginaire de la nation péruvienne, au point où est apparu publiquement un désir d'« améliorer la race », et même de promouvoir au niveau gouvernemental l'immigration européenne (Mendez, 2000 ; Vela, 2009).

²⁷ Garcilaso de la Vega, également connu sous le nom d'El Inca Garcilaso de la Vega, était un écrivain, historien et chroniqueur espagnol du XVI^e siècle. Il est né en 1539 à Cuzco, au Pérou, et est décédé en 1616 à Cordoue, en Espagne. Il est célèbre pour son œuvre majeure intitulée « Les Commentaires royaux des Incas » (en espagnol « *Comentarios Reales de los Incas* »), qui a été écrite entre 1609 et 1616. C'est une chronique importante de l'histoire et de la culture des Incas et des peuples autochtones du Pérou, basée sur ses propres expériences et ses connaissances transmises par sa mère, une princesse inca, et son père, un noble espagnol.

Dans le scénario récemment décrit, dans une société où la classe supérieure a toujours été blanche, où le blanc a toujours impliqué la suprématie et où les blancs émergent comme des êtres puissants et intouchables, il existe divers préjugés qui pèsent sur les autres classes et races qui apparaissent en dessous du sommet occupé par ces êtres suprêmes (Ortiz, 1999 ; Vela, 2009). « Travailler comme un noir », « sentir le lama » ou « fumer comme un Chinois en faillite » sont donc quelques-unes des expressions qui circulent librement dans le langage quotidien des Liméniens.

1.1.L'exode vers la capitale

Au début du XXe siècle, le processus de modernisation économique et de renforcement de l'État dans lequel s'inscrit le Pérou conserve intacts les formes de production et les mécanismes de domination interne et de dépendance externe issus du régime colonial. La République accorde aux « criollos » (descendants d'Espagnols) le monopole de la domination économique et politique, tandis que les indigènes demeurent dans la condition de citoyens handicapés, pauvres, discriminés et déprimés (Matos Mar, 1991). Les grands *latifundios* (domaines capitalistes traditionnels) possèdent plus de la moitié des terres propices à l'agriculture au Pérou. Cependant, leurs propriétaires et bénéficiaires n'atteignent même pas 10% de la population totale²⁸.

Le Pérou connaît certaines périodes de prospérité économique (comme l'ère du guano (1845 – 1866), du coton (fin siècle XIX – 1929), du salpêtre (1868 – 1890), du caoutchouc (1885 – 1915), entre autres) ; cependant, les classes populaires n'en tirent jamais profit. La pauvreté se trouve enracinée et aucune amélioration n'est constatée. Contrairement à ceux qui réduisaient les explications du racisme à la conquête espagnole, et se distinguant également des lieux communs qui plaçaient la « modernité » dans la capitale et sur la côte, et le « retard » dans les Andes, Flores Galindo (1986) soutenait que le racisme, bien qu'ayant une origine coloniale, s'est cristallisé dans la république, dans le cadre du processus de modernisation de l'État favorisé par les exportations de guano au cours du XIXe siècle (1840-1879).

²⁸ Avant la réforme agraire de 1969, il existait au total 10 462 haciendas et exploitations agricoles de taille moyenne. Une autre partie des terres agricoles correspondait à environ 807 000 unités agricoles familiales, qui, ensemble, n'atteignaient même pas 10 % de la superficie totale des terres disponibles au Pérou.

À Lima, si les investissements étrangers stimulent l'économie, ils engendrent des effets négatifs du côté des secteurs marginalisés. Par exemple, en raison du boom de la laine et d'autres produits, les *gamonales* (lieutenants) agrandissent leurs *haciendas* (fermes ou terrains), saisissant les terres communales des peuples autochtones et les déplaçaient dans les pires endroits. À cause du caoutchouc, les indigènes de la jungle, jusqu'alors épargnés, sont soumis à l'exploitation et la mort, à l'instar des indiens de la *sierra* lors de la conquête espagnole. La plupart des vallées côtières se trouvent aux mains d'un petit groupe, fondant l'oligarchie nationale. Ainsi, les centres de production et les enclaves économiques arrachent les paysans indigènes de leurs communautés et les exposent à un nouveau rapport social et culturel.

Il en résulte une migration provinciale massive vers la côte, et principalement vers Lima, à compter des années 1940, favorisée par l'expansion du réseau routier et les transformations économiques qui ont élargi le marquage interne (Matos Mar, 1991). Cette migration augmente au fil des années et s'accroît avec la diffusion dans les zones rurales, d'informations sur le niveau de vie relativement élevé dans la capitale. Ainsi, l'attractivité des villes, et notamment l'amélioration des conditions de vie en leur sein, pousse des centaines d'habitants à quitter la campagne et à s'y installer. Plusieurs raisons sous-tendent cet exode et notamment la crise agricole, l'échec des processus de réforme agraire (1969), et par ailleurs, la reprise de l'industrie, du commerce et des services urbains. Fin des années 1970 - début des années 1980, la migration vers la capitale enregistre les plus grands flux de personnes, principalement en raison de la crainte des conséquences de la guerre interne qui se déroule à l'intérieur du pays entre le groupe terroriste *Sendero Luminoso* (Sentier Lumineux) et l'armée péruvienne (Devault, 2009 ; Boutron, 2015).²⁹ Les plus touchés sont les résidents, confrontés à cette guerre sanglante malgré eux, qui laisse un bilan de près de 75 000 victimes³⁰.

Ainsi, nous assistons à une augmentation notable des processus migratoires vers les villes, se concentrant, au même rythme que l'explosion démographique, dans un nouveau type d'implantation urbaine dénommé « *barriada* ». Celle-ci devient le style de croissance dominant dans toutes les villes du Pérou (Matos Mar, 1991). Enfin, ces vagues migratoires ininterrompues

²⁹ Boutron, C. (2015). « La pacification nous l'avons faite, l'homme et la femme » : Autodéfense armée et action collective féminine dans le Pérou de l'après-conflit. *Autrepart*, 74-75, 117-135.

<https://doi.org/10.3917/autr.074.0117>

³⁰ Selon la Commission de la Vérité et la Réconciliation (CVR) dans un rapport publié en 2003, l'un des aspects les plus controversés réside dans l'identification du racisme comme un facteur déterminant de la violence politique qui a secoué le Pérou dans les années 1980 et 1990 ; plus spécifiquement, le racisme contre les paysans andins et les populations indigènes en général.

entraînent une transformation globale de l'aspect de la ville, ainsi qu'un bouleversement sociologique.

Pour certains secteurs, cette expansion soudaine et incontrôlée de la capitale a pris une tournure alarmante : les nouveaux arrivants, en envahissant massivement les espaces traditionnels de la ville, ont commencé à ruiner le paysage de leur ville (Doré et Matta, 2011). Dans ces circonstances, bien que les migrations aient commencé dès les premières décennies du XXe siècle et que le discours raciste ait toujours été un recours facile dans l'imaginaire liménien, c'est à partir de cette explosion migratoire que le racisme prend de l'importance dans la vie quotidienne de la ville (Ibid.). En effet, en accueillant de manière incontrôlée un nombre élevé et inattendu de migrants, Lima est témoin de la façon dont l'image qu'elle s'était efforcée de construire tout au long de son histoire est confrontée à sa destruction imminente (Bruce, 2007). Toujours conformée aux règles de l'ordre, la ville autrefois érigée sous le régime colonial et ensuite émule des modèles français et américains, se trouve ainsi transformée en une métropole congestionnée où ses habitants sont contraints de partager ou de céder leurs espaces (Vela, 2009). Cependant, étant également le lieu de résidence d'une classe dirigeante qui ne resterait jamais les bras croisés, Lima émerge également comme le théâtre par excellence d'un discours raciste qui s'en prend précisément aux nouveaux arrivants.

1.2.L'émergence des *asentamientos humanos*

Le centre de Lima ne parvient pas à accueillir tous les nouveaux arrivants. Face aux difficultés croissantes de logement, les migrants optent pour la modalité de l'invasion et s'installent sur des terres vacantes en périphérie de la ville pour y construire eux-mêmes leur habitation (érigés au début, principalement à base de quelques bâtons, de bois et de paille). Au cours du XXe siècle, la mutation de Lima se caractérise par l'expansion de ces quartiers précaires ainsi que par le délaissement du centre-ville en voie de dégradation par les catégories aisées, qui préfèrent s'installer dans les districts balnéaires de Miraflores et Barranco, puis, à partir des années 1980, dans les périphéries aisées du district de Surco ou de La Molina (Driant, 2015).

Dans le but de compter avec les services « de base » pour survivre (l'eau, électricité, assainissement, etc.) ces établissements informels commencent à s'organiser et forment ce qu'on appelle aujourd'hui *asentamientos humanos* (établissements humains, très similaires aux bidonvilles), *barriadas* (quartiers défavorisés) ou *barrios marginales* (quartiers marginaux).

Etant donné qu'à Lima la plupart de ces regroupements utilisent comme une sorte de préfixe le nom *asentamiento humano* avant sa dénomination (par exemple, Asentamiento Humano « Praderas ») nous allons utiliser celui-ci et en espagnol³¹. Aujourd'hui, l'*asentamiento humano* désigne des établissements ou des quartiers ayant fait l'objet d'une certaine formalisation et reconnaissance par le gouvernement.

Les *asentamientos humanos*, issus de vastes invasions de terrains urbains dans la capitale et les principales villes, constituent le point de départ de « l'informalité », qui s'étend par la suite à toutes les sphères de la société. Il s'agit d'une modalité d'accommodement des secteurs populaires, dépourvus de moyens pour répondre à leurs besoins pressants, qui, sans s'attaquer de front à l'ordre établi, finissent par le dépasser. Ils établissent ainsi un nouvel ordre au profil encore incertain, au caractère incontestablement populaire et inédit.

Comment sont les quartiers où se développent les projets d'AU à Lima ?

Les trois projets d'AU se développent dans ses zones se trouvant dans un *asentamiento humano*. Les *asentamientos humanos* de Lima, représentent des réalités complexes et souvent difficiles. Ces zones, caractérisées par une précarité extrême, se trouvent souvent sur des terrains désertiques et vides qui entourent le centre de la ville, et sont habitées par des populations confrontées à des défis socio-économiques considérables. Les trois zones où se développent les projets d'AU choisis pour cette étude se trouvent dans des zones quasiment identiques. La topographie des *asentamientos humanos* de Lima est souvent marquée par des terrains sablonneux, rendant difficile la construction d'infrastructures stables et pérennes, et - presque - impossible de réaliser d'activités de culture à grande échelle.

Les habitants de ces zones résident dans des conditions dépourvues de ressources de base. L'accès à l'eau potable est limité, voire inexistant, exposant les résidents à des risques sanitaires considérables. De plus, l'absence d'installations d'assainissement appropriées aggrave ces problèmes, créant des conditions insalubres et compromettant la santé publique.

³¹ Le choix de l'utilisation du mot en espagnol répond aussi à la différence de représentation de ces deux figures. Le mot « bidonville » est un mot français, donc pensée « à la française ». Cependant, le terme « *asentamiento humano* » capture non seulement les problèmes similaires à ceux rencontrés dans les bidonvilles en France, mais aussi tout le contexte social et culturel de la société liménienne. Ainsi, ce terme en espagnol parvient à exprimer de manière plus précise ce à quoi nous faisons référence.

La pollution constitue un autre défi majeur dans les *asentamientos humanos* de Lima. Les activités industrielles souvent présentes à proximité libèrent des substances toxiques dans l'air et le sol, contribuant à la dégradation de l'environnement local. Les résidents de ces zones sont confrontés à des risques accrus de problèmes de santé liés à la pollution.

Dans les *asentamientos humanos* de Lima, les conditions de logement se caractérisent par une extrême précarité. Les habitations, souvent construites de manière informelle, présentent des structures rudimentaires et des matériaux de construction limités, contribuant à une fragilité structurelle. Les familles résident généralement dans des conditions exiguës, avec un accès limité aux services de base tels que l'eau potable, l'électricité et l'assainissement.

La population de ces zones est majoritairement constituée de personnes confrontées à des niveaux élevés de pauvreté et souvent dépourvues d'un accès adéquat à l'éducation. L'activité économique dans ces zones se caractérise principalement par des emplois informels, où les habitants s'engagent dans des secteurs non structurés pour obtenir un revenu économique, bien que souvent modeste.

La précarité des *asentamientos humanos* se reflète également dans les difficultés d'accès à l'éducation, aux services de santé et à d'autres opportunités fondamentales. Ces conditions difficiles créent un cercle vicieux de pauvreté, où les résidents luttent pour satisfaire leurs besoins de base, laissant peu de place à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Ainsi, les migrants, porteurs des différentes traditions régionales du Pérou, initient un contact et une interaction dans les villes qui aboutissent à de nouvelles propositions d'aménagement (Portocarrero, 2007). Dans les quartiers, des formes d'organisation communale se répandent, auxquelles s'ajoutent des caractéristiques de revendications syndicales, donnant naissance à des associations de quartier.

Nous rejoignons la pensée de Lefebvre (1991) selon laquelle l'espace urbain de la ville de Lima contient les germes de sa propre destruction, en ce sens où elle prépare pendant une vingtaine d'années le terrain propice à l'explosion migratoire qu'elle connaît. Dans ce scénario, en voyant comment les espaces traditionnels de la ville sont soudainement occupés et transformés par une vague inattendue de migrants, la classe dirigeante se sent pour la première fois agressée et attaquée dans son propre territoire (Vela, 1999).

En effet, autrefois baptisée « Lima, la cité des Rois », la ville devient « Lima, la cité des Races », mais non pas de ces races « supérieures » qu'elle cherchait tant à attirer dans la seconde moitié du XIXe siècle, mais de celles pour lesquelles elle a toujours manifesté (et continue de le faire) un rejet profond. Dans ces circonstances, l'image d'une « Lima moderne » se fissure et la cause incomberait aux migrants. La classe supérieure de Lima considère donc que cette masse de sujets appelés avec mépris *provincianos*, *indios* ou *cholos* affectent le paysage urbain par leur simple présence (Vela, 1999).

Dans son œuvre « *Lima, l'horrible* » (1964), Salazar Bondy identifie le ton sombre que la ville acquiert en raison de la multiplication des « trois espèces d'horreur » où se retirent des secteurs que la société liménienne méprise : le *corralón*, el *callejón* et la *barriada*. Il s'agit de constructions dont la détérioration s'explique par les matériaux de construction, l'improvisation dans leur construction, ainsi que leur manque d'entretien. Les *corralones* correspondent à des constructions rustiques édifiées sur des terrains vagues, les *callejones* renvoient à des espaces exigus sous forme de chambres bondées dotées d'un seul dépotoir au bout du couloir. Les *barriadas* consistent en des urbanisations clandestines comprenant des huttes en nattes, en pisé ou en briques (Vela, 1999). Ainsi, les personnes développent vis-à-vis de ces regroupements (ou de ces espaces) une image de promiscuité et de délinquance. Le raccourci rapide consiste à considérer qu'il s'agit de montagnards récemment arrivés des Andes, sales par nature, qui s'entassent dans des conditions insalubres et inhumaines (Oboler, 2005).

Toujours configurée sous les diktats de l'ordre, Lima, autrefois érigée comme ville vice-royale puis émule des modèles français et nord-américains, est désormais considérée comme une ville congestionnée où ses habitants sont contraints de partager ou de céder leurs espaces. Ainsi, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer ouvertement un discours raciste, et encore moins de l'instituer par la loi, un argument est habilement utilisé sans avoir à être validé au sein de la ville de Lima : la race comme prétexte à la ségrégation urbaine (Vela, 1999). Cependant, comme il s'agit aussi du lieu de résidence d'une classe dirigeante, celle-ci se trouve à l'origine d'un discours raciste qui s'en prend justement aux nouveaux venus.

À ce propos, Norbert Elias (1997) aborde les processus sociaux qui conduisent à l'exclusion et à la marginalisation des groupes sociaux. Il observe comment les groupes dominants utilisent divers mécanismes pour maintenir leur pouvoir et leur statut social, y compris la stigmatisation

et la discrimination des groupes minoritaires. À Lima, le discours raciste à l'encontre des migrants andins s'inscrit dans cette logique d'exclusion, où les migrants sont perçus comme une menace pour l'ordre social établi par la classe dirigeante. Ce discours raciste justifie la ségrégation urbaine et la marginalisation des migrants andins en les dépeignant comme inférieurs ou indésirables, ce qui contribue à renforcer les frontières sociales et à maintenir le pouvoir et le privilège des élites locales (ibid.).

Le contexte des *asentamientos humanos* de Lima reflète ainsi une réalité sociale complexe, où les conditions de logement précaires et la prévalence de l'activité informelle témoignent des défis auxquels est confrontée une population majoritairement pauvre et souvent marginalisée.

1.3. Survivre à la « discrimination liménienne »

Comme nous l'avons observé précédemment, le racisme existe à Lima depuis sa création en tant que telle. Cependant, à partir de l'explosion migratoire du milieu du XXe siècle, lorsque les habitants de Lima sentent qu'une multitude de personnes indésirables commence à envahir leurs espaces, l'accent est mis sur l'origine ou l'apparence raciale de ces « intrus » dans le but de maintenir la hiérarchie et la distance entre les différents groupes (Vela, 2009).

Lima occupe une place particulière dans la diversité culturelle du pays. Située sur la côte, il s'agit historiquement d'une ville *criolla* (créole). L'appellation *criollos* désigne les descendants d'Espagnols, majoritairement installés sur la côte, par opposition aux « *serranos* » (les montagnards), habitant les Andes et d'origine Quechua (Doré et Matta, 2011). La fusion entre les notions de classe et de race naît pratiquement en même temps que la vice-royauté du Pérou. Celle-ci émerge au XVIIe siècle, avec l'institution d'un système de castes qui, comme le rapporte Garcilaso de la Vega, encense le « *criollo* » (compris à l'époque comme « blancs ») et relègue les Indiens et les Noirs aux échelons les plus bas de l'échelle sociale.

Bien que, comme le souligne Denys Cuché (1975), le fondement de ce mécanisme d'oppression coloniale ne consiste pas précisément dans la race mais la classe, les deux concepts se sont tellement rapprochés qu'ils ont fini par se confondre et devenir synonymes. À ce stade, il importe de relever que, bien que la classification méticuleuse du système des castes de la Colonie a fini par disparaître au fil du temps, certains de ses termes (*cholo* et *mulato*, par

exemple) résistent au passage des siècles, infiltrant encore aujourd'hui le discours quotidien de la capitale (Vela, 1999).

Dans ces circonstances, s'il n'est pas surprenant d'établir que le racisme représente une caractéristique inhérente à la société liménienne, puisqu'il l'est malheureusement depuis que Lima existe en tant que telle, la manifestation ouverte et quasi consensuelle de comportements d'exclusion sert de point de départ pour mener une analyse du discours raciste³².

Le racisme - comme l'affirme Flores Galindo (1988) - en tant que pratique et idéologie, est répandu à Lima. C'est dans cette ville que s'institutionnalise l'habitude chez les familles aisées, de « commander » des *cholitos* pour le service domestique aux parents ou à des amis qui pour diverses raisons se trouvent dans les montagnes. Les *cholitos* et les *cholitas* originaires des régions andines et d'origine paysanne sont ainsi arrachés de leurs villages — parfois dès l'âge de 4, 7 ou 10 ans —, souvent avec la complicité des préfets ou les autorités locales (Mendez, 2000).

Dans les *barriadas*, l'appartenance à Lima représente une caractéristique que l'on peut acquérir, revendiquer et qui sert d'élément de différenciation sociale entre habitants. La présence de coutumes andines dans les manières d'être empêche le jeune habitant d'être considéré comme Liménien par ses pairs, qui expriment alors une certaine supériorité culturelle sur lui. Le contact entre ceux qui habitués à l'univers de la ville et qui ont commencé à en assimiler les codes de conduite et ceux qui les connaissent peu constitue une source d'apprentissage pour les nouveaux venus.

Toutefois cet apprentissage n'est pas exempt d'humiliations. En effet, il s'effectue dans un contexte où les individus ruraux et andins souffrent d'une forte dévalorisation, alors que ceux liménien sont perçus comme « modernes » et désirables. Les migrants récents cumulent plusieurs facteurs de vulnérabilité sociale : il s'agit de la population la plus pauvre et qui dispose d'un moindre niveau d'éducation. Un amalgame se tisse alors entre andinité et pauvreté, voire

³² Si à première vue, le racisme semble s'adresser avant tout à ceux qu'on appelle avec mépris « *indios* », « *cholos* » ou « *serranos* », cela ne veut pas dire qu'il ne s'attaquera pas à la population noire si cela est jugé nécessaire. Dans ce contexte, outre les individus de race blanche, seuls sont exempts de discours racistes les « *chinos* » (chinois), terme non offensant qui à Lima est utilisé pour désigner tout individu aux yeux bridés, quelles que soient leurs origines.

saleté. Les *serranos* se trouvent en butte aux moqueries de ceux qui veulent laisser derrière eux un passé de misère et souhaitent s'intégrer à la grande ville (Doré et Matta, 2011).

La migration vers la capitale confronte les habitants de Lima aux populations venant de l'intérieur du pays, ce qui suscite des inquiétudes parmi les Liméniens. Les migrants sont souvent l'objet de préjugés, perçus comme une menace pour l'ordre social, politique et économique (Doré et Matta, 2011). Ils sont stigmatisés comme étant transgressifs, ne respectant pas les normes établies (Callirgos, 1993), et sont associés à des traits négatifs tels que la saleté, l'ignorance et le désordre. Ces préjugés s'étendent non seulement aux individus, mais aussi aux quartiers périphériques où résident les migrants des régions montagneuses, donnant à ces zones une apparence déplaisante et menaçante que les habitants souhaiteraient éviter (Calderón, 2005). En conséquence, la périphérie est souvent stigmatisée comme étant l'espace de l'informalité et de la débrouillardise, où les règles sociales semblent ne pas s'appliquer de la même manière qu'ailleurs (Doré et Matta, 2011).

Les façons de parler, les accents, constituent autant de manières d'être qui placent l'individu dans une position soit avantageuse, soit désavantageuse. Ainsi, la connaissance de l'argot de Lima, la bonne maîtrise du castillan et un phrasé rapide confèrent de l'assurance aux jeunes gens (Doré et Matta, 2011). Cunin (2004) note que, dans les métropoles latino-américaines, les frontières entre statuts sociaux ou entre races ne sont pas rigides. La négociation entre apparences physiques et appartenances sociales permet de définir socialement la « race » d'une personne : une position sociale élevée ou des habitudes de consommation non liées à la *sierra* permettent de « négocier » une couleur de peau foncée et de paraître moins indien. Le *serrano* qui écoute de la salsa, musique tropicale non andine, se définira comme « métis », alors même que la couleur de sa peau n'a, naturellement, pas changé.

La question de la race et du pouvoir renvoie ainsi fondamentalement au conflit racial tel que vécu au quotidien, avec tout l'étiquetage mutuel qui hiérarchise chaque groupe, et le traduit dans la sphère du pouvoir (Oboler et Callirgos, 1999). Au-delà des préjugés raciaux, il existe une prise de conscience que le racisme sous-tend la société liménienne. Cet aspect s'avère si important à Lima que la question raciale représente un indicateur des conséquences politiques et sociales de la démocratisation de la citoyenneté et de l'appartenance nationale au Pérou.

Enfin, après l'explosion de la migration vers la ville de Lima, une fois que les migrants ont marché et se sont installés à l'intérieur des limites de la ville, sans qu'il y ait nécessairement eu une stricte division de la ville en ghettos, le racisme s'est renforcé dans le but de restreindre l'accès de certains individus à certains espaces et de leur refuser irrémédiablement l'appropriation de ces espaces (Iglesias, 2016).

Après avoir examiné en détail les manifestations du racisme et de la discrimination à Lima, notamment à l'égard des migrants venant des régions rurales de l'intérieur du pays, nous pouvons désormais nous tourner vers l'étude des projets d'AU situés dans ces quartiers populaires (ou *asentamientos humanos*) où résident ces migrants marginalisés, et qui sont ceux qui mettent en place ces projets. Comprendre les dynamiques sociales et spatiales spécifiques qui influent sur la planification et la mise en œuvre de ces projets dans un contexte marqué par la marginalisation et la discrimination est un facteur clé dans l'analyse de la domination dans ces projets.

Les trois projets d'AU à analyser sont :

1. Projet « Huertos en Linea » (*Fermes en ligne*)

District : Villa Maria del Triunfo (cône sud de Lima)

Porteur du projet : ISA REP (entreprise privée)

Bailler de fonds : ISA REP et la Municipalité de Villa Maria del Triunfo

Terrain : Propriété d'ISA REP, situé sous les lignes de transmission électrique de l'entreprise.

2. Projet « Praderas de Vida » (*Prairies de Vie*)

District : San Juan de Miraflores (cône sud de Lima)

Porteur du projet : Misha Rastrera (entreprise privée)

Bailler de fonds : ISA REP

Terrain : Propriété d'ISA REP, situé sous les lignes de transmission électrique de l'entreprise.

3. Projet « Sembrando en el desierto - SED » (*Semant dans le désert*)

District : Villa El Salvador (cône sud de Lima)

Porteur du projet : IPES (ONG)

Bailler de fonds : Sahee Fondation (90%), CUSO International (10%)

Terrain : Propriété de la municipalité, un ancien parc public abandonné.

Les trois projets se déroulent dans des districts parmi les plus pauvres de Lima, caractérisés par la précarité des ressources et des conditions de vie. Les participants sont principalement des femmes âgées du quartier, souvent encouragées par une leader locale, qui ont été encouragées à la fois par des ONG et/ou d'entreprises privées. À partir de ce point, étant donné que la grande majorité des personnes impliquées dans la culture des jardins urbains analysés sont des femmes, nous utiliserons dorénavant le terme « jardinières » (au féminin) pour faire référence aux personnes travaillant (cultivant) dans ces jardins.

2. Contexte socio-économique des districts où se trouvent les jardins

Les trois zones où se situent les jardins des projets sélectionnés pour cette recherche correspondent des zones autrefois envahies et aujourd'hui devenues des *asentamientos humanos*. Cette section présente les réalités économiques et sociales des districts où se développent les projets d'AU retenus pour cette recherche. Il convient de mentionner que les trois districts concernés (Villa Maria del Triunfo, San Juan de Miraflores et Villa El Salvador) appartiennent au *cono sur* (zone ou « cône » sud) de Lima. Celles-ci s'avèrent limitrophes et partagent fondamentalement la même histoire, mode de vie, et caractéristiques socio-économiques et géographiques.



Figure 1: Carte des emplacements des trois jardins sélectionnés. Réalisée par Maria Elena Navarro (2020)

2.1. District de Villa Maria del Triunfo: Le jardin Valladolid du projet « Huertos en Línea »

En raison des caractéristiques de ses terres, Villa Maria del Triunfo ne fait pas partie du système des *haciendas*³³ et ses terres font l'objet d'occupations à la suite des énormes vagues de migration vers la capitale que le pays a connues au cours du siècle dernier. De ce fait, 41% de sa population vient de l'intérieur du pays. Avec plus de 450 000 habitants, Villa Maria del Triunfo représente l'un des districts les plus peuplés de la métropole de Lima et le sixième au niveau du pays. 36.6% de la population est en situation de pauvreté, 11.4% en situation d'extrême pauvreté, le taux de malnutrition s'élève à près de 15% et plus de 23% des enfants de moins de 8 ans souffrent de malnutrition chronique (INEI, 2018).

³³ Les *haciendas* constituent un système de tenure de vastes étendues de terre où, pour la plupart, les populations indigènes exploitent la propriété de l'employeur en échange d'un droit d'usufruit sur certaines parties de la propriété. Le système voit le jour avec la conquête espagnole et a été aboli en Amérique latine à différentes époques. Au Pérou, celle-ci se produit avec la réforme agraire de 1969.

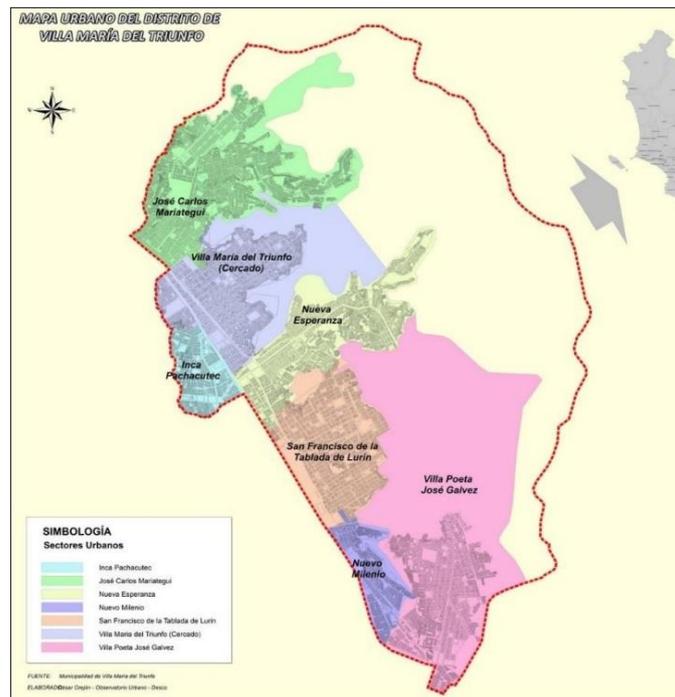


Figure 2: Carte par zones du district de Villa Maria del Triunfo.
Source : Municipalité de Villa Maria del Triunfo (2010)

Les habitants accèdent progressivement aux infrastructures urbaines de base (eau, électricité, écoles, assainissement et routes d'accès). Le district est officiellement fondé en 1961 et se situe à 17 km au sud de la métropole de Lima (Figure 2). Il comprend un vaste territoire de 70,57 km². Il se trouve limité au nord par le quartier de San Juan de Miraflores, à l'est, par le district de La Molina, au sud, par les districts de Pachacámac et Lurín; et à l'ouest, par le district de Villa El Salvador. Sept zones urbaines composent la Villa Maria del Triunfo: José Carlos Mariategui, Cercado, Inca Pachacutec, Nueva Esperanza, San Francisco de la Tablada de Lurin, Nuevo Milenio et Villa Poeta José Galvez. Le jardin Valladolid se localise dans cette dernière zone. Les principales activités économiques comprennent la commercialisation du bois, des chaussures, des vêtements, le travail du métal et la restauration. Le district compte également sur le territoire le *Terminal Pesquero de Villa Maria del Triunfo* (Port de pêche de Villa Maria del Triunfo), l'un des principaux ports de pêche de Lima.

Le district se caractérise par sa géographie accidentée, avec des *cerros* (collines) allant de 200 à 1000 mètres d'altitude et des pentes comprises entre 7 et 43 degrés. Les conditions s'avèrent dans cette configuration, difficiles pour l'agriculture. En conséquence de cette topographie, l'espace effectivement urbanisé (construit) représente moins d'un tiers de sa superficie totale (21 km²).

À l’instar des deux autres quartiers, la Villa Maria del Triunfo constitue l’un des quartiers les plus pauvres de Lima. La carte stratifiée de Villa Maria del Triunfo au niveau du bloc met en lumière la catégorisation de la population par strates, la plus basse arborant la couleur rouge et la plus haute, celle violette (voir Figure 3). Le jardin de Valladolid se situe dans une zone qui appartient à l’entreprise ISA REP (entreprise fournisseuse d’électricité à Lima), exactement sous les lignes de tension électrique situées entre les *asentamientos humanos* « Virgen de Fatima » et « Bello Horizonte » (indiqués dans le cercle). Il s’agit d’une zone désignée comme une strate économique moyenne-basse, à une très courte distance de la plus basse strate.

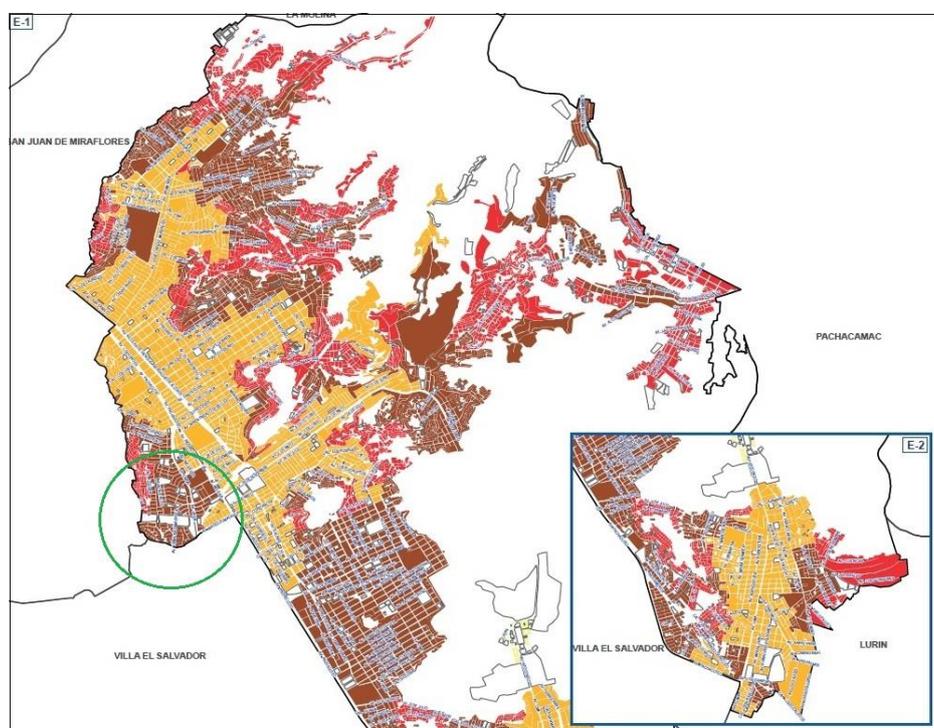


Figure 3: Carte stratifiée de Villa Maria del Triunfo au niveau du bloc. La figure représente la cartographie des strates socio-économiques du district Villa Maria del Triunfo, avec les différentes couleurs indiquant les différentes catégories de population. Le rouge correspond aux strates les plus basses, tandis que le violet représente les strates les plus élevées. Source : INEI (2019)

Légende :

- Strate Haute
- Strate Moyenne Haute
- Strate Moyenne
- Strate Moyenne Basse
- Strate Basse

À la fin des années 80 et au début des années 90, en raison de la situation de pauvreté installée dans presque tout le district, divers projets sociaux voient le jour. Les taux élevés de dénutrition (notamment infantile) conduisent l’UNICEF à financer des projets mis en œuvre par des ONG

péruviennes. Dans le cadre de ces projets, des formations sont proposées pour créer des potagers familiaux afin de contribuer à une meilleure alimentation des familles et des *comedores populares* (cantines populaires) (Angulo, 2011).³⁴ Au cours des années 90, émergent les premières participations des femmes dans des activités de quartier. Elles conquièrent progressivement les espaces à travers des programmes désormais publics tels que le *Vaso de Leche* (verre de lait), les *Comedores Populares* (cantines populaires) et le *Wawawasi*³⁵ pour lutter, par exemple, contre la malnutrition.

2.2. District de San Juan de Miraflores: le jardin Salzbourg du projet « Praderas de Vida »

Le jardin Salzbourg du projet « Praderas de Vida » (*prairies de Vie*) se situe dans le district de San Juan de Miraflores. Le district s'étend sur une superficie de 24,98 km², et compte une population de 355 219 habitants (INEI, 2018). Il se trouve dans la zone sud de la métropole de Lima, à 141 mètres d'altitude. Dans une plus grande extension, il présente des sols instables et un risque sismique élevé, et la population s'installe dans les rares espaces plats, ainsi que sur les pentes des contreforts andins escarpés. Le territoire présente une topographie irrégulière composée de ravins et de sols sablonneux.

La formation et le développement de ce district s'effectue avec des gens pauvres qui voient dans ces *pampas* (terrains désertiques vides) abandonnées un endroit où construire leurs maisons. Avant de devenir le district de San Juan de Miraflores, le quartier « *Ciudad de Dios* » (Cité de Dieu) le précède. Celui-ci découle d'une invasion organisée d'un banc de sable à la périphérie de la ville en 1954. Une fois consolidé en 1956, les invasions reprennent au début des années 60 avec l'envahissement de Pamplona Alta.

Le district San Juan de Miraflores se développe et se forme en tant que district le 12 janvier 1965. Il est stratégiquement divisé en sept zones territoriales : Pamplona Alta, Pamplona Baja, Zona Urbana Cercado, María Auxiliadora, Pampas de San Juan, Panamericana Sur, et une zone de traitement spéciale limitrophe avec Surco. Le jardin de Salzbugo se situe dans la zone de Pampas de San Juan.

³⁴ Angulo, N. (2011). Cantines populaires : sécurité alimentaire et exercice de la citoyenneté au Pérou. Dans : Isabelle Guérin éd., *Femmes, économie et développement: De la résistance à la justice sociale* (pp. 221-235). Toulouse : Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.gueri.2011.01.0221>

³⁵ *Wawawasi* correspond à une initiative populaire visant à s'occuper des enfants seuls à la maison ou qui accompagnent leurs parents pour travailler dans la rue car ils ne disposent pas de logement. Le mot *wawawasi* vient de la langue quechua, qui signifie "maison de l'enfant".

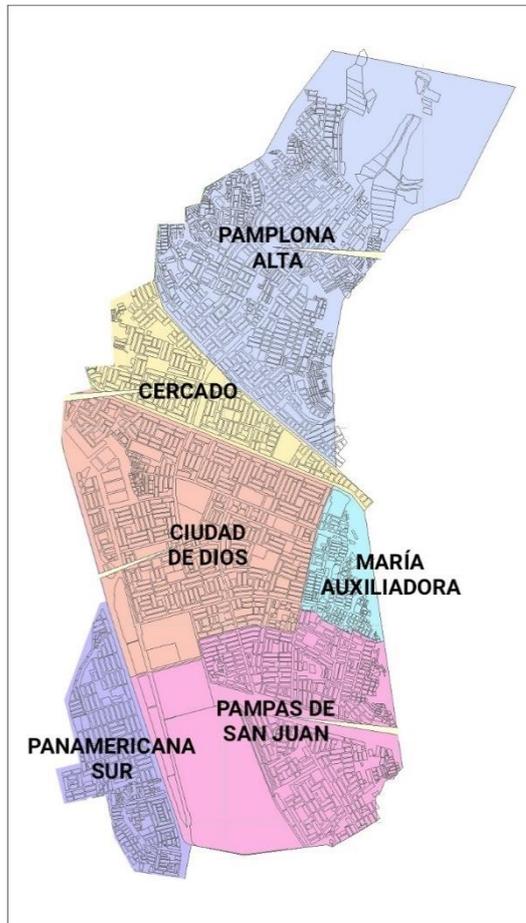


Figure 4: Carte par zones du district de la Villa Maria del Triunfo. Source : Ciudad para todos (2014)

Le district présente des taux de développement faibles. La population compte 40% de pauvres, 39% de personnes très pauvres et 8% extrêmement pauvres, soit 86% de la population, la quasi-totalité du quartier comprend des personnes à faible revenu économique (INEI, 2018). Cela s'accompagne d'un faible niveau culturel qui entraîne de graves problèmes d'insécurité et de délinquance, entre autres. La carte stratifiée de San Juan de Miraflores au niveau du bloc montre une catégorisation de la population par strates (voir Figure 5). Le jardin de Salzbourg se trouve localisé à côté de l'*asentamiento humano* « Praderas de Vida » (encerclé), indiqué comme une strate économique moyenne- basse. Comme le jardin Valladolid, ce jardin se situe à très peu de distance de la strate basse.

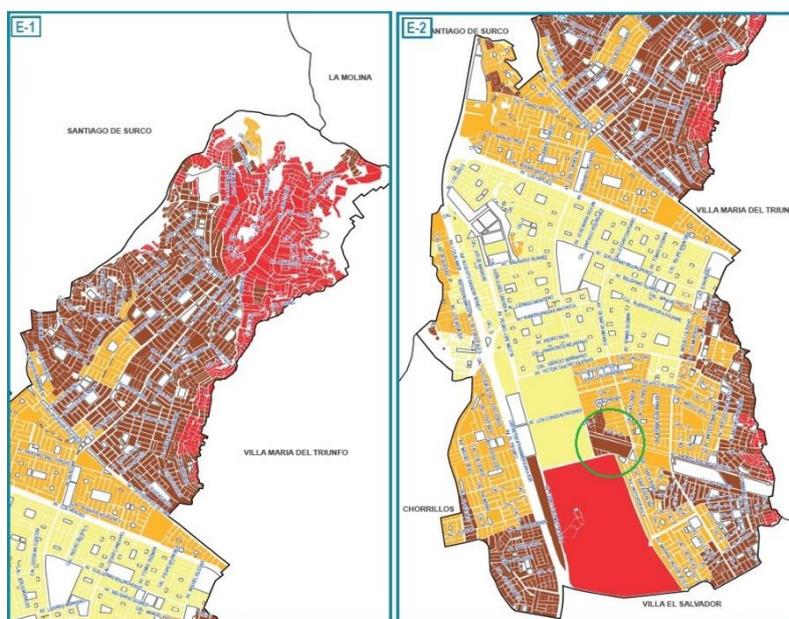


Figure 5: Carte stratifiée de San Juan de Miraflores au niveau du bloc. La figure représente la cartographie des strates socio-économiques du district San Juan de Miraflores, avec les différentes couleurs indiquant les différentes catégories de population. Le rouge correspond aux strates les plus basses, tandis que le violet représente les strates les plus élevées. Source : INEI (2019)

Légende :

- Strate Haute
- Strate Moyenne Haute
- Strate Moyenne
- Strate Moyenne Basse
- Strate Basse

26% d'enfants qui fréquentent l'école primaire présentent une malnutrition chronique et près de 30% de la population d'âge scolaire ne fréquente pas l'école. Ce dernier pourcentage explique le taux d'analphabétisme élevé de 4,8%, qui dans le cas des femmes atteint 8% (INEI, 2018). Les indicateurs d'emploi montrent que 19,6% de la population économiquement active (PEA) de San Juan de Miraflores exerce un travail non-qualifié et possède une éducation de niveau secondaire au maximum. La PEA du district travaille principalement dans des emplois non qualifiés tels que vendeurs, vendeurs de rue, commerçants, travail sur les marchés, etc. La principale occupation du chef de famille qui prédomine dans le quartier est celle de travailleurs dans les services et de vendeurs dans les magasins et les marchés, ce qui représente 26,24% du total.

2.3. Villa El Salvador : le jardin Chiclayo du projet « Sembrando en el desierto - SED »

L'une des caractéristiques de Villa El Salvador se démarque car il s'agit de l'une des rares districts bâtis dans des zones précaires, construits de manière planifiée. Villa El Salvador nait dans une situation particulière, avec l'invasion en 1970-71 d'un espace désertique situé à environ 30 kilomètres au sud du centre de la ville de Lima, par quelque 600 familles à la recherche de terres libres sur lesquelles construire leurs maisons.

Historiquement, ce quartier se caractérise par sa population active et son économie basée sur la fabrication et le commerce. Le district est reconnu pour son développement industriel, accueillant de nombreuses usines et ateliers de production. En outre, Villa El Salvador possède une zone franche industrielle, qui attire les investissements et contribue au développement économique de la zone.

Villa El Salvador se situe dans le désert de Tablada de Lurín et se subdivise en neuf territoires (Figure 6). Le jardin de Chiclayo est situé dans le territoire II, une zone de maisons majoritairement en briques, entourée de maisons pour la plupart à deux étages.

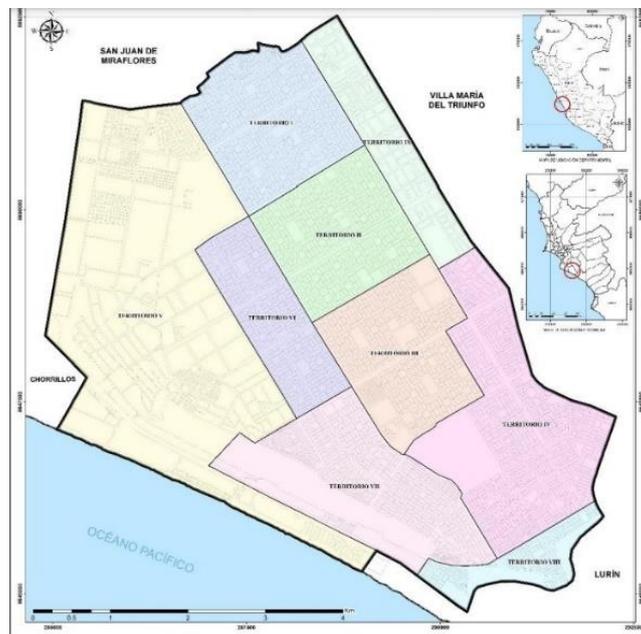


Figure 6: Carte par zones du district Villa El Salvador. Source : Municipalité de Villa El Salvador (2019)

Villa El Salvador compte environ 400 000 habitants, et malgré la situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, le district enregistre des réalisations importantes pour la population en termes de développement. La zone urbaine s'avère la plus étendue et la plus développée, elle

dispose de 80% des services de base, l'utilisation prioritaire est résidentielle à faible densité et l'activité commerciale est locale.

Villa El Salvador présente des localités comprises dans un espace appelé « ceinture de pauvreté » situées à la périphérie du district et constituées de la somme de plusieurs *barriadas* avec des déficits en infrastructures de logements, construits principalement avec des matériaux précaires. Le jardin de Chiclayo se trouve localisé dans une zone dans la strate économique moyenne-basse, selon la carte (Figure 7), et à proximité de zones marquées appartenant au niveau moyen.

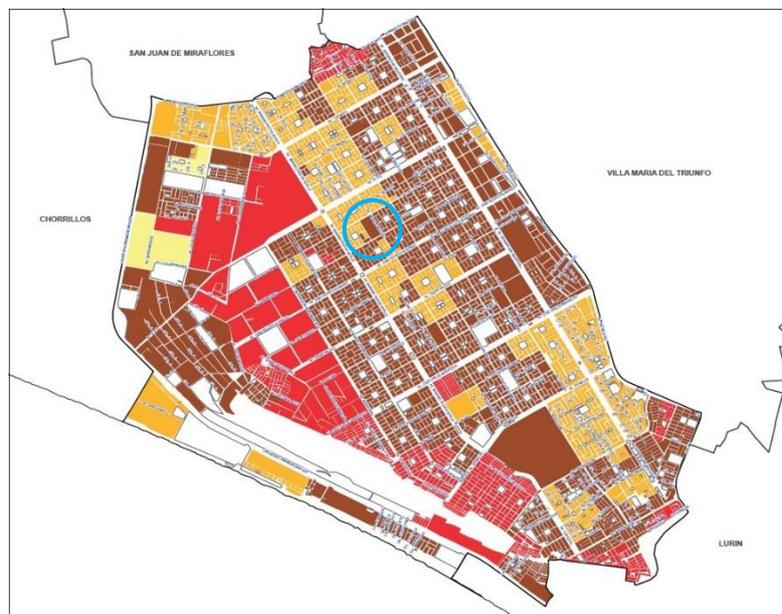


Figure 7: Carte stratifiée de Villa El Salvador au niveau du bloc. La figure représente la cartographie des strates socio-économiques du district Villa El Salvador, avec les différentes couleurs indiquant les différentes catégories de population. Le rouge correspond aux strates les plus basses, tandis que le violet représente les strates les plus élevées. Source : INEI (2019)

Légende :

- Strate Haute
- Strate Moyenne Haute
- Strate Moyenne
- Strate Moyenne Basse
- Strate Basse

Au cours des dernières décennies, le district connaît des améliorations significatives en termes d'accès aux services de base tels que l'eau potable, l'électricité et l'éducation. En outre, la mobilisation de programmes et projets visent à réduire la pauvreté et favoriser le développement économique local. Cependant, malgré ces avancées, la pauvreté demeure un défi. Des facteurs tels que le chômage, le manque d'accès aux emplois formels et les inégalités persistent dans

certaines zones du district. En outre, il existe des disparités socio-économiques entre les différents secteurs et communautés de Villa El Salvador.

Enfin, l'une des principales caractéristiques relevées lors de nos différentes visites et conversations avec les habitants de ces zones, consiste dans l'existence d'une fierté des habitants basée sur leur histoire et l'engagement original vers l'autogestion.

3. L'apparition du concept d'AU à Lima

Les premières initiatives d'activités liées à l'acte de cultiver ou planter des arbres sur un territoire (qu'il soit communal, municipal ou vacant/vide) remontent à la fin des années 70 et début des années 80. À cette époque, de nombreuses personnes de l'intérieur du pays s'installent dans les périphéries désertiques de Lima. La grande majorité d'entre eux envahissent les terrains vagues et réalisent de petites constructions à l'aide de matériaux rustiques qui servent de refuge pour rester dans le nouvel espace jusqu'à ce qu'il leur soit accordé (Leloup, 2014). Cependant, la nouvelle ville impose certains défis : Lima se situe en effet, au milieu de la longue côte désertique d'Amérique du Sud (l'un des endroits les plus secs du monde). Le sol revêt donc les mêmes caractéristiques que son environnement. : il peut s'agir d'un terrain sablonneux, rocheux, gris ou jaunâtre et sec. En ce sens, pratiquer l'agriculture comme ils le faisaient dans leurs fertiles terres andines s'avère pratiquement impossible (*Ibid.*).

Ces populations précisément, qui aspirent à la verdure de leurs terres abandonnées dans les différentes provinces de l'intérieur, initient les premières activités liées à la plantation et à l'entretien des plantes. Évidemment, il apparaît impossible de mener des activités agricoles sans terres assignées et surtout sans terres fertiles. Ils développent ainsi de petits jardins dans les espaces communs et sur leur propre terrain. Les principales plantes correspondent à des légumes qui ne nécessitent pas beaucoup d'espace ou d'eau (Leloup, 2014).

Ainsi, à la géographie compliquée de Lima, s'ajoutent l'hostilité et le mépris de la société traditionnelle de Lima revêtant diverses formes de discrimination. Cependant, les habitants ne disposent pas d'autres alternatives. Les hommes recherchent tant bien que mal une source de

revenus, tandis que les femmes³⁶ demeurent à la maison et s'occupent des tâches ménagères. La femme est méprisée, avec « *de[s] conditions restrictives du marché de travail et du marché en général, et, à nouveau, elle est marginalisée, cette fois-ci, strictement [marginalisée]* » (Quijano, 1977)

En dépit de la difficulté inhérente à leur situation pour les nouveaux arrivants, les petits jardins familiaux et jardins partagés sont entretenus par les habitants eux-mêmes avec leurs propres moyens, notamment par les femmes qui s'occupent de l'entretien du foyer.

La décennie débutant en 1990, ne fait l'objet d'aucune étude (scientifique ou non) sur ces petits jardins au sein de ces nouvelles communautés de Lima, puisqu'ils sont considérés comme le produit d'une activité de divertissement et/ou de distraction. En 1999, une organisation internationale présente pour la première fois, le concept d'« agriculture urbaine » aux autorités de Lima. En effet, pour comprendre comment la notion ou le concept d'« agriculture urbaine » émerge dans la scène liménienne (et péruvienne, d'ailleurs), il importe de se référer à des organismes supranationaux qui se trouvent à l'origine de la notion d'AU.

En mai 1971, 11 pays et 9 organisations fondent le CGIAR : Consultative Group on International Agricultural Research (*Groupe international de soutien à l'agriculture urbaine*), avec la conviction que « la science agricole est un moyen important de lutte contre la faim dans le monde »³⁷. Les membres fondateurs sont la Banque asiatique de développement, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la banque interaméricaine de développement (BID), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale (BM), la Fondation Ford, la Fondation W.K Kelloggs, la Fondation Rockefeller, le Gouvernement britannique, et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Dans le contexte économique, l'agriculture et l'alimentation représentent des domaines très attractifs pour la nouvelle économie libérale qui commence à s'imposer à la fin des années

³⁶ L'étude à l'égard du genre et des rôles des femmes dans les activités d'AU est un sujet qui pouvant être traité selon différents axes, en fonction des contextes et objectifs de l'étude. Voir Simiyu (2012), Horvoka (2014), Boulianne (2015), Solari (2018) et Martinez (2019).

³⁷ <https://www.cgiar.org/food-security-impact/one-cgiar/>

1980. En effet, en analysant la présence de ces organisations, nous pouvons conjecturer l'imposition et la promotion d'une nouvelle orientation de l'économie - libérale. Celle-ci s'avère promue notamment par des économistes très influents tels que Hayek ou Friedman-, qui à cette époque souhaitent l'emporter sur l'économie keynésienne dominante. Ces auteurs considèrent que les banques constituent les principales sources de ressources « *pour l'urbanisation de la pauvreté* ». ³⁸ Il convient de souligner qu'au sein du CGIAR existe une entité, le CGIAR Fund, qui capte et gère les fonds pour les activités de l'organisation, laquelle est gérée par la BM, l'organisation la plus représentative du système économique libéral actuel.

En 1996, le CGIAR crée une ONG pour commencer à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements locaux. Ainsi naît le RUAF : Research in Urban Agriculture Farming (*Recherche en agriculture urbaine*). Pour autant, c'est à compter de 1999 qu'ils ont officiellement commencé à développer leurs activités. Courant 2014, la Fondation ETC (une ONG néerlandaise) reprend l'organisation en tant que projet qu'elle gère et héberge désormais. Cette alliance rassemble diverses institutions stratégiquement sélectionnées : instituts de recherche, gouvernements locaux et nationaux et organisations de la société civile.

Lors de sa création, l'objectif principal de la RUAF consiste à « *contribuer au développement de villes durables en facilitant la sensibilisation, la génération et la diffusion de connaissances, le développement de capacités, la conception de politiques et la planification d'actions autour de systèmes alimentaires urbains résilients et équitables* »³⁹. Dans les années qui suivent sa création, le RUAF devient progressivement un réseau international de centres de ressources régionaux qui fournissent une formation, un soutien technique et des conseils politiques aux gouvernements locaux et nationaux, aux organisations de producteurs, aux ONG et aux autres parties prenantes locales des projets d'AU dans les pays du Sud.

CONCLUSION

Cette partie nous a permis d'en apprendre davantage sur la réalité sociale qui prévaut à Lima et sa manière particulière de segmenter la société par race et même par espace géographique. La discrimination raciale et spatiale s'entremêle pour générer dans l'imaginaire des liméniens des

³⁸ Phrase prononcée par la CGIAR. www.cgiar.org

³⁹ Site web RUAF

catégories de personnes qui doivent être traitées différemment, selon leur position dans la société de Lima.

Nous considérons cet aspect très important puisque les projets d'AU analysés dans cette recherche se développent dans ces quartiers, les personnes qui s'y consacrent sont des habitants de ceux-ci, les animateurs ou promoteurs ne disposent pas de position spatiale fixe (bien que la plupart d'entre eux possèdent une formation plus élevée), et les financiers (nationaux et internationaux) correspondent toujours à ceux de la catégorie la plus élevée de l'échelle liménienne. Ces groupes de personnes interagissent avec un objectif commun. Cet objectif s'avère-t-il vraiment le même pour tous ? Ou, au contraire, facilite-t-il le renforcement des rapports de domination ?

Si Lima se révèle plus andine que jamais, pour autant, elle ne le reconnaît toujours pas (Frisancho, 2004). Les formes de discrimination et les préjugés sociaux péruviens, qui revêtent une complexité très particulière (avec un étiquetage de deux mondes sociaux) ajoutent à la confusion. Comme en témoigne l'explosion migratoire que connaît Lima au milieu du XXe siècle, les frontières sont transgressées, les distances se raccourcissent et de plus en plus d'habitants s'entassent dans le même espace.

Dans le contexte de Lima, le *choleo* (l'acte de *cholear*) renvoie à une pratique discriminatoire d'usage quotidien (Bruce, 2007), essentiellement pour rappeler à certains sujets leur place, dans un contexte où certains tentent de modifier leur position dans l'échelle sociale ou dans l'espace urbain. Compte tenu de cette situation, les interactions où la terrible *choledad* d'un(e) liménien(ne) peut devenir visible, se révèlent diverses.

Majoritairement, dans toutes les sociétés de domination, la « culture du dominant » renvoie aussi à la « culture dominante », tel que l'affirme Quijano (2014). Ainsi, les noyaux structurés d'éléments culturels portés par les groupes dominants dans les dimensions économiques, sociales et politiques de la société se révèlent hégémoniques dans la dimension culturelle de cette société. Dès lors, l'ordre culturel en tant que tel apparaît comme un ordre de domination, et exprime de surcroît à travers cela, l'ordre de domination dans d'autres sphères de l'existence sociale.

Dans ce sens, Henri Lefebvre souligne dans *La production de l'espace* (1974) que les idées dominantes au sein d'une société sont largement influencées par la classe dirigeante de cette société. Lefebvre réfléchit à l'hégémonie de la classe au pouvoir, et considère qu'elle cherche à se maintenir non seulement par la violence mais aussi par la consolidation de certaines institutions et la diffusion de certaines idées. À ce stade, nous pouvons affirmer que l'une des actions de la classe dirigeante pour préserver son hégémonie consiste dans la production d'un espace qui sert à établir un système spécifique. Ceci souligne l'importance de décortiquer la réalité socio-spatiale des districts objets d'étude. Dès lors, il importe de s'interroger sur le fait de savoir si ces projets de développement, sous l'image du développement et de la promotion de l'AU, constituent des espaces d'échanges permettant d'entretenir des relations de domination.

Ainsi, en scrutant les particularités de Lima et en sondant les enjeux sociaux et contextuels spécifiques aux quartiers concernés, nous avons jeté les fondations d'une compréhension approfondie des dynamiques qui animent les projets d'AU. À présent, nous nous apprêtons à plonger plus avant dans l'analyse en nous concentrant sur les éléments centraux de cette recherche. Les chapitres suivants de la partie II mettront ainsi en lumière la problématique sous-jacente, l'hypothèse qui guide notre démarche, ainsi que les objectifs qui encadrent notre investigation. De même, nous détaillerons la méthodologie rigoureuse que nous mettrons en œuvre et les méthodes de collecte de données qui constitueront les piliers de cette thèse. C'est dans cette démarche que réside la clé de notre quête pour démystifier les rapports de domination qui se trament derrière ces projets d'AU.

**PARTIE II : CONTEXTE, OBJET DE RECHERCHE ET CADRAGES
EPISTEMOLOGIQUE ET METHODOLOGIQUE**

CHAPITRE 4 : Contextualisation et méthodologie

Dans le tissu urbain de Lima, les projets d'AU sont présentés comme des lueurs d'espoir pour les habitants des quartiers populaires. Cependant, derrière cette initiative se dessinent des dynamiques complexes de pouvoir et de domination qui méritent d'être scrutées avec attention. Ce chapitre s'attelle à dresser le cadre de cette étude, explorant la problématique sous-jacente, énonçant l'hypothèse fondatrice, et dévoilant les questions de recherche qui guideront notre investigation. De même, il expose les objectifs qui orienteront nos efforts dans la quête d'une compréhension approfondie de ces enjeux.

Dans le cadre de la compréhension de la dynamique des projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima, le recours à la théorie de l'acteur-réseau (TAR) offre une perspective précieuse sur les réseaux complexes d'acteurs et d'actants humains et non humains, et leurs interactions. La TAR permet d'appréhender les relations émergentes, les alliances et les conflits au sein de ces projets, mettant en lumière les processus de construction sociale. Cependant, reconnaissant les limites de cette approche⁴⁰ pour explorer en profondeur les significations et les subjectivités, nous identifions la nécessité d'intégrer une méthode d'analyse complémentaire qui plonge plus profondément dans les couches de sens.

1 Problématique, hypothèse et objectifs de la thèse

1.1.Problématique

Au cœur des projets d'AU, des promesses de résilience alimentaire, de durabilité environnementale, et de renforcement communautaire émergent. Cependant, au sein de ces initiatives, une question cruciale surgit : dans quelle mesure l'apparente inclusivité et les objectifs sociaux progressistes attribués à l'AU peuvent-ils coexister avec des dynamiques de domination potentielles ? Cette interrogation invite à une exploration approfondie des mécanismes sous-jacents qui pourraient compromettre les aspirations égalitaires de ces projets.

Cette problématique se positionne comme une quête de compréhension. Elle interroge la complexité des relations de pouvoir à l'intérieur des projets d'AU, reconnaissant la possibilité

⁴⁰ Ces limites sont exposées dans ce chapitre.

que des dynamiques de domination puissent se dissimuler derrière les apparences bien intentionnées. Ainsi, cette recherche cherche à dévoiler les subtilités, les contradictions potentielles, et les zones d'ombre qui pourraient échapper à une analyse superficielle.

Comment ces projets, conçus pour apporter des avantages tangibles aux quartiers populaires, pourraient-ils inadvertamment perpétuer des structures inégalitaires existantes ? La problématique s'ouvre sur une exploration nuancée des relations entre les acteurs impliqués. En se demandant comment les rapports inégaux pourraient influencer ces initiatives, la recherche cherche à dévoiler des vérités complexes, à nuancer les discours bienveillants et à offrir des perspectives éclairantes sur les intrications sociales au sein des projets d'AU.

Cette problématique, par sa nature exploratoire, reflète l'engagement envers un processus de recherche qui transcende les pré-conceptions initiales, invitant à une démarche réflexive constante. Elle aspire à créer un espace pour la découverte et la critique, en reconnaissant que l'analyse pourrait révéler des réalités complexes et parfois contradictoires.

1.2.Hypothèse

Sur la base de notre analyse initiale et des discussions précédentes, notre hypothèse centrale est que les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima sont susceptibles de reproduire et de renforcer les dynamiques de domination existantes en raison des inégalités de pouvoir et des asymétries de ressources. Nous supposons que même si ces projets peuvent avoir des intentions positives et inclusives, ils peuvent involontairement renforcer les hiérarchies sociales et les rapports de force préexistants.

1.3.Question de recherche

Les questions de recherche nous aideront à examiner en profondeur les différentes facettes de notre sujet et à aborder les diverses dimensions des dynamiques de domination sociale dans les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima :

- Quels sont les mécanismes spécifiques par lesquels les inégalités culturelles et financières pourraient se traduire par des dynamiques de domination dans les projets d'AU des quartiers populaires de Lima ?

- Comment les rapports de pouvoir entre les différents groupes de participants influencent-ils la prise de décision, la planification et la mise en œuvre des projets d'AU dans ces quartiers ?
- Quels sont les facteurs contextuels, tels que les politiques locales, les ressources disponibles, les facteurs de discrimination et ségrégation subis dans la ville et les réseaux de soutien, qui peuvent influencer la façon dont les projets d'AU interagissent avec les dynamiques de domination dans les quartiers populaires ?
- Quel est le niveau de conscience et de perception des acteurs impliqués quant à la présence de domination dans les projets d'AU et comment celle-ci influence-t-elle leurs actions et décisions ?
- Comment les résultats de cette recherche pourraient-ils contribuer à orienter les futures interventions, les politiques et les initiatives visant à atténuer les dynamiques de domination dans les projets d'AU au sein des quartiers populaires ?

1.4.Objectifs de la recherche

Dans un contexte urbain en pleine expansion, les projets d'AU émergent comme des initiatives prometteuses pour répondre à la demande croissante de produits alimentaires locaux et durables. Cependant, derrière cette apparente bienveillance envers l'environnement et la communauté, se cachent souvent des dynamiques sociales contradictoires et souvent inéquitables.

L'objectif fondamental de cette recherche est d'explorer en profondeur les relations de domination qui peuvent exister au sein des projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima. Nous partons de l'hypothèse que ces initiatives, bien qu'ayant des objectifs louables, peuvent souvent refléter et perpétuer des rapports de pouvoir et de domination.

Dans ce contexte, la coopération entre les agricultrices revêt une importance cruciale. Stoessel-Ritz, Blanc et Kern (2024, à paraître) soulignent dans leur ouvrage sur la « La créativité de l'économie sociale et solidaire en temps de crise : l'enjeu de la réciprocité dans la coopération » que la réciprocité, comprise comme un échange mutuel d'avantages et d'efforts, émerge comme une condition essentielle au succès des initiatives collaboratives. Cependant, il convient d'examiner comment elles s'inscrivent dans les rapports de pouvoir, comment elles peuvent être

renforcées ou entravées par des asymétries de ressources, et comment elles contribuent à façonner la participation et l'autonomisation au sein des projets d'AU à Lima.

Afin d'atteindre cet objectif, nous avons défini les objectifs spécifiques suivants :

Objectif 1 : Analyser les dynamiques de pouvoir existantes dans les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima.

- Examiner les structures de gouvernance des projets d'AU, en identifiant les acteurs clés et en analysant leur répartition de pouvoir.
- Étudier les mécanismes de prise de décision au sein des projets d'AU, en mettant en lumière les processus démocratiques ou autoritaires.
- Analyser les ressources disponibles aux différents acteurs des projets d'AU, en explorant les inégalités d'accès et de contrôle.

Objectif 2 : Évaluer les effets des dynamiques de domination sur la participation communautaire.

- Examiner les niveaux de participation communautaire au sein des projets d'AU, en identifiant les facteurs qui favorisent ou entravent l'engagement.
- Évaluer l'influence des asymétries de pouvoir sur la représentation et la voix des différents groupes au sein de la communauté.
- Analyser les dynamiques de prise de décision participative, en mettant en évidence les aspects inclusifs ou exclusifs du processus.

Objectif 3 : Examiner s'il existe des stratégies d'inclusion, d'autonomisation ou d'émancipation des jardiniers urbains et quelles sont ces stratégies.

- Analyser les initiatives visant à promouvoir l'inclusion et l'émancipation des jardiniers urbains des projets d'AU, en évaluant leur efficacité.
- Étudier les mécanismes de renforcement de l'autonomie des participants dans le cadre des projets d'AU.
- Évaluer la façon dont les stratégies d'inclusion et d'autonomisation sont influencées par les dynamiques de pouvoir existantes.

Objectif 4 : Analyser les impacts socio-économiques des projets d'AU.

- Évaluer les retombées économiques des projets d'AU sur les participants, en examinant les sources de revenus et les opportunités économiques générées, s'ils existent.
- Analyser les effets sociaux des projets d'AU sur les communautés, en examinant les dynamiques de cohésion sociale, de relations interpersonnelles et d'inclusion.
- Examiner la durabilité économique des projets d'AU à long terme, en évaluant leur capacité à maintenir des impacts positifs sur le plan socio-économique.

2. L'épistémologie nécessaire pour dévoiler la domination

Au cœur de cette thèse se trouvent des choix épistémologiques fondamentaux qui façonnent la manière dont nous abordons la construction des connaissances. Dans cette section, nous allons explorer en détail les choix que nous avons faits concernant notre position épistémologique, et comment ces choix influencent notre approche méthodologique et notre compréhension des dynamiques de domination inscrites dans le discours.

Pour comprendre la nature complexe des rapports de domination nous avons choisi d'adopter une position épistémologique ancrée dans une perspective constructiviste. Cette perspective repose sur l'idée que la réalité sociale est construite socialement et linguistiquement (Berger et Luckmann, 1966). En d'autres termes, elle reconnaît que la manière dont nous comprenons et interprétons le monde est le produit de nos interactions sociales et de nos discours.

Notre choix pour le constructivisme se justifie par le fait que nous considérons le discours comme une composante-clé de la construction des réalités sociales. Nous croyons que le langage et les discours sont des outils par lesquels les acteurs sociaux négocient, renforcent ou contestent les relations de pouvoir. En adoptant cette perspective, nous cherchons à dévoiler comment les acteurs sociaux donnent un sens à leur expérience au sein des projets d'AU, tout en tenant compte du contexte social plus large dans lequel ces projets sont enracinés.

Cependant, pour compléter cette compréhension, nous nous tournons également vers la théorie de l'acteur-réseau (TAR) élaborée par Callon et Latour (1986). La TAR élargit notre vision en considérant les acteurs, humains et non humains, comme des entités interconnectées qui participent activement à la construction des réseaux sociaux.

Dans notre démarche, le choix d'explorer à la fois le constructivisme social de Berger et Luckmann et la TAR de Callon et Latour découle de la reconnaissance de la complémentarité de ces approches épistémologiques. Le constructivisme offre une fondation solide en soulignant la manière dont les réalités sociales sont construites par les interactions humaines et les processus symboliques. Il met en lumière la dimension sociale de la connaissance et la façon dont les individus, au sein de leur contexte culturel, donnent du sens à leur environnement.

Cependant, la TAR enrichit cette perspective en introduisant la notion d'acteurs non humains et en mettant l'accent sur la dynamique des réseaux. Elle nous encourage à explorer la façon dont des entités variées, allant des individus aux artefacts techniques, interagissent pour coconstruire des réalités sociales. En intégrant ces deux approches, nous aspirons à une vision plus holistique, capturant à la fois la dimension sociale et matérielle des processus de construction de la réalité dans le contexte spécifique des projets d'AU. Cette combinaison nous offre un cadre analytique plus complet pour dévoiler les dynamiques complexes de pouvoir et de domination dans ces environnements particuliers.

Ainsi, dans la première section, nous nous intéressons au discours en le considérant comme un aspect qui permet de maintenir les configurations de l'ordre social. L'approche critique à appliquer dans l'étude du discours constitue le moyen de sortir de la « réalité » des données collectées, afin de créer une « nouvelle réalité » après leur interprétation (Maingueneau, 2012). Ensuite, nous exposons nos justifications théoriques du choix de l'herméneutique de profondeur (*Depth hermeneutics*) comme méthode à appliquer qui médiatise dialectiquement entre l'explication causale et la compréhension herméneutique sous la forme d'une critique de l'idéologie. Finalement, nous détaillons la collecte de données et le procédé pour recruter les personnes à interroger et dans l'élaboration des entretiens. Une section spéciale concerne le rôle du chercheur et ses jugements de valeur comme un aspect vital pour la prise en compte de biais probables de l'étude. Aussi, nous prenons en compte la variation des discours selon la manière dont les interviewés appréhendent ceux qui réalisent les enquêtes (chercheurs/chercheuses) voire ceux impliqués indirectement.

2.1.La théorie de l'acteur-réseau (TAR) et les projets d'AU

La TAR trouve ses origines à travers les travaux des sociologues Callon et Latour dans les années 1980. Elle offre un regard novateur sur la manière dont la société et la technologie interagissent pour cocréer la réalité sociale. Cette approche transcende les catégories conventionnelles qui séparent les acteurs humains des acteurs non humains et invite à les considérer comme des éléments interconnectés d'un réseau sociotechnique. Fuhrer et al. (2017, p.200) font référence à Dutta pour expliquer que la TAR « est un environnement théorique pour comprendre comment les acteurs humains (sociaux) forment des coalitions ou des alliances pour enrôler d'autres acteurs et utilisent des artefacts (acteurs non-humains) pour développer la force de telles alliances. Ces alliances sont théorisées comme des réseaux d'humains et de non-humains ».

Selon Latour (2011, p.2), la TAR est « une théorie qui porte sur la façon d'étudier les choses, ou mieux, sur la façon de ne pas les étudier. Ou encore sur la façon de laisser aux acteurs un certain espace pour s'exprimer ». Selon cette théorie, le concept d'« acteur » (actant) fait référence à une personne qui est la source ou l'objet d'une action. Un acteur peut être humain ou non humain. L'expression « acteur » dans la TAR se réfère à toute entité qui crée une asymétrie, c'est-à-dire qui influence l'environnement, et peut être étendu pour inclure des entités non humaines, tandis que le terme « actant » est utilisé de manière plus neutre pour désigner tout ce qui a une capacité d'agir, qu'elle soit intentionnelle ou non. Parmi que l'expression « actant » est une extension de la notion d'« acteur » : un actant peut être un acteur au sens traditionnel (comme un être humain qui prend des décisions), mais il peut également être un objet technique, une institution, un discours, etc. (Akrich et al., 2006). Cette capacité est donnée par les autres éléments de ce réseau et par les associations qui le traversent.

Callon et Ferrari (2006) affirment que les réseaux sociaux purs n'existent pas. Ils sont toujours hétérogènes et composés d'humains et de non-humains, puisque la TAR s'intéresse principalement à l'acteur, sans définir a priori qui ou quoi est un acteur (Harty, 2008), niant ainsi la distinction entre humains et non-humains. Aussi, la TAR ne questionne pas l'utilité de la distinction humain/non-humain, mais la considère comme une conséquence du réseau dans son ensemble. Ceci dit, n'est pas possible par exemple de penser à l'humain sans tenir en compte le rôle des discours, des politiques ou de la technologie.

L'élément central de la mise en réseau est la « traduction », un processus composé de trois moments. Suivant l'analyse de Fuhrer et al. (2017) le premier moment de la traduction est la « construction du problème », où l'acteur central définit les identités et les intérêts des autres acteurs. Ces identités et intérêts ne coïncident pas automatiquement avec ceux de l'acteur central, mais plutôt émergent à travers la présentation d'une situation par cet acteur central. Des transactions sociales sont générées en réaction à cette situation, permettant ainsi l'apparition d'une coïncidence. Le deuxième et troisième moment sont « intéressement » et l'« adhésion », où les autres acteurs acceptent la définition de l'acteur central et les intérêts qui leur sont accordés.

En privilégiant une approche ethnographique, les auteurs de la TAR s'intéressent davantage à l'analyse des processus qui produisent les résultats de la science qu'à la vérité ou à la fausseté de ces résultats, en s'appuyant sur les symétries entre acteurs. Cette symétrie permet de considérer au même niveau conceptuel tous les facteurs contextuels, les causes sociales et technologiques, le discours de tous les acteurs humains et non humains et l'impartialité de l'enregistrement contextuel (Mahlil et Tremblay, 2017). Cela implique de documenter tous les éléments du contexte de manière objective, sans favoriser un acteur ou un élément par rapport à un autre ou sans introduire de préjugés qui pourraient fausser l'analyse.

La TAR nous offre ainsi une approche épistémologique riche et nuancée pour comprendre les dynamiques complexes à l'œuvre dans les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima. En se concentrant sur les relations entre les acteurs humains et non humains, la TAR nous permet d'appréhender les réseaux d'interactions sous-jacents à ces initiatives. Toutefois, au-delà de cette compréhension des réseaux, la TAR se révèle être un outil analytique puissant pour dévoiler les rapports de domination qui structurent ces projets.

Dans le contexte spécifique de l'AU à Lima, cette exploration servira de levier pour mettre en lumière les mécanismes souvent subtils, mais profondément enracinés, de pouvoir et de hiérarchie, notamment au travers la rhétorique du discours. La TAR suggère qu'un actant est une entité qui participe à la construction du social, et cela peut inclure des objets techniques (comme des outils agricoles), des institutions (comme des politiques publiques favorisant l'AU), des discours, des idées, etc. Les discours peuvent agir en tant qu'actants en influençant la perception des acteurs humains, en façonnant les perceptions, en créant des narrations et en

influençant sur la manière dont les acteurs interagissent au sein de ces réseaux sociaux. Dans les projets d'AU analysés, le discours émerge ainsi comme un actant non humain majeur.

2.1.1. Les projets d'AU au cœur de la TAR

Comprendre la structuration et fonctionnement des rapports de pouvoir dans des cadres particuliers comme dans les projets d'AU à Lima mérite un éclairage du guide théorique retenu. Dans ce sens, nous considérons la TAR comme une approche sociologique et épistémologique qui examine la manière dont les relations entre les acteurs humains et non humains (objets techniques, institutions, idées, discours, etc.) contribuent à la construction de la réalité sociale.

Le choix d'utiliser la TAR comme cadre théorique repose sur plusieurs raisons. Tout d'abord, elle nous permet de dépasser les dichotomies traditionnelles et de considérer les projets d'AU comme des systèmes complexes, où les êtres humains, les artefacts technologiques, les ressources naturelles, les institutions, les discours et les idées sont en constante interaction. Cette perspective nous aide à comprendre comment des éléments apparemment non humains influencent profondément les relations de pouvoir et les dynamiques sociales. La TAR nous permet d'identifier les acteurs clés, les alliances, les traductions et les négociations qui soutiennent ces projets, et nous encourage également à examiner comment les acteurs non humains participent activement à la construction de la réalité sociale.

En outre, l'application de la TAR dans l'analyse des projets d'AU à Lima est particulièrement cruciale en raison de son aptitude à décortiquer le rôle du discours dans la structuration des dynamiques et des représentations. Le discours, en tant qu'actant non humain majeur, joue un rôle significatif dans la manière dont les divers acteurs impliqués dans ces projets interprètent, justifient et négocient leurs positions. Les discours politiques, les récits médiatiques, et les voix communautaires contribuent à la construction d'un imaginaire autour de l'AU, influençant ainsi les perceptions et les attitudes.

La TAR offre un cadre analytique propice à l'exploration de la manière dont ces discours interagissent avec d'autres acteurs, humains et non humains, pour façonner la réalité sociale des projets d'AU. Elle nous permet d'analyser comment les discours créent des alliances, établissent des traductions entre différents groupes d'acteurs, et participent à la négociation des significations attribuées à l'AU. En considérant le discours comme un élément intégré dans le

réseau d'acteurs, la TAR nous permet d'appréhender la puissance du langage en tant que force structurante dans la construction des rapports de pouvoir au sein de ces initiatives.

Finalement, cette théorie nous invite à considérer chaque projet d'AU comme une entité située dans un contexte spécifique, influencée par des facteurs sociaux, culturels, économiques et politiques uniques. Cette perspective contextuelle est essentielle pour comprendre les dynamiques de domination qui se manifestent de manière variée dans différentes communautés et contextes urbains. Dans les sections à venir, nous allons explorer plus en profondeur comment la TAR informera notre approche méthodologique, comment elle éclairera notre analyse des relations de pouvoir au sein des projets d'AU, et comment elle contribuera à notre compréhension des mécanismes sous-jacents de la domination dans les quartiers populaires.

2.2.L'analyse du discours et l'approche critique comme méthodologie

La rhétorique entourant les projets d'AU à Lima comprend divers discours concurrents, comme par exemple l'accès des plus démunis à la justice environnementale, l'autonomie des femmes ou même l'augmentation des revenus économiques issus de la vente des légumes produits dans leur ferme. Cependant, il convient de s'interroger sur les auteurs de tels arguments. Comment ces arguments se rapportent-ils aux bénéficiaires potentiels ? Le langage utilisé par les acteurs concernés reflète leur position structurelle (Thompson, 1990) et vise également à renforcer cette position. Leur construction discursive des enjeux et d'eux même organise la manière dont les lecteurs réfléchissent les arguments.

Par exemple, en qualifiant les jardiniers d'« agriculteurs urbains », ou les organismes internationaux et leurs partenaires locaux d'« ONG's » (même lorsque cela n'est pas le cas) les discours focalisent les pensées des lecteurs et auditeurs et évoquent des images dans leur esprit. Ces images proviennent des grands modèles culturels enregistrés dans nos mémoires grâce aux discours (Van Dijk, 1995). Compte tenu de ces images, les individus cherchent donc à développer des politiques adaptées à « l'agriculteur urbain ». En utilisant un langage qui décrit les jardiniers de manière spécifique, les groupes d'intérêts sont en mesure de promouvoir des visions spécifiques de jardiniers (ou d'« agriculteurs »), ce qui pourrait favoriser et conduire à la concrétisation de leurs intérêts. Ainsi, cet apprentissage et une grande partie de ses formats se construisent de manière discursive dès le début et naturellement, influencent c'est de cette manière que nous en parlons et agissons pour ou contre eux. (Wodak, 2002).

Des champs scientifiques comme la linguistique et la psychologie travaillent ainsi de concert avec la sociologie dans l'objectif commun de décortiquer et déconstruire le discours et de mettre en exergue les relations de domination que celui-ci peut entraîner. Ainsi, les études critiques du discours, par exemple, s'intéressent à la forme dans laquelle l'abus de pouvoir, la domination et l'inégalité sont représentées, reproduites et font l'objet de résistance par le discours (Iñiguez, 2006 ; Londoño-Vasquez et Bermudez-Restrepo, 2013).

Martin Rojo (2001) souligne l'importance du discours dans le maintien et le renforcement de l'ordre social – et donc dans la survie du statu quo – suscite l'intérêt d'une nouvelle génération de scientifiques sociaux, soutenant que ces discours empêchent parfois les discours dissonants. Ainsi, « l'accès des groupes minoritaires aux prises de décision dans la création et fonctionnement des projets, ou des restrictions discursives de la part d'un groupe sur un autre, sont imposées et empêchent l'accès à certains espaces et pratiques sociales » (Martin Rojo, 2001, p. 165). Le rôle du discours s'avère donc central dans la survie des différences sociales – consolidant ou augmentant ces différences – et dans la mise en œuvre des structures et mécanismes de domination.

2.2.1. L'analyse du discours (AD)

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté le discours à la fois comme une forme spécifique d'utilisation du langage et comme une forme spécifique d'interaction sociale. Ainsi, le discours s'exprime comme un événement communicatif complet, dans une situation sociale. L'analyse du discours (ci-après, AD) se distingue de l'analyse grammaticale de la phrase car elle se concentre sur les phénomènes derrière la phrase (Martin Rojo, 2001). C'est-à-dire que dans l'AD on fait référence aux aspects plus larges, souvent implicites, qui vont au-delà de la simple structure grammaticale de la phrase (éléments contextuels, culturels, sociaux, pragmatiques, etc). Ainsi, l'AD explore aussi les dimensions plus profondes telles que les connotations, les références culturelles, les intentions de l'auteur, les relations de pouvoir, les normes sociales, et d'autres éléments qui contribuent à la compréhension globale du message au-delà de sa structure linguistique.

Maingueneau et Cossutta (1995) soutiennent que l'AD représente seulement une des disciplines en matière d'études du discours : rhétorique, sociolinguistique, psychologie discursive, analyse

des conversations, etc. Selon les auteurs, chacune de ces disciplines se trouve gouvernée par un intérêt spécifique. L'intérêt de l'AD réside dans l'appréhension du discours comme l'articulation de textes (oraux et écrits) et de lieux sociaux (pouvant s'agir d'une position dans un champ symbolique, politique, religieux, etc.). En outre, son objet selon Maingueneau (2012, p. 4) « *n'est ni l'organisation textuelle, ni la situation de communication, mais ce qui les noue à travers un certain dispositif d'énonciation* ». En conséquence, l'AD accorde un rôle clé aux genres de discours, qui ne sont pas considérés comme des types de textes mais comme des dispositifs de communication, de nature à la fois sociale et linguistique. À ce niveau, il importe de différencier « langage » et « discours ». Le « langage » renvoie à la capacité humaine à pratiquer une ou des langues. Le discours quant à lui, peut être utilisé dans deux selon Charaudeau (1984, p.42) : « *dans un premier sens, discours est en rapport avec le phénomène de mise en scène de l'acte de langage (...) dans un deuxième sens, discours peut être rapporté à un ensemble cohérent de savoirs partagés, construit la plupart du temps de façon inconsciente par les individus d'un groupe social* » (1984, p.42).

En ce sens, Maingueneau (2012) affirme que si l'AD présente un intérêt spécifique, cela signifie qu'elle ne contient pas de données qui lui sont exclusives et qu'elle peut étudier les mêmes données que d'autres disciplines du discours, à travers cependant, son point de vue spécifique. En outre, au cours de la même recherche, l'analyste peut adopter le point de vue de plusieurs disciplines (selon l'intérêt de sa discipline).

Dans ce point, il convient de rassembler les types d'analyses du discours en trois groupes. Dans le premier groupe se trouvent les chercheurs dont l'objectif se révèle plutôt – selon les termes de Maingueneau (2012) – « paraphilosophique » et qui réfléchissent sur des sujets tels que la différence sexuelle ou sociale, le pouvoir, le racisme, le machisme, etc. Dans le deuxième groupe – le plus nombreux – les chercheurs utilisent l'AD comme « méthode qualitative », comme un outil offert par les sciences humaines et sociales. Ce type de chercheurs visent à interpréter un corpus. Pour eux, le discours délivre des indices qui permettent au chercheur d'accéder à des « réalités » hors du langage. Le troisième groupe se situe au centre de cet espace de recherche. Il s'agit de « *chercheurs du champ des études de discours qui s'efforcent de maintenir un équilibre entre la réflexion sur le fonctionnement du discours et la compréhension de phénomènes d'ordre socio-historique ou psychologique* » (Maingueneau, 2012, p.10). Ils

s'opposent aussi à ceux qui, bien qu'ils se réclament d'une approche « discursive », pratiquent en fait une forme d'analyse de contenu⁴¹.

Notre façon de voir le rôle du discours dans les sciences sociales se rapproche plus de la perspective sociale que de la linguistique au sens plus traditionnel. Les structures sociales représentent des conditions d'utilisation du langage, et donc de production, de construction et de compréhension du discours (Van Dijk, 2002). L'interface entre discours et société se révèle « représentative » au sens où les structures du discours désignent ou représentent des parties de la société (*Ibid.*).

Ainsi, à l'instar de l'ensemble des sciences humaines et sociales, les études de discours oscillent entre deux visées : analyser des fonctionnements et exercer un pouvoir « critique ». Le qualificatif de « critique » implique une volonté de dévoilement d'intérêts que le discours chercherait à dissimuler, une volonté de démonter des processus qui rendent possibles violences, discriminations, injustices (Maingueneau, 2012).

2.2.2. L'approche critique : l'analyse critique du discours (ACD)

De l'AD émerge une orientation de plus grande visibilité, créativité et intérêt sociologique : l'analyse critique du discours (ACD). Selon Brasier (2002, p.240) : « Theories can be considered critical if they describe the ideas as abstracted from reality, impractical, erroneous or illusory, expressive of dominant interests, or sustaining relations of domination » (*Les théories peuvent être considérées comme critiques si elles décrivent les idées comme abstraites de la réalité, peu pratiques, erronées ou illusoire, exprimant des intérêts dominants ou soutenant des relations de domination*) [traduit par l'auteur]. La critique en tant qu'approche dans l'AD s'attèle à découvrir les relations de pouvoir dans l'étude des politiques identitaires, et son objectif final serait de découvrir et expliquer pleinement les relations sociales de pouvoir obscurcies (Caballero, 2015).

⁴¹ Selon Moscarola (2006), l'analyse de contenu renvoie à une analyse thématique, qui consiste à lire l'ensemble d'un corpus, en identifiant les thèmes qu'il contient, pour ensuite produire du verbatim par thème ou procéder à une analyse statistique des thèmes. Pour d'autres, l'analyse de contenu s'envisage comme « *un ensemble d'instruments méthodologiques [...] s'appliquant à des discours extrêmement diversifiés, et fondés sur la déduction ainsi que l'inférence* » (Wanlin, 2007, p. 249).

L'ACD se révèle fondamentalement concernée par l'analyse des relations structurelles opaques et transparentes de domination, de discrimination, de pouvoir et de contrôle telles qu'elles se manifestent dans le langage (Maingueneau, 2012). En d'autres termes, l'ACD vise à enquêter de manière critique sur l'inégalité sociale telle qu'elle est exprimée, signalée, constituée, légitimée, etc. par l'usage du langage dans le discours. La plupart des analystes critiques du discours approuveraient donc l'affirmation d'Habermas (1987, p.218) selon laquelle : « *La langue est aussi un moyen de domination et de force sociale. Il [le langage] sert à légitimer les relations de pouvoir organisé. Dans la mesure où les légitimations des rapports de force, [...] ne sont pas articulés, [...] le langage est aussi idéologique* ».

Danilo Martuccelli (2005) illustre de manière claire, la nécessaire corrélation entre l'analyse critique et la sociologie : « *La sociologie n'existe que lorsqu'elle permet de mieux saisir la réalité ; la critique, très souvent, suppose l'évocation d'un autre monde. La sociologie est obsédée par la réalité et elle ne peut, en aucune manière, prendre de la distance à son égard ; la critique, à l'inverse, doit tôt ou tard s'en libérer intellectuellement. Si la sociologie a besoin d'une certaine conception de la vérité, c'est qu'elle se mesure en se confrontant à la réalité ; les mérites de la critique sont davantage fondés sur sa force de persuasion, sur ses capacités à convaincre, sur l'indignation morale qu'elle suscite, en dépit même parfois de l'in vraisemblance relative des faits avancés. Dans ce sens, la posture critique ne peut pas se nourrir exclusivement de résultats de recherches et les études sociologiques n'ont jamais garanti la justesse de ses prises de position. Et inversement, la justesse d'une posture critique peut aller souvent à l'encontre des exigences d'une démarche sociologique* » (Martuccelli, 2005, p.244).

Il est crucial donc de s'écarter d'une approche « neutre » dans l'analyse des discours, comme le souligne John Thompson (1990). Adopter une prétendue neutralité peut conduire à minimiser les liens d'inégalité dans les relations sociales en ne jugeant pas la valeur de vérité d'un discours. Au contraire, s'engager dans une analyse qui révèle des intérêts latents devient essentiel pour une compréhension approfondie des dynamiques sociales. Les approches « neutres » ignorent comment les significations se trouvent manipulées par ceux qui disposent des ressources pour le faire (Laurens, 2018). La conception critique ainsi, se définit par sa capacité à reconnaître ces asymétries de pouvoir. De plus, les conceptions critiques impliquent nécessairement que l'idéologie est un phénomène à combattre et, si possible, à éliminer (Bloch, 2019).

La majorité des études en ACD se concentrent exclusivement sur un aspect de la relation langage/pouvoir, le langage comme contexte de pouvoir et de domination. Par exemple, Fairclough (1994, p. 50) soutient que le pouvoir transparait de façon « *implicite dans les pratiques sociales quotidiennes* » et qu'il prédomine « *à tous les niveaux dans tous les domaines de la vie* ». Pour sa part, Chaïka (1994, p.259) souligne que le discours quotidien et le discours journalistique représentent « *des moyens efficaces pour maintenir les relations de pouvoir au sein de la société* ». Finalement, Fowler (1985) suggère que la langue participe en permanence à la construction des statuts et des rôles sur lesquels les gens fondent leurs prétentions à exercer le pouvoir, ainsi qu'aux statuts et rôles qui semblent exiger la soumission. Bien que la langue soit un actant majeur dans ce processus, la question de savoir si elle est véritablement constitutive de ces dynamiques reste ouverte à l'interprétation.

Maingueneau (2012) distingue deux approches critiques de diverses formes, des plus « maximalistes » aux plus « minimalistes ». Dans une perspective « maximaliste », les sciences humaines et sociales doivent prendre part à un projet de transformation de la société. L'AD doit critiquer à la fois certains usages du discours et les conditions mêmes de la connaissance : une véritable AD doit être critique.

Dans une perspective « minimaliste », en revanche, la frontière entre l'AD et l'ACD est préservée : l'approche critique constitue seulement une branche de l'AD spécialisée dans la critique de dysfonctionnements sociaux. Ainsi, l'analyse critique ajoute seulement une orientation critique à une AD qui, par nature, ne revêt pas ce caractère. Dans ce cadre, l'AD se contente de décrire des pratiques alors que l'ACD montre comment le discours dissimule des relations de pouvoir, des préjugés discriminatoires, etc.

Au-delà de toutes ces réflexions, le seul fait d'analyser le fonctionnement d'un texte ou d'une conversation possède déjà une force critique. Maingueneau (2012, p.14) défend que « *toute analyse du discours implique que l'on assume une perte de maîtrise des sujets, et plus radicalement la catégorie même du sujet, dispersée dans une pluralité de pratiques discursives réglées et dominé par un interdiscours* ». Pour revêtir un caractère réellement critique, l'AD ne doit pas autonomiser les textes, elle doit les rapporter à des pratiques sociales et à des intérêts situés.

Les attitudes ouvertement critiques et non-critiques s'impliquent l'une l'autre. Une analyse critique adéquate exige de s'appuyer sur une prise en compte précise des fonctionnements textuels (Maingueneau, 2012). Réciproquement, l'étude du fonctionnement du discours oblige à admettre que le discours ne se veut pas neutre, il se révèle toujours porté par des intérêts (Van Dijk, 2002). À cet égard, Fleyfel (2008) fait référence à l'étude effectuée par Richard Simon en 1678 avec son « Histoire critique du vieux Testament », vise à aborder la Bible comme un texte profane, sans affectivité, émotions, croyances ou attachements, dans le but de ne pas affecter l'analyse profonde et critique. Cette analyse nous permette de considérer la nécessité de s'émanciper des croyances et mythes associés à un outil, un dispositif, un discours, ou - dans ce cas - à un livre sacré tel que la Bible : une tâche complexe qui, selon Fleyfel, est essentielle pour une analyse critique approfondie. En ce sens, l'ACD permet d'écarter l'image associée à certains textes, parfois « divinisés ».

L'application de l'ACD à l'étude des projets d'AU dans les quartiers précaires de Lima constitue une démarche méthodologique fondamentale dans notre exploration des rapports de domination. La nature intrinsèquement politique des discours liés à l'AU, qu'ils émanent des sphères gouvernementales, des médias, ou des communautés locales, offre un terrain fertile pour l'analyse critique. En adoptant l'ACD, nous nous engageons à déconstruire les discours en tant que vecteurs de pouvoir, et à révéler les mécanismes subtils par lesquels ces discours participent à la reproduction ou à la contestation des inégalités sociales.

L'ACD, en tant que méthodologie, nous permettra d'explorer comment les discours contribuent à la construction des représentations et des imaginaires associés à l'AU dans ces contextes spécifiques. Nous examinerons comment les narrations institutionnelles peuvent renforcer des dynamiques de pouvoir préexistantes, tout en prêtant attention aux discours émanant des communautés locales, qui peuvent agir comme des contre-narrations résistantes. En creusant dans les strates sémantiques et rhétoriques des discours, notre analyse cherchera à mettre en lumière les rapports de domination latent ou manifeste qui influent sur la manière dont l'AU est conceptualisée, mise en œuvre, et vécue au sein des quartiers précaires de Lima.

Il convient enfin de porter notre attention sur l'étape postérieure à l'ACD qui nous permettra finaliser l'analyse des textes ou déclarations : l'interprétation. Une herméneutique s'avère donc judicieuse pour y parvenir. À ce propos, Van Dijk et Digital (2002, p.22) affirment que : « *la relation entre le discours et la société n'est pas directe, mais médiatisée par la cognition* »

partagée des membres sociaux. [...] Et c'est là qu'intervient l'herméneutique ». En effet, le discours sert à exprimer et représenter les cognitions sociales partagées au sein des communautés par les personnes, à travers les valeurs, références, etc. et celles-ci interviennent pour réguler et contrôler les agissements et interrelations. Ainsi, c'est à travers le prisme de l'herméneutique que nous pouvons approfondir notre compréhension et dévoiler les strates subtiles de sens et de pouvoir inscrites dans ces discours.

2.2.3. L'importance de l'herméneutique

L'herméneutique, en tant qu'approche interprétative, revêt une importance significative dans une variété de domaines académiques et pratiques (Grondin, 1993). Tout d'abord, cette approche offre des outils précieux pour explorer et comprendre en profondeur les textes et les discours dans divers contextes. Que ce soit en littérature, en philosophie, en psychanalyse ou en sciences sociales, l'herméneutique permet aux chercheurs d'aller au-delà des significations littérales pour découvrir les significations cachées, les motifs symboliques et les implications culturelles des textes. Par exemple, dans le domaine de la littérature, l'herméneutique permet d'analyser les œuvres littéraires en profondeur pour révéler les thèmes sous-jacents, les motifs récurrents et les implications philosophiques.

Cette théorie joue un rôle crucial dans l'analyse des textes contemporains, tels que les discours politiques, les médias sociaux et les œuvres culturelles. En examinant ces textes à la lumière de l'herméneutique, les chercheurs peuvent mettre en évidence les idéologies sous-jacentes, les biais cognitifs et les dynamiques de pouvoir qui influencent leur production et leur réception (Grondin, 1993). Par exemple, en analysant les discours politiques, l'herméneutique peut aider à dévoiler les stratégies rhétoriques utilisées pour persuader et manipuler les opinions publiques.

Cependant, il convient aussi de considérer le débat entourant la neutralité de l'herméneutique. Certains chercheurs soutiennent que l'herméneutique est intrinsèquement critique et politique, car elle révèle les asymétries de pouvoir et les injustices sociales inscrites dans les textes et les discours (Foucault, 1970 ; Derrida, 1997). D'autres, en revanche, contestent cette vision en argumentant que l'herméneutique peut être utilisée de manière neutre et objective pour interpréter les textes sans imposer de jugements de valeur (Ricoeur, 1981 ; Gadamer, 1985). Ce

débat souligne l'importance de réfléchir de manière critique à l'utilisation de l'herméneutique dans la recherche et de reconnaître ses implications éthiques et politiques.

D'autre part, la distinction entre attitudes herméneutiques et non-herméneutiques interfère avec la distinction entre approches critiques et non-critiques. Toutefois, ils appartiennent à deux ordres distincts : une étude peut être critique et non-herméneutique ou herméneutique et non-critique. Il s'agit notamment du cas de nombreux travaux portant sur le discours politique. Certains recherchent en effet, des intérêts cachés derrière les textes sans adopter pour autant, un point de vue critique sur le discours.

Dans notre étude, nous tenons à la pratique de l'herméneutique critique. Cette herméneutique met l'accent sur la dimension critique de l'analyse du discours, en examinant les rapports de pouvoir et les processus de domination qui sont véhiculés à travers les discours. Elle cherche à déconstruire les discours dominants et à mettre en lumière les mécanismes de légitimation et de naturalisation de la domination.

Si nous considérons à présent de quelle façon sont abordés les discours, il existe deux familles d'attitudes. Maingueneau (2012) les qualifie d'« herméneutique » et de « non-herméneutique » : l'attitude herméneutique vise à dévoiler, à découvrir les éventuels sens cachés des textes. En revanche, l'attitude non-herméneutique intègre les éléments dans des unités complexes (des textes, des genres, des configurations discursives), sans partir du principe que les textes dissimulent quelque chose. En effet, l'attitude herméneutique qui prévaut dans l'AD possède en règle générale une visée dénonciatrice.

Maingueneau classe l'herméneutique en deux catégories « claire » et « sombre ». L'herméneutique « claire » s'avère tournée vers les textes qui font autorité, à travers la lecture desquels l'exégète doit élaborer son identité. En revanche, dans l'herméneutique « sombre », les relations sont inversées, « *les textes sont commentés pour ruiner l'autorité qu'ils prétendent avoir, pour mettre en évidence l'inavouable qu'ils masqueraient de façon nécessaire* » (2012, p.11).

Contrairement à l'herméneutique « claire », réservée aux « textes prestigieux », l'herméneutique « sombre » aborde toutes sortes de textes, y compris les échanges les plus familiers. Ici, le texte à interpréter n'a pas besoin de revêtir un caractère extraordinaire et peut

porter sur n'importe quel texte : de la conversation ordinaire au texte religieux en transitant par les journaux. L'analyse, au lieu de rendre le texte plus énigmatique, réduit la profusion de sens : derrière la beauté des apparences, se trouve le racisme, le sexisme ou l'intolérance.

Cependant, comme dans l'herméneutique « claire », l'herméneutique « sombre » nécessite une méthodologie appropriée pour rendre visible ce que les textes s'attèlent à dissimuler. Ceci nous conduit à nous appuyer sur les recherches fondatrices de Gadamer (1985), Ricoeur (1970) et Habermas (1970) pour parvenir à la *Depth Hermeneutics* (l'herméneutique de profondeur, ci-après HP) telle comme énoncée par John Thompson (1990).

Cependant, dans notre objectif de dévoiler des rapports de domination en analysant les discours, il nous semble pertinent développer l'herméneutique sombre, met en avant le fait que les textes peuvent contenir des significations multiples et contradictoires qui ne peuvent pas toujours être résolues de manière définitive. Elle reconnaît que les processus d'interprétation peuvent être influencés par des facteurs subjectifs, historiques et contextuels, ce qui rend difficile l'obtention d'un sens univoque.

CONCLUSION

À l'issue de cette exploration du cadre conceptuel et méthodologique, il devient évident que la compréhension fine des dynamiques de domination sous-jacentes aux projets d'AU requiert une approche méthodologique rigoureuse et réfléchie. Le cadre épistémologique qui encadre notre étude repose sur une articulation méticuleuse entre la problématique, l'hypothèse, la théorie de l'acteur-réseau (TAR), l'analyse critique du discours (ACD), et l'importance de l'herméneutique dans l'analyse du discours. À travers cette structure, notre objectif est de dévoiler les rapports de domination qui sous-tendent ces initiatives complexes.

La problématique initiale met en lumière les enjeux sociaux et politiques entourant les projets d'AU dans les quartiers précaires de Lima, posant ainsi les bases de notre réflexion. L'hypothèse, enracinée dans la compréhension des rapports de pouvoir, guide notre investigation, anticipant que l'analyse des discours et des réseaux d'acteurs sera cruciale pour révéler les mécanismes de domination à l'œuvre.

La TAR offre une perspective novatrice, nous permettant de transcender les dichotomies traditionnelles et de considérer les projets d'AU comme des systèmes complexes, où les interactions entre les acteurs humains et non humains sont fondamentales. Elle devient ainsi notre outil conceptuel pour comprendre les intrications des dynamiques sociales et des rapports de pouvoir dans ces contextes spécifiques.

L'ACD, quant à elle, se révèle être la méthodologie choisie pour scruter au-delà des apparences linguistiques, déconstruire les discours en tant que vecteurs de pouvoir, et révéler les mécanismes subtils par lesquels ces discours participent à la reproduction ou à la contestation des inégalités sociales. En intégrant l'herméneutique dans notre approche de l'analyse du discours, nous reconnaissons l'importance de la compréhension interprétative pour saisir les multiples strates de significations attribuées aux pratiques de l'AU.

Analyser un discours relève toujours d'une créativité et d'un bricolage. Le profil de l'analyste représente donc une variable importante (par exemple, discipline d'origine, référentiel théorique, compétences, entourage, valeurs, entre autres). Nous considérons donc la place du chercheur comme primordiale dans une recherche ou une étude sociale, et soulignons que la forme et configuration des données collectées par le chercheur découlent de la représentation de celui-ci par les personnes objets d'étude. Les limites de l'expression orale, telles que les tabous par exemple, appellent une production de connaissances de la part du chercheur consistant en une véritable interprétation des discours et de leurs limites. D'autre part, les textes résultent aussi d'une intention de la part des acteurs et cela fait l'objet d'une interprétation de la part de l'analyste.

Dans le même temps, les textes - comme les retranscriptions - constituent bien des données. Nous percevons aujourd'hui l'intérêt de ces données pour éviter certains biais introduits par des techniques plus classiques comme le questionnaire, qui impose des rubriques préétablies et influence les réponses des sujets (Fallery et Rodhain, 2007). En effet, la distinction claire entre les données et leur analyse constitue un défi et un critère de qualité important dans les recherches qualitatives.

Par nature, la position des études de discours dans les sciences humaines et sociales se révèle à la fois forte et faible. Elle est forte parce que ces recherches se situent au carrefour de tous les champs du savoir : toutes les disciplines sont soumises à l'ordre du discours, dans la mesure où

le discours constitue l'un des lieux privilégiés où se construit la réalité sociale. Cependant, il est important de reconnaître que la construction de la réalité sociale ne se limite pas uniquement au discours, mais implique également d'autres dimensions telles que les pratiques sociales, les interactions sociales, les institutions, et les contextes culturels. Toutefois, sa position s'avère faible également.

Les connaissances et les vérités scientifiques ne sont pas des faits absolus ou des réalités objectives indépendantes de tout contexte. Au contraire, elles sont construites et exprimées à travers des discours spécifiques. Ainsi, Piron (2019, p.150) soutient que *« de la même manière qu'une carte géographique représente un territoire toujours de façon partielle sans pouvoir le montrer tel qu'il est dans toutes ses dimensions, les vérités que la science propose correspondent à des « représentations discursives ». Celles-ci se construisent à partir de points de vue situés dans des contextes et des rapports sociaux précis et deviennent des « régimes de vérité ».*

À ce stade, nous sommes désormais prêts à plonger dans l'essence même de l'herméneutique de profondeur dans le chapitre suivant. L'herméneutique de profondeur (HP) représente une approche fondamentale pour décrypter les couches subtiles de sens enfouies dans les discours et les textes. Dans ce contexte, la place et le rôle du chercheur prennent une signification encore plus cruciale. Nous nous attacherons à détailler comment la position et les perspectives du chercheur influent sur la manière dont les données sont collectées, interprétées et présentées. En explorant cette dimension, nous mettrons en lumière l'importance de reconnaître que chaque analyse est également une construction, façonnée par la subjectivité et les intentions de l'analyste. En effet, cette réflexion sur le chercheur en tant qu'acteur central dans le processus de recherche nous permettra de mieux comprendre les dynamiques sous-jacentes à la production de connaissances et à la création de discours scientifiques. Cette transition nous guide vers l'exploration approfondie de l'HP et de son interaction avec l'implication du chercheur dans la recherche qualitative.

CHAPITRE 5 : L'herméneutique de profondeur, la place du chercheur et la collecte des données

Introduction

Nous avons observé dans le chapitre précédent que la TAR, en considérant le discours comme un actant influent, enrichit notre compréhension des relations hétérogènes dans la mise en place de projets tels que les projets d'AU. Cependant, pour aller au-delà de cette perspective, l'herméneutique de profondeur (HP) offre une méthodologie nécessaire pour explorer les couches plus profondes de signification et d'interprétation dans le discours, particulièrement crucial dans des contextes complexes comme les quartiers populaires de Lima.

La clé de la configuration des relations sociales, selon la TAR, réside dans le discours. Cependant, pour dévoiler les rapports de domination, nous devons dépasser l'observation explicite et la collecte de données en adoptant une méthodologie qui explore les subtilités de la signification. Ainsi, l'analyse critique du discours pourrait dévoiler les mécanismes du pouvoir dans le discours et l'HP permet d'interpréter ces mécanismes au niveau plus profond.

En effet, l'HP prend en charge l'explication et surtout l'interprétation des discours, favorisant ainsi une analyse approfondie des rapports de domination. En intégrant cette herméneutique dans notre méthodologie, nous choisissons une approche qui, selon nos considérations, s'adapte de manière plus significative à la complexité des projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima, où des fortes préjugés et considérations préconçues s'entremêlent. Cette méthode, influencée par les travaux de philosophes et sociologues tels que Gadamer, Habermas et Ricoeur, se révèle être un choix méthodologique significatif pour saisir la complexité des rapports sociaux au sein de ces projets.

L'HP offre une approche qui va au-delà de la simple interprétation des faits observables. Elle plonge dans les significations profondes et souvent implicites qui sous-tendent les dynamiques sociales. Dans le contexte spécifique des projets d'AU à Lima, cette méthode nous permet d'explorer les rapports de domination qui peuvent être enfouis dans les interactions apparemment anodines au sein de ces initiatives.

Les quartiers populaires de Lima, riches en diversité culturelle et sociale, sont le théâtre de projets d'AU qui, bien que louables dans leurs objectifs, peuvent également refléter des structures de pouvoir implicites. L'adoption de l'HP dans notre méthodologie offre une lentille précieuse pour dévoiler ces rapports de domination qui peuvent être masqués par des discours superficiels et des actions apparentes.

Dans les pages qui suivent, nous explorerons comment cette méthodologie spécifique a été choisie pour analyser les nuances particulières des projets d'AU à Lima. Nous montrerons en quoi l'HP permet une compréhension plus holistique des relations sociales, mettant en lumière des aspects souvent négligés mais cruciaux pour le développement des communautés.

1 La méthode choisie : *Depth Hermeneutics* ou l'herméneutique de profondeur

L'intérêt de considérer la TAR dans l'application de notre méthode (l'herméneutique de profondeur) réside dans la capacité à explorer les multiples dimensions de la domination à la fois à travers une analyse contextuelle en profondeur et une prise en compte des réseaux d'acteurs qui contribuent à sa construction et à sa reproduction. Les défis sont par exemple de naviguer entre les différents niveaux d'analyse, allant de la micro-interaction à la macrostructure sociale.

Le lien entre le langage et l'action sociale fournit la base d'une méthodologie systématique d'interprétation. La *Depth Hermeneutics* (herméneutique de profondeur (HP), en français) a été entièrement formulée par John B. Thompson⁴², comme un moyen de relier « différents types d'analyse » sur « le chemin de l'interprétation ». Dans sa tentative de comprendre l'idéologie, Thompson (1990) développe de la manière la plus complète possible, les implications méthodologiques de l'intersection entre la théorie critique et l'herméneutique. L'auteur propose l'HP comme méthodologie pour découvrir les rapports de domination. Celle-ci comporte un processus en trois phases : l'analyse sociale, l'analyse du discours et l'interprétation. Cependant, ces phases ne constituent pas des étapes discrètes d'une méthode séquentielle, mais doivent s'appréhender comme des dimensions thématiquement distinctes d'un processus interprétatif complexe. Il convient au préalable d'examiner les fondements théoriques qui ont conduit Thompson à développer sa méthodologie.

⁴² John Thompson. « Ideology and Modern Culture: Critical Social Theory in the Era of Mass Communication », 1990.

1.1.Vers l'herméneutique de profondeur : Gadamer, Habermas et Ricoeur

Une compréhension approfondie de la méthodologie de Thompson et de son application dans la présente recherche, implique de s'intéresser à ses auteurs principaux. L'adoption de l'HP comme méthodologie principale dans notre étude s'appuie sur les fondements théoriques établis par des penseurs tels que Gadamer, Habermas et Ricoeur. Chacun de ces penseurs a contribué à développer une compréhension approfondie de l'herméneutique, mettant en lumière la nécessité d'aller au-delà des interprétations superficielles pour révéler les couches de significations cachées. En examinant l'étude de Pile (1990), nous sommes guidés à travers les pensées de ses trois auteurs.

Selon Pile (1989), pour Habermas (1984) et Gadamer (1985) les significations, qu'elles se manifestent à travers les actions sociales, les institutions, ou les produits de la communication, nécessitent une interprétation ancrée dans les contextes d'action spécifiques. Tous les deux considèrent aussi que le chercheur doit participer au processus de compréhension, tout en étant engagé dans un processus de doute et de critique. Dans notre analyse des projets d'AU, comprendre les significations implique non seulement une analyse des actions concrètes, mais également une exploration des institutions, des produits du travail et des formes de communication telles que les textes, des expressions, et les réseaux sociaux qui contribuent à la construction de la réalité sociale.

Ainsi, l'utilité de ces perspectives théoriques réside dans leur capacité à éclairer les dynamiques complexes qui sous-tendent les rapports de domination dans notre contexte spécifique. Comme le soulignent Gadamer et Habermas, le chercheur doit être activement engagé dans le processus de compréhension, participant de manière réflexive tout en maintenant un esprit critique. Dans ce cadre, l'application de ces idées à l'analyse des projets d'agriculture urbaine permet de dévoiler les structures de pouvoir, les inégalités et les mécanismes de domination qui peuvent être dissimulés dans les significations produites au sein de ces initiatives.

L'interprétation herméneutique cherche à surmonter la particularité du chercheur et du participant en établissant des généralisations théoriques et cela « *signifie ne pas se limiter à ce qui est le plus proche, mais pouvoir voir au-delà afin de le mettre en perspective* » (Gadamer, 1985, p.269). Habermas (1984, page 86) reconnaît que le sens et la validité deviennent

interconnectés de manière interne au sein du langage au cours du processus d'interprétation. Ainsi, l'HP conduit les gens au-delà de leur compréhension individuelle « privée » vers une compréhension plus consensuelle et rationnelle de deux manières (Pile, 1989).

D'autre part, Habermas et Gadamer rejettent l'idée que l'herméneutique concerne la structure synchronique sous-jacente du langage. Selon Habermas (1984), le langage est considéré comme une « méta-institution » dont dépendent toutes les institutions sociales ; car l'action sociale ne se constitue que dans la communication du langage ordinaire. Pour sa part, Gadamer (1985) affirme que le langage n'est pas seulement un objet entre nos mains, c'est le réservoir de la tradition et le moyen dans lequel et à travers lequel nous existons et percevons notre monde.

Nous ne pouvons pas nous débarrasser de nos présupposés pour parvenir à une compréhension et c'est pourquoi, affirme Gadamer, ce n'est qu'à travers nos préjugés que nous pouvons ouvrir nos horizons. Inévitablement, il y a un élément de persuasion rhétorique dans chacune de nos croyances (Pile, 1989).

Cependant, afin de parvenir à une explication approfondie de la méthodologie de Thompson et de son application dans la l'analyse des projets d'AU, nous devons d'abord procéder à une brève exploration de la pensée de Paul Ricoeur. Entre les réflexions ontologiques de Gadamer et la proposition de Thompson d'une forme distincte d'herméneutique réside la figure transitionnelle de Paul Ricoeur. Thompson s'appuie sur le théoricien français pour transcender l'objectivisme de l'herméneutique conservatrice ou traditionnelle ainsi que les limites de la position anti-méthodologique de Gadamer. Ricoeur, suggère-t-il, cherche à préserver les idées de l'herméneutique philosophique de Gadamer et Heidegger (c'est-à-dire leur souci de la nature de la réalité) sans abandonner les questions de méthodologie (1986, p. 278). Pour ce faire, Ricoeur propose une herméneutique de profondeur fondée sur l'idée que l'interprétation en tant que compréhension doit être « médiatisée par une gamme de méthodes explicatives ou 'objectivantes' » (*Ibid.*).

Dans ce sens, Yochim (2006) suggère que « l'explication » – l'analyse causale des structures restrictives – et « l'interprétation » – la compréhension des formes symboliques par lesquelles nous accédons aux récits de la réalité des agents – ne sont pas des moments d'analyse séparés et antithétiques, une affirmation qui fait écho au rejet par Bourdieu de la vision des modes

subjectiviste et objectiviste de connaissances comme mutuellement exclusives. Il s'agit, selon la conception de Ricœur, « *d'étapes qui se soutiennent mutuellement le long d'un arc herméneutique unique* » (Thompson, 1990, p. 278).

Mais si Thompson se positionne comme le successeur méthodologique de Ricœur, il ne s'en tient pas entièrement aux spécificités de l'approche de ce dernier. Comme il le dit, « *Ricœur met trop l'accent sur... « l'autonomie sémantique du texte », et il fait ainsi trop facilement abstraction des conditions socio-historiques dans lesquelles les textes... sont produits et reçus* » (1990, p. 278). Malgré cela, Thompson (1984) ne rejette pas l'affirmation selon laquelle le domaine social est en grande partie une construction du langage et, par conséquent, un produit des activités de ceux qui en font commerce. En d'autres termes, il affirme que l'analyse sociale est toujours aussi une enquête sur les formes symboliques produites par les agents pensants et agissants.

A la formulation d'Habermas et Ricoeur de combiner « explication » et « compréhension » dans une nouvelle méthodologie pour les sciences sociales, Thompson ajoute un troisième élément : celui d'une approche critique, qui met l'accent sur les façons dont la structure sociale et la signification symbolique interagissent pour créer et maintenir des relations sociales inégales (Pile, 1989). Ainsi, en reconstruisant et recombinaut ces éléments de Gadamer, Habermas et Ricœur, Thompson développent une théorie de l'analyse culturelle et la méthodologie de l'HP.

En somme, en abordant les données générées dans cette thèse, nous acceptons, tout d'abord, la nature symbolique des énoncés transcrits et enregistrés des participants. Cela veut dire que les mots, expressions et discours utilisés par les participants ne sont pas simplement des transmissions directes d'informations factuelles, mais qu'ils portent également des significations symboliques, souvent influencées par la culture, l'expérience personnelle, les perspectives individuelles, et d'autres éléments contextuels. Nous sommes ainsi conscients du fait que les participants utilisent des symboles, des métaphores, des nuances culturelles et d'autres formes de signification qui vont au-delà du sens littéral des mots. Cela implique également la reconnaissance que l'interprétation de ces énoncés nécessite une compréhension plus profonde des contextes culturels, sociaux et individuels dans lesquels ces communications ont lieu.

1.2.L'herméneutique de profondeur (HP) comme méthode d'analyse

Le lien entre le langage et l'action sociale⁴³ dans le monde de la vie fournit la base d'une méthodologie systématique d'interprétation. En adoptant l'HP, nous choisissons une méthode d'analyse qui transcende les approches traditionnelles. Le lien entre le langage et l'action sociale dans le monde de la vie fournit une toile de fond essentielle pour comprendre le choix méthodologique de l'HP dans cette étude. Cette méthodologie, enracinée dans la tradition herméneutique, s'avère particulièrement complémentaire à la théorie de l'acteur-réseau (TAR) que nous avons exploré précédemment. Alors que la TAR met l'accent sur la complexité des réseaux d'acteurs et actants humains et non humains, dans la construction sociale, l'HP offre une méthode d'analyse qui transcende les approches traditionnelles en se plongeant dans les couches profondes de signification inscrites dans les discours et les textes.

Dans la perspective de la TAR, les acteurs, qu'ils soient humains ou non humains, interagissent au sein de réseaux dynamiques, contribuant à façonner les réalités sociales. L'HP, en tant que méthode d'analyse, complète cette approche en explorant les subtilités et les nuances des significations présentes dans le discours. Elle reconnaît que les acteurs ne sont pas simplement des entités physiques ou techniques, mais qu'ils portent également des couches de significations symboliques, culturelles et sociales.

Nous adoptons ainsi une approche méthodologique qui permet d'explorer à la fois la surface des interactions sociales et les profondeurs des constructions symboliques qui les sous-tendent. Cette synergie nous offre la possibilité de dévoiler les mécanismes complexes de la domination présents dans les projets d'AU à Lima, en intégrant les perspectives complémentaires de la construction sociale et de l'interprétation profonde des significations. Cette méthodologie permet d'aller au-delà des apparences pour révéler les significations profondes, souvent masquées dans les interactions humaines. Appliquée aux projets d'AU à Lima, cette méthode nous offre un moyen de dévoiler les structures de domination et les relations de pouvoir qui peuvent influencer la dynamique de ces initiatives.

⁴³ Max Weber considérait l'action sociale comme un comportement humain intentionnel qui prend en compte le comportement des autres. Il a développé le concept de « compréhension compréhensive » (*verstehen*) pour expliquer que pour comprendre l'action sociale, il est essentiel de saisir le sens et la signification que les acteurs sociaux attribuent à leurs actions.

D'autre part, dans sa tentative de comprendre l'idéologie, Thompson (1984) développe plus en détails les implications méthodologiques d'une approche critique et l'herméneutique. Il s'aligne sur les marxistes qui maintiennent une orientation critique à l'égard de l'idéologie, une définition qui suppose un lien entre symboles et rapports sociaux inégaux. Les théories se révèlent critiques selon Brasier (2002) dès lors qu'elles décrivent les idées comme abstraites au regard de la réalité, peu pratiques, erronées ou illusoire, exprimant des intérêts dominants ou soutenant des relations de domination⁴⁴.

Dans la même ligne, Thompson (1984) soutient que l'effet réel de la conception « neutre » conduit à minimiser le lien avec l'inégalité dans les relations sociales en ne jugeant pas la valeur de vérité d'un discours. Il intègre l'explication et la compréhension dans une théorie interprétative globale. Là où l'analyse structurale s'envisage comme une étape entre une interprétation naïve et critique, entre une interprétation de surface et profonde, il s'avère possible d'intégrer les attitudes opposées de l'explication causale et de la compréhension herméneutique comme des étapes qui se soutiennent mutuellement le long d'un espace herméneutique unique (Brasier, 2002). La procédure de Thompson qui constitue l'HP se déroule en trois phases : ces trois phases correspondent à l'analyse sociale, l'analyse du discours et l'interprétation. (Thompson, 1990).

1.2.1. L'analyse sociale

Cette partie concerne les circonstances socio-spatiales et historiques dans lesquelles les personnes agissent et réagissent. Il importe d'analyser ces circonstances en tenant compte des caractéristiques institutionnelles et des particularités géographiques et historiques. L'analyse de la signification nécessite un compte rendu systématique de l'expérience vécue des personnes qui peut être « testée » et révisée dans le cadre du processus d'interprétation et de critique (Pile 1989). L'analyse sociale met l'accent sur l'étude des structures, des relations et des processus sociaux qui influencent la dynamique de domination au sein des projets d'AU à Lima.

⁴⁴ Cependant, il est important de souligner que toutes les théories critiques ne se limitent pas à cette critique de la pensée établie. En réalité, nombre d'entre elles vont au-delà de cette démarche en exprimant un intérêt profond pour les projets de révolution. Ces théories critiques ne se contentent pas seulement de déconstruire les idées existantes, mais cherchent également à imaginer et à promouvoir des alternatives révolutionnaires. Ainsi, l'intérêt d'une théorie critique ne se restreint pas à la critique des idées dominantes, mais s'étend également à l'exploration créative de projets et de visions novateurs pour un changement social radical (Haud et Laurent, 2022).

Comme le met en évidence Thompson, « *les formes symboliques ne se manifestent pas de manière isolée ; elles émergent, se transmettent et se reçoivent dans des conditions sociales et historiques spécifiques* » (1990, p. 281). A propos, dans son objectif d'observer la présence des idéologies issues des rapports de domination, Thompson affirme qu'une compréhension approfondie de l'idéologie est intrinsèquement liée à l'analyse socio-historique des structures de pouvoir que le sens contribue à perpétuer (1984, p. 135). Conscient de cette interconnexion, le principal défi de mon analyse des récits des acteurs concernés dans les projets d'AU sur leur situation actuelle sera de reconstruire le contexte socio-historique dans lequel leurs perspectives sont engendrées, consommées et reproduites (*Op.cit.*, p. 282). Thompson suggère trois niveaux d'analyse : action, institution et éléments structurels. Chaque niveau doit être considéré à différentes échelles spatiales et temporelles, selon le contexte.

a) L'action

Il est essentiel d'essayer d'identifier les situations où les individus cherchent à atteindre leurs objectifs en agissant dans des contextes spécifiques. À ce stade, les individus détiennent du pouvoir lorsqu'ils agissent dans leur propre intérêt, influençant ainsi le déroulement des événements. Comme souligné par Giddens (2004), étant donné que les actions sont le résultat d'individus agissant à des moments précis et dans des contextes particuliers, l'examen du contexte spatio-temporel de l'action et de l'interaction constitue une composante cruciale de l'analyse sociale.

Nous avons ressenti que pour appréhender la compréhension des jardinières ainsi que le contexte dans lequel elles pratiquent leur jardinage, il était nécessaire d'adopter deux approches distinctes. Ces méthodes, envisagées comme une étude de cas, semblaient essentielles pour obtenir une compréhension approfondie des horizons intersubjectifs. Le choix d'une étude de cas était justifié afin de faciliter une inférence approfondie des liens théoriquement nécessaires entre les caractéristiques de l'étude de cas. Cependant, pour appréhender la compréhension des jardinières par rapport à celle des individus, une approche d'histoire de cas à « visites multiples » a été employée, fournissant des informations tant au niveau de l'action qu'au niveau de l'institution (voir ci-dessous).

b) L'institution

L'institution renvoie à une constellation de relations sociales et une réserve de matériel (Giddens, 1984). Des institutions spécifiques forment un cadre d'action et de réaction relativement stable. À ce niveau, le pouvoir permet à certains d'agir dans leur propre intérêt alors qu'il contraint les autres. Les institutions spécifiques, qu'elles soient éducatives, politiques, ou autres, établissent un cadre d'action et de réaction relativement stable au sein duquel les individus interagissent. Par exemple, dans le contexte de notre recherche, l'institution englobe une complexe constellation de relations sociales et une réserve de matériel culturel et structurel spécifique aux projets d'AU.

Ces initiatives constituent des institutions qui définissent un cadre d'action et de réaction relativement stable, influençant profondément la vie quotidienne des habitants. Par exemple, l'institution des projets d'AU édicte des normes, des valeurs et des structures qui orientent non seulement les pratiques agricoles ou de jardinage, mais également les relations communautaires et la perception des habitants vis-à-vis de leur environnement. Ces éléments institutionnels peuvent influencer non seulement la manière dont les enseignants interagissent entre eux, mais aussi leur approche pédagogique et leurs perceptions du système éducatif. Ainsi, explorer ces dimensions institutionnelles permettra de saisir de manière approfondie la façon dont elles façonnent les expériences des résidents et révèlent les dynamiques de pouvoir sous-jacentes à ces projets.

c) Éléments structurels

Selon Pile (1989) ce niveau conditionne ou « structure » les institutions. Celui-ci énonce les prérequis indispensables pour assurer la continuité des institutions. À ce stade, la capacité d'exercer le pouvoir « *est conditionnée par les circonstances structurelles qui restreignent les possibilités d'action des individus. Cet aspect délimite les contraintes des normes institutionnelles, au-delà desquelles l'institution ne peut aller sans altérer fondamentalement son identité systémique* » (Op.cit., p.216).

L'analyse de ce niveau implique l'évaluation critique de la théorie concrète et, à partir de là, une éventuelle réévaluation de la théorie abstraite en utilisant les preuves empiriques recueillies et la synthèse des positions théoriques. Ainsi que le souligne Sayer (1984, p.39) : « *L'analyse interprétative doit être combinée avec une recherche abstraite et concrète dans la mesure où les pratiques et les relations sociales dépendent du concept* ».

Avant d'aller plus loin, il convient d'émettre trois remarques sur « l'opérationnalisation » de l'HP de Thompson, en s'inspirant des remarques faites par Pile (1989) dans son travail sur la géographie humaine critique. Il s'avère indispensable de préciser ces points car il importe de comprendre que les problèmes rencontrés dans le processus de travail empirique ont nécessité des ajustements dans la méthode.

- i) Tout d'abord, nous n'étions pas certains du type d'analyse à mobiliser ni des informations qu'elle allait fournir. Étant donné que ces choix ont été simplement reportés à après le travail de terrain, il a été possible d'adapter l'analyse aux données (entretiens) et à ce que l'on voulait en faire. Bien que Thompson (1984) ait envisagé les phases d'analyse sociale, du discours et d'interprétation comme étant thématiquement séparées, notre expérience dans le contexte spécifique des projets d'AU à Lima a révélé la nécessité de repenser cette approche. Durant le travail sur le terrain, nous avons délibérément choisi de « mettre entre parenthèses » la rigidité thématique pour permettre l'émergence de problèmes inattendus. En pratique, les trois phases se sont souvent déroulées simultanément, soulignant l'interconnexion dynamique entre l'analyse sociale, le discours et l'interprétation. À titre d'illustration, durant les entretiens, les participants exposaient à la fois l'historique du projet et leur implication dans celui-ci. Ces énoncés exhibaient une diversité de discours, ainsi que des variations dans les modalités d'expression de ces discours. La flexibilité de la méthode de l'HP a été cruciale pour cette approche, permettant une adaptation continue aux défis imprévus tout en maintenant la cohérence des questions fondamentales.

À travers notre travail sur les projets d'AU, la méthode de l'HP a démontré sa capacité à faciliter une révision constante des horizons de l'étude. Bien que les questions fondamentales n'aient pas fondamentalement changé, la flexibilité de l'approche a permis l'émergence de nouvelles questions, tant issues de sources théoriques que de découvertes empiriques. Par exemple, des considérations sur les approches commerciales des jardins, les modes de gouvernance des projets ou encore sur l'agroécologie ont spontanément surgi au cours de l'analyse,

enrichissant ainsi notre compréhension holistique des dynamiques propres aux projets d'AU dans les quartiers précaires de Lima.

- ii) Ensuite, les phases et les niveaux d'analyse de Thompson renvoient aussi à une anticipation des phases et des niveaux qui, selon lui, révéleront les relations de domination (Thompson, 1990). Dans ce processus d'interprétation, l'attention porte presque exclusivement sur l'analyse du discours comme voie d'accès à l'analyse des conditions sociales et historiques de pouvoir qui affectent certains acteurs au sein des projets d'AU. Cela nous conduit à nous concentrer sur les données qualitatives recueillies. Par exemple, au départ, chaque jardinier simplifiait certaines réponses, or les relations révélées au cours de la période de l'étude se sont avérées beaucoup plus complexes.
- iii) Enfin, à la suite de l'analyse, la « théorie » est exposée comme un ensemble de propositions ou approches sur la manière dont le monde est construit. De plus, le travail de terrain met en évidence le fait que la théorie correspond aussi à la manière dont nous interprétons ce monde. Par conséquent, le travail de terrain montre la façon dont nous « donnons un sens » au monde et la théorie renvoie à un ensemble de questions à poser plutôt qu'un ensemble de réponses à démontrer.

1.2.2. L'analyse du discours dans l'HP

La deuxième phase de l'HP peut être décrite comme une analyse du discours qui rend compte des significations à travers lesquelles une cohérence des connaissances est assurée. Comme vu précédemment, l'analyse du discours est une approche méthodologique qui vise à étudier le langage dans son contexte social et culturel (Pêcheux, 1960).

Il est essentiel de distinguer entre les concepts de « discours » et de « récit ». Le « discours » se réfère généralement à un ensemble structuré de déclarations ou de propos, souvent caractérisé par une intention de persuasion ou de communication d'un message particulier (Van Dijk, 1995). Les discours sont généralement émis par des entités telles que les ONGs, les entreprises privées, les organisations internationales ou l'académie, et sont souvent façonnés par des objectifs stratégiques ou idéologiques.

D'autre part, le « récit » se réfère à un récit ou à une narration de faits, d'événements ou d'expériences, souvent sans intention explicite de persuasion ou de communication d'un message spécifique. Les récits sont souvent le reflet des impressions personnelles, des expériences vécues ou des perceptions individuelles, et sont généralement racontés dans un cadre plus informel et personnel.

Dans le contexte de cette étude, les déclarations des ONGs, des entreprises privées, des organisations internationales et de l'académie sont considérées comme des « discours », car elles sont formulées dans le but de transmettre des messages spécifiques ou de promouvoir des idées particulières. En revanche, les récits des jardinières, à l'exception des leaders communautaires qui sont également leaders des jardins, sont plutôt des narrations personnelles de leurs expériences, de leurs impressions et de leurs perspectives, sans nécessairement chercher à convaincre ou à persuader les autres.

Ainsi, dans la méthode de l'HP, l'analyse du discours consiste en un examen de la signification afin de comprendre et d'expliquer son rôle dans le maintien des relations de pouvoir, non seulement comme une pratique située géographiquement et historiquement (Hynes, 1964), mais aussi comme une séquence d'expressions qui affiche une structure articulée. Il importe de tenir en compte deux idées fondamentales dans la recherche interprétative. Premièrement, comme le signale Giddens (1976) le discours, objet de l'interprétation, représente déjà une interprétation, et, secondement, l'interprétation constitue elle-même un processus créatif qui se déroule sur fond de présupposés culturellement enracinés. Ainsi, dans l'HP l'analyse du discours peut être entreprise à trois niveaux :

a. Le niveau de la narration :

Les récits présentent une certaine logique. Bien que Thompson analyse l'idéologie dans les discours (qui dans ce cas traduit les relations de pouvoir), il nous montre que ces discours revêtent une forme narrative, par exemple, des histoires, des anecdotes et des blagues (Mulkay, 1988). Dans la façon dont nous racontons notre vie quotidienne et plaisantons à ce sujet, nous sommes constamment engagés à la fois dans la représentation de « notre » monde tel qu'il nous apparaît et dans le renforcement de l'ordre apparent des choses. Dans notre analyse, cela transparaît dans les blagues où le rire est suscité aux dépens des autres. L'analyse des discours

soulève la manière dont ils sont utilisés pour justifier l'exercice du pouvoir par ceux qui possèdent ce pouvoir.

Dans notre recherche à Lima, l'analyse de la narration émerge comme un outil déterminant pour dévoiler les dynamiques discursives. Les discours autour de l'AU à Lima ne sont pas simplement informatifs, mais plutôt construits comme des récits puissants. Les acteurs influents, tels que les représentants des ONG, des entreprises privées ou même des représentants de l'Académie déploient des stratégies narratives habiles pour promouvoir leurs projets, créant ainsi des récits qui correspondent à leurs propres intérêts et objectifs. Les jardiniers, parfois en raison d'un manque de formation ou de ressources, peuvent être davantage susceptibles d'accepter ces récits prédominants, ce qui se reflète dans leurs propres narrations. Ainsi, l'analyse de la narration dans ce contexte révèle comment les récits construits par des acteurs influents façonnent la compréhension collective de l'AU à Lima. Comprendre ces récits est essentiel pour décrypter les implications linguistiques et narratives sur les perceptions, les actions et les interactions au sein de ces projets d'AU.

b. Le niveau de la structure argumentative :

En examinant la structure argumentative, on peut comprendre comment les idées sont organisées, liées et soutenues dans un discours. Cela permet de saisir la logique et les raisonnements sous-jacents aux affirmations. Les formes de discours comprennent des explications et des chaînes de raisonnement reconstituables de diverses manières, afin d'éclairer les traits idéologiques du discours (Fowler, 1979 ; Kress et Hodge, 1979). Cette analyse revêt la forme d'une reconstitution des « chaînes de raisonnement » d'un discours. Une telle reconstruction de la rhétorique éclaire sur la nature idéologique du discours et les stratégies qui le sous-tendent. L'analyse de la structure argumentative permet de mettre en évidence des processus idéologiques en cartographiant les contradictions et les incohérences qui caractérisent le langage courant (Pile, 1989).

Les discours, particulièrement dans le contexte des projets d'AU à Lima, ne se limitent pas simplement à informer, mais revêtent souvent une dimension persuasive ou convaincante. L'analyse de la structure argumentative s'avère cruciale dans cet environnement, permettant d'identifier les stratégies persuasives, telles que l'utilisation habile d'évidences, de témoignages ou de comparaisons. À Lima, où les discours sur l'AU sont imprégnés d'une rhétorique

puissante, les acteurs dotés d'un capital culturel plus élevé, tels que les représentants des ONG ou des entreprises privées, peuvent déployer des stratégies linguistiques et narratives élaborées pour promouvoir des projets alignés sur leurs propres intérêts. Cette dynamique influence directement les jardinières, dont certaines, par manque de formation ou de ressources, peuvent être moins aptes à contester ces discours prédominants. Ainsi, non seulement la structure argumentative des discours, mais aussi les stratégies linguistiques employées, peuvent façonner la manière dont les jardinières articulent leurs discours et, plus largement, orienter leurs activités au sein de ces projets. La compréhension de cette dynamique complexe nécessite une analyse attentive de la structure argumentative, révélant comment les discours façonnent les perceptions, les croyances et les actions des différents acteurs impliqués dans les projets d'AU à Lima.

c. Le niveau de la structure syntaxique.

L'étude de la nominalisation⁴⁵, de la passivation⁴⁶, de l'usage des pronoms et de la structure des temps fournissent un premier accès aux processus idéologiques de réification et de personnification au sein du langage (Fowler, 1979). Dans notre contexte, l'analyse de la structure syntaxique émerge comme un outil incontournable pour explorer les dynamiques linguistiques. Les discours entourant l'AU à Lima ne se contentent pas de transmettre de l'information, mais ils sont également façonnés par une structure syntaxique intentionnelle. Les acteurs influents utilisent des structures syntaxiques spécifiques pour formuler et présenter leurs discours, créant ainsi des énoncés qui correspondent à leurs propres intérêts et objectifs. Ces structures syntaxiques, souvent imprégnées d'une rhétorique persuasive, exercent une influence sur la manière dont les jardinières interprètent leur rôle et leur impact dans ces projets. Ces jardinières, parfois en raison d'un manque de formation ou de ressources, peuvent être plus enclines à assimiler ces structures syntaxiques prédominantes, ce qui se reflète dans leur propre langage. Ainsi, l'analyse de la structure syntaxique dans ce contexte révèle comment les choix

⁴⁵ La nominalisation consiste à transformer un verbe ou un adjectif en un nom, créant ainsi un substantif abstrait qui représente une action, un processus ou une qualité (Honeste, 2007). Cela peut conduire à la perception d'une activité abstraite comme quelque chose de fixe et d'objectif, masquant ainsi les acteurs et les relations de pouvoir impliqués.

⁴⁶ La passivation est une construction grammaticale qui met l'accent sur l'objet d'une action plutôt que sur l'agent qui réalise l'action (Gaatone, 1988). Elle peut révéler des mécanismes idéologiques et des rapports de pouvoir à travers de la réification (lorsque des concepts abstraits sont traités comme s'ils étaient des entités concrètes) ou la personnification (lorsque des entités abstraites ou inanimées sont décrites ou traitées comme si elles avaient des caractéristiques humaines).

linguistiques et les structures syntaxiques des acteurs influents contribuent à façonner la compréhension collective de l'AU à Lima.

1.2.3. L'interprétation

L'interprétation dans l'herméneutique permet d'aller au-delà de la simple surface des textes et des phénomènes pour atteindre une compréhension plus profonde et nuancée. Cela rend cette approche essentielle pour l'analyse et l'appréciation de la complexité de la culture, de la philosophie et de l'expérience humaine en général. Celle-ci offre un compte rendu complet de l'expérience vécue des personnes. L'interprétation du discours dépasse l'analyse du discours en construisant un sens qui dévoile le « domaine référentiel » de celui-ci (Pile, 1989) et montre comment sert à entretenir des relations de domination. Une interprétation doit toujours aller au-delà des méthodes d'analyse formelle, projeter un sens possible toujours risqué et contestable.

Thompson (1984) soutient que le concept de polysémie de Ricoeur de « couches multiples de sens » (Ricoeur, 1975) se révèle essentiel à l'interprétation du langage. En ce sens, Pile (1989, p.217) suggère que « *la mobilisation du sens implique communément un clivage du domaine référentiel. Les discours remplissent leur rôle idéologique en se référant à un élément et en se référant implicitement à un autre, et en enchevêtrant ces multiples référents d'une manière qui sert à entretenir des relations de domination. La tâche interprétative consiste pour le chercheur à entrer dans un processus de compréhension dans le contexte de « leur » monde, de telle sorte qu'il s'avère possible de parler de 'le' monde* ». L'HP peut se concevoir comme une forme d'interprétation médiatisée par une analyse discursive du langage et une analyse sociale des conditions de production et de réception du discours est produit et reçu.

En outre, il convient de rappeler que l'interprétation de la présente recherche porte sur des conversations renvoyant à des significations pour ainsi dire « négociées ». En effet, l'analyse syntaxique (Fowler et al., 1979) tend à se concentrer sur les mots en occultant le contexte et en supposant que les mots exercent toujours la même fonction. En pratique, un certain nombre d'aspects de la parole doivent être rappelés dans le processus d'interprétation : le contexte et le sens situé, les figures de la parole, les ambiguïtés, les conventions sociales d'utilisation des mots, les jeux de mots, les blagues, le « double sens » ou significations sexuelles.

En conséquence, chaque interprète apporte sa propre subjectivité, ses expériences et ses préjugés à l'acte d'interprétation. L'herméneutique reconnaît que notre compréhension est influencée par notre horizon d'attente (notre cadre de référence personnel), et encourage souvent un dialogue entre l'interprète et le texte ou le phénomène étudié. Il s'avère donc essentiel de reconnaître que cette interprétation est profondément influencée par la position du chercheur. Dans la section suivante, nous examinerons donc attentivement le rôle du chercheur en tant qu'agent actif dans le processus d'analyse des données. Nous verrons comment cette position unique peut enrichir notre compréhension et, simultanément, nécessite une réflexivité rigoureuse pour éviter tout biais potentiel dans notre interprétation.

2. La place du chercheur dans la recherche en sciences sociales

2.1. Rapport du chercheur à son objet

Dans cette thèse nous donnons une importance particulière à la réflexion sur la position et l'influence du chercheur dans la production de connaissances sociologiques. La position du chercheur au sein des projets d'AU à Lima revêt une importance particulière dans la compréhension des dynamiques sociales qui sous-tendent ces initiatives. En tant qu'observateur participatif⁴⁷, le chercheur n'est pas simplement un témoin extérieur ; au contraire, il est intégré dans le tissu social des projets étudiés. Cette immersion permet une proximité avec les participants et une appréhension plus riche des interactions, des tensions et des synergies qui émergent au sein de ces communautés urbaines engagées dans l'agriculture.

La position du chercheur influence également la manière dont les participants s'expriment et interagissent au sein de ces projets. La présence du chercheur peut susciter des questionnements, favoriser des échanges plus ouverts, et encourager les participants à partager des aspects de leur expérience qui pourraient autrement rester inexplorés. Cette influence dynamique du chercheur contribue à la richesse des données collectées, offrant une perspective plus nuancée et approfondie des réalités sociales à l'intérieur des projets d'AU.

⁴⁷ L'idée du chercheur en tant qu'« observateur participatif » s'inscrit dans le cadre de la méthodologie qualitative, en particulier dans les approches ethnographiques et les études de terrain. Cette perspective reconnaît que le chercheur n'est pas un observateur neutre et distant, mais plutôt un participant actif dans le contexte qu'il étudie (Piron, 2019).

La recherche est le produit d'une interaction complexe entre le chercheur, l'objet de recherche et le contexte social (Allard-Poesi et Maréchal, 2014). Cela ne signifie pas que les recherches sociales sont invalides, mais plutôt qu'il est essentiel de reconnaître et d'interroger les biais et les influences potentielles. Aussi, nous nous inspirons également de la position que Phillip B. Smith présente dans son travail avec Max Neef sur l'honnêteté d'une analyse sociale (Max-Neef et Smith, 2011).

Le choix de nous référer particulièrement à Max-Neef et Smith dans le cadre de cette étude trouve sa justification dans leur approche novatrice à l'égard du rôle du chercheur au sein des études sociales. Bien que Max-Neef soit un économiste et Smith un physicien, leur contribution remarquable réside dans leur reconnaissance explicite de l'influence significative du bagage social et culturel du chercheur dans le processus d'analyse et d'interprétation des résultats. Leur perspective transcende les frontières disciplinaires conventionnelles pour mettre en lumière l'importance de la subjectivité du chercheur dans la recherche sociale. Ils soulignent que les filtres culturels, les expériences personnelles et les valeurs individuelles du chercheur ne sont pas des éléments à écarter, mais plutôt des composants essentiels qui façonnent la manière dont les données sont perçues, interprétées et intégrées (2011). Cette approche offre une compréhension plus profonde de la relation entre le chercheur et son objet d'étude, soulignant que l'analyse des données ne peut être neutre et décontextualisée. Ainsi, nous cherchons à intégrer consciemment notre propre position sociale et culturelle dans le processus de recherche, reconnaissant que cela enrichit la complexité et la profondeur de l'analyse dans le contexte spécifique de cette thèse.

Toute personne activement ou passivement impliquée dans la société porte des jugements sur des personnes, des groupes, des événements et des situations sur et dans la scène sociale. Puisque le sociologue observe et analyse la société, une véritable objectivité - qui impliquerait d'étudier le monde à partir d'un point d'observation extérieur à la vie humaine - n'est ni possible, ni imaginable. Nous considérons que l'auto-analyse de ces évaluations représente alors l'exigence nécessaire dans les études sociales. Le fait de ne pas tenir compte de ses propres préférences et appréciations dans la recherche en sciences sociales relève plus de la norme que de l'exception, et « *c'est malhonnête, car de telles évaluations introduisent des biais qui pénètrent et déforment la structure et l'exécution de l'enquête, faisant partie des conclusions atteintes* » (Max-Neef et Smith, 2011, p.68).

Cependant, ce raisonnement a été déjà proposé par des auteurs tels que Bourdieu, Foucault et Boltanski. Pierre Bourdieu a profondément influencé la réflexion sur la place du chercheur dans l'analyse sociale. Il a développé la notion de « position sociale du chercheur » (notamment dans son ouvrage « La misère du monde », 1993) en insistant sur l'importance de la réflexivité et de la prise de conscience des biais sociaux dans la pratique de la recherche. Bourdieu nous invite à reconnaître que le chercheur n'est pas un observateur neutre, mais qu'il est inscrit dans un champ social spécifique qui façonne sa vision du monde. Sa perspective nous incite à considérer notre propre position sociale comme un filtre inévitable dans l'interprétation des données sociales.

Pour sa part, Michel Foucault a apporté une contribution significative à la compréhension de la relation entre le chercheur et son objet d'étude. Il a exploré les liens complexes entre le pouvoir, le savoir et la subjectivité (« L'archéologie du savoir », 1969). Foucault nous pousse à reconnaître que le chercheur est inscrit dans des dispositifs de pouvoir qui influencent sa perception et son interprétation des phénomènes sociaux. Sa pensée nous encourage à analyser comment les relations de pouvoir opèrent dans le processus même de la recherche, soulignant ainsi l'importance d'une approche critique.

En fin, Luc Boltanski a contribué à la réflexion sur la posture du chercheur, notamment dans son ouvrage « Les cadres : la formation d'un groupe social » (1982). Il explore les conditions sociales de la production des savoirs critiques et s'interroge sur les choix théoriques et méthodologiques des chercheurs. Boltanski nous incite à considérer comment nos propres cadres sociaux peuvent influencer nos choix théoriques et méthodologiques, et comment ces choix impactent la compréhension des réalités sociales que nous étudions.

Lorsque, pour tenter de se fonder sur les faits, les énoncés d'une théorie sont réduits au minimum, le risque de biais s'avère plus grand que lorsque ces énoncés sont exposés et débattus de manière plus explicite. Dans ce sens, Max-Neef et Smith (2011, p.69-70) concluent que Myrdal « *aurait été plus productif s'il avait abandonné ces termes et accepté que toute science sociale digne de ce nom doit avoir un élément normatif fort. En d'autres termes, dans son monde, 'scientifique' signifiait 'comme la physique', alors que pour moi (Smith) le mot 'scientifique' signifie 'honnête' (au sens d'être critique envers soi-même et ses conclusions)* ». Cependant, chaque être possède aussi individuellement son propre ensemble de valeurs. Pour

certains d'entre eux, au moins, nous éprouvons des difficultés à admettre qu'ils ne sont pas vrais, et qu'ils représentent seulement nos opinions personnelles.

Dans son analyse des faits et des valeurs, Hilary Putnam soutient se distancer de Weber lorsqu'il affirme d'établir les limites légitimes dans lesquelles un(e) professeur(e) peut prendre part à une délibération normative sur ce qui est juste, bien, préférable ou acceptable⁴⁸. Putnam (1984) affirme que pour accroître la pertinence, la fécondité et la capacité prédictive de la science, il est nécessaire d'incorporer des jugements éthiques riches. Ces jugements intègrent à la fois des éléments descriptifs et des éléments évaluatifs, ce qui, selon Putnam, implique l'intégration de normes dans les sciences sociales. Il soutient que l'élaboration de faits neutres est impossible lorsque l'on utilise des concepts éthiques riches, conduisant ainsi au rejet de la neutralité éthique.

En ce sens, la notion de « réflexivité » apparaît comme un dénominateur commun qui permet d'analyser comment les chercheurs influencent le processus de recherche et, réciproquement (Cornejo et Salas, 2011). Et c'est précisément dans le domaine de la recherche sociale que cette perspective acquiert une plus grande pertinence. Elle constitue en effet, une composante indispensable et incontournable qui renvoie directement aux critères de rigueur méthodologique et de qualité impliqués dans les processus et les résultats des enquêtes (Cerrillo, 2009 ; Cornejo et Salas, 2011). La composante réflexivité réfère, entre autres, au développement d'une conscience critique sur le rôle, les influences et les différentes positions adoptées par les chercheurs tout au long du travail de recherche. Elle consiste en un processus qui vise à révéler les liens entre les personnes, leurs circonstances, les sujets d'étude et les contextes dans lesquels ils sont étudiés.

Pour emprunter les termes de Garfinkel (1967), la réflexivité correspond à un phénomène « vu mais inaperçu » (*seen but unnoticed*) qui nécessite d'être explicité pour être constitué comme tel. Dans le même sens, Bourdieu (1984) prône une réflexivité épistémique quand, en fouillant dans le champ universitaire, il soutient que le pouvoir et le prestige des intellectuels au sein du milieu académique se forment aux points extrêmes des pratiques prédominantes dans le domaine de la recherche scientifique. En ce sens, Alvesson et Sköldbberg (2000, p.246)

⁴⁸ C'est principalement dans *Essais sur la théorie de la science* (1917) et *La profession et la vocation de Savant* (1919) que Weber définit ce qu'il entend par neutralité éthique.

soulignent que la réflexivité correspond à « *la capacité même de rompre avec un référentiel pour regarder ce qu'il n'est pas capable de dire* ».

Dans ce sens, nous considérons l'importance fondamentale de la place du chercheur dans les analyses sociologiques. Reconnaisant que la recherche en sciences sociales soit inextricablement liée à la subjectivité et à l'expérience individuelle, nous avons souligné la nécessité de considérer avec rigueur notre positionnement épistémologique : adopter une perspective théorique fondée sur la théorie de l'acteur-réseau (TAR), considérant le discours comme un actant non humain, tout en intégrant une approche analytique du discours. Cela nous a amenés à aborder la question de la réflexivité, invitant ainsi à une prise de conscience constante des prémisses et des valeurs qui sous-tendent notre démarche.

Maintenant, après la prise en compte de l'interaction entre chercheur et objet d'étude, nous franchissons une partie importante dans cette étude. Nous assumons pleinement notre rôle en tant qu'analyste critique de la réalité sociale. Cela signifie que nous ne pouvons ignorer nos propres jugements de valeur et convictions personnelles qui ont façonné cette thèse. Cependant, nous le faisons avec la clarté et la transparence requises, reconnaissant que ces perspectives sont des contributions essentielles à notre compréhension plus large du sujet.

Eu égard aux éléments qui précèdent, nous présentons ci-après, nos jugements de valeur sur ce que la recherche implique dans un projet d'AU à Lima, ou en général dans les pays du Sud. Nous ne sommes pas opposés à l'acte de concurrence configuré selon des critères du « libre marché », tant que cela vise à promouvoir le bien commun. Nous pensons que chacun a le droit de vivre dignement, cela implique que nous rejetons la distinction de classe, de genre et de race. Nous sommes à l'instar de beaucoup d'autres collègues et de personnes en général, témoin du fait que les règles imposées par le système économique mondial causent de réels ravages dans la société, en particulier dans les zones précaires urbaines en tant qu'unités « motrices » du développement de l'économie actuelle.

Nous sommes profondément convaincus que tant l'image physique que symbolique du chercheur ont une influence significative sur le comportement, les déclarations et/ou les discours des participants. Par conséquent, il est crucial que le chercheur fournisse une clarification détaillée de son rôle dans le processus d'analyse sociale. Cette clarification permettrait non seulement de mettre en lumière les motivations et les influences personnelles

qui pourraient avoir façonné la collecte et l'interprétation des données, mais aussi de favoriser une transparence méthodologique accrue. En explicitant clairement son rôle, le chercheur permet aux lecteurs et aux auditeurs de mieux comprendre les biais potentiels, les perspectives et les positionnements qui ont pu influencer les résultats de l'étude. De cette manière, la qualité et la fiabilité des données collectées peuvent être évaluées de manière plus rigoureuse, renforçant ainsi la crédibilité et la validité des conclusions tirées de l'analyse sociale.

2.2.L'impact de la figure du chercheur dans les données collectées

La figure du chercheur, en tant que participant-observateur, s'intègre de manière intrinsèque dans le tissu social des projets d'AU. Cette immersion peut influencer la nature des données collectées, offrant une compréhension plus holistique des enjeux sociaux. Par exemple, la position du chercheur peut faciliter l'accès à des informations tacites, non explicitement formulées, mais cruciales pour la compréhension des relations de pouvoir et des dynamiques sociales au sein de ces projets.

Cependant, il est essentiel d'être conscient des biais potentiels liés à la position du chercheur. La subjectivité et l'impact personnel du chercheur sur les interactions doivent être abordés de manière réflexive. Cela nécessite une constante remise en question de la position du chercheur dans le processus de recherche, ainsi qu'une reconnaissance transparente des influences potentielles sur les données collectées.

L'analyse du discours (AD), sans se prétendre critique au sens habituel du terme, repose sur des évaluations, par la sélection même des énoncés qu'elle étudie. L'infinité des corpus possibles se traduit par une rareté des objets examinés. Ainsi, à un moment donné, très peu de textes font l'objet d'une investigation d'ordre discursif : le seul fait de s'intéresser à tel ou tel corpus représente inévitablement un acte de positionnement, l'affirmation d'une importance. Les chercheurs opèrent des choix nécessairement liés à des intérêts d'ordres très divers. Reconnaître de tels intérêts conduit simplement à appliquer à l'étude du discours ce qui vaut dans tout discours.

Dans la lignée de la pensée critique, Pile (1989) estime essentielle la place du chercheur dans le processus de compréhension. Pour leur part, Habermas (1979) et Gadamer (1975) soutiennent que le chercheur doit participer au processus de compréhension, tout en étant engagé dans un

processus de doute (de soi) et de critique. À cet égard, tant les discours que le travail même de l'analyste ou du chercheur sont considérés socialement situés et jouent donc un rôle dans la (re)construction et (re)production récursive et récurrente des structures et de l'organisation sociale (Martín Rojo, 2001). Les discours, mais aussi les analyses réalisées pour les dévoiler représentent donc des pratiques sociales.

Dans les études basées sur l'analyse sociale des relations d'un groupe humain, la figure que représente le chercheur face aux individus objets de l'étude génère un impact que nous ne savons pas jusqu'à présent, mesurer. Pire encore, la place accordée à ce dernier dans l'essentiel des recherches avec analyse de données quantitatives et – surtout – qualitatives se révèle moindre. Nous estimons que les données obtenues par le chercheur s'avèrent toujours liées à la façon dont l'interviewé ou « personne étudiée » a construit la figure du chercheur en fonction de ses connaissances et de ses expériences. Les comportements, les réponses, les figures, les discours et les idées se trouvent toujours en relation avec deux aspects : comment ils « veulent être vus » par l'enquêteur ou le chercheur, et comment ils considèrent le chercheur. Illustrant cette idée, pour le premier aspect, la réponse (et même le comportement) d'une personne en situation de pauvreté ne sera pas la même pour le chercheur, pour le fonctionnaire public ou pour le voisin d'à côté. Le second aspect a trait à la différence sociale, culturelle, économique, voire raciale et d'origine.

La figure du chercheur dans les projets d'AU à Lima, en particulier dans les quartiers précaires, revêt une importance significative. Les habitants de ces quartiers perçoivent souvent les chercheurs ou les professionnels impliqués dans la mise en place de ces projets comme ayant une autorité accrue en raison de leur formation académique et de leur position économique privilégiée. Cette perception peut conduire à une dynamique de pouvoir où les participants se sentent incités à adapter leurs discours et leurs comportements pour correspondre à ce qu'ils croient être attendu d'eux par ces chercheurs. En conséquence, les déclarations des participants peuvent être influencées par cette dynamique de pouvoir, ce qui peut altérer la réalité perçue et donc les données collectées. Par exemple, les habitants pourraient être enclins à exprimer des opinions qui reflètent ce qu'ils pensent que les chercheurs veulent entendre ou ce qu'ils pensent être socialement acceptable, plutôt que de partager leurs véritables expériences et perspectives. Cette influence de la figure du chercheur sur les données collectées soulève des questions essentielles sur la fiabilité et la représentativité de ces données dans l'analyse des projets d'AU

et souligne l'importance d'une réflexion critique sur la position et le rôle du chercheur dans ces contextes.

Ainsi, et à titre d'exemple, nous pouvons évoquer la déclaration d'un des présidents des jardins sélectionnés, qui nous livre une anecdote qui clarifie cette idée :

« Ils sont venus nous former, et la jeune femme (représentante d'une ONG chargée du projet) me pose la question :

- *« Dans quel aspect voyez-vous que les gens [ne vont pas bien] ? »,*
- *« ah, en solidarité »*
- *« Mais pourquoi ?! si tout le monde ici sont des amis ! »*
- *« Vous dites cela parce que vous les voyez comme ça, mais moi, en tant que dirigeant, je le vois différemment, et je vous dis pourquoi, parce que je les connais depuis plus de 10 ans, et vous ne venez qu'à chaque fois qu'il y a une formation à faire, et vous les voyez, et vous les voyez heureux, « ha-ha-ha », ils t'embrassent et tout. Mais après ça vous ne les voyez... »*

Cette confession permet de se rendre compte que les actions et les discours que l'animateur ou le chercheur perçoivent comme « naturels » (« c'est comme ça, et donc je peux conclure que c'est toujours comme ça ») ne le sont pas forcément, et qu'au contraire, ces actions et réponses changent en fonction de la manière dont les mêmes personnes interrogées ou étudiées le souhaitent.

Cette recherche met en exergue qu'au sein de cette nouvelle génération de projets dits sociaux ou de développement, des relations se produisent selon la représentation socio-historique que les acteurs se font d'eux-mêmes et des autres.

Au sein des projets d'AU, ni le chercheur ni les animateurs (entreprises et/ou ONG's) ne peuvent prétendre être des acteurs neutres en raison des importants liens qui se présentent. Toute connaissance se révèle constamment guidée par des intérêts : intérêts personnels, intérêt professionnel, intérêt scientifique des chercheurs, intérêts institutionnels de leurs organisations, intérêts industriels et politiques liés à la globalisation, etc. (Habermas, 1979). Il apparaît, donc,

impossible de procéder à une séparation radicale entre connaissances et intérêts (Salomon, 2006 ; Piron, 2019).

Ainsi, Krief et Zardet (2013, p.215) affirment que l'interaction entre chercheurs et acteurs concernés directement dans le déroulement du projet « *engendre une modification réciproque des acteurs, de leur vision, de leurs récits ou encore de leurs projets* ». Cependant, Berry et al. (1986, p.299) considèrent que « *plutôt que de le prendre comme un obstacle à la connaissance, il faut le considérer au contraire, comme un moyen de connaissance et même le seul...* ». De fait, selon Perez (2008, p.105) le chercheur, au plus près des acteurs de terrain, ne peut que « *délaisser la position de l'observateur neutre et détaché* ». Ce cadre normatif, que Piron (2019, p.145) appelle « positiviste », est basé sur la séparation entre les « sachants » (ou maîtres) et les autres, « *les premiers dominant symboliquement les seconds au nom de leur accès privilégié au savoir de type savant ou scientifique, dévalorisant en contrepartie tous les autres savoirs et toutes les autres épistémologies* ».

Lors des visites aux jardins sélectionnés dans le cadre de cette étude, notre simple présence suscitait des réponses préétablies, un phénomène largement documenté et reconnu. Les répondants nous considéraient comme des « chercheurs » (même des « chercheurs étrangers ») et/ou un représentant de l'Université, institution à laquelle - à leur égard - « il faut obéir » compte tenu du prestige accordé à toute institution académique. Eu égard à cette réflexion nourrie préalablement de notre part aux interviews, nous avons cherché à déterminer comment tenir compte de ces modifications éventuelles en termes de réponses, comportements et discours. Nous nous sommes attachés aussi à définir la manière de générer le moins d'impact possible. Une manière d'obtenir des données plus précises a consisté à ôter le costume de « chercheur » ou de « représentant de l'université » et à investir davantage notre rôle de « personne qui a vécu aussi dans ces quartiers précaires et qui connaît même certains leaders de la communauté, ayant un aspect physiquement comme eux et avec la même manière d'exprimer certains émotions ». Il s'avère indéniable, que les réponses obtenues seraient totalement différentes si nous avions un aspect asiatique ou caucasien, par exemple.

Les données collectées révèlent une variabilité des résultats, influencée en partie par la posture du chercheur. Cette assertion est étayée par des hypothèses de recherche établies sur la base de travaux reconnus et d'observations récurrentes dans le domaine. Ces hypothèses suggèrent que la manière dont le chercheur interagit avec les participants, interprète les données et articule ses

questions peut influencer les résultats obtenus. Ainsi, la reconnaissance de cette influence du chercheur sur les données constitue un élément clé de la méthodologie et de l'interprétation des résultats de cette étude. La restitution des résultats est garante d'une collaboration active facilitée dans la suite de la recherche (Girin, 1986). Elle participe aux exigences de réflexivité, c'est-à-dire à la manière dont le chercheur rend compte de ses activités, notamment vis-à-vis des praticiens, et intègre leurs réactions (Levy-Tadjine et Paturel, 2012). Dans cette perspective, le chercheur doit faire preuve de réflexivité en explicitant le filtre avec lequel il perçoit les données recueillies sur le terrain (Méliani, 2013). Dans la même ligne, Giddens (1976) soutient que les chercheurs en sciences sociales doivent être conscients de leur propre position et de leur rôle dans le processus de recherche, ainsi que des influences sociales, historiques et culturelles qui façonnent leurs perspectives. Ils doivent donc être attentifs aux biais potentiels et aux préjugés qui pourraient influencer leurs interprétations et leurs conclusions.

Dans cette démarche, nous souhaitons exprimer clairement nos intérêts pour cette recherche.

Économiste de formation, nous tourner vers le monde de la sociologie a représenté plus qu'un défi, une revendication personnelle et professionnelle. Nous nous sommes intéressés à ce sujet suite à notre recherche en master sur le projet alimentaire territorial dans le sud de l'Alsace en France, où les discours, les attributs des acteurs concernés et leurs propres intérêts permettaient d'initier un projet soutenu par tous. Habitant en Europe depuis près de dix années, nous n'appartenons à aucune association publique, privée ou non gouvernementale. Nous sommes inscrits au Laboratoire « Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe » (SAGE) de l'Université de Strasbourg. En tant que doctorant en sciences sociales, nous sommes profondément engagés en faveur de la justice sociale, l'équité et la compréhension des dynamiques de pouvoir dans les sociétés contemporaines. Nos valeurs fondamentales incluent l'engagement envers la participation communautaire, la lutte contre les inégalités et la promotion du bien-être des individus et des communautés marginalisées. En outre, notre thèse n'est pas financée, et nous n'avons jamais reçu aucune aide financière ou bourse de la part d'une institution, ni publique, ni privée. Notre principal objectif est de mettre en lumière les rapports inégaux qui sous-tendent les projets en faveur des habitants précaires, en mettant particulièrement l'accent sur les dynamiques de domination qui peuvent persister malgré les intentions initiales. Nous nous efforçons de dévoiler les structures de pouvoir implicites dans les projets d'AU qui influencent ces projets et de donner une voix aux voix marginalisées, dans le but ultime de promouvoir une société plus juste et égalitaire

3. Données et prises de notes

3.1. La prise de notes

La collecte de données au sein des projets d'AU à Lima a été façonnée par la nécessité de capturer les nuances spécifiques de ces initiatives au sein des quartiers populaires. La prise de notes, une étape déterminant de la collecte de données, a été adaptée pour être sensible aux aspects contextuels particuliers de l'AU dans ce contexte.

Dans l'optique de compter sur des données « le moins impactées » par la présence du chercheur, nous avons observé et analysé des informations parfois complexes à comparer. Ces informations sont contenues dans des documents collectés, tels que des comptes rendus de réunions, des rapports internes ou externes et des discours officiels.

Il importe, pour assurer une certaine fiabilité des informations collectées, de mettre en place des techniques rigoureuses de prise de notes. En effet, la collecte et la « capture » des données doivent être claires pour assurer la traçabilité du raisonnement (Gephart, 2004). Les données recueillies lors d'une recherche sont, selon Girin (1986), de deux natures : certaines constituent des matériaux froids, ceux qui ne sont pas issus de l'investigation en cours, tels qu'organigrammes, règlements, procédures ; d'autres sont considérés comme chauds, en ce sens qu'ils sont produits par le processus d'investigation-même, tels que témoignages, récits, descriptions obtenues notamment dans le cadre d'entretiens, de séances de travail.

Les observations détaillées des pratiques agricoles, des interactions sociales et des dynamiques communautaires ont été consignées avec attention. La prise de notes a été orientée vers la compréhension des gestes symboliques, des rituels culturels et des formes d'expression qui sont spécifiques aux projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima. Cela nous a permis de saisir des éléments tacites et non verbaux, souvent porteurs de significations profondes dans le contexte local.

Les techniques strictement qualitatives travaillent avec le langage social traditionnel, qui se réfère naturellement au registre linguistique et discursif communément utilisé dans les interactions sociales. Ce registre de référence fonctionne non seulement de manière

référentielle, en exprimant des informations factuelles, mais aussi de manière émotionnelle (en soulignant la relation entre le message et son émetteur), connotative (relations entre le message et le récepteur), esthétique (l'objet de la communication est le message lui-même). Le langage comporte également une fonction phatique et métalinguistique (le message a pour objet un autre message), dont les codes sont polysémiques (un signifiant peut renvoyer à plusieurs sens) et connotatifs (il est porteur de valeurs subjectives attribuées au signifiant), dans lesquelles les représentations sociales et les métaphores constituent le matériau que le chercheur analyse et interprète, non pour le quantifier mais pour dévoiler le sens caché qu'elles contiennent (herméneutique) (Pile, 1989).

Pour illustrer, dans les interactions entre les habitants et les chercheurs ou les professionnels impliqués dans les projets d'AU, le langage peut être utilisé pour établir et maintenir le contact social. Par exemple, les salutations, les expressions de gratitude ou les formules de politesse utilisées lors des rencontres peuvent servir à créer un climat de confiance et de collaboration. Dans ce même contexte, le langage est souvent utilisé pour discuter des termes techniques et des concepts spécifiques liés à l'agriculture et à l'aménagement urbain. Les participants peuvent avoir besoin de clarifier le sens de certains mots ou de définir des notions spécifiques pour assurer une compréhension mutuelle. Par exemple, des discussions sur les techniques de culture, les types de sols ou les méthodes d'irrigation peuvent impliquer l'utilisation de termes spécialisés qui nécessitent une explication supplémentaire. Finalement, dans les échanges linguistiques autour des projets d'AU, certains mots ou expressions peuvent avoir plusieurs sens ou connotations, en fonction du contexte et des expériences personnelles des participants. Par exemple, le terme « santé » peut être interprété différemment selon qu'il fait référence à la santé des individus, à la santé des plantes ou à la santé de l'environnement urbain. De même, des mots comme « communauté » ou « participation » peuvent revêtir des significations diverses selon les valeurs et les attentes des différents acteurs impliqués.

Alors que les savoirs scientifiques utilisent le codage par homologie, les savoirs traditionnels reposent sur des systèmes dans lesquels le signifiant entretient un rapport analogique (métaphorique) avec la signification. Ainsi, contrairement aux techniques de consensus (p.e.

Brainstorming, groupe Delphi ou groupe nominal)⁴⁹ la méthodologie structurale ou qualitative non seulement utilise des questionnaires et quantifie les réponses, mais analyse et interprète plutôt le langage pour trouver le sens caché du phénomène social étudié (Urrea et al., 2013).

3.2. La collecte des données

La méthodologie de collecte des données a été adaptée pour être en phase avec la réalité dynamique et parfois informelle des projets d'AU à Lima. Les entretiens semi-structurés ont été privilégiés, offrant un équilibre entre une structure préétablie et la flexibilité nécessaire pour permettre aux participants de partager leurs expériences de manière authentique.

Ainsi, dans le but d'établir une base empirique à notre analyse, nous avons réalisé des entretiens des acteurs concernés dans trois projets d'AU entre février 2021 et janvier 2022. Dans presque tous les entretiens la durée a été d'une heure. Ils ont été enregistrés en utilisant l'enregistreur de notre téléphone portable. L'analyse du langage utilisé ne peut être effectuée avec confiance que s'il existe un enregistrement complet d'une conversation. Les notes griffonnées à la hâte au cours d'un questionnaire ne s'avèrent pas (ainsi que précédemment soutenu) suffisamment précises pour être utilisées de cette manière. Les sessions enregistrées sur des archives « son » fournissent les seules données fiables pour ce type d'analyse. Dans la situation d'une histoire de cas, le choix porte sur le travail avec des groupes ou pas, et sur la réalisation de plusieurs visites. Finalement, nous avons choisi de ne pas travailler avec des groupes eu égard à la complexité des dynamiques de groupe, au risque d'échecs dans le leadership de groupe, à la difficulté de l'analyse de l'information en résultant et, surtout, à la situation sanitaire compliquée à Lima due à la pandémie de la Covid19, qui a rendu quasi impossible la réunion en groupe sur le terrain. Nous avons pu réunir l'ensemble des participants seulement dans un jardin parmi les trois jardins sélectionnés pour cette recherche.

⁴⁹ Le Brainstorming vise à générer un grand nombre d'idées spontanées et créatives sur un sujet donné ; le Groupe Delphi vise à obtenir un consensus sur un sujet à partir d'un groupe d'experts, souvent de manière anonyme et ; le Groupe Nominal cherche à générer des idées et à prendre des décisions à partir d'un processus de discussion et de classement hiérarchique (McMurray, 1994).

Cependant, nous avons effectué des entretiens personnels avec les principaux acteurs des projets⁵⁰ pour trois raisons :

- Premièrement, dans l'étude, il s'avère nécessaire d'entrer dans un processus de compréhension entre nous (chercheur) et le participant. Cela ne peut pas être réalisé immédiatement car, bien que les personnes n'aient pas nécessairement l'intention délibérée d'induire en erreur ou de mentir, il faut du temps pour que la confiance et la communication nécessaires se développent. Il importe donc, tout en tenant compte des contraintes de participation des sujets, prendre du temps avec les participants.
- Deuxièmement, il existe un problème relativement à deux aspects : qui et quels horizons. Les questionnaires fixent inévitablement des ordres du jour et limitent les horizons à discuter. Or, pour parvenir à une compréhension, il importe de laisser se dévoiler les horizons des participants. En une seule rencontre ou entretien, cela s'avère impossible. Une vue partielle du monde vécu du sujet peut être construite à partir des fragments du puzzle qui se révèlent au fil du temps, mais pas instantanément car les personnes que nous rencontrons la première fois ne livrent pas toute leur personnalité et leur expérience.
- Troisièmement, se pose la question du lien entre l'action et la compréhension. Revisiter le sujet signifie que les décisions peuvent être tracées depuis leur conception et leurs rationalisations *a priori*, jusqu'aux actions du sujet et leur rationalisation *a posteriori*. Ainsi, des éléments précédemment cachés du processus décisionnel peuvent être exposés.

En outre, et dans le but de ne pas affecter les interviewés dans cette recherche, nous avons décidé de changer les noms des jardins et des acteurs (sauf les entreprises privées qui n'ont pas fait partie des acteurs interviewés et pour lesquelles nous considérons les déclarations officielles ou publiques). Naturellement, les caractéristiques des projets et des acteurs restent bien évidemment les mêmes. Nous évitons également d'appeler les acteurs comme l'exigent leurs

⁵⁰ Malgré notre insistance, nous n'avons pas eu de réponses de la part des entreprises privées et d'une Fondation internationale, bailleurs de fonds des projets analysés dans cette thèse. En remplacement, comme dit auparavant, nous considérons comme information valide pour l'analyse leurs bulletins de presse, documents et déclarations officielles.

« étiquettes », comme par exemple « agriculteur urbain 1 », « président de l'association 2 », « leader communautaire 1 », ou « manager de l'entreprise 3 ». S'agissant d'une étude sociale critique, nous cherchons l'interprétation des discours générés par des personnes particulières avec leurs propres intérêts, donc les appeler par leur nom (même fictif) nous permet d'éviter des pré-configurations ou des émotions lors de nos analyses.

3.3.Choix des projets d'AU et recrutement des participants

L'univers de l'AU à Lima n'est pas très vaste. Ses promoteurs ont même dû recourir au soutien du mouvement de l'agroécologie (nous expliquerons cette alliance dans la section d'analyse) pour les rejoindre, renforcer leur présence médiatique et atteindre leur objectif d'influencer les décisions politiques en leur faveur⁵¹. Donc, nous avons décidé d'abord de choisir le projet le plus grand et le plus représentatif de l'AU à Lima : le projet « Huertos en Linea », de l'entreprise colombienne de transmission électrique Red Energia del Peru (ISA REP). Ce projet se développe autour de plusieurs jardins dans un même terrain, le plus important (le premier jardin et le plus grand) étant le jardin « Valladolid ». Il nous semble important remarquer que ce projet est le plus médiatisé par la « Plateforme d'agriculture urbaine à Lima » (PAUL), rassemblement de divers types d'acteurs impliqués dans l'AU et qui prétend rassembler toutes les initiatives d'AU à Lima sous son abri.

Pour entrer en contact avec les jardiniers du jardin Valladolid, les participants ont été recrutés grâce à l'aide de ma tante (sœur de mon père) qui dirige le « Verre de Lait » (*Vaso de Leche*) du district de Villa Maria del Triunfo. Elle nous a présenté Mme Gregoria, leader communautaire très connue par les voisins et les autorités municipales, une des principales promotrices du jardin. En raison de la peur de contamination des jardiniers due à la Covid19, Gregoria nous a affirmé qu'ils ne voulaient pas aller au jardin, et encore moins prendre attache auprès de personnes étrangères. Elle nous a donc mis en relation avec le président du jardin, qui est à la fois le président du Réseau des agriculteurs urbains Huertos en Linea (RAU-HEL), qui gère, à part le Jardin Valladolid, sept autres jardins, tous situés dans des terrains sous des lignes de transmission électrique, propriété de l'entreprise ISA REP, laquelle est propriétaire de la concession desdits terrains.

⁵¹ Aujourd'hui, c'est presque une exigence dans les projets de développement de développer cette action, que les gestionnaires des projets appellent « incidence politique ».

Après le choix du projet « Huertos en Linea », nous avons estimé important de considérer un jardin non influencé par la PAUL et sa médiatisation. Nous avons donc choisi un projet avec des caractéristiques distinctes des autres, mais présentant en même temps des similitudes dans leurs conceptions et gouvernance : le projet « Praderas de Vida » et son jardin « Salzbourg ». Dans le cas de ce jardin, un collègue de l'université à Lima nous a mis en contact avec les jardiniers. Il était l'ingénieur en charge de mettre en place (techniquement) le jardin. Il nous a présenté quatre jardinières, dont la coordinatrice/représentante du jardin et leader communautaire : Mme Betty. Avec elles, nous avons réalisé un premier entretien de groupe. Cependant, et dans le but d'obtenir des informations correctement interprétables, plusieurs rencontres à posteriori à plusieurs occasions ont eu lieu de manière individuelle.

Finalement, nous avons sélectionné un projet qui est considéré comme le premier jardin issu de la Plateforme d'agriculture urbaine à Lima (PAUL). Ce projet d'appelle « Sembrando en el desierto » (*Semant dans le désert*) ou tout simplement « SED », et son jardin « Chiclayo ».

Dans le cas de ce dernier projet, nous ne disposions pas de contact qui puisse nous mettre en relation avec un/e jardinier/e ou avec une représentante. Il s'agissait d'un grand défi car, à cause de la peur et des restrictions engendrées par la Covid19, nous avons recherché la manière de parler avec une personne qui travaille dans le jardin et surtout de gagner sa confiance de cette personne pour qu'elle puisse s'exprimer en sûreté. Nous avons souhaité empêcher le discours stéréotypé qu'ils produisent à chaque fois qu'ils côtoient des personnes avec un capital culturel qui leur semble plus élevé (professionnels des ONG et des entreprises privées, universitaires, fonctionnaires publics, entre autres). Nous nous sommes donc présentés à des inconnus, aux voisins du jardin pour qu'ils puissent nous introduire auprès de quelques jardiniers. De cette manière, nous avons essayé d'obtenir l'information au plus près de la réalité de la situation et du moment.

3.4.Méthode de recrutement

La méthode de recrutement a été conçue pour être sensible aux particularités locales. Avec cela, nous cherchons à renforcer la légitimité de la recherche au sein des communautés et la facilité l'accès à des informations spécifiques et pertinentes.

Dans ce contexte, j'ai délibérément opté pour la méthode d'échantillonnage en chaîne⁵² (Johnston et Sabin, 2010) en raison de la nature spécifique de la population cible. Cette approche s'est avérée particulièrement pertinente étant donné la complexité d'atteindre directement les individus correspondant à nos critères de recherche. En sollicitant les participants initiaux, qui partagent des caractéristiques clés pertinentes pour notre étude, nous avons pu établir des connexions au sein de relations sociales spécifiques. Cela a facilité le recrutement de participants partageant des expériences similaires, tout en garantissant une variété d'histoires et de perspectives au sein de notre échantillon.

Pour illustrer, dans deux des projets objets d'analyse dans cette thèse, nous avons d'abord établi le contact avec un leader communautaire bien connu dans le quartier. Cette personne était une figure respectée et avait une influence significative au sein de la communauté. Nous avons ensuite utilisé cette connexion pour entrer en contact avec d'autres jardinières et jardiniers dans le quartier. Cependant, pour éviter toute influence indue de la leader communautaire sur les réponses des participants, nous avons décidé de mener des entretiens individuels avec chaque jardinière et jardinier, garantissant ainsi une collecte de données plus indépendante et diversifiée.

Dans l'autre projet, faute de connaître des personnes de contact spécifiques, nous avons d'abord pris contact avec des résidents du quartier, puis avec certaines femmes impliquées dans les activités de jardinage urbain du projet. Par la suite, ces femmes nous ont introduits auprès de la leader communautaire qui coordonnait l'initiative. Cette approche séquentielle nous a permis de progressivement entrer en contact avec les acteurs clés du projet, tout en garantissant une collecte de données diversifiée et indépendante.

Le recours à cette méthode de recrutement, plutôt que l'utilisation du questionnaire pour trouver des participants, s'explique pour trois raisons :

- Premièrement, le fait de recourir à un(e) représentant(e) ou dirigeant(e) local respecté(e) comme recruteur signifie que nous n'arrivons pas « sans autorisation » (sauf dans un

⁵² L'idée principale de la méthode d'échantillonnage en chaîne est de commencer avec un petit groupe de participants qui correspondent aux critères de l'étude. Après avoir interviewé ou observé ces participants initiaux, les chercheurs leur demandent ensuite de recommander d'autres personnes qu'ils connaissent et qui pourraient également être pertinentes pour l'étude. Ces nouveaux participants recommandés sont ensuite ajoutés à l'échantillon, et le processus se répète de manière itérative, d'où le terme « en chaîne ».

des trois projets), ce qui permet aux jardinières de nous laisser le temps d'une éventuelle discussion. Le recours à cette méthode vise à favoriser la confiance nécessaire à une telle étude.

- Deuxièmement, ce type d'étude nécessite la participation engagée de jardinières, en tenant en compte que celle-ci peut réussir ou échouer. Nous avons considéré que cette façon de procéder augmente en effet, les chances que les jardinières continuent à participer tout au long de la période d'étude.

- Troisièmement, nous ne disposons d'aucune expérience préalable de ce type de recherche et nous espérons que le fait d'être présenté comme un local « de retour » signifierait que leur tolérance à l'égard de notre inexpérience en tant qu'enquêteur serait plus grande. De manière moins satisfaisante, cette méthode de recrutement signifie que les jardinières appartiennent à un « cercle de connaissances » particulier. Bien qu'il soit probable qu'ils aient une série de caractéristiques communes, de la taille du jardin à leurs attitudes commerciales en passant par leurs allégeances politiques, cette recherche s'attèle à délivrer un compte rendu de leurs expériences, plutôt que de représenter une sorte « d'agriculteur urbain » type.

À la lumière de notre première expérience, nous avons tiré plusieurs leçons importantes. Tout d'abord, il est devenu évident que notre manque d'expérience préalable dans ce type de recherche a eu un impact sur notre approche et nos interactions avec les participants. Nous avons réalisé que le simple fait de se présenter comme un local « de retour » n'a pas suffi à compenser notre inexpérience en tant qu'enquêteur.

Ensuite, nous avons compris l'importance cruciale de connaître et de comprendre le contexte local avant d'entreprendre des recherches dans un nouvel environnement. Cette expérience nous a montré que les dynamiques sociales et les réseaux de relations locaux peuvent jouer un rôle significatif dans le processus de recrutement des participants et influencer les résultats de la recherche.

Enfin, nous avons pris conscience de la nécessité d'adopter une approche plus réfléchie et méthodique dans le recrutement des participants, en tenant compte des implications potentielles d'appartenir à un « cercle de connaissances » particulier. Nous avons appris que la diversité des

participants est essentielle pour obtenir une compréhension holistique et nuancée des problématiques étudiées, et nous nous engageons à mettre en œuvre des stratégies de recrutement plus inclusives et équitables dans nos recherches futures.

3.5.Réalisation des entretiens

Les entretiens ont été réalisés de manière diversifiée pour inclure les différentes parties prenantes des projets d'AU à Lima. Les représentantes des diverses ONG, entreprises et organisations internationales ont été interviewées par vidéoconférence en raison de la Covid-19 à Lima, et depuis l'Europe) permettant une exploration approfondie de leurs perspectives et de leurs contributions aux projets.

Cependant, en raison des mesures liées à la pandémie de la COVID-19, l'observation directe d'une journée normale de travail des jardiniers dans les jardins a été entravée. Malgré ces contraintes, une compréhension détaillée de leurs expériences a été construite à travers des entretiens approfondis. Les jardiniers ont partagé leurs défis, réussites et contributions, offrant ainsi une perspective essentielle sur les aspects opérationnels et sociaux des projets d'AU.

Dans deux des projets analysés, à savoir le projet « Huertos en Linea » et le projet « Praderas de Vida », les entretiens ont été réalisés sur les terrains où les jardinières développent ses activités de culture, permettant une exploration approfondie de ses dynamiques spécifiques. Pour le projet « Sembrando en el desierto », les entretiens ont été menés directement chez les jardinières, ajoutant une dimension contextuelle significative à la compréhension des pratiques et des relations sociales au sein de ce jardin particulier.

Dans les trois jardins (ou projets) sélectionnés, lors de la première réunion, nous avons expliqué la nature de l'étude et leur avons demandé la permission d'utiliser un enregistreur. Il n'y a eu aucune objection à cela. Nous avons réalisé 26 entretiens⁵³. Les entretiens ont été organisés sur place. Les rendez-vous se déroulaient en début de semaine à demande des mêmes jardinières (nous ne savons pas exactement leur raisons), bien que cela n'a pas toujours été possible. Les séances ont duré entre 45 et 90 minutes. Au début, nous avons essayé de faire durer les séances près d'une heure autant que possible, mais plus tard, les entretiens ont pris une durée « naturelle

⁵³ La liste exhaustive des personnes interviewées est présente dans les Annexes de cette thèse (Annexe 1).

». Ces longueurs « naturelles » diffèrent d'un cas à l'autre et dépendent de la personnalité du jardinier et de son emploi du temps. Les entretiens ont été menés là où le jardinier le souhaitait. Aucun paiement n'a été offert ou donné.

Bien que Thompson (1978) et Jones (1985) délivrent tous deux des conseils sur les techniques d'entretien, rien ne remplace l'expérience. Un entretien correspond à une situation artificielle et l'intervieweur possède inévitablement un effet sur la nature de l'entretien. Cette démarche consiste à juger cet effet, car il s'avère irréversible : tout entretien renvoie à une intervention. L'idée que l'entretien consiste en une intervention et que le chercheur possède son propre engagement personnel ne remet pas en cause le processus de compréhension. La rhétorique reste inséparable de la structure du savoir.

L'intention est de laisser les répondants parler pour eux-mêmes tout en s'entendant ensemble. Par conséquent, les entrevues se sont déroulées dans une atmosphère sereine, amicale et solidaire. Pendant les entretiens, nous étions disposés à éteindre notre enregistreur (téléphone portable) si le jardinier nous le demandait. Ces garanties s'avèrent essentielles pour instaurer la confiance. En fin de compte, le répondant doit avoir le dernier mot sur ce qui est une information légitime et doit savoir qu'il a le contrôle. Notre rôle consistait à écouter et à sonder plutôt qu'à diriger les conversations. Chaque jardinière disposant d'une personnalité différente, le style d'entretien a donc différé pour chacune d'elles. Certaines personnes ont besoin d'être encouragées tandis que d'autres non. Certaines personnes peuvent être directement interpellées, d'autres non.

À propos, pendant le processus de collecte des données, nous avons rencontré des défis liés à la réticence de certaines jardinières à s'engager dans des entretiens individuels. Plusieurs participantes ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité de dire quelque chose de « mauvais » ou de compromettant, ce qui pourrait entraîner des conséquences négatives pour elles ou pour le projet. Elles ont souvent suggéré de nous adresser à la leader du jardin, affirmant qu'elle était mieux informée et plus apte à répondre à nos questions. Cette réticence à parler directement avec nous soulève des questions importantes sur les relations de pouvoir et les dynamiques sociales au sein du jardin. Nous soupçonnons que la peur de représailles ou de jugement de la part de la communauté a pu dissuader certaines jardinières de partager ouvertement leurs expériences et leurs points de vue. Cette observation souligne l'importance de reconnaître et de prendre en compte les hiérarchies sociales et les relations de pouvoir dans

le processus de collecte des données, et met en lumière la nécessité de créer un environnement sûr et inclusif où les participants se sentent à l'aise de partager leurs perspectives.

Bien que les sessions aient été conçues pour être non structurées et non directives, au cours des premières séances, nous nous sommes trop préparés avec des questions sur divers sujets qui, selon nous, se révèlent importants d'un point de vue théorique (tels que l'histoire de la famille, de la ferme et de la communauté, la nature du travail, les rapports de production capitalistes et précapitalistes et les sensibilités sociales et communautaires). Nous sentions que, pour assurer leur participation continue, nous devions faire avancer les choses. Bien que cela constitue ou non une façon souhaitable de commencer, cela signifie qu'un terrain commun de « faits » a été recueilli à partir de tous les cas.

Même si les entretiens initiaux ne se révèlent pas tout à fait à la hauteur de notre intention de les rendre non-directifs, au fur et à mesure que la confiance et la compréhension mutuelles se sont développés, nous nous sommes simplement présentés et nous avons discuté. Le temps nécessaire pour atteindre ce « stade » a varié dans chaque cas. Au cours de ces dernières séances leur enthousiasme pour le type de recherche que nous menions a commencé à grandir. Très souvent, la ligne de partage entre les séances de « questions-réponses » et les conversations sur l'AU a été marquée par un changement dans la façon dont les choses se déroulaient au jardin. Par exemple, très souvent, la ligne de partage entre les séances de « questions-réponses » et les conversations sur l'AU a été marquée par un changement dans la façon dont les choses se déroulaient au jardin. Par exemple, lorsqu'un visiteur venait ou apparaissait dans le jardin, la dynamique changeait légèrement. Parfois, nous changions de place ou la conversation perdait le ton avec lequel elle se déroulait initialement. De même, les moments où nous passions au déjeuner ont également influencé l'ambiance et la manière dont les jardinières s'exprimaient. Ces transitions ont souvent été accompagnées de changements subtils dans le rythme et le contenu des échanges, mettant en lumière l'importance de prendre en compte le contexte et les circonstances dans l'analyse des interactions sociales au sein du jardin.

Une des « stratégies » d'entretien qui s'est développée a consisté à étayer (ou soutenir) leurs affirmations et leurs opinions, tout en les sondant et en les contestant en utilisant les opinions de « tierces parties » comme sources d'opposition. Cela signifie que les discussions se sont développées dans leur cadre de référence. Nous avons senti, à ce moment-là, qu'il aurait été imprudent de briser cette « étiquette ». De plus, sur le plan théorique, cette technique permet de

comprendre leurs horizons « de l'intérieur ». Bien que les sessions ultérieures fournissent les informations les plus intéressantes sur leur compréhension sur les activités au jardin (ou les activités dites d'AU) et leurs motivations généralisées, les premières sessions n'ont pas été rejetées car elles délivrent des informations précieuses, mais cela ne peut être confirmé qu'en référence aux derniers entretiens.

À l'exception du projet « Huertos en Linea » où travaillent deux ou trois hommes, toutes les personnes qui travaillent dans les jardins sont des femmes. Ceci engendre certaines conséquences sur le style de recherche et sur la collecte des données. Elles jouent en effet, tout d'abord le rôle de femmes de foyer et cela les conduit à identifier à la problématique sociale que le projet d'AU cherche à endiguer ou favoriser (par exemple, l'autonomie ou l'*empowerment* des femmes) plutôt qu'aux avantages économiques ou de santé découlant de ces activités. En effet, elles considèrent toujours toute activité qui se déroule hors du foyer comme positive : se détacher des tâches de ménage à la maison s'avère souvent positif. Cependant, lorsque les jardinières ressentent une responsabilité accrue dans le jardin, que ce soit envers la leader communautaire ou les promoteurs du projet, elles ne perçoivent plus l'activité dans le jardin comme un loisir, mais comme une injonction supplémentaire. Cette pression supplémentaire peut altérer leur perception de l'activité et les pousser à préférer retourner à la maison, où elles se sentent libres des attentes extérieures et peuvent s'adonner à leurs propres activités sans contraintes.

Un autre aspect de ces rôles concerne « l'âge » : tous les jardiniers exerçants correspondent à des personnes âgées, entre 50 et 70 ans (afin de protéger leur identité, nous avons changé leurs noms et les noms de leurs jardins). Il existe ainsi certaines attentes de fond des deux côtés quant à ce qui sera dit et à la manière dont les questions seront discutées. Relativement à cette « étiquette », nous avons tenu compte de ces rôles (de classe, de sexe, de race, d'âge).

Les enregistrements ont ensuite été entièrement retranscrits en espagnol et en partie traduits en français, sous la forme d'une prise de notes approfondie. Bien qu'il n'y ait pas de substitut à la traduction complète (en français), ce compromis s'est avéré pratique. Au niveau narratif, le sujet du dialogue a été évalué. Cela a été réalisé en notant à côté des transcriptions partielles le sujet manifeste en discussion. Parallèlement, d'autres idées et interprétations ont été relevées, puis des sections de dialogue, particulièrement représentatives de vues plus générales, tant

théoriques qu'empiriques, identifiées. Les dialogues et/ou déclarations à utiliser dans l'AD ont été entièrement transcrits (et surtout, réinterprétés) en français.

Parallèlement, lors de l'analyse des dialogues et des déclarations des jardinières, nous avons rencontré des défis significatifs en termes d'interprétation. Les jardinières utilisaient souvent des expressions informelles et des références culturelles propres à leur communauté, ce qui rendait parfois difficile la compréhension de leurs propos pour ceux qui ne sont pas familiers avec leur milieu social et leur langage spécifique. Cette situation a été d'autant plus complexe que même certains Liméniens, en particulier ceux issus de la classe aisée, pouvaient avoir du mal à saisir ces expressions des quartiers populaires. Par conséquent, trouver les mots justes pour retranscrire fidèlement le sens des propos des jardinières tout en les rendant accessibles à un public plus large a été un défi majeur. Nous avons dû faire preuve de sensibilité linguistique et culturelle pour éviter de déformer ou de simplifier excessivement leurs idées et leurs interprétations. Afin de garantir la transparence et la rigueur méthodologique, l'intégralité des entretiens réalisés dans le cadre de cette étude sera mise à disposition des lecteurs en annexe.

CONCLUSION

Nous avons compris que tenir un discours consiste à vouloir agir sur autrui (Weber, 1929 ; Foucault, 1979). Le discours possède ainsi un objectif performatif : il s'agit d'un acte volontariste d'influence. Le contexte se révèle déterminant pour comprendre un énoncé : il convient donc de restituer les actes de langage dans leurs contextes énonciatifs (Seignour, 2009). En effet, un énoncé ne se contente pas de décrire un réel qui lui préexiste ; il construit une représentation du réel. Un discours contient des marqueurs, des « traces » de sa visée persuasive que le chercheur s'attèle à identifier. En ce sens, Ducrot (1980, p.56) déclare que « *la fonction [argumentative] a des marques dans la structure même de l'énoncé (...) : la phrase peut comporter divers morphèmes, expressions ou tournures qui, en plus de leur contenu informatif, servent à donner une orientation argumentative à l'énoncé, à l'entraîner dans telle ou telle direction* ».

L'AD s'intéresse à l'examen du discours, des récits, des textes et du langage du point de vue inspiré par l'idéologie d'une institution particulière. Le choix de l'ACD comme méthode pour analyser les rapports de domination dans les projets d'AU vise à réaliser une analyse critique en profondeur d'un phénomène social et de rendre intelligible son fonctionnement. Les études

critiques, d'après van Dijk (2008), tendent à vouloir établir un lien entre la société (pouvoir et domination) et le discours, les pratiques sociales et les événements étudiés. Ceci explique que l'ACD se préoccupe du lien de pouvoir et de domination entre « *les entités et les classes sociales, entre les femmes et les hommes, entre les groupes nationaux, ethniques, religieux, sexuels, politiques, culturels et sous-culturels* » (Titscher et al., 2000, p.164).

En ce sens, nous avons sélectionné des discours pertinents de la part de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets d'AU à Lima. Il s'agit de discours produits par des organismes internationaux, des organisations locales (ONG et collectivités locales), les médias ainsi que dans des débats et des recherches, et contrastés avec les discours des jardiniers, tout en tenant compte des effets produits par le discours sur ceux-ci (actions développées et mêmes discours générés). Les relations de domination légitimes – en termes wébériens, l'« autorité » – dans les projets d'AU ne peuvent donc se comprendre qu'en prenant en considération le développement de nouvelles formes critiques.

Analyser un discours relève toujours d'une créativité et d'un bricolage. Le profil de l'analyste représente donc une variable importante (par exemple, discipline d'origine, référentiel théorique, compétences, entourage, valeurs, entre autres). Nous considérons donc la place du chercheur comme primordiale dans une recherche ou une étude sociale, et soulignons que la forme et configuration des données collectées par le chercheur découlent de la représentation de celui-ci par les personnes objets d'étude. Les limites de l'expression orale, telles que les tabous par exemple, appellent une production de connaissances de la part du chercheur consistant en une véritable interprétation des discours et de leurs limites. D'autre part, les textes résultent aussi d'une intention de la part des acteurs et cela fait l'objet d'une interprétation de la part de l'analyste.

Dans le même temps, les textes - comme les retranscriptions - constituent bien des données. Nous percevons aujourd'hui l'intérêt de ces données pour éviter certains biais introduits par des techniques plus classiques comme le questionnaire, qui impose des rubriques préétablies et influence les réponses des sujets (Fallery et Rodhain, 2007). En effet, la distinction claire entre les données et leur analyse constitue un défi et un critère de qualité important dans les recherches qualitatives.

Par nature, la position des études de discours dans les sciences humaines et sociales se révèle à la fois forte et faible. Elle est forte parce que ces recherches se situent au carrefour de tous les champs du savoir : toutes les disciplines sont soumises à l'ordre du discours, dans la mesure où le discours constitue l'un des lieux privilégiés où se construit la réalité sociale. Cependant, il est important de reconnaître que la construction de la réalité sociale ne se limite pas uniquement au discours, mais implique également d'autres dimensions telles que les pratiques sociales, les interactions sociales, les institutions, et les contextes culturels.

Les connaissances et les vérités scientifiques ne sont pas des faits absolus ou des réalités objectives indépendantes de tout contexte. Au contraire, elles sont construites et exprimées à travers des discours spécifiques. Ainsi, Piron (2019, p.150) soutient que *« de la même manière qu'une carte géographique représente un territoire toujours de façon partielle sans pouvoir le montrer tel qu'il est dans toutes ses dimensions, les vérités que la science propose correspondent à des « représentations discursives ». Celles-ci se construisent à partir de points de vue situés dans des contextes et des rapports sociaux précis et deviennent des « régimes de vérité ».*

Dans ce contexte, l'herméneutique de profondeur (HP) a été non seulement une méthode, mais une lentille précieuse à travers laquelle explorer les projets d'agriculture urbaine au cœur des quartiers populaires de Lima. L'approche de l'HP proposée par Thompson encourage l'analyste à appréhender attentivement les formes symboliques dans lesquelles les principes de la science de la création s'expriment (les sermons et les conférences, les livres et les articles, les programmes de radio et de télévision, etc.). Elle le conduit à analyser concrètement les conditions sociales dans lesquelles ces formes symboliques sont produites, transmises et reçues.

Cette approche exige aussi une sensibilité de l'analyste à la manière dont les destinataires comprennent ces formes symboliques, ainsi qu'à la signification de l'activité quotidienne de réception. Cela permet aussi à l'analyste d'aller au-delà de la reconstruction de la compréhension des acteurs étrangers et de développer une interprétation plus large de leurs rôles dans la vie de ceux qui les reçoivent.

Chacun de ces projets, choisi pour sa représentativité et sa pertinence dans notre cadre d'analyse, fait l'objet d'une investigation approfondie. À travers une approche méthodologique basée sur l'analyse du discours, nous nous engageons dans une démarche herméneutique de

profondeur. Cette méthodologie nous permet d'explorer les représentations, les discours et les narrations qui sous-tendent ces projets, ainsi que les relations de pouvoir qui les animent.

Les réflexions sur la position du chercheur ont mis en lumière l'importance de cette perspective immersive, façonnant la manière dont les dynamiques sociales ont été perçues et interprétées. La collecte de données, spécifiquement adaptée pour capturer les subtilités de l'AU dans ce contexte, a révélé des facettes insoupçonnées des projets. Les entretiens diversifiés, des représentantes des ONG aux jardiniers eux-mêmes, ont offert une toile complexe des réalités sociales, économiques et culturelles qui tissent l'écosystème de l'AU.

Malgré les défis imposés par la pandémie de la COVID-19, la méthodologie a démontré sa résilience en s'adaptant aux circonstances tout en préservant la qualité des données recueillies. Les ajustements dans la réalisation des entretiens, en particulier, ont été essentiels pour maintenir une approche holistique malgré les contraintes logistiques.

Dans le chapitre suivant (chapitre 6), nous examinerons en détail le premier projet sélectionné, en mettant en lumière les dynamiques spécifiques qui le caractérisent. Les chapitres 7 et 8 suivront cette approche analytique en fournissant une analyse complète des deux autres projets sélectionnés. Ensemble, ces chapitres offriront une vue d'ensemble détaillée de tous les projets étudiés, permettant ainsi une compréhension approfondie de leurs caractéristiques individuelles ainsi que de leurs similarités et différences. À travers cette analyse approfondie, nous chercherons à dévoiler les nuances et les intrications des rapports de domination au sein de ces initiatives d'AU.

Les choix méthodologiques n'ont pas seulement servi à collecter des données, mais agissent comme des instruments permettant de dévoiler les réalités souvent invisibles qui caractérisent ces initiatives cruciales. En guise de transition vers les chapitres suivants, ces considérations méthodologiques ne sont pas simplement des procédures, mais des réflexions ancrées dans la nécessité de rendre compte des voix des participants, de déconstruire les relations de pouvoir et d'offrir une vision authentique des enjeux auxquels sont confrontés les acteurs de l'AU dans les quartiers défavorisés de Lima.

Pour conclure, la partie III représente une phase essentielle de notre recherche, où nous traduisons nos outils conceptuels en une exploration empirique rigoureuse et méthodique.

Chaque projet examiné apporte des éclairages uniques, contribuant ainsi à une compréhension plus approfondie des dynamiques complexes qui animent l'AU dans les quartiers populaires de Lima.

PARTIE III : Représentations et pratiques - l'analyse des trois projets d'AU

CHAPITRE 6 : Le projet « Huertos en Línea » - Jardin Valladolid

1 L'analyse sociale

À Lima, l'écosystème de l'AU se caractérise par une complexité inhérente à la diversité marquée des acteurs impliqués dans sa promotion et sa pratique. L'initiation simultanée de projets, conjuguée à l'exploration parallèle des dynamiques au sein des structures gouvernementales, des ONG, des entreprises sociales, des entreprises privées et des organisations internationales liées à la supervision du projet « Huertos en Línea » (cette analyse s'étendant également aux deux autres projets étudiés), nous offre l'opportunité de comprendre comment les décisions et politiques institutionnelles, émanant de divers acteurs, exercent une influence déterminante sur la dynamique sociale et les rapports de pouvoir au sein de ces communautés défavorisées.

La dynamique des acteurs au sein du projet « Huertos en Línea » (*Jardins en ligne*)⁵⁴ est assez embrouillée et implique plusieurs entités interagissant de manière cruciale. Les principaux protagonistes de cette initiative sont les suivants :

- **Entreprise privée « Red de Energia del Peru (*Réseau d'énergie du Pérou*) - ISA REP » :**

L'entreprise privée Red de Energia del Peru (ISA REP) est à l'origine du projet d'AU « Huertos en Línea ». Celle-ci appartient à un groupe d'entreprises qui s'appelle « Grupo ISA » (*Groupe ISA*), ayant la plus grande participation l'entreprise « Interconexion Eléctrica S.A. » (ISA). C'est la raison pour laquelle l'entreprise « Red de Energia del Perú » a décidé d'adopter la dénomination « ISA REP ». En plus d'avoir initié le projet, elle en assume la responsabilité du financement et de la supervision globale. En tant que propriétaire du terrain où se déroulent les activités du jardin, elle joue un rôle central dans la mise en œuvre et le suivi des activités.

- **ONG « IPES Promocion del desarrollo sostenible (*IPES Promotion du développement durable*) - IPES » :**

⁵⁴ Dans ce cas, le mot « línea » en espagnol fait référence aux jardins situés « à la file » et « sous les lignes de transmission ».

L'ONG « IPES », une organisation non gouvernementale péruvienne, joue un rôle crucial en tant que partenaire et promotrice majeure du projet, surtout dans les premiers pas du projet. Sous la direction de Noemi Soto, directrice de l'ONG, IPES fournit des conseils techniques et organisationnels essentiels pour le développement et la gestion du projet.

- **Mme Gregoria Flores :**

Mme Gregoria Flores, une figure éminente dans le quartier et largement reconnue dans le district, joue un rôle crucial dans le projet. En tant que leader communautaire et porte-parole du jardin Valladolid, elle exerce une influence significative au sein de la communauté. De plus, en tant que salariée de l'entreprise ISA REP, occupant le poste de promotrice des jardins, elle constitue le lien exclusif entre le jardin et l'entreprise ISA REP qui soutient le projet.

- **Association « Réseau d'agriculteurs urbains Huertos en Linea » (RAU-HEL) :**

L'Association « Réseau d'agriculteurs urbains Huertos en Linea » (RAU-HEL) est une entité centrale dans le projet, représentant les jardinières impliquées. Cette association a été créée à partir du projet « Huertos en Linea », prétendant incarner les intérêts et les préoccupations des jardiniers participant au projet.

- **Jardinières / bénéficiaires :**

Les jardinières, principales bénéficiaires du projet, sont des habitantes des environs du jardin « Valladolid », provenant de zones précaires. Elles participent activement aux activités du projet, notamment aux travaux de culture dans le jardin. La plupart sont des femmes âgées issues de foyers défavorisés.

- **Université Nationale Agraire La Molina (UNALM) :**

L'Université Nationale Agraire La Molina (UNALM) joue un rôle essentiel dans le projet en validant et légitimant les actions entreprises par l'IPES. Mandatée par cette dernière, l'UNALM apporte une légitimité scientifique aux initiatives du projet. Saray Siura, professeure

d'horticulture à la faculté d'agronomie de l'UNALM, agit en tant que représentante de l'université.

- **Municipalité de Villa Maria del Triunfo**

La Municipalité de Villa Maria del Triunfo a joué un rôle crucial en soutenant l'AU dans le district dans le début des années 2000, comme en témoigne la promulgation du Décret Municipal 021-2007-VMT en 2007. Bien qu'actuellement n'est pas si impliquée dans le projet, elle fournit un approvisionnement en eau, par le biais de camions-citernes, ainsi que parfois quelques intrants pour les activités du jardin, dans le cadre du décret municipal.

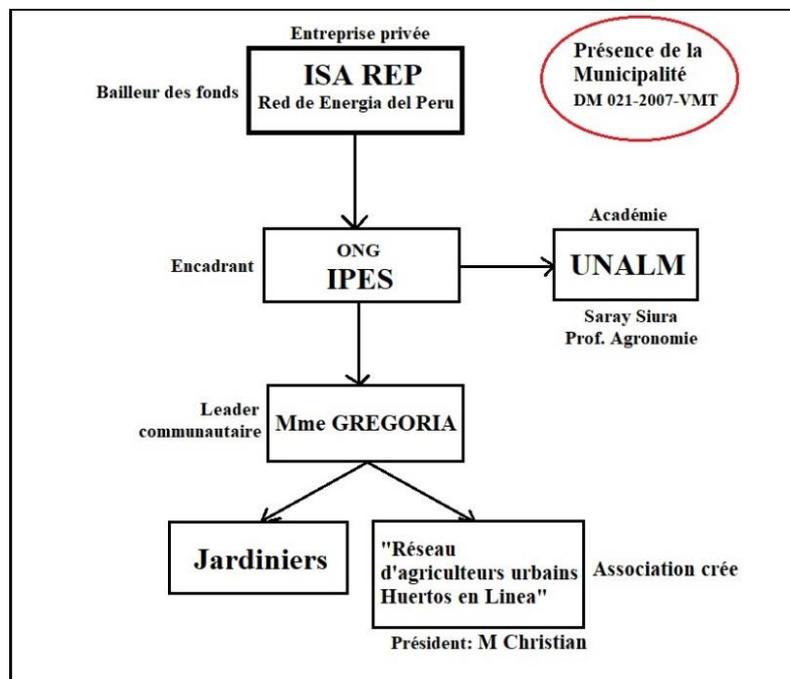


Figure 8: Schéma organisationnel du projet « Huertos en Linea », illustrant les principaux acteurs et leurs interactions au sein de cette initiative. Source : l'auteur.

La disposition du schéma organisationnel reflète la complexité des relations de pouvoir au sein du projet. Bien qu'ISA REP (entreprise finançant le projet) occupe la position la plus élevée dans la hiérarchie, c'est l'IPES (ONG) qui exerce une influence directe sur les autres acteurs (ISA REP pourrait exercer une influence indirecte, comme nous l'explorerons par la suite). Cette position confère à l'IPES un rôle central dans la prise de décision et l'orientation du projet. Cependant, leur autonomie financière est limitée, car ils ne peuvent pas prendre de décision sans l'approbation préalable d'ISA REP.

Nous avons choisi de décomposer la figure des jardiniers en deux entités distinctes : les individus qui cultivent la terre et l'association des agriculteurs urbains créée par/ pour le projet. Cette distinction a été faite pour refléter la réalité dynamique et stratégique du projet. D'une part, en reconnaissant le rôle essentiel des jardiniers individuels, nous mettons en lumière leur contribution directe au maintien du jardin (et donc du projet). D'autre part, en créant une entité distincte sous forme d'association, nous reconnaissons la nécessité pour les promoteurs et encadrants du projet de présenter une image collective et structurée lorsqu'ils médiatisent ou justifient leurs activités.

L'une des particularités les plus saillantes des informations recueillies dans le cadre de cette recherche consiste dans les différentes versions sur la création et l'exploitation du jardin. Le jardin Valladolid résulte de l'implémentation du projet « Huertos en Línea » (*jardins en ligne*) de l'entreprise d'électricité « Red Energía del Perú », ou plus simplement ISA REP. Or, cette initiative est promue par des acteurs qui n'appartiennent pas à l'entreprise. Cet élément représente l'un des principaux problèmes dans les relations dans le projet.

En raison des restrictions liées à la pandémie de la COVID-19, nous avons été confrontés à des défis logistiques dans la réalisation de rencontres en personne avec les jardinières du jardin Valladolid. Les femmes (âgées dans la majorité) ont exprimé une préférence marquée pour rester à la maison, évitant ainsi tout risque potentiel. En conséquence, la dynamique sociale du jardin, telle que présentée dans cette analyse, repose en grande partie sur les déclarations de M. Christian, président du jardin Valladolid fournissant une perspective importante mais potentiellement biaisée, soulignant l'impact des contraintes imposées par la situation sanitaire sur nos méthodes de collecte d'informations.

Il est également pertinent de noter que, bien que certaines jardinières aient été rencontrées sur place, elles se sont limitées à des visites rapides principalement axées sur l'arrosage des cultures avant de quitter rapidement le jardin. Ces brèves interactions ont fourni quelques opportunités de dialogue, bien que teintées d'une réticence palpable. Certaines jardinières semblaient hésitantes à partager leurs perspectives directes, manifestant une certaine crainte et préférant décliner les questions en suggérant de s'adresser à Mme. Gregoria, la leader communautaire. Cette attitude souligne une réticence à exprimer des opinions par crainte de dire quelque chose de mal interprété, illustrant ainsi les nuances de la dynamique sociale au sein de ce jardin spécifique. Ces observations soulignent l'importance de reconnaître et de prendre en compte

les divers facteurs qui influent sur la communication et la participation des jardinières dans le contexte actuel.

1.1.Création du projet « Huertos en Línea » et analyse institutionnelle

En 1999, le maire de Villa María del Triunfo et quelques conseillers ont entamé un processus de formation promu au niveau de l'Amérique Latine par l'organisme international « Research in Urban Agriculture Farming » (RUAF)⁵⁵, ce qui leur a permis d'approfondir leurs connaissances sur la contribution de l'AU dans la lutte contre la pauvreté et d'autres problèmes générés par le processus d'urbanisation et réfléchir à ses potentiels et à ses risques. Ils ont partagé les leçons apprises et participé à des événements régionaux et à des espaces de réflexion/discussion avec diverses villes d'Amérique latine qui avaient mis en œuvre des programmes/projets municipaux d'AU.

Certains jardins trouvent leur origine au début des années 2000, occupant principalement des espaces restreints, parfois situés à proximité (à côté) des maisons des jardiniers de la zone, dans les écoles, ou dans de petits espaces au sein des *comedores populares* (cantines populaires). Les jardins n'ont pas eu l'impact escompté au départ, et simultanément, le soutien financier et logistique de la RUAF a considérablement diminué. Entre 2005 et 2007, le district de Villa Maria del Triunfo a ainsi connu une réduction de l'intensité des activités liées à ce qui était alors désigné comme l'agriculture urbaine. Cependant, au début de 2007, ces activités ont été renforcées par un deuxième soutien de la RUAF.

Ainsi, en 2007, avec l'appui de la RUAF et les conseils de l'ONG péruvienne « IPES Promoción del desarrollo sostenible » (*IPES promotion du développement durable*), (ci-après tout simplement IPES)⁵⁶, différentes actions sont lancées, en se reflétant dans des faits (cette fois-ci) concrets, notamment la promulgation du Décret Municipal 021-2007-MVMT qui cherchait à « reconnaître l'AU comme une activité constante et légitime dans le district et comme une stratégie de lutte contre la pauvreté qui contribue au développement économique local ; et la création de la sous-direction d'AU, qui serait en charge de la Direction du développement économique local »⁵⁷. Dans cette perspective, une somme de 35 000 dollars est

⁵⁵ Pour rappel, voir Chapitre 3, section 3.

⁵⁶ Comme nous l'avons vérifié dans les informations officielles, IPES ne fait pas référence à des sigles, mais à un nom propre.

⁵⁷ Voir Décret Municipal OM 021-2007-MVMT dans Annexes (Annexe 2)

allouée aux activités de promotion de l'agriculture urbaine, tandis que 20 000 dollars sont alloués à la sous-direction de l'agriculture urbaine pour les dépenses liées aux ressources humaines et à la logistique, représentant ainsi 2% du budget municipal total de cette année. Ces directions et sous-direction sollicitent la participation de diverses institutions et ONG pour la réalisation du « Plan concerté de développement économique », qui comprend quatre axes principaux : commerce, services, production et AU. Il est important de noter que, bien que le décret municipal soit toujours en vigueur, l'implication de la municipalité dans les activités liées à l'AU s'est considérablement réduite au fil du temps. Autrefois, au moment de la publication du décret, la municipalité était fortement impliquée dans la mise en œuvre du projet « Valladolid ». Cependant, avec le changement de gestion municipale et l'évolution des orientations politiques, cette présence s'est progressivement atténuée. Aujourd'hui, la municipalité semble être impliquée dans ces activités plus par obligation légale que par réel intérêt ou engagement.

L'inclusion de l'AU dans le Plan de développement du district a fait l'objet de nombreux débats et critiques par certains conseillers à l'époque, en raison du manque important d'informations réelles sur les activités d'AU et sur les personnes appelées à devenir ces « agriculteurs urbains ». En dépit de ces discussions, l'inclusion dans le Plan de développement économique du district de Villa Maria del Triunfo a reçu l'approbation à la majorité.

En ce sens, et pour pouvoir mener à bien ces actions de promotion, la nécessité de disposer de terrains pour y aménager un jardin s'est imposée. C'est dans ce contexte que le terrain appartenant à ISA REP émerge. L'entreprise dispose d'une bande de terre de plusieurs kilomètres qui s'étend sur le district (voir figure 1), et traversée par les lignes électriques, plusieurs jardins ou potagers se sont développés issu de la première vague de promotion par la Municipalité au début des années 2000. Un premier contact est alors établi, selon l'actuel président du jardin Valladolid, M. « Christian », avec ISA REP par l'intermédiaire de l'ingénieur « Lucho », qui a travaillé dans le service du développement social de l'entreprise, car « *il aimait 'le vert' [la verdure]*⁵⁸ ». Ainsi, la municipalité de Villa Maria del Triunfo et d'autres organisations (comme IPES ou RUAF) proposent de créer un jardin aux proportions importantes sous des lignes électriques. La création de ce jardin bénéficie à la fois à la

⁵⁸ Les discours des jardiniers sont principalement composés par des argots et un langage très informel et particulier. Dans le but d'une meilleure compréhension, nous précisons entre crochets parenthèses ce à quoi faisait référence l'interviewé.

municipalité dans son objectif de promouvoir l'AU et à ISA REP en renforçant sa politique de responsabilité sociale et surtout en prévenant les invasions de terrains sur sa propriété. Cette initiative est particulièrement pertinente compte tenu des graves problèmes de logement rencontrés par les migrants venant d'autres régions de Lima, qui ont tendance à s'installer dans la capitale de manière informelle et souvent illégale, en occupant des terrains vides sans autorisation. En mettant en place des projets comme ce jardin, ISA REP peut prévenir ces occupations illégales et contribuer à la résolution de ce problème majeur.

À la suite de quelques réunions, et à des fins administratives et budgétaires, le projet « Huertos en Linea » d'ISA REP est créé, et avec lui le premier fruit du projet, le jardin Valladolid. Le « Réseau d'agriculteurs urbains Huertos en Linea » (RAU-HEL) voit également le jour, remplaçant l'ancien « Réseau des Agriculteurs Urbains de Villa Maria del Triunfo » (RAU-VMT), créé à l'initiative de la municipalité de Villa Maria del Triunfo et du RUAF au début des années 2000. Le projet réunit les jardins déjà aménagés de manière informelle sur leurs terres en contrebas des lignes d'électricité, et ceux qui restent à créer. Le soutien et la promotion des jardins créés auparavant (hormis les terrains d'ISA REP) prend fin :

« ...on a commencé à 'marcher' [on a démarré] en rassemblant tous les jardins en général, c'est-à-dire qu'il y avait de jardins communaux, familiaux et institutionnels. Alors, qu'est-ce qu'il [sic] s'est passé ? Il y a eu une division par ici parce qu'il est apparu [sic] ce projet « Huertos en Línea ». Quand cela a commencé (...) alors ils ont commencé à le centraliser un peu. Je disais 'pourquoi faire un divisionnisme [sic] ? Si nous commençons en tant que RAU-VMT, nous devrions continuer comme ça' ». M. Christian, président du jardin Valladolid (9 février 2021)

ISA REP se présente alors comme l'institution la plus importante, consacrant un budget significatif au développement du projet « Huertos en Linea », et les activités se déroulent sur des terrains lui appartenant. Cependant, ces activités ne pourraient se concrétiser sans le soutien et l'expertise d'une organisation ou d'une société de conseil spécialisée dans les projets de développement, particulièrement dans des contextes similaires à ceux où les jardins sont implantés. Ainsi, l'ONG péruvienne « IPES » est sollicitée par ISA REP pour la gestion du projet. La directrice d'IPES, Mme Noemi Soto, est une personnalité reconnue dans les instances

municipales en raison des activités et interventions déjà réalisées au sein de l'association IPES⁵⁹.

Selon l'information de son site d'internet officiel, l'IPES est une « organisation privée de développement », gérée sous format d'une ONG. Elle offre des services d'implémentation des projets sociaux dans des quartiers défavorisés de Lima. Noemi Soto, directrice de l'IPES, affirme que *« l'IPES a été créée en 1984. Et j'y travaille depuis que je suis stagiaire. Je suis sortie et revenue plusieurs fois. Depuis ses origines, l'IPES s'intéresse aux déchets. La question environnementale est donc un axe de développement pour l'IPES. La question des déchets est dans quelque sorte son spécialité. (...) En 2000, nous avons commencé à travailler sur les questions d'AU »*. En effet, l'IPES se présente dans le district de Villa Maria del Triunfo comme l'une des figures centrales pour tout projet social qui s'y met en place. Une autre association tout aussi réputée que nous avons observée est l'association « Institut de Développement et de l'Environnement » (ou tout simplement « IDMA », sigles en espagnol). Nous nous y référons dans le chapitre 7 lors de l'analyse du projet « Praderas de Vida ».

Ainsi, les habitants dont les zones sont les scénarios des projets de développement menés par des ONG, telle que l'IPES, contemplent les représentantes de ces associations comme des figures portant une forte connaissance des problèmes qui affligent les quartiers, auxquelles il faut montrer un certain respect. Ceci est confirmé par les déclarations des trois leaders communautaires contactées, ainsi que par M. Christian et par les jardinières. : « (en se référant aux représentants de l'IPES) *je sais qu'ils sont assistés à l'université, qu'ils ont des connaissances, peut-être nous ne saurons comme ça... mais je connais la réalité pratique de cette situation* », déclare par exemple M Christian (15 février 2021).

Ainsi, l'IPES entame la structuration du projet et la formulation de son modèle économique. En syntonie avec ISA REP et la Municipalité, l'IPES propose le projet « Huertos en Linea » avec pour objectif de fournir quelques légumes aux personnes en situation de pauvreté. Cela pourrait contribuer à atténuer la faim dont souffrent certains foyers se trouvant dans les alentours du projet.

⁵⁹ L'IPES fait partie des membre fondateurs de la Plateforme d'Agriculture Urbaine de Lima (PAUL), un regroupement qui rassemble toutes les associations liées aux activités d'AU, et pour cette raison le projet « Huertos en Linea » se présent dans les réseaux sociaux et publicité comme partie de la PAUL. Nous faisons référence plus en détail de la PAUL dans le chapitre 8.

Dans ce contexte, la question de déterminer les personnes qui devraient travailler dans le jardin Valladolid s'est posée, tout comme la manière de convaincre ou de convoquer les personnes à consacrer du temps au jardin. C'est à ce moment qu'intervient l'une des figures les plus importantes et médiatiques des jardins jusqu'à ce jour : Mme Gregoria⁶⁰. Son rôle au sein du projet se révèle extrêmement important pour l'analyse des dynamiques relationnelles, puisque par sa voie, diverses personnes se sont mobilisées pour participer dans les jardins gérés par ISA REP.

Les initiatives d'AU à Villa María del Triunfo sont actuellement consolidées sous l'égide d'ISA REP, avec son projet phare « Huertos en Linea ». Dans ce contexte, ISA REP accorde une importance particulière à la participation des femmes, promouvant activement leur implication. Cependant, il est crucial de noter que cette orientation ne découle pas uniquement d'un intérêt intrinsèque plus élevé des femmes pour ces initiatives. En réalité, c'est surtout le fait que les femmes plus âgées, souvent confinées à leur domicile, ont le temps de consacrer à l'arrosage et à l'entretien des jardins.

Cette observation met en lumière une distinction essentielle dans la perception de ces activités au sein de la communauté. Nous verrons que tant les hommes que les femmes considèrent le jardinage et la culture non pas comme une source de revenu ou de profit, mais plutôt comme une activité de loisir ou de distraction. Les hommes, pour la plupart, s'engagent dans des activités rémunératrices ailleurs, tandis que les femmes qui restent à la maison assument la responsabilité de leurs foyers et intègrent désormais la gestion du jardin dans leurs tâches quotidiennes.

Un aspect notable de cette dynamique réside dans l'influence significative de la leader communautaire, Mme Gregoria, sur les femmes au sein des foyers. Cette influence semble découler en partie de la disparité d'éloquence qui existe entre elles. La capacité de Mme Gregoria à communiquer efficacement avec les femmes au sein de la communauté renforce son rôle en tant que médiatrice et facilitatrice, contribuant ainsi à façonner la participation des femmes dans les initiatives d'AU à Villa Maria del Triunfo.

⁶⁰ Bien que nous ayons signalé l'attribution de pseudonymes aux jardins et jardiniers interviewés, dans le cas de Mme Gregoria nous avons décidé de maintenir son identité en raison de son statut de salariée d'ISA REP et de ses déclarations dans des plateformes officielles.

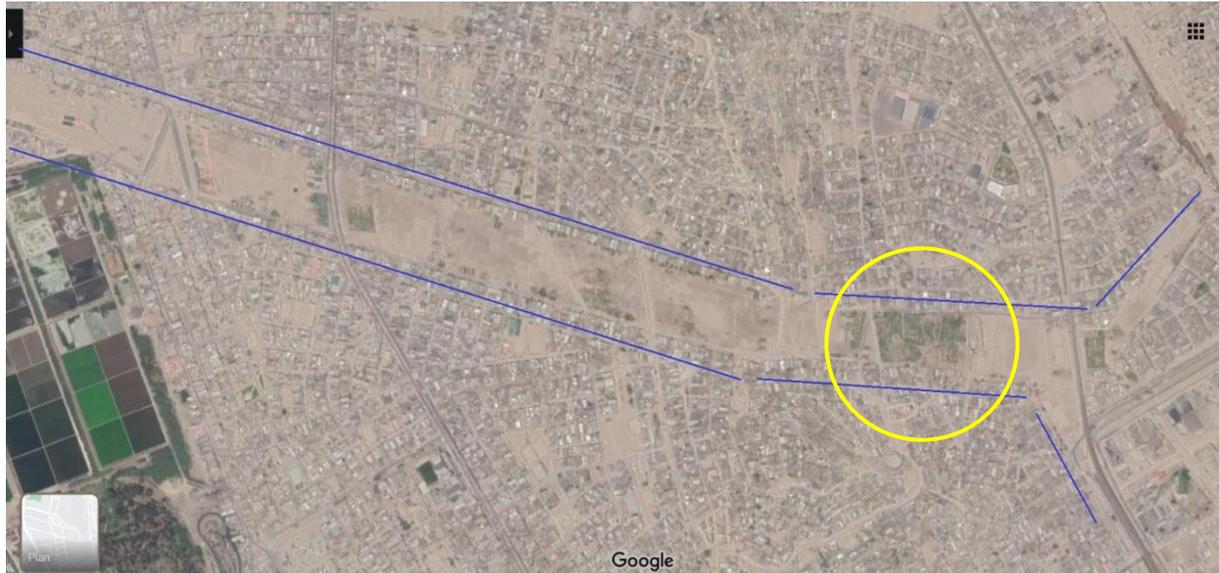


Figure 9: Vue aérienne de la bande de terrain à travers laquelle passent les câbles électriques (remarqués par les lignes bleues) appartenant à ISA REP (au sein du cercle jaune se trouve le jardin Valladolid). Source : Google Maps 2022

1.2.La stratégie de prise de contact avec un leader communautaire

Madame Gregoria incarne le parcours d'une femme qui, jusque dans les années 1980, avait consacré sa vie au foyer. Cependant, son intérêt croissant pour la vie communautaire et politique l'a conduite à s'impliquer activement dans les affaires de son quartier. Grâce à ses interactions avec les autorités municipales, elle a acquis un poste de rang inférieur au sein de la municipalité de Villa Maria del Triunfo. C'est là qu'elle a croisé le chemin de Mme Noemi Soto, directrice de l'ONG « IPES ». Ensemble, elles ont entrepris la mise en place de projets sociaux, notamment dans le domaine de la gestion des déchets, marquant ainsi le début d'une collaboration fructueuse.

« Depuis ses origines, l'IPES s'intéresse au travail avec les déchets. La question environnementale est donc un axe de développement pour l'IPES. La question des déchets est, on va dire, sa spécialisation. » (Mme Noemi Soto, directrice de l'IPES. 18 mars 2021)

Cette relation solide a perduré au fil de temps, et a été renforcée au début des années 2000, lorsque le thème de l'AU est devenu prépondérant. Dans le cadre du projet « Huertos en Linea », Noemi Soto a eu la vision d'impliquer Mme Gregoria pour faciliter l'approbation et l'acceptation du projet par les résidents appelés à travailler dans le jardin.

« Gregoria motive et mobilise les gens, elle est une leader communautaire, elle est promotrice... ». (Mme Noemi Soto, directrice de l'IPES. 18 mars 2021)

Son engagement direct visait à favoriser le développement de projets impliquant les habitants des quartiers avoisinants, ce qui a conduit à son embauche dans le projet par l'ISA REP, qui lui a attribué le poste de « promotrice des jardins urbains ».

« Ils m'ont dit 'Gregoria, qu'est-ce que tu penses si je te « soutiens » [je te paie] avec ton billet [de bus] et avec ton repas, et que tu surveilles tout cela', et c'est alors qu'ISA REP a lancé son projet 'Huertos en Linea' ». (Mme Gregoria, 4 février 2021)

Cependant, et il importe de le souligner, Mme Gregoria n'a jamais été transparente avec les jardiniers au sujet de sa relation de travail avec ISA REP, même si cette relation s'avère connue de tous. Lors de nos différentes rencontres avec Mme Gregoria, elle a toujours ouvertement nié être une employée d'ISA REP (4 février 2021) :

- *Enrique Serrano : Êtes-vous salariée d'ISA REP, non ?*
- *Mme Gregoria : Non non non... je ne suis pas partie d'ISA REP. Je... enfin.... Je.... Je coordonne avec ISA REP, je lui cherche en tant qu'allié [à ISA REP], pour moi c'est un allié.*
- *ES : Mais quelle est exactement l'activité pour laquelle vous êtes rétribuée ?*
- *G : Bon, parfois ils 'reconnaissent' mon billet de bus, mon repas... mais surtout... euh... je le fais volontairement pour contribuer à la communauté, pour les gens qui ont en besoin, tu vois ?*

Cette « discrétion » sur sa relation avec ISA REP et ses rétributions apparaît même auprès du président du jardin Valladolid, M. Christian (9 février 2021) :

- *M. Christian : Mme Gregoria est salariée d'ISA REP.*
- *Enrique Serrano : du coup elle reçoit un salaire ?*
- *C : non, elle dit que c'est juste un pourboire...*

En employant le mot « pourboire », Mme Gregoria tente de minimiser et d’informaliser sa relation avec ISA REP. Utiliser le terme de « salaire » implique qu’elle représente plutôt les intérêts de l’entreprise. Le terme de « pourboire » au Pérou s’avère plus lié aux activités *ad honorem* payées avec un montant symbolique, généralement faible. À cet égard, une publication réalisée par trois chercheurs embauchés par l’ONG Canadienne « Canadian University Service Overseas », appelé officiellement « CUSO International » (ci-après, CUSO) en 2019, confirme le paiement d’ISA REP à Mme Gregoria, sans le mentionner spécifiquement :

« ...le rôle de l’entreprise REP dans « Huertos en Linea » semble être unique. En effet, c’est la seule entreprise qui FINANCE UNE RESSOURCE HUMAINE⁶¹ pour coordonner les activités des jardins... ». (Kohn et al., 2019)⁶²

La présence de Mme Gregoria, grâce en partie à sa manière d’être, à son éloquence et à sa forte personnalité, impose un degré d’autorité non négligeable à tous les participants au jardin. Ainsi, ce que dit Mme Gregoria, c’est ce qu’il faut faire. Étant considérée comme une figure qui « représente les intérêts des jardiniers », il est supposé que ses indications sont en leur faveur. Cependant, M. Christian, sachant quel rôle elle remplit en tant qu’employée d’ISA REP, souligne le caractère ambigu de cette représentation des intérêts : « [Mme Gregoria] est comme une promotrice d’ISA REP, d’eux, pas de nous, c’est-à-dire qu’elle fait partie d’ISA REP, elle est la responsable... la « technique » (la spécialiste) plus que tout, non ? » (9 février 2021).

La figure de Mme Gregoria devient encore plus intéressante si nous considérons qu’elle exerce un double rôle, puisque, en plus de sa figure de leader de communauté, de salariée d’ISA REP (étant le seul lien entre les jardiniers et l’entreprise), elle représente aussi l’« agricultrice urbaine ». Même si elle possède une parcelle dans le jardin Valladolid, elle n’y va pas tous les jours et délègue les soins de sa parcelle aux jardiniers, considérant cela comme « un service ». Cependant, dans le cadre de la publicité réalisée par ISA REP dans le cadre de ses activités promotionnelles de son service de RSE, elle représente les jardiniers. C’est là que le nom de son poste (promotrice) se révèle important puisqu’il n’implique pas nécessairement une relation avec l’entreprise ou un rapport d’autorité avec les autres jardiniers. L’image qu’elle nous offre

⁶¹ Lettres majuscules ajoutées pour souligner la référence à Mme Gregoria.

⁶² Kohn, A. et al., (2019). “Agricultura urbana en Peru: estudio de 5 casos en Lima Metropolitana”. CUSO International/ IPES

correspond plutôt à celle d'une dame qui se consacre à son jardin, comme le confirme la publicité médiatique diffusée par les promoteurs de la PAUL.

Enfin, il convient de souligner que le fait que Mme Gregoria représente davantage les intérêts d'ISA REP ne signifie pas qu'elle ne souhaite pas le développement des jardiniers. Bien au contraire, son objectif consiste dans la possibilité pour les jardiniers de travailler leur terre sans aucun inconvénient, quelle que soit leur figure représentative (après tout, elle est une « promotrice » des jardins et leur échec serait le sien).

1.3. Les relations internes

1.3.1. La relation de Mme Gregoria et M. Christian, entre autorité et manque de reconnaissance

M. Christian, dans de nombreux passages de ses déclarations, se présente comme le véritable représentant des jardiniers contre les intérêts d'ISA REP (représenté, à son tour, par Mme Gregoria). Par exemple, lorsque Mme Gregoria, par ordre d'ISA REP, souhaite que tous les membres du jardin signent un document qu'elle appelle « engagement », M. Christian réagit ainsi :

« Je dis 'Mme Gregoria, quand l'on a accordé [quand on s'est mis d'accord sur] cela ? Quand ?', 'Non, M. Christian, c'est comme ça tous les ans'; 'Tous les ans ? Et où est ce document que je n'ai jamais vu tous les ans ?' (...) Je lui ai dit 'non, je ne suis pas d'accord, je ne peux pas signer', elle me dit 'sinon on va le sortir', 'non, ce n'est pas que vous allez me jeter dehors. Je ne vais pas bouger. Je vais au fait qu'il y a déjà un document signé précédemment et vous le savez madame... ou est-ce que je me trompe' (...) Même l'année dernière : 'non madame je ne vais pas signer, si je dois quitter, j'quitterai', lui ai-je dit ». (15 février 2021)

Un autre fait dont M. Christian se souvient et relaté par ses soins permet d'éclairer sur le type de relation qu'il entretient avec Mme Gregoria. Cela, se déroule lors de « coordination de travail » [réunion] entre un représentant de l'ISA REP, un membre de l'ONG IDMA (Institut de développement et de l'environnement), Mme Gregoria et M. Christian, en tant que président du RAU-HEL (Jardin Valladolid) :

« ...et la jeune femme commence et dit : ‘Messieurs, vous savez quoi ? On va élargir nos activités dans le « cono » [cône ou zone] nord de Lima, nous allons y faire des jardins, et nous allons y porter le nom de « Huertos en Línea » au cono (zone) nord, avec toute la connaissance de Villa Maria’. Je demande - si personne ne demande, personne ne se plaint, personne ne dit rien - je leur dis : ‘Madame, une question, quel est l’intérêt ou l’avantage ? Le pour et le contre pour Villa Maria del Triunfo sur la question de « Huertos en Línea » ?’, ‘Monsieur Christian, - m’a-t-il dit- c’est le projet d’ISA REP’, ‘On est d’accord, mademoiselle, c’est le projet REP... mais d’où est né ce projet ? Dites-moi où le projet est né et comment il a été fabriqué. À vous de me dire ! C’est pour ça que je vous demande quel bénéfice va avoir Villa Maria del Triunfo’ (...) Mais non, ils se sont énervés ! ‘Monsieur Christian, vous comme toujours blablabla’, ‘Ah ok...’, je suis resté silencieux. Personne n’a rien dit, personne ! (...) Après deux jours, je me rends compte qu’une des dames avait entendu de Mme Gregoria et d’une dame d’ISA REP que je m’étais gâté. Gâté en élevant la voix [envers] des personnes qui ne peuvent pas parler ? C’est ça se gâter ? ». (M. Christian, 15 février 2021)

La relation entre Mme Gregoria et M. Christian en dehors du projet (plus précisément lors de rencontres informelles dans le jardin ou ailleurs) dans ses grandes lignes se révèle amicale et positive. Cependant, des frictions entre M. Christian et Mme Gregoria s’observent très fréquemment lors de réunions dans le cadre du projet (se déroulant avec la participation de représentants des ONG’s et d’ISA REP).

L’exemple de la réunion entre un représentant d’ISA REP, un représentant de l’IDMA (embauché par ISA REP), Mme Gregoria et M. Christian pour aborder la question de la certification agroécologique, illustre parfaitement cela. A cette occasion, le représentant de l’IDMA se plaint que M. Christian n’a pas formé les autres jardiniers sur certains sujets. M. Christian leur répond ainsi :

« Je leur dis : ‘Ingénieur, mademoiselle, Mme Gregoria. L’ingénieur a tort’ je dis. ‘En premier lieu, il est supposé avoir formé les coordonnateurs ou les personnes désignées dans chaque jardin. Maintenant, ils viennent vers moi en me demandant de le faire moi (...) si vous venez demander mon aide, je suis en train de donner mon aide. Alors, que l’ingénieur n’a pas fait son travail ça ce n’est pas mon affaire’. Et ils se sont énervés...

ils n'ont pas aimé du tout, du tout, Mme Gregoria n'a pas aimé du tout ». (M. Christian, 15 février 2021)

Nous observons en conséquence qu'il existe deux directions différentes dans le projet et qu'une partie des jardiniers se trouvent face à une relation asymétrique.

La relation qu'entretient M. Christian avec Mme Gregoria s'avère conflictuelle (encore une fois, dans le cadre du projet) due à diverses raisons. Mme Gregoria représente les intérêts d'ISA REP, et M. Christian ceux des jardiniers. Outre sa position défavorable auprès d'ISA REP, M. Christian ne peut pas développer des projets, idées, etc. ou (ré)agir de manière autonome et indépendante. Il dépend toujours de l'approbation de Mme Gregoria, et donc, d'ISA REP. L'obligation de lui demander son avis avant d'entreprendre quelque chose génère chez lui une sensation de frustration, considérant cela comme une limitation à ses activités en tant que président du jardin Valladolid et du RAU-HEL ».

« Mme Gregoria elle voit tout. Elle voit tout et parfois elle s'occupe aussi de... c'est là qu'il y a un problème [...] pour que je puisse recevoir n'importe quelle visite, peu importe, parce que parfois ils vont très directement chez Mme Gregoria, ou les ONG aussi vont directement vers elle [...] Jusqu'ici, je ne sais pas si vous avez remarqué, mais là [sur le panneau d'entrée] c'est écrit 'les personnes étrangères sont interdites'. Là c'est dit ! Alors, où en est-on quand on dit... regarde, c'est discutable. Si nous faisons tout cela pour que ceci soit une institution qui doit se développer, et moi, en tant que président, j'ai le pouvoir de rechercher et de conclure des accords avec les entreprises ou les personnes que je peux obtenir au profit des jardiniers. Donc, en publiant cela, ils envahissent soudainement ma gestion, car ILS NE ME DONNENT PAS LA LIBERTÉ. Par exemple, tout comme vous... Je suis sûr que l'un de ceux qui nous ont vus, le dira à Mme Gregoria. Mme Gregoria va me dire 'qui est venu ? Que ceci que l'autre', 'le jeune homme à qui vous avez parlé la dernière fois est venu', 'ah ok', [et] elle se calmera. Mais si une entreprise ou une ONG vient, elle dira 'non, non, il faut d'abord qu'elle demande l'autorisation à ISA REP' C'est comme ça. C'est pourquoi parfois... quand je fais quelque chose, ils n'aiment pas. » (M. Christian, 17 février 2021)

Ainsi, du fait de se sentir relégué même s'il se considère comme un acteur légitime du jardin, M. Christian parvient à échapper à la rhétorique dominante au sein de l'UA et nous raconte les

véritables rapports au sein du jardin, notamment entre lui, en tant que président du RAU-HEL et Mme Gregoria. Ce moment de confiance entre nous et l'interlocuteur se base sur des blagues et des anecdotes sur des personnes que nous connaissons tous les deux. Cependant, nous verrons que la relation directe entre les jardiniers et Mme Gregoria, loin de s'inscrire dans une attitude défiante comme celle de M. Christian, se caractérise par une position de soumission et de réception de directives. Leur voix disparaît lorsque M. Christian et Mme Gregoria négocient des intérêts dans un jeu de relations asymétriques.

1.3.2. La relation de Mme Gregoria et les jardiniers, entre domination et peur

Si, d'un côté, Mme Gregoria éprouve certaines difficultés à convaincre le président du jardin Valladolid sur certaines questions, la relation avec les autres jardiniers membres s'avère beaucoup plus fluide, les jardiniers se montrant plus dociles et accessibles. Il convient de préciser à nouveau que Mme Gregoria se présente comme le seul interlocuteur valable pour établir la communication avec ISA REP. Ceci figure même dans un document qu'ISA REP (par l'intermédiaire de Mme Gregoria) a fait signer aux jardiniers. Celui-ci indique que « *les agriculteurs ont la possibilité de contacter Mme Gregoria pour envoyer leurs demandes* »⁶³. Ses fonctions de coordination et de commandement, et sa proximité avec les ONG, les entreprises privées et la municipalité, font d'elle un personnage très respecté par les jardiniers. Ce fait incite les jardiniers à considérer M. Christian comme la personne la plus accessible et la plus disponible pour recevoir leurs demandes.

Cependant, au-delà du respect que peut imposer la présence de Mme Gregoria, la présence plutôt d'une « peur » se fait sentir, les jardiniers perdant le naturel et la simplicité de s'exprimer librement. M. Christian précise à cet égard, avoir observé à plusieurs reprises, comment les jardiniers suivent les ordres sans manifester aucune objection, même s'ils se trouvent en désaccord. Par exemple, concernant le nouveau document que tous les jardiniers doivent signer chaque année, M. Christian nous confie : « *beaucoup ont signé par peur, parce que Mme Gregoria disait 'il faut signer parce que le REP nous oblige !!'* » (17 février 2021)

Un autre épisode témoigne de cette soumission des jardiniers. Celui-ci consiste dans le projet d'ISA REP d'envoyer des jardiniers enseigner dans d'autres quartiers : « *J'ai demandé le*

⁶³ Extrait du « Document d'engagement » que tous les jardiniers doivent signer.

bénéfice pour nous, mais ils m'ont dit 'vous, Monsieur Christian, à nouveau' et blablabla... du coup je me suis tu. Et personne ne disait rien. Personne ! » (M Christian, 11 février 2021).

Lors d'une conversation informelle que nous avons eue avec l'une des jardinières du jardin Valladolid, nous lui avons demandé comment elle en était venue à participer au jardin et comment elle avait découvert le projet. Elle nous a confié que :

« Mme Gregoria nous a appelés, elle nous a toujours dit que ceci serait bien pour nous et elle nous a convaincus de travailler ici. Et ça va au final, parce qu'ici je déstresse... Je n'arrive pas à vendre, mais au moins j'emporte un petit quelque chose avec moi quand je peux, mais surtout je me laisse distraire [...] Je n'ai jamais parlé à personne de l'entreprise (ISA REP), avec Mme Gregoria presque jamais parce qu'elle n'est pas là pour longtemps, et pire maintenant avec la pandémie... ». ('Norma', jardinière au jardin Valladolid, 15 février 2021)

Il en ressort donc que la relation de Mme Gregoria avec les jardiniers se révèle très dominante à leur égard, au point d'accepter des défis sans les rendre tout à fait clairs pour les jardiniers.

Finalement, il importe de prendre en compte que précisément cette attitude des jardiniers peut constituer une source d'informations biaisées, d'où sortiront des résultats très différents de la réalité. La rhétorique qui prévaut dans ces projets est connue de tous, et le fait de la contredire ou de la critiquer peut se retourner contre le jardinier et le stigmatiser comme une personne dotée d'une mauvaise connaissance du sujet, ce qui l'embarrasserait beaucoup. M. Christian conclut : *« le truc c'est qu'ici tout n'est pas 'couleur de roses'. Mais les gens par peur ne le disent pas, ils ont honte aussi. Mais je n'ai pas honte, au contraire ! ».* Ainsi, l'analyse sociologique ou sociale d'une activité (en l'occurrence, des activités dans un jardin) peut être manipulée par le même discours.

1.3.3. La relation entre les jardiniers et M. Christian, entre travail en équipe et méfiance

La présente recherche se déroule à un moment où la pandémie Covid-19 avait presque entièrement restreint les échanges sociaux à Lima. Nous n'avons pas pu observer les activités de tout le monde en même temps, même si nous avons été informés que les jardiniers sont peu présents : les jardiniers vont au jardin uniquement lorsqu'ils n'ont rien à faire à la maison (dans

le cas des femmes) ou lorsqu'ils n'ont pas un travail à réaliser (peinture, plomberie, électricité, menuiserie, dans le cas des hommes). Ceci explique que nous n'avons pas pu assister à leurs interactions et échanges. Des informations sur leurs interrelations sont présentées grâce aux informations délivrées par M. Christian en sa qualité de représentant des jardiniers.

Il est à noter que nous avons tenté de parler avec quelques jardiniers présents lors de nos visites, mais ils ont préféré ne pas nous parler. Outre la crainte d'une éventuelle contagion de la Covid-19, M. Christian nous a informés que les jardiniers préfèrent que des personnes extérieures au jardin parlent avec lui (en tant que président du jardin) ou avec Mme Gregoria, de peur de dire quelque chose de « pas correct ».

La confiance accordée à M. Christian avec les autres jardiniers se reflète dans la relation qu'ils ont construite au fil des ans. A tel point que parfois M. Christian a l'impression d'être le psychologue des autres : « ... *Je les connais tous depuis 15 ans, je suis même devenu psychologue, non ? Sans être psychologue, je suis devenu psychologue (...) je sais déjà (...) comment il est (le jardinier), comment il va réagir* » (15 février 2021). C'est pourquoi M. Christian est considéré comme le représentant légitime des jardiniers, et non Mme Gregoria, comme le montre parfois la publicité du jardin.

D'un autre côté, l'expérience de M. Christian dans la municipalité est perçue comme un atout par les jardiniers. Quand nous lui avons demandé qui lui avait proposé d'être le président du jardin, il nous a dit que ce sont les jardiniers eux-mêmes qui l'ont proposé :

« C'est que les gens eux-mêmes se rendent compte que... personne ne va me faire taire parce que, au final, que je sois leader ou pas leader, je peux me débrouiller et vous dire ce qui se passe réellement. Donc on ne peut pas fermer ma bouche ». (M Christian, 15 février 2021)

Ceci étant dit, nous pouvons déduire, à partir des situations rapportées et des comportements observés lors de notre visite, que les jardiniers sont des personnes calmes et ne disposent pas de suffisamment de ressources orales pour défendre un intérêt. Cela explique également possiblement les difficultés des jardiniers à vendre leurs légumes cultivés dans le jardin. En effet, cette action doit nécessairement s'accompagner de l'argument principal de l'agroécologie, à savoir que le produit est plus cher car il est cultivé de manière organique. Ne

disposant pas de la personnalité et de la facilité d'expression nécessaires à une éventuelle vente de produits, les jardiniers se montrent incapables de les vendre et préfèrent parfois même éviter ce contact, car ils ne veulent tout simplement pas convaincre quelqu'un d'acheter : « *les gens sont timides, ils ne parlent pas couramment, tout le monde n'a pas ce développement [sens de la communication]* », affirme M. Christian.

Plus précisément, au niveau de la relation entre les jardiniers eux-mêmes, M. Christian nous informe qu'il règne une certaine méfiance. Nous avons déjà évoqué la citation suivante de M. Christian au chapitre 3, et nous y revenons ici car elle nous éclaire sur cette situation :

« ils sont venus nous donner une formation, et bien... comme ça, entre les blagues, la jeune dame (représentante d'une ONG) pose la question : 'dans quel aspect tu vois que les gens ne vont pas (bien) ?', 'ah, dans la solidarité', 'mais pourquoi ? Si tout le monde ici sont des amis !'. 'Vous le dites parce que vous les voyez comme ça, mais moi, en tant que dirigeant je les vois différemment, et je vous dis pourquoi, parce que je les connais depuis plus de 10 ans, et vous ne venez qu'à chaque fois qu'il y a une formation, et vous les voyez comme ça, tous heureux, « ha ha ha », ils te font la bise et tout ça. Mais après cela, vous ne les voyez pas. Je les vois. Ils me disent, ils me racontent, mais non, je dois les voir ». (M. Christian, 17 février 2021)

Les frictions que M. Christian évoque entre les jardiniers réfèrent, par exemple, à la disparition ou au vol de certains objets ou instruments qui se trouvent dans le jardin. Les jardiniers rendent coupables les personnes externes au jardin qui entrent pour voler dans la nuit. Pourtant, M. Christian est persuadé qu'ils se font du mal entre eux :

« Je leur dis 'regardez, le seul qui rentre ici, c'est moi'. Et je rentre pour résoudre ou traiter un problème X. Je ne rentre pas pour prendre les affaires de qui que ce soit. Moi, en tant que dirigeant, je viens voir ce qui se passe, ou s'il y a de la maltraitance, qu'est-ce que ceci ou l'autre... Je ne vais pas venir prendre ceci... Je suis très peu de cela' je dis. 'Le voleur se trouve bien parmi vous, si la dame, vous êtes venue lundi, elle l'a vu, elle est venue mardi, elle ne l'a plus vu. Alors qui est venu mardi ? Quelqu'un s'est inscrit ? Non, personne. Alors, qui pouvez-vous blâmer, eh bien, vous ne pouvez blâmer personne' (...) c'est pourquoi certains jardiniers ont fermé leur espace pour y éviter l'accès ». (M. Christian, 22 février 2021)

Les accusations entre eux, outre la disparition des objets, portent aussi sur les fonctions au sein du jardin et de la possession, par exemple, des graines ou de quelque autre intrant. Tout cela fait constater à M. Christian un manque d'esprit collectif et de solidarité dans le jardin. « *Nous avons déjà commencé à vivre ensemble, et jusqu'à présent nous vivons ensemble, mais il n'y en a pas, disons, il n'y a pas de solidarité mutuelle, c'est-à-dire, comme on dit, [ils ne sont pas] transparents entre eux* » (22 février 2021).

En outre, les personnes qui exercent pour la première fois des activités dans le jardin font également l'objet de méfiance, voire de traitement différencié :

« [...] je fais confiance à cette personne, car l'on se connaît depuis de nombreuses années (...) Mais si d'autres personnes viennent après, il y a déjà un peu de méfiance ou de ressentiment, c'est-à-dire qu'il y a un peu de... je veux dire... je ne peux pas te traiter comme les autres parce que je ne te connais, quelque chose comme ça, non ? Je ne vous connais pas (...) En tant que dirigeant, j'aimerais que tout le monde pense comme moi, qu'on s'entraide, qu'on grandisse pour son propre bénéfice... mais tout le monde ne pense pas comme ça, ils ont différentes manières de penser, et ce serait bien si tout le monde travaillait sur une idée dont le bénéfice est commun, à tous également. Et ce n'est pas comme ça ». (Christian, 17 février 2021)

De fait, M. Christian déplore le manque de reconnaissance au regard de ce qu'ils ont déjà. Il considère qu'il s'agit-là de l'une des limites du développement communal du jardin :

« Il n'a servi à rien [que] les efforts de ceux d'entre nous qui ont toujours poussé cela, les gens ne savent pas l'apprécier. Autrement dit, c'est ce qui nous manque un peu, de sensibiliser les gens à valoriser ce qu'ils possèdent (...) car au final, de ce que vous faites, tu vas profiter pour pouvoir consommer ou vendre, cela dépendra de l'individu ». (Christian, 17 février 2021)

Enfin, le manque de solidarité se traduit par le fait que les jardiniers ne soutiennent pas les réclamations réalisées M. Christian. En effet, comme soulevé dans la section précédente sur les relations entre Mme Gregoria et les jardiniers, ils n'expriment pas leur soutien (ni leur avis) dans les rencontres avec les autres acteurs. M. Christian relève ainsi que :

« Mais ce que j'ai le plus observé, c'est que nous étions 15 agriculteurs et aucun d'eux ne parlait. Personne ne parlait ! Ils ne se plaignent pas, rien, ils se taisent. Ils semblent hypnotisés comme ça, silencieux (...) les 15 personnes étaient là, aucune ne parlait, tout le monde était silencieux, j'étais là à me plaindre pour eux (...) ils ne comprennent pas que, si l'on se plaint, ils doivent aussi dire 'oui, il a raison' ou 'non, il n'a pas raison M. Christian, mademoiselle expliquez-nous ! ou Mme Gregoria, ingénieur, expliquez-nous ! i M. Christian a raison ou pas'. Non, eh bien, ils se taisent ! Donc, s'il n'y a pas un seul mot, alors, il n'y a pas de soutien. C'est-à-dire, la prochaine fois, c'est mieux de me taire ». (M. Christian, 17 février 2021)

1.4. Les relations externes

1.4.1. La relation entre ISA REP et les jardiniers

L'acteur qui contrôle les activités qui s'y déroulent semble évident compte tenu des éléments qui précèdent. ISA REP, en tant que propriétaire de la concession du terrain (et notamment, l'usage superficiel accordé au terrain situé sous les lignes d'électricité) et "propriétaire" du projet « Huertos en Linea » (Jardin Valladolid et autres), dispose de la possibilité d'imposer ses intérêts aux autres acteurs impliqués dans le jardin. Nous avons déjà constaté ce rapport de force inégal lorsque, par exemple, M. Christian s'est interrogé sur les avantages que cela apporterait au jardin Valladolid si les jardiniers se rendaient dans d'autres districts pour « témoigner » de leurs expériences. À cette occasion, l'intérêt d'ISA REP l'emporte sur l'intérêt des jardiniers.

En ce sens, M. Christian se montre conscient de la relation qui existe avec ISA REP. Il ne s'agit pas d'une relation transparente, et apparemment elle contient de nombreux gestes non « authentiques ». De surcroît, il existe un certain « ressentiment » dû à l'appropriation d'ISA REP d'une initiative née quelques temps auparavant : *« ... parce que nous avons fait le jardin « Machu Picchu », pas ISA REP, en cette occasion c'était la municipalité qui nous a soutenus. Pas ISA REP. C'est pourquoi, parfois, ils veulent me dire quelque chose... ils ne me le disent pas parce qu'ils savent qu'ils ne nous ont rien donné. Même si c'est mon fils qui a travaillé au début, mais c'est notre force ». M. Christian appréhende avec lucidité la relation le liant personnellement à l'entreprise : « ... ce qui se passe, c'est que l'entreprise ne lui va pas... euh... ma présence je suppose. Et je ne sais pas, parce que je cherche l'intérêt des jardiniers, ce n'est*

même pas pour moi ». Cette sensation de rejet d'ISA REP envers M. Christian se manifeste dans le fait que, à chaque fois qu'il participe à des réunions avec les promoteurs du projet, il est toujours critiqué et interpellé.

Cependant, force est de constater que l'intérêt de chacun des acteurs est connu de tous. Concernant ce qu'il estime être l'intérêt d'ISA REP à continuer à soutenir le jardin de Valladolid, M. Christian souligne ainsi : « *Lorsqu'il y a une congrégation de pays où se trouve ISA REP, c'est-à-dire, des réunions des dirigeants, des gestionnaires, qui sait, le Pérou gagne toujours le prix parce que c'est qui a commencé tout ça. C'est pourquoi ISA REP continue à soutenir ce projet, ça lui convient, ça lui rapporte moins d'impôts à l'État, en plus de générer un soutien social mais aussi d'apporter l'expérience dans d'autres pays* » (11 février 2021).

Comme mentionné précédemment, ISA REP exerce un « contrôle » sur ce qui se passe dans le jardin. Il est crucial de souligner un fait désormais applicable : ISA REP établit ses propres règles, qui doivent impérativement être respectées par les jardiniers. Cela a provoqué, une fois de plus, un malaise général, non seulement chez M. Christian, mais également chez la plupart des jardiniers (qui, pourtant, ne manifestent à aucun moment leur ressenti, ainsi que précisé précédemment). Même les actions que les jardiniers doivent accomplir ne sont pas soumises à leur avis, mais à ce que l'entreprise propose :

« L'entreprise fixe désormais des RÈGLES. Je suis contre ! Honnêtement... ils n'aiment pas que l'on leur dise 'ce n'est pas comme ça ou c'est comme ça', parce que (...) quand on a commencé ça, ce projet avec ISA REP, c'est parti de l'idée qu'il fallait semer pour pouvoir consommer et emporter à la maison, JAMAIS il n'a été dit que tout cela était pour vendre. Ou que le surplus allait être à vendre, jamais ! Celui qui le voulait, le prenait et le donnait à ses amis ou le vendait... c'était une affaire personnelle. Pas maintenant. Maintenant, ils le prennent de manière très commerciale. Donc, ils sont en train d'obliger les gens ! » (M. Christian, 17 février 2021)

Les intérêts de l'entreprise prévalent de nouveau lorsqu'on leur a proposé (à ISA REP) de construire un poste médical pour faire face à certains accidents occasionnels pouvant survenir dans les activités quotidiennes du jardin :

« J'ai dit à Mme Gregoria pour que l'entreprise mette en place un poste médical, un poste de santé, 'noooooon' – me dit-elle – 'cela ne lui convient pas !'. Le scorpion m'a piqué deux fois, une fois à la jambe et une fois au ventre. Et ça m'est arrivé ici, en travaillant dans le jardin, en déplaçant des sacs... et j'ai proposé un poste via ISA REP mais... ils n'aiment pas ça, ils n'aiment pas que nous ayons des avantages fournis par eux. Ça ne lui convient pas, c'est une dépense pour eux [...] Imaginez si cela arrive à Mme Eulalia, qui est recycleuse, c'est une dame de 68 ans environ, sans enfants, elle vit seule, ses sœurs habitent à Arequipa, mais elles sont de Puno... vous allez lui demander 8 ou 10 'soles' (monnaie péruvienne : 10 soles = 2 euros) pour des soins médicaux, mais si elle ne compte pas sur cet argent ? C'est pour ça que je dis... mais l'entreprise ne veut pas entrer dans ce domaine pour ne pas créer de dépenses. C'est un fait ». (M. Christian, 22 février 2021)

Dans ce même sens, le représentant de l'entreprise de conseil « CENCA » (entreprise membre de la Direction de la PAUL) se révèle également conscient de ce rapport de forces asymétrique qui existe dans le verger :

« Le projet 'Huertos en Línea' c'est une activité pas si indépendante, il ne nécessite pas beaucoup de coordination avec d'autres institutions car il se trouve dans un espace qui appartient à ISA REP, il dépend beaucoup du type d'actions à faire ou à mener, car l'entreprise elle-même impose certaines règles. Par exemple, plusieurs fois nous avons voulu faire des reportages pour les médias, l'entreprise elle-même n'a pas voulu. Il [Huertos en Línea] a cette faiblesse » - Freyre Pedraza, représentant de CENCA dans la PAUL, 16 mars 2021.

Enfin, le président du jardin Valladolid appréhende parfaitement l'enjeu pour ISA REP de continuer à soutenir le jardin :

« Si nous allons voir les autres jardins, de nombreux seraient déjà morts, mais pourquoi ? Car la commune ne s'y intéresse pas. Mais plutôt ISA REP oui, pourquoi ? L'entreprise investit pour deux raisons : en tant qu'entreprise, le poids du paiement d'impôts est allégé, et l'autre, quand il y a des événements au niveau international, ils vont avec les expériences qui sont toujours appréciées et acceptées ». (M. Christian, 15 février 2021)

1.4.2. La relation entre les jardiniers et la Municipalité de Villa Maria del Triunfo

Aujourd'hui il n'existe plus la sous-direction d'AU dans l'organigramme de la municipalité de Villa Maria del Triunfo. Tous les projets liés à l'AU ont été dérivés à la sous-direction « Propreté publique, aires vertes et embellissement de la ville ». Le budget alloué est destiné à la réalisation des activités d'AU comme par exemple des formations aux jardiniers ou la promotion de la création des jardins biologiques dans les écoles (cette dernière s'exécute au travers le programme municipal EDUCA (*éduque*) ; n'est pas destiné à financier des projets externes.

Cependant, en raison du faible nombre d'activités d'agriculture urbaine dans le quartier et grâce au décret municipal 021-2007-VMT, la municipalité soutient les activités du jardin de Valladolid en fournissant des intrants (bien que cela demeure occasionnel), en fournissant des services d'électricité et d'eau, et, de temps en temps, quelques outils de travail. Le directeur de la sous-direction d'aires vertes, propreté et parcs de la Municipalité de Villa Maria del Triunfo, M. Iván Atúncar, nous précise ainsi que « *nous soutenons la formation, mais aussi nous apportons des services de propreté municipale, de l'eau, nous leur fournissons de l'eau avec les 'camiones-cisterna' (camions-citernes)* » (19 mars 2021)

La considération et l'importance de la figure de Mme Gregoria pour la municipalité est dévoilée après déclarations de M. Atuncar, qui atteste son rôle vital dans la relation soutien municipal–projet « Huertos en Linea » : « *Nous nous coordonnons avec chaque représentant des jardins biologiques, et la coordination est toujours avec Mme Gregoria, à travers elle nous coordonnons avec toutes les organisations et planifions l'ensemble du plan de travail* ». (19 mars 2021)

Pour Mme Gregoria, la situation apparait très claire quant à la relation que les jardiniers - de fait, le jardin Valladolid en général - entretiennent avec la Municipalité. Elle sait que les activités du jardin promeuvent les activités de la municipalité et améliorent son image :

« *... vous savez que nous avons publié un Décret municipale, qui dit que la municipalité doit nous soutenir. Ainsi, la municipalité organise une ou deux foires par an. Et nous disons 'eh bien, vous faites la foire, parce que vous prenez la bonne image, n'est-ce pas ?'* » (Mme Gregoria, 4 février 2021)

M. Christian évoque un point important relativement aux activités municipales qui permet de distinguer les objectifs de la municipalité de celles résultant du décret municipal. Celui-ci consiste dans le fait qu'il n'existe pas de jardin urbain purement municipal dans tout le district de Villa Maria del Triunfo. Dès lors, la fourniture du service de l'eau au jardin - et la livraison de certains matériels - ne signifie pas nécessairement que la municipalité soit motivée à promouvoir l'AU. En effet, le seul espace dédié aux activités d'AU et soutenu par la municipalité se trouve sous le contrôle d'ISA REP et fait partie le jardin de Valladolid. M. Christian précise en ce sens que « *si vous voulez trouver un jardin municipal, il n'y en a pas, car la municipalité n'est pas intéressée* ». Il apparaît intéressant de relever comment il y a des années, une sous-direction d'AU a été créée dans la municipalité, dépendante de la direction de développement économique, pour disparaître quelques temps plus tard avec le soutien de la commune pour ces activités.

Lorsque nous interrogeons les responsables de la municipalité de Villa Maria del Triunfo sur leur soutien au jardin Valladolid, ils se montrent peu précis. Mme Johana, ingénieure en charge des programmes d'éducation à l'environnement de la municipalité de Villa Maria del Triunfo, nous confie : « *nous essayons d'accompagner les agriculteurs urbains par des formations, sur les problématiques de ravageurs par exemple, sur les problématiques de maladies, sur le compostage à domicile, tout ce qui les aide à renforcer leur fonction d'agriculteurs urbains* ». Il s'agit de tâches sensiblement similaires à celles des ONG dans le jardin. Il convient de noter que l'accord ne lie pas directement la municipalité au président ou aux jardiniers eux-mêmes, mais à Mme Gregoria, comme évoqué précédemment. La fonctionnaire de la municipalité ajoute : « *Nous nous coordonnons avec chaque représentant des 'jardins bio' (jardins urbains), et la coordination est avec Mme Gregoria. À travers elle, nous coordonnons toutes les organisations et planifions l'ensemble du plan de travail* » (Mme Johana, 19 mars 2021).

Finalement, nous pouvons souligner que les jardiniers qui travaillent au sein du jardin Valladolid ne disposent pas de la capacité, peut-être en raison du manque de « connaissances académiques » (études supérieures et/ou diplômes), de tenir une conversation ou une négociation sur les activités du jardin avec la Municipalité. Ils estiment que, sans le soutien d'une organisation externe comme une ONG, ils ne sont pas considérés par les fonctionnaires municipaux, comme le confirme M. Christian :

« J'ai aussi demandé à l'IPES. J'ai dit à l'ingénieure Maricarmen 'en tant qu'ONG, vous devez chercher des alliés', parce que c'est plus facile pour eux parce qu'ils comptent avec un registre public [de commerce], [ils ont] de l'expérience... pour eux, c'est plus facile. Si j'y vais en tant que 'Jardin Valladolid', la municipalité ne fera pas attention à moi, ils vont me 'chotear'⁶⁴». (17 février 2021)

Ainsi, étant les activités d'AU sont en ce moment plutôt liées à la construction de potagers dans les écoles, la relation entre les jardinières du projet « Huertos en Linea » ne pas directe ni fluide. Ceci, ajouté au stéréotype qui s'est instauré dans l'esprit des habitants des quartiers populaires à propos des agents municipaux (considérés comme paresseux, voleurs ou corrompus), fait que la considération à leur égard n'est pas du même niveau que celle accordée aux représentants des ONG's, par exemple.

1.4.3. La relation entre l'IPES et les jardiniers

M. Christian indique être conscient des objectifs poursuivis par l'IPES. À ce niveau, réaliser des « formations » - quel que soit le sujet - semble représenter une excellente stratégie. M. Christian nous explique ceci : *« Vous avez entendu parler d'IPES, n'est-ce pas ? Déjà, récemment ils nous ont donné deux formations. Et, ce qui est vrai c'est que... ces formations, je n'en ai rien appris ! Au contraire, je leur ai montré ma technique ! »* Selon ses dires, la formation se révèle en inadéquation avec les (vrais) besoins des jardiniers du verger. De plus, ces derniers n'ont pas l'impression que les ONG contribuent au développement du jardin comme ils le souhaiteraient. M. Christian souligne à cet égard qu'

« il y a beaucoup d'ONGs, et Mme Gregoria le sait... je lui ai dit 'madame, qu'est-ce qu'on obtient de l'ONG, est-ce qu'ils nous laissent quelque chose ?' Je lui dis, 'si une ONG vient, il faut bien qu'il laisse quelque chose quoi ! (...) Ce n'est pas que j'ai la langue de bois, mais parfois on leur dit de laisser quelque chose, au profit du jardin ».
(M. Christian, 17 février 2021)

En dépit de ces considérations des jardiniers envers notamment l'IPES, il importe de noter qu'ils ne disposent pas de la possibilité de refuser leurs demandes. Les propositions de l'IPES

⁶⁴ Chotear = rejeter

se traduisent toujours en concrétisations dans le jardin, toujours en coordination avec Mme Gregoria. M. Christian précise comment cela prend forme concrètement :

« A l'IPES, par exemple, il y a une ingénieure... Maricarmen... je ne connais pas son nom de famille... Nous nous connaissons depuis des années avec Noemí Soto (directrice de l'IPES), elle a commencé ici à Villa Maria del Triunfo, tout concerne l'AU, on se connaît depuis des années, on ne peut pas dire 'non'. Elle dit à Mme Gregoria 'Grego, on va faire ceci ceci ceci', 'Ça marche Madame' (répond Gregoria), et puis on le fait ».
(M. Christian, 17 février 2021)

Un autre aspect soulevé relativement à la relation entre les jardiniers et l'IPES consiste dans la méfiance envers cette dernière. Par exemple, M. Christian estime ne pas pouvoir confier une idée à l'ingénieure représentant l'IPES :

« La deuxième fois j'ai déjà dit à l'ingénieure 'Ingénieure (...) je lui ai déjà dit plusieurs fois 'Je veux parler avec vous, je veux parler avec vous', Pourquoi ? Pour les projets ! C'est-à-dire pour qu'ils m'aident à préparer des projets, pour que je puisse demander à l'entreprise (ISA REP). Mais elle ne va pas m'aider ! Parce qu'elle préfère les présenter pour qu'ils (IPES) puissent les présenter (à ISA REP), tu te rends compte ? Mais, je suppose, (ISA) REP doit les payer, car l'IPES ne va pas le faire gratuitement. Alors je dis à l'ingénieure 'Ingénieure... je... je vous estime et tout', mais je dois aussi l'évaluer⁶⁵ parce qu'elle est censée m'aider si je veux faire quelque chose. Mais si je lui en donne l'idée, elle le fera dans tout le Pérou et en son nom. Alors, je ne lui dis plus rien ». (M. Christian, 17 février 2021)

Il existe alors un contraste important entre la relation que nous venons de décrire et celle officielle, publiée dans les documents réalisés par les promoteurs du jardin ou dans les réseaux sociaux.

2 L'analyse du discours

⁶⁵ M. Christian à travers cette phrase, transmet le message suivant : « Je dois être attentif et alerte, je ne peux pas trop lui faire confiance ».

Dans le cadre de l'analyse des données, nous examinerons attentivement les discours émanant des divers acteurs impliqués dans les projets d'AU. Ces discours comprennent notamment ceux des organisations encadrantes des projets (ONG ou entreprises privées) et des bailleurs de fonds (fondations ou entreprises privées), qui portent en eux une idéologie spécifique, comme celle de l'AU ou de l'agroécologie. En revanche, les récits des jardinières ne sont pas considérés comme des discours, car ils ne véhiculent pas une idéologie ou une ambition de convaincre autrui de faire ou de croire quelque chose. Les discours des promoteurs dans les projets jouent un rôle crucial dans le modelage du comportement des jardinières.

À cet égard, nous examinerons en détail les discours de Mme Gregoria (ISA REP), Noemi Soto (IPES) et Ivan Antucar (Municipalité Villa Maria del Triunfo). Le jardin Valladolid représente le seul jardin parmi ceux analysés où la Municipalité est un acteur impliqué, bien que sa contribution ne soit pas essentielle au fonctionnement du jardin. Dans cette perspective, nous nous attacherons à identifier les mots-clés, les phrases, les symboles ou les métaphores qui revêtent une signification culturelle et/ou sociale. Nous inclurons également dans notre analyse les images évocatrices (représentations) ainsi que les mots utilisés pour véhiculer des messages spécifiques.

Enfin, le discours d'ISA REP, obtenu à partir de sources officielles de l'entreprise telles que le site web et les déclarations officielles dans les médias, se caractérise par une rhétorique dominante au sujet de l'AU. Il ne sera donc pas analysé en détail, mais plutôt mis en contraste avec les déclarations des autres acteurs.

2.1. ISA REP et l'incessante rhétorique de l'AU

Comme mentionné précédemment, en raison de l'absence de réponse à notre demande d'entretien, l'analyse des déclarations (ou discours) des représentants d'ISA REP s'effectue sur la base de ce qui est officiellement publié, à la fois sur son site Web et sur d'autres plateformes informatives.

Le discours propagé par les représentants d'ISA REP vise à démontrer les bénéfices et avantages collectifs du projet « Huertos en Linea ». Le discours se veut extrêmement inspirant, il s'appuie sur des termes et des phrases conduisant l'interlocuteur à positionner le projet positivement :

« Ce projet est un exemple clair de ce qui peut être fait sur un territoire. Et pas seulement la transformation physique, mais la transformation de vies, comme la génération de sécurité alimentaire et de surplus pour les familles à partir de projets productifs. C'est un projet pionnier et innovant, et c'est aussi un exemple pour le reste de nos entreprises » (María Adelaida Correa – Chef de service du développement durable chez Groupe ISA, 28 août 2019)

La dimension environnementale est soulignée à plusieurs reprises dans le discours :

« 'Huertos en Linea', un projet qui convertit les territoires sous lignes électriques en territoires durables, créateurs de valeur pour la société. (...) avec le projet, nous créons ces espaces dans des zones vertes qui améliorent l'environnement, où les communautés voisines cultivent des produits qui sont utilisés pour la consommation et la vente. » (ISA REP – Vidéo Institutionnelle⁶⁶, 28 août 2019).

Plus globalement, ISA REP établit le lien entre le projet mis en place et plus particulièrement l'AU et les objectifs de développement durable élaborés à l'éc» Huertos en Linea »le mondiale :
« Nous avons un grand engagement envers l'humanité pour générer des objectifs de développement durable (ODD) et c'est une matérialisation absolue de ces objectifs » (Guillermo Gonzalez - Vice-président des relations institutionnelles d'ISA REP). Outre l'impact positif pour l'environnement, ISA REP souligne les bienfaits découlant de l'AU pour la santé humaine :

« Nous, avec la population, la société civile de Villa Maria del Triunfo et la municipalité, pratiquons une agriculture urbaine écologique, c'est-à-dire qu'aucun engrais ni pesticide artificiel n'est utilisé, et les familles participant à ce projet sèment, récoltent et ramènent à la maison pour leur sécurité alimentaire, et s'ils ont un surplus, ils le vendent aussi ». Milagros Cornejo - Spécialiste de durabilité chez ISA REP, 28 août 2019

Dans le même sens Jackeline Tapia - Responsable Développement Durable ISA REP indique que :

⁶⁶ <https://www.youtube.com/@isarepconexiones>

« (Nous apportons) tout d'abord, dans leur alimentation quotidienne, c'est une alimentation plus équilibrée, où l'on consomme beaucoup plus de légumes que ceux qu'ils récoltent, et aussi grâce à la vente des produits qu'ils fabriquent, un revenu supplémentaire est généré dans leur panier de base » (28 août 2019)

Par ailleurs, la dimension inclusive est mise en avant, notamment auprès de populations particulièrement vulnérables :

« En alliance avec les entités municipales, ISA REP a fourni une formation aux communautés de Lima, offrant des options d'inclusion pour les femmes et les personnes âgées dans les activités de culture et de soins. De la même manière, ils ont apporté un soutien à la production et à la commercialisation des produits, en surveillant constamment les résultats des cultures. » ISA REP – Vidéo Institutionnelle, 28 août 2019

Jackeline Tapia - Responsable Développement Durable chez ISA REP indique également que *« ...Nous cherchons à réinsérer les personnes âgées dans le marché du travail, à améliorer leur qualité nutritionnelle et à améliorer de manière générale leur qualité de vie »*. ISA REP cherche à convaincre des bienfaits pour toute la communauté de manière générale :

« Avec 'Huertos en Linea', nous promouvons des pratiques durables dans tout notre réseau énergétique. Nous donnons aux communautés le pouvoir de transformer positivement leurs réalités, en reliant les volontés autour d'objectifs communs. Parce que nous sommes convaincus que s'il y a une connexion, il y a de la vie. » ISA REP – Vidéo Institutionnelle, 28 août 2019

« Par le développement d'une agriculture urbaine durable dans la bande de servitude électrique, on vise à générer des revenus économiques complémentaires, à améliorer la qualité de vie et à insérer les femmes et les personnes âgées dans le marché du travail. De plus, implanter des espaces verts contribuent à la protection de l'environnement, améliorent la qualité paysagère et aident l'État dans la lutte contre la pauvreté. » ISA REP – Site web officiel

« De cette façon, non seulement le sol est protégé, mais aussi l'entretien des servitudes est optimisé. Avec la culture de légumes sains, nous [l'AU] bénéficions aux communautés en favorisant une alimentation saine, l'inclusion sociale et le développement communautaire. » ISA REP – Vidéo Institutionnelle, 28 août 2019

Concernant le soutien qu'ISA REP apporte aux vergers, ils indiquent :

« Nous sommes liés au projet (...) par des ventes, deux fois par an, ils vont dans les locaux du bureau, ça fait comme une petite foire où tous les collaborateurs peuvent descendre acheter, faire leur marché, et non pas dans un marché comme les autres, mais dans un marché organique ». Jackeline Tapia - Responsable Développement Durable ISA REP, 28 août 2019

Ainsi, dans le discours officiel d'ISA REP sur le projet « Huertos en Linea », l'entreprise se présente comme un acteur engagé dans le développement durable et la responsabilité sociale. Les représentants insistent sur l'aspect innovant du projet, le décrivant comme une transformation physique et de vie dans les zones sous les lignes électriques. Cette rhétorique de l'innovation sert à valoriser l'image de l'entreprise, alignant le projet sur une tendance de *greenwashing*⁶⁷. Les discours soulignent également la durabilité écologique du projet, mettant en avant une AU sans engrais ni pesticides, mais la réalité sociale du quartier suggère que ces bénéfices environnementaux ne se traduisent pas toujours en avantages tangibles pour la population locale.

Parallèlement aux objectifs écologiques, les représentants d'ISA REP intègrent des objectifs sociaux, tels que la formation et l'inclusion des femmes et des personnes âgées. Les déclarations décrivent une fusion d'objectifs économiques et sociaux, soulignant la génération de revenus économiques complémentaires tout en améliorant la qualité de vie. La communication interne est renforcée par la vente directe aux collaborateurs, créant une image d'engagement direct des employés dans les initiatives durables de l'entreprise. Cependant, les résultats du projet, tels

⁶⁷ Bien qu'il existe encore une confusion sur la signification du *greenwashing* (Walker et Wan, 2012) et que le concept soit défini et interprété différemment, des chercheurs tels que Furlow (2010) et Gillespie (2008) s'appuient sur l'Oxford English Dictionary, qui définit le *greenwashing* comme « la désinformation diffusée par une organisation pour présenter une image publique respectueuse de l'environnement ». L'organisation environnementale Greenpeace définit le *greenwashing* comme « l'acte consistant à induire les consommateurs en erreur sur les pratiques environnementales d'une entreprise ou sur les avantages environnementaux d'un produit ou d'un service » (www.greenpeace.org).

que la vente limitée des produits, mettent en évidence un écart entre les discours officiels et la réalité sociale du quartier, soulevant des questions sur la véritable portée des avantages économiques et sociaux.

2.2.Mme Gregoria et son double rôle

Le récit de Mme Gregoria est présenté de manière particulière. En effet, bien que Mme Gregoria soit toujours présentée comme membre du verger de Valladolid dans divers passages des entretiens, ou plutôt comme une « agricultrice urbaine », elle est rétribuée économiquement par ISA REP pour veiller à ce que tout soit en ordre concernant les activités des jardins situés sur son terrain. Le récit de Mme Gregoria mêle donc le discours dominant et des déclarations informelles.

Ceci explique certainement la raison pour laquelle, au début de notre premier entretien, elle s'est montrée très 'frugale' dans ses réponses, peu loquace. Cela témoigne de sa méfiance à notre égard, certainement en raison de notre qualité de personne extérieure, sans intérêt direct pour le projet. En outre, notre qualité de représentant de l'académie. Cela veut dire qu'il n'a pas la même rhétorique avec nous qu'avec les mêmes jardiniers. Encore une fois, c'est l'existence des préjugés racistes ou de classe qui conduisent Mme Gregoria à considérer comme plus « respectés » les représentants de l'université. Pour illustrer nos propos, il convient de se reporter à notre premier échange (4 février 2021) :

Enrique Serrano (E) : Quelle est votre activité principale ?

Gregoria (G) : Culture de légumes.

E : Faites-vous les jardins avec le soutien d'ISA REP ?

G : Bien sûr, bien sûr, c'est pareil...toujours avec ISA REP.

E : Quand avez-vous commencé vos activités dans les affaires communautaires ou de quartier ?

G : À propos des jardins, ou... ?

E : Non, en général.

G : Ah ok. J'ai commencé en 1987, [en] faisant des activités communautaires, pour la communauté. Plus ou moins dans l'année 85, 87...

E : Vous m'avez dit que vous étiez vous-même l'une des fondatrices du jardin, qu'ISA REP vous avait contacté et que plus tard vous avez encouragé tout le quartier... Quand a été le premier contact ?

G : C'était en 2004 (...) Mon rôle était de promotrice. Actuellement mon rôle est promotrice de « Huertos en Linea ».

E : Depuis, avez-vous continué en tant que promoteur ?

G : oui

Compte tenu qu'il s'agit d'une femme dotée d'une facilité pour les mots et un discours fort et convaincant devant les autres voisins, ces réponses ne reflètent pas le véritable élan dont elle fait montre à d'autres occasions. De même, nous observons que dans son discours, elle ne se présente pas (soit par commodité, soit par volonté de dissimuler cela) comme une employée d'ISA REP. Elle indique d'ailleurs ne pas être payée et que l'entreprise prend en charge certaines dépenses :

E : Vous êtes salariée d'ISA REP, n'est-ce pas ?

G : Non non non... Je n'appartiens pas à ISA REP. Je... c'est.... Je.... Je coordonne avec ISA REP, je le cherche [considère] comme un allié. Pour moi, ISA REP est un allié.

E : Mais quelle est exactement l'activité pour laquelle vous êtes « rétribuée » ?

G : Ben... parfois ils reconnaissent mon ticket (de bus), mon goûter... mais surtout... comment ça s'appelle... euh... je le fais comme ça bénévolement pour soutenir la communauté, pour les gens qui en ont besoin, hein ?

À un autre moment de notre entretien, elle nous confie que des représentants d'ISA REP l'avaient contactée pour prendre en charge les jardins et lui avaient parlé de sa « rémunération » :

« Ils m'ont dit : 'Gregoria, qu'est-ce que tu en penses si je te « soutiens » avec ton ticket, avec ton déjeuner, et tu surveilles tout ? (...) Tous les jours, je ne peux pas y aller, comme vous dites. Et aussi parfois ça demande des tickets de bus, du temps ». (30 mars 2021)

De plus, Mme Gregoria s'efforce de paraître comme étant également réceptive et traitant les autres membres comme des égaux. Nous savons, ainsi que nous l'avons expliqué dans l'analyse sociale, que la relation entre Gregoria et les jardiniers se trouve loin de cette réalité, bien que

dans son discours, elle veuille nous montrer le contraire « *J'apprends-moi aussi des mêmes personnes. En d'autres termes, nous échangeons des expériences* ». (8 février 2021)

Concernant la façon dont elle place le problème devant ses interlocuteurs, elle utilise des données ou des thèmes qui cherchent à montrer la gravité et l'urgence du problème et en même temps à sensibiliser. Utiliser des thèmes « nobles » constitue une manière pour l'interlocuteur de n'avoir d'autre alternative que d'affirmer ce qui est dit sur le sujet. Dès lors, être en contravention s'avère presque inacceptable (nous traiterons ce point plus en détail dans la section 3 : Interprétation). En l'occurrence, Mme Gregoria traite de problèmes présentés comme des maux communs, auxquels nous devons tous impérativement faire face : malnutrition infantile, pneumonie, mauvais résultats scolaires, etc. Et elle présente aussi la cause de ces maux : l'alimentation déséquilibrée : « *Ensuite on a cherché des gens pour leur apprendre à planter, pour qu'ils sachent équilibrer leur alimentation, connaître la valeur nutritive de chaque plante, pourquoi devaient-ils manger ça, c'est [sic] ce qu'ils devaient manger* » (Mme Gregoria, 8 février 2021).

Son discours laisse apparaître clairement qu'elle se positionne au-dessus des autres jardiniers, en raison notamment de son rôle de « promotrice » des jardins. Un autre élément fondamental témoigne également de cette position, lorsqu'elle se réfère à elle-même à la troisième personne (« *Gregoria n'est pas éternelle, Gregoria va partir un jour, Gregoria ne va pas être là. Autrement dit, ce que j'ai essayé, c'est de former des leaders, pour que chaque projet ait un coordinateur* »). Ce positionnement découle aussi de son statut de leader communautaire, et de « chercheuse » en agriculture, dans le but de partager les résultats de ses expérimentations avec d'autres jardiniers :

« Je dois avoir cet espace pour faire de la recherche quoi (...) Nous avons donc dû investiguer sur les légumes qui convenaient au sol, n'est-ce pas ? Alors aujourd'hui nous avons avancé, car nous avons plus de 20 variétés de légumes. (...) Je dois d'abord enquêter sur le type d'engrais, de quel type d'engrais mon sol a besoin, comment fonctionne l'engrais de bovins, l'engrais de cochons d'Inde, l'engrais de poulets... lequel marche le mieux pour mes légumes, lequel ? Ça m'apporte plus ? C'est ce que j'enquête. Quel type de biocides dois-je utiliser... quels macérats... quels parasites m'attaquent ? Quels sont les ravageurs vivaces ou permanents ? De façon saisonnière... c'est-à-dire que je fais des recherches sur ma parcelle et là, sur ma parcelle, je donne

aux dames une espèce d'école de terrain (...) Par exemple, aujourd'hui je vais faire un cours sur le SGP, le 'Système Participatif de Garantie' ». (Mme Gregoria, 4 février 2021)

Cette déclaration contredit cependant ce que Gregoria a initialement affirmé au sujet des autres membres qui lui apprenaient également à cultiver certains légumes en raison de leur région de provenance. Sur ce dernier point, un aspect très important de son discours tient dans l'a priori de Mme Gregoria établissant le lien entre les personnes disposant d'une origine provinciale et la vie rurale. En effet, pour elle, tous les migrants venus s'installer autour de Lima savent cultiver. Ainsi que mentionné dans le chapitre 4, les stéréotypes et/ou la segmentation créés dans l'esprit des liméniens par rapport aux personnes résidant à Lima provenant de diverses régions du Pérou, s'installent et provoquent un préjugé vis-à-vis de ces dernières :

« ... Alors c'est là que les gens commencent à s'organiser, ils commencent par les gens qui vivent dans les collines environnantes, et les gens étaient intéressés quoi, parce que les mêmes personnes qui habitent à Villa Maria del Triunfo sont des personnes immigrées de différents départements (régions). Ils ont donc une expérience d'avoir travaillé leur terre, leur ferme... ceux qui viennent du nord savent très bien cultiver des bananes, des citrons ; ceux des montagnes cultivent des pommes de terre, des fèves, des pois... et ceux de la côte cultivent tout ce qui est fruit : patate douce, manioc, ce type de choses... ». (Mme Gregoria, 4 février 2021)

À un autre moment de notre conversation, elle soutient que, du fait de leur condition de *provincianos*, les autres membres sont des personnes sans connaissances et dépourvues de la capacité de comprendre : *« J'appelle [les dames] je leur apprends à faire la rotation des cultures... car ici, comme la plupart des gens sont des analphabètes, ils ne comprennent pas... quand vous leur parlez, vous leur parlez, vous leur parlez... ils ne comprennent pas. Mais sur le terrain, là ils comprennent »* (4 février 2021).

D'autre part, l'argumentation du discours de Mme Gregoria se présente de diverses manières. Elle lance un appel à l'action et s'avère convaincue que la loi de certification de leurs produits permettra d'optimiser leurs activités et d'améliorer l'alimentation et ainsi de lutter contre la pauvreté :

« Nous avons essayé de nous unir pour présenter une loi à l'État afin qu'il nous donne la certification de nos produits, qui sont écologiques (...) Nous garantissons nous-mêmes que nos produits sont écologiques. Ce que nous voulons, c'est que le gouvernement nous reconnaisse ! Enfin... le gouvernement même, nous a déjà donné la loi, la loi sur l'agriculture biologique, nous avons déjà cette loi ». (Mme Gregoria, 4 février 2021).

L'objectif à travers cette loi, consiste à promouvoir les produits issus de l'AU, à informer la population autour de ces derniers :

« Tu viens avec ton produit pour le vendre et les gens ne savent pas faire la différence entre un produit conventionnel et un produit biologique. Les gens vont chercher ce qu'on leur vend de pas cher, de plus présentable... mais s'ils savaient combien de pesticides contiennent ces produits qu'ils prennent et mangent sur le marché conventionnel... alors je leur dis 'madame, il faut que tu apprennes ! Tu dois montrer la façon de préparer ton produit !' » (Mme Gregoria, 4 février 2021)

Or, la « loi sur l'agriculture biologique » (en réalité, le décret municipal de Villa Maria del Triunfo qui soutient l'AU) semble avoir été créée pour être appliquée dans un espace de temps déterminé car elle-même nous informe qu'en réalité, les jardins ne fonctionnent pas toute l'année. *« J'informe l'entreprise (ISA REP) 'Regardez, vous savez quoi ? En été ils ne peuvent pas cultiver car mon sol est sablonneux, et il n'y aura pas de production, les jardins seront abandonnés... je ne sais pas si vous pouvez nous aider avec la maille... ».*

Mme Gregoria recourt aussi aux métaphores au sein de son discours. Ainsi à propos d'un autre verger situé dans un autre district, elle s'exprime de la façon suivante *« 'Les enfants' [l'autre jardin] peuvent faire plus que 'les parents' [jardin Valladolid] ! Ils nous ont surpassés !' »* (Mme Gregoria). Au niveau de la structure syntaxique, nous observons qu'elle-même se présente comme une jardinière du jardin Valladolid, cependant, dans le même temps, elle cherche souvent à se différencier des autres jardiniers. Par exemple, dans le passage suivant (30 mars 2021), elle commence par s'inclure dans le groupe des jardiniers (*nous accompagne dans les démarches...*) avant de s'en exclure : *« ils « marchent déjà seuls ». Ils apprennent à... » :*

G : (...) Nous avons aussi réussi à obtenir d'ISA REP qu'elle nous accompagne dans les démarches administratives pour... constituer un conseil : le Réseau des Agriculteurs Écologiques. Pour qu'on apprenne à 'marcher seul' maintenant, tu vois ?

E : Quand est-ce que vous pensez commencer à 'marcher seul' ?

G : Actuellement, ils marchent déjà seuls. Ils apprennent déjà à ... c'est-à-dire qu'eux-mêmes peuvent déjà chercher leurs alliés, chercher du soutien....

Enfin, Mme Gregoria utilise d'autres ressources dans son discours tels que l'application de diminutifs (*proyectito* (petit projet), pour désigner le projet en général, *amiguito* (petit ou cher ami) pour désigner ses collègues, ou des diminutifs de légumes comme *lechuguita*, *tomatito*, *papita*...) ou d'euphémismes (à l'instar de : « alliés » pour désigner les bailleurs de fonds, ou « tables de travail » pour désigner des réunions). Ces tournures connotent son discours de manière familière voire témoignent de son attitude paternaliste notamment envers les jardiniers.

Les déclarations de Mme. Gregoria, leader communautaire du projet "Huertos en Linea", révèlent une position complexe entre sa présentation en tant que "jardinière" ou "agricultrice urbaine" et sa relation employée avec ISA REP. Son discours souligne la nécessité de formation et d'échange d'expériences au sein de la communauté, mais la contradiction entre cette rhétorique et l'affirmation que les habitants sont analphabètes suscite des interrogations sur la cohérence de ses propos. Mme. Gregoria met également en avant ses efforts de recherche approfondie pour gérer l'agriculture urbaine de manière scientifique (recherche sur les types de sol, les engrais, les biocides). Ce lien entre recherche (science ou expérimentation) avec l'AU leur offre une espèce de validation des activités du jardin auprès le public extérieur. La mention de la participation de l'UNALM (au travers des professeurs ou des étudiants) renforce aussi cette validation.

Parallèlement, Mme. Gregoria exprime une aspiration à l'autonomie de la communauté en recherchant la certification écologique des produits du jardin. Cependant, la mention de la collaboration continue avec ISA REP pour les démarches administratives souligne une dépendance persistante. Les tensions et contradictions dans son discours, telles que la reconnaissance des limites environnementales du sol sablonneux et la sollicitation d'aide d'ISA

REP, reflètent les complexités auxquelles la communauté est confrontée. Globalement, le discours de Mme. Gregoria met en lumière les défis et les dynamiques contradictoires entre l'autonomie communautaire et la relation avec l'entreprise.

2.3.Noemí Soto et la place de l'ONG « IPES »

Noemí Soto est la directrice exécutive de l'ONG IPES. Elle se présente comme l'une des premières promotrices du jardin Valladolid, avec la municipalité de Villa Maria del Triunfo : « *nous voulions faire un jardin qui ait différentes zones, une zone de production, une zone de semences, une zone de formation... comme ça. Et nous avons commencé à travailler dessus. Au cours de ces années, nous avons travaillé avec la municipalité de Villa Maria del Triunfo et nous avons commencé avec le premier jardin, le jardin Valladolid* ». (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

En même temps, elle essaie de capter l'attention de l'interlocuteur et de le sensibiliser en lui indiquant les carences du jardin : « *les jardins qui sont venus après ont été faits dans leur zone de production mais ils n'ont pas d'eau, ils n'ont pas de système d'irrigation goutte à goutte, c'est-à-dire, ils manquent de plusieurs choses* » (Mme Noemí Soto). Elle présente également des pistes de solutions pour montrer son expérience et ses connaissances sur le sujet. À titre d'illustration, elle nous livre avoir proposé que « *l'un des outils pour valider le projet est de nommer les jardins (comme les quartiers) et de créer des associations d'agriculteurs urbains* » (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Il s'avère intéressant par ailleurs, de relever à travers le discours de Noemí Soto, qu'en réalité ce n'est pas le jardin qui s'est adapté aux besoins des personnes, mais les personnes qui se sont adaptées aux besoins du jardin (de fait, du projet d'ISA REP). Nous savons en effet, que le jardin Valladolid se situe à un endroit qui pratiquement correspond au seul lieu disponible. Et pour qu'il puisse se développer, les personnes vivant dans l'*asentamiento humano* à côté du jardin ont été sommées d'y « aller pour arroser les plants », puisqu'elles habitaient à proximité : « *Pour cette raison, les jardins sont constitués de personnes qui vivent autour de ces jardins. On a travaillé avec eux surtout parce qu'ils habitent très proche et ils peuvent donc aller arroser* » (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

La phrase narrative employée par Noemí Soto permet de valoriser ses actions lorsque des difficultés se sont présentées au début. Nous remarquons même à certains moments un sentiment de « lutte » : « *On voulait promouvoir l'AU, et comment faire ?! Parce que les gens croyaient que l'AU était de l'agriculture en pot, n'est-ce pas ? (...) C'était l'une des nombreuses questions qui nous ont été posées. Je te le dis parce que je l'ai vécu, je l'ai ressenti, en plus, on me l'a dit...* » (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Dans la même ligne de valorisation de certaines initiatives, Noemí Soto se sert de la récupération « des espèces natives » et de ce que cela génère dans la pensée des personnes. Cela l'aide à rendre son discours inspirant et convaincant :

« Ils ont travaillé sur la récupération des espèces natives : l'ataco, le vertolaga, le quinoa, le tomatillo sauvage... du coup on a organisé des formations (...) alors divers acteurs se sont intéressés parce qu'ils voient que c'est possible, c'est réel » (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Elle s'attèle également à attirer l'attention et à présenter un message de lutte pour « casser les barrières » :

« On a aussi pu casser des barrières, petit à petit, de toutes ces barrières (l'une) c'est la barrière virtuelle, parce qu'il s'agit de personnes très âgées, maintenant ils savent davantage utiliser le zoom, faire leurs videotitos (petits vidéos)... » (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Mme Noemí Soto emploie un langage technique et persuasif pour argumenter sur ses activités et créer des images dans l'imaginaire de l'auditeur, comme « espace productif » ou encore « cohésion ». Ces termes soulignent la nécessaire solidarité :

« Il nous semblait important qu'il ne s'agisse pas seulement de créer un espace productif, mais aussi qu'il est nécessaire de renforcer la capacité de gestion, car finalement le succès ou non est aussi déterminé par la capacité de cohésion, de coordination que possèdent ceux qui composent le jardin ». (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Mme Noemí Soto recourt parfois à des métaphores ou des dictons, qui peuvent parfois sembler confus pour l'auditeur mais qui allègent finalement le sujet et le rendent plus compréhensible pour la grande majorité. Mme Noemí Soto utilise les images suivantes « *nager un peu au-dessus de la mer* » (alors qu'en réalité, une telle métaphore n'existe pas) ou « *je ne peux pas apprendre à un homme de Huancayo comment planter une pomme de terre parce [au risque] qu'il me donne un bon coup !* »

La relation entre le traditionnel et le moderne constitue aussi une ressource largement mobilisée, par Mme Noemí Soto, mais aussi par les autres représentants des ONG qui promeuvent les jardins. Dans ce cas, Mme Noemí Soto effectue un parallèle entre les activités du jardin et les activités ancestrales péruviennes et utilise en même temps le terme de « technologie » pour désigner les techniques utilisées par certains jardiniers. Cette assimilation des techniques ancestrales à la technologie positionne en quelque sorte l'interlocuteur du côté émetteur du message :

« On veut faire une formation pour les formateurs, parce qu'on voit que certains en savent déjà tellement [beaucoup] qu'ils sont prêts à en former d'autres (...) on veut faire une sorte de Yachachiq⁶⁸ urbain, une expérience qui a eu lieu dans les montagnes car il ne s'agit pas seulement de savoir ou connaître... il y a un groupe de technologies sur lesquelles on travaille au sein de l'AU, donc si tu y vas, les gens savent comment faire (...) diverses technologies pour améliorer le type de sol, contrôler les ravageurs et les maladies, et ils le font de manière agroécologique (...) donc on est en train de leur donner un certificat qui montre qu'ils savent cultiver, savent enseigner, bref... »
(Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Mme Noemí Soto s'appuie sur une autre ressource dans le cadre de son discours et choisit de se positionner de manière antagoniste aux activités de l'État. Cette position dans le contexte péruvien se révèle toujours efficace puisque dans l'imaginaire populaire l'État est corrompu et inefficace. Cela fait apparaître IPES comme une « meilleure » alternative : « *Nous, contrairement à l'État, n'avons pas un revenu constant* » (Mme Noemí Soto). Elle souligne à cet égard les différences entre l'IPES et l'État : « *Ce qu'il y a eu c'est un appui et promotion -*

⁶⁸ « Yachachiq » est un mot quechua (langue des Incas et deuxième langue au Pérou) qui faisait référence à un enseignant de terrain dont les connaissances lui ont été transmises de manière ancestrale et qui enseignait à sa communauté les techniques productives pour la bonne gestion de la terre, de l'eau, des cultures ou des animaux.

même par l'État- de l'hydroponique. La culture hydroponique n'est pas agroécologique, nous ne soutenons pas la culture hydroponique » (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Dans le discours de Mme Noemí Soto, les phrases complexes prédominent et elle présente des parallèles pour véhiculer une idée concrète et convaincante. Elle considère ainsi les jardins comme faisant partie de la « campagne » et même du « rural » :

« [les écoles de terrain] en termes d'infrastructures n'ont pas été créées, mais en termes d'action oui. La conception des écoles de terrain est qu'elles sont dans la campagne. Bien évidemment, l'Université Nationale Agraire La Molina (UNALM) a des terrains genre campagne, mais les jardins sont aussi des champs, de la campagne (...) On cherche que le jardin soit un espace d'éducation des adultes, un espace de d'échange des savoirs ... ». (Mme Noemí Soto, 18 mars 2021).

Tout comme les autres représentants d'ONG ou de sociétés de conseil, le discours de Mme Noemí Soto comporte de nombreux euphémismes, à l'instar de « groupe de recherche » pour désigner les activités, en l'occurrence, de Mme Gregoria ; « alliés » qui renvoient aux organisations qui collaborent avec le jardin ; « coopérateurs » afin de référer aux bailleurs de fonds. Le verbe « articuler » permet de faire référence au travail ou à la relation avec d'autres acteurs, enfin les concepts d'« espace pour l'éducation » ou d'« espace pour le dialogue » illustrent les jardins.

Les déclarations de Noemi Soto mettent en lumière la vision dominante de l'AU en tant que moyen de renforcer la cohésion sociale dans la communauté. Elle souligne la nécessité de dépasser la conception limitée de l'AU comme « agriculture en pot » et insiste sur l'importance de la formation, de la gestion, et de la coopération locale. Au même temps, elle met en avant le rôle de l'ONG dans la promotion de la diversité biologique en récupérant des espèces natives et en organisant des formations, ce qui renforce son positionnement comme acteur clé dans le développement de l'AU. Aussi, sa méfiance est également affichée envers les méthodes hydroponiques, soulignant ainsi une orientation agroécologique dans les projets de l'ONG.

Parallèlement, Noemi Soto souligne la nécessité de renforcer la capacité de gestion au sein de la communauté, insistant sur le rôle de l'ONG dans cette dynamique. Elle critique l'approche de l'État en faveur de la culture hydroponique, positionnant IPES comme un contre-poids plus

efficace et authentique dans la promotion de l'AU. L'accent mis sur la formation des formateurs et la création d'un certificat souligne la volonté de l'ONG de pérenniser les connaissances et les compétences au sein de la communauté. Globalement, le discours de Noemi Soto présente l'ONG IPES comme une force motrice positive et essentielle dans la promotion de l'AU, tout en établissant une distinction marquée entre ses actions et celles de l'État.

2.4. Le rôle de la Municipalité de Villa Maria del Triunfo

Le sous-directeur de la propreté publique, Ivan Atúncar, des espaces verts et de l'ornementation de la Municipalité Villa Maria del Triunfo considère que l'AU :

« (...) est importante parce que les produits alimentaires sont majoritairement bio, ils ne sont pas bourrés d'insecticides, de toutes ces choses, de tous ces produits chimiques que les produits que nous achetons dans les marchés. La municipalité, cette gestion soutiendra et le travail pour qu'ils soient reconnus : le travail, leurs produits, et que ces produits soient amenés aux tables de la population ». (Ivan Atúncar, 19 mars 2021).

Naturellement, tout comme ISA REP, le discours de la municipalité ne nécessite pas une analyse minutieuse car il prend forme sous l'influence du discours conventionnel sur l'AU.

Ainsi qu'évoqué supra, le soutien apporté aux jardiniers consiste dans des formations, des sensibilisations relativement à certaines problématiques : les ravageurs, les maladies ou encore en relation avec leur fonction au sein de l'AU. De même, M. Atuncar mentionne que toute la coordination des activités s'effectue à travers Mme Gregoria : *« à travers elle, nous planifions l'ensemble du plan de travail »*. Or, cette affirmation contraste fortement avec la réalité ressentie par M. Christian : *« si je fais une demande [à la Municipalité], je dois demander l'entretien de ceci [du jardin], car si je demande des semences, elle va me dire 'toi tu l'achètes [ou] quoi !', 'où nous recevons quelque chose de ce que vous offrez ? Non !'. Alors [la municipalité] va me réfuter sur ce point »*. Dès lors, les demandes adressées à la municipalité s'avèrent limitées et ne semblent pas concerner la planification d'une quelconque production.

Les déclarations de M. Ivan Atuncar révèlent une volonté de positionner la municipalité comme un acteur clé soutenant l'AU. Il souligne la qualité biologique des produits, s'alignant ainsi sur

le discours dominant de l'AU, et met en avant la coordination avec Mme Gregoria pour planifier les activités. Cependant, malgré l'accent sur le soutien, les actions concrètes semblent se limiter à des services de nettoyage public et d'approvisionnement en eau, indiquant un niveau d'engagement relativement limité. Les déclarations de M. Atuncar suggèrent également une certaine confusion entre les activités liées à l'agroécologie et celles spécifiquement associées à l'AU, soulignant une possible ambiguïté dans la compréhension des initiatives.

De plus, la mention de la coordination avec Mme Gregoria et les organisations de producteurs souligne une volonté de renforcer la collaboration entre la municipalité et les acteurs de l'AU. Cependant, l'insistance sur le fait que les participants ne se consacrent pas entièrement au jardin, mais ont d'autres activités antérieures, peut indiquer une certaine réserve ou limitation dans l'engagement de la municipalité envers l'AU. L'accent sur la formation, bien que louable, doit être étayé par des actions tangibles pour véritablement appuyer le développement de l'AU dans la région.

3 L'interprétation

Comme souligné précédemment, la phase de l'interprétation représente une étape cruciale dans la compréhension et l'analyse d'un texte ou d'un phénomène culturel. Cette phase implique un processus actif et réflexif qui nous plonge dans le texte ou l'énoncé, nous amenant à comprendre son contenu au-delà de son sens littéral. Ici, nous explorons les multiples couches de sens, les implications historiques, culturelles et sociales, ainsi que les liens avec d'autres contextes pertinents. L'interprétation des discours analysés dans le Jardin Valladolid nous amène à les diviser en différentes couches de sens selon les déclarations des interviewés.

3.1. Positionnement stratégique de chaque acteur

L'entreprise ISA REP semble utiliser le projet comme un moyen de renforcer son image institutionnelle à travers des pratiques de greenwashing. Elle insiste sur l'innovation et la durabilité tout en minimisant les problèmes réels liés à la vente des produits et à l'impact réel sur la communauté. Pour sa part, Mme Gregoria, bien que représentant la communauté, est également employée par ISA REP, soulignant un conflit d'intérêts potentiel. Ses déclarations, parfois contradictoires, révèlent une dynamique complexe entre son rôle de leader communautaire et ses liens avec l'entreprise.

L'ONG « IPES » cherche à établir sa supériorité par rapport à l'État, présentant ses actions comme plus efficaces. Le discours de Mme Soto souligne l'idée que l'ONG est la solution aux déficiences perçues de l'État, renforçant ainsi son rôle dominant dans le projet. Dans la même ligne ; la municipalité de Villa Maria del Triunfo cherche à se positionner comme un soutien actif, bien que les actions concrètes ne correspondent peut-être pas entièrement aux discours. Les déclarations d'Ivan Atuncar révèlent une certaine confusion entre les activités d'agroécologie et celles spécifiquement liées à l'AU.

3.2. Intentions cachées

La présence des motivations dissimulées semble être présente dès le début. ISA REP pourrait chercher à utiliser le projet non seulement comme une initiative sociale, mais aussi comme une opportunité de valorisation de l'entreprise sur le marché en se présentant comme socialement responsable. D'autre part, Mme Gregoria pourrait être dans une position difficile, jonglant entre son rôle de leader communautaire et son emploi chez ISA REP. Ses déclarations pourraient refléter la nécessité de concilier ces deux identités distinctes.

L'ONG IPES semble vouloir renforcer son influence en présentant ses actions comme indispensables à la réussite du projet, mettant en lumière les lacunes de l'État dans ce domaine, parmi que la municipalité de Villa Maria del Triunfo, bien qu'exprimant son soutien, pourrait avoir des priorités différentes, telles que l'agroécologie, qui peuvent être mélangées avec les objectifs de l'AU.

3.3. Les véritables intérêts des acteurs

Si à première vue, il semble que tous les acteurs poursuivent une même direction, la réalité révèle que les intérêts (personnels ou organisationnels) de chacun des acteurs impliqués comportent des directions différentes, toujours dans le cadre de ce qu'implique le travail sur un projet social ou de développement, dans ce cas, privé.

Après avoir mis en contraste les déclarations de tous les acteurs impliqués, l'acteur qui bénéficie le plus de ce projet renvoie au propriétaire de la concession des territoires, à savoir : ISA REP. Ces avantages s'avèrent multiples : maintien de leurs territoires à l'abri des invasions ou des

constructions informelles, du défrichage et des accumulations de déchets ; promotion de la responsabilité sociale entrepreneuriale (RSE) et du développement durable (ce qui lui permet d'atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU) ; et surtout délivrer une image positive vis-à-vis des autres interlocuteurs tant au niveau national qu'international. À cela s'ajoutent les avantages fiscaux procurés par les activités sociales qu'ils réalisent.

D'autre part, Mme Gregoria dispose d'un intérêt pour que le projet continue son cours puisqu'elle est rétribuée financièrement par ISA REP, non seulement pour le bon développement du jardin de Valladolid, mais aussi pour les autres réalisés dans d'autres territoires appartenant à l'entreprise. Maintenir une image de femme combattante s'avère important dans ce cadre. Ainsi, son discours se concentre sur « l'effort » et le « sacrifice » en faveur de la communauté, sans presque rien recevoir en retour.

L'implication de M. Christian dans le jardin date d'après la maladie qui l'a temporairement éloigné des activités avec effort physique. Il se sent bien dans le jardin, cultiver lui fait du bien. Cependant, le fait de se retrouver dans le groupe de personnes qui a vécu les premiers pas des « jardins urbains » (les premiers projets concernant l'AU) et surtout de se trouver confronté à l'appropriation de la part de l'entreprise ISA REP des initiatives municipales et populaires fait que M. Christian cherche la manière de tirer un profit du projet « Huertos en Linea ». Il a déjà essayé de présenter un projet (d'arbres fruitiers), mais il a rencontré plusieurs barrières imposées par ISA REP. La frustration de se sentir soumis aux indications de l'entreprise conduit M. Christian à ne pas se sentir libre, autonome ou indépendant au moment de vouloir mettre en place une initiative.

L'intérêt d'IPES se révèle naturellement commercial. Ils cherchent à fournir des services à ISA REP afin de pouvoir subvenir à leurs besoins financiers. À cet égard, la directrice de l'IPES se révèle très claire sur la satisfaction des intérêts de chacun des acteurs, dans une sorte de situation gagnant-gagnant :

« À cette époque, tout cela était un dépotoir, et il y avait beaucoup de défrichage, ordures. Et aussi les gens d'ISA REP étaient inquiets parce qu'il y avait des invasions. En fait, il y avait déjà des petites maisons. C'est donc comme une somme d'intérêts ».
(Mme Noemí Soto, 18 mars 2021)

Ainsi donc, les jardiniers profitent de la production de leur jardin, ISA REP de la protection du sol et le développement de son service RSE et, IPES des services de consulting sur le développement des programmes sociaux, en l'occurrence, le projet « Huertos en Linea ».

La municipalité quant à elle, valorise le soutien qu'elle apporte au plus grand jardin urbain de Lima, qui génère une bonne image auprès des voisins de Villa Maria del Triunfo et d'autres acteurs. Cela sera important notamment lors des élections municipales. Ce jardin se trouve soumis à leur soutien quoi qu'il advienne puisque le décret municipal qui promeut l'AU dans le district est toujours en vigueur. La promotion de « l'AU » cristallise toujours un soutien parmi les voisins et les responsables publics. Outre la question de l'image positive, il n'existerait un autre intérêt de la Municipalité puisque, même si le jardin Paracas et le projet « Huertos en Linea » sont très connus dans l'écosystème de l'AU liménienne, cela ne rend pas plus attractive la ville (il s'agit d'une zone très précaire) et celle-ci ne bénéficie pas de subventions étatiques. Eventuellement, la ville pourrait tirer en profit avec le sponsoring de la part d'ISA REP pour réaliser certaines interventions (formations, foires, visites, autres).

3.4.« J'aime les plantes » comme justification de l'implication dans le projet

« *Je travaille ici parce que j'aime les plantes* », il s'agit là d'une expression fréquemment employée par les jardiniers que nous avons entendue tout au long de nos entretiens pour justifier leur présence. Pour autant, aimer les plantes ne suffit pas pour « vivre » de la vente de celles-ci. Cela s'avère plus lié au bien-être suscité par le fait d'arroser et de prendre soin des plantes. L'expression « aimer les plantes » renvoie une image de « gentillesse » et d'« humanité » de l'émetteur de message, à l'instar de la phrase « j'aime les animaux ». « Aimer les plantes » possède une connotation de *hobby* ou de passe-temps, de distraction et de divertissement. Ils ne disent pas « j'aime vendre des légumes » ou « j'aime manger sainement » ou « j'aime enseigner aux autres ». Cette relation confortable entre les plantes et les hommes sert à promouvoir non seulement l'image du jardin mais aussi tout le discours qui est généré autour de lui.

Ainsi, l'expression « *Je travaille ici parce que j'aime les plantes* » peut être vue comme une réponse émotionnelle, ce qui pourrait être exploité par les organisations promotrices pour susciter l'engagement des participants sans nécessairement adresser des problèmes plus larges comme les conditions de travail, la rémunération, ou les avantages sociaux.

D'autre part, l'utilisation de cette phrase peut contribuer à essentialiser le travail des jardinières en le réduisant à une simple expression d'amour pour les plantes. Cette essentialisation peut minimiser la complexité des tâches réelles effectuées par les jardinières, établissant une vision romantique qui peut masquer les aspects difficiles, physiques et souvent non gratifiants du travail.

Aussi, en mettant en avant l'amour pour les plantes comme raison principale de leur travail, les jardinières peuvent implicitement laisser de côté des aspects économiques cruciaux. Cela pourrait contribuer à la dévalorisation du travail d'AU, en le présentant comme une activité motivée principalement par la passion plutôt que par la nécessité économique. Dans la même ligne, en exprimant leur motivation en termes personnels, les jardinières peuvent individualiser la responsabilité de maintenir le jardin. Cela pourrait être exploité par les organisations promotrices des projets pour déléguer la responsabilité de la durabilité et de la réussite du projet aux jardinières, plutôt que de reconnaître les conditions structurelles qui influent sur leur travail.

Finalement, focaliser sur l'amour des plantes peut éclipser des enjeux sociaux plus larges, tels que la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes, ou l'inégalité économique, qui sont souvent cités comme des objectifs des projets d'agriculture urbaine. Cette focalisation pourrait détourner l'attention des problèmes structurels et maintenir le *statu quo*.

3.5.L'objectif final du jardin

Bien que les objectifs du jardin Valladolid s'avèrent presque identiques au fil du temps, ils se révèlent déterminants dans l'acceptation ou non de cette entreprise par les différentes entités sociales. Ainsi, les personnes extérieures à ces activités peuvent imaginer la concrétisation des objectifs formulés dans la publicité (internet, sites web, presse, etc.) s'ils sont atteints. Il importe de souligner que les objectifs du jardin diffèrent dans certains cas des objectifs personnels. Or, le discours demeure toujours le même. C'est à ce stade que se manifeste une influence sur les jardiniers vis-à-vis de l'objectif du jardin Valladolid d'ISA REP. En effet, la rhétorique sur l'AU apparaît si forte qu'elle influence même leur façon de penser et de réagir. Ainsi, sans l'influence des ONG, de l'Université ou de toute entité qu'ils jugent comme « supérieure », les objectifs du jardin renvoient aux véritables objectifs personnels des acteurs.

Nous avons déjà exposé les intérêts qui expliquent qu'ISA REP maintient son soutien au jardin Valladolid. Dans le discours de Mme Gregoria, l'objectif principal avoué du jardin consiste à « *améliorer la qualité de vie des enfants grâce à une alimentation équilibrée* ». Mais à la question plus directe de son propre intérêt, elle répond à nouveau qu'il s'agit d'un travail de bénévole, réalisé en faveur de sa communauté (elle ne nous a jamais révélée être salariée d'ISA REP). M. Christian assigne au jardin davantage un objectif de loisir et de passe-temps, le rattachant beaucoup à la santé. La directrice de l'IPES envisage le jardin plus sous l'angle fonctionnel, considérant le sujet de l'AU comme d'actualité et intéressant à répliquer à Lima : « *l'AU est tellement variable et malléable que tout le monde peut y travailler, 'chacun a sa part'* ». Pour le fonctionnaire de la Municipalité de Villa Maria del Triunfo, même si son discours sur l'AU ressemble à celui d'ISA REP et de l'IPES, nous avons la sensation d'une obligation de soutenir les activités du jardin de Valladolid en raison de l'existence d'une OM en ce sens.

Le projet « Huertos en Linea » se déroule ainsi dans un cadre où se confrontent des intérêts interpersonnels/interinstitutionnels et où seulement certains acteurs disposent de la capacité et de la possibilité d'imposer leurs désirs. Le discours sur l'AU comporte des opportunités pour les jardiniers de sortir de la pauvreté, cependant son analyse révèle une asymétrie importante dans ce jeu de pouvoirs.

3.6. Différence de capital culturel

La reconnaissance par les jardiniers de ceux qui possèdent une formation universitaire ou une carrière professionnelle représente un facteur important dans l'évaluation des relations de pouvoir et de l'importance conséquente des divers intérêts qui se rejoignent au sein du jardin. Les jardiniers considèrent qu'ils ne sont pas capables de proposer ou d'exiger un bénéfice du jardin en raison de leur défaut de diplôme universitaire. Ainsi, ils estiment que les avis des « professionnels » sont plus pertinents, donc si ces professionnels édictent une prérogative, les jardiniers l'appliquent.

Cela ressort notamment dans l'une des déclarations de M. Christian. Nous constatons ainsi, une appréciation de « supériorité » de la part des jardiniers pour les personnes qu'ils assimilent à un « professionnel » (c'est-à-dire, quelqu'un qui possède un diplôme universitaire) ou un

« ingénieur ». ⁶⁹ Pour les jardiniers, le simple fait d'être « ingénieur », lui confère une plus grande « légitimité » pour la réalisation de certaines activités, comme former d'autres jardiniers : « *l'ingénieur qui devait les former aux évaluateurs internes... ça je le sais et j'ai plus d'expérience, mais c'est que le REP avait embauché un ingénieur donc il faut accepter...* ». (17 février 2021)

Dans la même ligne, la comparaison s'avère inévitable lorsqu'il s'agit de professionnels qui accompagnent les jardins. Le mécontentement du représentant des jardiniers transparait de façon évidente :

« Il y a des gens ici qui pourraient aller dans un autre quartier pour enseigner leur expérience et ce qu'ils font... mais non, il n'y a pas cette opportunité. Autrement dit, (...) pourquoi ne pas leur donner l'opportunité [aux jardiniers] d'être promoteur en AU, d'enseigner et de gagner leur argent, comme n'importe quel professionnel ou personne technique. Mais il n'y a pas cela. Alors ils centralisent en une personne, ou deux ou trois, c'est-à-dire, dans ce cas, si je compte sur les gens ici, pourquoi dois-je parler à l'ONG, même s'ils sont des ingénieurs, si j'ai des gens ici, qui peuvent... [qui sont capables de m'aider] et en plus ils [les ingénieurs] sont stupides, je porterais ce projet à mes gens et mes gens du premier projet enseigneront dans un autre projet, c'est-à-dire que je ne vois pas pourquoi embaucher un « ingénieur », deux ou trois, si j'ai des gens ici, et celui d'ici va t'apprendre plus parce qu'il va être ici avec toi, il va étudier le sol, 'tu dois faire comme ça, comme ça'... les gens savent déjà. C'est pourquoi parfois je ne trouve pas de sens... ». (M. Christian, 17 février 2021)

Les répétitions, les phrases non terminées dans le discours de M. Christian témoignent de son exaspération, de son incompréhension vis-à-vis du manque de logique de la situation. Autant M. Christian se révèle conscient de la « moindre capacité » des « ingénieurs » mis à disposition par les formations délivrées par ISA REP (à travers IPES ou une autre ONG, comme l'ONG « Instituto de Desarrollo y Medio Ambiente » (*Institut de Développement et de l'Environnement*) (IDMA), autant au fond il sent qu'il ne dispose pas des moyens de faire respecter sa parole devant certaines personnes ayant une profession. Il se résigne donc à obéir, même s'il se trouve en désaccord, et qu'il estime que le diplôme ne vaut pas forcément

⁶⁹ Les jardiniers ont l'habitude d'appeler « ingénieur » les personnes qu'ils côtoient provenant d'ISA REP, d'une ONG ou de la Municipalité. Il suffit de posséder un diplôme

l'expérience et les connaissances de terrain. Ainsi lors des formations dispensées par l'IPES, M. Christian relève que :

« [...] Et la vérité est que ces formations, je n'ai rien appris, je leur ai plutôt appris ma technique ! [...] 'Mme Gregoria - je lui dis - est-ce qu'ils vont m'apprendre ou est-ce que je vais [leur] enseigner ? Je ne suis plus pour [en faveur de] ça' (...) Je dis (au représentant de l'ONG) 'D'accord mademoiselle, je vais y participer, je vais vous aider à convoquer et tout ça, mais regardez... les gens ici sont prêts pour « jouer dans d'autres ligues » (...) nous sommes là pour servir et aider et je pense réciproquement parce que vous... vous avez mis les pieds dans une université et soudain vous avez plus de connaissances ». (M. Christian, 17 février 2021)

3.7. La présence de l'Université Nationale Agraire La Molina (UNALM)

La présence et la légitimité de la figure de l'UNALM au sein des jardins se trouve liée au point précédent sur la différence de capital culturel. L'évocation de « l'Académie » à travers l'UNALM représente une constante chez les acteurs du jardin, notamment chez les acteurs qui appartiennent au groupe des ONG, à la municipalité et à ISA REP. Le fait de considérer l'UNALM comme une entité « neutre » (sans aucun type de parti pris politique ou d'intérêt économique) conduit à la considérer comme un acteur clé pour légitimer les actions : « *Vous venez me voir sous le nom de l'UNALM. Très bien. Je ne peux rien nier [refuser] à l'UNALM et lui fermer la porte* », nous répond M. Christian ; « *nous avons pensé qu'il était important que l'UNALM puisse participer par le biais du programme El Huerto qui implique l'UNALM* », explique Mme Noemí Soto de l'IPES ; « *Vous, en tant que représentant de l'UNALM, je vous demande de nous assurer une formation sur les questions techniques, vous qui êtes les experts* », nous demande le fonctionnaire de la Municipalité de Villa Maria del Triunfo.

La présence de l'Académie, en l'occurrence l'UNALM, s'avère très appréciée et est perçue comme essentielle dans de nombreux cas. Elle est appréhendée comme un centre de transfert de connaissances et un pont entre les connaissances théoriques et la pratique. Le projet de création d'« écoles de terrain », né dans le cadre du projet « Huertos en Línea », illustre clairement cela.

Cependant, il importe de garder à l'esprit que la présence de l'Académie dans des projets sociaux ou de développement doit s'inscrire dans une collaboration authentique et significative, avec la participation des communautés concernées. Cela n'implique pas seulement de les considérer comme des « exécuteurs » ou des « bénéficiaires » (ou les deux) du projet, mais plutôt de créer et structurer le projet à partir de sa base avec leur participation. En l'occurrence, l'UNALM vient légitimer un projet privé (projet « Huertos en Línea » d'ISA REP) et peut également influencer un conflit d'intérêts. Il existe un risque que les résultats de la recherche ou de l'analyse soient biaisés en faveur des intérêts commerciaux de l'entreprise commanditaire, compromettant l'objectivité des conclusions et l'autonomie académique. Cela peut limiter la diversité des perspectives et la capacité d'aborder les questions sociales ou de développement de manière impartiale.

Un autre aspect important tient dans le manque de transparence dans la collaboration de l'UNALM au projet d'ISA REP. À cet égard, la professeure d'agronomie, représentant l'UNALM sur la scène de l'AU à Lima, Mme Saray Siura, explique comment cette collaboration s'établit :

« Nous avons une entente avec la Municipalité de Villa Maria del Triunfo, qui était déjà venue ici pour diverses choses, dont les jardins (...) Nous avons été invités quand Washington Ipenza (maire de Villa Maria del Triunfo) était là, nous avons été invités par l'IPES et ce réseau, et nous avons signé, disons, une 'lettre d'intention', il y a eu des instruments, nous avons fait une 'lettre d'intention' avec l'IPES... Et je les ai contactés car ils nous ont invités à donner une conférence. Nous sommes allés donner la conférence et c'est là que j'ai récemment contacté l'IPES. (...) et on s'est pas mal impliqué dans le travail de recherche et de formation, avec l'IPES, et dans le cadre de l'accord on a soutenu différentes choses... par exemple, on a soutenu les célébrations de la semaine de l'AU, l'UNALM y a participé institutionnellement, on est parti [prenante] à ce réseau et je fais partie de l'équipe de recherche de l'IPES (...) J'ai emmené des étudiants du dernier cycle [de l'UNALM] à Villa Maria del Triunfo et ils ont aidé en faisant les jardins dans diverses zones, nous avons fait des jardins dans trois zones, parce que l'IPES avait en tête de promouvoir le thème de l'AU à Villa Maria del Triunfo, où il n'y avait ni bonne terre, ni eau. Donc il y a eu des accords avec ISA REP qui voulaient se rapprocher pour nous soutenir ». (Saray Siura, 5 avril 2021)

Il nous semble convenant placer sous l'égard critique cette déclaration (« ..., parce que l'IPES avait en tête de promouvoir le thème de l'AU à Villa Maria del Triunfo, où il n'y avait ni bonne terre, ni eau. Donc il y a eu des accords avec ISA REP qui voulaient se rapprocher pour nous soutenir ») : on a l'impression qu'on lui a un peu forcé la main, qu'elle regrette certaines actions qu'elle a dû réaliser malgré elle. On a l'impression que c'est l'IPES qui mène là aussi la danse « IPES avait en tête ». Preuve en est c'est que la professeure considère certaines parcelles comme non cultivables « ni bonne terre, ni eau ».

Nous en déduisons une participation quasi formelle de l'UNALM à travers la seule présence du professeure Saray Siura. Dans certains cas, la collaboration entre les universités et les entreprises ou organisations privées manque de transparence. Cela limite la responsabilité et rend difficile l'accès aux informations et aux données générées par l'enquête, affectant ainsi la possibilité d'examiner et de reproduire les conclusions. Dans ces situations, la professeure Saray Siura mentionne le rôle de certaines « lettres d'entente » :

« Ce qui se passe, c'est que pour conclure des accords avec l'université, il faut que ce soit des projets à long terme, et il se passe beaucoup de choses dans les procédures, et les accords sont signés par le recteur. Cela peut donc être lent. Donc, le plus expéditif pour nous, ce sont les « accords d'intention » qui se font directement. [...] Les « lettres d'intention » sont signées par le doyen de la faculté. La façon d'accélérer est avec une « lettre d'intention », de le faire nous-mêmes. C'est ainsi que nous avons rédigé de nombreuses « lettres d'intention » avec diverses institutions. Parce que sinon, il n'y a aucun moyen de faire avancer les choses [...] ce qui se passe, c'est que dans le projet « ALDA » (projet de l'ONG canadienne CUSO International)⁷⁰ nous avons donné « l'aval » pour que l'université soit [présente] officiellement... et c'est très bon. Normalement, notre participation en tant qu'université vient toujours du côté... Si nous exécutons un projet, nous devrions exécuter un projet qui doit avoir [l'aval de] la direction de l'université ». (Saray Siura, 5 avril 2021)

Enfin, la présente étude ne cherche pas à réaliser une analyse critique sur l'opportunité de la participation de l'UNALM dans un projet privé pour conclure à l'éventuelle existence

⁷⁰ Le projet « Alimentando a Lima desde adentro » (*Nourrisant Lima depuis l'intérieur*) – « ALDA » est un projet qui a pour objectif de créer, élaborer, mettre en place et fournir un certificat d'agroécologie à la production d'un jardin urbain. Nous détaillerons ce projet dans le chapitre 8.

d'activités injustifiées ou arbitraires. Cependant, il s'avère essentiel de s'assurer que l'intégrité et la transparence académiques sont maintenues dans toutes les collaborations, et que les intérêts publics et sociaux sont dûment pris en compte et protégés.

3.8. Les obligations déguisées

Les jardiniers en tant que tels ne se sentent pas obligés d'aller travailler dans le jardin, car comme mentionné précédemment, la plupart d'entre eux le conçoivent comme une activité de loisir (qui à son tour apporte d'autres avantages, mais tous liés à la partie émotionnelle du jardinier). Cependant, dans le jardin Valladolid, après analyse et comparaison des discours des principaux acteurs, certaines activités présentées comme couvertes de vertus correspondent en réalité à des mandats ou des obligations que les jardiniers doivent respecter. Ils deviennent donc des travailleurs, devant exercer certaines activités, sans pour autant être payés et ni protégés. Il importe également de souligner que le succès ou l'échec du jardin relève de leur responsabilité.

Voici quelques exemples que nous pouvons identifier dans le jardin Valladolid :

- Inclusion familiale

Que le jardin compte sur la présence de jeunes semble être une prérogative très importante pour ISA REP. L'entreprise propose aux jardiniers d'appliquer « l'inclusion familiale », qui les oblige à inclure leurs proches (surtout les enfants et petits-enfants) dans les activités de jardinage. L'« inclusion familiale » se retrouve même dans le document que les jardiniers signent chaque année à ISA REP. Cependant, il semble que les jeunes ne sont pas intéressés par la participation au projet, selon M. Christian :

« ... Nous devons inclure la famille. Inclusion de qui ? De la femme, du fils, de la fille, qu'ils participent ici. Très bien. Parfois j'amenais ma fille, parfois j'amenais ma petite-fille, qu'ils aiment [...] ils viennent et disent qu'il faut inclure la famille, que les enfants, que les petits-enfants, maintenant... là j'ai signé un document, que si par A ou B je meurs, mon fils reste ; ma fille ou ma petite-fille, de la région où je travaille. J'ai signé ce document. [...] [mais] je vais vous dire la difficulté. La difficulté, c'est que les jeunes ne s'y intéressent pas ! Ça ne les intéresse pas ! Ça ne les intéresse pas ! Rarement, une personne aime, rare. (...) Il y a cinq ans « l'inclusion familiale » est

venue, c'est pourquoi je lui ai dit maintenant que je me rappelle... enfin, qu'est-ce qu'il se passe : si j'ai signé un document dans lequel nous devons faire l'inclusion familiale, et qu'ils (les membres de ma famille), s'il m'arrivait un accident ou quelque chose, ils restaient sur mon terrain. Maintenant non. Maintenant, je ne sais pas si vous avez vu, il dit que malheureusement c'est le REP qui garde le terrain... qui s'impose. Et ça ce n'est pas bien ! C'est pourquoi je n'ai pas signé de document pour eux (...) les jeunes ne s'intéressent pas. (...) ça ne les intéresse pas, ça ne leur plaît pas, ou ça ne les intéresse pas ». (M. Christian, 22 février 2021)

Un aspect intéressant de ce dialogue avec M. Christian est qu'immédiatement après ces déclarations, nous lui avons demandé comment alors il voyait l'avenir du jardin à cette époque. La réponse qu'il nous livre consiste en un discours chargé de la rhétorique conventionnelle entourant l'AU :

« Nous allons avoir de la nourriture, plus de production va être générée. Nous n'allons plus avoir le problème de quand les produits ne viennent pas à Lima, il y aura ici, il y aura de la nourriture à manger et à vendre ». (M. Christian, 15 février 2021)

Cela semble même être une réponse qui pourrait provenir des promoteurs de ce projet. Nous observons donc, dans quelle mesure, les jardiniers dont M. Christian sont influencés par le discours des personnes promotrices du jardin.

- Agroécologie

Nous observons qu'à Lima se développe une façon particulière d'appliquer l'AU : une agriculture qui doit impérativement se révéler biologique. Réaliser des activités du jardin Valladolid de manière biologique constitue un des mandats soulignés dans le discours des promoteurs de jardins. En effet, l'agroécologie est constamment évoquée et, de fait, elle représente la meilleure arme pour les promoteurs du jardin et un « cauchemar » pour les agriculteurs qui doivent travailler dans des conditions très limitées. À cet égard, il convient de noter qu'il n'existe pas de projet d'AU à Lima qui ne pratique pas l'agriculture écologique, biologique ou agroécologique. Ainsi, à Lima, cette association avec l'agriculture biologique

provoque la variation du nom, étiquette ou concept « agriculture urbaine » vers celui d'« agroécologie urbaine »⁷¹.

L'importance de mener des activités de manière biologique se reflète dans le fait qu'il s'agit de la raison la plus importante, voire la seule, pour laquelle les gens peuvent préférer acheter des produits issus du jardin plutôt que ceux du marché conventionnel. En réalité, sans le discours de l'agroécologie, il n'y aurait aucune possibilité pour les habitants des quartiers voisins de préférer acheter des produits issus du jardin Valladolid. Ceci confronte les jardiniers au défi de surmonter les difficultés entourant la défense de l'agroécologie, comme par exemple, expliquer aux personnes les bénéfices d'une agriculture biologique ou, où travailler de manière biologique sans les ressources nécessaires et des conditions difficiles.

« Quand on fait des réunions, on leur dit [aux jardiniers] 'tu dois expliquer, si tu n'expliques pas, tu dois dire que c'est du temps, et de l'eau', s'ils vont payer moins, ça ne compense pas. Ils sont en train d'acheter un bon produit ». (M. Christian, 17 février 2021)

« Si elles savaient combien de pesticides ont les produits qu'elles prennent et mangent du marché conventionnel... alors je leur dis 'Madame, vous devez enseigner, vous devez faire un échantillon sur la façon de le préparer ». (Mme Gregoria, 30 mars 2021)

« Il n'y a pas [de jardin urbain] qui soit défini comme non écologique. Il n'y en a pas. Nous promovons la production agroécologique pour ne pas nuire à l'environnement, pour ne pas dépendre des agrochimiques, et nous expliquons les avantages que cela apporte. » (Mme Noemí Soto, IPES, 18 mars 2021)

Ainsi, les jardiniers sont poussés à mettre en avant l'agroécologie dans le discours, et aussi à travailler dans des conditions difficiles. Pour les promoteurs du projet, pratiquer et montrer qu'une agroécologie urbaine « c'est possible » s'avère crucial. Le problème ainsi que le relève M. Christian, consiste dans la timidité des jardiniers, dont la communication s'avère timorée « les gens sont timides, ils n'ont pas la fluidité, tout le monde n'a pas ce développement (...) »

⁷¹ Voir en ce sens, le site officiel de la PAUL : <https://agriculturaenlima.com/>

Mais c'est ce que l'entreprise maintenant nous exige de vendre [sic] ! C'est dans le document, que tout le monde signe » (M. Christian, 17 février 2021).

En plus de ce fait, il existe une puissante raison pour laquelle l'agroécologie s'installe dans le discours : l'UNALM. En effet, à travers la professeure Saray Siura, l'UNALM demande que l'agroécologie soit impérativement étudiée, développée et promue dans les jardins où elle participe, et donc dans tous les jardins du projet « Huertos en Linea ». Et comme indiqué précédemment, la présence de l'UNALM s'avère indispensable pour que tous les discours soient académiquement avalisés. Nous pouvons donc considérer à ce stade qu'à Lima, l'AU sera toujours agroécologique.

« Lors de la deuxième Assemblée Générale de la PAUL, il y avait beaucoup de monde, et précisément dans la plupart des participants, c'est la décision qui a fait que l'AU travaillée par PAUL se définit comme agroécologique. Cela a été super important. Parce qu'il y a toujours eu cette discussion... l'AU ne peut pas avoir de religion, certains ont dit... donc dans cette discussion au moins ma position était 'eh bien je m'exempterais de participer à la plateforme, parce que je veux travailler dans la PAUL avec une approche agroécologique'. Mon approche est plus que tout de travailler un type d'agriculture différent. Je ne peux concevoir aucune autre façon de cultiver". (Mme Saray Siura, 5 avril 2021)

- Autoconsommation ou vente ?

L'objectif initial du jardin de Valladolid (toujours dans le cadre du projet « Huertos en Linea ») consiste à permettre aux personnes de consommer ce qu'elles produisent. Cependant, l'entreprise impose à nouveau un intérêt supplémentaire : la commercialisation des produits. Le discours sur la vente comme moyen de sortir de la pauvreté se révèle assez populaire et répandu (voir Chapitre 1). L'ONU en sa qualité de grand promoteur de la lutte contre la pauvreté présente en ce sens, des objectifs de développement durable (ODD) pour « *parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice* »⁷². Ainsi, la vente des produits issus

⁷² <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

du jardin Valladolid participe à l'atteinte de ces ODD. Jackeline Tapia, responsable du développement durable chez ISA REP confirme cela :

« Avec le projet « Huertos en Linea », nous contribuons à l'ODD 1, qui est 'Fin de la pauvreté', grâce à la vente faite par les producteurs des jardins, avec les produits qu'ils récoltent (...) Et enfin, nous soutenons l'ODD 8, qui est 'Travail décent et croissance économique'... » (Mme Jackeline Tapia). En effet, la vente semble imminente.

Cependant, M. Christian nous rappelle qu'au début, l'objectif tenait uniquement dans la consommation des jardiniers des produits du jardin :

« Il a été indiqué qu'il fallait semer pour pouvoir consommer et ramener à la maison. Il n'a JAMAIS été dit que cela allait être à vendre, ou le surplus allait être à vendre, jamais. Celui qui le voulait le prenait et le donnait à ses amis ou le vendait... c'était une affaire personnelle. Pas maintenant. Maintenant, ils le voient de manière trop entrepreneuriale. Donc, ils sont en train de forcer les gens ! » (M. Christian, 17 février 2021)

La décision d'ISA REP que tous les produits fabriqués dans le jardin soient vendus attire l'attention, même de Mme Gregoria, qui ne voit pas d'autre alternative que de respecter ce commandement. M. Christian nous informe avoir déjà parlé à Mme Gregoria, mais sans succès car elle-même doit obéir : *« Je lui ai bien dit [à Mme Gregoria] 'ça ce n'est pas bien, Madame', et elle dit 'oui je sais mais que faire ? C'est l'entreprise qui ne voit désormais que de la commercialisation'. C'est pourquoi quand je la vois, je lui dis 'quand on a commencé c'était pour la consommation interne, ce n'était pas pour la vente libre', je lui ai dit ».* (M. Christian, 17 février 2021)

Malgré tout, M. Christian nous confie que les jardiniers ne vendent pas. À l'instar d'une entreprise où les employés se conforment aux indications, dans les jardins des dynamiques similaires surviennent. Ainsi, sous la surveillance des promoteurs du jardin, ils essaient de participer aux formations et même de vendre leurs produits dans les foires organisées. Toutefois, en dehors du cadre du projet (et donc de « surveillance » externe), les jardiniers font comme réellement ils le sentent :

Enrique Serrano : Alors ce qui est produit dans le verger est plutôt destiné à l'autoconsommation ou à la vente ?

M. Christian : Pour la consommation plus qu'autre chose. Consommation personnelle. Parce que ce truc de vente est déjà secondaire. Parce que, je ne pense pas que je vais prendre le bon et le mauvais, je vais le ramener à la maison. Je veux dire, je vais vendre les bonnes choses et je vais ramener les mauvaises choses à la maison ? Ce qui est produit, tu prends, et [c']est mangé à la maison (...) avant de le vendre, ils le prennent pour le consommer. Honnêtement, c'est à consommer. [Il est] Préférable d'emporter à la maison pour manger. (17 février 2021)

- Irrigation goutte à goutte

Bien que Mme Gregoria apparaisse dans les vidéos institutionnelles d'ISA REP et indique que l'entreprise a délivré l'infrastructure nécessaire pour avoir l'irrigation goutte à goutte « l'entreprise nous a fourni des points d'eau dans les 13 projets ici à Lima, et ils ont installé le système d'irrigation goutte à goutte pour nous »⁷³, la réalité semble différente. Nous avons personnellement vérifié que toutes les parcelles ne disposent pas de système d'irrigation goutte à goutte. A cet égard, M. Christian confirme non seulement ce constat, mais indique également qu'il s'agit désormais d'une obligation à laquelle le jardinier doit se conformer :

« Dans un document qu'ils m'ont donné, ils disaient que nous devrions tous avoir une irrigation goutte à goutte. À l'époque, je leur ai dit que nous devons avoir l'irrigation au goutte-à-goutte, mais ils ne l'ont pas mis car, il y a 11 jardins, cela ne leur convenait pas. Mais maintenant, ils exigent que tout le monde ait une irrigation au goutte-à-goutte. Mais tout le monde n'a pas les ressources pour avoir ça. Ce n'est pas l'entreprise qui le met en place, chacun doit le mettre ! Ils forcent les gens ! Par exemple, Mme Eulalia, une dame que vous avez vue ici l'autre fois, eh bien, cette dame est une recycleuse... quoi, on va lui demander d'acheter un tuyau et tout ça ? » (M. Christian)

⁷³ <https://www.isarep.com.pe/SitePages/Home.aspx>

3.9.L'incidence politique

Ce point nous amène à réfléchir en dehors du contexte du projet lui-même. En tant que dispositif à mettre en place, le véritable objectif de ce projet n'a que peu ou rien à voir avec les jardiniers. Une fois le projet d'AU développé à un rythme « de croisière » (du moins dans ce que montrent les images et publications des promoteurs d'AU à Lima), le projet évolue vers une étape finale. Celle-ci consiste à faire en sorte que le projet ne s'inscrive plus dans une période limitée en termes de financement (comme c'est normalement le cas pour un projet) et qu'il soit soutenu financièrement par l'État à travers les municipalités. Le jardin Valladolid fait partie du projet « Huertos en Linea », et il s'agit du seul projet à bénéficier du soutien de la municipalité par décret municipale. Ainsi, d'une certaine manière, la Municipalité de Villa Maria del Triunfo est devenue sponsor/promoteur du projet d'une entreprise privée.

Actuellement, dans l'écosystème de l'AU à Lima, l'activité consistant à sensibiliser les autorités sur les « avantages » de l'AU et le besoin impératif d'une loi qui la soutienne, s'appelle « incidence politique ». Au sein de la PAUL, l'ONG « Movimiento Ciudadano para el Cambio Climatico » (*Mouvement citoyen contre le changement climatique*) (MOCICCC) a en charge de créer la stratégie d'« incidence politique » au sein de la PAUL. Considérant que, à Lima, tous les projets d'AU appartiennent à des organismes privés, nous sommes face à un mouvement qui cherche à générer une source de financement non plus externe ou internationale, mais nationale.

3.10. La gêne face à l'appropriation des jardins par ISA REP

L'un des principaux problèmes dans la relation entre les personnes qui ont travaillé sur les premiers jardins sous les lignes électriques (à l'époque, sans faire partie du projet ISA REP « Huertos en Linea ») et l'entreprise ISA REP tient dans la définition des acteurs pionniers dans la création de jardins. Nous avons déjà indiqué que les premiers jardins (développés à partir de l'an 2000) relèvent d'initiatives municipales en collaboration avec des ONG et des organisations internationales. À partir de 2005 ISA REP considère ces jardins comme une opportunité pour l'entreprise (responsabilité sociale, bonne image, atteinte des objectifs, disparition des invasions sur ses terres, etc.). Ainsi, ISA REP crée le projet « Huertos en Linea », et le jardin Valladolid correspond au premier créé, et les anciens jardiniers des premiers jardins deviennent des « travailleurs *ad honorem* » du projet ISA REP. C'est à ce stade qu'intervient une rupture que seul M. Christian peut nous transmettre par ses déclarations, puisque les autres

jardiniers préfèrent ne pas parler, ni donner leur avis. En tout temps, le malaise de M. Christian et le sentiment d'infériorité ou de soumission à des règles transparaissent, alors qu'il n'éprouvait pas cela auparavant.

Lors de la première conversation avec M. Christian, celui-ci a exprimé un sentiment de malaise face à la situation actuelle du projet, difficile à appréhender au début car nous ne connaissions pas ses motivations, ni les acteurs auxquels il faisait référence. Nous comprenons à présent ce à quoi il réfère dans ses propos :

Ce propos mérite d'être rappelé ici « *Nous avons fait le jardin Machu Picchu, pas ISA REP ; la municipalité nous a soutenu. Pas ISA REP. C'est pourquoi parfois ils veulent dire quelque chose ils ne me le disent pas parce qu'ils savent qu'ils ne nous ont rien donné* ». (M. Christian, 22 février 2021)

M. Christian précise l'ordre régnant alors, avant l'intervention d'ISA REP :

« Il y avait des jardins communautaires, familiaux et institutionnels. Alors, qu'est-ce qu'il s'est passé ? Il y a eu une division là-bas parce que venait le projet « Huertos en Linea ». Quand il y a eu ça, quand il y avait plusieurs jardins sous les lignes électriques, alors ils ont commencé à le centraliser un peu. Je me suis encore dit, pourquoi faire un divisionnisme ? Si on démarre comme un réseau d'agriculteurs au niveau Villa Maria del Triunfo, il faut continuer comme ça ! » (M. Christian, 15 février 2021)

M. Christian révèle ainsi que le morcellement réalisé n'a hélas pas profité aux jardins et aux jardiniers :

« Je ne sais pas s'ils m'ont 'joué mal' ou 'joué tordu' [se sentir trompé ou dupé] je les laisse faire... parce qu'au final ce n'est pas qu'ils me font du mal à moi, mais plutôt qu'ils laissent les autres de côté. Et nous l'avons fait en ce moment avec tout cela, on a oublié les autres jardins et maintenant ils sont morts, ils n'existent plus [...] Ils [ISA REP] ont formé... ils ont formé ceci ici. À part. Ils ont formé ça, ils ont tout divisé. Je les laisse faire... Maintenant, je suis le président de cette institution, mais non... non...

ce n'est pas grand chose [...] Je lui dis 'Madame Gregoria, comme c'était différent quand nous avons commencé !' » (M. Christian, 15 février 2021)

Ceci est même reconnu par la représentante de l'IPES : « *ISA REP a remporté de nombreux prix pour les jardins qui ont été réalisés. Cependant, au début, ils n'étaient pas des promoteurs, ils y voyaient plutôt une stratégie* » (Mme Noemí Soto). Le malaise et le possible ressentiment de M. Christian, et peut-être d'autres jardiniers, influencent la dynamique sociale du projet et déséquilibrent les relations de pouvoir, plaçant un groupe de personnes sous les règles d'un autre. L'« appropriation » par ISA REP de l'initiative (municipale, organisationnelle et citoyenne) de réaliser des jardins crée un avant et un après dans la relation entre les acteurs.

3.11. Le jardin et le bien-être des jardiniers

Lorsque nous imaginons ou essayons d'obtenir une image référentielle d'« agriculteur urbain », cela nous amène presque automatiquement à penser à une personne qui se trouve dans un environnement similaire au domaine rural et qui vit grâce à son jardin.

Cependant, ce qui se passe dans le plus grand et le plus célèbre jardin urbain de Lima nous montre que la vraie raison pour laquelle les jardiniers participent varie mais se trouve liée à des motivations émotionnelles. Par exemple, M. Christian se trouve dans le jardin parce que, comme il l'indique, cela s'avère bénéfique pour sa santé, cela le distrait et il aime s'occuper des plantes ; mais tout cela tant qu'il n'obtient pas de *cachuelo*⁷⁴:

« Si j'obtiens un petit boulot, un job, je sors d'ici toute de suite ! (...) dans le cas des hommes, oui, le 100%, comme moi, non ? : Ils trouvent un travail, ils quittent. Mais dans le cas des femmes non. Que font-elles ? Le matin, il y a des femmes qui sont à la « cantine (populaire) » ou dans le « Verre de lait ». D'autres sont chez elles s'occupant de la famille. Et l'après-midi, elles viennent, sûrement qu'elles n'ont rien à faire, elles viennent un moment. Le monsieur ici aussi : certainement la dame fait le ménage et le monsieur, comme il est oisif, il vient s'occuper des activités de sa femme, là dans sa parcelle ». (M. Christian, 11 février 2021)

⁷⁴ « *Cachuelo* » est un terme du vocabulaire péruvien qui renvoie à un travail informel de courte durée rémunéré instantanément. En l'occurrence, les « *cachuelos* » auxquels M. Christian réfère, sont liés à des activités de menuiserie, de peinture, de plomberie, etc.

Ainsi, les jardiniers ne sont pas au jardin avec le but principal de vendre ou d'amener un peu de produits frais chez eux, ils cherchent plutôt à se détendre des tâches quotidiennes (le cas des femmes) ou à profiter de ces moments sans activité ou « job » (dans le cas des hommes).

3.12. Le sentiment de mépris

Le mépris renvoie à une attitude condescendante de la configuration sociale au sein du jardin Valladolid. Les jardiniers se situent à la dernière marche de la pyramide dans le jardin et aussi socialement. C'est ici que la réalité sociale de Lima liée au racisme et aux stéréotypes des migrants provinciaux joue un rôle important.

Le mépris des *provincianos* représente, comme nous l'avons indiqué au chapitre 4, un facteur important dans la structure de la société de Lima. Un sentiment de mépris implique l'existence d'une figure « supérieure » et d'une autre « inférieure ». Pour autant, la domination peut exister sans mépris pour le groupe dominé. En outre, dans plusieurs cas, les agriculteurs urbains peuvent ressentir un sentiment de mépris au sein du projet, vis-à-vis d'ISA REP, mais aussi d'autres acteurs externes (y compris l'académie, dont nous).

Premièrement, un sentiment prégnant existe au sein du jardin Valladolid et consiste dans le manque de soutien. Les jardiniers se sentent délaissés par les institutions (ONG's et ISA REP) et les autorités locales chargées de soutenir les initiatives d'agriculture urbaine (Municipalité). Le manque de ressources, de financements et de politiques adaptées peut donner l'impression que leur travail est ignoré ou considéré comme peu important.

Deuxièmement, à Lima, bien que tous les acteurs du jardin aient remarqué l'importance et la reconnaissance des savoir-faire de certains jardiniers, ces derniers se retrouvent dans une position de subordination par rapport aux autres acteurs. Cela entraîne une perte d'autonomie et une réduction de leur capacité à influencer les décisions qui les concernent directement, ce qui conduit à l'apparition du sentiment de mépris.

Troisièmement, le mépris peut également découler de l'absence de considérations, de communication horizontale : les jardiniers ne sont pas consultés, on ne demande pas leur avis

sur les plantations, ou les activités à venir, et lorsque certaines voix s'élèvent (notamment celle de M. Christian) on a tôt fait de l'étouffer, or ses remarques s'avèrent légitimes et pertinentes.

Finalemment, le mépris ressenti par les jardiniers peut provenir, d'une certaine manière, de la part de l'Académie. La stigmatisation de certains études (surtout issues d'une approche critique) qui tendent à considérer l'AU comme moins importante ou moins légitime que l'agriculture rurale ou conventionnelle. Cette stigmatisation peut conduire à un manque de reconnaissance et de valorisation de leur travail, et ainsi alimenter le sentiment de mépris.

CHAPITRE 7 : Le projet « Praderas de Vida » - Jardin « Salzburg »

1. L'analyse sociale

Dans la continuité de notre démarche méthodologique, il est important de souligner que, de manière similaire à notre analyse du projet « Huertos en linea », malgré nos efforts, nous n'avons pas pu obtenir d'entretiens directs avec l'entreprise ISA REP. Cependant, afin de comprendre pleinement leur perspective et leur rôle dans le projet, nous avons minutieusement examiné et analysé leurs discours à travers divers canaux médiatiques. Les déclarations officielles sur leur site web, les communications aux médias, les rapports de durabilité, et d'autres sources publiques ont été scrutées pour dévoiler les discours et les positions de cette entreprise. Malgré l'absence de collaboration directe avec ISA REP, cette approche nous a permis de mieux saisir les valeurs de l'entreprise dans le contexte de l'AU. Cependant, pour obtenir une compréhension plus approfondie des valeurs spécifiques d'ISA REP, il serait nécessaire d'enquêter davantage sur ses politiques, ses actions et ses communications dans le domaine de la responsabilité sociale et de l'environnement.

Dans ce cas, bien que le jardin Salzburg fasse partie (aussi) d'un projet d'ISA REP, la création et configuration du jardin s'avèrent très différentes de celle du jardin Valladolid. Le projet « Praderas de Vida » (*Prairies de vie*) (et donc le jardin Salzburg) a été promu et subventionné par ISA REP, avec le soutien et gestion d'une entreprise privée (considérée davantage comme une *start-up* sur les réseaux sociaux) : « Misha Rastrera » (ci-après, Misha), chargée de la mise en place du projet et de la commercialisation des produits du jardin.

Les principaux protagonistes du projet « Praderas de Vida » sont les suivants :

- **Entreprise privée « Red de Energia del Peru - ISA REP » :**

L'entreprise privée « Red de Energia del Peru - ISA REP » joue un rôle crucial dans le projet. En tant que responsable du financement, elle fournit les ressources financières nécessaires à sa réalisation. De plus, ISA REP est le propriétaire du terrain où se déroulent les activités du jardin, ce qui lui confère un contrôle direct sur le projet.

- **Entreprise privée « Misha Rastrera » :**

L'entreprise privée « Misha Rastrera » est à l'origine du projet « Praderas de Vida ». En plus de cette initiative, elle assure un rôle essentiel d'encadrement, de gestion et d'animation du projet. De plus, elle organise des sessions de formation pour les jardinières, axées sur la culture de certains produits.

- **Mme Betty :**

Mme Betty, leader du quartier, joue un rôle crucial en tant que personne influente au sein de la communauté. Elle a été la personne qui a convaincu les autres jardinières à participer dans le projet et occupe également la fonction de leader et de représentante des jardinières dans le projet « Praderas de Vida ».

- **Association « Praderas de Vida » :**

L'association « Praderas de Vida » joue un rôle essentiel en tant que figure légale représentant les jardinières dans le projet et dans les activités externes au jardin. Toutefois, faute de permission pour vendre leurs produits, elles opèrent à travers Misha Rastrera pour la commercialisation de leurs récoltes.

- **Jardinières / bénéficiaires / voisins :**

Les jardinières, bénéficiaires et voisins sont des habitants de l'*asentamiento humano* « Praderas », une agglomération située près du jardin. Ils sont activement impliqués dans les activités du projet, notamment dans la culture et l'entretien du jardin.

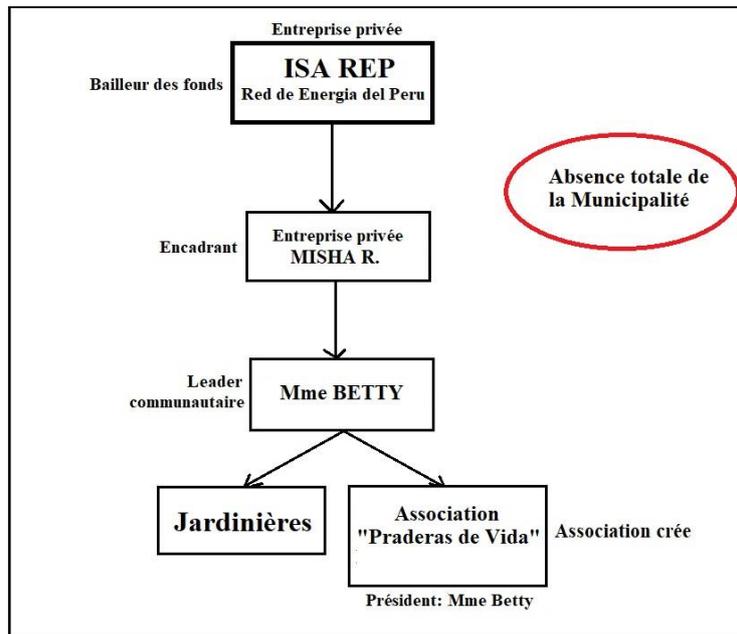


Figure 10: Schéma organisationnel du projet « Praderas de Vida », illustrant les principaux acteurs de cette initiative. Source : l’auteur.

1.1.Création du Jardin Salzburg et analyse institutionnelle

Après le « succès » médiatique du jardin Valladolid dans le cadre du projet « Huertos en linea », largement promu dans les médias et les réseaux sociaux, ainsi que récompensé par plusieurs prix pour son caractère « innovant », l’entreprise décide de concevoir un nouveau projet avec la création d’un jardin. Ainsi, dans le cadre de son programme « Servidumbres Sostenibles » (*terrains durables*), ISA REP institue une série de projets d’AU à Lima et à Trujillo (région se trouvant dans la côte nord du Pérou).

Au même temps, ISA REP devient membre partenaire de « Kunan »⁷⁵, une plateforme péruvienne composée d’un groupe d’entreprises multinationales et créée par l’ONG International « Global Shapers Community » (ONG créé dans le cadre du Forum économique mondial) et « Ensemble pour transformer » (*Juntos para transformar*), une alliance entre l’entreprise espagnole de communications « Telefonica » et une ONG du chef péruvien Gaston Acurio). De façon plus précise, l’objectif de Kunan consiste à mettre en relation des entreprises

⁷⁵ Kunan signifie « aujourd’hui » ou « maintenant » en quechua. Selon son site web, depuis 2014 Kunan « intègre et promeut les synergies entre différents acteurs, publics et privés, nationaux et internationaux, qui cherchent à promouvoir la promotion de l’entrepreneuriat social au Pérou ». <https://kunan.org/>

péruviennes ou réalisant ses activités au Pérou, qui veulent développer des activités de développement durable et des start-ups qui peuvent et veulent développer ces projets :

« Kunan travaille beaucoup avec de très grandes entreprises [transnationales] qui cherchent à être liées à des entreprises sociales (dont Misha), en tant que prestataires de services. Kunan essaie de voir comment ils [les entreprises et start-ups portées par les projets] peuvent être interconnectés, car théoriquement Kunan propose que si les grandes entreprises investissent une partie de leur budget pour acheter du merchandising (...) à impact social ou des petites entreprises [qui] génèrent de la valeur avec leur impact, cela pourrait faire diminuer l'inégalité sociale. Une théorie importante, et complexe, n'est pas ? ». (Paloma, fondatrice de Misha Rastrera, entreprise privée chargée de la mise en place du projet « Praderas de Vida », 29 mars 2021)

En 2019, Kunan fait un appel à projet dont le but est de mettre en lien des entreprises multinationales avec des *start-up* ou des entreprises sociales et développer un projet de développement, appelé « Défi Kunan ». Diverses organisations privées (la plupart s'agissant de start-ups) présentent des projets dans le but de gagner le budget offert par ISA REP, parmi eux se trouve l'entreprise « Misha Rastrera » (ci- après, Misha), fondé par Paloma Duarte, une jeune entrepreneuse, et son époux. Selon son Rapport de Durabilité 2022⁷⁶, Misha « est une organisation privée établie sous la forme d'une société à capital fermé », qui se dédie à la vente des produits organiques, biologiques et équitables ; et sa mission est de « promouvoir une consommation responsable et éduquer à une production durable qui responsabilise, impactant les communautés andines-amazoniennes pour stimuler leurs économies et innover avec des produits créés selon la philosophie du « *sumaq kawsay* » (bien vivre, en quechua) issus d'une alimentation saine, de l'ethnobotanique, de la phytothérapie et des cosmétiques naturels ».

Malgré la notoriété de l'entreprise Misha dans le domaine des produits naturels, équitables, et à impact positif dans la société, il est important de souligner que cette reconnaissance reste principalement ancrée au sein de la classe moyenne et aisée. Ces segments de la population, du fait de leur sensibilité accrue aux enjeux sociaux et environnementaux, de leur accès privilégié à l'information, de leur pouvoir d'acquisition, ainsi que de leur facilité d'accès aux produits de Misha, sont davantage exposés et influencés par le discours véhiculé par l'entreprise.

⁷⁶https://docs.google.com/document/d/1FwkYts7h20dDVPhTqB3MyhXHiN6_bU/edit?_ga=2.149057590.1831913137.1702736001-1100534788.1702736001#heading=h.30j0zll

Cependant, cette influence ne s'étend pas de manière aussi marquée vers les habitants des quartiers défavorisés, notamment dans la zone où est implanté le projet « Praderas de Vida » et ses environs. Ces résidents, en raison de diverses contraintes telles que des niveaux d'accès restreints à l'information, des barrières économiques, et un éloignement physique, ne sont pas aussi directement touchés ni influencés par le discours de Misha dans leurs pratiques quotidiennes.

L'appel à projet promu dans le cadre du « Défi Kunan » se déroule d'une manière particulière, selon Paloma :

« Kunan fait un 'défi d'innovation ouverte', ce qui veut dire : on a un problème, on fait appel à Kunan et Kunan sélectionne les entreprises [via son 'défi'] qui sont capables de résoudre ce problème à travers ce système d'innovation ouverte qui est super intéressant (...) Alors Kunan lance ce défi d'innovation ouverte et je dis à mon partenaire 'hé, on va postuler' ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Cela n'a pas donné lieu à la moindre hésitation selon les dires de Paloma, alors même que la localisation du lieu de travail s'avère alors inconnue. ISA REP ambitionne alors de développer un projet social ou de développement se trouvant sur les terrains situés sous les lignes électriques. À la suite de ce « Défi Kunan » Misha résulte finaliste, parmi d'autres start-ups.

Avec les entreprises (ou start-up) finalistes, ISA REP se rend sur le terrain :

« Ils nous ont emmenés dans une voiture (...) on ne savait pas où on allait finir. Mais nous sommes allés avec un ingénieur (d'ISA REP) qui travaille dans le domaine. Ils sont dans les sous-stations et sont bien conscients de la dynamique qui s'y produit. Pendant [que] nous étions dans la voiture en regardant les terrains il nous [ont] dit 'où pensez-vous que vous pourriez faire ce que vous voulez faire ?' et j'ai dit 'eh bien c'est très important que nous soyons proches d'un asentamiento humano, des gens. Nous sommes donc arrivés à ce point et avons dit : 'ici, c'est bien, ici !'. ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Le lieu choisi correspond à un terrain (toujours sous les lignes électriques, donc vierge) utilisé comme déchetterie par la population voisine et par le chantier avoisinant (voir Figure 9).



Figure 11: Vue aérienne de la bande de terrain appartenant à ISA REP et de l'emplacement exact pour développer le projet « Praderas de Vida », encerclé en jaune. Au-dessous, se trouvent des bassins d'oxydation qui, selon les jardinières, dégagent de mauvaises odeurs. A droite en bas de l'image nous pouvons apprécier le jardin Valladolid du projet « Huertos en Linea ». Source : Google Maps (2022).

« L'entreprise (ISA REP) vient me dire 'Gregoria, nous avons... une telle Paloma a présenté un document et demande un terrain, où pouvons-nous le lui donner ?' Je lui dis 'ici à Villa Maria del Triunfo on n'a plus de place, ce serait à San Juan de Miraflores' je réponds (...) ils disent 'on le fait sur l'avenue Miguel Iglesias ou on le fait sur l'avenue...', donc je lui dis : 'Miguel Iglesias est une zone consolidée. Ça va être difficile pour les gens de sortir', allons en bas ! Il y a une association qui s'appelle « Praderas de Vida »⁷⁷, ces gens habitent là depuis 10 ans, 15 ans... ces gens', je lui dis. Nous y sommes donc allés et nous avons cherché quoi ». (Mme Gregoria, leader du jardin Valladolid et salariée d'ISA REP, 29 mars 2021)

Quelle que soit la façon dont le terrain a été choisi, le choix du terrain a été dicté tant pour Paloma que pour Mme Gregoria en prenant en compte l'existence d'un groupe de personnes prêtes à travailler dans le jardin habitant dans une zone non consolidée⁷⁸.

⁷⁷ En réalité, le nom de l'association (qui est en fait un *asentamiento humano*) est simplement « Praderas » (*Prairies*). Mme Gregoria confond le nom avec l'association qui a été créée plus tard avec le projet d'ISA REP.

⁷⁸ Par le terme « non consolidée », je fais référence à une zone qui a émergé de manière informelle suite à l'invasion de personnes, dans ce cas dans la périphérie de Lima (comme les *asentamientos humanos*). Cette zone se caractérise par des habitations précaires, un manque d'infrastructures de base telles que l'eau et l'électricité, ainsi que l'absence de chemins formels. Les résidents de cette zone doivent attendre plusieurs années avant d'obtenir une reconnaissance officielle (délivrance du titre de propriété), contribuant ainsi à une situation de vulnérabilité et d'informalité persistante.

1.2.L'analyse institutionnelle et économique d'ISA REP, financeur du projet

Dans l'analyse des relations institutionnelles impliquant l'entreprise ISA REP, un aspect crucial réside dans sa collaboration étroite avec la municipalité. Cependant, dans le cadre de ce projet spécifique, la municipalité est totalement absente. Les terrains situés sous les lignes de transmission, propriété d'ISA REP, sont en réalité loués à la municipalité, ce qui témoigne d'une forme de partenariat où les espaces sont mis à disposition dans le cadre d'une relation de coopération. En raison de son statut d'entreprise majeure dans le district de San Juan de Miraflores, ISA REP entretient des relations étroites avec la municipalité. Ainsi, lorsqu'un projet social est initié par la municipalité, ISA REP est souvent sollicitée pour y participer. Bien que cette relation ne soit pas strictement un partenariat au sens traditionnel, elle reflète néanmoins une certaine collaboration étroite, favorisée par les intérêts mutuels et l'image publique de l'entreprise.

Cette collaboration va au-delà de l'AU, puisque ISA REP participe activement à des initiatives demandées par la municipalité, en dehors du contexte de l'AU. De plus, l'entreprise intervient dans des zones précaires à travers des projets de durabilité découlant de ses pratiques de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE). Ces collaborations, bien que formelles, démontrent une implication significative d'ISA REP dans les dynamiques locales, renforçant ainsi ses liens avec la municipalité.

Il est à noter que, de par cette collaboration supposée, les politiques locales ne semblent pas exercer une influence directe sur le projet « Praderas de Vida » financé par ISA REP. Aucun décret municipal ou soutien formel n'est explicitement lié à cette initiative, suggérant une certaine autonomie du projet par rapport aux structures institutionnelles locales. Cependant, cette autonomie peut également soulever des questions sur la pérennité et l'ancrage institutionnel du projet au sein de la communauté.

Par ailleurs, ISA REP, en tant qu'une des entreprises majeures du cône sud de Lima et du district de San Juan de Miraflores, entretient des relations positives avec la municipalité. Cette position influence probablement la manière dont ISA REP est perçue dans la communauté locale et peut jouer un rôle dans la facilitation des collaborations formelles. Ainsi, les enjeux institutionnels d'ISA REP révèlent une dynamique complexe où la collaboration, bien que formalisée, peut

également soulever des questions sur la gouvernance et l'impact à long terme de l'AU dans le contexte local.

Dans l'examen des enjeux économiques liés à ISA REP, il est essentiel de souligner que le financement du projet « Praderas de Vida » émane de la direction de développement durable de l'entreprise. Ce projet est présenté dans le cadre du portefeuille global des projets de développement d'ISA REP, mettant en avant son engagement apparent dans des initiatives visant à générer un impact positif au sein des communautés. Cependant, cette affirmation doit être prise avec précaution, car elle semble refléter davantage une stratégie de marketing de la part d'ISA REP que la réalité perçue par les habitants des quartiers défavorisés.

La particularité de ce financement réside dans son objectif de promouvoir l'autonomie et la durabilité du projet. ISA REP a alloué le budget nécessaire à Misha pour l'implémentation du projet avec l'intention que celui-ci devienne autonome, se passant progressivement de l'intervention financière continue de l'entreprise. L'entreprise aspire ainsi à la création d'un jardin où les jardinières sont motivées à y travailler, en profitant du projet en termes d'image positive dans la société. Cependant, Misha a réussi à convaincre l'entreprise ISA REP de suivre les activités du jardin et d'élaborer des indicateurs (qui n'ont pas été dévoilés au cours des entretiens) sur l'évolution du projet en échange d'une rémunération mensuelle. ISA REP maintient une connexion financière directe avec Misha, mais elle n'est pas directement impliquée dans des relations économiques avec les jardinières. La durabilité du projet ne repose donc pas excessivement sur le soutien financier continu d'ISA REP. Cela reflète la vision de l'entreprise qui vise à instaurer des projets autonomes, capables de s'auto-suffire tout en préservant les avantages pour la communauté locale.

Il est important de souligner que, bien que les ventes des produits du jardin reviennent entièrement aux jardinières, une portion significative de ces revenus est réinvestie dans les besoins du jardin lui-même. Ces dépenses couvrent divers aspects tels que l'approvisionnement en eau, le matériel de construction, et des services informels tels que le transport ou la peinture. Cette structure économique complexe souligne la nécessité d'une gestion prudente des ressources pour garantir la viabilité à long terme du projet « Praderas de Vida », tout en maintenant l'autonomie financière tant souhaitée par ISA REP. En outre, il convient de noter que pour ISA REP, l'accent est mis sur la maximisation des bénéfices et la minimisation des coûts, ce qui signifie que si une dépense peut être évitée, cela est préférable.

1.3.L'analyse institutionnelle et économique de Misha, encadrante du projet

Dans le panorama des enjeux institutionnels liés à Misha, il est à noter que la fondatrice, Paloma, a initialement cherché à établir des liens avec la Municipalité de San Juan de Miraflores. Cependant, ces tentatives ont rencontré des obstacles, étant donné le désintérêt manifeste de la municipalité pour un soutien direct à ce projet d'AU. Cette situation a créé une dynamique complexe où, à présent, Paloma affiche une aversion envers les fonctionnaires municipaux, ne comptant aucunement sur leur collaboration ou leur soutien.

En contraste, les relations entre Misha et ISA REP sont notables par leur positivité et leur continuité. La communication entre les deux entités est régulière et fluide, bien que cette collaboration demeure principalement orientée vers le suivi du projet orchestré par Misha. La stabilité de cette relation avec ISA REP offre à Misha un appui essentiel pour la mise en œuvre et le développement du projet « Praderas de Vida ».

Ainsi, les enjeux institutionnels de Misha se manifestent à travers une dualité marquée : une relation tendue avec la municipalité, résultant de tentatives infructueuses de collaboration, et une coopération fructueuse avec ISA REP, soulignant l'importance des relations institutionnelles dans le succès et la durabilité du projet porté par Misha

Sur le plan économique, Misha adopte un modèle commercial conventionnel similaire à celui de nombreuses entreprises, centré sur la vente de produits naturels. L'entreprise dispose d'un magasin physique, « La Calandria », situé dans un quartier souvent désigné comme 'bobo', où se déroule la vente des produits. Parallèlement, Misha exploite également un magasin virtuel, canal à travers lequel elle propose les produits issus du jardin Salzbourg.

La relation économique entre Misha et le projet « Praderas de Vida » se concrétise principalement à travers le budget accordé par ISA REP pour la mise en place du projet. Cependant, il est important de souligner que Misha ne rémunère pas directement les participants du projet, les jardinières. La dynamique économique est plutôt simple : Misha identifie une demande spécifique pour certains produits, sollicite les jardinières du jardin Salzbourg pour planter et parfois traiter ces plantes à l'aide d'une machine de séchage sous vide fournie par

Misha. Ensuite, Misha achète ces produits aux jardinières à un prix relativement bas, pour les revendre à un prix plus élevé à ses clients.

Il est essentiel de noter qu'au moment de la collecte des données, les jardinières n'avaient pas encore bénéficié de profits économiques substantiels. Cette réalité soulève des questions sur l'équité économique au sein du projet. Le modèle économique du projet 'Praderas de Vida', au cœur des dynamiques financières discutées, sera examiné en détail dans la section suivante.

1.4. Le modèle économique du projet « Praderas de Vida » et le jardin Salzbourg.

Paloma, porteuse du projet, est très claire sur le modèle économique : il s'agit de construire sous les lignes électriques le premier jardin médicinal du Pérou, entièrement géré par des femmes. En tant qu'entrepreneuse, elle cherche à articuler ce nouveau projet avec son entreprise Misha :

« Alors on s'est dit 'faisons quelque chose qu'on peut intégrer dans notre chaîne de valeur', c'est-à-dire, 'faisons-le à partir de notre besoin, comme une opportunité'. Par exemple, en ce moment, nous [Misha] avons besoin d'avoir des intrants plus proches... nous n'allons pas avoir une ferme pour avoir les produits qui sont vendus à Lima, car ce n'est pas notre modèle économique, nous ne voulons pas de cela. Nous voulons travailler avec des producteurs, nous croyons que beaucoup plus de valeur est générée, ne voulant pas tout faire. Alors on s'est dit « fabriquons un jardin de plantes médicinales », ce qui n'est pas la même chose que « Huertos en Linea » [Jardin Valladolid], cependant, si vous prenez l'expérience de Huertos en Linea, de la façon dont l'eau a été obtenue (...) jusqu'à avoir des leaders communautaires, des gens qui ont déjà passé par ce processus, comme Gregoria, proches, qui travaillent également avec ISA REP donc évidemment ça n'allait pas être difficile.... Alors on s'est dit 'faisons ça, ça colle bien !'. Eh bien, nous l'avons écrit. Ce que nous allions faire n'était pas très clair mais ce qui était sûr, c'était que ça allait être un jardin de plantes médicinales ».
(Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

L'idée pour Paloma consiste à créer un jardin médicinal (appelé Jardin Salzbourg) et de vendre les produits fabriqués au jardin, d'abord à travers son entreprise Misha et dans un futur proche, à travers les clients trouvés par ses soins :

« Nous leurs avons dit 'nous allons être vos principaux clients, maintenant, nous vous accompagnons dans le processus de mise en œuvre, mais nous allons parier sur vous. En d'autres termes, quand vous commencez à produire, nous allons acheter'... ce qui est une promesse importante pour un producteur ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Pour des conditions d'éligibilité du projet, Paloma a pris en considération certains aspects comme le fait que toutes les participantes soient des femmes *« pour une question d'inégalités, d'opportunités, d'accès »* ou encore nouer une bonne relation avec les dirigeants de la communauté. Le projet intègre la signature d'un document indiquant que le terrain ne leur appartient pas, qu'ils ne peuvent rien construire en dehors du jardin, et que le terrain est tout simplement emprunté à ISA REP, Ce *« sont des choses qui ils ont déjà appris (avec l'expérience du jardin Valladolid) »*. Finalement, et il s'agit là d'un aspect tout aussi important, les activités doivent se dérouler sous l'égide de l'agriculture biologique, ou agroécologie. Nous développerons ce dernier élément dans le cadre de la partie interprétation.

Paloma explique le processus achat-vente de Misha au jardin Salzburg :

« Souvent, nous préachetons. Tout ce qu'elles fabriquent à partir de coton biologique (...) nous achetons ce coton, c'est-à-dire, nous achetons et elles nous paient au fur et à mesure que leur produit est vendu. Donc, elles ne font pas d'investissement (...) cela nous semble juste, c'est juste. Il n'est pas juste d'exiger des quantités et de les payer plus tard. Il vaut mieux payer avant ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

En outre, en cas d'investissement éventuel de la part des jardinières lors de besoins d'outils ou d'intrants, Misha réduit le prix d'achat des produits du jardin :

- Enrique Serrano : *« À part tout ce que tu viens de me dire, qu'est-ce que Misha apporte d'autre ? Vous ne donnez pas d'argent, mais des intrants, des outils ? Ou quelque chose comme ça ? »*
- Paloma : *« Ecoute... tout a un prix. Ce que nous donnons, à la fin est déduit du prix d'achat. »*

1.5.L'importance de la présence de Mme Gregoria au début du projet

Après avoir emporté le « défi Kunan », Misha met en place son projet. Paloma ajoute quelques précisions au projet afin d'inclure deux acteurs importants dans le déroulement du projet : « La Muyita » (entreprise spécialisée dans la création des jardins et potagers et dans la vente de plantes et produits agricoles) et, comme dans le projet « Huertos en Linea », Mme Gregoria.

Paloma avait déjà fait connaissance de Gregoria lors d'une visite de Misha au jardin Valladolid, et réalisé un premier contact dans le but de faire du jardin Valladolid un fournisseur de produits. Elle a en effet, conscience de l'importance de Gregoria pour le fonctionnement de l'autre projet d'ISA REP « Huertos en Linea », et décide de le procéder de la même manière. Ainsi :

« On a réécrit le projet, là on s'est dit qu'il fallait améliorer la partie agronomique, on voulait travailler avec 'La Muyita' car il nous semblait important de ne pas le faire seuls, nous n'avons pas la capacité de le faire seuls (...) et nous avons besoin que Gregoria soit un acteur de notre processus initial, c'est-à-dire que nous voulions qu'elle soit quelqu'un qui est en contact avec nous pour travailler avec nous dans ce premier contact avec le quartier. Et Gregoria sait comment le faire (...) on dit 'Gregoria, donne-nous tous les conseils, enfin, comment pouvons-nous construire cela ?' ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021).

Misha demande donc à ISA REP la présence de Mme Gregoria pour le bon déroulement de son projet.

À ce propos, Mme Gregoria nous explique qu'ISA REP l'informe de Paloma et son projet « Praderas de Vida ». Elle est alors envoyée pour participer à son organisation. Cependant, Gregoria doit respecter le modèle économique du projet, c'est-à-dire, donner la priorité à la commercialisation et vente des produits cultivés au jardin :

« Mon rôle était seulement de les organiser, j'ai fait toute la partie d'organisation là, j'ai convoqué les gens, ils ont décidé sur qui va diriger ce projet (...) et Mme Betty y est restée, enfin, en tant que leader (...) l'approche de Misha n'a été autre que faire de la vente, c'est-à-dire qu'elles travaillent pour vendre. Elles cultivent pour vendre. Tout est

vente ». (Mme Gregoria, leader du jardin Valladolid et salariée d'ISA REP, 30 mars 2021)

Gregoria avec Paloma commencent dès lors, à réfléchir ensemble sur la manière de présenter le projet à la population du quartier « Praderas » et, surtout, de les convaincre à y participer. Ainsi que le relève Paloma, *« la technique allait être facile. La chose difficile allait être de convaincre, de vendre l'idée aux gens de l'asentamiento humano (Praderas), à quelqu'un qui soit intéressé. Parce que nous venons avec une idée qui n'est pas la leur »*. (29 mars 2021)

Après peu de temps, elles décident de communiquer avec la population de Praderas, et surtout avec leur leader communautaire. Comme envisagé pour le Jardin Valladolid (chapitre 5), un leader communautaire dispose de ressources pour convoquer les personnes à participer, surtout les personnes qui ne disposent pas d'une activité économique connue (notamment les femmes et personnes âgées). En conséquence, un représentant d'ISA REP, Paloma, Mme Gregoria, un représentant de l'entreprise « La Muyita » et d'autres personnes qui les ont accompagnés, sont allés sur le terrain choisi pour le projet.

1.6. La stratégie reposant sur une leader communautaire : Mme Betty

Mme Betty est la leader communautaire de l'*asentamiento humano* Praderas. Elle ne dispose d'aucune expérience dans la culture des plantes, d'ailleurs, elle est artisan tisserand avant de devenir jardinière : *« avant, j'appartenais aux 'Artisans', mais pas les artisans contemporains, car je fais du crochet. Et justement la municipalité de Lima m'a invité pour la fête des mères pour vendre comme ça virtuellement, mais de l'artisanat, pas des herbes déshydratées et ça... »* (8 mars 2021). Cependant, cela ne l'a pas empêché de participer à un autre projet impliquant des femmes du quartier.

Par ailleurs, le terrain choisi connaît déjà certains soucis. Par exemple, un projet précédent a visé à édifier sur ce terrain, une antenne de radio. La communauté de Praderas, dirigée par Mme Betty, s'est organisée pour éviter l'installation d'une telle antenne, eu égard aux dégâts dans la santé :

: « A cette époque, nous avons un problème, un conflit dans notre quartier avec une voisine qui voulait mettre une antenne, donc nous étions attentifs à tout ce qui n'était

pas normal, non ? Alors on a vu des gens arrivants, alors on nous a prévenus et on est tous sortis avec nos bâtons là... comme qui dit à lyncher, non ? C'est qui, qui vient là ? (rires). (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

Lors de notre échange avec Mme Dora, nous lui avons demandé des précisions, sur le nombre de personnes munies de bâtons : : « *Pas mal, parce qu'on était vraiment en feu, inquiets, parce que l'antenne affecte tout Praderas, n'est-ce pas ? On a déjà eu le problème avec les câbles électriques haute tension, on a une lagune d'oxydation ici sur le côté... et maintenant une antenne ? Ce n'est pas possible quoi ! Nos enfants, plus que tout pour nos enfant (...) la plupart d'entre nous étions attentifs à [ce] que le projet ne se fasse pas. C'est pourquoi nous [y] étions vigilants.* » (Mme Dora, jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021).

Le premier contact se déroule entre Mme Gregoria et Mme Betty. Gregoria lui explique les objectifs du projet et les bénéfices pour la communauté. Après quelques jours de conversation, Mme Betty accepte d'y participer. Nous ne connaissons pas la raison réelle la conduisant à participer au projet, même si elle nous indique que « [...] l'amour des plantes » la guide : « *J'ai participé parce que... j'aime beaucoup les plantes... Je viens d'une petite ville, Santa Maria del Valle, elle appartient à Huanuco, tout est végétation là-bas, et donc je voulais reprendre cela ici. J'y ai donc participé* » (8 mars 2021). Un aspect qui nous interpelle consiste dans le degré d'implication de Mme Betty au sein du projet, car elle a fait tout son possible pour que le projet puisse se dérouler sans inconvénients.

- *Mme Delia : « Madame Betty a tout fait, la décoration, toutes les choses ici... »*
- *Mme Betty : « Ce n'est pas si joli mais ce n'est pas grave, non ? (rires) »*
- *Mme Marta : « Non Mme Betty, vous avez tout fait ! »*

Mme Betty s'oriente vers les femmes au foyer susceptibles de travailler dans le jardin médicinal. Elle convoque alors quelques dames et se rassemblent pour réfléchir au projet. Paloma nous partage que « *comme nous n'avions pas encore de place parce que ce terrain était un dépotoir, nous nous sommes rencontrés dans leurs maisons [des femmes de foyer], alors nous avons commencé à réfléchir au nom...* » (8 mars 2021). Mme Rosa, une autre jardinière du jardin Salzbourg, nous explique sa compréhension du projet :

« Ce projet a été fait dans ce but, le projet était... avec un... des plantes médicinales, nous faisons les processus et Misha nous aide avec les ventes, mais en même temps Misha nous a appris les lieux de foires, comment entrer dans les foires, ça allait être notre revenu, parce que c'étaient des foires auxquelles une ou deux personnes allaient ».
(Mme Rosa, 8 mars 2021)

La personne de Mme Betty dans ce projet, surtout dans le jardin Salzburg se révèle clé (à l'instar de celui de Mme Gregoria dans le jardin Valladolid), compte tenu de sa forte capacité de convocation dans la communauté, ainsi que nous le confient les autres jardinières. Il s'avère essentiel de souligner que leur engagement s'articule principalement autour de la figure charismatique de la leader communautaire plutôt que du projet lui-même. Ces femmes ne sont pas liées par un contrat formel de travail avec l'association qui gère le projet, mais plutôt par un document simple résumant les informations générales du projet. Cette dynamique souligne la nature informelle et personnelle de leur implication, mettant en lumière les relations sociales et les liens communautaires qui façonnent leur participation active dans ces initiatives d'AU.

Misha et La Muyita rencontrent dans ce contexte, les futures jardinières et leur expliquent le mode de fonctionnement du projet et comment elles vont gagner de l'argent. Paloma leur explique ainsi que : *« Nous (Misha) allons être vos premiers clients, et nos amis de La Muyita présents ici seront aussi vos clients. Je veux dire, commençons par ces deux clients »*. Les femmes acceptent et commencent l'implémentation du jardin « Salzburg » du projet « Praderas de Vida », conçu par Misha et financé et soutenu par ISA REP. Mme Betty rappelle que le projet a commencé avec 12 jardinières, *« mais après... héhé... petit à petit elles sont parties »*.

1.7. Les relations internes

Contrairement au Jardin Valladolid, où nous pouvons noter une double direction d'équipe (M. Christian et Mme Gregoria), au jardin Salzburg sa présidente, représentante et principale animatrice est uniquement Mme Betty. Agée de plus de 65 ans, il s'agit d'une femme gentille et très empathique avec les gens. A la différence de Mme Gregoria, elle se montre assez docile et simple à approcher pour discuter.

Par ailleurs, nous observons un esprit d'équipe chez le jardin Salzbourg (d'ailleurs, c'est le seul jardin où se sont rassemblées toutes les jardinières lors de nos visites). Les jardinières montrent un respect en particulier envers Mme Betty. Nous considérons que leur présence découle en grande partie de leur estime pour Mme Betty, plus que de leur croyance dans le projet.

« Mme Betty m'a convoquée. Mme Betty est toujours la plus connue alors ils sont venus là, les ingénieurs et Mme Betty et ont commencé à nous dire si nous voulions commencer ici et voilà... » (Mme Dora, jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021).

« Mme Betty dit 'on va chercher des petits cailloux', et nous y allons. Nous suivons simplement son exemple » (Mme Marta, jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

« Elle [Mme Betty] commence et on la suit... » (Mme Rosa, jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

En outre, nous avons pu noter qu'il existe un travail d'équipe dans les différentes activités ou démarches qu'elles entreprennent, par exemple lors de foires ou des rencontres hebdomadaires (au rythme de, une à deux au sein du jardin) pour discuter des plantes et également d'affaires personnelles. Compte tenu de la problématique essentielle de l'eau dans le jardin pour arroser, nous percevons là aussi ce travail conjoint :

« (Pour arroser) on se relaie. On a divisé les arbres fruitiers, les roses et les parcelles. L'une s'occupe de ça, l'autre d'un autre, l'autre d'un autre... ainsi si tu veux tu peux garder de l'eau et arroser dans la journée. Ou si tu veux, tu peux arroser dans la soirée, cela dépend de chacun. Mais le truc est que tout ce petit groupe [de plantes] doit être en bon état. C'est mieux comme ça parce qu'avant on arrosait tout à tour de rôle et non, ça ne s'est pas très bien passé. Par contre, ici tout le monde est responsable et arrose ».
(Mme Betty, 8 mars 2021)

1.8. Les relations externes

Au moment de notre étude, nous pouvons répertorier trois acteurs externes au jardin (Misha, La Muyita et ISA REP) et un acteur externe au projet (les dirigeants de l'*asentamiento humano* « Praderas ») qui maintiennent un rapport avec les jardinières. À la différence du projet

« Huertos en Linea », la municipalité ne délivre aucun soutien au niveau du projet. Mme Betty souligne cela en ces termes : « *la municipalité n'apporte rien du tout* ». Par ailleurs, aucune ONG ne travaille au sein du jardin.

La relation avec La Muyita se révèle très occasionnelle et se limite à la vente des plantes, donc nous n'analyserons pas en détail cette relation. Son représentant, José Velasquez, leur apprend la culture des plantes médicinales et comment en prendre soin. Il indique également les plantes dont La Muyita a besoin pour la vente. Mme Betty nous explique « l'accord » avec La Muyita :

« Oui... avec lui on a... la serre, c'est un projet avec lui qu'on a, par exemple... eh... ce projet... est joli, non ? nous avons toujours aimé les plantes (...) mais nous ne savions pas faire de boutures, faire des semis, ou... comment faire, n'est-ce pas ? (...) ils nous ont beaucoup appris. Maintenant, nous savons déjà comment faire des boutures (...) l'ingénieur José vient de temps en temps et demande si on a des plantes jolies dans la serre ». (11 mars 2021)

Il importe de mentionner que cette déclaration a été réalisée avec la présence dans la salle, du représentant de La Muyita. Nous observons de façon générale, un malaise de la part des jardinières pour évoquer l'accord conclu avec lui. Nous reviendrons sur ce point dans la partie interprétation.

1.8.1. La relation entre Misha et les jardinières : la dépendance du succès d'une entreprise

Bien que le but final du projet « Praderas de vida » soit que les jardinières puissent vendre les produits du jardin aux divers clients, au moment de rédiger cette recherche, les seuls clients du jardin sont Misha et, très rarement, La Muyita.

Paloma est une dame dans la trentaine, semblant joyeuse et avec assez de ressources orales pour convaincre les jardinières. Son passé en tant que présidente des étudiants universitaires et fonctionnaire de la municipalité de Lima lui ont beaucoup apporté. Paloma avoue avoir proposé aux jardinières de cultiver certaines plantes médicinales (Misha indique quelles plantes cultiver) pour qu'elles, à travers son entreprise Misha, puissent vendre leurs produits :

« (Nous leur avons dit) nous nous occupons de toute la distribution de vos produits, au niveau de la livraison. Nous avons un stock dans notre entrepôt et nous les vendons sur notre site internet : vos produits sous votre marque ». Elles nous fournissent tout, des herbes fraîches aux herbes déshydratées. Et quand on nous invite à des événements ou à des foires ou quoi que ce soit d'autre, nous les incluons toujours ». (Mme Paloma, 29 mars 2021)

Cependant, l'absence d'étude de marché (la décision a été adoptée au regard de l'expérience de Misha) ne permet de répertorier les potentiels clients du jardin. Les foires représentent les principaux canaux de vente, cependant celles-ci n'ont pas lieu souvent (surtout lors de la pandémie du Covid-19). Ainsi, le succès du jardin dépend pour l'instant du succès des ventes de Misha (11 mars 2021).

- Enrique Serrano : « Qui sont les clients du jardin, à part Misha ? »
- Mme Betty : « Pratiquement Misha uniquement. Nous avons vendu 6 sachets aux gens qui viennent du coin, une ou deux connaissances... C'est Misha et La Calandria,⁷⁹ mais à travers Misha. Tout passe par Misha. Et l'ingénieur José (La Muyita) qui vient de temps en temps pour prendre des plants. »
- Enrique Serrano : « C'est à dire, pratiquement que tout dépend des ventes que Misha peut faire ? »
- Mme Betty : « Oui c'est ça, nous ne pouvons pas encore marcher toutes seules. »
- Enrique Serrano : « À Travers quelles plateformes vendez-vous vos produits ? »
- Mme Betty : « Misha, Misha Rastrera »
- Enrique Serrano : « Misha achète vos produits... »
- Mme Betty : « Oui c'est ça, et après ils les vendent. Nous on lui donne déjà emballé. »

La dépendance s'étend au-delà des seules ventes. La dépendance des jardinières d'une identité formelle fait qu'elles sont considérées comme des « apatrides ». En effet, les jardinières ne disposent pas d'une identité propre et légale, et au moment de réaliser des activités concernant le jardin, elles ne sont pas reconnues formellement par aucune entité et même pas par ISA REP.

Par exemple, sur les factures des jardinières, Paloma explique par exemple que :

⁷⁹ « La Calandria » est un magasin de produits bios situé dans le district de Barranco, un des plus aisés districts de Lima. Le magasin appartient à la famille de Paloma, fondatrice de Misha.

« Cette année, en décembre, ils [ISA REP] ont acheté tout ce qu'ils allaient acheter dans l'année (...) et qui gère ça ? Nous, parce qu'ISA REP ne peut pas acheter directement chez elles [jardin Salzbourg] parce que les dames n'ont pas de facture et ne comptent pas avec une société établie. Mais nous, nous sommes déjà leurs fournisseurs, alors ils nous paient à nous... eh bien, nous gérons l'argent pour les payer et tout. L'alliance [y] fonctionne bien car il leur serait impossible de vendre à ISA REP sans notre facturation. Nous sommes comme des intermédiaires qui les aident dans ce processus. Ils émettent des billets, mais ils émettent des billets au nom de l'un d'entre elles ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

De même, la manque d'une reconnaissance officielle en tant qu'habitants d'un espace de terrain affaiblit le peu de reconnaissance et d'identité dont disposent les jardinières pour se sentir et se considérer « citoyennes » à Lima. Comme le montre une rencontre de Mme Betty avec la société qui gère l'eau potable à Lima : « Sedapal »⁸⁰. A propos, Mme Betty nous raconte qu'une fois « *Je suis allée deux fois à Sedapal et ils m'ont dit que pour avoir une connexion pour l'eau nous devons avoir une adresse, et ici nous n'avons pas une [sic]adresse* ». Ce manque d'une identité et de reconnaissance n'arrive pas seulement au moment de réaliser de démarches administratives. En effet, nous n'observons pas que dans le projet « Praderas de Vida » l'identité du projet soit construite et inspirée – au moins – par les jardinières : « *Le développement de l'image, de l'image de la marque, a été en grande partie notre travail. La partie qui est vue de l'extérieur de la marque a été construite par Misha* », déclare Paloma (29 mars 2021).

Un éventail de défis s'impose donc aux jardinières. Il existe alors une instabilité et volatilité, car si Misha connaît des fluctuations de ses propres ventes ou rencontre des difficultés financières, cela peut affecter directement les ventes du jardin Salzbourg qui dépend de ces ventes. Le manque de stabilité des ventes complique pour les jardinières la planification à long terme et leur rentabilité durable.

Un autre défi issu de cette relation consiste dans le manque de contrôle sur leur propre destin. Les décisions et les actions de Misha impactent directement le jardin Salzbourg, limitant son autonomie et sa capacité à prendre des décisions stratégiques. Il existe aussi la difficulté de

⁸⁰ « Sedapal » est une société gouvernementale de droit privé, entièrement détenue par l'État, constituée sous la forme d'une société anonyme qui gère le service d'eau potable à Lima.

construire une marque et de fidéliser la clientèle : en s'appuyant sur les ventes de Misha, les jardinières éprouvent des difficultés à construire sa propre marque et à développer de solides relations avec ses clients. Les clients peuvent s'identifier davantage à Misha qu'à « Praderas de Vida », ce qui rend difficile la fidélisation et la confiance à long terme de la clientèle.

Finalement, le défaut d'identité formellement reconnue des jardinières se traduit par une série de problèmes comme la perte d'autonomie et d'estime de soi. Le fait de dépendre de Misha, la capacité d'être soi et d'exprimer son individualité disparaît. Cela entraîne une perte d'autonomie des jardinières contraintes et réduites à l'identification à Misha sans possibilité d'agir de manière autonome. Rappelons que, pour l'instant, leur clientèle se limite à Misha. Ainsi, elles demeurent étroitement liées à la demande de produits générée par Misha. Le modèle économique qui en découle implique que les jardinières cultivent les plantes spécifiquement demandées par Misha, répondant simultanément aux préférences du public exprimées sur le site de vente en ligne et dans un magasin dédié (« La Calandria »). En retour, Misha rémunère les jardinières pour les produits vendus, tandis qu'elle les commercialise auprès du grand public à un prix plus élevé, établissant ainsi une relation économique ambiguë entre les actrices du projet.

Il convient de noter que bien que Misha rémunère les jardinières pour les produits vendus, il est nécessaire d'examiner de plus près la nature et le niveau de cette rémunération pour évaluer son caractère juste et décent. Les informations fournies par les jardinières indiquent que les montants qu'elles reçoivent ne couvrent pas leurs dépenses de base. En effet, les jardinières rapportent que ce qu'elles perçoivent est souvent réinvesti immédiatement dans les coûts associés à la poursuite de leurs activités, tels que le paiement de l'eau nécessaire à l'irrigation des jardins. De plus, le fait que le nombre de jardinières diminue progressivement soulève des préoccupations quant à la viabilité économique des arrangements de rémunération actuels. Dans ce contexte, il est légitime de se demander si la rémunération offerte par Misha est suffisante pour assurer un niveau de vie décent aux jardinières et à leurs familles, et si elle contribue effectivement à leur autonomisation économique.

1.8.2. La relation ISA REP – jardinières : des photos et des bons souvenirs... une ou deux fois par an.

Le rôle principal d'ISA REP consiste dans le fait d'être le seul bailleur de fonds de ce projet. Nous ne connaissons pas la somme exacte du financement. D'autres contributions de l'entreprise au jardin sont mentionnées par Mme Paloma :

« Ils contribuent en mesurant,⁸¹ ils contribuent en achetant, pour leurs événements d'entreprise par exemple. Autrement dit, c'est un avantage qu'a ce jardin : on peut donner les produits emballés, ce qui ne se fait pas avec 'Huertos en Linea', par exemple, avec les tomates et les légumes ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

ISA REP contribue également par la publicité sur son projet « Praderas de Vida » : *« par exemple, le média qui a récemment interviewé, vient à Praderas par l'intermédiaire d'ISA REP, car ISA REP embauche de forts services de publicité, et parmi les choses qu'ils promeuvent, ils promeuvent également le jardin »* (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021).

Concernant le contact direct avec ISA REP, celui-ci s'établit uniquement à travers la représentante du jardin, Mme Betty. Leur présence apparemment s'avérait plus fréquente au début du projet (11 mars 2021):

- *Enrique Serrano : « A quelle fréquence ISA REP visite le jardin ? »*
- *Mme Betty : « Ouuh... ça fait longtemps qu'ils ne sont pas venus... avant ils venaient presque une fois par mois, ou parfois ils m'appelaient, ils me demandaient des photos 'allez, prends une photo de tel endroit, prends une photo' [ils] me demandaient. »*

En conclusion, il existe des contacts sporadiques entre ISA REP et le jardin Salzbourg. Cela n'est pas constant et il est possible qu'ils se rencontrent une ou deux fois par an au maximum, toujours dans le cadre d'une date spéciale célébrée par ISA REP.

1.8.3. La relation Misha – ISA REP : la réalité de mise en place d'un projet.

Nous observons deux étapes de la relation entre Misha et ISA REP : la première, au début du projet, lorsque l'ISA REP décide de consacrer un budget à la réalisation du projet crée par

⁸¹ Ce que Paloma entend par « mesurer » s'avère peu clair. Nous pensons qu'elle fait référence à l'élaboration des indicateurs du projet.

Misha. La seconde concerne la fin du projet quand Misha propose un suivi et une évaluation de celui-ci.

Pour le développement du projet, ISA REP alloue un certain budget - non précisé – à Misha dans le cadre du « défi Kunan ». Misha doit utiliser celui-ci pour concrétiser sa proposition figurant dans le document de présentation du projet. Le budget parvenu vise seulement à « faire démarrer le projet ». Cela signifie que, quoi qu'il arrive après, ISA REP n'est pas obligée de donner plus d'argent (29 mars 2021):

- *Paloma* : « Ils nous avaient déjà donné l'argent pour tout mettre en œuvre. »
- *Enrique Serrano* : « C'était juste un budget pour démarrer le projet, et une fois le projet lancé, au revoir ? »
- *Paloma* : « Exactement. »

De fait, cette « aide au démarrage » représente un facteur important du projet sommé de trouver une voie pour s'en sortir. Misha souligne qu'une fois le projet démarré, l'objectif est que les jardinières puissent se débrouiller elles-mêmes sans l'intervention d'ISA REP :

« Alors, on propose à ISA REP que cette dynamique qui allait être générée dans cet espace allait être une dynamique qui permettrait à ISA REP de ne pas avoir à donner de l'argent mensuel ou annuel à moyen terme ou investir de l'argent supplémentaire dans cet espace, c'est-à-dire qu'elle [la structure] soit auto dépendante économiquement », nous raconte Paloma (29 mars 2021)

En conséquence, une fois inauguré officiellement le projet « Praderas de Vida » (01 octobre 2019) le financement s'est arrêté. À ce moment, Paloma propose à ISA REP de réaliser le suivi du projet et de générer des indicateurs sur le développement :

« ISA REP nous a confié le travail de suivi, c'est-à-dire une fois par mois pour faire un rapport sur les indicateurs. Nous avons donc proposé quelques indicateurs qui nous semblaient importants, économiques, sociaux... et l'idée était de mesurer une fois par mois. C'est actuellement notre relation avec ISA REP, ils nous versent un montant mensuel pour que nous fassions une mesure d'impact. Mais nous en tant que MISHA, on

y va plus souvent pour faire d'autres choses ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

1.8.4. La relation jardinières – population du quartier : un important désaccord

Ce projet se caractérise par la présence de tensions et de désaccords avec les habitants de l'*asentamiento humano* « Praderas », où habitent aussi les jardinières. Le principal problème consiste dans l'accès à l'eau potable.

« Praderas » s'est formé fin des années 90 après l'envahissement par un groupe de personnes d'un terrain vide à côté des lignes électriques. Pour éviter que d'autres personnes prennent leur terrain, les arrivants demeurent toute la journée sur place. D'autres, décident de construire quelque chose de précaire, comme de petites cabanes en bois. Certaines femmes réalisent des potagers sur le terrain appartenant à ISA REP.

« Comme je n'avais rien à faire à ce moment-là, j'étais venu envahir, il fallait s'occuper de notre terrain, il faut t'en occuper, ou on te le prend, pour que personne ne le prenne ! (Rires) Alors j'étais là surveillant mon terrain. Après, il n'y avait rien à faire, il était tard, alors sous la tour électrique je suis venue avec mon seau pour transporter des cailloux, et j'ai fait tout mon jardin avec des cailloux (...) J'y ai fait mon jardin. Plus tard j'ai invité plus de monde, je leur ai dit 'on a l'autorisation d'ISA REP, mais je pense que ça ne doit pas dépasser 3 mètres' et là on s'est bien organisé et on a commencé les potagers ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg et habitante de l'*asentamiento humano* « Praderas », San Juan de Miraflores, 25 mars 2021).

Pour qu'un terrain puisse devenir un « *asentamiento humano* » (les guillemets sont ajoutés pour se référer à la figure légale et reconnue auprès la municipalité de l'*asentamiento humano*), le service dont les nouveaux habitants ont le plus besoin est l'accès à l'eau. La Municipalité de San Juan de Miraflores (gestion du maire Quispe) cogère ce service avec SEDAPAL afin de fournir de l'eau potable à Praderas. Cependant, après des élections municipales (Octobre 2018), avec le nouveau maire, M. Ocampo, la connexion d'eau potable qui devait parvenir jusqu'à l'*asentamiento humano* « Praderas » est coupée, exactement à la hauteur de la Pépinière municipale. Après quelques années, et suite à plusieurs gestions avec la municipalité, les

habitants de Praderas disposent d'un réservoir d'eau. Ce réservoir fournit actuellement de l'eau potable à près de 50 familles de Praderas.

Ainsi, la gestion de l'eau a toujours représenté une question très importante et sensible pour les habitants du quartier. Or, dans ce contexte, apparaît un « nouvel habitant » qui exige lui aussi qu'une partie de cette eau serve à arroser ses plantes : le jardin Salzbourg, du projet « Praderas de Vida » d'ISA REP. Les habitants de Praderas évidemment s'opposent à ce qu'une partie de l'eau soit utilisée pour arroser le jardin en faveur d'une initiative privée. Il se crée alors un malaise général entre les habitants et les jardinières du jardin Salzbourg. À ce propos, Paloma indique qu'en effet, l'eau qu'elles utilisent pour arroser les plantes :

« C'est l'eau de Praderas, du réservoir d'eau. Le jardin Salzbourg est comme s'il était n'importe quel autre habitant de Praderas (...) Cela a généré beaucoup de conflits avec AAHH lui-même. C'est très fort.... La discussion était : pourquoi (malgré qu'elles paient la redevance de l'eau) faut-il utiliser l'eau pour arroser le jardin ? Alors, les dirigeants de Praderas, qui avant avaient beaucoup de dégoût pour les dames, pour une question de... je pense qu'ils étaient très envieux... Je ne sais pas, il n'y avait que des hommes, très ennuyeux ! (..) C'était comme ça, ils ont mis en place des 'complots', (ils disaient) 'nooon, comment est-ce possible qu'ils utilisent de l'eau...'. [Je dis] Attendez, ils paient l'eau, ils ne leur donnent pas d'eau gratuite, ils paient comme tout le monde ». (Paloma, fondatrice de Misha Rastrera, 29 mars 2021)

Dans cette déclaration, Mme Paloma discute des tensions suscitées par l'utilisation de l'eau du réservoir local pour arroser le jardin Salzbourg, géré par ISA REP. Les habitants de *l'asentamiento humano* « Praderas » expriment leur mécontentement à l'idée de partager leur précieuse eau potable avec le jardin, qu'ils perçoivent comme bénéficiant principalement à l'entreprise. Cependant, Paloma minimise ces préoccupations en soulignant que les jardinières paient aussi leur part pour l'eau utilisée, soulignant ainsi leur droit à son utilisation. Elle suggère que les plaintes des habitants sont motivées par l'envie ou la jalousie plutôt que par des préoccupations légitimes. Cette perspective révèle les tensions sociales et économiques sous-jacentes entre les habitants du quartier et ISA REP, ainsi que les perceptions divergentes quant à l'utilisation des ressources communautaires.

Indirectement, l'« envie » est évoquée aussi par Mme Betty comme motif de désaccord de la part des dirigeants de Praderas :

« Ils nous ont toujours posé des problèmes. Il y en a qui... comme on dit, 'si je ne fais pas l'idée alors personne ne la fait (rires)... ils ont cette mentalité. Mais, c'était nécessaire, et oui... il y a toujours 3 ou 4 personnes qui s'opposent à tout, trouvent des excuses (...) Il y a des voisins qui aiment les plantes, d'autres non, comme toujours partout, toujours des gens qui font la guerre, n'est-ce pas ? (...) mais malgré cela nous avons avancé ». (Paloma, fondatrice de Misha Rastrera, 29 mars 2021).

En effet, lorsque Paloma se réfère au jardin comme un lieu pour « des habitants comme les autres », elle veut dire qu'il s'agit d'une « bouche de plus » à alimenter, une bouche qui consomme plus qu'un simple habitant et qui pour le quartier ne mérite pas d'être nourrie, quand bien même elle paie l'eau. Pour les jardinières, plusieurs éléments peuvent expliquer cette réticence : la rareté, la consommation d'un point de vue quantitatif comparativement aux habitants de la zone, la primauté à accorder aux habitants sur un projet imposé qui n'a rien à voir avec les autres habitants, compte tenu du caractère vital (hygiène, santé, alimentation) de l'eau. Ces éléments et l'argument de la jalousie constituent des facteurs expliquant les réticences.

Le conflit s'est révélé important, selon Paloma : *« c'étaient de commérages ! et comme ça ils ont créé des problèmes, et il y avait des gens qui étaient avec elles, des gens qui n'étaient pas avec elles, une catastrophe ! ».* Mme Gregoria confirme cela : *« tout un problème. Néanmoins, malgré tout cela, nous avons réussi à l'organiser ».* (29 mars 2021)

Plusieurs réunions entre Mme Betty (accompagnée parfois de Paloma et de Mme Gregoria) et les dirigeants ont eu lieu avant de parvenir à un accord : *« ... alors, ils ont eu le pire tour de rôle : petit matin⁸². A cette heure, l'eau vient avec [de] force, mais selon eux [les dirigeants de Praderas], comme il y a plus de tours, il y a moins de force, c'est-à-dire que des choses comme ça qui n'ont pas de sens ! ».* Il restait alors juste une alternative : se réveiller quelques minutes

⁸² Le mot en espagnol pour désigner les premières heures du jour, généralement lorsque la nuit est encore bien présente, est « madrugada », notamment la période entre 1h du matin et 5h du matin. Nous avons choisi ici de le traduire en français avec l'expression informelle « petite matin ».

avant 1 heure du matin, se rendre au jardin Salzburg et arroser (et conserver de l'eau) pendant une heure.

« Maintenant, comme nous avons un réservoir là-bas [au jardin] ... nous avons galéré pour qu'ils nous donnent une heure, un tour uniquement pour le jardin, et ils nous ont donné à 1h du matin. De 1h à 2h. Et il y a beaucoup d'eau. Alors là, on arrose les parcelles, on [en] garde aussi ». (Mme Betty, 11 mars 2021)

Actuellement, chaque jardinière du jardin Salzburg doit être au jardin à 1 heure du matin, un ou deux jours par semaine (selon la disponibilité des autres jardinières). La Direction de l'*asentamiento humano* Praderas a changé aussi, *« maintenant les nouveaux dirigeants, ce sont tous les maris des dames (rires), il n'y a plus de problème »* affirme Paloma.

1.8.5. La relation jardinières – Municipalité de San Juan de Miraflores)

Dans le contexte spécifique du projet « Praderas de Vida », la relation entre les jardinières et la municipalité se caractérise par une notable absence de participation de cette dernière. Le terrain appartenant à ISA REP où le jardin a été établi était autrefois une zone abandonnée, jonchée de déchets et utilisée comme refuge par des délinquants. Les jardinières, leurs familles, et certains membres des organisations Misha et l'entreprise « La Muyita » ont entrepris un travail considérable pour nettoyer et aménager le terrain, le transformant ainsi en un espace cultivable.

Cependant, une lacune cruciale dans cette relation réside dans l'absence d'un point d'eau sur le site. Cette carence entrave les activités des jardinières qui ne disposent pas d'une source d'eau à l'intérieur du jardin pour l'irrigation de leurs plantes. Malgré les efforts déployés par les jardinières, en particulier la leader du projet, Mme Betty, pour solliciter le soutien de la municipalité, les réponses ont été peu concluantes. Les jardinières ont été dirigées vers l'entreprise fournissant de l'eau potable à Lima, mais là encore, elles ont été renvoyées vers la municipalité pour résoudre le problème.

Ainsi, l'absence totale de la municipalité dans ce projet souligne un défi majeur pour les jardinières et aussi pour Misha : elles se retrouvent confrontées à des difficultés pratiques telles que le manque d'accès à l'eau, et leurs tentatives d'engager un dialogue avec la municipalité

n'ont pas abouti à des solutions concrètes, illustrant ainsi une dynamique complexe et problématique entre les acteurs locaux et les autorités municipales.

2. L'analyse du discours

Dans cette section, il est important de rappeler la distinction déjà établie dans le chapitre 5 entre le discours et le récit, deux modalités communicationnelles présentes dans les déclarations des acteurs clés de notre projet d'AU. Souvent, les discours sont marqués par une intention persuasive, visant à convaincre et influencer les interlocuteurs en véhiculant des idéologies progressistes liées au développement local, à la RSE, à la préservation de l'environnement, ou dans l'occurrence aux objectifs de développement durable (ODD). Le discours, dans ce contexte, est représenté par les déclarations des fonctionnaires de l'entreprise ISA REP, ainsi que par les énoncés de Paloma, fondatrice de Misha. Il s'agit d'envisager dans quelle mesure celui-ci a influencé le comportement des jardinières et la manière de réaliser les activités.

D'un autre côté, les déclarations de Mme Betty peuvent être davantage caractérisées comme des récits. Bien que ces récits ne soient pas teintés d'une idéologie délibérée ou d'une intention persuasive, ils sont néanmoins cruciaux pour notre compréhension des enjeux du projet. Ces récits nous offrent un accès aux expériences concrètes des acteurs locaux, mettant en lumière les défis, les réussites, et les réalités vécues au quotidien dans le cadre du projet. Ainsi, la distinction entre discours et récit nous permet de démêler les motivations, les intentions, et les nuances dans la communication de chaque acteur impliqué dans ce projet complexe.

Comme mentionné préalablement, comme dans le cadre du projet « Huertos en Linea », aucun contact n'a pu être établi avec un ou des représentants d'ISA REP. Par conséquent, dans cette partie de l'analyse du discours d'ISA REP, nous citons les déclarations officielles présentes sur son site web ou des entretiens officiels se trouvant dans des plateformes ouvertes. Ces déclarations sont mises en contraste par la suite avec celles d'autres acteurs le cas échéant.

Finalement, il nous faut rappeler que cette thèse adopte une approche réellement multidisciplinaire. Bien que l'analyse sociologique soit au cœur de notre enquête, nous reconnaissons également l'importance de l'analyse psycho-sociologique pour comprendre les dynamiques complexes qui sous-tendent les relations sociales et la structuration sociale d'une communauté. L'analyse des dimensions personnelles et relationnelles des acteurs dans les

projets d'AU permet de comprendre les dynamiques sociales à un niveau plus profond, en mettant en lumière les influences psychosociales sur les rapports de domination. Cette approche élargie permet une exploration approfondie des aspects psychologiques qui peuvent influencer les interactions et les dynamiques au sein du projet "Praderas de Vida".

2.1. Le discours d'ISA REP : un projet exemplaire et répliquable

Le projet « Praderas de Vida » émerge après le « succès » du jardin Valladolid dans le district de Villa Maria del Triunfo. Le discours prépondérant s'articule autour de la réinsertion des femmes dans la vie économique, en leur insufflant un esprit d'autosuffisance, d'autonomie (*empowerment*).

« Jardin médicinal 'Salzbourg' : Première du genre dans le pays, il s'agit d'une proposition développée à partir des efforts d'ISA REP, notre partenaire stratégique KUNAN, plateforme d'entrepreneurs du Pérou 2021, et de Misha Rastrera, entrepreneuriat des plantes et de cosmétiques. Avec ce projet, nous soutenons les femmes de la région de la zone « Pampa de San Juan » à San Juan de Miraflores dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat et l'autonomisation (et l'empowerment) à travers la production de plantes médicinales ». (ISA REP, 24 octobre 2019)

« Je suis très impressionné de voir ce projet si spectaculaire. Il n'y a pas moins d'un mois, ce que vous voyez ici était un terrain dangereux, un terrain qui pouvait avoir des voleurs, un terrain qui pouvait avoir des débris, et aujourd'hui nous avons réussi à le transformer en premier jardin médicinal de Lima Métropolitaine. ». (Carlos Mario Caro – Directeur général ISA REP, 24 octobre 2019)

« Ce projet est mis en œuvre juste derrière la sous-station "San Juan" où se trouve l'établissement humain 'Las Praderas'. Il s'agit d'un établissement humain où il y a 25 familles et nous travaillons avec 12 des chefs de famille qui sont des femmes autonomes et très engagées qui ont travaillé pratiquement tous les jours pour mettre en œuvre chacun des espaces de ce projet pilote ». (Jackeline Tapia - Responsable développement durable ISA REP, 24 octobre 2019)

« Ce que nous avons vu ici, c'est qu'il y a eu beaucoup de collaboration de nos travailleurs, dans ce cas des collaborateurs de ce centre, qui ont aidé à la plantation et aussi à d'autres travaux manuels ». (Rodolfo Osorio - Analyste en gestion environnementale ISA REP, 24 octobre 2019)

« Cela m'a beaucoup impressionné parce que je pense que c'est un exemple pour nous tous, particulièrement pour les femmes de nos pays, parce qu'en joignant nos efforts, en travaillant comme elles le font, nous pouvons ensemble construire une société meilleure et un pays meilleur ». (Santiago Montenegro - Président du conseil d'administration ISA REP, 24 octobre 2019)

« Nous avons un grand engagement envers l'humanité pour générer des objectifs de développement durable et c'est une matérialisation absolue de ces objectifs. Le fait qu'ici des cultures soient cultivées qui se traduisent en savons pour une entreprise (les jardinières cultivent des plantes médicinales, puis elles les transforment en savons, et ces savons sont vendus à une entreprise) et que la durabilité soit générée est vraiment très, très notable ». (Guillermo Gonzalez - Vice-président des relations institutionnelles ISA REP, 24 octobre 2019)

« Le jardin médicinal 'Salzbourg' est une initiative qui génère des opportunités d'autonomisation pour les femmes et les personnes âgées. Pendant la pandémie, elles ont dû surmonter de grands obstacles, mais fidèles à leur objectif, elles se sont efforcées de préserver le jardin en respectant les mesures de sécurité »
(Site officiel Facebook ISA REP)

*« Ce projet est né de la volonté d'avoir un impact positif sur la communauté, en travaillant avec eux pour créer des initiatives durables et à fort impact. Actuellement, le jardin est entièrement géré par les jardinières, qui ont réussi à faire évoluer le projet et à commercialiser leurs produits sur de multiples marchés ».*⁸³
(Cecilia Tagata - Responsable adjoint développement durable et communication ISA REP, 24 octobre 2019)

⁸³<https://www.desdeadentro.pe/2022/11/praderas-de-vida-gana-primer-puesto-en-la-categoria-adultos-imparables-del-desafio-kunan-2022/>

Ainsi, ISA REP présente le projet « Praderas de Vida » comme une initiative novatrice axée sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin et l'autonomisation des femmes locales. En mettant en avant son rôle dans la création du premier jardin médicinal de Lima Métropolitaine, l'entreprise insiste sur la transformation positive d'un terrain autrefois dangereux en un espace de culture bénéfique. Le discours souligne la collaboration étroite avec la communauté, en particulier avec des femmes autonomes et engagées. L'implication active de la communauté dans la mise en œuvre du projet est présentée comme un facteur clé de succès, renforçant ainsi une image positive d'ISA REP en tant que partenaire engagé.

Au même temps, ISA REP affirme son engagement envers le développement durable en mettant en avant le caractère durable du projet, en particulier la culture de plantes médicinales. Cette perspective est clairement alignée sur les objectifs de développement durable, contribuant à projeter une image de responsabilité sociale et environnementale. Les représentants soulignent également le rôle décisif des femmes pendant la pandémie, mettant en avant leur résilience et leur engagement continu malgré les défis. Cette narration renforce l'image positive du projet tout en soulignant son impact positif sur la communauté, en particulier pendant des périodes difficiles.

Le discours d'ISA REP utilise un langage élogieux, qualifiant le projet de « *spectaculaire* » et d'« *exemple pour nous tous* ». Ces termes élogieux visent à renforcer la perception positive du projet, soulignant son caractère innovant et inspirant. Les stratégies linguistiques transforment cette rhétorique en idées concrètes et objectives. Les expéditeurs du message mettent en œuvre des stratégies visant à établir une connexion émotionnelle, à susciter une empathie et à créer une résonance affective chez les destinataires du message. Il s'agit de compétences nécessaires pour atteindre l'objectif : la persuasion.

Ainsi, nous pouvons considérer que les compétences favorisant les représentations mentales d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'entités non physiques (un projet, par exemple) constituent des instruments essentiels pour atteindre les objectifs du discours d'ISA REP.

2.2.Le discours de Paloma (Misha Rastrera) : la lutte des femmes pour leur autonomisation

Les déclarations de Paloma, fondatrice de Misha (Rastrera) et porteuse du projet « Praderas de Vida » sont analysées sous les diverses formes présentées. Il s'agit principalement de récits sur les événements autour de la création du projet et de discours chargé d'instruments linguistiques dans le but de persuader sur ses avantages. Parmi ces instruments linguistiques, on retrouve notamment l'utilisation de métaphores évocatrices, de formulations positives et de termes valorisants pour renforcer l'argumentaire en faveur du projet. Il nous semble important de signaler que, dans le cadre d'un dialogue s'avérant amical et détendu - dans notre but de différencier la rhétorique du discours et les déclarations qui s'en échappent – Paloma nous a confié certains faits et épisodes « délicats ». La rhétorique du discours comprend l'utilisation d'arguments persuasifs et de langage émotionnel visant à promouvoir des points de vue ou des idées spécifiques. Cela inclut l'utilisation de techniques de persuasion telles que l'accent mis sur les avantages d'une initiative ou la création d'une ambiance positive autour du projet « Praderas de Vida ».

En revanche, les déclarations que nous considérons comme « délicates » sont des informations sensibles ou délicates partagées dans le cadre de notre conversation amicale et détendue. Ces déclarations peuvent offrir des perspectives personnelles ou des réflexions sur des aspects plus complexes ou controversés du projet, permettant ainsi une compréhension plus approfondie de ses enjeux. Cette conversation nous a permis d'obtenir des informations supplémentaires sur le discours de Paloma, sa participation et son impact sur les jardinières et la communauté de l'*asentamiento humano* « Praderas ». Cependant, nous avons choisi de ne pas inclure ces informations dans notre analyse, par souci de ne pas diffuser des déclarations qui pourraient avoir des conséquences négatives sur les jardinières ou la communauté. En effet, certaines des informations partagées étaient confidentielles et pourraient potentiellement impliquer des activités illégales. Par conséquent, nous préférons ne pas les publier sans preuve solide pour les étayer, afin de maintenir l'intégrité de notre analyse et d'éviter tout préjudice injustifié aux parties concernées.

Nous observons dans le discours de Paloma deux types de narration : l'un reflétant le discours de la personne qui a créé le projet (discours chargé d'euphémismes et des mots techniques comme par exemple « *empowerment et autonomisation des femmes* » ou « *autonomisation économique des jardinières* »), et l'autre témoignant d'un combat social d'une personne qui a tout entrepris pour mettre en place son projet (récits et déclarations informelles et discrètes,

comme par exemple « *ils sont chiants, ils ne nous laissent pas avoir de l'eau pour notre jardin, même si elles (les jardinières) paient pour l'eau !* »).

Au moment de présenter son projet, Paloma revêt son rôle d'entrepreneuse et adopte un discours presque toujours inspirant et qui cherche à générer de la conscientisation (ce qui peut échouer ou réussir) :

« Je m'intéressais beaucoup aux questions politiques, sociales, environnementales... (...) J'ai été présidente de la fédération d'étudiants de l'UNALM. J'ai travaillé comme responsable culturel dans la municipalité de Lima, au SERPAR⁸⁴ ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« J'ai beaucoup d'expérience dans ce monde, du fonctionnement du marché des produits agroécologiques (...) il y avait une connaissance préalable du consommateur » (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Elle présente la problématique et cherche à la présenter avec des mots complexes et (d'ailleurs) d'actualité (comme l'inégalité sociale ou la lutte des femmes). Aussi, elle expose des solutions s'avérant logiques et qui permettent à l'interlocuteur d'assimiler le message sans barrières issues d'une pensée critique. Le discours comporte une introduction énergique et émotionnelle pour capter l'attention du public :

« Il (Kunan) propose que les grandes entreprises investissent une partie de leur budget pour acheter du merchandising, même à impact social ou à des petites entreprises qui génèrent de la valeur avec leur impact, [de cette façon], l'écart d'inégalité pourrait être raccourci ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« (...) Nous avons certaines exigences dans ce projet, par exemple que (les participants au jardin) soient des femmes, à cause de la gestion de ce type d'activité économique, à cause de la question des inégalités, c'est une question d'opportunité, d'accès... ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

⁸⁴ SERPAR : Service des parcs de la Municipalité Métropolitaine de Lima.

Paloma utilise un langage inspirant et s'appuie sur des valeurs de solidarité et de communauté (« *Faisons quelque chose que nous pouvons intégrer dans notre chaîne de valeur ! je dis à mon partenaire* »). Elle présente également le nom du projet « Praderas de vida » pour évoquer un sentiment d'optimisme et de positivité. D'autre part, elle identifie clairement le problème social que le projet cherche à résoudre. Dans plusieurs épisodes de nos conversations, Paloma a tendance à se comparer au projet « Huertos en Linea » et place son projet comme une solution aux problèmes que subit le jardin de Valladolid, par exemple :

« Regardons 'Huertos en Linea', ils travaillent avec des produits frais, ce qui ne leur laisse pas beaucoup de temps pour commercialiser ces produits. Lorsque vous vendez des produits frais, vous avez moins de temps. Donc, il est important de déshydrater les herbes médicinales, car cela offre la possibilité de les conserver plus longtemps et de préserver la qualité du produit final. » (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Le discours établit comment aborder le problème en question et présente des solutions : « *L'important est qu'elles distribuent et vendent, car ainsi elles ne dépendent pas uniquement de nos achats* ». À ce stade, il convient de rappeler que, paradoxalement, dans son récit, Paloma souligne l'importance de Misha pour les jardiniers en relevant l'obligation de transiter par Misha pour vendre à ISA REP.

Dans ce processus narratif, Paloma quitte parfois son discours professionnel-technique et change la teneur de la conversation pour la rendre plus accessible au grand public et utilise certains mots informels dans un discours élaboré. Ainsi, l'interlocuteur appréhende l'idée initiale de manière plus simple. Par exemple, lorsqu'elle explique les débuts du projet, Paloma utilise des métaphores pour donner à l'histoire un ton plus léger et jovial : « *Ils nous ont emmenés dans une voiture... nous ressemblions à Manco Capac et Mama Ocello sortant du lac Titicaca*⁸⁵, parce qu'il n'y avait aucune idée d'où nous allions nous arrêter » (29 mars 2021)

Dans le discours de Paloma, l'emploi fréquent d'une expression subjective et dramatique lui permet de se rapprocher émotionnellement des destinataires de son message, tout en

⁸⁵ Il s'agit d'une référence à l'une des légendes de la fondation de l'empire Inca : Manco Cápac et Mama Ocello sont sortis du lac Titicaca, ont parcouru le territoire sud du Pérou jusqu'à Cuzco, où le bâton de Manco Cápac a coulé, signe qu'il a eu pour pouvoir de fonder l'empire. Manco Cápac est considéré comme le premier Inca des 13 qui ont existé.

représentant les événements de manière accessible et compréhensible⁸⁶. Cela confère également plus d'efficacité à l'histoire et une plus grande charge émotionnelle. Ainsi, les anecdotes narrées par ses soins se transforment en ressources vivifiantes grâce aussi à la tonalité enjouée adoptée :

« Parfois, ces stratégies ne viennent même pas des entreprises, par exemple, 'Huertos en Linea' s'est construit à partir des habitants. Les gens commencent à utiliser ces espaces pour cultiver. Alors ISA REP voit et dit wow ! C'est une très bonne idée d'utilisation de cet espace ! Elle répond à ce que nous avons justement besoin. Alors, on y va ! (...) « Alors je dis 'hé, on va y postuler !' sans la moindre attente... on ne savait même pas en dessous de quelles lignes on allait travailler... ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« (...) là, nous leur avons dit 'voyons, mesdames, si nous savons quelque chose c'est ce que le marché recherche, alors nous allons être intelligents dans ce processus de décision de ce que nous allons planter' ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Le discours narratif de Paloma montre comment sa structure narrative sert à présenter le problème, proposer des solutions et générer un lien émotionnel avec le public. Le langage inspirant et émotionnel utilisé par la fondatrice de Misha et créatrice du projet « Praderas de Vida » cherche à motiver et mobiliser les gens à s'impliquer dans le projet social et à contribuer à sa réussite. En effet, l'utilisation du langage inspirant par Paloma semble réussir à motiver et mobiliser les gens à s'impliquer dans le projet social et à contribuer à sa réussite, comme le suggèrent les retours positifs et l'engagement des participants.

Au niveau argumentatif, le discours de Paloma s'articule clairement autour d'une thèse centrale ou déclaration, à l'origine du projet « Praderas de Vida ». La thèse affirme que la croissance du jardin médicinal (et son acceptation) s'avère essentiel pour le développement et le bien-être de tous les membres de la communauté. Pour cela, Paloma utilise un langage persuasif pour engager émotionnellement le public. Elle recourt à des métaphores évocatrices, des termes forts et des phrases visant à créer des images vives dans l'esprit des auditeurs. Cette approche cherche

⁸⁶ Les narratologues l'appellent « discours indirect » ou « style indirect » (voir Gallucci, 2012).

non seulement à éveiller l'empathie, à convaincre et à motiver l'action ; elle souhaite aussi convaincre, les phrases empruntent au style des slogans publicitaires. Cela confine à du marketing : elle veut se convaincre (cela transparait dans la répétition : « *c'est juste, c'est juste* ») et convaincre les autres du bienfait du jardin. En effet, l'utilisation de phrases empruntant au style des slogans publicitaires et la répétition marquée de certaines expressions telles que « *c'est juste !* » dans le discours de Paloma semblent avoir un impact sur son auditoire, réussissant ainsi à les convaincre du bienfait du jardin et à les inciter à l'action.

En outre ce ne sont pas seulement des termes forts mais surtout des termes utilisés dans le monde académique et qui renvoient à des références admises : le bio, l'innovation, la chaîne de valeur, les relations horizontales plutôt que verticales, etc. Se pose alors la question de la réelle maîtrise de ces concepts par Paloma.

« On ne va pas faire de l'agriculture conventionnelle, on va travailler biologiquement, C'EST L'AVENIR ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« (...) mais nous allons PARIER sur vous ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« (...) parce qu'il nous semble que c'est JUSTE, c'est juste ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« Nous voulons les intégrer dans notre CHAÎNE DE VALEUR, et cela signifie avoir une relation commerciale à long terme ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« Avec les jardinières, nous avons une RELATION HORIZONTALE ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« Le fait que nous réfléchissions avec elles à ce qui se passe, fait que l'INNOVATION leur permet de commencer à atteindre non seulement notre marché mais aussi d'autres marchés. Donc, dans cette démarche d'atteindre d'autres marchés, d'autres choses sont nécessaires, comme par exemple la QUALITÉ ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

L'utilisation de ces mots ou expressions forts peut conduire à adoucir ou dissimuler la véritable nature du problème. Cela peut conduire à le déplacer : sur le terrain qui l'intéresse, sur lequel elle cherche à mettre l'accent. Dans ce sens, le travail des jardinières est confiné à un travail salarié sans salaire. Cette expression prend tout son sens. Les jardinières qui consacrent leur temps aux jardins ne perçoivent pas de salaire monétaire pour leur travail. Leur motivation est supposée transcender le gain économique et relève davantage du loisir et de l'engagement communautaire. Parmi les différentes motivations des jardinières, telles que le plaisir de prendre soin des plantes, le sentiment de détente et de distraction que procure le jardinage, ainsi que l'engagement communautaire, l'amour pour la nature et le désir de contribuer au bien-être de leur quartier semblent être les motivations principales qui les poussent à s'impliquer dans le projet.

Cependant, il est important de souligner que leur contribution vise un objectif commercial, orienté vers la vente des produits à Misha. Ainsi, bien que leur travail puisse évoquer une forme de salariat sans salaire, il reflète également une dynamique particulière où l'aspect économique se mêlerait harmonieusement à des motivations plus communautaires et ludiques, contribuant ainsi à la singularité de leur engagement. Aussi, cela peut traduire un manque de compréhension de la gravité d'une affaire et entraver une prise de décision éclairée. Par ailleurs, le discours de Paloma vise à susciter des émotions et une réponse émotionnelle spécifique chez le public.

Il est possible que cette phrase soulève des questions sur la perception de Paloma quant à la réalité des relations et des sentiments des jardinières impliquées dans le projet. En encourageant un modèle de travail où les participantes ne reçoivent pas de salaire en échange de leurs efforts, Paloma pourrait manquer une compréhension complète ou précise de la nature de leur engagement. Cette lacune peut entraver la capacité du projet à prendre des décisions adaptées, car une vision incomplète des motivations des participants peut mener à des choix qui ne reflètent pas la réalité de la situation. Cette approche rappelle la théorie critique de l'acteur rationnel de Bourdieu (« Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action », 1994), où le choix se fait souvent sur la base de la première solution satisfaisante, constituant ainsi un compromis. Ainsi, il est crucial de prendre en compte la perspective des jardinières et de s'assurer que toutes les parties prenantes comprennent pleinement les enjeux impliqués dans le projet.

En valorisant le discours avec des connotations positives, les discours sociaux peuvent s'adresser à la sensibilité des gens au lieu de présenter une discussion qui se veut objective et

rationnelle. En outre, le débat public sur des questions sociales importantes (telles que l'accès aux services de base, à l'éducation, au travail, etc.) se trouve évincé.

L'analyse syntaxique du discours de Paloma permet de démêler la structure et l'organisation grammaticale de son discours. L'étude de la construction de ses phrases et de leur liaison les unes aux autres, vise à mieux comprendre le sens global du discours et comment Paloma exprime ses idées. En effet, il est important de souligner que l'analyse syntaxique du discours de Paloma permet de comprendre la structure et l'organisation grammaticale de ses propos, mais elle ne garantit pas nécessairement la véracité de ces derniers. L'examen de la construction des phrases et de leur cohérence vise à mieux appréhender le sens global du discours et la manière dont Paloma exprime ses idées, tout en reconnaissant que la vérité peut être sujette à interprétation et à contexte.

Dans l'analyse du discours de Paloma, coordinatrice du projet, émerge une dualité intéressante qui reflète son rôle multiple au sein de l'initiative. En tant que « coordinatrice du projet », Paloma adopte un discours technique, utilisant des termes spécifiques et des euphémismes, démontrant ainsi une approche professionnelle et stratégique. En revanche, lorsqu'elle se présente en tant que « combattante sociale », le discours de Paloma adopte une tonalité plus simple et informelle, mettant l'accent sur l'engagement passionné pour la réussite des projets. Ces deux facettes du discours de Paloma portent une forte charge idéologique, chaque type de discours étant adapté à son rôle et à ses interactions spécifiques dans le projet. Nous ne considérons pas cette distinction illicite, car elle révèle des stratégies langagières distinctes utilisées de manière – peut-être – délibérée pour influencer et mobiliser les jardinières, soulignant ainsi l'influence significative de Paloma dans le cadre du projet.

Effectivement, il est déjà mentionné que Paloma utilise un langage sophistiqué et structure ses phrases autour de termes techniques en sa qualité de fondatrice de Misha et coordinatrice du projet « Praderas de Vida ». Ce procédé intimide le destinataire et le conduit à recevoir le message sans émettre de critiques :

« (...) Alors nous avons commencé à chercher des réseaux, il y a des réseaux d'activisme, des réseaux d'entrepreneuriat, et dans les réseaux d'entrepreneuriat nous nous sommes impliqués dans 'Kunan', qui est spécifiquement un réseau d'entrepreneuriat social. C'est une plateforme. Donc 'Kunan' travaille beaucoup à cette

question avec de très grandes entreprises qui cherchent à être liées à des entreprises sociales, en tant que prestataires de services ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

En effet, l’assertion de l’autorité se manifeste ici à travers l’utilisation de termes techniques et scientifiques. Les jardinières, n’étant pas nécessairement familiarisées avec ce vocabulaire, peuvent se sentir intimidées et hésitent à répondre par crainte de paraître peu informées.

Une autre stratégie consiste à utiliser des anglicismes, ce qui renforce le pouvoir (davantage capital culturel) et rend le message plus technique et, d’une certaine manière, imposant. En effet, dans les projets de développement, l’abondance d’anglicismes trouve sa racine dans une étroite relation avec le langage du commerce et du management. Les nouveaux entrepreneurs sociaux, fortement influencés par ces domaines, intègrent fréquemment des termes anglophones pour articuler leurs idées et stratégies. Cette utilisation d’anglicismes révèle non seulement une empreinte linguistique, mais également une adhésion aux concepts et aux pratiques associés au monde des affaires. Ainsi, l’infiltration de ces termes étrangers dans le discours de l’AU témoigne de la fusion entre les aspirations entrepreneuriales et les objectifs sociaux, créant un langage hybride qui camoufle la dynamique complexe de ces initiatives :

« (...) pour leur SPEECH car ils devront être devant un jury et s’exprimer pendant 5 minutes. Nous avons donc demandé à l’IDMA (société de conseil qui travaille avec ISA REP) de soutenir les jardinières sur cette question. Et elles ont déjà eu 5 sessions de formation en STORY TELLING ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

En revanche, lorsque Paloma aborde son aspect plus social et militant et adopte une approche plus informelle dans la conversation, elle se connecte davantage avec les jardinières. Dans le même temps, Paloma transforme certaines idées en images plus compréhensibles avec l’utilisation de termes simples (ou argotiques), d’exclamations et d’euphémismes :

« ... et parce que c’est plus difficile, enfin, je veux dire, tuer des insectes avec la main est beaucoup plus difficile que de simplement leur jeter du poison, n’est-ce pas ? » (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« ... tu dois ‘vendre ton idée’ aux gens » (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« ... le prix rentre là tout 'liquéfié' » (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« C'est le seul moyen de faire sortir l'argent des grandes entreprises, c'est horrible ! »
(Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

« ... c'étaient des hommes purs, très chiants ! » (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Notre intention ici est de démontrer comment Paloma adapte son discours pour rendre certaines idées plus accessibles et compréhensibles pour les jardinières. Ces exemples sont extraits de conversations spécifiques avec les jardinières, où Paloma s'efforce de communiquer avec elles de manière plus informelle et accessible. Cela nous permet de mettre en lumière sa stratégie de communication et son impact sur la compréhension et l'engagement des jardinières dans le projet.

L'analyse syntaxique du discours de Paloma est essentielle pour une compréhension approfondie de la langue qu'elle utilise dans le but de promouvoir son propre intérêt, à savoir son projet. Cependant, il est important de noter que la qualité linguistique ne garantit pas nécessairement l'accomplissement des objectifs visés. Elle permet également d'appréhender comment les relations de pouvoir, d'autorité ou d'empathie se construisent dans son discours. Au-delà de l'identification de schémas rhétoriques communs, cela met en exergue les intentions communicatives de Paloma, et fournit une base solide pour l'analyse critique et l'interprétation ultérieure de son discours.

Ainsi, Paloma Duarte présente un profil engagé dans les questions politiques, sociales et environnementales. Son expérience antérieure en tant que présidente de la fédération d'étudiants et son travail dans la municipalité de Lima soulignent son engagement dans des domaines divers, renforçant ainsi son autorité et son expérience. Gestionnaire du projet, elle exprime une connaissance approfondie du marché des produits agroécologiques, soulignant son expertise préalable dans la compréhension des besoins des consommateurs. Cette expérience est présentée comme un atout essentiel dans la mise en œuvre du projet « Praderas de Vida ».

L'accent mis sur la participation exclusive des femmes dans le projet souligne la volonté de Misha Rastrera de promouvoir l'égalité des genres et de créer des opportunités économiques pour les femmes. Cette décision est justifiée par la nécessité de surmonter les inégalités d'accès et d'opportunité. Paloma Duarte évoque aussi l'importance de la gestion de l'eau, soulignant les défis liés au partage d'un « point d'eau » communautaire. Elle suggère que l'installation de « points d'eau » dans tous les districts faciliterait l'AU, soulignant ainsi la nécessité d'une meilleure infrastructure.

L'idée de collaboration avec Kunan, une plateforme d'entrepreneurs sociaux, met en évidence la volonté de Misha Rastrera de s'associer à des entreprises socialement responsables. Cela renforce la perception de l'entreprise en tant qu'acteur engagé dans des initiatives socialement bénéfiques. L'approche de Misha Rastrera envers les jardinières est caractérisée comme une « relation horizontale », suggérant une collaboration égalitaire et un dialogue ouvert. Cette approche est présentée comme un moyen d'encourager l'innovation et d'améliorer la qualité des produits, renforçant ainsi la vision à long terme de l'entreprise.

Le discours de Paloma Duarte met en avant l'engagement écologique de Misha Rastrera, soulignant le choix de pratiques agricoles biologiques et la réutilisation de l'huile usagée. Ces éléments contribuent à façonner l'image de l'entreprise en tant qu'acteur responsable, attentif aux questions environnementales. Il reflète également l'engagement de Misha Rastrera envers l'égalité des genres, le développement durable, et les partenariats socialement responsables. Cependant, une analyse approfondie pourrait explorer davantage les aspects non abordés dans le discours officiel.

Il est vrai que les éléments mentionnés contribuent à façonner une image positive de l'entreprise en tant qu'acteur responsable et soucieux des questions environnementales. Cependant, il est important de reconnaître que cette image peut ne pas toujours correspondre à la réalité. Bien que l'entreprise puisse prendre des mesures louables dans ces domaines, il existe toujours un écart potentiel entre son image perçue et ses actions concrètes. Ainsi, même si ces éléments renforcent une perception positive, il est nécessaire d'examiner de manière critique les actions réelles de l'entreprise pour évaluer son engagement envers la responsabilité sociale et environnementale.

2.3. Les déclarations de Mme Betty : une leader communautaire « entre le marteau et l'enclume »

Tel qu'énoncé précédemment, comme un discours sert généralement à informer, persuader, motiver, émouvoir ou inspirer dans le but de défendre une idée ou un projet. En effet, à aucun moment, Mme Betty essaie de nous persuader ou motiver. Elle procède plutôt par exprimer sa position, son opinion ou avis sur un sujet de manière informelle. Toutefois, l'analyse de ses déclarations permet de distinguer des procédés linguistiques différents (notamment l'appel au discours indirect et à une narrative inspiratrice). Ces déclarations s'avèrent fondamentales au moment de l'interprétation.

Après avoir tenu plusieurs réunions avec Mme Betty, nous observons qu'il s'agit d'une personne très calme et sereine. Or, cela n'est pas très courant chez les leaders de communauté ou de quartier. En outre, à l'instar de Gregoria, Mme Betty dispose de beaucoup de ressources orales et de persuasion. De plus, son sourire éternel et sa petite taille (elle ne doit pas dépasser 1m50) suscitent en soi une certaine sympathie et surtout de l'empathie. Dans ses déclarations, elle recourt au discours rapporté (direct et indirect). Plus précisément, elle se réfère à d'autres conversations, ce qui allège son discours et le simplifie pour l'auditeur.

Les citations de discours rapporté suivantes nous offrent un accès direct aux perspectives, expériences et opinions de Mme Betty. Cela nous offre une vision véritable de ses pensées et émotions. De plus, ces citations nous permettent de capturer la dynamique du langage utilisé par la leader du jardin Salzbourg. La façon dont Mme Betty s'exprime, y compris son choix de mots, son ton et son style de langage, nous permet d'identifier des schémas et des tendances qui révèlent des informations sur sa compréhension du projet, ses motivations et ses préoccupations.

« Alors il (le représentant d'ISA REP) nous a dit 'c'est un défi, vous êtes le onzième groupe qui est venu qui va planter des arbres sous les lignes à haute tension, et ça n'est jamais arrivé, voyons, c'est un défi pour vous'. Et nous 'mais si, nous l'avons déjà arborisé' » (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

Dans ce passage, elle cherche à démontrer qu'au départ, le représentant d'ISA REP exprimait de la méfiance quant à la capacité des individus représentés par Mme Betty. Cependant, loin de

se laisser intimider par ce défi, Mme Betty tente de prouver, par sa déclaration « ‘mais si, nous l’avons déjà arborisé’ », que son groupe est capable de relever ces défis. Elle cherche ainsi à mettre en évidence leur volonté et leur compétence, soulignant qu’il ne s’agit pas de personnes incapables.

C’est pourquoi elle pense qu’ils lui ont fait confiance et ont décidé de réaliser le projet dans cet endroit, elle dit :

« Je pense qu’il y a un précédent dans ISA REP (Mme Betty fait référence aux jardins que les femmes entretenaient déjà à côté de leurs maisons, mais qui se trouvaient sur des terrains appartenant à l’ISA REP). Alors ils ont dit ‘bon, là-bas elles aiment [les plantes], on y va !’, j’imagine... » (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

Dans cette observation, il est perceptible qu’elle estime que, du fait de la présence des jardins déjà établis à proximité de leurs résidences, le représentant d’ISA REP les perçoit effectivement comme capables de concrétiser le projet. Cela suggère également son désir de démontrer (à nous, les enquêteurs) leur aptitude à mener à bien le projet, mettant ainsi en avant le fait que nous interagissons avec des individus expérimentés dans ce domaine.

« Oui... Je veux dire, il faut chercher le dialogue, vraiment. Parce qu’ils ne vont pas te dire ‘viens ici, je veux te parler’. Si quelqu’un a besoin de quelque chose ‘t’y vas’ ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

Dans cette situation, elle démontre son initiative en recherchant activement de l’aide, sa proactivité et son désir de concrétiser son projet. De plus, elle prononce une phrase inspirante : « Si quelqu’un a besoin de quelque chose, ‘t’y vas », ce qui renforce son statut de leader communautaire, une image qui s’adresse non seulement à nous, les enquêteurs, mais aussi aux autres jardinières.

« Il y a toujours des personnes (qui s’opposent à la culture des plantes) ... il y avait une dame (...) on plantait une plante et [elle] disait ‘non ! ne le mettez pas là !’ parce qu’on l’a mis dehors, ‘ne le mettez pas là parce qu’ils vont se cacher là ! et il y en a un qui

passe et... », et elle voulait qu'on les coupe ! » ; (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

En citant les paroles d'une autre personne avec un ton énergique (en criant), Mme Betty cherche à illustrer le malaise ressenti par certains habitants à l'égard de la culture des plantes du jardin, ainsi que l'ardeur avec laquelle certains exprimaient leur mécontentement. Cependant, malgré cette opposition, elles ont réussi à surmonter la situation, démontrant ainsi leur motivation résolue face à ces défis.

« Par exemple, ici l'ingénieur⁸⁷ vient et prend des petites plantes : 'alors là non non non (en indiquant que l'ingénieur choisi les plantes) ... là il faut impérativement que des bonnes plantes sortent d'ici'. (Il dit) 'Ok, tu en as ? C'est bon, maintenant, assemblez-les bien', 'Toi, tu en as aussi ?' Comme ça... ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

Dans ce passage, Mme Betty expose d'abord le rôle de cet "ingénieur" chargé de choisir les plantes à acheter, le décrivant comme quelqu'un de peu patient et amical, exigeant un travail de qualité de la part des jardinières. Cela illustre également une attitude d'acceptation des directives émanant des ingénieurs d'ISA REP, ainsi que de Misha ou La Muyita. Cette citation révèle ainsi leur engagement et souligne qu'elles doivent toujours répondre aux indications des responsables du projet. Mme Betty trouve cette situation tout à fait normale.

« Alors j'ai dit 'maintenant, on le fait avec quoi ?', et ils (les représentants de Misha et La Muyita) disent 'allez chercher du bois, des cailloux, des briques... quoi que ce soit pour construire les camellones⁸⁸. 'Maintenant, on fait quoi ? (les jardinières demandent) 'Pierres ! Ramenons des pierres !' (répondent les « ingénieurs »). Et [c'est] comme ça [qu']on a construit... ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

⁸⁷ En général, presque tous les jardiniers interrogés désignent les représentants des entreprises privées, des ONG et des communautés locales comme des « ingénieurs », même s'ils ne portent pas ce titre.

⁸⁸ Les « camellones » renvoient à des systèmes hydrauliques des champs de cultures préhispaniques au Pérou, également connus sous le nom de *Waru Waru* en quechua.

Encore une fois, cette citation nous éclaire sur le rôle bien défini des acteurs impliqués dans le projet. Mme Betty consulte les représentants de Misha et La Muyita pour savoir quoi faire, et ces derniers répondent en donnant des directives précises, telles que ramener des pierres, des bâtons et des briques. Il est important de noter que lorsqu'elle rapporte ces paroles, elle le fait d'un ton strident, presque comme des ordres à suivre.

D'autre part, outre le recours au discours rapporté, les déclarations et les arguments de Mme Betty concernant sa participation au projet sont souvent teintés d'inspiration. Elle cherche ainsi à communiquer des idées, des pensées ou des sentiments, tout en cherchant à persuader son interlocuteur. Pour ce faire, elle recourt souvent à des récits personnels ou à des expériences émouvantes qui rendent le message plus tangible et palpable pour l'auditeur. Forte de ses expériences, elle s'appuie sur le sens de la vie, ce qu'elle a réalisé et/ou devrait effectuer pour parvenir à ce qu'elle souhaite :

« il n'y a pas de jardins par ici. Il n'y en a pas. Il n'y en a pas. Curieusement, nous sommes les premiers à avoir fait un jardin, ici (...) Je viens de la province, d'une petite ville de Santa Maria del Valle, elle appartient à Huanuco, tout est végétation là-bas, et donc j'ai voulu reprendre tout ça ici ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

Les déclarations de Mme Betty se révèlent souvent empreintes d'émotions et de passion pour ce qu'elle entreprend. Elle transmet ainsi, enthousiasme, détermination et conviction à travers ses mots pour motiver son auditeur et se connecter à lui. Elle se concentre sur les solutions, les opportunités et l'espoir dans le projet au lieu de se concentrer sur les problèmes et les défis du projet. Cela provoque dans le message une attitude plus positive et constructive.

« ... il y a toujours 3 ou 4 personnes qui s'opposent à tout, trouvent des excuses, mais malgré cela, on avance ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

« En ce moment, les principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés sont les chenilles, des maladies... mais c'est normal. Toujours ! Ce sera toujours le cas (...) malgré tout cela, nous avons nos jardins ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

Ces déclarations contribuent très certainement à inspirer Mme Betty, à surmonter ses doutes et à se sentir plus déterminée face aux défis. En partageant ses réussites et ses expériences positives, elle démontre sa capacité à relever les obstacles et à mener à bien le projet, ce qui renforce sa perception d'elle-même en tant que leader compétente et efficace. Enfin, Mme Betty a tendance à alléger nos conversations avec quelques blagues ou métaphores.

« Je pense que quand quelqu'un nous donne quelque chose, on doit en prendre soin plus que ce qu'il t'a coûté. Pourquoi ? Parce qu'en supposant qu'ils te disent de le retourner, impérieusement tu dois acheter pour le retourner, et ça fait plus mal. D'un autre côté, quand quelque chose est à toi, tu sais lorsque tu le mets en panne... tu l'utilises... n'est-ce pas ? Mais quand ce n'est pas à toi, il faut faire plus attention ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

« Oui, eh bien... parce que l'on nous a donné juste un monticule de terre, « prends-le comme tu peux ! » ils disent ! (rires) On devait être là alors... ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg)

L'utilisation de blagues aide à réduire la tension ou le formalisme de l'environnement. De plus, le public est plus susceptible de se souvenir et de retenir les idées présentées de manière créative et humoristique. Cependant, si les blagues et les métaphores sont trop fréquentes ou excessives, elles peuvent détourner l'attention du public du message central du discours. L'humour peut rendre difficile le traitement adéquat de sujets sérieux ou sensibles, comme la domination.

Mme Betty, en tant que leader communautaire du jardin du projet « Praderas de Vida », présente un engagement profond envers l'AU. Son récit met en lumière divers aspects cruciaux de l'initiative, reflétant la réalité quotidienne du projet.

Tout d'abord, Mme Betty relate avec fierté le succès du groupe face au défi initial lancé par ISA REP de planter sous les lignes à haute tension. Cette affirmation souligne le sentiment de réussite et la détermination communautaire à surmonter les obstacles. Elle met également en avant la nécessité de dialoguer avec la communauté locale, soulignant que les relations ne se construisent pas spontanément. Cette approche pratique souligne l'importance de la communication et du soutien communautaire pour la réussite du projet.

Les problèmes de sécurité passés, avec des délinquants pénétrant sur le terrain, mettent en évidence les défis particuliers auxquels sont confrontés les projets communautaires en milieu urbain. La construction d'une clôture en réponse à ces problèmes souligne l'impératif de garantir la sécurité du jardin pour son bon fonctionnement. Mme Betty évoque également les interactions avec les habitants locaux, illustrant les diverses perspectives et réactions au projet au sein de la communauté. Cela souligne la complexité de la dynamique communautaire et la nécessité de naviguer avec prudence pour favoriser le soutien.

Son rôle actif dans la mobilisation de participants supplémentaires témoigne de son leadership et de son influence au sein de la communauté. Cette mobilisation reflète la manière dont des individus engagés peuvent stimuler la participation communautaire, soulignant l'importance des acteurs clés dans le processus. En décrivant des problèmes courants tels que les ravageurs et les maladies, Mme Betty démontre une acceptation réaliste des défis inhérents à l'AU. Son engagement à surmonter ces obstacles indique une résilience et une détermination essentielles pour la durabilité du projet, même si le succès n'est pas garanti. Mme. Betty émerge ainsi comme une figure clé, combinant pragmatisme et engagement communautaire, offrant un important aperçu des défis et des réussites du projet « Praderas de Vida ».

3. L'interprétation

La présentation du contexte socio-historique du projet « Praderas de Vida » vise à mieux comprendre le sens et les intentions des personnes interviewées. Dans ce cas, il s'avère primordial d'identifier les valeurs implicites et les hypothèses présentes dans les discours. Les interprétations suivantes encouragent une réflexion critique sur la façon dont les discours affectent la perception et la pensée du public et surtout, des jardinières du jardin Salzbourg. Ainsi, l'interprétation permet de questionner et d'analyser les structures de pouvoir et l'influence présentes dans les discours au sein du projet.

L'interprétation globale suggère que l'AU à Lima est un espace complexe où divers acteurs négocient leur place et leur légitimité. Les entreprises privées cherchent à intégrer l'AU dans leurs modèles, les ONG rivalisent pour démontrer leur efficacité, et les communautés locales font face à un travail souvent non reconnu. Cette dynamique complexe souligne l'évolution de

l'AU au-delà d'une simple initiative locale, intégrant des dimensions internationales, économiques, sociales et politiques.

3.1.La « vente » d'une idée : l'agriculture pour des non-initiés.

Comme expliqué précédemment, le projet « Praderas de Vida » n'est pas né d'un besoin spécifique des habitants d'une zone (en réalité, comme nous le verrons, aucun de ces projets ne constitue une initiative purement populaire⁸⁹, comme les programmes « Verre de lait » ou les « Cantines populaires »). Ce projet a été créé par une entreprise privée (Misha Rastrera), financé et facilité par une autre entreprise privée (ISA REP) et mis en œuvre par les femmes habitant dans un *asentamiento humano* dépourvues d'expérience en agriculture :

« Nous toutes, nous avons toujours aimé les plantes, nous allions à la pépinière et en achetions, mais nous ne savions pas ce que c'est que couper ou faire des boutures ou... comment faire, n'est-ce pas ? Au moins je n'y connaissais pas grand-chose ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

« Nous nous battons parce que nous ne sommes pas encore des experts, n'est-ce pas ? Par exemple, j'ai planté environ 30 boutures de roses, et j'en ai 3 vivantes et je suis contente ! ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

« Je viens de Cañete (province de Lima). Et juste des plantes ici, parce qu'en bas je n'ai pas de jardin, potager ou quoi que ce soit. Je viens de commencer avec les plants ici dans ce projet ». (Mme Dora, jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

De même, elles ne connaissaient pas la difficulté inhérente au travail dans un jardin (8 mars 2021) :

⁸⁹ Avec « une initiative purement populaire », nous faisons référence à des projets qui sont directement conçus et dirigés par les habitants des quartiers défavorisés eux-mêmes, sans aucune influence ou intervention extérieure. Ces projets sont souvent le fruit d'une mobilisation communautaire spontanée et émergent de manière organique au sein de la population locale, en réponse à des besoins ou des défis spécifiques rencontrés dans leur environnement immédiat. En revanche, les initiatives dont nous parlons ici ont été introduites et élaborées par des acteurs externes tels que des ONG's ou des entreprises privées. Bien qu'elles puissent impliquer la participation et la collaboration des résidents locaux, elles ne sont pas nées de manière autonome au sein de la communauté elle-même.

- *Enrique Serrano* : « *Saviez-vous, comme vous l'avez indiqué précédemment, la grande responsabilité que cela impliquait ?* »
- *Mme Betty* : « *À l'époque où nous avons commencé, non. La vérité : non.* »

Ainsi, les promoteurs de ce projet ont d'abord présenté le projet à un groupe de femmes sans aucune expérience préalable. Ils se sont attelés à les convaincre de travailler dans le jardin qui allait être créé, et à leur faire comprendre qu'il s'agissait d'une « nécessité » qui devait être satisfaite (réduction de la criminalité, augmentation de la verdure dans la région, insertion sur le marché du travail, entre autres).

La première étape pour la mise en œuvre du projet a consisté à persuader la leader communautaire de la zone, Mme Betty. Nous ignorons ce qui a été dit ou proposé précisément à Mme Betty pour qu'elle décide d'intégrer l'équipe. Celle-ci (composée alors de Mme Paloma, Mme Gregoria et peut-être une représentante d'ISA REP et de l'entreprise La Muyita) a eu la charge de présenter le projet aux autres femmes de l'*asentamiento humano* « Praderas ». Comme discuté avec Mme Betty, et compte tenu de sa personnalité et du contexte de nos conversations, il lui a été très utile de nouer de bonnes relations avec ISA REP, puisqu'elle possède son propre jardin sur le terrain qui appartient à l'entreprise. Cela aurait peut-être pu la motiver à accepter de participer au projet. Les autres jardinières ont été principalement convaincues par Mme Betty, à qui tout le monde dans l'*asentamiento humano* porte une estime particulière pour sa façon d'être. Effectivement, les activités de jardinage offrent aux participants bien plus qu'un simple loisir. En se référant aux déclarations des jardinières, on peut constater que leur participation est motivée par divers facteurs, parmi lesquels le loisir de cultiver des plantes avec d'autres membres de la communauté est mentionné. Cependant, il convient de souligner que cette dimension du loisir n'est qu'un aspect parmi d'autres qui suscitent leur engagement. En réalité, leur participation est également motivée par le désir de créer des liens sociaux, de contribuer au bien-être de leur quartier, et même d'acquérir de nouvelles compétences. Ainsi, bien que le loisir soit un élément important, il est intégré dans un ensemble plus vaste de motivations qui incitent les jardinières à s'impliquer dans le projet.

À ce propos, les raisons les poussant à accepter de participer au projet se révèlent presque toujours les mêmes chez les jardinières : l'amour des plantes et le fait de pouvoir se distraire un peu :

« Je l'ai fait pour des raisons récréatives, pour être occupé ici... car je restais à la maison et... tout le monde sortait pour travailler et je restai toute seule à la maison... alors quand ils m'ont dit (de venir) ici, j'ai essayé de venir parce que c'est un endroit pour se détendre, faire quelque chose... être occupé avec quelque chose, plus que tout. C'est pourquoi je suis ici ». (Mme Marta, jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

"Moi aussi. Eh bien, j'aime les plantes, c'est la raison pour laquelle j'ai accepté de venir ici ». (Mme Dora, jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

Dans ce contexte, les jardinières s'avèrent plus vulnérables et disposées à accepter des conditions de travail précaires (comme ne pas avoir d'eau et devoir se lever à l'aube pour arroser les plantes). De même, le projet censé les sortir de la pauvreté et leur conférer une plus grande autonomie, peut perpétuer le manque d'équité et d'égalité d'accès aux opportunités économiques et professionnelles. Au-delà du caractère non rémunéré de leur travail dans les jardins, les jardinières se voient également limitées dans leur capacité à s'engager dans d'autres activités rémunérées. La nature chronophage de leur contribution au jardin Salzbourg absorbe une grande partie de leur temps, les empêchant ainsi de diversifier leurs sources de revenus. L'implication dans le projet restreint également leurs opportunités d'accéder à d'autres formes d'emploi rémunéré, les éloignant ainsi de possibilités économiques alternatives. Cette contrainte temporelle les prive également de la possibilité de s'engager dans des activités potentiellement plus lucratives. En outre, cette dévotion au travail non rémunéré peut également réduire le temps disponible pour les engagements familiaux.

Enfin, si l'on prend l'activité intrinsèquement, c'est-à-dire une activité (soin des plantes médicinales dans le jardin Salzbourg) réalisée par un groupe de personnes (jardiniers) au profit d'eux et/ou d'autres personnes (Misha et ISA REP), nous pouvons conclure que les jardinières sont indirectement devenues des travailleuses ISA REP, promouvant son bureau RSE et durabilité et collaborant à la réalisation des ODD. Il apparaît de façon évidente un manque d'accès aux avantages sociaux et liés au travail, tels que l'assurance maladie, les congés payés, la retraite, entre autres, ce qui génère un impact négatif dans la qualité de vie des jardiniers.

3.2. Les femmes de l'*asentamiento humano* « Praderas » : empathie ou convenance ?

La raison du choix de travailler avec les femmes de l'*asentamiento humano* « Praderas » renvoie notamment à la question de préjugés sur les habitants des *barriadas* ou des *asentamientos humanos* à Lima. En effet, un groupe de personnes disposant de plus grandes ressources économiques, académiques et culturelles (ISA REP, Misha Rastrera) imposent leurs intérêts et objectifs de leurs propres projets à des femmes à faibles ressources (les jardinières du jardin de Salzbourg). Ils parviennent en outre à le faire prospérer grâce à l'implication de ces dernières.

Paloma nous raconte que lorsqu'elle a élaboré le projet, elle pensait que l'une des principales conditions de sa réussite serait d'être proche d'un groupe de maisons dont les habitants pourraient venir arroser et s'occuper du jardin du projet. Ainsi, ISA REP a informé Mme Gregoria de cette condition, lui demandant quel serait l'endroit idéal pour impliquer les gens. Mme Gregoria a répondu à ISA REP :

« ici à Villa Maria del Triunfo nous n'avons plus de place, ce serait pour San Juan de Miraflores (...) ils ont dit de le faire avenue Miguel Iglesias, je lui dis 'Miguel Iglesias... sa zone est déjà consolidée. Ce sera difficile pour les gens de sortir', lui dis-je. 'Nous ferions mieux d'aller plus en bas ! Il y a une association qui s'appelle « Praderas », ces gens viennent d'arriver il y a 10 ans, 15 ans... ces gens vont sortir !' ». (Mme Gregoria, 30 mars 2021)

En d'autres termes, ils ne pouvaient pas se rendre dans une zone « consolidée » en raison du manque d'intérêt de ces personnes pour la réalisation d'un jardin. Ils ont donc privilégié des personnes vivant dans des *asentamientos humanos*. Les raisons conduisant Mme Gregoria à considérer que les personnes avec moins de ressources se montrent plus facilement impliquées dans le jardin sont diverses. Les personnes (surtout les femmes) qui vivent dans ces quartiers se trouvent au chômage et disposent du temps nécessaire pour s'occuper du jardin, elles sont souvent femmes au foyer et témoignent d'un intérêt pour se distraire en prenant soin des plantes. Cela pourrait s'expliquer par le préjugé répandu à Lima selon lequel les migrants résidant dans ces *asentamientos humanos* sont souvent perçus comme moins instruits, ce qui peut les rendre potentiellement plus accessibles à la persuasion. Par ailleurs, la raison pour laquelle le jardin de Salzbourg a été établi sur ce terrain n'a jamais été expliquée aux jardinières, ni à Mme Betty

En outre, la façon dont Mme Betty perçoit la genèse du projet légitime paradoxalement son implication dans celui-ci. Selon elle, Misha, Mme Gregoria et ISA REP les ont invités à participer à ce projet car elles avaient déjà de l'expérience dans le jardinage étant donné qu'elles ont leurs propres jardins à côté de leurs maisons. Mme Betty a commenté qu'ils les cherchaient « *peut-être parce que nous les avons déjà là-bas... Je pense qu'il y a un précédent dans ISA REP. Alors ils ont dit, 'eh bien, ils aiment ça là-bas, allez !', Je pense, non ? (...) Je pense que c'est une conséquence de cela. Ils sont venus nous inviter* ». Dans cette déclaration, nous observons que Mme Betty considère qu'ils valorisent leurs jardins (elles le font bien, elles connaissent déjà), et qu'ils ne sont pas venus leur imposer un projet, mais les « inviter » à y participer. Ce cadre de dialogue d'apparence « horizontale » motive Mme Betty à présenter le projet à ses autres voisins avec la légitimité y afférente.

Enfin, nous pouvons observer la primauté accordée aux intérêts d'un groupe de personnes sur un autre avec moins de ressources dans le fait qu'au début, les jardinières (surtout Mme Betty en tant que représentante ou porte-parole) se trouvaient en conflit avec les autres habitants de l'*asentamiento humano* « Praderas ». En raison de la problématique de l'eau (décrite précédemment), la grande majorité des habitants de l'*asentamiento humano* s'opposaient à la création d'un jardin exigeant de l'eau dans un endroit où même les personnes en manquent. Mme Gregoria elle-même nous confie qu'il s'agit d' « *un vrai problème parce que les gens là-bas ne voulaient pas [du jardin]. Mais nous avons réussi à l'organiser* ». Mme Gregoria indique par-là que, finalement, l'intérêt d'ISA REP (pour le développement du projet « Praderas de vida ») a de nouveau prévalu, permettant aux jardinières de s'occuper de l'entretien du jardin. Cela a conduit l'ensemble de l'*asentamiento humano* « Praderas », à, en quelque sorte, céder à la proposition. L'existence de relations de pouvoir asymétriques dans ce projet transparaît de façon plus qu'évidente, tout comme la position de moindre pouvoir et de négociation des personnes sans ressources vis-à-vis des entreprises privées.

3.3. Différentes versions pour un même fait

Nous avons remarqué deux cas en particulier, où les versions des acteurs diffèrent et se contredisent : le choix de l'espace d'édification du jardin Salzbourg et la connaissance (ou non) des jardinières de la Plateforme d'Agriculture Urbaine à Lima (PAUL).

En matière de choix du terrain où le jardin Salzbourg allait être développé, il existe deux versions : celle de Mme Gregoria et celle de Mme Paloma. Sur ce point, chacune d'elles s'attribue la décision finale de le réaliser dans cet espace :

« Je dis 'il y a une association qui s'appelle 'Praderas', ces gens viennent d'arriver il y a 10 ans, 15 ans... ces gens vont sortir !', je dis. Alors nous sommes y allés ». (Mme Gregoria, leader du jardin Valladolid et salariée d'ISA REP, 30 mars 2021)

"J'ai dit" eh bien, il est très important que nous soyons proches d'un AH, des gens. Nous sommes donc arrivés à ce point et nous avons dit 'ici, c'est bien, ici ! ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Il ne ressort donc pas clairement de ces propos, si c'est Mme Gregoria qui a choisi le terrain ou si c'est Paloma qui, voyant la proximité d'un AH, a choisi cet espace. Dans cet ordre d'idées, nous tenons compte du fait que les deux personnes possèdent des capacités orales et de persuasion et que leurs versions peuvent faire partie de la stratégie de l'autre. Concernant la connaissance de la PAUL par les jardinières, elles avouent leur méconnaissance ou indiquent n'en avoir jamais entendu parler (11 mars 2021):

- Enrique Serrano : « avez-vous entendu parler de la Plateforme d'Agriculture Urbaine PAUL ? »

- Mme Betty : « Non... »

- Enrique Serrano : « Connaissez-vous l'IPES ? Nubes (ONG) ? SlowFood (ONG) ? CENCA (entreprise) ? (Tous membres de la PAUL) »

- Mme Betty : « « Manan » (« non » en quechua). Rien. »

Or, contrairement à cette affirmation, une salariée de Misha Rastrera, en présence de Paloma, nous affirme le contraire (29 mars 2021) :

- Enrique Serrano : « J'ai interrogé les dames sur la PAUL et elles ne la connaissent pas. Avez-vous eu des contacts avec la PAUL ? »

- Salariée de Misha Rastrera : « Si, elles connaissent la PAUL ! Elles sont allées à des réunions, elles ont visité d'autres jardins qu'elles ne connaissent pas au-delà du jardin Valladolid, où elles vont normalement. En fait, la PAUL leur a donné ces formulaires

qu'il faut remplir pour faire partie de [la PAUL], mais le jardin [Salzbourg] était trop nouveau. »

Nous pouvons alors interpréter les versions contradictoires de plusieurs manières, telles que l'ignorance ou le manque d'informations pertinentes – ce qui ne semble pas s'appliquer dans ce cas –, l'intention de manipuler la perception du public ou la dissimulation d'informations inconfortables ou compromettantes. Mais aussi, cela peut relever soit d'une méconnaissance de l'interlocuteur qui leur a été présenté au sein de la PAUL (et notamment du lien de celui-ci avec la PAUL) car la communication était floue (volontairement ou non), soit du fait que les personnes l'ayant rencontré ne travaillent plus au jardin.

Quelle que soit l'interprétation de ces contradictions, nous ne pouvons conjecturer une véritable analyse de la situation s'il existe différentes versions d'un même événement, car cela a une influence importante lors de la réalisation d'une analyse sociale.

3.4. La liberté dans ses « propres jardins »⁹⁰

Quand nous faisons référence à « leurs propres jardins », nous désignons spécifiquement les espaces potagers situés à proximité des domiciles des jardinières. Cette formulation englobe les jardins individuels ou collectifs qui se trouvent à côté de chez elles, soulignant ainsi la dimension personnelle et locale de ces initiatives horticoles. L'utilisation de « leurs propres jardins » vise à mettre en lumière la proximité physique de ces espaces avec le lieu de résidence des participantes.

La façon dont les jardinières parlent de « leurs propres jardins » comparativement à celui du jardin Salzbourg se révèle très frappante, puisqu'elles se réfèrent à leurs jardins d'une manière affective et attachante, toujours liée à une sensation qu'elles ne ressentent pas dans le jardin Salzbourg : la liberté.

Au moment de rejoindre les terres actuelles où se trouve l'*asentamiento humano* « Praderas », certaines personnes comme Mme Betty ont commencé à créer des potagers à côté de leurs

⁹⁰ Nous attribuons des guillemets au mot « propres » car, bien qu'elles aient construit leurs jardins et exercent les activités qu'elles souhaitent, ils sont situés sur les terres d'ISA REP : « *Non (les jardins ne nous appartiennent pas), ils appartiennent à ISA REP. C'est juste emprunté. Comme ici, nous les gérons simplement* », nous confie Mme Betty.

parcelles récemment envahies, se trouvant ces potagers sur les terrains appartenant à ISA REP⁹¹ :

« Plus tard, une voisine est venue ici, Mme Dora, les potagers étaient déjà installés, mais c'était à moitié fait, non ? Pas si bien construits. Et puis elle arrive et comme elle aime aussi les plantes, elle a aussi fait son propre jardin ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 22 mars 2021)

Mme Betty nous précise également faire partie du groupe de personnes qui a demandé à ISA REP, l'autorisation de pouvoir, en sus des potagers, planter des arbres.

À cette demande d'installation de potagers ou de vergers sur le terrain d'ISA REP, s'ajoute celle d'approvisionnement en eau potable des habitants de l'*asentamiento humano* « Praderas », qui ne s'est pas concrétisée. En dépit des problèmes rencontrés, les habitants de l'*asentamiento humano* parviennent à atteindre leurs objectifs :

« Alors là, il était tard, il n'y avait rien à faire. Donc juste sous cette tour, je suis venue avec mon seau pour transporter des pierres, et j'ai fait tout le socle de mon jardin en pierre (...) malgré tout cela, nous avons nos jardins ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

Cela donne définitivement plus de valeur à l'action entreprise par ce groupe de personnes, une demande qui émane d'elles et qui, en dépit des obstacles à réussi à prospérer. Tout cela se manifeste par une affection particulière pour ses vergers, comme l'avoue Mme Betty :

« En bas j'aime avoir mon jardin très propre, bien organisé ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 22 mars 2021)

⁹¹ Les jardinières ont établi des potagers sur une partie du terrain adjacent à leurs maisons, qui appartient à ISA REP. Malgré le fait que ce terrain soit la propriété de l'entreprise, ISA REP a permis aux jardinières de continuer à entretenir ces potagers. Cette décision découle du fait que l'utilisation du terrain par les jardinières ne pose aucun problème à l'entreprise et même contribue à prévenir les invasions informelles sur ses terrains. De ce fait, les jardinières jouent un rôle de gardiennes de ces terrains pour le compte d'ISA REP, et l'entreprise a trouvé avantageux de les laisser continuer à cultiver ces potagers. Cet arrangement bénéficie à la fois aux jardinières, qui ont ainsi un espace pour cultiver des aliments, et à ISA REP, qui voit ses terrains protégés contre les intrusions non autorisées.

« *Mon arbre de chinche⁹² est très feuillu. Ici nous [en] avons aussi un, [un] peu grand. Mais en bas, puisqu'il a déjà plus de temps, il est très grand. Le corossol, la mûre, le citron... tout ça est en bas, chez nous* ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 22 mars 2021)

La liberté est l'un des sentiments qu'elles éprouvent dans leurs propres jardins (les jardins se trouvant à côté de leurs maisons), qu'elles ne ressentent pas dans le jardin de Salzbourg :

« *Eh bien, là-bas (dans nos jardins), c'est LIBRE. Là-bas, par exemple, personne ne va vous dire que cette plante est morte ou quoi, n'est pas ? Par contre, ici c'est une responsabilité (...) ce que je vous disais, c'est qu'on se sent plus libre dans nos jardins, c'est-à-dire que tout dépend de nous, c'est nous qui décidons !* ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 22 mars 2021)

Les projets personnels sont souvent alignés sur les intérêts, les passions et les valeurs individuelles. Ainsi, les jardinières retrouvent de l'autonomie et de la liberté dans leurs propres jardins plutôt qu'au jardin Salzbourg, considéré comme un jardin où il faut respecter des règles, commandements et diverses prérogatives. Cela corrobore le fait que le travail au jardin de Salzbourg est appréhendé comme tel avec un respect de normes.

Finalement, nous pouvons conjecturer que, dans les projets personnels, les jardinières assument l'entière responsabilité de leurs décisions et actions. Cela peut être libérateur car elles savent que leurs choix détermineront directement les résultats et les conséquences.

3.5.Des devoirs et des consignes dans un projet « horizontal »

Là encore, la présence d'obligations⁹³ ressort de façon significative. De tous les acteurs du projet, les obligations incombent uniquement au groupe d'acteurs disposant de moins de ressources : les jardinières. Même si Paloma décrit le projet comme un projet « horizontal » (où « *tout le monde participe à tout et l'avis de tout le monde a la même valeur* » - Paloma, fondatrice de Misha), les jardinières doivent respecter les obligations délivrées soit par ISA REP

⁹² Type d'arbre

⁹³ Bien que nous puissions considérer comme de « devoirs » les engagements que les jardiniers ont pris avec ISA REP et Misha, en signant un document indiquant leur responsabilité dans l'entretien du jardin et l'approvisionnement permanent en plantes ces « devoirs » sont considérés comme des « obligations ».

soit par Misha. Cela peut renforcer les inégalités dans le projet, en particulier en ce qui concerne les jardinières, car elles ont peu de voix dans les processus décisionnels. Cette absence de participation active des jardinières dans la prise de décisions conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des acteurs externes, accentuant ainsi les déséquilibres de pouvoir déjà présents dans le projet.

Pour étayer notre observation, nous pouvons citer quelques directives (d'ISA REP ou de Misha) auxquelles les jardinières doivent se soumettre, sans avoir participé à leur élaboration.

- Collecte d'huile

Les jardinières doivent entretenir et arroser les plantes du jardin, et de surcroît ont l'obligation de chercher l'huile usagée dans les restaurants situés à proximité du jardin. Cela résulte du fait que parmi les produits proposés par Misha figurent des savons fabriqués à partir d'huile recyclée (29 mars 2021) :

Paloma (Misha) : « Par rapport au sujet des savons, c'est parce que Misha fabrique des savons, parce que le recyclage de l'huile usagée était une excellente option. (...) C'est un bon moyen d'ajouter de la valeur à un intrant qui existe. »

Enrique Serrano : « Donc l'idée est que les dames aillent aux restaurants pour récupérer l'huile ? »

Paloma (Misha) : « Oui ! »

Dans nos conversations informelles, lorsque nous avons interrogé les jardinières sur cette (nouvelle) activité, elles n'ont réussi qu'à sourire légèrement et à secouer la tête. Elles n'ont pas spécifiquement parlé si cela représentait une bonne idée ou non.

- Le speech

Mme Paloma nous a précisé avoir décidé de postuler au jardin de Salzburg (pas au projet « Praderas de Vida ») à un concours où ils récompensent diverses entreprises sociales. Dans ce contexte, les jardinières sont à nouveau soumises à une nouvelle consigne : désormais il ne s'agit plus seulement de s'occuper du jardin, ou de sortir chercher de l'huile, mais de renforcer,

à leur tour, leurs compétences orales pour pouvoir présenter le projet publiquement. À cet égard, elles ont dû suivre une formation en cinq sessions dans cette optique.

La nécessité pour les jardinières de renforcer leurs compétences orales pour présenter publiquement le projet peut être perçue comme une initiative positive pour améliorer leur capacité à communiquer et à promouvoir leurs activités. Cependant, il est important de reconnaître que cette exigence peut également avoir des implications négatives. Les sessions de formation nécessitent du temps et de l'engagement de la part des jardinières, les éloignant ainsi de leurs tâches habituelles dans le jardin et de leurs responsabilités familiales. De plus, cela pourrait les priver d'opportunités de gagner un revenu supplémentaire par le biais d'activités informelles, comme elles l'ont mentionné lors de nos entretiens. Par conséquent, bien que cette formation puisse être bénéfique pour leur développement personnel et professionnel, elle représente également un compromis en termes de temps et de ressources, ce qui soulève des questions sur son impact réel sur la vie quotidienne des jardinières.

- Le nombre de jardinières

Par déduction des déclarations et du discours de Mme Paloma (Misha), le nombre de jardinières participant au projet dépend uniquement du nombre (dans ce cas) souhaité par Misha, quelles que soient les difficultés ou les réalités que les jardinières rencontrent à ce moment-là. Ainsi, sur la base d'un événement particulier livré par Mme Betty : Misha lui a envoyé un certain nombre d'uniformes impliquant donc un certain nombre de personnes. Mme Betty, loin de relayer à Mme Paloma les difficultés présentes lors du recrutement des personnes désireuses de participer aux jardins, considère qu'elle doit se conformer à ce qui est indiqué.

« Là toute de suite on a besoin [de jardinières] URGENT, parce que nous devons être 20. Parce qu'ils nous ont ramené 20 salopettes (rires). Oui ! Et chaque salopette avec son propriétaire ! » (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

- Réinvestissement dans le projet

Grâce au budget alloué à la mise en œuvre du projet « Praderas de Vida », Misha a pu dans un premier temps s'offrir les fournitures nécessaires pour démarrer les activités. Cependant, dans une déclaration individuelle, Mme Dora nous informe que maintenant « on nous demande »

(nous supposons, Paloma de Misha) de laisser 15 % de ses gains pour payer les intrants nécessaires : « *Les intrants étaient fournis par MISHA au début, mais maintenant nous devons tout acheter, nous laissions 10 % des gains, même si maintenant nous laissons 15%* » (Mme Dora, jardinière au jardin Salzbourg). Considérant que tout au long des déclarations des jardinières, le fait de ne pas retirer beaucoup de bénéfices économiques des ventes (en raison de divers facteurs, comme la pandémie ou la disponibilité des jardinières pour se consacrer à l'entretien des plantes) renvoie à un sentiment partagé par les jardinières. Cette initiative, au-delà d'une initiative des jardinières, provient d'une directive (mandat, instruction) de Misha

Il importe de souligner que cette information n'a pas été délivrée lors de l'entrevue de groupe, mais est issue d'une déclaration individuelle de Mme Dora, qui parlait peu en groupe, mais s'exprimait plus librement lorsque nous étions seuls avec elle. Il est essentiel de souligner cette information car elle met en lumière la dynamique complexe des entretiens de groupe et individuels. En effet, lors des entretiens de groupe, les jardinières peuvent être influencées par la présence du groupe, par la leader du jardin et même par l'enquêteur, ce qui peut restreindre leur expression. Cependant, grâce à des entretiens individuels plus intimes et à l'établissement progressif d'une relation de confiance, certaines jardinières comme Mme Dora se sentent plus à l'aise pour partager des informations qui auraient pu rester cachées autrement.

3.6.Engagement et implication : les effets du projet

Au sein du projet, nous constatons que des dynamiques de coopération se créent, nécessitant une forte implication des acteurs. L'implication des jardinières dans le projet représente le pilier le plus important pour la réussite du projet. Cela intervient après l'établissement de certaines « conventions » et se trouve cristallisé au niveau du discours des porteurs de projet et des directives pratiques, incitant les jardinières à s'impliquer dans le projet.

Pour qu'elles s'impliquent de cette manière, nous pouvons en déduire que les jardinières possèdent de bonnes raisons de participer au projet. Cependant, les raisons invoquées par toutes les jardinières s'avèrent identiques : « j'aime les plantes » et « je peux me distraire un peu ». Or, ces raisons ne permettent pas d'explicitier le niveau d'implication des jardinières du jardin de Salzbourg.

À cet égard, Mme Paloma révèle qu'« *au début, les dames ne recevaient pas grand-chose, elles investissaient plutôt dans le paiement de l'eau* ». Ainsi qu'évoqué précédemment, le problème de l'eau représentait le principal problème du jardin. Chaque personne dans *l'asentamiento humano* « Praderas » dispose d'un tour pour collecter l'eau qui arrive. Mme Paloma explique ainsi que :

« Les premières années ont été très difficiles, car il n'y avait pas d'eau. Les plantes mouraient ! Il fallait faire monter l'eau... déplacer physiquement l'eau est difficile (...) mais elles étaient super prêtes à le faire ! En fait, à partir de leurs propres tours (pour collecter de l'eau), elles donnent également une partie de leur tour d'eau au jardin ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Ceci témoigne du haut engagement des jardinières en dépit des difficultés présentées.

Sur ce point, le niveau d'engagement et d'implication des jardinières dans le projet est tel qu'elles acceptent même de payer plus cher l'eau, comme nous l'explique Mme Paloma :

« (l'eau) est encore chère, parce qu'elles (les jardinières) paient ! Elles paient pour un service d'eau.... Ce n'est pas aussi cher que l'eau par camion (citerne), mais c'est quand même cher. ELLES PAYENT PROBABLEMENT PLUS DE CE QUE JE PAYE DANS MA MAISON ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Alors que les dames subissent les conséquences des difficultés lors du démarrage du projet, l'entreprise ISA REP ne s'en trouve pas affectée et bénéficie naturellement de la publicité du jardin dans ses principaux canaux de communication. Ainsi, les avantages économiques et sociaux ne se répercutent pas toujours directement sur les plus faibles, « *c'est donc une responsabilité à part* », nous confie Mme Marta, qui se montre consciente qu'« *il faut aimer ça parce qu'ici... les plantes [il s'agit] de s'accaparer la terre, de creuser, de passer du temps* ». Dans la même ligne d'idées, lors d'une consultation sur les raisons de la réduction de la participation des jardinières au projet, Mme Dora explique qu'« *elles pensaient que les plantes allaient pousser toutes seules, mais non, bon, il faut continuer à bouger la terre, en prendre soin, les arroser, les désherber, ajouter de la sciure l'été pour que les racines ne se dessèchent [pas]* ».

L'engagement des jardinières dans le jardin peut également entraîner des répercussions sur leur propre famille. Cela nécessite une nouvelle étude sur les effets et impacts du projet - ou de l'implication des jardinières dans le projet - sur leurs familles. Néanmoins, Mme Betty nous donne un indice sur ce qui se passait à la maison :

« Mon mari me soutient, je n'ai aucun problème... pendant un moment il mangeait plus de menus⁹⁴ parce que je restais ici (rires), mais maintenant que je suis avec mon petit-fils définitivement, je dois aller chez moi pour cuisiner. Je suis revenu à la routine (rires) mais je me suis déjà bien organisée en une semaine ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

La représentation des sentiments de Mme Betty sur ce point est qu'elle se révèle motivée et heureuse d'être au jardin. Pour autant, dans une de ses déclarations, nous décelons qu'elle ressent ou trouve du bonheur en dehors du jardin, justement avec le fait de rentrer chez elle et de ne pas passer autant de temps dehors : *« Et normal... mes plantes aussi, et maintenant je suis heureuse aussi parce que je suis maintenant avec mon petit-fils et que j'ai recommencé à cuisiner »* (11 mars 2021).

D'autre part, à un autre moment, nous avons demandé ce qui se passerait si, par exemple, une (ou plusieurs) des jardinières n'étaient pas disposées à aller au jardin, pour cause de maladie, de voyage ou pour une autre raison. Nous pensions à l'avance qu'elles laisseraient simplement passer les jours jusqu'à ce qu'elles soient disponibles pour reprendre les activités. Cependant, encore une fois, elles nous ont fait remarquer leur niveau d'implication (11 mars 2021) :

- Enrique Serrano : *« Que se passerait-il si vous n'étiez pas là, par exemple, si vous décidiez de faire un voyage. Qui resterait à sa place ? »*
- Mme Betty : *« Quand je suis partie en voyage pendant 15 jours, j'ai laissé une responsable, une voisine... elle est venue... ce n'est pas pareil, pas du tout (Mme Marta : ce n'est jamais comme ça...). Mais au moins c'est quelque chose... »*
- Enrique Serrano : *« Donc si vous n'êtes pas là, ça devient plus compliqué ? »*
- Mme Betty : *« Oui oui... on s'occupe du jardin, comme je l'ai dit, parfois on s'en occupe plus qu'on ne s'occupe de soi. »*

⁹⁴ Au Pérou, les « menus » sont des petits restaurants où l'on peut choisir trois à quatre options de plats à un prix très réduit.

Cette dernière affirmation de Mme Betty attire fortement notre attention : elles s'occupent du jardin « plus que d'elles-mêmes ». Le niveau d'engagement des jardinières découle principalement du charisme de Mme Betty, qui à son tour a été convaincue comme nous le savons par Mme Paloma et les représentants d'ISA REP. Nous constatons alors le chemin parcouru par la persuasion : depuis l'initiative d'ISA REP de développer son service RSE (avec la mise en place du projet « Praderas de vida »), en transitant par l'implication indispensable des jardinières pour maintenir le projet à flot, de Mme Paloma de Misha et de son interaction avec Mme Betty, la principale architecte des jardinières présentes et travaillant au sein du jardin.

3.7.Responsabilisation individuelle ?

Comme examiné au chapitre 2, la domination par la responsabilité implique une situation dans laquelle certains individus ou groupes sont opprimés ou assujettis par l'imposition de responsabilités ou de charges excessives. En l'occurrence, la haute responsabilité transmise par les promoteurs du jardin aux jardinières est présentée sous un discours bien rôdé, où « autonomie » et « responsabilité » représentent deux concepts visant à légitimer le message. Par exemple, le fait de considérer que les jardinières « sont entièrement responsables du projet » est synonyme d'autonomie, d'indépendance et/ou de responsabilité. À ce sujet, Mme Paloma précise qu' « à partir du moment où la mise en place est terminée, elles sont toutes seules qui s'occupent d'absolument tout : c'est à elles de faire vivre les plantes, de garantir l'eau, de garantir l'entretien écologique »⁹⁵. Ceci est dit sous un discours orné et structuré dans le but de légitimer ladite action.

La responsabilité chez les jardinières est déjà installée, et se trouve directement liée au niveau d'implication et d'engagement dans le projet. La responsabilité induit implication et engagement. Cependant, malgré cette implication, pour les jardinières, le projet ne correspond pas à une priorité absolue de leurs activités, il intègre cependant leur routine et l'ensemble des « devoirs » qu'elles ont au quotidien : « nous n'avons pas le temps, mais nous le gérons », dit Mme Betty.

⁹⁵ Les déclarations de Mme Paloma dans une vidéo promotionnelle du jardin, trouvée sur la chaîne YouTube officielle de la société ISA REP. <https://www.youtube.com/watch?v=mOcZWKamkYs&t=178s>

Les signes du niveau de responsabilité sont nombreux tout au long de nos conversations avec les jardinières. Par exemple, Mme Betty nous montre l'engagement envers le projet lorsqu'elle affirme que « [...] Mais lorsque quelque chose n'est pas à toi il faut en prend soin davantage. Bon, ici je le ressens comme ça... j'ai beaucoup de responsabilité ici, non ? D'être attentive aux plantes, de nettoyer tout, de ranger... » (11 mars 2021)

Ou par exemple, lorsque nous lui avons demandé envers qui elle avait une responsabilité (11 mars 2021) :

- Enrique Serrano : « Envers qui pensez-vous avoir une responsabilité ? »
- Mme Betty : « Envers ISA REP parce que ce sont eux qui nous ont donné les plantes. Et aussi avec les ingénieurs, eh bien, non ? Parce que... par exemple ici l'ingénieur [de La Muyita] vient apporter des petites plantes donc (...) là définitivement de bonnes plantes doivent sortir d'ici. Il dit 'Ok, tu en as ? Ok parfait, maintenant, assemblez-les bien. Et toi, tu en as ?' Même si je ne l'ai pas. Parce que si l'on dit 'oui, j'en ai, j'en ai' on ne le fera jamais. Donc, celle qui a de plantes doit sauver la situation. »
- Enrique Serrano : « Quelle était la motivation pour passer autant de temps à décorer, agencer.... Saviez-vous, comme vous l'avez indiqué précédemment, la grande responsabilité que cela impliquait ? »
- Mme Betty : « À l'époque où nous avons commencé, non. La vérité, non. Maintenant si, comme je dis, pourquoi ? Parce que nous vendons déjà. C'est pourquoi c'est la responsabilité, parce que c'est déjà pour le public, n'est-ce pas ? »

Ainsi, après avoir entendu cette déclaration, nous observons également que la légitimation de cette responsabilité par les jardinières passe par la satisfaction du public extérieur. En plus d'avoir une responsabilité envers les promoteurs du jardin, cela englobe aussi envers le public extérieur, comme l'exprime clairement Mme Betty : « Ici, je sens que c'est une responsabilité. C'est pour le public, et au public, comme je le dis, il faut offrir de bonnes choses. Et essayer de s'améliorer » (11 mars 2021).

Enfin, dans la domination par la responsabilité dans le projet « Praderas de vida », les jardiniers sont souvent censés assumer la charge de satisfaire les responsabilités ou les devoirs du jardin, tandis que les groupes promoteurs du projet bénéficient ou sont exemptés de ces responsabilités. Cette dynamique entretient les inégalités et perpétue des relations de pouvoir déséquilibrées.

3.8. Le poids du capital culturel

À l'instar du projet « Huertos en Linea », le capital culturel des principaux acteurs du projet joue un rôle important dans l'établissement de la dynamique du projet. La réponse à qui commande et qui obéit se trouve liée au poids du capital culturel des acteurs, qui finit par concevoir les relations internes.

Bien que les configurations relationnelles du projet par rapport au plan académique ou culturel soient évidentes (les promoteurs du projet ont une profession et des diplômes, et les jardinières ne disposent pas de formation professionnelle, ni d'expérience de travail), Mme Betty nous narre une « anecdote » qui indique que le comportement d'acceptation des jardiniers aux directives des promoteurs (généralement une attitude passive) ne se produit qu'au sein du projet :

« On se rappelle que Mme Ana a dit à l'ingénieur (de La Muyita) : 'ingénieur, vous plantez mes plantes ! Je ne vais pas pouvoir venir, plantez-le là ingénieur !' (Rires). Je n'arrêtais pas de la regarder comme ça (rires) elle pensait qu'elle était avec ses élèves, puisqu'elle est enseignante... alors je m'occupe de sa parcelle ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 22 mars 2021)

Ce passage nous permet de constater que Mme Ana, se situant en dehors de la dynamique du jardin (elle n'y participe pas, c'est pourquoi Mme Betty s'occupe de sa parcelle) n'est pas influencée par le bagage culturel que possèdent les promoteurs, en l'occurrence celui de l'ingénieur de La Muyita. Mme Ana, ne se trouvant pas engagée dans le jardin et n'envisageant pas d'avoir une responsabilité avec lui ou avec l'un des participants, traite l'ingénieur à sa manière, lui donnant même des directives : il doit planter les plantes qui seront sur sa parcelle, puisqu'elle ne va pas s'en occuper.

D'autre part, la manière de réfléchir sur ce fait de Mme Betty reflète la façon dont elle est influencée par l'expérience et la formation de l'ingénieur : « *Je n'arrêtais pas de la regarder comme ça* », montrant sa désapprobation dudit acte. Pour elle, l'échange avec les promoteurs du jardin doit tenir compte de la condition et du bagage culturel : il est ingénieur, donc il importe de le traiter différemment.

3.9. Autonomie sans liberté ?

Le terme « autonomie » (*empowerment*) signifie beaucoup de choses pour de nombreuses personnes. Cependant, des notions telles que le choix, la liberté, la volonté, la capacité, la participation, l'autonomie et l'augmentation des ressources apparaissent dans presque toutes les définitions. Ainsi, l'autonomie est perçue généralement comme le résultat du développement des individus à travers des ressources telles que l'éducation, la formation et l'accès aux moyens matériels. Cependant, ce n'est pas le cas dans le projet « Praderas de Vida », et même ceux qui bénéficient de ces ressources peuvent soudainement se retrouver dans des structures sociales oppressives. Très souvent, cette approche justifie l'idée que « la fin justifie les moyens », entraînant des conditions d'injustice et d'oppression.

Lors de nos conversations avec les jardinières du jardin Salzbourg, à plusieurs reprises, nous avons relevé qu'elles ne se sentent pas « libres » dans le jardin, car il y a une « haute responsabilité ». En revanche, elles se sentent « libres » lorsqu'elles se trouvent dans les jardins qu'elles ont construits à côté de leurs maisons :

« Nous avons signé un engagement, (qui dit) que nous ne sommes propriétaires de rien, nous ne sommes que des gardiennes. C'est compréhensible, car nous sommes sur la zone de servitude (d'ISA REP). Alors là il est dit que nous ne sommes pas les propriétaires, nous ne pouvons ni électrifier, ni construire, NOUS NE POUVONS RIEN FAIRE (...) ce document est collecté par Misha mais elle l'envoie à ISA REP, je suppose ». (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 11 mars 2021)

À un autre moment, elle nous confie :

"Ce que je vous disais, c'est qu'on se sent plus libre dans nos jardins, c'est-à-dire que tout dépend de nous, on décide ! Mais là au moins je me sens « engagée », c'est comme quand on emprunte quelque chose, il faut s'en occuper plus que du sien, parce qu'il est emprunté, ou s'il se casse, on doit le livrer neuf. (Mme Betty, leader et jardinière au jardin Salzbourg, 22 mars 2021)

Dans ce contexte, au-delà du fait que la liberté et l'autonomie se réfèrent à des contenus divers qui peuvent parfois se toucher dans leurs formes, dans le projet ces deux concepts s'avèrent distincts. Cependant, il s'agit de processus qui composent les unités dialectiques alors que l'un n'existe pas sans l'autre et inversement : il ne peut y avoir de liberté sans autonomie et reconnaissance.

En effet, la complexité du social se manifeste également dans la nécessité de trouver des compromis transactionnels entre des principes souvent en tension. Par exemple, dans le projet « Praderas de Vida », la liberté individuelle des jardinières peut parfois entrer en conflit avec la nécessité d'adhérer aux directives et aux obligations délivrées par les organisations partenaires, comme Misha, La Muyita et ISA REP. Cependant, ces compromis sont essentiels pour maintenir un équilibre entre la liberté individuelle et la structure nécessaire au bon fonctionnement du projet. Si ces différentes perspectives sont intégrées, il devient possible de créer un environnement où les jardinières se sentent libres d'exprimer leur autonomie tout en contribuant de manière significative au succès collectif du projet. Ainsi, la gestion des tensions entre la liberté et l'autonomie devient une composante clé de la gouvernance du projet, nécessitant une approche souple et réactive pour répondre aux besoins changeants des participants.

3.10. La difficulté de l'agroécologie transférée aux jardinières

Comme dans le jardin Valladolid, l'agroécologie joue un rôle fondamental dans le jardin Salzburg. Cependant, contrairement au premier, où les pratiques agroécologiques sont soutenues et promues par les jardiniers eux-mêmes, dans le second, elles sont promues principalement par Misha, qui est actuellement le contact avec le public extérieur.

En ce sens, les pratiques agroécologiques proviennent de Mme Paloma (Misha) et l'une des principales conditions et caractéristiques du projet :

« On va le faire, oui, de façon agroécologique parce qu'il nous semble que c'est la façon de faire les choses. C'est quelque chose qui était également implicite dans le processus. Nous n'allons pas faire de l'agriculture conventionnelle, nous allons travailler de manière écologique, c'est l'avenir, cela préserve le sol (...) c'est-à-dire qu'il faut donner beaucoup d'informations sur pourquoi c'était important. Et pourquoi est-ce plus difficile, je veux dire, tuer des insectes avec la main est beaucoup plus difficile que de

simplement leur jeter du poison, n'est pas ? ». (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

Elle nous laisse même entrevoir ses connaissances antérieures sur la grande difficulté que cela implique pour les jardiniers, toutefois le discours agroécologique est tellement important que cette situation se présente plus comme un défi que comme une limitation :

« Le projet 'Huertos en Linea' est plutôt d'autoconsommation, une part est pour les jardiniers et l'autre part pour vendre, et peut-être ce qu'ils gagnent ne suffit pas pour payer ce qu'ils utilisent pour planter... parce que faire de l'AU biologique et manger de l'AU biologique c'est cher ! » (Paloma, fondatrice de Misha, 29 mars 2021)

En effet, la déclaration de Paloma met en lumière la complexité de l'accès à une alimentation biologique, souvent associée à des coûts plus élevés. Dans le contexte de l'autoconsommation du projet « Huertos en Linea », les jardiniers font face au défi de concilier la qualité des produits avec leur accessibilité financière. Cette situation soulève la question cruciale de la manière de rendre les produits biologiques plus abordables pour tous, tout en garantissant une juste rémunération pour les efforts des jardiniers.

Cependant, la difficulté liée au respect de ces directives est portée comme prévu par les jardinières. À tout moment, elles constatent que travailler avec des méthodes agroécologiques se révèle coûteux et compliqué (comme l'avoue Mme Paloma elle-même), ce qui rendent leurs activités dans le jardin extrêmement difficiles. Concernant les activités biologiques qu'elles mènent dans le jardin, Mme Dora nous indique :

« En soi, ce sont les plantes, ce qui est l'AU, quand on veut du bio, du naturel, qui pousse magnifiquement, tout cela est encore plus complexe. Donc il faut l'étudier (...) l'entretien (du jardin) est beaucoup plus complexe car ici les plantes sont bio. Ici, ce n'est pas comme n'importe quel autre jardin qui le fait de façon conventionnelle : je pulvérise mon insecticide et me débarrasse de cet insecte et c'est tout, le problème est résolu. Mais pas ici. On commence par un... ça ne marche pas, on en essaie un autre... là on a le soutien des ingénieurs 'essayez ceci, essayez cet autre...', 'ceci c'est pour les mites, ceci c'est pour les champignons...' alors NOUS SOMMES DANS CE COMBAT ». (Mme Dora, jardinière au jardin Salzbourg, 8 mars 2021)

Nous observons également la difficulté des jardinières à produire en bio, et à vendre lesdits produits à un prix acceptable pour le plus grand nombre. Bien que la prise de conscience des avantages des produits biologiques augmente, de nombreux consommateurs ne sont toujours pas pleinement informés des différences entre les produits biologiques et conventionnels. En ce sens, ce qui est commun dans ce contexte (de difficultés économiques pour les personnes vivant dans un AH), c'est que les gens ne sont pas prêts à payer un prix plus élevé pour des produits bio s'ils n'en comprennent pas les avantages (et dans la réalité, même s'ils les comprennent). Lorsque nous les interrogeons sur les prix de leurs produits, Mme Betty et Mme Dora nous répondent (8 mars 2021):

- *Mme Betty : « C'est un peu plus cher. C'est pourquoi ici vous ne pouvez presque pas le vendre, parce que si vous allez au marché... Je ne sais pas combien coûte l'origan, mais (au marché) on te donne beaucoup. Par contre, nous pas du tout, nous ne donnons que 25 grammes pour 3 soles⁹⁶, et au marché pour 1 sol ils donnent un sachet énorme d'origan ! C'est toute une différence... »*
- *Mme Dora : Mais nous avons une valeur ajoutée, eh bien, non ? On dit à la personne, on explique... il y a des gens qui savent valoriser ce qui est naturel, parce que ce qui est naturel c'est de l'effort, c'est du temps, c'est plus difficile de faire pousser des plantes, c'est beaucoup plus difficile, (...) par exemple, on mange des épinards de cette grosseur [elle ouvre ses mains], de la coriandre, du persil, avec des énoooormes feuilles au marché... qu'ils vous offrent ou 50 centimes et parfois tu prends un paquet comme ça [grand] !*

Le fait que les jardinières acceptent de travailler dans des conditions très difficiles et peu rentables, implique qu'elles peuvent être motivées par diverses raisons et circonstances. Le besoin financier peut en faire partie, car il peut amener les gens à accepter des conditions de travail difficiles pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Cependant, sachant que le jardin Salzburg ne représente pas leur principale source de revenus (ni leur activité principale) nous ne pouvons adhérer à cette affirmation. Une autre raison peut consister dans le fait qu'elles s'engagent pour une cause (dans ce cas, fournir des produits « sains ») parce qu'elles y croient fermement et veulent contribuer au bien-être des autres. Même si la difficulté

⁹⁶ Le *sol peruano* (soleil péruvien) ou tout simplement « sol » c'est la monnaie au Pérou. Au moment de la réalisation de cette thèse, 1 sol vaut 0.25€.

est telle que nous pouvons difficilement affirmer qu'elles le font pour une « bonne cause » plutôt que pour se soumettre à une directive des promoteurs du projet.

CHAPITRE 8 : Le projet « Sembrando en el desierto » - jardin « Chiclayo »

1. L'analyse sociale

La singularité du projet « Sembrando en el desierto » (*Semant dans le désert*), ou projet « SED » se dessine à travers une structure complexe d'acteurs qui le pilotent. En premier lieu, la Plateforme d'agriculture urbaine à Lima (PAUL) émerge comme une entité cruciale, constituée d'un conglomérat d'associations, d'entreprises privées et même de l'Académie représentée par l'Université Nationale Agraire La Molina (UNLAM), étroitement liées à l'agriculture urbaine. Cette diversité d'acteurs confère au projet une dynamique sociale riche et nuancée.

Notablement distinct des autres projets, le financement du projet SED provient en grande partie d'organismes internationaux, notamment de la Fondation suisse « Sahee » qui apporte presque la totalité du budget destiné au développement des activités du projet, et accompagnée dans une moindre mesure du soutien financier de l'organisation canadienne CUSO et l'entreprise privée UNACEM. Cette dimension internationale apporte une dimension particulière à la dynamique sociale du projet, influençant ses objectifs et sa mise en œuvre.

La gestion opérationnelle du projet est confiée à l'ONG « IPES », agissant en tant qu'encadrante pour assurer la réalisation des objectifs du projet. En outre, l'association représentant les jardinières, baptisée « Réseau de Comités Environnementaux de Villa El Salvador » (REDCAVES, pour les sigles en espagnol), se distingue par sa genèse préalable à la création du projet SED, fondée en 2013, présidée par la leader communautaire Mme Délia.

À noter également que la création de REDCAVES a été initiée suite à une promotion intensive de l'ONG « IPES », dirigée par Mme Noemi Soto, directrice de l'ONG. Cette promotion visait à faciliter la mise en place de divers projets de développement dans le district de Villa El Salvador, conférant ainsi à REDCAVES un rôle central dans la réalisation des objectifs communautaires et dans la préparation du terrain pour le projet SED.

Les principaux protagonistes du projet « SED » sont les suivants :

- **Fondation « Sahee » (Suisse) :**

La Fondation « Sahee », basée en Suisse, se distingue par son engagement à soutenir des projets alignés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) promus par l'ONU ; et qui se trouvent dans les domaines de l'agriculture, l'environnement, l'éducation et la santé, tant au Pérou qu'en Eswatini (Swaziland). En outre, elle joue un rôle essentiel en tant que principal bailleur de fonds du projet « SED », en contribuant à hauteur de 80% de son financement.

- **Organisation internationale « CUSO International » (Canada) :**

L'organisation internationale « CUSO International », basée au Canada, bénéficie du soutien direct du gouvernement canadien. Bien qu'elle soit un bailleur de fonds du projet à hauteur de moins de 20%⁹⁷, son rôle dépasse largement le financement. En effet, elle est à l'origine de la création et de la promotion principale de la Plateforme d'Agriculture Urbaine de Lima (PAUL). De plus, « CUSO International » met à disposition des professionnels qualifiés, appelés « coopérants », et assure la supervision et le suivi du projet.

- **Entreprise privée « Union Andina de Cementos SAA » (UNACEM)**

L'entreprise privée "Union Andina de Cementos SAA" (UNACEM) est l'une des plus grandes sociétés du Pérou, opérant dans le secteur cimentier. Bien qu'elle soit un bailleur de fonds du projet, contribuant à moins de 10% du financement, son implication directe dans le projet est limitée. En effet, UNACEM intervient peu dans les activités du projet et son engagement est davantage perçu comme une réponse aux demandes formulées par l'IPES ou REDCAVES, plutôt que comme une initiative proprement dite.

- **ONG « IPES »**

L'ONG « IPES » est une organisation non gouvernementale basée au Pérou, principalement active dans le cône sud de Lima. Elle est à l'origine de la création et de la structuration du projet « SED » et joue un rôle crucial dans son encadrement, sa gestion et son animation. De plus,

⁹⁷ Ayant confirmé que 80% du budget total du projet (100 000 €, en trois ans) est accordé par la Fondation Sahee (www.sahee.org/pages/projekte), ces pourcentages sont approximatifs, basés sur les déclarations de certains membres de PAUL, CUSO et Mme Délia. Personne ne nous a indiqué les montants exacts d'investissement de chaque organisme qui intervient financièrement.

l'IPES dispense des formations aux jardinières sur la culture de certains produits, contribuant ainsi au renforcement des capacités des participants du projet.

- **Mme Délia :**

Mme Délia est une figure clé au sein de la communauté, agissant en tant que leader du quartier et personne très influente. Elle occupe le poste de présidente de l'association REDCAVES et joue un rôle central en tant que leader et représentante des jardinières dans le projet « SED ». Son engagement et son leadership contribuent à guider et à représenter les intérêts des membres de la communauté impliqués dans le projet.

- **Association « REDCAVES » :**

L'association « REDCAVES » joue un rôle essentiel en représentant les jardinières dans le projet ainsi que dans les activités externes au jardin. En tant que figure légale, elle assure la voix et les intérêts des membres de la communauté impliqués dans le projet « SED ». Outre ses responsabilités liées au projet, l'association participe également à d'autres initiatives, notamment dans le domaine environnemental, démontrant ainsi son engagement envers le développement durable et la protection de l'environnement.

- **Jardinières / bénéficiaires :**

Les jardinières (ou « bénéficiaires ») du projet sont principalement des habitantes des zones environnantes et des quartiers précaires à proximité du jardin. Elles sont majoritairement des femmes âgées et jouent un rôle actif dans les activités du projet, notamment en participant à la culture et à l'entretien du jardin.

- **Municipalité de Villa El Salvador :**

La municipalité de Villa El Salvador a facilité la mise à disposition du terrain pour l'implantation du jardin, bien qu'elle ne contribue pas financièrement au projet.

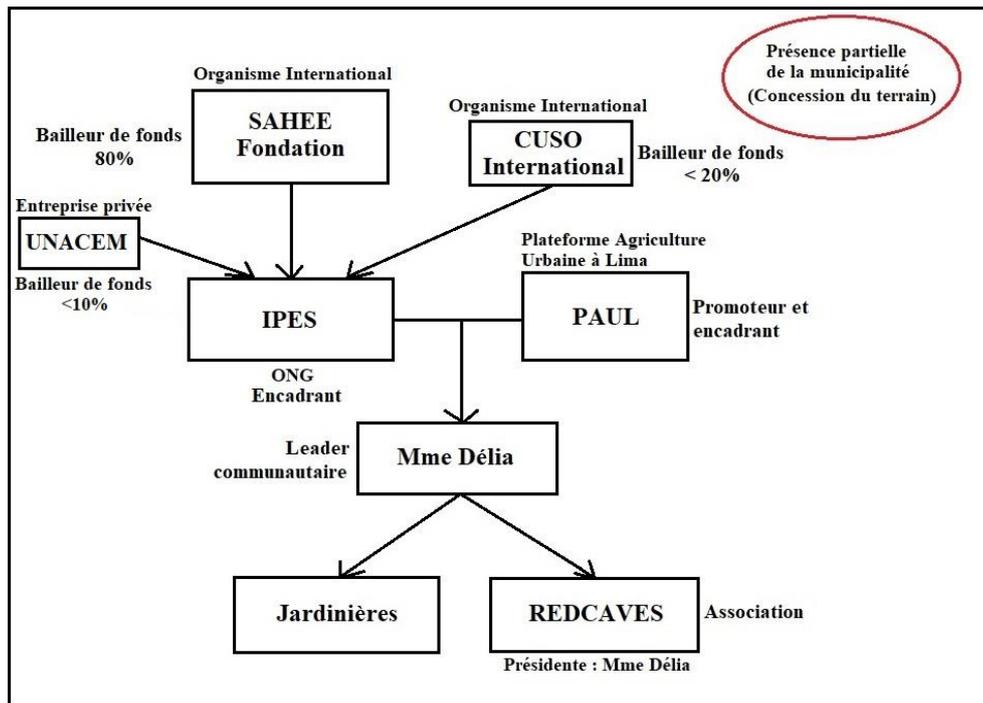


Figure 12: Schéma organisationnel du projet « SED » (semant dans le désert), illustrant les principaux acteurs et leurs interactions au sein de cette initiative. Source : l’auteur.

1.1.Genèse du projet « SED » et l’analyse institutionnelle

Au début 2018, l’ONG « IPES » crée un projet qui vise à « améliorer l’AU de manière productive, économique et environnementale dans les communautés populaires de Villa María del Triunfo et Villa El Salvador, en contribuant à l’autonomisation de la population, en particulier des femmes »⁹⁸. Ses principales activités consistent dans la formation des jardinières sur divers aspects (production biologique, développement organisationnel, leadership, genre, entre autres). Cela concerne également la formation des fonctionnaires de la municipalité à l’élaboration des politiques publiques en faveur de l’AU, et notamment la création et construction des jardins ou potagers. Ce projet se dénomme « Sembrando en el desierto para una ciudad sin hambre » (*Semant dans le désert pour une ville sans faim*), faisant allusion au terrain désertique où est établie la capitale péruvienne. Cependant, dans presque tous les documents et références, ce projet s’appelle simplement « Sembrando en el desierto » (*Semant dans le désert*) (ci-après désigné « SED »).

⁹⁸ Sahee (2018). Proyecto de Agricultura urbana “Sembrando en el desierto” (p. 4). <https://www.ip.es/index.php/agricultura-urbana/send/2-agricultura-urbana/58-sembrando-en-el-desierto>

Ainsi, l'IPES présente le projet SED à la Fondation « Sahee », une fondation suisse basée à Davos qui finance des projets dans deux pays : Eswatini (ex Swaziland) et le Pérou. Selon son site Internet officiel, Sahee « soutient des projets visant à améliorer les conditions de vie des personnes précaires au Pérou et en [ex]Swaziland. La fondation se veut politiquement et religieusement neutre. Fondée en 2006 en Suisse, elle soutient des projets liés aux objectifs de développement durable (ODD) poursuivis par l'ONU. Sahee concentre son attention sur des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'environnement. Un autre domaine de travail concerne l'agriculture durable dont le but, selon les deux premiers objectifs des ODD, consiste à éradiquer la pauvreté et la faim⁹⁹. Il s'avère important de signaler que Sahee priorise des projets d'envergure modérée dont la continuité et le développement sont pris en charge par les bénéficiaires façon autonome¹⁰⁰. Nous avons observé en ce sens, que ce discours s'imposait dans les trois jardins analysés. Selon les informations officielles, Sahee travaille avec des collaborateurs au Pérou et en Eswatini. Ces derniers correspondent à « des groupes d'initiative locale avec leur propre projet, ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG) »¹⁰¹. La fondation indique évaluer périodiquement des projets lauréats.

Dans ce cadre, le financement est accordé à l'IPES pour développer son projet SED. Le budget alloué au projet s'élève à 100 000€, dont 80 000€ financé par Sahee. La durée du financement s'étend du 1 avril 2018 au 31 mars 2021. La fondation supervise aussi les avancements du projet. Il existe ainsi, un contact assez régulier avec les coordinateurs du projet à Lima, et des visites annuels des représentantes de Sahee sur le lieu où se réalisent les activités du projet, selon l'information officielle. Malgré quelques tentatives de communication avec certains de ses représentants, nous n'avons pas eu de contact avec la fondation.

1.2. Le projet SED en pratique : la recherche de l'emplacement correct

Selon l'information officielle de l'IPES sur le projet SED, les activités s'articulent autour de trois axes. Le premier a trait à la formation des jardinières en matière de production agroécologique, de développement organisationnel et de *leadership* en mettant l'accent sur l'amélioration de leur estime de soi et l'approche de genre. Le deuxième concerne l'extension des zones de production agroécologique, avec la participation de nouveaux agriculteurs. Enfin, le troisième

⁹⁹ <https://www.sahee.org/>

¹⁰⁰ *Ibid*

¹⁰¹ *Ibid*

axe vise le renforcement des collectivités locales et l'amélioration des capacités des fonctionnaires de la municipalité pour la promotion et l'assistance technique des bonnes pratiques en AU et pour la sensibilisation de la population sur le sujet¹⁰².

Les axes 1 et 3 relatifs notamment aux formations et capacités des personnes (à savoir les habitants participant au projet ainsi que les fonctionnaires de la municipalité) sont appréhendés à partir des avancées constatées. Cela transparaît dans le rassemblement des organisations (publiques et privées) formant la plateforme appelée « Plateforme d'Agriculture Urbaine à Lima », ou simplement PAUL. Nous examinerons ultérieurement les détails et l'influence de cette plateforme sur le jardin. Cependant, développer le deuxième axe implique de mettre en place des potagers et/ou des jardins. L'emplacement du jardin et les personnes qui s'y rendent pour travailler s'avèrent donc vitaux pour atteindre les objectifs souhaités par l'IPES.

L'IPES, par la voie de sa directrice Mme Noemí Soto prend contact avec Mme Délia¹⁰³, présidente du « Réseau de comités environnementaux de Villa El Salvador » (ci-après REDCAVES¹⁰⁴). Elles s'accordent pour s'adresser à la Municipalité de Villa El Salvador. Mme Délia a un certain âge, et à l'instar de Mme Gregoria, elle est un leader communautaire connu et respecté par la population du quartier et par quelques fonctionnaires municipaux. Elle est dotée d'une forte personnalité. Ainsi, Mme Délia et Mme Soto prennent attache auprès de fonctionnaires de la municipalité de Villa El Salvador, en leur demandant un espace vide dans le district où créer le jardin. Dans ce point, il importe de relever que le REDCAVES a été créé sous l'initiative justement de l'IPES, ainsi que le livre Mme Délia :

« Les comités environnementaux de Villa El Salvador existent déjà depuis de nombreuses années grâce à l'initiative de l'IPES. L'IPES a formé les comités environnementaux et ceux-ci, à leur tour, au fil du temps se sont formalisés et sont devenus le REDCAVES (...) nous sommes spécifiquement... euh... les gardiens de la protection de l'environnement de Villa El Salvador. Nous sommes des voisins qui travaillons bénévolement, faisons des plantations d'arbres, des ateliers de

¹⁰² Rapport du projet réalisé par IPES. Il s'agit du seul document officiel du projet.

<https://www.ipes.org/index.php/agricultura-urbana/download/2-agricultura-urbana/58-sembrando-en-el-desierto>

¹⁰³ Mme Délia est présidente du REDCAVES et du jardin Chiclayo

¹⁰⁴ Le REDCAVES possède un statut, il est reconnu officiellement comme une association.

sensibilisation, des défilés... nous faisons partie de la commission environnement du Villa El Salvador, de la Municipalité ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Après plusieurs demandes et réunions, la Municipalité de Villa El Salvador décide de leur fournir un espace qui correspondait auparavant à un parc (voir Figure 10), et qui était abandonné et servait de lieu de rencontre des drogués et délinquants.

« Ce parc était plein d'ordures, de fumeurs, [de] drogués, alors nous avons parlé aux dirigeants et ils nous ont donné cet espace pour le clôturer et y travailler ». (Mme Délia, 05 avril 2021)



Figure 13: Vue aérienne du jardin Chiclayo à Villa El Salvador, situé dans le Secteur 2, Groupe 21 de ce district. Source : Google Maps, 2022.

Comme signalé précédemment, le principal problème des jardins dans les quartiers populaires consiste dans le manque d'eau. Cependant, cet espace se démarque par l'existence d'un point d'eau car il s'agissait d'un parc autrefois,

« ...et en tant que parc, chaque parc public a des points d'eau, donc on y [sic] a redonné [de la] vie, on a récupéré la connexion donc on a un point d'eau, mais en même temps on a mis ces cylindres que vous voyez, ça c'est pour l'irrigation. Nous essayons de tout recycler, là tout ce que vous voyez est recyclé. Tout est recyclé ». (Mme Délia, 05 avril 2021) .

L'IPES baptise alors, le jardin avec le nom de « Chiclayo ». Le démarrage des travaux a nécessité la mobilisation de la main d'œuvre pour réaliser un jardin attractif pour les personnes. Ils s'appuient ainsi sur des bénévoles pour y travailler (notamment les étudiants d'agronomie de l'UNALM et des bénévoles des ONG's conformant la PAUL), En sus de cela, ils cherchent à obtenir l'approbation et le soutien des personnes habitant dans le quartier. Eu égard aux directives du projet, ils priorisent la participation des femmes dans le projet. À ce niveau, le rôle de Mme Délia s'avère fondamental. Le nombre de familles qui commencent au jardin s'élève alors à 17, mais « avec (...) la pandémie, maintenant, nous ne sommes que 12 familles », déclare-t-elle.

1.3.La stratégie de s'appuyer sur une leader communautaire : Mme Délia

Dans les projets précédemment analysés, existe un fait commun consistant dans la recherche de participation et d'approbation des habitants par la prise de contact avec un ou une leader communautaire. Dans le cas présent, il s'agit de Mme Délia qui assume les fonctions de leader dans le jardin Chiclayo.

Le rôle de Mme Délia se révèle extrêmement important lors de la mise en place du projet SED. Elle participe de façon importante dans la construction et le développement du quartier,¹⁰⁵ et se montre très fière de l'histoire du district (voir chapitre 4). Elle possède une personnalité assez forte et puissante, et nous avons pu apprécier cela, lors du contact avec des femmes du quartier au moment de les convaincre à participer au projet.

Mme Délia est respectée et reconnue au sein de sa communauté. Sa présence et son engagement dans un projet, quel qu'il soit, renforcent la confiance des membres de la communauté envers celui-ci. Elles rassurent sur ses intentions et établissent une base de légitimité. Mme Délia réussit même à faire valoir sa voix auprès de la municipalité et n'est pas intimidée par la présence des fonctionnaires :

« J'ai dit un jour au maire, alors qu'il n'aménageait pas et n'améliorait pas mes parcs, 'quand il fait 30 degrés en été, asseyez-vous au milieu du chemin et vous verrez'. Ils

¹⁰⁵ Il faut tenir compte que ce quartier, appelé « Sector 2 » n'est pas considéré comme un *asentamiento humano*. Cependant, les carences et difficultés se révèlent sensiblement identiques à celles d'un *asentamiento humano*.

étaient silencieux (...) 'Si vous voulez faire des pistes, alors faites les pistes, mais construisez aussi les trottoirs. Où est la part humaine ! La part sociale !' Et ils sont restés comme ça (surpris)... ». (05 avril 2021)

D'autre part, la figure de Mme Délia s'avère cruciale pour l'IPES, porteur de ce projet, puisqu'elle possède une connaissance approfondie des besoins, des priorités et des défis spécifiques du quartier. Elle peut fournir des informations précieuses pour orienter la conception et la mise en œuvre du projet, surtout pour obtenir l'approbation et la participation de la population. En effet, Mme Délia a la capacité de mobiliser les membres de la communauté et de les encourager à participer activement au projet. Leur influence peut aider à susciter un engagement plus fort et garantir une participation plus large, ce qui se révèle essentiel pour le succès à long terme du projet.

La gestion des conflits entre la population du quartier ou la population concernée constitue aussi un atout de la leader communautaire. L'aptitude à résoudre ces conflits de manière appropriée et à faciliter la collaboration entre les parties prenantes de Mme Délia, est reconnue par l'IPES. Son implication garantit le fait que le projet ne se réduise pas à une intervention ponctuelle. Elle favorise son intégration dans la vie quotidienne du quartier et sa prospérité même après la fin du soutien externe.

Mme Délia participe depuis le début des années 2000 à des réunions ou événements liés à l'environnement. Elle développe des activités en faveur de son quartier, surtout concernant l'éducation environnementale. Dans plusieurs passages de ses déclarations, elle se réfère aux autres voisines en adoptant une attitude autoritaire, les dirigeant comme si elles étaient des enfants, émettant des ordres et des instructions. : *« Il faut apprendre aux voisins qu'ils doivent aussi avoir une culture fiscale pour avoir le moral [la possibilité] de faire des réclamations. Parce que je dis aux voisines « si vous ne payez pas (des impôts), qu'allez-vous réclamer ?! Vous ne payez même pas le service de nettoyage public ! Je leur dis, alors c'est bon là, arrêtez ! Donc, tout est une question d'éducation et de sensibilisation ».* (05 avril 2021)

Dans le même sens, cette caractéristique de Mme Betty fait que l'IPES lui demande de l'aide pour convaincre les personnes à participer dans le jardin : *« Alors ils m'ont dit 'ça y est ! ça y est ! c'est pas [sic] grand-chose, c'est un petit budget que tu cherches'... 'cool' je lui ai dit, 'on le fait'. Donc, comme toujours nous avons été là avec l'IPES dans une chose et une autre,*

travaillant avec les écoles, avec les jardins scolaires, avec les ateliers de déchets solides... maintenant avec les jardins, non ? Alors je leur dis 'cool, on va le faire'... 'Il faut rassembler les gens' ils disent, 'ok, tout de suite, je vais rassembler les gens' je dis, et on a rassemblé les gens. Nous avons fait des ateliers d'information, pas à pas... ».

De plus, Mme Délia nous raconte comment elle a convaincu des voisines dépourvues de connaissances sur la culture et le soin des plantes (05 avril 2021) : « *Je leur dis [sic] (aux voisines) 'on va faire le jardin', 'mais c'est quoi ça Mme Délia?', 'on va semer!', 'oh... mais on n'est pas venu à Lima pour semer!', 'mais là tu vas bien manger, sain, allons-y!'. Alors, comme ça, histoire de les attirer d'abord, 'allons-y!', puis leur petite fleur par-ci, leur petite plante par-là, 'oh que c'est beau!', puis on prend un petit thé, un petit thé, on va s'asseoir sur les briques, peu importe... 'Ok, je vais prendre ma casserole et demain j'apporterai des tasses', et c'est comme ça qu'elles restaient... ».* C'est de cette manière que Mme Délia parvient à réunir 17 femmes au foyer, issues du troisième âge, pour travailler dans le jardin Chiclayo.

1.4.Relations internes

1.4.1. La relation entre Mme Délia et les jardinières

L'influence de Mme Délia sur les autres jardinières nous semble relativement forte (voire excessive dans certaines situations), ce qui fait d'elle une figure incontournable dans ce projet. Parfois, elle peut exploiter sa position d'autorité pour imposer ses propres idées et priorités au détriment des opinions et des besoins de la population. Cela s'analyse en une domination en ce sens où les membres de la communauté n'ont pas la possibilité de participer activement à la prise de décision concernant le projet.

Comme qu'indiqué précédemment, Mme Délia traite les autres femmes du quartier, de manière maternelle voire « maternaliste » et adopte une position non de leadership, mais d'autorité. Ainsi, ce qu'elle décide de faire, doit être fait. Par exemple, pour réparer les réservoirs d'eau qui allaient être installés dans le jardin de Chiclayo, elle a déclaré : « *J'ai dit aux dames 'ok, chacune doit me donner 3 soles', nous avons acheté de la peinture, 'ok, maintenant vous devez peindre ! Allez ! [Faites comme vous voulez ! (...)] Ce ne sont pas des œuvres d'art, ils ne sont pas cool, mais au moins ils attirent l'attention ».* (05 avril 2021)

Cela transparait également à d'autres occasions, comme lors de célébrations par exemple de la journée de la terre, ou de l'anniversaire du jardin, elle donne ainsi, des ordres aux autres : « *Je leur dis 'on va apporter des choses, donc tu amènes ceci, tu amènes l'autre, et qu'est-ce que vous allez apporter ? 'Moi de la pomme de terre', 'Moi de l'aji'¹⁰⁶, 'Moi du maïs', 'Moi de la canchita'¹⁰⁷, ok c'est cool... et c'est ainsi que nous procédons* ».

Environ un an et demi après l'inauguration du jardin Chiclayo, la pandémie de la Covid-19 influe sur les activités du jardin et de Mme Délia. Elle a très peur d'être infectée par le virus et reste enfermée à son domicile. Elle a tellement peur qu'elle demande à son fils de se faire tester avant de prendre contact avec elle : « *Je dis aussi la même chose à mon fils. Je dis à mon fils 'ok, va te faire ton test covid, sinon tu n'entres pas là-dedans !'* ». Cette situation fait que le fonctionnement et la dynamique du jardin change de façon significative.

Nonobstant ces circonstances, Mme Délia cherche la manière de garder le leadership des activités du jardin et commence à donner des ordres depuis chez elle, par téléphone :

« Moi, je suis allé très peu (au jardin). Je donnais des ordres plutôt par téléphone : 'faites ceci, faites l'autre !' comme ça... (...) Quand la pandémie est arrivée, je ne suis plus sortie, pendant environ 8 mois, mais j'ai communiqué avec elles toutes [sic] par téléphone là-bas dans le groupe WhatsApp, on y [sic] a parlé. Et puis, à un moment, elles ont dit 'Mme Délia est la mère du jardin, Mme Délia a ... elle sait tout ce qui se passe dans le jardin'. Eh oui, je sais parce que j'appelle et leur dis 'vous savez quoi, donnez-moi celui-ci', alors via WhatsApp, je leur dis 'd'accord, vous allez faire ceci, ceci et l'autre !', 'Ok !'. Alors 'Mme Délia sait tout ce qui se passe dans le jardin, elle ne vient pas, mais elle sait tout !' » (Mme Délia, 05 avril 2021)

Cependant, le fait qui corrobore le statut de leader du jardin de Mme Délia est notre recherche d'un premier contact avec les personnes qui travaillent dans le jardin. Comme expliqué au chapitre 3, le jardin de Chiclayo représente le seul jardin avec lequel nous n'avions pas de personne pouvant nous contacter directement. Nous sommes allés spontanément frapper aux portes et interroger des inconnus, qui se sont montrés surpris de voir quelqu'un poser des

¹⁰⁶ Au Pérou, l'« *aji* » correspond à une sauce piquante qui accompagne presque tous les plats traditionnels.

¹⁰⁷ Maïs grillé.

questions sur le jardin, et qui surtout craignaient d'entrer en contact avec un inconnu, notamment de peur d'attraper la covid.

Les premières personnes avec qui nous avons pu parler ne nous ont rien appris sur le jardin, et nous ont indiqué « demandez à cette maison » ou « demandez à cette autre maison ». Cependant, en nous rendant aux domiciles indiqués, soit les personnes ne répondaient pas, soit de leur fenêtre elles affirmaient ne rien savoir. Soudain, une voisine du quartier s'est approchée de nous et nous a précisé : « *vous devriez parler à Mme Délia, c'est la présidente de ce jardin, venez avec moi pour vous montrer où elle habite* ». Et c'est ainsi que nous sommes arrivés chez Mme Délia, qui, de sa fenêtre, nous a accueillis. Ce qu'elle nous a avoué par la suite, nous a surpris :

« Une voisine m'a dit 'madame, il y a un jeune homme qui voulait entrer dans le jardin, il est allé voir Mme Paula, Mme Gladys aussi'. Donc je savais déjà (...) L'autre voisine m'a dit « Mme Délia, il y a un jeune homme qui cherche quelqu'un du jardin », et l'autre fille ; Jenny, la fille de Mme Margarita, m'a dit 'Mme Délia, il y a un jeune homme qui est ici', je leur [ai dit] dis 's'il vous plaît, envoyez-le chez moi'. Alors je vous dis, je sais tout, je suis là (chez moi) mais je sais tout ! Je vous ai déjà eu via WhatsApp, et ils m'ont même envoyé votre photo, hein ! Même votre photo ! J'ai dit 'qui est-il, je ne le connais pas. Mais bon, s'il vous plaît, envoyez-le chez moi' ! ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Cette déclaration nous montre l'ampleur du pouvoir de Mme Délia sur ce qui se déroule au jardin et comment les voisins doivent agir lorsque quelqu'un veut connaître ou voir le jardin. Avant de dire quoi que ce soit, Mme Délia est toujours la personne qui aura le dernier mot.

1.4.2. La relation entre les jardinières

Comme dans les projets précédents, la pandémie de la Covid-19 impacte significativement les activités des jardins, rendant presque impossible de s'y retrouver ensemble. Pour cette raison, les contraintes concrètes pesant sur les jardinières en termes horaires, de production et de vente sur les marchés selon une périodicité jardinières n'ont pas pu être corroborées et ont uniquement été considérées comme telles à travers les déclarations fournies par Mme Délia et les autres jardinières lors de leurs déclarations officielles, conférences et réunions virtuelles ouvertes et accessibles à tous.

Pour cette raison, nous n'avons pas pu être un témoin direct des relations entre les jardinières. Mme Délia, suivant le ténor de son discours, évite de parler des problèmes et désaccords éventuels au sein du jardin (peut-être parce qu'elle se sent responsable de tout). Cependant, une déclaration de Mme Délia lors d'un entretien¹⁰⁸, lorsqu'elle est questionnée sur les activités des dames au jardin, la conduit à évoquer les éléments suivants qui ont retenu notre attention :

« Ici on se détend. Bon, parfois nous nous battons, parfois nous pleurons, mais c'est comme ça, nous avons des différences ! C'est la réalité ! Autrement dit, tout n'est pas une 'pépète d'or', tout n'est pas comme ça, la vie n'est pas comme ça. Je leur dis, à la maison il y a des problèmes, il y a des discussions, des joies, des peines, des maladies, et ils sont encore de la famille. Pareil ici : nous sommes toujours de la famille ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

La relation des jardinières au sein du projet peut se révéler complexe et variée en raison des différences individuelles et de leurs objectifs propres. Il advient que des conflits et des situations indésirables émergent, il revient à Mme Délia de gérer ces défis et de favoriser une collaboration plus harmonieuse. Dans ce contexte, l'absence de partage du leadership contribue à l'existence de conflits entre les jardinières en raison de la concentration excessive du pouvoir entre les mains d'une seule personne.

1.5. Les relations externes

1.5.1. La relation entre les jardinières et la communauté

Nous pouvons différencier, comme dans le jardin Salzbourg (voir chapitre 6) deux types de relations de jardin avec la communauté. Le premier consiste dans la relation entre les jardinières et les voisins du quartier, y compris les proches des jardinières, des ami(e)s ou simplement des habitants du quartier. Selon les affirmations des jardinières, les relations avec les voisins s'avèrent positives. Cela transparait lorsque les jardinières demandent des services ou produits en échange des légumes produits au jardin ou lors de la vente de ces derniers :

¹⁰⁸ Podcast réalisé par la PAUL et CUSO International « *De la huerta a la olla* » (Du jardin à la marmite). <https://open.spotify.com/show/5iYuvjbg1tC6I4J3BxF1tH?fbclid=IwAR2XQO8hntXjqMe2oLb12qEwzIBbQV0H4xgy0aAsKpEIFLivWwOEZaF1sgs>

« les mères sont sorties avec les enfants, les voisins sont sortis pour parler, ceux qui n'y participaient pas mais qui regardaient dehors, se sont arrêtés et ont dit 'comme c'est beau, ça me rappelle ma terre, ma ville, l'odeur', les gens passaient par et disent 'madame, c'est l'odeur de ma terre !' ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

À ce propos, Mme Délia nous explique comment cela fonctionne :

« il y a un monsieur là-bas qui me donne du compost de cochons d'Inde et de lapins, 'monsieur, vous avez vos cochons d'inde, vos poules, allez donne-moi de l'engrais !', 'ok c'est bon madame', alors je fais mon petit paquet, j'y mets des carottes, ma blette, ma coriandre, mon navet, tout y est, 'voilà monsieur !', 'merci, alors je vous apporterai mon compost'. C'est pour ça que je pense que tout est comme ça, entrelacé... ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Mme Délia nous confie d'autres exemples d'échange, à l'instar du monsieur du compost, comme par exemple avec les recycleurs (besoin d'objets recyclés comme des tables ou des chaises) ou avec les charpentiers (besoin d'objets en bois ou de réparations).

De même, nous constatons la présence d'opinions contraires au jardin au sein des habitants du quartier. Selon Mme Délia, certaines personnes préfèrent avoir un parc plutôt qu'un jardin (ou pire un potager). Mme Délia entreprend alors, certaines actions pour gagner l'approbation des récalcitrants :

« Je dis 'd'accord, à 8h nous nous retrouvons tôt dans le jardin pour emballer là-bas. Alors on a emballé nos petits paquets, on a fait nos colis ; et ce n'est pas que nous l'avons vendu, mais que nous l'avons donné aux voisins pour avoir leur soutien, leur épaulement. Parce qu'il y a toujours deux ou trois voisins qui disent 'Je ne veux pas de jardin, je veux un parc !'. Alors je lui dis 'Très bien voisin, c'est cool, tu as le droit, mais toi, tu payes qui ? À moi ? Non. Au Conseil ? Ni l'un, ni l'autre. Vous payez vos impôts à la municipalité. Allez-y là-bas ! Là, dites-leur que vous voulez votre parc ; qu'ils plantent des fleurs dessus, qu'ils plantent des arbres dessus, cool, qu'ils les plantent, dites-leur, ne vous plaignez pas de moi ! Soyez plutôt reconnaissant que

certaines dames âgées comme nous, faisons quelque chose pour la communauté ».
(Mme Délia, 05 avril 2021)

Le second type de relation se produit avec les dirigeants locaux des quartiers où se trouve le jardin et des communautés des jardinières toujours présents dans les réunions promues par la Municipalité. Nous pouvons affirmer suite à nos conversations avec les jardinières que la relation avec ces derniers ne se situe pas au beau fixe :

« Il y a des gens qui aiment ceci (le jardin), il y en a d'autres qui n'aiment pas... ils disent 'non, tu en profites !', 'De quoi profitons-nous ? De quoi ? Dans lequel nous avons un espace pour les personnes âgées ? [Quel espace est dédié aux personnes âgées ?] (...) À quoi fait-on du mal ? Dites-moi un seul point qui est mauvais... nous ne générons pas de pollution, nous ne faisons pas de choses inconvenantes, nous ne faisons pas des choses qui ne devraient pas être faites !' » (Mme Délia, 05 avril 2021)

En accord avec cela, une autre jardinière du jardin Chiclayo, Mme Patty¹⁰⁹, effectue une déclaration qui attire fortement notre attention. Elle indique que les jardinières souffrent de la violence de la part des dirigeants du quartier. Cela, selon elle, affecte de manière considérable les relations présentes au sein du jardin Chiclayo entre les jardinières :

« Ici à Villa El Salvador, les quatre types de violence sont présents... par exemple, ici, ce que font les dirigeants et toute cette campagne, c'est un type de violence, c'est un type de violence psychologique qu'ils font contre nous, parce que du coup Mme Délia se sent mal, Mme Eva s'énerve, elle veut déjà partir, elle veut déjà réagir différemment... on se sent mal à l'aise, tout est affecté, et on ne s'en rend pas compte, mais c'est une forme de violence, c'est [de] la maltraitance ! Ce n'est pas comme si ce que nous faisons était une mauvaise chose, n'est-ce pas ? ». (Mme Patty, 05 avril 2021)

Cela confirme qu'il existe un malaise des dirigeants du quartier avec la mise en place du jardin Chiclayo, comme partie du projet SED. Au regard de ce que Mme Délia a confié, l'allocation des ressources publiques représente potentiellement la principale cause de conflit.

¹⁰⁹ Elle a participé aussi à l'entretien du Podcast « *De la huerta a la olla* » avec Mme Délia.

1.5.2. La relation entre les jardinières et l'IPES

L'IPES se présente comme le principal animateur ou coordinateur de projet. Il joue un rôle de catalyseur, de facilitateur et de soutien au jardin Chiclayo. Grâce à lui, le financement de Sahee devient tangible, de même que la mise en marche du jardin Chiclayo.

Comme précisé auparavant, le REDCAVES, (association impulsée et promue par l'IPES après des échanges entre Mme Délia et Mme Soto, directrice de l'IPES), est présidé par Mme Délia. Dans ce cadre, l'IPES délivre les directives des activités liées au jardin à Mme Délia, qui finalement les transmet aux autres jardinières.

Comme attendu, au sein du projet, la figure de l'IPES apparaît comme l'acteur à l'origine des décisions, des directives et qui supervise les activités. Ces interlocuteurs sont présentés par les jardinières comme des membres « supérieurs », « responsables », « chefs » ou « gestionnaires ». Face à ces derniers, les acteurs qui satisfont les ordres ou exécutent les tâches, à savoir : les jardinières, sont considérées comme des « subordonnées », « employées » ou « exécutantes ». Leur rôle consiste à mettre en œuvre les instructions et à réaliser les tâches assignées par l'IPES.

L'IPES met à disposition de Mme Délia, des professionnels pour surveiller les activités dans les jardins ou lorsqu'elle en éprouve le besoin. « *L'ingénieure Flor Paredes est venue, et comme elle et moi sommes des amies depuis longtemps (...), elle nous donne le soutien technique de [sic] comment faire, elle vient réaliser la mesure, la conception, tout...* » affirme Mme Délia (05 avril 2021). Il importe de souligner la bonne et étroite relation entre l'IPES et Mme Délia, celle-ci se prévalant de l'amitié de la salariée de l'IPES.

L'IPES a dû investir en termes de capacitation et de formation des jardinières compte tenu qu'il s'agit de personnes dépourvues d'expérience dans la culture de légumes. Concernant la contribution de l'IPES au jardin, Mme Délia déclare :

« Ils nous ont toujours soutenus au début avec des ateliers car nous ne savions pas comment affronter tout cela. Après, ils nous ont donné une petite contribution de 200 soles (environ 45€) pour installer des lavabos dans le jardin ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Ainsi, l'IPES s'est attelée à promouvoir le jardin sur les réseaux sociaux : *« tout cela a été publicité, l'IPES a publicité [promu] beaucoup [sic] le jardin Chiclayo sur les réseaux sociaux »*, reconnaît Mme Délia (05 avril 2021) .

La publicité réalisée par l'IPES du jardin Chiclayo intègre, outre les activités propres au jardin, des œuvres sociales qui se développent dans le quartier notamment celles impliquant Mme Délia. Par exemple, lors de la difficile situation occasionnée par la pandémie de la covid-19, l'entreprise UNACEM, à travers son service de RSE, envoie 40 paniers d'aliments à Mme Délia (en tant que représentante de la REDCAVES et leader communautaire) pour les répartir parmi les membres de la population, les plus affectés du quartier. En échange, UNACEM demande à Mme Délia de leur envoyer des photos de la répartition. Cependant, Mme Délia envoie aussi ces photos à l'IPES :

« Comme j'avais déjà mon registre d'habitants du quartier, j'ai commencé à appeler par téléphone 'tu viens chez moi à 8h, toi tu viens chez moi à 10h, l'autre tu viens chez moi à 12h', alors j'étais 's'il vous plaît [on] ne s'entasse pas [on ne s'éternise pas] ici !'. Et donc, par la fenêtre je disais 'signe-moi ici', 'prends-le' [le panier], 'attends-moi un peu, photo !', 'prends ton sac, au revoir, prends soin de toi'. Et cette photo allait à UNACEM. J'envoyais des photos. Pour l'IPES, pareil. Puis la banque alimentaire aussi... (...) je commençais à être fatiguée ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Ces propos témoignent de l'existence d'une relation étroite entre l'IPES et Mme Délia. Cette situation qui permet à cette dernière de renforcer et valoriser sa présence et de solliciter l'IPES de manière quasi horizontale. Cela se trouve aussi renforcé par le fort caractère de Mme Délia.

Ainsi, nous observons certaines situations où Mme Délia s'érige comme une leader communautaire qui ose exiger des services de la part de l'IPES. À titre d'illustration, lors de célébration à réaliser liée au jardin, Mme Délia demande à l'IPES de collaborer pour certaines choses :

« (Par exemple) on va fêter l'anniversaire du jardin, on fête avec un « pago a la tierra » (paiement à la terre)¹¹⁰, le 9 novembre, on a fait un « pago a la tierra » à l'inauguration, il y avait une bande de musiciens, 'ok, IPES ! paie au moins la bande ! 200 soles seulement, pas cher !', pour eux ce n'est rien ! ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

C'est également le cas pour une gigantographie dont Mme Délia avait besoin :

« Nous l'avons fait payer par l'IPES. Mais ils ont refusé ! Moi je les ai fait payer. Je suis très brave, ça c'est sûr. Ils disent 'non, Mme Délia, on va donner ça, ça et ça...', 'ok, c'est cool, et où est-ce ?', 'Ouais mais...', donc je leur dis 'n'offre pas quelque chose que tu ne vas pas pouvoir parvenir [tenir], si tu ne peux pas, ne me dis rien, parce qu'après c'est moi qui ai l'air d'être une menteuse auprès des voisins ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Finalement, nous observons que Mme Délia ne se laisse pas imposer les choses par l'IPES. Elle contribue ainsi au bon fonctionnement du jardin et elle dispose en outre de la capacité aussi d'exiger :

« Et quand on demande quelque chose à l'IPES, ils prennent des centaines d'années ! Je dis 'ok, il nous faut de cylindres parce qu'il n'y a pas d'eau ici, tu vas le faire ou je le fais ? Ah ? dis-moi !', ils disent 'oui, oui, on va le faire'. Ils me connaissent déjà ! Le problème, c'est lorsqu'ils me disent des choses et ne le font pas... nous sommes trop vieux pour être comme ça, 'ok, alors dis-moi !', 'Oui Mme Délia, on va faire un budget qu'on va présenter et il faut que ce budget soit accepté...', 'ouais, je sais que c'est un problème, mais comment ça se passe alors ? Parce que je peux le demander ailleurs, hein ! je peux le gérer, alors dites-moi si vous allez le faire ou non. 'Oui Mme Délia c'est bon...'. Je lui dis 'alors je parle avec toi ou je parle à Noemí ?', 'Non non, parlez avec moi' ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

¹¹⁰ Le *pago a la tierra* fait référence à une pratique rituelle traditionnelle dans les cultures andines, notamment au Pérou, en Bolivie et en Équateur. Cette pratique est ancrée dans les croyances et les coutumes ancestrales des peuples autochtones de la région andine et se trouve souvent associée à la vénération de la Pachamama, la déesse de la Terre. Les offrandes peuvent varier, mais elles incluent souvent des éléments tels que de la nourriture, des boissons, des feuilles de coca, des fleurs, des objets symboliques et parfois même des animaux sacrifiés.

1.5.3. Les autres relations avec l'extérieur : UNACEM et CUSO.

Comme observé précédemment, il apparaît primordial pour Mme Délia, de nouer de bonnes relations avec les entreprises et institutions qui mettent en place des projets sociaux dans le quartier ou qui disposent d'un budget pour y investir. Mme Délia bénéficie de liens étroits avec l'entreprise UNACEM, entreprise avec laquelle elle met en place certaines activités, pas nécessairement liées au jardin Chiclayo :

« J'ai de très bonnes relations avec l'UNACEM, ils me connaissent depuis de nombreuses années, et ils m'ont toujours donné ce que je leur demandais. Pourquoi ? Grâce au REDCAVES (...) C'est pourquoi quand je fais des ateliers avec l'UNACEM je leur dis 'voyons voir, UNACEM, j'ai besoin d'un agronome [qui nous explique] sur [sic] comment améliorer mes sols. 'Oh, ok Mme Délia, rassemblez les gens', 'D'accord, mais comme je n'ai rien en ce moment, j'ai besoin que vous donniez du compost et de l'engrais', 'Ok, très bien Mme Délia', et boum ! 60 sachets !... 'Ok, c'est cool'. Tu vois ? Cela se fait en participant. Cela s'obtient en ayant des contacts ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

En outre, les jardinières sentent la présence aussi d'un autre acteur : CUSO International. CUSO International correspond à une organisation canadienne de développement international qui met en relation des communautés du monde entier avec des professionnels canadiens « pour aider à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités »¹¹¹.

Au second semestre de l'année 2015, le siège principal de CUSO lance un appel à projet visant à soutenir financièrement des initiatives impliquant tous les acteurs de la société civile. À cette époque, CUSO Pérou présentait son projet « Alimentando Lima desde adentro » (*Nourrissant Lima depuis l'intérieur*) (ci-après, ALDA, par son acronyme espagnol), une initiative axée sur la formulation et la promotion d'un « label agroécologique » attribué aux jardins urbains. Ce projet a été retenu en tant que finaliste. Pour concrétiser cette idée, l'idée de former un conglomérat d'associations non gouvernementales et privées liées à l'AU a émergé.

¹¹¹ CUSO Internacional – www.cusointernational.org

Entre les mois de septembre et d'octobre 2015, une consultante renommée, ayant travaillé auparavant pour la municipalité métropolitaine de Lima, a mené une étude pour recenser les potentiels acteurs de cette future plateforme. Quatre mois plus tard, en février 2016, naissait la « Plateforme d'agriculture urbaine à Lima » (PAUL), entité qui serait en charge de mettre en place le projet « ALDA ». Parmi les promoteurs principaux de cette Plateforme figurait l'IPES.

Le 1er avril 2018, l'IPES obtient le financement de Sahee (100 000€) pour la mise en œuvre du projet SED, qui comprenait, entre autres objectifs, la création d'un jardin urbain. Après la sélection d'un terrain approprié, le jardin Chiclayo a vu le jour en août 2018, devenant ainsi une composante essentielle du projet SED. Cependant, la PAUL percevait ce jardin comme un jardin pilote stratégique pour l'obtention du "label agroécologique" qu'elle promouvait au travers le projet ALDA.

La situation devenait délicate, car l'IPES, en tant qu'encadrant et gestionnaire du jardin Chiclayo, était simultanément l'un des membres les plus influents de la PAUL. Cette dualité de rôles a créé une confusion considérable dans la gestion du jardin, obligeant les jardiniers à se conformer aux directives de diverses organisations et représentants liés à la PAUL.

Ainsi, à travers l'IPES, la présence de CUSO se manifeste de manière importante et notamment à travers une activité de surveillance (05 avril 2021) :

- *Mme Délia : à part CUSO... CUSO joue aussi le rôle d'inspecteur hein !*
- *Enrique Serrano : Comment ça ?*
- *Mme Délia : Ils... par exemple, je me rends compte qu'ils nous posent des questions sur l'intervention de l'IPES, de la Plateforme... ils nous ont demandé qu'est-ce qu'on pense sur le jardin, comment nous le voyons, quand ils viennent (les membres de la PAUL, dont l'IPES), les ateliers, les animateurs, ceux qui donnent l'atelier, tout ! ».*

Cette déclaration nous indique que CUSO envoie des personnes pour surveiller les activités des membres de la PAUL, notamment celles de l'IPES car CUSO consacre un budget pour la réalisation des activités du jardin Chiclayo dans le cadre du projet ALDA. Cela apparaît même si ce jardin fait partie non du projet ALDA, mais du projet SED, où le principal bailleur de fonds est Sahee.

2. L'analyse du discours

Les principaux acteurs du projet SED sont la Fondation Sahee (principal bailleur de fonds), l'IPES (ONG encadrante et animatrice du projet) et la REDCAVES (organisation bénéficiaire du projet). En ce sens, il convient d'analyser les discours obtenus et publiés officiellement de Sahee, de Mme Soto et l'IPES et de Mme Délia. Eu égard à l'absence de discours clair et concret de Sahee¹¹² et compte tenu de la ressemblance de ses activités de soutien aux projets sociaux, nous analysons en lieu et place de celui-ci, le discours du deuxième financeur du projet SED : l'ONG Canadienne CUSO International (ou simplement CUSO).

À ce propos, bien que le jardin Chiclayo fasse partie du projet SED de l'IPES ; CUSO, à travers le projet ALDA, cherche à certifier et accorder le « label agroécologique » aux jardins urbains (dont le jardin Chiclayo), ce qui - selon eux - garantit que les légumes issus du jardin sont cultivés et traités de manière biologique.

Dans les rares informations détaillées sur le projet SED, CUSO n'apparaît pas en tant que financeur. Cependant, nous nous permettons de le présenter de cette manière pour diverses raisons, notamment deux très éclairantes. La première, Pilar Garcia, présidente de CUSO Pérou (Filiale de CUSO International au Pérou), affirme que CUSO, outre le projet ALDA qui comptabilise déjà une somme de 100 000€ de budget, consacre des financements sporadiques à l'IPES :

« Nous continuons à travailler avec eux (les membres de la PAUL). Récemment, par exemple, nous avons donné des fonds à l'IPES et au CENCA pour des projets de jardins urbains. CUSO a donné environ 10 000 soles à chaque organisation pour mettre en place les jardins, pour former les jardinières à la réactivation de leurs jardins ou à la gestion des émotions ». (Mme Pilar García, 28 avril 2021)

Ceci nous conduit à supposer que Sahee et CUSO (et d'une certaine manière, UNACEM) se présentent comme les financeurs du jardin Chiclayo.

¹¹² La Fondation Sahee, grâce à son site web communique sur son soutien apporté aux projets à Eswatini et au Pérou, mais ne tient pas un discours sur un sujet en particulier. Ils ne disposent pas de chaîne ou de déclaration officielle sur Internet.

La deuxième, c'est la présence de membres de CUSO (coopérants) dans le jardin Chiclayo, dans un rôle de surveillance ainsi que soulevé précédemment. L'intérêt de CUSO au bon fonctionnement du jardin Chiclayo s'avère évident compte tenu de sa participation financière dans sa gestion et développement. Finalement, cette raison nous permet aussi d'analyser le discours de l'IPES à travers la PAUL, comme récepteur de fonds de CUSO.

2.1.CUSO : Le soutien implacable à l'AU

Mme Pilar Garcia est nicaraguayenne et avocate de profession, même si elle n'a jamais exercé en tant qu'avocate. Il s'agit d'une dame très agréable et gentille, toujours avec le sourire et une voix calme. Dans son discours, transparaît une rhétorique conventionnelle en faveur de l'AU, caractérisée principalement par l'accent mis exclusivement sur les avantages pour la population. Son discours semble refléter une perspective excessivement favorable, mettant en avant uniquement ses bénéfices sans aborder adéquatement la question du soutien institutionnel.

Ces éléments renforcent sa croyance et l'espoir envers ce type d'interventions. Il importe de relever que lorsqu'elle se réfère au « projet » elle vise le projet ALDA, et non le SED. Cependant, le jardin Chiclayo, même s'il constitue une part du projet SED, représente une pièce importante dans la réussite du projet ALDA. En effet, une certification ou « label agroécologique » doit être accordée au jardin Chiclayo. En ce sens, nous pouvons considérer le discours de Mme Pilar Garcia sur le projet ALDA comme -en partie- celui du jardin Chiclayo.

Ainsi, au niveau de la narrative, Mme Pilar Garcia construit une relation entre les ambitions de CUSO et les besoins de la population, notamment au niveau alimentaire :

« Mon prédécesseur était très intéressé par les projets de jardins urbains car il voyait la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire et aussi de pouvoir améliorer cette chaîne de valeur courte des légumes cultivés dans les jardins (...) La chose intéressante de ce projet était que la plupart des personnes qui en bénéficiaient étaient des femmes, ou sont des femmes, des adultes puisqu'elles étaient à la maison, et elles étaient dans leurs champs, dans leurs jardins ». (Mme Pilar Garcia, 28 avril 2021)

Elle capte l'attention en se référant à trois sujets d'actualité toujours présents dans la rhétorique des projets de développement ou « projets verts » : la sécurité alimentaire, les circuits courts et

les femmes. Dans une optique de persuasion, elle utilise des phrases qui suscitent l'empathie et appellent à l'action : « *CUSO, par exemple, s'est engagé à continuer à soutenir les projets de l'AU, car la sécurité alimentaire, l'environnement et l'autonomisation des femmes sont très importants (...) Je vois un grand avenir* » (Mme Pilar García, 28 avril 2021).

Le ton de son discours se montre parfois inspirant, et se trouve renforcé par des termes puissants et élaborés :

« C'est un projet qui nous a appris à quel point l'AU est importante pour les personnes les plus défavorisées de Lima. Non seulement pour ces personnes, mais aussi pour la communauté. Là où les femmes venaient et pouvaient se raconter leurs choses, échanger des connaissances, mais aussi des expériences avec leurs voisines, alors c'est la plus grande valeur ajoutée du projet ». (Mme Pilar García, 28 avril 2021)

Au moment d'évaluer le projet, elle ne reconnaît pas l'échec du projet, mais le justifie en indiquant qu'il s'agit d'un projet pilote, et en témoigne avec passion et conviction dans sa voix : « *Cependant, je ne peux pas vous dire que ce fut un échec, le projet était un projet pilote, un projet d'innovation, à tester, revenir en arrière, réessayer...* ». (28 avril 2021)

Au niveau argumentatif, Mme Pilar Garcia recourt très souvent aux euphémismes. Il s'agit d'une pratique commune aux organisations animatrices des projets d'AU. Par exemple, elle se réfère aux jardinières comme des « agricultrices », et aux consultants embauchés par CUSO comme des « coopérants » : « *Nous avons travaillé avec des 'coopérants' qui sont des experts dans différents domaines, des conseillers dans différents domaines, nous avons donc fait venir des bénévoles pour soutenir ceci des circuits courts* ». (28 avril 2021)

Concernant le label agroécologique, Mme Pilar Garcia soutient son discours avec « des évidences concrètes » concernant les bénéfices de celui-ci :

« (les produits du jardin) sont moins nocifs pour la santé, et ainsi la sécurité alimentaire des jardinières et des familles des jardinières a été améliorée, mais en même temps elle a été soutenue afin qu'ils puissent tirer plus de revenus du surplus des produits qu'ils n'utilisaient pas. Elles vendaient dans des foires à Lima et dans d'autres points de vente ». (Mme Pilar García, 28 avril 2021)

Cependant, nous nous rendons compte qu'elle est consciente de la rhétorique entourant l'agroécologie lorsqu'elle dit à la fin d'un argument « etc. - etc. », comme s'il nous appartenait d'imaginer le reste : *« leurs produits étaient fabriqués avec la méthode agroécologique, produits de l'agroécologie, donc c'étaient des produits sains, ils ne nuisaient pas à l'environnement, 'etc. – etc.' »* (Mme Pilar García, 28 avril 2021)

Finalement, au niveau de la structure syntaxique, Mme Pilar Garcia organise et met en relation des mots et des phrases complexes, en s'appuyant parfois sur des euphémismes. Comme illustration, il convient de se référer à notre questionnement sur le financement de CUSO au jardin Chiclayo. Mme Pilar Garcia allègue alors qu'il s'agit de « fonds programmatiques » ou « partie programmatique ».

« De CUSO Canada, ils nous donnent un 'paquet de fonds programmatiques' afin de (nous) soutenir les organisations partenaires dans la réactivation de leurs programmes ou l'atténuation des effets de [la] covid. Ensuite, ils nous donnent quelques indications : les fonds ne peuvent pas être utilisés pour payer des salaires, ni pour des frais administratifs, ils doivent être utilisés uniquement et exclusivement pour la 'partie programmatique' ». (Mme Pilar García, 28 avril 2021)

En synthétisant ses déclarations, Mme Pilar Garcia exprime une profonde conviction quant à l'importance cruciale de l'AU pour résoudre des problèmes tels que la sécurité alimentaire et l'autonomisation des femmes. Elle met particulièrement en lumière le rôle central des femmes au foyer engagées dans l'AU, soulignant ainsi l'aspect humanitaire de ces projets.

Le discours de Mme Garcia témoigne de l'engagement continu de CUSO dans la promotion de l'AU. Elle relate avec fierté les récentes contributions financières de CUSO à des organisations partenaires telles que l'IPES et le CENCA. Cette assistance vise à soutenir la réactivation des jardins et à fournir une formation axée sur la gestion émotionnelle¹¹³ des femmes impliquées.

¹¹³ Par gestion émotionnelle, on entend ici les efforts déployés pour soutenir les femmes impliquées dans le projet d'AU afin qu'elles puissent mieux gérer le stress, l'anxiété et les autres défis émotionnels qui peuvent survenir lors de leur participation aux activités agricoles. Cela peut inclure des formations sur la gestion du stress, des séances de soutien psychologique, ainsi que des initiatives visant à renforcer la résilience émotionnelle des participantes.

S'exprimant avec une perspective optimiste, Mme Garcia envisage un avenir prometteur pour l'AU, la considérant comme un moyen efficace d'améliorer la vie des populations défavorisées de Lima. Elle souligne le rôle social essentiel du projet, créant un espace où les femmes peuvent partager expériences et connaissances, renforçant ainsi les liens communautaires.

Reconnaissant le caractère innovant du projet pilote, la directrice admet ouvertement les défis et les ajustements nécessaires. Cette approche expérimentale souligne la volonté de CUSO d'explorer de nouvelles méthodes et de tirer des enseignements des expériences pour améliorer les futures initiatives d'AU.

La collaboration avec des coopérants et des bénévoles experts démontre l'effort de CUSO pour enrichir le projet par des compétences extérieures. Mme Garcia souligne également l'impact positif du projet sur la sécurité alimentaire et les revenus des jardinières. Elle affirme que les produits agroécologiques, présentés comme plus sains, contribuent à améliorer la sécurité alimentaire. De plus, le soutien à la vente des surplus renforce l'aspect économique du projet.

Le discours insiste sur l'engagement envers des pratiques respectueuses de l'environnement, soulignant que les produits sont fabriqués selon la méthode agroécologique. Cette orientation écologique reflète l'intentionnalité de CUSO de promouvoir l'AU comme une agriculture durable.

Cependant, Mme Garcia souligne également les contraintes dans l'utilisation des fonds, précisant qu'ils doivent exclusivement servir à la « partie programmatique ». Cette affirmation souligne l'importance de l'efficacité dans l'utilisation des ressources financières pour maximiser l'impact du projet.

2.2.L'IPES à travers la PAUL : la rhétorique s'impose

Dans le chapitre 6, nous avons analysé le discours de Mme Noemí Soto, directrice de l'IPES, dans le cadre du projet « Huertos en Linea » de Villa Maria del Triunfo. Son discours regorge de stratégies linguistiques (comme des euphémismes et phrases inspiratrices et bien structurées) avec pour objectif de légitimer l'AU et les projets issus de cette activité. Dans ce cas, nous allons analyser le discours du représentant de la PAUL (CUSO financeur, IPES principal animateur), Monsieur Freyre Pedraza. Freyre est un jeune ingénieur environnemental qui

travaille à CENCA, une ONG qui opère dans le secteur urbanistique et qui fait partie des membres de la PAUL. Il s'agit du porte-parole de la PAUL.

Le discours de M. Freyre constitue l'un des plus structurés et formés des acteurs que nous avons rencontrés. Ceci explique potentiellement sa nomination comme le représentant de la PAUL. La rhétorique de l'AU dans son discours est puissante, et il utilise plusieurs stratégies linguistiques.

Freyre, le porte-parole dynamique de la PAUL, parsème son discours de termes techniques tels que « *agroécologie urbaine intégrée* », ou « *stratégies de durabilité urbaine* ». Ces références renforcent le caractère spécialisé et professionnel de l'institution. De plus, il utilise des euphémismes et des concepts flous pour rendre son discours plus accessible à un large public tout en préservant la sophistication technique. Par exemple, il considère l'AU comme « *une réponse innovante aux défis environnementaux urbains* ».

Dans ses discours, Freyre souligne les partenariats étroits avec des organisations respectées dans le domaine de l'environnement et de l'AU et met l'accent sur la synergie entre la PAUL et ses partenaires pour renforcer la crédibilité de l'institution. Il insiste en montrant l'importance du consensus au sein de la PAUL, et mentionne comment les décisions sont prises collégalement, intégrant les idées et les perspectives de tous les membres.

Dans ce sens, Freyre adapte son langage technique en fonction de son auditoire, veillant à expliquer les concepts complexes de manière accessible lorsqu'il s'adresse à des membres externes, tout en utilisant un langage plus pointu lorsqu'il communique avec des experts en AU. Souligne aussi la mission fondamentale de la PAUL à travers des termes tels que « *transformer les paysages urbains par des pratiques agricoles durables* ». Il lie chaque initiative aux objectifs à long terme de la PAUL. Nous observons aussi que le porte-parole de la PAUL met en avant les réalisations concrètes de la PAUL tout en reconnaissant les défis rencontrés et souligne la transparence en détaillant les processus de planification et en partageant des indicateurs de succès.

Au niveau narratif, il se présente comme un passionné d'AU, ou selon ses propres mots, « *fanatique de l'AU depuis plusieurs [des] années* ». Son objectif est de rapidement capter l'attention de son interlocuteur. Il continue en présentant l'AU comme un facteur important et

souligne son importance croissante dans les villes modernes. Freyre mentionne les défis environnementaux et alimentaires auxquels les villes où la plateforme (PAUL) développe ses projets, sont confrontées, et présente l'AU comme une solution.

Nous pouvons observer qu'il utilise un discours complexe et enchevêtré, pour que le public récepteur note l'expertise et la maîtrise du sujet et se sente rassuré. L'orateur souligne le rôle essentiel que chacun peut jouer pour promouvoir ces pratiques et appelle à l'action collective pour créer des villes plus durables et résilientes.

En outre, Freyre s'appuie sur la situation occasionnée par la Covid-19 comme moyen pour légitimer et donner de l'importance à la présence de la PAUL dans la continuité des jardins, dont le jardin Chiclayo. Il propose des solutions potentielles, comme l'utilisation des technologies pour réaliser les réunions et formations (visioconférences, WhatsApp, etc.) : *« elles ont toujours recherché des espaces virtuels pour pouvoir les renforcer en termes d'équipement afin de pouvoir participer à la virtualité si importante aujourd'hui »*. (2 avril 2021)

Il explique aussi l'importance de la collaboration entre les gouvernements locaux et les organisations de la société civile :

« (Nous avons donné) de l'aide à ceux qui ont eu des difficultés à produire. On a dû leur donner de la nourriture, on a dû leur donner des produits de première nécessité, des semences, réactiver leurs jardins... ceux-ci sont les petits producteurs, non ? Ceux à qui nous avons en quelque sorte, prêté plus d'attention. Par contre, les grands producteurs ont eu plus de possibilités de négociation, un plus grand nombre de ventes, donc il faudrait leur donner un... eh bien, on leur a donné une sorte de soutien ; c'est-à-dire essayer de les positionner... ». (Freyre Pedraza, porte-parole de la PAUL, 2 avril 2021)

L'expression « On a dû » est répétée à plusieurs reprises comme pour indiquer le caractère obligatoire de l'intervention de la PAUL sous-entendu compte tenu de la défaillance des instances étatiques. Il continue aussi avec ses contributions aux jardinières et à leurs jardins ce qui le positionne comme un acteur incontournable au sein des jardins :

« Nous avons contribué à la question du diagnostic (qui sera publié prochainement) et plus tard, les processus de participation seront menés pour pouvoir proposer, développer certaines actions et, par exemple, la question du label agroécologique que la plateforme doit rendre disponible ». (Freyre Pedraza, porte-parole de la PAUL, 2 avril 2021)

Au niveau argumentatif, Freyre présente l'AU comme une solution novatrice aux défis environnementaux et alimentaires auxquels les villes se trouvent confrontées. Il évoque la nécessité de repenser nos modèles agricoles pour répondre aux besoins croissants des populations urbaines tout en préservant l'environnement. Dans le même temps, il souligne les bénéfices de ces activités (dans ce cas, l'octroi du « label agroécologique » aux associations des jardinières) : *« Mais, dans le processus, par exemple dans le processus de formation, ceux qui en ont le plus bénéficié ont sans aucun doute été les petits producteurs et, en termes d'objectifs commerciaux de vente, les grands producteurs »* (M. Freyre Pedraza, 2 avril 2021).

Dans son discours, Freyre appuie ses affirmations avec des évidences concrètes et cite des informations et études pertinentes. Cela renforce la crédibilité de son discours et permet aussi de persuader son interlocuteur sur l'importance de la plateforme :

« L'intention n'est pas de nous centraliser, mais plutôt d'être un espace de visibilité des producteurs et agriculteurs eux-mêmes. Et si, de plus en plus de recherches sont développées dans l'AU, alors logiquement cela aide l'objectif final, qui est de développer des espaces verts productifs dans notre capitale, la métropole de Lima ».
(M Freyre Pedraza, 2 avril 2021)

La structure syntaxique du discours de Freyre est variée et complexe et recourt à une combinaison d'éléments syntaxiques. Nous observons depuis le début, l'existence de motifs répétitifs, notamment la répétition constante de l'expression « en quelque sorte » :

« Comme je t'ai commenté, ceux qui 'en quelque sorte' sont actifs au sein de la PAUL se trouvent dans le 'noyau', et le 'noyau' de la PAUL est composé de sept ou huit organisations... et bien, ces sept ou huit organisations sont 'en quelque sorte' celles qui distribuent les invitations, ce sont elles qui voient 'en quelque sorte' quels acteurs sont importants pour qu'ils puissent développer ou compléter les activités qui se développent en tant que plateforme ». (Freyre Pedraza, 2 avril 2021)

« Une des activités qui les soutient (aux agriculteurs ‘urbains’ dans la périphérie de Lima) c’est justement le label agroécologique, c’est justement eux qui ‘en quelque sorte’ dépendent plus du label agroécologique que les petits producteurs (en ville) ». (Freyre Pedraza, 2 avril 2021)

« Les collègues viennent (...) et elles récoltent et achètent directement dans la zone même (au jardin), c’est un avantage ‘en quelque sorte’ de la production urbaine que l’on peut avoir ». (Freyre Pedraza, 2 avril 2021)

Cette utilisation constante de la phrase ‘en quelque sorte’ permet à Freyre de montrer ou expliquer une situation tout en laissant un espace qui lui permet de livrer uniquement les informations désirées, ou que celles-ci ne soient pas appréhendées comme des informations concrètes. Cet espace de « doute » offre une flexibilité à Freyre dans le cadre de son discours.

Le discours s’appuie fréquemment sur des phrases élaborées pour présenter des idées détaillées et établir des relations entre différentes parties du discours. Ainsi, il montre de la conviction dans sa voix et choisit bien ses mots pour structurer des phrases emphatiques :

« Non, le label (agroécologique) fait certainement partie des activités transversales, peut-être, mais ce n’est en aucun cas discriminatoire. En ce sens, par exemple, nous avons toujours opté pour les ‘écoles de terrain’, c’est-à-dire en cherchant à ce que les associations disposent elles-mêmes de toutes les ressources de formation nécessaires, leur propre organisation, afin qu’elles-mêmes puissent inculquer [enseigner] à d’autres associations et organisations qu’elles pourront développer ». (Freyre Pedraza, porte-parole de la PAUL, 2 avril 2021)

« L’analyse qui a été effectuée concerne principalement leurs organisations, c’est-à-dire les postes corporatifs, les postes de direction au sein de leurs propres associations, et l’équilibre est fait entre le nombre total et le nombre de femmes, et sur cette base, la base de données est faite ». (M. Freyre Pedraza, 2 avril 2021)

« L’intention de la PAUL est aussi exactement cela, c’est-à-dire partager les expériences de certaines associations avec d’autres et chercher un espace de rencontre,

d'échange d'expériences et de croissance de manière transversale entre toutes les associations ». (M. Freyre Pedraza, 2 avril 2021)

La répétition de certains termes dans son discours renforce ses idées et vise à mettre en avant les objectifs de la Paul et notamment celui d'autonomie des associations : « elles-mêmes », « propre organisation », « propres associations ». Dans le même sens Freyre recourt au terme de transversalité pour souligner que la croissance des uns, sert celle des autres (associations), par la voie notamment du label.

L'existence d'euphémismes représente aussi une constante dans le discours de Freyre. Par exemple, le terme de « collègues » renvoie aux « jardinières » (« *Toutes les collègues ou toutes les associations faisant partie de la PAUL ont reçu ces modules de formation* ») et permet de souligner la relation horizontale (avérée ou non). Ou celui de « facilitateur » qui désigne la fonction de « porte-parole » (« – 'T'es ou tu seras le porte-parole de la PAUL jusqu'à quand ?' – 'Non, je suis plutôt le facilitateur de tout ce projet là... »).

Dans l'analyse de la dynamique interne des projets, il est essentiel de reconnaître que malgré la volonté affichée d'établir des relations horizontales, la réalité révèle une structure davantage verticale. Les acteurs au sein de ces initiatives se répartissent entre les encadrants, chargés de créer et de formuler des directives, et les jardinières, destinées à exécuter ces ordres. Bien que le porte-parole de la PAUL tente de promouvoir une atmosphère familiale et sympathique, il est crucial de reconnaître la présence tangible de relations verticales au sein de ces projets.

En synthétisant les déclarations de Freyre, il présente l'AU comme une réponse novatrice aux défis environnementaux urbains, soulignant son importance dans la transformation des paysages urbains par des pratiques agricoles durables. Il exprime son admiration de longue date pour l'AU, mettant en lumière son engagement envers l'autonomisation des petits producteurs, qui ont reçu un soutien particulier de la PAUL. La mention du label agroécologique est soulignée, présentée comme un élément transversal sans discrimination, offrant des avantages significatifs aux agriculteurs urbains en périphérie de Lima.

La transversalité des activités est mise en avant, avec des formations visant à rendre les associations autonomes, favorisant des échanges d'expériences entre elles. M. Freyre adopte une rhétorique scientifique, utilisant des termes complexes pour conférer une légitimité

professionnelle aux activités de l'AU. Il insiste sur l'équilibre des genres dans les postes de direction au sein des associations, bien que la mise en pratique de cette équité nécessite une évaluation approfondie.

Enfin, la reconnaissance de l'échec perçu comme un projet pilote offre une perspective transparente mais aussi contraire à celle qu'il promu dans son discours. Ces déclarations de M. Freyre s'inscrivent dans une vision globale de collaboration, de partage d'expériences, et de croissance transversale entre les associations membres de la PAUL, mais que dans la pratique semble ne pas avoir les résultats attendus.

Finalement, nous nous apercevons comment Freyre utilise diverses techniques pour organiser et présenter les informations de manière cohérente et persuasive, en rendant le discours élaboré sur l'AU. Cela conduit à attirer les personnes qui réalisent des recherches sur ce sujet, en l'occurrence, nous en tant que doctorant.

2.3.Mme Délia et le jeu de son discours : d'abord conventionnel, après authentique

Lors du premier contact avec Mme Délia, nous avons réalisé qu'il s'agit d'une leader communautaire avec un fort caractère, notamment de par la tonalité de sa voix et son éloquence. Elle mobilise les ressources dont elle dispose et prononce un discours qui s'inscrit dans la lignée des discours des promoteurs de jardins (L'IPES et Sahee d'un côté, CUSO et PAUL de l'autre). Cela s'explique très certainement compte tenu de notre présence en tant que représentant de l'Académie.

Le discours de Mme Délia débute de manière très structurée. Elle mentionne même des termes comme « gain », « bénéfice », « production » ou « responsabilisation » pour désigner l'activité exercée. Cette terminologie, d'après nos observations, ne se retrouve pas dans le répertoire discursif des autres jardinières. La leader souligne également l'importance de l'autonomisation de la communauté. Elle met l'accent sur la nécessité de prendre en main leur propre destinée et de devenir acteur du changement.

De même, elle met en évidence dès le départ les avantages pour l'environnement de travailler de manière agroécologique :

« Parce que nous évaluons beaucoup le sujet... comme vous dites ? Profit effectif, non ? Bénéfices ! Il faut donc l'évaluer (...) nous travaillons le jardin en favorisant l'agroécologie, sans produits chimiques, tout naturellement. Avec les préparations, avec l'engrais, avec le compost, avec les alvéoles, pour que les voisins apprennent à manger sainement et une production sans affecter la nature (...) Lorsque le jardin a commencé, j'ai constaté une plus grande participation des femmes. La femme "a pris possession"¹¹⁴ de son espace ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Au fil du temps, et comme explicité dans le chapitre 3 sur la manière de mener ces entretiens ou conversations avec les acteurs impliqués, Mme Délia s'est sentie plus en confiance. Elle a mis de côté les aspects techniques pendant un moment et a transformé son discours en un discours plus motivant et inspirant, toujours en mettant en avant que le bénéficiaire profite à l'ensemble de la communauté et pas seulement à elle ou au jardin de Chiclayo. Mme Délia cherche toujours à valoriser son travail.

« Le voisin (...) vient, participe et prend soin. Et sans vous en rendre compte, vous créez un espace vert. (...) Parce que REDCAVES ne demande pas pour Mme Délia mais pour la communauté. Et dans la communauté nous sommes nombreux, nous ne sommes pas un ou quatre, nous sommes nombreux à en bénéficier (...). » (Mme Délia, 05 avril 2021)

« Il y a ceux qui cherchent (comme nous) à avancer et à ce que nos générations aient quelque chose de mieux que nous. Notre idée en tant qu'adultes est que nos petits-enfants profitent de quelque chose de mieux. Nous avons ici, au début du sable, il n'y avait pas tout ceci, il n'y avait pas de piste, maintenant cette année une piste a été faite, mais aussi grâce aux efforts des voisins. » (Mme Délia, 05 avril 2021)

« Le jardin n'est pas dans ma maison, il n'est pas dans mon salon ou dans ma cuisine, il est dans le parc, dans un espace public qui profite et oxygène toute la communauté ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

C'est ici que le discours prononcé par Mme Délia commence à perdre les caractéristiques adoptées auparavant. À la rhétorique conventionnelle imposée pour ces projets, une déclaration

¹¹⁴ Concernant cette dernière phrase, la déclaration de Mme Délia en espagnol a été « *La mujer se empoderó de su espacio* ».

plus réelle se superpose, les mots ne sont plus aussi techniques mais plus authentiques il s'agit moins d'un discours « entendu ». Mme Délia devient plus spontanée. Les barrières qui se dressaient éventuellement entre nous sont tombées progressivement. Nous considérons que notre proximité partagée avec les expériences de vie peut être un élément qui a favorisé ce changement de posture : j'ai moi-même vécu dans un quartier précaire, et cela a sans doute influencé ma manière de communiquer ; mon langage était direct, accessible, parfois même informel, ce qui a pu créer une connexion inattendue entre nous ; et mes quelques plaisanteries et mon sourire ont contribué à instaurer une atmosphère plus détendue.

De cette manière, ces similitudes nous ont permis de transcender les barrières formelles souvent associées à ce type d'entretien. Mme Delia a peut-être ressenti que je comprenais mieux son vécu et ses préoccupations. Ce changement de ton pourrait être interprété comme une ouverture, une reconnaissance tacite que nous partageons des expériences qui nous rapprochent malgré les différences apparentes. Cependant, nous nous demandions également si avait-elle des appréhensions personnelles conduisant à adopter un discours convenu. Elle nous a donné certaines pistes lorsqu'elle a souligné l'importance des relations avec les organisations partenaires et l'accès à des ressources essentielles pour le projet. Elle a illustré ce point en évoquant une expérience où son bon rapport avec une organisation a conduit à l'obtention de 60 sachets d'engrais pour le jardin. Cette anecdote met en lumière l'importance des relations et de la participation active dans l'obtention de ressources. Ces éléments jouent un rôle crucial dans l'implication de Mme Délia dans le projet.

Le caractère informel de l'échange se trouve certainement en lien avec notre position à son égard (non plus en qualité de chercheur, mais en tant que personne « curieuse »).

Le ton de sa voix augmente lorsqu'elle reconnaît le travail qu'elle a accompli, évoquant toujours l'existence de malentendus avec des personnes qui ne s'intéressent pas au jardin. Elle encourage les membres de la communauté à s'impliquer activement :

« Nous avons l'espace que nous méritons, nous faisons ce que nous aimons, nous améliorons la qualité de vie autour de notre communauté, nous mangeons sainement, nous enseignons à nos voisins que les choses peuvent s'améliorer avec persévérance, avec transparence, avec respect, donc nous donnons aussi des valeurs. Je ne vais pas commencer 'ahhhh ! Je deviens folle ! Mais excusez-moi, c'est juste que je suis fatiguée, il faut que vous me souteniez aussi. 'Ouais, Mme Délia'... ouais. Tout cela en fait partie,

n'est-ce pas ? Il faut juste savoir reconnaître les choses et il faut continuer à marcher ».
(Mme Délia, 05 avril 2021)

Les déclarations de Mme Délia comportent désormais des mots informels. Elle abandonne le sérieux avec lequel elle nous parlait au début et sourit plus souvent. Elle se montre plus détendue et à l'aise en nous racontant quelques blagues. Elle commence à nous tutoyer, et ses mots représentent désormais Mme Délia non seulement en tant que leader communautaire, mais aussi en tant que femme au foyer, mère et voisine du quartier. Mme Délia assiste à un moment où, finalement, se trouve l'information plus authentique :

« Des étrangers sont venus, des volontaires des Etats-Unis, (...) de très grands 'gringos'¹¹⁵, ils viennent pour faire... 'profitez-en madame, je suis venu pour faire du travail social.' Je lui dis 'qu'est-ce que tu as fait à ta mère pour t'avoir envoyé ici ? hahaha (...) Nous l'envoyions tailler les grands arbres, 'va élaguer là-bas !' lui disions-nous» parce qu'il était grand hahaha, c'est-à-dire ce que nous-mêmes ne pouvions pas faire. Mais on lui a donné son eau, son thé... il était content avec nous ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

« Je fais des panneaux pour ce problème de chiens, pour ne pas me disputer avec les voisines, j'y ai écrit : 'un maître responsable ramasse les crottes de ses potes'. Un autre : 'si ton chien en fait un grand, toi tu ne fais pas semblant' ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Ou quand Mme Delia exige que son fils lui montre son test covid avant d'entrer chez elle. Elle nous le raconte en utilisant le discours rapporté direct (utilisant les paroles exactes) :

« (mon fils me dit) : 'Ok maman, je l'ai déjà', 'ouais ouais... ne fais pas le clown hein !' parce qu'ils partent... Je sais que ça fait partie de la jeunesse, des relations, ils partent, ils se rencontrent, je comprends, mais il faut faire attention. Quand il vient avec son ami, je vais dans ma chambre, quand il part, je sors : 'Oh maman, comme tu exagères !', 'Allez, dégage !' je lui dis (...) 'si toi t'es contaminé, tu peux le raconter ; (mais) moi si je suis contaminée, je ne le raconte pas ! » (Mme Délia, 05 avril 2021)

¹¹⁵ En Amérique Latine, l'appellation « gringos » désigne les ressortissants des Etats-Unis. Cependant, le terme peut faire référence aussi à des personnes blondes, quelles que soient leurs nationalités.

En général, les déclarations de Mme Délia reflètent une évaluation pragmatique de l'AU au sein du projet SED. Initialement, elle souligne les avantages perçus, tels que l'adoption de pratiques agroécologiques, la création d'un espace vert public, et les bénéfices pour la communauté. Elle met en avant l'idée que le jardin est un bien collectif qui profite à la communauté dans son ensemble.

Cependant, au fil de ses déclarations, un ton plus critique émerge. Mme Délia évoque la nécessité d'évaluer les bénéfices concrets de l'AU, soulignant implicitement des attentes non satisfaites. Elle souligne également la dépendance aux contacts et aux relations pour obtenir des ressources nécessaires au jardin. Ce point met en lumière des dynamiques informelles qui soutiennent le fonctionnement du projet et suggère des tensions non explicitées.

Les commentaires sur l'implication de volontaires étrangers ajoutent une dimension humoristique, mais soulèvent également des questions sur la nature des contributions externes au projet. En fin de compte, Mme Délia aborde des aspects plus complexes et nuancés du projet, évoquant des tensions avec les voisins, des inquiétudes parentales, et la nécessité d'une gestion attentive des relations interpersonnelles.

L'analyse suggère une dualité dans les perspectives de Mme. Délia, oscillant entre une présentation initialement positive de l'AU et une exposition plus franche des défis et des réalités non idéalisées du projet SED. Ces nuances permettent de mieux comprendre les diverses expériences et perceptions des acteurs impliqués dans l'AU.

Nous pouvons enfin réaliser la transformation du discours de Mme Délia : depuis le parler technique concernant une activité dans laquelle elle n'est pas experte, jusqu'aux déclarations telles que de ne pas « faire semblant ». Ces déclarations plutôt familiales constituent le principal input au moment de réaliser l'interprétation de l'ensemble des discours concernant le jardin Chiclayo, du projet SED.

3. L'interprétation

3.1.L'imposition de l'AU à un groupe de femmes inexpérimentées

L'un des piliers du projet SED consiste dans la construction d'un « espace productif », et plus particulièrement d'un jardin. Le discours sur l'AU prononcé dans ce projet a permis l'implication de certaines personnes de la communauté. Nous avons également souligné que la présence de Mme Délia a joué un rôle essentiel pour convaincre les personnes de travailler et d'entretenir le jardin. Cependant, loin de tomber dans la dynamique d'une réflexion d'abord sur le concept d'AU puis sur la manière de le développer, nous constatons que cette activité ne renvoie pas à une proposition communautaire, de quartier ou citoyenne. Elle est imposée grâce à l'intervention d'une ONG (IPES), l'entreprise privée (UNACEM et celles appartenant à la PAUL) et des organisations internationales (Sahee et CUSO).

À titre d'illustration, les personnes qui consacrent leur temps au jardin de Chiclayo ne disposaient d'aucune expérience préalable dans la culture des plantes. C'est pourquoi l'activité qu'elles exercent aujourd'hui a dû être présentée, acceptée et vraisemblablement imposée.

« Je n'avais aucune expérience préalable dans la culture de plantes. Mais j'ai toujours aimé semer, voir tout vert, joli... » (Mme Délia, 05 avril 2021)

« Ecoutez... sur l'agriculture je ne sais rien ! Absolument rien ! J'en [sic] ai appris ici. » (Mme Irma, jardinière du jardin Chiclayo, 9 avril 2021)

« Ceci c'est [sic] ma première expérience, parce qu'avant je n'ai jamais travaillé en agriculture, je ne savais pas fertiliser la terre, l'engrais... toutes ces choses. » (Mme Aïda, jardinière du jardin Chiclayo, 9 avril 2021)

Dès lors, amener des personnes à exercer une activité qu'ils n'ont jamais exercée auparavant représente une difficulté certaine. Par exemple, selon les déclarations de Mme Délia, les personnes ne voulaient pas au départ participer aux activités du jardin, elles signalaient le manque de connaissances sur le sujet comme principal motif de refus. À cet égard, le rôle de Mme Délia se révèle vital pour persuader des personnes inexpérimentées, en les motivant de plusieurs manières :

« La plupart d'entre elles, par exemple, Irma ne connaît rien, elle est couturière, elle a son petit magasin, quand on lui a dit 'viens ! Avec ta maman aussi !' Elle nous a dit

‘mais je ne sais pas !’, ‘Mais ce n’est pas grave ! Viens et on apprend ici !’, Et ainsi nous avons progressivement intégré les voisins ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Une fois les personnes à l’intérieur du projet, celui-ci revêt une forme différente. D’un espace de distraction ou de coexistence, il évolue vers un espace de responsabilité dans l’exécution de certaines tâches. Le discours fort sur l’unité de la communauté ou du quartier permet aux jardinières de sympathiser avec les objectifs du jardin. *“Nous devons apprendre pendant [qu’]elles [les ingénieures de l’IPES] sont là, parce qu’après nous restons toutes seules et nous devons marcher toutes seules”*, affirme Mme Délia. Ainsi, les personnes qui au début doutaient de leur participation dans la culture de plantes, mettent en place désormais des actions pour maintenir le jardin, donc le projet SED.

Le fait d’imposer une activité à une personnes ou un groupe de personnes sans tenir compte de leurs besoins et désirs, peut être considéré comme une forme d’exploitation, puisque leur capacité de décision et leurs perspectives ne sont pas prises en compte. Les jardinières du jardin de Chiclayo, en dépit de leur inexpérience en la matière, répondent présent pour d’autres raisons, principalement en vertu de la distraction que leur procure le jardin. Il est probable que profiter de ce moment de récréation représente le principal motif justifiant la poursuite des activités du jardin. Par exemple, Mme Délia nous raconte que Mme María, bien qu’elle soit recycleuse et ne dispose pas de revenus suffisants, collecte de l’argent pour payer la taxe d’eau du jardin, car « elle aime les plantes » :

« Elle, par exemple, je suis contente parce que c’est une personne dans le besoin, elle a un sac et elle garde ces monnaies là et dit ‘c’est pour mon eau, pour payer mon eau’. Elle fait des économies pour payer l’eau. (...) parce qu’elle aime ça, elle y a sa petite plante, elle aime ça ». (Mme Délia)

Dans ce cas, Mme Maria préfère payer pour maintenir « son espace de convivialité ». Il importe de relever que Mme Maria, contrairement aux autres jardinières, est recycleuse, il s’agit donc d’une personne en situation de précarité (extrême pauvreté).¹¹⁶ Cette réflexion nous amène à l’interprétation développée ci-après.

¹¹⁶ Cela comprend les personnes dont les ménages possèdent un revenu ou une consommation par habitant inférieur à la valeur d’un panier alimentaire minimum.

3.2. Le goût pour les plantes et le loisir comme élément de légitimation

Comme observé, le jardin de Chiclayo n'aurait pas été possible sans la participation active des habitants des environs du jardin. Beaucoup de ces personnes exercent d'autres métiers comme couturière ou commerçante, d'autres passent toute la journée au sein du foyer. En ce sens, le jardin apparaît comme une échappatoire à la routine. La raison principale qui pousse ces personnes à jardiner à Chiclayo s'avère toujours la même : « J'aime les plantes » :

"Je n'ai jamais été agricultrice, mais j'ai toujours aimé avoir mes plantes, mes pots de fleurs chez moi". (Mme Délia, 05 avril 2021

« J'aime les plantes. J'y ai appris, j'y ai consacré beaucoup de temps, mais enfin je me rends compte comment elles sont (les plantes) et quels sont leurs processus » (Mme Irma, jardinière au jardin Chiclayo, 05 avril 2021)

Dans le même temps, elles invoquent un moment de récréation comme élément principal ou légitimateur de leur présence. Les exemples de cette affirmation sont pluriels

« Mes enfants disent 'ma mère prend déjà tout pour le mettre là-bas (au jardin), elle va déjà partir, elle va aller vivre dans le jardin', je dis 'si ce serait possible, moi, volontiers' hahahaha et quand on va s'asseoir je prends ma petite radio 'Ouais! On va danser ! Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de qui ?' Et nous dansons... » (Mme Délia, 05 avril 2021)

« J'aime bien être ici, j'aime le partage avec la "famille", parce que nous sommes de la famille ». (Mme Irma, 05 avril 2021)

« J'aime bien parler avec les gens et nous nous amusons ici, n'est pas ? Et nous nous sommes beaucoup liés, nous faisons même un moment gourmand. » (Mme Aïda, 05 avril 2021)

En ce sens, nous pouvons observer que le goût des plantes et la joie que procure ces moments au jardin fait partie des éléments qui renforcent leur participation, même lorsque les objectifs du jardin (produire, obtenir un label agroécologique, manger et/ ou vendre ce qui est produit)

diffèrent de leurs objectifs personnels. Cependant, ainsi que souligné précédemment, les moments agréables ne s'avèrent pas si fréquents au jardin.

3.3. Une offre a été créée sans existence d'une demande concrète

Le projet SED a été créé par l'IPES et présenté à Sahee pour obtenir des fonds pour sa mise en œuvre (ces ressources ont été complétées par CUSO et l'UNACEM). La principale activité à réaliser consiste dans la production de légumes (autoconsommation) dans un jardin situé dans un quartier populaire, le jardin Chiclayo. Cependant, le projet ALDA de CUSO, à travers IPES, propose et pratiquement exige que les jardinières deviennent commerçantes. « *Leur objectif est qu'elles atteignent non seulement un niveau d'autoconsommation mais aussi un niveau de production destiné à la vente* » selon Freyre.

De plus, elles doivent respecter un processus de production agroécologique (où l'on trouve des sujets comme l'environnement, l'emploi, l'inclusion, l'approche genre, etc.) pour obtenir un label « agroécologique ». Les promoteurs du jardin Chiclayo ont commencé à délivrer des formations en lien avec ces éléments. Or un élément indispensable à la réussite du jardin manque : l'existence d'une demande pour ce type de produits.

Nous savons par les déclarations des jardinières elles-mêmes, que ce qui est produit dans le jardin de Chiclayo s'avère davantage destiné à l'autoconsommation. Toutefois, la directive de « vendre ce qui est produit » est toujours présente dans le jardin par le rappel des objectifs par les promoteurs. Cet objectif de vendre à un public inexistant incombe donc à ces jardinières. Ceci est corroboré à plusieurs reprises par le porte-parole de la PAUL :

« Ce sont) les producteurs eux-mêmes, selon leur zone d'implantation, (ceux) qui développent leurs propres 'liens de marché' (...) par exemple, dans le cas de Lurin¹¹⁷, ils développent eux-mêmes leur propre foire (...) et bien, les autres marchés pour les petits producteurs sont généralement les marchés locaux, ils essaient de faire une sorte de... stand, ou cherchent une sorte d'espace pour pouvoir vendre leurs propres produits. Et les jardins eux-mêmes sont aussi des espaces pour vendre, non ? » (Freyre Pedraza, porte-parole de la PAUL, 2 avril 2021)

¹¹⁷ Lurin est un district des périphéries de Lima, où le contexte social, économique, environnemental et naturel diffère beaucoup de ceux des quartiers populaires à Lima.

L'absence d'étude de marché préalable au projet a conduit au fait que les voisins s'adaptent aux produits du jardin et non à ce que les produits à cultiver répondent à un réel besoin de la communauté. Il convient de souligner l'emploi « de sorte » pour éviter de désigner des lieux précis et laisser libre l'interprétation des emplacements de vente possible. L'absence de lieu formalisé explique certainement l'emploi de ce terme. Ceci nous donne l'impression que la vente est l'affaire des producteurs et que sous prétexte d'autonomie, ils doivent « se débrouiller » pour vendre.

Dans la structuration du projet, les légumes à produire dans le jardin dépendent du type de sol du jardin, un sol impropre à l'agriculture et utilisé par des années comme dépôt d'ordures :

« Un groupe de recherche a été créé pour déterminer quels produits peuvent y pousser. Le sol est mauvais, il est presque entièrement constitué de sable, il est très salé, donc au début les produits ne fonctionnaient pas. Ainsi, ceux qui sont les plus faciles à produire ont été choisis. (...) Aussi, dans un souci d'encouragement, nous essayons d'en faire des produits qui ont un chiffre d'affaires rapide ». (Mme Noemi Soto, 18 mars 2021).

L'absence d'une réelle demande pour les produits des jardins démontre la grande faiblesse du projet et surtout du jardin de Chiclayo. Pendant les deux années où il a travaillé dans le jardin de Chiclayo, le représentant (ou « coopérateur ») de CUSO en charge de l'élaboration du processus de certification, déplore cette situation :

« Ce qui serait nécessaire, [ce] serait au moins, un marché fixe pour les agriculteurs qui sont certifiés avec le label, de cette manière on pourrait atteindre une durabilité (...) en plus de fournir aux agriculteurs un espace où ils peuvent enfin commercialiser leurs produits (...) car, ce que le projet n'avait pas, c'était justement ça, c'est-à-dire que... des capacités de commercialisation ont été développées (...) mais un marché exclusif ne leur a pas été offert. En d'autres termes, ils ont reçu une formation en commercialisation, mais ils (les agriculteurs) ont dû trouver leurs propres marchés » (Juan Tubino¹¹⁸, Coopérant de CUSO, 20 avril 2021)

¹¹⁸ Pseudonyme utilisé pour préserver l'anonymat du coopérant de CUSO.

Ainsi, la durabilité du projet représente un objectif lointain. Un manque de demande signifie des ventes faibles, voire nulles, ce qui peut les traduire par un projet non rentable et entraîner des difficultés financières pour les jardinières. Or, un projet qui ne repose pas sur une demande réelle risque d'être insoutenable à long terme. En ce sens, si les besoins et les préférences de la communauté en général ne sont pas pris en compte, le risque d'un manque de soutien et d'engagement de la part de celle-ci est patent. Cela est d'ailleurs relaté par les jardinières du jardin Chiclayo et se déroule actuellement.

3.4.L'imposition d'un label agroécologique au jardin de Chiclayo

Bien que le jardin de Chiclayo ait été créé par l'IPES dans le cadre du projet SED, cette ONG, en tant que partie et membre fondateur de la PAUL (qui, à son tour, a été créée par CUSO pour « certifier agroécologiquement » les jardins urbains), a proposé dès le début d'accorder un "label agroécologique" au jardin de Chiclayo s'il répondait aux exigences du processus de certification. Le coopérant en charge de l'élaboration bénéficiait déjà d'une expérience en certifications écologiques et biologiques, mais d'aucune expérience en AU : « *En fait, je n'avais jamais travaillé en AU* », nous a-t-il confié.

La « certification agroécologique » est obtenue une fois que diverses exigences économiques, environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité, voire de travail, sont satisfaites. Encore une fois, nous assistons à l'imposition d'une activité (en l'occurrence, s'adapter à ces directives pour obtenir le label) sans pour autant allouer les ressources nécessaires pour cela.

Le coopérateur de CUSO en charge de l'élaboration du certificat agroécologique lui-même avoue ne pas comprendre pourquoi on lui demandait de certifier un petit jardin :

« Dans le jardin Chiclayo, la majeure partie était destinée à l'autoconsommation. Et pour être honnête, je ne sais même pas pourquoi nous certifions ces personnes. Là, je n'avais aucun pouvoir de décision. J'ai dû me rendre à ces endroits parce que le projet devait atteindre certains chiffres. Par exemple, dans le jardin de Chiclayo où la majorité des produits sont autoconsommés, cela n'a pas de sens d'aller les certifier » (Juan Tubino, Coopérant CUSO, 20 avril 2021).

Dans la même ligne de réflexion, une deuxième coopératrice de CUSO, qui a également travaillé dans le jardin de Chiclayo mais qui a développé l'approche genre dans le jardin, nous a également déclaré que cela n'avait pas de sens d'accorder au jardin le label. Même les jardinières en ont réalisé l'inutilité :

« D'autres organisations ont obtenu le label et ont dit.... 'Ouais mais... à quoi ça me sert ?' ou 'Je mange ça, et je vends peut-être deux laitues à mon voisin et le voisin ne va pas être intéressé par un label, n'est pas ?'. Il y a même eu une initiative visant à modifier le processus d'obtention du label pour le rendre plus accessible. » (Anaïs Sena¹¹⁹, Coopérant CUSO, 10 avril 2021)

Ainsi, le projet ALDA, avec son objectif de certification agroécologique prend fin en décembre 2019, et le jardin de Chiclayo ne dispose donc pas de label.

3.5.L'implication comme effet du discours

Nous avons soulevé précédemment que la principale raison pour laquelle les jardinières participent aux activités du jardin de Chiclayo consiste dans le moment de récréation que cet espace génère pour elles. Cependant, le niveau d'implication et de responsabilité des jardinières ne s'expliquent pas seulement par ce désir récréatif et de détente des mères de foyer (jardinières), mais découle également de l'effet du discours dominant sur l'AU et la manière dont il imprègne leur comportement quotidien et qui est véhiculé par la leader communautaire et les organisations rassemblées dans la PAUL et d'autres.

Il existe diverses indications sur l'importance que les jardinières accordent au jardin. Mme Délia nous indique par exemple, que la propreté et l'ordre du jardin Chiclayo sont l'affaire de toutes. En ce sens, elles ont réussi à s'organiser pour remplir cette tâche :

« Cet espace public doit être propre, ordonné, beau, on doit faire des travaux, il y a... on se relaye, on forme des groupes et on nettoie en dehors, on nettoie à l'intérieur, les réservoirs, il faut continuer à les nettoyer, parfois certains vont avec des bébés, avec

¹¹⁹ Pseudonyme utilisé pour préserver l'anonymat du coopérant de CUSO.

des enfants à l'intérieur, et les enfants donc c'est toujours une question d'entretien, et que cet espace reste attractif pour qu'il attire l'attention » (Mme Délia, 05 avril 2021).

De même, et bien qu'il s'agisse pour la plupart de personnes sans revenus suffisants, elles consacrent une partie de leur faible budget au fonctionnement du jardin. Ceci est confirmé par Mme Délia en faisant référence au paiement du service d'eau du jardin et à quelques intrants nécessaires (05 avril 2021) :

- *Mme Délia : Les voisins (...) donnent une redevance mensuelle parce que nous payons le service d'eau au conseil d'administration ici, du groupe.*
- *Enrique Serrano : Combien ça coûte par mois ?*
- *Mme Délia : 10 soles¹²⁰ par mois.*
- *Enrique Serrano : 10 soles... chacune ?*
- *Mme Délia : Oui, chacune.*
- *Enrique Serrano : Et combien sont-ils à payer ?*
- *Mme Délia : Nous étions 17, maintenant nous sommes 12. Nous payons le service de l'eau. Et s'il nous reste un peu d'argent, nous l'avons déjà pour acheter des semences, pour acheter de l'engrais, pour acheter de la peinture, pour ce dont nous avons besoin, pour les réparations, parfois un tuyau se casse : nous le réparons. Alors on crée un fonds (...) On va au marché et on achète. J'achète mes graines.*

Ainsi, il est important de souligner que ces femmes dédient bénévolement leur temps au maintien du jardin. Elles ne perçoivent aucun revenu ni aucune considération économique pour leur engagement. Le discours entourant le projet, ainsi que l'influence de l'image de la leader communautaire, ont contribué à une situation où les jardinières semblent s'appropriier du jardin sans nécessairement trouver un sens concret à leur participation, allant au-delà d'une simple implication financière.

Même, Mme Délia engage des dépenses supplémentaires dans la construction et l'entretien du jardin :

¹²⁰ Au taux de change 2023, 10 soles équivalent à 2.49€.

« On a ramené des pneus, là il y avait un recycleur, 'rassemble tous les pneus pour moi !' je lui ai dit, 'ok, mais ça coute Mme Délia...', 'ok, je vais payer le transport si tu veux', il a rassemblé 200 pneus, 'cool mon garçon, merci, maintenant, mets les là-bas' (rires) 'Je vais te payer la journée ne t'inquiètes pas, mais mets les là-bas quoi'. Et on l'a fait comme ça » (Mme Délia, 05 avril 2021).

Mme Délia livre un autre exemple, lorsqu'il faut payer une personne pour utiliser l'eau de sa maison pour arroser les plantes du jardin :

« Elle a utilisé un tuyau de sa maison pour arroser parce qu'ils nous ont coupé l'eau et tout...j'ai dit 'toi ne t'inquiètes pas, je vais t'envoyer (de l'argent) pour que tu puisses payer' » (Mme Délia, 05 avril 2021).

Par conséquent, l'influence du discours et la persuasion provoquée chez les jardinières du jardin de Chiclayo provoquent l'obéissance presque automatique aux devoirs et tâches du jardin pour le maintien de leurs activités. Ces nouvelles activités proposées et acceptées par les jardinières intensifient leur charge de travail et les investissent de la responsabilité de faire avancer le jardin. Et c'est le discours porteur de ces « revendications » qui légitime ces actions (05 avril 2021) :

- *Enrique Serrano : Est-ce que ce peu d'argent, qui a servi à tout payer, est sorti de vos poches ou est-ce la municipalité ou l'IPES ou qui ont contribué avec quelque chose ?*
- *Mme Délia : Non... la municipalité ne te donne rien ! C'est nous ! Parfois parce que nous aimons les plantes, d'autres fois c'est parce que l'IPES a donné d'une manière ou d'une autre, mais comme je le dis aux voisins, nous donnons une redevance et avec cela nous pouvons aussi financer des choses. Je leur dis 'voisin, ceci (comme argent) c'est ce qu'on utilise'. La plupart du temps, ici, nous établissons des quotas, un 'sol' (monnaie péruvienne), deux 'soles', trois 'soles' chacune. Plus d'argent je n'en ai pas. Parfois, ce que nous investissons est beaucoup plus que ce que nous gagnons... »*

Comme nous l'observons, lorsqu'un groupe de personnes (une organisation, une ONG) exerce une domination sur un autre, il dispose souvent du pouvoir et des moyens de contrôler divers

aspects de la vie du groupe dominé, y compris les activités qu'il entreprend. Cela peut se traduire par l'imposition d'activités économiques, culturelles, politiques, ou sociales. En ce sens, les jardinières peuvent se trouver contraintes d'adopter les activités imposées par les promoteurs du jardin Chiclayo en raison de la pression notamment sociale. Elles peuvent également adapter leurs activités pour survivre ou pour minimiser les conséquences négatives de la domination existante. Le degré d'implication des jardinières dans les activités imposées peut également être lié à leur perception de l'identité et de l'autonomie : certaines peuvent résister activement pour préserver leur identité culturelle et leur autonomie, tandis que d'autres peuvent choisir d'assimiler les activités imposées pour des raisons pragmatiques ou de survie.

Finalement, la relation entre la domination d'un groupe de personnes sur un autre et le niveau d'implication du groupe dominé dans les activités imposées se trouvent influencés par un ensemble complexe de facteurs, y compris les dynamiques de pouvoir, les mécanismes de contrôle, les réactions de résistance, les réalités économiques et les enjeux identitaires. Cette relation peut varier considérablement en fonction du contexte historique, culturel et social spécifique.

3.6. La conscience de Mme Délia du mode de fonctionnement

Comme indiqué précédemment, nous avons d'abord constaté que le discours de Mme Délia était empreint des termes et expressions les plus connus de la rhétorique conventionnelle de l'AU. Progressivement, ce discours disparaît et laisse place à une déclaration informelle, où l'information se révèle plus authentique, plus connectée à la réalité.

Mme Délia nous montre un côté très intéressant qui ne se retrouve dans aucune de ses autres interventions, que ce soit pour la publicité pour l'IPES, CUSO ou la PAUL. Il s'avère qu'elle se montre très consciente de la véritable dynamique sous-jacente au jardin de Chiclayo et, surtout, des véritables intérêts de chacun. En effet, et selon ses propres mots, « *Les haricots sont cuits partout* »¹²¹, certains pour de nombreux intérêts, d'autres pour quelques-uns.

¹²¹ « *En todos lados se cuecen habas* » (les haricots sont cuits partout, en français), cette expression utilisée au Pérou et dans d'autres pays hispanophones indique que les problèmes et situations désagréables sont habituels partout.

Cette conscience de la réalité du projet et des véritables intérêts des acteurs impliqués reflète certainement le produit de plusieurs années d'expérience de Mme Délia dans ce type de projets sociaux dans le district de Villa El Salvador (elle est animatrice des Comités environnementaux de Villa El Salvador depuis 2007). Elle connaît bien les principaux acteurs du district, notamment l'IPES, l'UNACEM et certains responsables municipaux. Pour illustrer cela, il convient de citer une affirmation de Mme Délia concernant les personnes qui bénéficient le plus de ce type de projet (05 avril 2021) :

- *Enrique Serrano : Selon vous, de tous les acteurs participant à ce projet, qui en profite le plus ?*
- *Mme Délia : L'ONG. L'ONG ! Bien sûr ! L'ONG, comme on dit, elle se fait de la pub' avec notre taf ! C'est la vérité !*
- *Enrique Serrano : Et le financement va directement à eux ?*
- *Mme Délia : Bien sûr ! C'est pourquoi... j'ai déjà appris cela, j'en suis consciente, mais je suis aussi consciente qu'avec de l'organisation, nous pouvons continuer à marcher. Même s'il est vrai que l'IPES nous aide, il nous soutient maintenant, s'il nous soutient, car il a aussi un bénéfice économique. Ils assurent leur emploi, Ok, très bien, c'est juste. Mais nous savons aussi que cela a un temps limité. Un an, deux ans, trois ans, maximum. Maintenant, en période de pandémie, ce sera 3 ans. Je pense que c'est ça. Parce que l'année dernière, ils avaient dit que cela resterait jusqu'en octobre 2021... novembre, décembre, date à laquelle ils allaient finir.*
- *Enrique Serrano : Et à votre avis quel est l'intérêt de l'UNACEM dans tout cela ? Pourquoi faire un don comme ça ?*
- *Mme Délia : L'UNACEM, c'est pour faire de la publicité à son office de responsabilité sociale (RSE). Bien sûr ! C'est l'office de RSE qui le soutient car ils se font la pub' aussi : « J'ai donné au groupe 21 de Villa El Salvador ceci, prends une photo ! » ils disent.*

Cette partie de sa déclaration témoigne de la prise de conscience de Mme Délia, du rôle de l'IPES et de l'UNACEM dans le projet du jardin de Chiclayo. Dans le même temps, nous sommes interpellés par le fait que, même si nous savons que la plupart des bénéficiaires ne sont pas les jardinières mais les ONG, elle se montre très impliquée dans le projet. Nous ignorons si elle reçoit une incitation ou un paiement. Selon elle, tout cela se fait volontairement. Même si

elle mentionne également que pour elle, le plus important est d'établir un important réseau de contacts envers lequel, elle peut se tourner en cas de besoin.

Toujours sur le rôle et la présence des ONG dans les projets sociaux à Villa El Salvador, Mme Délia continue d'afficher sa conscience absolue du fonctionnement de ces organisations et de ce qu'elles font pour récolter des fonds : « *comme toujours, il y a des ONG composées de 2 ou 3 professionnels, et elles veulent toujours chercher des organisations pour exploiter leur travail, et pour en bénéficier et pour présenter un projet qui... j'ai déjà tout compris !* » (Mme Délia). Elle affirme être consciente que les ONG demandent toujours des photos pour pouvoir les faire connaître ou justifier leurs activités devant leurs financeurs :

« Elles (les ONG) disent 'envoyez la photo de vos plants !', 'envoyez des photos de ce que vous faites !', je pense 'Ouais, ouais... conn...', Je connais déjà ces choses-là parce que (...) ils doivent justifier leur budget, ce qu'ils dépensent : ils nous envoient des outils, des brouettes, ils nous envoient des choses. Je leur dis 'pourquoi vous nous donnez cela ?', 'En récompense de leur travail', 'Mais ce n'est pas un prix pour moi !' je leur dis, 'pourquoi ne me donnez-vous pas un ordinateur ?!' » (Mme Délia, 05 avril 2021)

Outre Mme Délia, le niveau de conscience du fonctionnement des projets est présent chez les enfants des jardinières, qui, selon elle, sont nombreux à être des professionnels et se rendent compte que cela sert le profit des autres (05 avril 2021) :

- *Mme Délia : Nos enfants aussi le savent et ils nous le disent... parce qu'ils sont des professionnels, ils savent aussi bien...*
- *Enrique Serrano : Que disent-ils ?*
- *Mme Délia : Que nous ne devons pas nous laisser utiliser, quoi.*

Ces déclarations témoignent de l'existence d'intérêts différents dans un même projet, et de la prévalence de ceux qui appartiennent aux groupes dotés de ressources plus élevées, qu'elles soient culturelles, financières ou académiques. Ainsi, l'ONG IPES obtient un financement pour une certaine durée, les jardinières participent au jardin (sous la pression répétée de Mme Délia), trouvant un bien-être en se distrayant de la routine du foyer, et Mme Délia cherche à élargir son réseau de contacts pour réaliser des activités en faveur de la communauté.

Le niveau de conscience de Mme Délia sur les relations de pouvoir existantes au sein du projet SED, et sur la manière dont celles-ci influencent la réalisation des objectifs propres de chaque acteur, n'intimident pas les actions de Mme Délia. En réalité, Mme Délia ne se soucie pas beaucoup de savoir qui reçoit les revenus des activités du jardin. Elle avoue avoir répondu aux ONG : « *Prends en photo ce que tu veux ! Nous avons déjà ce que nous voulons. (...) on est fous, mais bon, on le fait pour que notre quartier puisse s'améliorer* » (Mme Délia, 05 avril 2021).

3.7. Le changement de discours de Mme Délia

Nous avons déjà relevé la transformation du discours de Mme Délia en indiquant que celui-ci a évolué d'un discours fortement influencé par la rhétorique conventionnelle à une déclaration informelle exposant les authentiques incidents survenus dans le jardin. Dans un premier temps, elle mentionne les promoteurs du jardin, comme l'IPES, ou les financeurs à l'instar de l'UNACEM, ou encore d'acteurs importants dans les activités du jardin. Elle précise alors, que grâce à eux, les jardinières peuvent réaliser leurs activités sans problème. Cependant, dans ses déclarations, elle nous livre également ce qui se passe réellement et quels sont les véritables intérêts et difficultés de chacun. La section précédente a permis de mettre en lumière le niveau de conscience de Mme Délia concernant le travail des ONG, en particulier de l'IPES. Selon Mme Délia, celle-ci prend beaucoup de temps avant de consacrer une dépense au profit du jardin, conduisant finalement les jardinières à financer presque tout (semences, matériels, eau, entretien...).

Un autre exemple de ce changement de discours se présente lorsque Mme Délia réfère à la Municipalité. Le jardin de Chiclayo dispose d'une vidéo officielle accessible à tout public depuis le réseau social Facebook. Dans cette vidéo, Mme Délia déclare :

« Je suis la présidente de REDCAVES : Association de réseaux de comités environnementaux de Villa El Salvador, et qui fait partie du jardin Chiclayo. Nous sommes actuellement 17 familles. Avec IPES, la PAUL, avec l'entreprise privée, avec la municipalité, des efforts ont été unis, ce qui nous a permis d'utiliser ces espaces pour pouvoir créer un jardin écologique comme celui dans lequel nous nous trouvons actuellement ». (Mme Délia, 05 avril 2021)

Elle mentionne clairement la municipalité de Villa El Salvador comme l'un des promoteurs et gestionnaires du jardin de Chiclayo. Le premier contact que nous avons eu avec Mme Délia confirme cela (05 avril 2021) :

- *Mme Délia : (la REDCAVES) Nous sommes membres fondateurs (du jardin Chiclayo) avec d'autres institutions...*
- *Enrique Serrano : Avec l'aide de la municipalité aussi ?*
- *Mme Délia : Oui, la Municipalité préside. [Elle] Préside cet espace, un espace de concertation, de propositions concernant le soin de l'environnement.*

Cependant, ce discours n'a pas duré longtemps, et à mesure que la confiance s'est établie et les plaisanteries et les rires plus courants, Mme Délia nous surprend avec des qualificatifs à l'endroit de la Municipalité antagonistes à ceux employés dans son discours. Tant sur les réseaux sociaux qu'au début de notre rencontre, la Municipalité de Villa El Salvador apparaît comme un interlocuteur important du jardin. Désormais, elle le présente comme un acteur qui n'apporte rien et génère un mal-être chez Mme Délia. À titre d'exemple, quand nous évoquons la Municipalité sachant que son discours était déjà devenu une déclaration, Mme Délia adopte la réaction suivante :

- *Enrique Serrano : Alors (le jardin) est une initiative de quartier ? La municipalité n'était pas là depuis le début ?*
- *Mme Délia : Noooooon... la municipalité vient profiter du travail des voisins ! (05 avril 2021)*

« Ils [les représentants de la municipalité] viennent prendre des photos, amènent des invités, regardent tout ce qui se passe au jardin et tout, et se font de la publicité... oui, ils l'ont souvent fait comme ça » (Mme Délia, 05 avril 2021)

« (Je dis à la Municipalité) 'en plus que je crée mon espace vert ! parce que tu ne le fais pas, tu ne plantes pas un arbre, tu ne l'arroses pas pour moi, tu ne le plantes pas pour moi ou quoi que ce soit, et pourtant je te paie pour faire un travail qui n'existe pas. N'existe pas ! » (Mme Délia, 05 avril 2021)

« Nous avons remporté le budget deux ans de suite pour l'amélioration des parcs et des espaces verts. Et pourtant, les malheureuses canailles de la municipalité, du maire, n'avaient pas envie de l'exécuter » (Mme Délia, 05 avril 2021)

À ce stade, il semble pertinent de s'interroger sur l'impact du discours dominant dans ce type de projet sur les habitants de la communauté, sur les jardinières et sur les fonctionnaires de la municipalité, qui constituent les trois groupes qui reçoivent le discours de l'AU et de l'agroécologie.

Le jardin de Chiclayo a été conçu, pensé et structuré sans la participation des jardinières, ni de la municipalité, cette dernière ayant uniquement accordé l'autorisation d'exercer une activité dans un parc public abandonné.

Il importe de souligner que le discours transmis aux fonctionnaires de la municipalité s'accompagne d'une activité de plus en plus utilisée et développée dans les projets sociaux à soutien international ou privé : l'incidence politique. La raison principale semble donc consister dans le soutien financier en provenance du budget municipal, dans le but de soutenir les jardins et de ne pas dépendre de financements extérieurs. C'est pourquoi, enfin, il apparaît judicieux d'analyser ces changements de discours car les impacts sur les interlocuteurs peuvent générer des conséquences indésirables pour beaucoup, mais souhaitées par une minorité, et pas forcément ceux qui en ont le plus besoin.

3.8.L'UNALM, le légitimateur de l'activité

Nous avons déjà discuté du rôle légitimateur de l'UNALM dans les activités de l'AU à Lima lorsque nous avons analysé le jardin de Valladolid du projet « Huertos en linea ». Cependant, au sein du jardin de Chiclayo, nous pouvons pleinement apprécier l'emplacement réel de l'université et son rôle dans sa dynamique.

Selon tous les membres fondateurs de la PAUL, l'UNALM fait partie du « noyau promoteur » ou « noyau directeur » de la PAUL, et est celui qui garantit le succès du jardin au niveau technico-agronomique. Pour rappel, l'intervention de l'UNALM s'effectue à travers la professeure Saray Siura, à la Faculté d'Agronomie, plus précisément dans le domaine de

l'Horticulture, qui a pris contact avec l'IPES. Le professeur Siura elle-même nous a expliqué comment s'est déroulée cette approche :

« Nous avons fait une « lettre d'intention »¹²² avec l'IPES et j'ai pris contact avec eux car ils nous ont invités à donner une conférence. Nous sommes allés donner la conférence et c'est là que j'ai pris contact avec l'IPES. (...) et nous nous sommes beaucoup impliqués dans le travail de recherche et de formation, avec l'IPES, et dans le cadre de l'accord, nous avons soutenu diverses choses... par exemple, nous avons soutenu les célébrations de la semaine de l'AU, l'UNALM y a participé institutionnellement, nous avons été parties de ce réseau ». (Mme Siura, 05 avril 2021)

Une des remarques du professeur Siura a suscité notre intérêt, car elle exprimait son appartenance au groupe de chercheurs de l'IPES : *« Je faisais partie de l'équipe de recherche de l'IPES »*. Ceci montre le niveau d'influence de l'IPES auprès des acteurs liés à l'AU et l'implication du nom de l'UNALM comme légitimateur ou en tant qu'aval d'une activité créée et développée par des organismes externes.

En référence au projet ALDA de CUSO (projet où s'est créée la PAUL), la professeure Siura nous confie : *« ce qui se passe, c'est que nous avons donné une espèce d'aval pour que l'université soit officiellement [présente]... et c'est très bien »* (05 avril 2021)

L'implication de l'UNALM influe de façon significative dans le projet ALDA de CUSO/PAUL et, indirectement, du projet SED. Le coopérateur de CUSO, en charge de la certification agroécologique du jardin Chiclayo, nous explique la contribution de l'UNALM dans les activités de la PAUL :

« Le 'Réseau d'agriculture écologique du Pérou' (RAE) allait collaborer à la structure du système de certification, l'UNALM allait collaborer avec les aspects techniques et les aspects pratiques de la production agroécologique, l'IPES allait collaborer avec les aspects sociaux et de genre, et le MOCICC allait travailler sur la diffusion de l'information » (Juan Tubino, Coopérant de CUSO, 2à avril 2021)

¹²² Une « lettre d'intention », selon la professeure Saray Siura, est un document qui permet de conclure des accords entre l'UNALM et des organisations (privées et non gouvernementales) de manière plus rapide.

Il confirme aussi la participation active de l'UNALM en envoyant des étudiants collaborer à la formation des nouvelles jardinières des jardins, dont celui de Chiclayo, et même avec la possibilité d'obtenir des crédits à l'université pour leur collaboration :

« Les 'évaluateurs' (qui étaient ceux qui disaient si une association pouvait ou pas avoir le label agroécologique) c'étaient des volontaires de tout type, il n'y avait pas de critères pour leur permettre d'entrer, c'était de postuler et de recevoir une formation (...) tous les volontaires étaient formés. Il y avait beaucoup de l'UNALM. Le projet l'exigeait également : l'une de ses composantes était la participation de bénévoles. Et je pense qu'il y avait un accord entre l'UNALM et le projet, selon lequel l'UNALM accordait des crédits scolaires aux étudiants qui participaient au programme de volontariat du projet ». (Anaïs Sena, Coopérant de CUSO, 10 avril 2021).

À cet égard, et confirmant cela, la deuxième coopérante de CUSO en charge de l'approche genre du projet ALDA et du jardin Chiclayo, nous a fait part de la difficulté des voisins du jardin Chiclayo à comprendre ce que disaient les étudiants de l'UNALM :

« Il faut tenir compte de la caractérisation de la population avec laquelle l'on travaille. Il faut arriver à être le plus clair possible, avec des mots que tout le monde peut comprendre, ne pas utiliser un langage très technique car ils se perdent. Et je pense que c'est arrivé souvent. Cela arrivait souvent avec les ingénieurs de l'UNALM ; parfois ils parlaient de choses qui sont fondamentales pour eux (ceux de la faculté d'ingénierie agricole), mais pas pour les gens des communautés, c'est un langage très technique ». (Anaïs Sena, Coopérant de CUSO, 10 avril 2021)

En ce sens, et avec l'approche critique due et soutenue au début de cette recherche, la participation de l'UNALM à ce type de projet peut générer certaines critiques, en raison des enjeux liés à l'indépendance, à l'éthique, à la transparence et aux conflits d'intérêts. Les intérêts personnels ou financiers peuvent influencer sur la façon de réaliser la recherche ou l'intervention, compromettre l'indépendance de la recherche et des avis académiques, voire l'intégrité scientifique et la validité des résultats. Cela peut conduire à l'émergence de pressions pour produire des résultats qui favorisent les intérêts commerciaux des acteurs impliqués et aussi orienter l'agenda de recherche de l'Académie vers des domaines en adéquation avec les intérêts commerciaux plutôt que vers des domaines d'importance publique.

Enfin, il convient de noter que la participation de l'Académie dans des projets de développement privés ne se révèle pas nécessairement problématique en soi. Toutefois, il apparaît crucial de maintenir des normes élevées en matière d'éthique, de transparence, d'indépendance et d'intégrité pour éviter les écueils potentiels et garantir que la recherche et les actions restent orientées vers le bien public.

SYNTHESE ET ANALYSE COMPARATIVE DES 3 PROJETS

Analyse croisée des trois projets

Au cœur des quartiers populaires de Lima, trois jardins urbains issus des projets privés se dressent en tant que témoins silencieux des dynamiques complexes qui animent nos espaces urbains contemporains. Ces oasis de verdure, conçus pour offrir un refuge au sein de la métropole grouillante, semblent incarner une promesse de bien-être communautaire et de durabilité environnementale. Cependant, derrière cette façade d'opulence végétale, se cachent des réalités subtiles et souvent insoupçonnées. Chacun des trois projets d'AU étudiés présente des caractéristiques uniques qui reflètent une variété de relations avec différents contextes et acteurs. Ces caractéristiques, souvent négligées par la plupart des parties prenantes et organisations impliquées dans la promotion de ces projets, méritent une attention particulière. En analysant ces spécificités, il devient possible de mieux comprendre les dynamiques sous-jacentes et les implications diverses de chaque projet.

Dans cette synthèse, nous avons examiné en détail les similitudes et les différences qui émergent de notre analyse des trois projets d'AU choisis. L'analyse minutieuse de ces trois projets, tout en révélant des similitudes frappantes, met également en lumière des différences significatives. Ces différences ne sont pas seulement des éléments de diversité, mais aussi des sources d'observations précieuses qui remettent en question les schémas conventionnels de compréhension des dynamiques dans les espaces verts urbains de Lima.

Nous cherchons aussi scruter au plus près ces espaces de rencontre, d'exploration et de convivialité, en se penchant sur la question cruciale de la domination qui s'y manifeste. Une domination, non pas en termes de pouvoir coercitif, mais plutôt en termes de contrôle et d'influence exercés par les promoteurs de ces jardins sur la population précaire qui y participe.

À travers cette exploration, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension des rapports de pouvoir et des enjeux qui sous-tendent ces jardins urbains, en offrant des perspectives novatrices et approfondies sur la manière dont la domination peut s'exercer de manière subtile et néanmoins significative dans nos environnements urbains. En dévoilant ces nuances, nous aspirons donc à ouvrir la voie à des discussions plus profondes sur l'aménagement futur de ces espaces verts, la manière dont ils peuvent véritablement servir les

intérêts, la participation des collectivités locales dans les projets, le destin du faible budget municipal et les besoins des communautés qui les fréquentent.

Le tableau comparatif (Tableau 2) vise à offrir une perspective globale des défis et des spécificités inhérentes à chaque projet, permettant ainsi de mieux comprendre les nuances de leur impact sur la communauté et les interactions avec les acteurs locaux.

	Projet « Huertos en Linea » Jardin Valladolid	Projet « Praderas de vida » Jardin Salzburg	Projet « Sembrando en el desierto » Jardin Chiclayo
Type de projet	Projet privé	Projet privé	Projet privé
Bailleur de fonds	ISA REP (Entreprise privée)	ISA REP (Entreprise privée)	SAHEE (Fondation internationale) et CUSO (organisation internationale)
Gestionnaire/Animateur/Promoteur du projet	IPES	MISHA RASTRERA	IPES
Association qui représente les jardiniers dans le projet	Association « Réseau d'agriculteurs urbains Huertos en Linea »	Association « Praderas de Vida »	Association « Réseau des comités environnementaux de Villa El Salvador – REDAVES »
Objectif principal du jardin	Production de légumes pour l'autoconsommation	Production des plantes médicinales pour la vente	Production de légumes pour l'autoconsommation
Existence d'une demande préalable des produits	Non	Oui	Non
Début du projet	2005	2019	2018

Fin du projet	À présent	2019	2021
Situation actuelle du jardin	En fonctionnement	En fonctionnement	En fonctionnement
Type de plantes au jardin	Légumes et quelques arbres fruitières	Plantes médicinales	Légumes
Niveau d'éducation jardiniers (information basée sur les entretiens effectués et les chiffres officiels de l'INEI, 2019)	Sans formation en général ; quelques cas de formation primaire	Sans formation en général ; quelques cas de formation primaire	Sans formation en général ; quelques cas de formation primaire
Niveau éducative des gestionnaires du projet (information basée sur les entretiens effectués)	Formation universitaire, formation post universitaire	Formation universitaire, formation post universitaire	Formation universitaire, formation post universitaire
Strate socioéconomique du quartier (INEI, 2019)	Strate Moyenne - Basse	Strate Moyenne - Basse	Strate Moyenne - Basse
Propriétaire du terrain où s'est établi le jardin	ISA REP	ISA REP	Municipalité de Villa El Salvador
Participation de la Municipalité	Oui	Non	Non
Problèmes d'accès à l'eau	Non	Oui	Non
Participation d'un(e) leader communautaire	Oui (Mme Gregoria)	Oui (Mme Betty)	Oui (Mme Delia)
Problèmes avec la population du quartier	Non reportés	Oui	Oui
Présence de l'UNALM	Oui	Non	Oui
Présence de la PAUL	Oui	Non	Oui
Agriculture agroécologique	Oui	Oui	Oui

Niveau de responsabilité/implication	Moyen	Très haut	Haut
Principal motif de la participation des jardinières	Loisir	Loisir - revenus	Loisir

Tableau 2: Principales caractéristiques des trois projets d'AU sélectionnés

1. Similitudes et convergences

Comme nous l'avons mentionné, les trois projets de l'UA sélectionnés dans cette thèse sont trois cas des plus significatifs et représentatifs de Lima. L'objectif général des 3 projets est de lutter contre la pauvreté (soit à travers l'autoconsommation ou à travers la vente des produits), même si les objectifs spécifiques diffèrent sur certains aspects. Les trois projets sont développés dans des quartiers marginaux présentant des caractéristiques très similaires, non seulement sur les aspects sociaux, démographiques et économiques, mais également sur les aspects environnementaux et géographiques.

Les espaces où les trois jardins ont été réalisés à la suite de chaque projet étaient initialement des terrains où les déchets s'accumulaient et où se cachaient des délinquants pour commettre leurs méfaits ou consommer des substances interdites. Les organismes privés (entreprise privée ou ONG) apparaissent comme les principaux créateurs, financiers et bénéficiaires de ces jardins.

- L'appel à une leader communautaire

Dans les trois projets d'AU, nous observons une tendance récurrente où les organisations initiatrices des projets font appel à des leaders communautaires pour mobiliser les femmes au sein de leurs communautés. Ces leaders, principalement des femmes, jouent un rôle crucial dans la promotion et l'engagement des femmes au sein des projets, illustrant ainsi l'importance du leadership local dans la mise en œuvre des initiatives d'AU.

Dans le cadre du projet « Huertos en Linea », l'entreprise initiatrice ISA REP s'est tournée vers l'IPES (ONG), et plus particulièrement vers Noemi Soto (directrice de l'IPES), pour présenter le projet à la communauté. Noemi, connaissant déjà une leader communautaire, Gregoria, a

sollicité son aide pour démarrer le projet. Gregoria a alors mobilisé les habitantes du quartier pour participer au projet, devenant par la suite employée d'ISA REP en tant que « promotrice de jardins urbains ». Cette stratégie de mobilisation des femmes par le biais d'une leader communautaire démontre l'efficacité de ce modèle dans l'engagement des participantes féminines au sein du projet.

Dans le projet « Praderas de Vida », c'est Paloma Duarte, fondatrice de l'entreprise associée au projet Misha Rastrera, qui a initialement contacté un leader communautaire, informé de son existence par Gregoria, la responsable du jardin Valladolid. Tout comme dans le projet Huertos en Linea, les dirigeants communautaires masculins n'ont pas montré d'intérêt à participer. De plus, l'idée initiale de la fondatrice de Misha était que seules les femmes devaient être impliquées dans les activités de jardinage, renforçant ainsi le rôle central des femmes dans ce projet.

Dans le projet « SED », le recours à des leaders communautaires féminins pour mobiliser les participantes féminines est également observé. Noemi Soto, une figure clé de l'IPES, a une fois de plus joué un rôle central en contactant la leader du quartier pour présenter le projet. Cette dernière a ensuite sollicité les voisins du quartier, en mettant en avant son éloquence et son sens du contact avec les femmes du foyer pour encourager leur participation. Cette stratégie révèle l'importance du leadership féminin dans l'engagement des femmes dans les projets d'AU, reflétant ainsi l'influence du discours féministe dans la promotion de l'AU.

- Création d'une organisation représentant les jardinières

La création d'une figure représentative des jardiniers sous forme d'une organisation ou d'une association a conféré une légitimité accrue aux porteurs de projets, notamment en renforçant leur légitimité sociale et institutionnelle au sein de la communauté locale. Cette organisation leur a permis de bénéficier d'une reconnaissance formelle de leur rôle et de leurs actions, tout en leur fournissant une plateforme pour défendre leurs intérêts et leurs besoins auprès des autorités locales et des autres acteurs impliqués dans le projet. Cette légitimité, découlant de la représentation organisée des jardiniers et de leur engagement actif dans la gestion des projets, renforce la crédibilité des initiatives auprès des organismes de financement et du public en général. Travailler avec une entité organisée et représentative est perçu comme plus

professionnel et rassurant pour les parties prenantes externes, ce qui peut faciliter l'obtention de financements et accroître l'adhésion du public aux projets.

- La récréation et le loisir comme principale motivation des femmes

Bien que la principale motivation des jardiniers dans la réalisation des activités agricoles dans les jardins se réfère davantage à un thème de distraction, de loisir ou de récréation, dans les trois jardins, nous remarquons une influence notable de la part des animateurs des projets (IPES, Misha, PAUL) sur les jardinières, les incitant fortement à vendre les produits issus du jardin. A ce stade, il convient de noter qu'un seul des trois projets précise clairement que l'objectif est la vente : le jardin Salzbourg du projet « Praderas de Vida ». Cependant, même dans ce projet avec un objectif clairement économique, les participantes ont évoqué la distraction et la détente comme principale raison de leur participation.

- Les différences de capital culturel et économique entre les promoteurs et encadrants du projet et les jardinières.

Des différences et des inégalités de capital culturel entre les acteurs (Bailleurs de fonds, ONG encadrants, leaders communautaires et associations des jardinières) se reflète également dans les trois projets. Les promoteurs sont des professionnels expérimentés dans le domaine du développement durable ou l'agroécologie qui ont une expertise variée mais pas nécessairement spécifique en AU, tandis que les jardiniers sont des personnes sans formation professionnelle, beaucoup d'entre eux n'ont pas pu faire leurs études. Ainsi, le poids du discours des promoteurs est soutenu par le bagage culturel qu'ils possèdent.

- Les difficultés rencontrées dans l'application des principes de l'agroécologie

La complexité de travailler dans le cadre de l'agroécologie est une préoccupation majeure exprimée par les jardiniers des trois projets d'AU à Lima. Confrontés à des défis tels que le maintien de pratiques de culture biologique, les jardinières ressentent le poids de la gestion des plantes de manière respectueuse de l'environnement tout en garantissant leur croissance et leur santé. Cette approche exigeante nécessite une compréhension approfondie des écosystèmes locaux et des interactions entre les différents organismes vivants, ce qui peut être difficile à maîtriser pour les jardiniers sans formation spécialisée. De plus, la vente des produits issus de

ces pratiques agroécologiques représente un autre défi majeur. Bien que les produits puissent bénéficier d'une plus grande valeur ajoutée en raison de leur culture biologique, leur prix de vente plus élevé par rapport aux produits conventionnels sur le marché constitue un obstacle significatif. Cette disparité de prix rend difficile la compétitivité des produits agroécologiques sur le marché local, où les consommateurs sont souvent attirés par des options moins chères disponibles dans les supermarchés ou les marchés traditionnels.

Malgré les avantages environnementaux et sanitaires de l'agroécologie, les jardinières des trois projets sont confrontées à des défis majeurs dans la mise en œuvre et la commercialisation de ces pratiques. L'engagement envers des méthodes de culture biologique nécessite un investissement en temps et en efforts considérable, tandis que la commercialisation des produits agroécologiques à un prix compétitif demeure une tâche ardue. Les jardinières expriment leur frustration face à cette situation, se sentant parfois découragées par le manque de soutien financier et technique pour surmonter ces obstacles. Pourtant, malgré ces difficultés, elles restent engagées dans leur démarche agroécologique, conscients des bénéfices à long terme pour l'environnement et la santé humaine, mais également conscients des défis que cela implique.

Enfin, bien que les projets profitent principalement à un groupe d'acteurs (ISA REP promouvant la RSE à travers de la sous-direction de Développement et Communication, ou l'IPES avec plus de possibilité de proposer ses services¹²³), les jardiniers, qui sont chargés de faire vivre le jardin, ne perçoivent aucune sorte de rémunération pour leur travail. Leurs revenus dépendent entièrement de ce qu'ils peuvent vendre. S'ils ne vendent rien, ils n'obtiendront aucun revenu financier.

Malgré les difficultés, les trois jardins restent opérationnels à présent.

2. Différences

Malgré plusieurs similitudes, les 3 projets sélectionnés présentent certaines différences qui modifient les transactions ou accords qui sont présentés au sein de chacun d'eux. Nous

¹²³ Il est important de reconnaître que ce dispositif sert clairement les intérêts des firmes, en améliorant leur image de marque et en renforçant leur positionnement sur le marché.

analysons ces différences par thème, car bien souvent un projet diffère des deux autres selon le thème d'observation.

- Rapport au marché

Dans les trois projets analysés, nous avons observé une variété de rapports au marché. Ces rapports reflètent des approches distinctes en matière de commercialisation des produits cultivés par les jardinières participantes. Alors que certains projets mettent l'accent sur la vente directe des produits pour répondre aux besoins locaux, d'autres visent des marchés spécifiques avec des produits spécialisés. Cette diversité illustre les défis et les opportunités rencontrés dans l'établissement de liens économiques durables dans le contexte complexe de l'AU à Lima.

Ainsi, dans le projet « Huertos en Linea », l'évolution du rapport au marché est caractérisée par une transition de l'autoconsommation vers une approche économique axée sur la lutte contre la pauvreté. Initialement destiné à fournir une source de nourriture pour les populations défavorisées, le projet a progressivement incorporé une dimension économique en encourageant les jardiniers à vendre leurs produits. Cependant, les difficultés rencontrées par les jardiniers, telles que des conditions de culture défavorables et un manque de soutien technique, ont entravé leurs capacités à produire des légumes de qualité commerciale. Malgré les incitations à adopter des pratiques de culture biologique pour augmenter la valeur marchande des produits, la concurrence des marchés paysans locaux, offrant des produits plus abondants et moins chers, a limité la viabilité économique de la vente des légumes cultivés dans le cadre du projet.

Dans les projets « Praderas de Vida », le rapport au marché est centré sur la vente de plantes médicinales cultivées par les jardinières. Contrairement au projet précédent, la commercialisation des produits n'est pas dirigée vers une consommation directe mais vise plutôt un marché spécifique de plantes médicinales. Toutefois, malgré l'intention initiale de permettre aux jardinières de vendre directement leurs produits, les contraintes organisationnelles et la dépendance vis-à-vis de l'entreprise Misha Rastrera ont limité leur autonomie économique. Les efforts de commercialisation, notamment à travers les foires, ont été entravés par leur faible fréquence, et la réduction du nombre de jardinières compromet davantage leur capacité à générer des revenus durables.

Dans le projet « SED », le rapport au marché est influencé par l'exigence d'une certification agroécologique imposée par la participation de CUSO International (et aussi par la Plateforme d'Agriculture Urbaine de Lima – PAUL, qui a été créée suite à un projet de CUSO). Bien que l'objectif initial de l'autoconsommation persiste, la nécessité d'obtenir cette certification pour accéder au marché a introduit des contraintes significatives pour les jardinières. Les exigences financières et techniques associées à cette certification, conçues pour des exploitations de plus grande échelle, sont inadaptées à la petite taille des jardins urbains. Par conséquent, les jardinières sont contraintes de vendre leurs produits de manière informelle lors de foires locales ou à des voisins, plutôt que de pouvoir accéder à des canaux de vente formels à plus grande échelle, illustrant ainsi les défis rencontrés dans l'établissement de liens économiques durables dans ce contexte.

- Origine des fonds

Pour le projet « Huertos en Linea », les fonds initiaux provenaient de l'entreprise ISA REP, propriétaire du terrain où le projet était implanté. Par la suite, la Municipalité de Villa Maria del Triunfo a également contribué au projet suite à un décret municipal, bien que cette contribution ne soit pas financière mais se manifeste plutôt sous forme d'engrais, de graines et d'eau pour l'arrosage du jardin.

Dans le cadre du projet « Praderas de Vida », les fonds ont été exclusivement fournis par l'entreprise ISA REP. Ces fonds étaient assortis d'une limite de trois ans, avec l'objectif implicite que le projet devienne autosuffisant dans ce délai. Cette approche témoigne de la volonté de l'entreprise de ne plus investir dans le projet « Praderas de Vida » tout en encourageant sa viabilité à long terme.

En ce qui concerne le projet « SED », les fonds proviennent principalement de la Fondation Sahee, qui finance 90% du projet, en partenariat avec CUSO International, qui contribue pour 10%. Cette collaboration entre la Fondation Sahee, CUSO International et l'ONG « IPES » souligne l'engagement des organisations internationales soutien financier à travers l'intervention d'un « acteur local », dans l'occurrence l'IPES.

- Présence des organisations animatrices ou encadrantes chargées des projets

Dans le projet « Praderas de Vida », Misha Rastrera apparaît comme la seule organisation (en l'occurrence privée) à animer ou à gérer le projet ; les jardinières coordonnent tout leur travail directement avec Paloma, fondatrice de Misha. Au contraire, dans les projets « Huertos en Linea » et SED on observe la présence de deux ou plusieurs organisations chargées de la mise en marche de chaque projet. Dans ces deux projets, les jardiniers se conforment à ce qui est exigé par ces organisations, toujours à travers la leader communautaire. On peut observer la présence de diverses organisations encadrantes telles que l'IPES (Jardin Valladolid), l'UNALM (Jardin Valladolid et Jardin Chiclayo), et toutes les organisations (entreprises privées, ONG's et l'UNALM) membres de PAUL (entreprises privées, ONG's et l'UNALM).

- L'objectif principal des activités du jardin

Le projet « Praderas de Vida » se distingue des autres par son objectif principal clairement défini : la vente des plantes médicinales cultivées dans le jardin. En revanche, pour les projets « Huertos en Linea » et « SED », bien que la vente potentielle des produits cultivés dans les jardins de Valladolid et Chiclayo soit mentionnée parmi les objectifs officiels, les jardiniers eux-mêmes ont confirmé que leur objectif principal est l'autoconsommation, même si cela n'est pas toujours réalisé. De plus, les promoteurs de ces deux projets encouragent de plus en plus les jardiniers à vendre leurs produits. Cependant, il y a bien d'autres objectifs avec diverses configurations selon les acteurs des jardins :

Le projet « Huertos en Linea » poursuit plusieurs objectifs diversifiés. Pour ISA REP, l'entreprise à l'origine du projet, l'objectif principal est de prévenir les envahissements sur ses terrains situés sous les lignes de transmission, tout en renforçant son engagement envers la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et en promouvant ses initiatives sociales. De même, pour l'IPES, le but est de fournir des services de consultation en matière de développement communautaire. Quant à Gregoria, la leader communautaire impliquée dans le projet, son objectif est de générer des revenus économiques grâce à son association avec ISA REP et de cultiver des relations positives avec les principaux acteurs du district. Enfin, du point de vue des jardinières participantes, leur principale motivation réside dans la recherche de distraction, de loisir et de récréation, ainsi que dans la possibilité d'échapper à la monotonie quotidienne.

Le projet « Praderas de Vida » partage des objectifs similaires avec le projet « Huertos en Linea », notamment en ce qui concerne la prévention des envahissements sur les terrains d'ISA REP et la promotion de son engagement envers la RSE. De plus, pour Misha Rastrera, l'entreprise associée au projet, l'objectif est de sécuriser un budget pour ses activités, d'être rémunérée pour ses services de vente des produits du jardin et de promouvoir sa propre marque de produits. Pour Mme Betty, leader du jardin et du quartier, les objectifs incluent le maintien de bonnes relations avec ISA REP et la recherche de détente et de distraction. Quant aux jardinières participantes, elles cherchent également la distraction, le loisir et la récréation, tout en cherchant à échapper à la routine quotidienne.

Dans le cadre du projet « SED », les objectifs varient légèrement en fonction des différentes parties prenantes. Pour la Fondation Sahee, le principal objectif est de soutenir des projets liés à l'agriculture, à l'environnement et à l'éducation au Pérou. CUSO International vise à promouvoir le certificat agroécologique de son projet « ALDA », tandis que l'IPES offre ses services de consultation et vise à obtenir des fonds pour le projet. Mme Délia, leader du jardin et actrice clé, cherche à établir de bonnes relations avec les principaux acteurs du district et à obtenir un accès aux fonctionnaires publics et aux entreprises privées. Enfin, les jardinières participantes sont motivées par la distraction, le loisir et la récréation, tout en cherchant à échapper à la routine quotidienne.

- L'inexistence d'une demande préalable de produits du jardin

Dans l'étude des trois projets d'AU analysés, un élément récurrent est l'absence de demande préalable pour les produits du jardin cultivés par les participantes. Cette situation expose les jardinières à une injonction paradoxale, où elles sont incitées à cultiver des produits sans avoir l'assurance d'une demande établie sur le marché. En conséquence, les participantes se retrouvent dans la position délicate de devoir persuader activement les acheteurs potentiels d'acheter leurs produits (en utilisant l'agroécologie comme principal argument), malgré l'incertitude quant à la demande réelle. Cette dynamique soulève des questions sur la viabilité économique des projets d'AU et met en lumière les défis auxquels sont confrontées les participantes dans la commercialisation de leurs produits.

Les projets « Huertos en Linea » et SED ont été conçus et développés sans avoir la sécurité de l'existence d'une demande pour les produits que les jardiniers allaient cultiver. L'idée était de

promouvoir des foires où les jardinières pourraient proposer leurs produits. Dans le cas du projet « Huertos en Linea », une fois par an, les jardinières avaient la possibilité de vendre leurs produits aux employés d'ISA REP. A l'inverse, le projet « Praderas de Vida » a été créé dans le but de satisfaire la demande de produits naturels que Misha Rastrera possédait et connaissait déjà. Cela semble faciliter les activités des jardinières, puisque Misha Rastrera est l'acteur qui a le premier contact avec le client ; mais en même temps, cela crée une grande dépendance à l'égard de ce que Misha peut leur demander. Il faut souligner que, comme nous l'avons mentionné dans l'analyse du jardin Salzbourg, les jardinières se rendent également aux foires pour proposer leurs produits, afin d'éviter la dépendance susmentionnée à l'égard de Misha. Cependant, ces foires s'effectuent très rarement.

- Propriété du terrain où les jardins sont établis

Dans le cas des projets « Huertos en Linea » et « Praderas de Vida », ils sont situés sur des terrains concédés par la société ISA REP. Cela signifie que jusqu'à la fin de ce contrat de concession foncière, l'ISA REP sera propriétaire de la surface de ces terrains. Le seul projet des trois analysés qui se trouve sur un terrain public est le projet SED, qui est développé sur un terrain appartenant à la municipalité de Villa El Salvador, où existait auparavant un parc.

- La présence de l'UNALM dans les activités du projet

Comme nous l'avons mentionné dans les chapitres d'analyse, la présence de l'UNALM s'avère très importante et agit comme une légitimation des activités des projets. La présence de l'université apparaît dans les projets « Huertos en Linea » et SED, puisque l'UNALM fait partie de la PAUL, qui est à la fois animatrice de ces deux projets. Par contre, la présence « officielle » de l'UNALM n'apparaît pas dans le projet « Praderas de Vida ». Cependant, il faut mentionner que la fondatrice de Misha Rastrera et les fondateurs de La Muyita (entreprise qui a participé dans la création physique du jardin) sont diplômés de cette université.

Le rôle de l'UNALM dans les projets d'AU suscite une certaine préoccupation. D'une part, l'UNALM est fréquemment présentée par l'IPES comme un conseiller, conférant ainsi une légitimité aux activités de cette organisation. Cette collaboration soulève des interrogations quant à la neutralité et à l'objectivité attendues d'une institution de recherche, qui devrait normalement exercer un rôle critique indépendant.

Par ailleurs, en tant que membre influent de la Plateforme d'agriculture urbaine de Lima (PAUL) et participant actif au projet ALDA (projet de CUSO International qui a provoqué la création de la PAUL), l'UNALM semble prendre position en faveur de ces initiatives. Cette implication croissante soulève des préoccupations supplémentaires quant à la perte potentielle de neutralité et d'objectivité au sein de la recherche universitaire, remettant en question le rôle traditionnellement détenu par une institution académique dans des projets de cette nature.

- Présence et participation de la Municipalité

Nous observons que l'intervention publique à travers les collectivités locales (municipalités) est un des principaux objectifs des promoteurs des projets d'AU, et le démontrent promouvant ce qu'ils réfèrent comme « incidence politique ». Le projet « Huertos en Linea » est le seul des trois projets officiellement soutenus par la Municipalité de Villa Maria del Triunfo à travers de ce qu'au Pérou appellent « décret municipale » (OM) (une « délibération ») promue et promulguée en 2007. Bien que l'OM promeuve l'AU en général, les seules organisations bénéficiaires de cette délibération sont sous le chapeau du projet « Huertos en Linea ». D'autre part, dans les projets « Praderas de Vida » et SED, la municipalité n'intervient pas, ne promeut pas et ne soutient pas ses jardins. Dans le cas du projet SED, le seul geste qu'a eu la municipalité face aux demandes répétées du REDCAVES a été de lui donner l'autorisation d'intervenir dans un parc public abandonné.

- Le problème de l'eau

Ce problème est lié au point précédent lorsque l'on fait référence à l'intervention de la Municipalité dans le projet. L'une des contributions que la municipalité apporte au projet « Huertos en Linea » est l'approvisionnement en eau pour l'irrigation de ses plantes. En plus de disposer d'un point d'eau, la Municipalité envoie des camions citernes pour fournir d'eau les réservoirs des jardins. Dans le même sens, le jardin Chiclayo du projet SED a également accès à l'eau, puisqu'il est implanté dans ce qui était un parc municipal, où se trouvait déjà un point d'eau qui permettrait d'arroser les plantes. Toutefois, le jardin de Salzbourg du projet « Praderas de Vida » n'a pas d'accès direct à l'eau, puisque ce jardin ne compte pas avec un point d'eau. Elles font donc divers efforts pour l'obtenir, comme se lever tôt le matin pour recevoir ou payer

cher un peu d'eau, ou consacrer un peu de l'eau du domicile de chacune des jardinières pour arroser le jardin.

Il est important de reconnaître que l'accès à l'eau est un élément essentiel pour le succès et la durabilité des projets. L'intervention de la municipalité dans l'approvisionnement en eau pour certains jardins, comme « Huertos en Linea » et le jardin Chiclayo du projet SED, met en lumière le rôle crucial des acteurs institutionnels dans la fourniture des ressources nécessaires pour le fonctionnement de ces initiatives. Cependant, l'absence d'un accès direct à l'eau pour le jardin de Salzburg du projet « Praderas de Vida » expose les inégalités structurelles et les défis rencontrés par les populations précaires.

Les jardinières, en tant qu'acteurs au sein de ces projets, sont souvent confrontées à la responsabilité de trouver des solutions alternatives pour pallier le manque d'accès à l'eau. Cette responsabilisation peut être perçue comme une forme de domination (Martuccelli, 2004), dans la mesure où elle place la charge de la résolution du problème sur les individus les moins en mesure de le faire, plutôt que sur les institutions ou les promoteurs des projets.

De plus, les difficultés rencontrées par les jardinières pour obtenir de l'eau, telles que devoir se lever tôt le matin pour recevoir une quantité limitée ou devoir consacrer une partie de l'eau de leur domicile pour l'irrigation des jardins, illustrent les contraintes et les sacrifices imposés par les structures de pouvoir en place. La question de l'accès à l'eau dans le cadre de ces trois projets permet de mettre en lumière les relations de pouvoir et de domination qui sous-tendent ces initiatives. En tenant compte des difficultés rencontrées par les jardinières, il devient possible de déconstruire - aussi - ces dynamiques.

- Problèmes de voisinage avec la communauté entourant les jardins

Nous avons pu constater que dans deux des trois projets étudiés, il existe des relations difficiles avec les associations ou les dirigeants du quartier. C'est le cas des projets « Praderas de Vida » et SED, qui sont développés sans l'accord total des représentants des habitants du quartier ou du district.

Parmi les projets d'AU objets d'analyse, deux d'entre eux font face à des défis significatifs en termes de relations avec la communauté locale. Dans le cadre du projet « Praderas de Vida »,

la principale problématique réside dans l'accès à l'eau. Une disparité d'intérêts se manifeste entre les habitants, qui revendiquent l'eau pour leurs besoins domestiques, et les jardinières, qui nécessitent l'eau pour l'irrigation des plantes du jardin. Cette divergence souligne la complexité des enjeux liés à l'utilisation des ressources dans la zone.

De même, le projet SED rencontre des obstacles avec les dirigeants du quartier qui ne soutiennent pas pleinement le jardin Chiclayo. Ils perçoivent cette initiative comme privée, ne bénéficiant pas à l'ensemble de la population. De plus, ils considèrent le jardin davantage comme un loisir plutôt qu'une entreprise justifiant l'implication financière et budgétaire de la communauté. Ces divergences d'opinions soulèvent des questions essentielles quant à l'alignement des projets d'AU avec les besoins et les priorités perçus par la communauté locale.

En effet, cette situation met en lumière une contradiction fondamentale entre les intérêts des différents acteurs impliqués dans les projets. D'un côté, les promoteurs des projets peuvent avoir des objectifs qui mettent l'accent sur la durabilité environnementale, la sécurité alimentaire ou l'autonomisation des communautés. D'un autre côté, les habitants locaux peuvent avoir des préoccupations plus immédiates liées à la sécurité économique, à l'accès aux ressources de base et à la préservation de leur mode de vie traditionnel. Ainsi, il est essentiel de reconnaître et de concilier ces différentes perspectives pour garantir que les projets d'AU répondent véritablement aux besoins et aux aspirations des populations locales, tout en favorisant leur participation active et leur *empowerment* au sein de leurs propres communautés.

En revanche, le projet « Huertos en Linea » se distingue par l'absence de conflits notables avec les dirigeants de la communauté. Cette apparente stabilité peut être attribuée à la convergence d'acteurs clés au sein du district. L'entreprise ISA REP, en tant que propriétaire du terrain, la municipalité, fournissant l'approvisionnement en eau et parfois des intrants (grâce au décret municipale promulgué en 2007 soutenant l'AU dans le district), et la leader du quartier et du district, Mme. Gregoria, travaillent de concert. La présence et l'interaction de ces trois entités majeures contribuent à une dynamique favorisant la progression du projet sans entraves majeures.

- La responsabilisation et l'implication des jardinières dans les projets

Le niveau de responsabilité et son implication conséquente de la part des jardinières sont présentés différemment dans les trois projets. Dans le projet « Huertos en Linea », nous avons observé qu'il n'y a pas une implication aussi marquée des jardiniers dans leurs activités. Comme nous l'a dit M. Christian, président de la RAU-HEL » et représentant des jardiniers du jardin de Valladolid, les personnes qui pratiquent des activités dans le jardin le font pour des raisons de loisir, de récréation ou de distraction. Concernant le projet « Praderas de Vida », nous avons constaté une grande responsabilité et implication de la part des jardiniers. Comme nous l'avons développé dans l'analyse du jardin de Salzbourg, les jardinières du projet « Praderas de Vida » nous indiquent à tout moment qu'elles sont entièrement responsables de ce qui se passe dans le jardin : l'eau, les plantes, l'autonomie, etc. Enfin, concernant le projet SED, la responsabilité est plus grande que dans le projet « Huertos en Linea » et moindre que dans le projet « Praderas de Vida » : la vente n'est ni une condition ni une obligation, mais elles sont certainement toujours encouragées à la réaliser.

En conclusion, l'examen approfondi de ces trois projets d'AU met en évidence à la fois leurs similitudes et leurs différences fondamentales, en se concentrant sur leur conception, leur mise en œuvre et leur impact. Bien que cette analyse ait avant tout une visée descriptive, permettant de contraster les différentes approches adoptées par chaque projet, elle souligne également l'importance de reconnaître les dynamiques de pouvoir et de domination qui sous-tendent leur élaboration et leur exécution. En effet, chaque projet reflète un engagement des jardinières envers la leader communautaire du quartier et, à la fois, cette leader répond aux exigences qui lui sont présentées par des acteurs externes (ONGs ou entreprises privées), tout en offrant des solutions uniques aux défis auxquels elles sont confrontées. Cette analyse comparative enrichit notre compréhension des trois projets en mettant en lumière la diversité des approches adoptées et leurs implications pour les communautés locales. Les conclusions générales tirées de cette analyse approfondie seront développées ultérieurement, offrant une perspective plus nuancée sur les enjeux de domination et d'*empowerment* dans ces contextes spécifiques.

**CONCLUSION GENERALE, LIMITES DE LA RECHERCHE ET
PERSPECTIVES**

CONCLUSION

Les résultats présentés sont le fruit d'une exploration minutieuse des rapports de domination qui se manifestent au sein des projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima. Notre recherche s'inscrit dans une volonté d'analyser en profondeur les dynamiques de pouvoir présentes dans ces initiatives, tout en reconnaissant que malgré leurs objectifs louables, elles peuvent souvent refléter et perpétuer des inégalités structurelles.

Nous avons articulé notre recherche autour de plusieurs objectifs spécifiques, chacun visant à éclairer différentes facettes des rapports de domination dans les projets d'AU à Lima. Tout d'abord, nous avons analysé les structures de gouvernance de ces projets, en identifiant les acteurs clés et en décryptant la répartition de pouvoir au sein de ces structures. Par l'examen des mécanismes de la prise de décision et ceux des inégalités d'accès aux ressources, nous avons cherché à comprendre comment les dynamiques de pouvoir se manifestent dans la gouvernance des projets d'AU.

Ensuite, nous avons évalué les effets de ces dynamiques de domination sur la participation communautaire. Par l'examen des niveaux d'engagement des membres de la communauté et des facteurs qui influencent cette participation, nous avons cherché à comprendre comment les asymétries de pouvoir affectent la représentation et la voix des différents groupes au sein des projets d'AU. Nous avons également analysé les dynamiques de prise de décision participative, pour mettre en lumière les aspects inclusifs ou exclusifs du processus décisionnel.

Par ailleurs, nous nous sommes penchés sur l'existence de stratégies visant à promouvoir l'inclusion, l'autonomisation et l'émancipation des jardiniers urbains. En évaluant l'efficacité de ces initiatives et en examinant les mécanismes de renforcement de l'autonomie des participants, nous avons cherché à comprendre comment les stratégies visant à promouvoir l'inclusion, l'émancipation et l'autonomisation sont influencées par les dynamiques de pouvoir existantes.

Enfin, nous avons analysé les impacts socio-économiques des projets d'AU, en tenant compte des retombées économiques sur les participants et des effets sociaux sur les communautés. Nous

avons examiné la durabilité économique de ces projets à long terme, cherchant à comprendre leur capacité à maintenir des impacts positifs sur le plan socio-économique.

Toutes ces considérations ont guidé notre analyse approfondie des rapports de domination dans les projets d'AU à Lima. Dans cette conclusion, nous synthétisons les principaux résultats de notre recherche, les limites et les perspectives qui découlent de cette recherche.

1. Principaux résultats :

Le concept d'AU et son utilisation dans le Sud.

Lors de notre exploration des projets d'AU à Lima, nous avons constaté une complexité et une variabilité significatives dans la compréhension et la définition de ce concept. Contrairement à un concept précis et bien défini, l'AU apparaît à tort comme une floue, sujette à une multitude d'interprétations.

Il est important de souligner que l'AU n'est pas simplement une notion, mais plutôt un concept dynamique et évolutif. Ce constat émane de la diversité des perspectives observées parmi les chercheurs et les praticiens. Chaque acteur – qu'il soit universitaire, praticien, ou membre de la communauté – semble apporter sa propre compréhension de ce que devrait être l'AU, souvent influencée par ses propres expériences, valeurs et objectifs.

Certes, la définition de l'AU se révèle fragile. Les frontières entre l'AU et d'autres pratiques agricoles peuvent être floues, et il existe une multitude de modèles et d'approches : entre autres, les jardins communautaires, les fermes verticales, les toits verts, etc. Cette diversité de pratiques reflète la diversité des contextes urbains et des besoins locaux, mais elle contribue également à la confusion et à l'incertitude quant à la définition même de l'AU, de par sa polysémie.

Dans les régions du Sud, en particulier en Amérique latine, l'AU est souvent présentée comme une réponse aux défis de la précarité économique, alimentaire et environnementale, défis auxquels les populations urbaines sont confrontées, en particulier celles en situation de pauvreté. Cette perception trouve ses origines dans la pauvreté croissante dans les grandes villes, où les populations urbaines affrontent des difficultés d'accès aux ressources alimentaires, à l'eau et à des conditions de vie précaires.

Dans le cadre de notre analyse des projets d'AU à Lima, il est crucial de reconnaître que l'AU ne se limite pas à une simple pratique agricole, mais plutôt à un discours, un ensemble de valeurs et des représentations qui sous-tendent ces projets. Ces projets d'AU agissent comme des dispositifs qui véhiculent ce discours, tant auprès des bailleurs de fonds et des institutions que des jardinières elles-mêmes.

Une autre dimension importante à considérer dans notre analyse des projets d'AU à Lima est le fait que l'AU n'est pas nécessairement née en tant que mouvement populaire. En revanche, elle a été promue par des organisations non gouvernementales et privées comme une nécessité « obligée » ou stratégique dans la lutte contre la pauvreté et présentée comme telle auprès des habitants des zones qui ont le potentiel de devenir des scénarios d'AU.

Cette observation souligne le rôle des projets en tant que dispositifs qui véhiculent un discours particulier sur la pauvreté et le développement urbain, souvent imposé de manière descendante par des acteurs extérieurs aux communautés locales. Ces acteurs, tels que les ONG et les organisations privées, influencent de manière significative l'agenda et les priorités des projets d'AU, déterminant ainsi les modalités de participation et les dynamiques de pouvoir au sein de ces projets.

Agriculteurs urbains ou des jardinières urbaines ?

Un aspect primordial de notre analyse des projets d'AU à Lima concerne l'appellation des personnes travaillant pour ces initiatives. Souvent désignées sous l'expression d'« agriculteurs urbains », ces personnes partagent généralement certaines caractéristiques sociales, notamment une précarité économique et un statut de marginalisation sociale, en particulier pour les femmes.

Il est important de reconnaître que l'utilisation du terme « agriculteurs urbains » implique une acceptation implicite du concept d'AU lui-même. En effet, cette appellation suppose une association directe avec les objectifs et les valeurs véhiculés par les projets d'AU, qui peuvent masquer les rapports de domination qui existent au sein de ces initiatives, tels que la durabilité environnementale, l'autonomie alimentaire, la justice alimentaire, le renforcement communautaire, l'éducation et la valorisation du travail manuel.

C'est pourquoi nous soutenons que l'appellation la plus pertinente pour désigner les personnes travaillant dans les jardins urbains serait celle de « jardinières urbaines ». Cette appellation met en avant le rôle spécifique des femmes dans la culture des jardins urbains, tout en évitant d'adhérer implicitement au discours d'émancipation et d'autonomisation souvent associé à l'AU.

D'autre part, une caractéristique importante des projets d'AU à Lima est la présence quasi-exclusive des femmes dans les activités de jardinage. Cette observation souligne la manière dont les rôles traditionnels de genre traditionnels influencent la participation aux projets d'AU, où les femmes sont souvent désignées comme les principales responsables des activités de jardinage.

Cette division genrée du travail dans ces projets est étroitement liée à la disponibilité des femmes au foyer pour réaliser des activités en dehors de leurs tâches domestiques quotidiennes. Cette division genrée du travail renvoie à des normes sociales et des attentes traditionnelles qui attribuent aux femmes le rôle de gardiennes du foyer et des activités domestiques, y compris le jardinage.

Cependant, il est important de reconnaître que cette division du travail et cette domination des femmes ne se limitent pas aux projets d'AU, mais sont plutôt symptomatiques de dynamiques plus larges de pouvoir et d'inégalités de genre au sein des foyers des quartiers populaires. Dans ces contextes, les femmes peuvent être soumises à des pressions sociales et économiques qui les maintiennent dans des rôles subalternes, tandis que les hommes assument souvent des rôles de pourvoyeurs économiques et de décideurs, et sont souvent engagés dans la recherche de revenus économiques à court terme, par le biais d'activités informelles telles que la peinture, la plomberie ou la vente de produits sur les marchés. Par conséquent, les activités d'AU sont souvent perçues comme des loisirs pouvant être réalisés par les femmes, étant donné que les revenus économiques générés par la vente des produits du jardin ne sont pas significatifs.

De plus, le fait que ces jardinières urbaines résident dans des zones précaires de la ville souligne les conditions de vie difficiles auxquelles elles sont confrontées au quotidien. Leur participation aux projets d'AU peut être motivée par la nécessité de trouver des sources alternatives de revenus ou de nourriture, cependant, une fois engagées dans ces projets, elles se heurtent à

diverses contraintes, telles que le manque de ressources et d'opportunités dans leur environnement immédiat. Ces obstacles entravent leur capacité à pleinement bénéficier des avantages potentiels de l'AU, limitant ainsi leur engagement et leur participation.

Enfin, le niveau d'éducation très faible de nombreuses jardinières urbaines met en évidence les obstacles structurels à leur émancipation et à leur autonomie. Sans accès à une éducation formelle, ces individus peuvent être davantage vulnérables à la manipulation et à l'exploitation de la part des acteurs plus puissants impliqués dans les projets d'AU.

La dynamique des leaders communautaires

Une autre caractéristique notable des projets d'AU à Lima est le rôle prépondérant des femmes en tant que leaders communautaires qui promeuvent et organisent les activités d'AU au sein de leur quartier. Cette observation souligne à la fois la forte participation des femmes dans ces initiatives et le poids de leur leadership dans leur mise en œuvre.

Il est intéressant de noter qu'aucun leader de jardin n'a été identifié dans nos analyses. Au lieu de cela, ce sont principalement des femmes, telles que Mme Gregoria, Mme Betty et Mme Délia, qui assument le rôle de leader et de représentantes des jardinières et du jardin. Un cas particulier est celui de M Christian, qui a été désigné comme le représentant officiel sur le papier, bien que dans la pratique, ce soit Mme Gregoria qui assume effectivement le leadership du jardin. Cette situation met en lumière les complexités des relations de pouvoir au sein des projets d'AU, où les titres formels peuvent ne pas refléter la réalité des dynamiques informelles de pouvoir.

Il est important de reconnaître que la participation des leaders communautaires ou du quartier ne se déroule pas dans un vide de pouvoir, mais plutôt dans un contexte où les organisations externes, telles que les ONG et les entreprises privées, exercent une influence significative sur les dynamiques de pouvoir locales.

Un résultat important est le rapport exercé par ces organisations sur les jardinières, en particulier à travers ces leaders communautaires. Ces leaders peuvent être perçus comme des intermédiaires entre les organisations externes et les communautés locales, mais leur rôle ne se limite pas à faciliter la communication et la coordination des activités du projet. En réalité, ils

jouent un rôle central dans la promotion, la structuration et la légitimation du projet auprès des jardinières.

Il est fréquent que les organisations externes recourent aux leaders communautaires pour « vendre » le projet d'AU aux membres de la communauté. En offrant des incitations ou des avantages tangibles, telles que des ressources matérielles ou des opportunités de formation, ces organisations peuvent inciter les leaders communautaires à promouvoir activement le projet auprès de leur communauté.

Cependant, il convient de reconnaître que cette relation n'est pas nécessairement asymétrique. Les leaders communautaires peuvent également percevoir leur participation aux projets d'AU comme une opportunité d'accéder à des ressources et à des contacts avec des acteurs qui peuvent financer d'autres projets dans le futur. Ainsi, leur engagement dans ces initiatives peut être motivé par des considérations pragmatiques liées au développement local et à l'amélioration des conditions de vie de leur communauté, mais aussi par des intérêts personnels, comme élargir leurs réseaux de contacts professionnels.

L'importance du concept de « projet » dans l'AU

La concrétisation de l'AU à Lima passe invariablement par la mise en œuvre d'un projet. Ce processus implique la définition d'objectifs clairs, l'allocation de ressources appropriées et l'élaboration d'un plan d'action structuré afin d'atteindre ces objectifs spécifiques. Cependant, derrière cette apparence de structure et de planification, se cachent des dynamiques complexes de pouvoir qui influencent profondément les résultats et les impacts des projets d'AU.

Dans ces projets, nous observons un jeu complexe des acteurs, caractérisé par des intérêts divergents et des relations de pouvoir asymétriques. Les acteurs qui exercent une influence prépondérante sont souvent ceux dotés d'un plus grand capital culturel, économique et académique. Il s'agit généralement des organisations externes, telles que les ONG (IPES et certains membres de la Plateforme d'Agriculture Urbaine de Lima - PAUL), les entreprises privées (Misha, La Muyita, ISA REP) et les institutions académiques (Université Nationale Agraire La Molina - UNALM), qui jouent un rôle central dans la conception et la mise en œuvre des projets d'AU à Lima.

Cette asymétrie des relations de pouvoir se manifeste à plusieurs niveaux tout au long du processus de projet. Dès la phase de conception, les décisions stratégiques sont souvent prises par les acteurs externes, qui ont le pouvoir de définir les priorités et les orientations des projets en fonction de leurs propres intérêts et agendas. Les communautés locales, quant à elles, sont souvent reléguées à un rôle consultatif, avec peu de pouvoir réel pour influencer les décisions finales.

De plus, une fois que le projet est en cours d'exécution, les relations de pouvoir asymétriques continuent de se manifester dans la manière dont les ressources sont allouées et les responsabilités réparties. Les acteurs externes ont tendance à exercer un contrôle étroit sur les ressources financières et matérielles, ce qui leur confère un pouvoir de décision considérable sur la direction et l'attribution des résultats du projet. En conséquence, les communautés locales se retrouvent dans une position de dépendance vis-à-vis des acteurs externes, ce qui limite leur capacité à revendiquer leur autonomie et leur émancipation.

Dans la réalisation des projets d'AU à Lima, la présence des organisations d'accompagnement est indispensable, voire quasi obligatoire, en raison de la complexité de la mise en place d'un projet et la précarité des personnes impliquées. Ces organisations, principalement des organisations non gouvernementales, mais aussi des sociétés de conseil privées, jouent un rôle central dans l'accompagnement et le soutien des jardinières dans la mise en œuvre du projet.

Cette présence active des organisations externes souligne l'importance de leur contribution à la réalisation des objectifs du projet, mais elle révèle également des dynamiques de pouvoir et de domination qui peuvent affecter les relations entre les différents acteurs impliqués. En effet, les organisations ou institutions qui fournissent l'accompagnement dans les projets d'AU détiennent souvent un pouvoir, des ressources et une influence considérable par rapport aux personnes ou aux communautés qui reçoivent cet accompagnement.

De plus, les organisations accompagnatrices ont souvent la capacité d'imposer leurs propres priorités et intérêts aux personnes ou aux communautés qu'elles soutiennent, en se basant sur leurs propres perspectives. Ce dispositif limite la capacité des accompagnés à définir leurs propres besoins et objectifs de développement, entraînant un manque de participation réelle et une dépendance accrue vis-à-vis des organisations accompagnatrices.

Cette asymétrie des relations de pouvoir entrave également les tentatives d'autonomisation et d'émancipation des personnes ou des communautés accompagnées. En agissant comme des intermédiaires entre les bailleurs de fonds et les bénéficiaires finaux, les organisations accompagnatrices peuvent parfois privilégier la réalisation des objectifs des bailleurs de fonds au détriment des intérêts et des besoins réels des communautés locales. Ces dynamiques de pouvoir asymétriques perpétuent des relations de domination et de dépendance, soit une reproduction sociale des inégalités, de genre, de classes et de race en dépit des efforts visant à promouvoir une participation plus équitable et inclusive dans les projets d'AU.

Le rôle du discours dans l'acceptation de l'AU

Le discours joue un rôle central dans l'acceptation et la légitimation de l'AU, servant de véhicule pour propager et normaliser le concept dans divers contextes, notamment auprès des entités publiques et des habitants des quartiers populaires. Ce rôle du discours est intrinsèquement lié à la domination, car il est utilisé pour légitimer, justifier et maintenir les inégalités de pouvoir et les relations de domination dans la société.

Selon Bourdieu dans son ouvrage « *La distinction, critique sociale du jugement* » (1979), le discours est considéré comme un outil de domination car il est utilisé pour légitimer et maintenir ces inégalités. Dans les projets d'AU à Lima, le discours des organisations ou des acteurs dominants est utilisé pour justifier leurs décisions, leurs politiques ou leurs pratiques, tout en limitant la capacité des jardiniers urbains à exprimer leurs propres perspectives ou à remettre en question le statu quo. Ce discours peut ainsi servir à imposer des idées, des valeurs et des normes qui favorisent les intérêts des acteurs dominants, tout en marginalisant les voix et les perspectives des personnes ou des groupes dominés. Nous observons que cette dynamique discursive renforce les relations asymétriques de pouvoir et contribue à maintenir les dynamiques de domination qui existent dans ces projets.

L'approche de Bourdieu sur la légitimation du discours repose sur le concept de capital symbolique, où le discours est utilisé comme un moyen pour accumuler du prestige, de l'autorité et du pouvoir dans la société. À travers le contrôle du discours, ces acteurs agissent sur les perceptions, les croyances et les comportements des autres, ce qui leur donne un avantage dans les relations de pouvoir et de domination. Ainsi, le discours agit comme un véhicule qui transporte une idéologie ou une idée, en l'occurrence, une certaine conception de l'AU. En

renforçant les asymétries de pouvoir et en limitant la capacité des individus ou des groupes dominés à faire valoir leurs propres points de vue, le discours contribue à perpétuer les dynamiques de domination qui existent dans ces projets.

L'analyse du discours pour dévoiler la domination dans les projets d'AU

L'analyse du discours nous permet d'explorer et de déconstruire les discours utilisés par les acteurs dominants, tels que les organisations ou les institutions, pour légitimer leur pouvoir et leur contrôle dans ces projets. Ces discours véhiculent des idées, des valeurs et des normes qui renforcent les structures de domination et maintiennent les inégalités sociales.

De plus, l'analyse du discours nous permet de mettre en lumière les discours hégémoniques qui sont utilisés pour imposer des perspectives et des agendas spécifiques dans les projets d'AU. En examinant comment ces discours sont construits, diffusés et internalisés, nous avons mieux compris comment ils contribuent à maintenir les rapports de domination et à exercer un contrôle sur les pensées, les perceptions et les comportements des participants des projets.

En identifiant, déconstruisant et révélant les discours dominants, ainsi que les mécanismes de pouvoir sous-jacents, l'analyse du discours joue un rôle essentiel dans notre compréhension des dynamiques de pouvoir dans les projets d'AU à Lima. Elle nous permet d'entendre les perspectives marginalisées et de remettre en question les récits hégémoniques qui perpétuent les inégalités sociales.

Dans notre étude des projets d'AU à Lima, nous avons recours à l'herméneutique de profondeur (HP), telle que développée par John Thompson, pour enrichir notre compréhension des dynamiques de pouvoir et de domination qui sous-tendent ces projets. L'HP se concentre sur la compréhension en profondeur des textes, des discours et des phénomènes sociaux. Dans le contexte des projets d'AU à Lima, cette approche nous a permis d'analyser les discours et les textes officiels ou institutionnels afin de découvrir les significations cachées et les intentions sous-jacentes qui reflètent des rapports de domination.

De plus, cette méthode encourage une lecture critique des textes et des discours, ce qui est indispensable pour révéler les dynamiques de pouvoir et de domination dans ces projets. En

examinant de manière critique les discours utilisés dans les projets d'AU, nous avons identifié les stratégies rhétoriques et linguistiques qui renforcent les structures de pouvoir existantes.

L'HP prend également en compte le contexte historique, social et culturel dans lequel les textes et les discours sont produits. À Lima, cela signifie prendre en considération les inégalités structurelles, raciales et les luttes politiques qui façonnent les discours et les pratiques en matière d'AU. Dans cette méthode, l'interprétation a été fondamentale car elle nous a permis de déconstruire les discours et les textes pour révéler les différentes couches de signification, les dynamiques de pouvoir et les rapports de domination qui sous-tendent les projets d'AU à Lima.

La discrimination liménienne, facteur qui renforce la domination existante

La discrimination constitue un facteur crucial dans la construction des rapports de pouvoir au sein de la société liménienne. À Lima, les migrants en provenance d'autres régions du Pérou, notamment des Andes, sont souvent confrontés à une discrimination prononcée lors de leur installation dans la capitale. Relégués à la périphérie de la ville sous la forme des *asentamientos humanos*, ces migrants sont désormais considérés comme établis dans la zone intra-urbaine, mais demeurent victimes de préjugés et du racisme persistants.

Cette discrimination exerce une influence significative sur la dynamique des projets d'AU : elle contribue à perpétuer les inégalités sociales préexistantes, renforçant ainsi les structures de pouvoir en place. Les inégalités sociales favorisent les intérêts des acteurs dominants, tels que les représentants des organisations, au détriment des habitants des quartiers populaires, réduisant ainsi leur participation effective aux projets d'AU. Par ailleurs, la discrimination basée sur la différence de capital culturel entre les habitants des quartiers populaires et les représentants des organisations peut aggraver les déséquilibres de pouvoir existantes.

En outre, la discrimination contribue à consolider un sentiment de soumission chez les habitants des quartiers populaires. Se sentant souvent « inférieurs » aux représentants des organisations, ces habitants sont plus enclins à obéir aux ordres et aux directives sans les remettre en question. Cependant, certains individus peuvent également chercher à résister à la domination en trouvant des moyens innovants de contester ces directives de manière indépendante. Cette soumission

renforce leur position de subordination et contribue au maintien des rapports de domination dans le cadre des projets d'AU se présentant dans les quartiers populaires liméniens.

Ainsi, la discrimination exerce une influence profonde sur la dynamique des projets d'AU à Lima, en renforçant les rapports de domination et en limitant les possibilités d'émancipation des habitants des quartiers populaires. En effet, la discrimination rend plus aisée l'imposition d'un discours préconçu par les acteurs dominants, ce qui limite la capacité des habitants des quartiers populaires à remettre en question les inégalités de pouvoir existantes.

Parallèlement, malgré les défis posés par la discrimination et les rapports de domination, les habitants des quartiers populaires développent des stratégies d'adaptation et de résistance pour naviguer dans ces environnements hostiles. Par exemple, ils cherchent à se familiariser avec le langage technique utilisé par les représentants des organisations afin de se positionner sur un pied d'égalité et de gagner en légitimité dans les projets d'AU. Cependant, ces stratégies d'adaptation renforcent les structures de pouvoir existantes car elles ne remettent pas en question les inégalités fondamentales qui sous-tendent ces projets.

Dans un environnement où les disparités de pouvoir et les préjugés persistent, la proximité entre le chercheur et les participants joue un rôle déterminant dans la qualité et la pertinence des informations recueillies. En effet, cette proximité permet au chercheur s'affranchir des barrières socio-économiques et culturelles, favorisant ainsi un échange plus authentique et significatif lors de la collecte de données.

La relation entre la place du chercheur dans les projets d'AU et la collecte des données revêt une importance fondamentale, notamment en ce qui concerne notre capacité à établir des liens de confiance et à recueillir des informations authentiques auprès des participants. Dans notre étude, notre apparence et notre similitude avec les habitants des quartiers populaires (en plus de nos expériences de vie en commun dans ces types de quartiers) ont facilité l'établissement de relations de confiance avec les participants. Cette proximité les a incités à se sentir plus à l'aise pour partager ouvertement et honnêtement leurs expériences, leurs perspectives et leurs préoccupations.

Cette relation de confiance renforcée nous a permis de recueillir des données plus authentiques et représentatives de la réalité vécue par les habitants des quartiers populaires. En comprenant

et en s'identifiant aux expériences des participants, nous avons été également en mesure de poser des questions pertinentes et d'approfondir certains sujets lors des entretiens. Cette capacité à entrer en empathie avec les participants nous a permis d'explorer plus en profondeur les dynamiques sociales et les défis auxquels ils sont confrontés dans le cadre des projets d'AU.

La présence de la domination dans les projets d'AU à Lima

En tenant compte du contexte spécifique des projets d'AU à Lima, nous pouvons éclairer notre compréhension de la domination. D'après Max Weber, la domination se réfère à la capacité d'une personne ou d'une organisation à exercer une influence et un contrôle sur les actions, les décisions et les comportements des autres. Dans les projets d'AU à Lima, cette forme de domination se manifeste par la capacité des organisations à exercer un contrôle sur les jardiniers urbains à travers divers moyens, tels que la définition des règles et des normes, l'allocation des ressources, la prise de décision unilatérale, ou encore l'utilisation de l'autorité légale ou de la coercition pour imposer leur volonté.

Nous avons vu avec Pierre Bourdieu que la domination ne se limite pas seulement à l'exercice du pouvoir direct ou à la contrainte physique, mais elle implique également des formes plus subtiles de contrôle social, souvent invisibles ou internalisées. Dans le cadre des projets d'AU à Lima, cela se manifeste par la manière dont les organisations contrôlent les ressources, les connaissances, les relations sociales et les réseaux sociaux nécessaires pour participer efficacement aux projets.

Ces perspectives se complètent en mettant en évidence différents aspects de la nature complexe et multidimensionnelle de la domination. Ces deux visions nous permettent d'obtenir une vision plus complète de la manière dont la domination opère dans les projets d'AU à Lima. Il est clair que les organisations qui ont plus de ressources exercent un pouvoir plus important sur ceux qui en ont moins, ce qui se traduit par des relations asymétriques de pouvoir et des dynamiques de domination dans la mise en œuvre de ces projets.

Dans ce sens, Christophe Dejours et Danilo Martuccelli apportent des éclairages précieux sur les mécanismes de domination dans le travail sous forme de projet. Dejours, dans son ouvrage « Travail, usure mentale. Essai de psychopathologie du travail » (2009) met en lumière la notion de souffrance au travail et souligne comment le travail peut devenir un lieu de domination, où

les travailleurs se sentent dévalorisés, aliénés et contrôlés. Dans les 3 projets analysés dans cette thèse, cette forme de domination se manifeste par la manière dont les jardinières urbaines ressentent une pression excessive, un manque de reconnaissance de leur travail et un sentiment de dépossession de leurs compétences et de leur autonomie. Elles pourraient être confrontées à des conditions de travail difficiles (comme le fait de maintenir un jardin sans avoir accès à l'eau, travailler sur des terrains sablonneux, ou pratiquer l'agroécologie sans les ressources nécessaires), à des exigences irréalistes ou à des relations de pouvoir injustes.

D'autre part, Martuccelli, dans son ouvrage « Figures de la domination » (2004) étudie la domination par la responsabilisation, où les individus sont contraints ou influencés à travers le sentiment de devoir ou d'obligation envers une certaine norme ou attente sociale. Dans ce sens, cette forme de domination émerge par la manière dont les jardinières se sentent responsables de respecter les règles, les normes et les objectifs du projet, même si cela va à l'encontre de leurs propres besoins ou intérêts.

Ainsi, après avoir minutieusement analysé les différentes perspectives théoriques sur la domination et les dynamiques de pouvoir, il est indéniable que les projets AU à Lima sont marqués par des rapports de domination. Les organisations promotrices de ces projets exercent une influence considérable dans la définition des objectifs, l'allocation des ressources et la prise de décisions unilatérales, limitant ainsi la capacité des résidents des quartiers populaires à façonner les projets selon leurs propres besoins et intérêts.

Dynamiques de domination sous-jacentes dans les projets d'AU à Lima : au-delà des structures organisationnelles

- *Domination masculine dans les foyers des zones précaires de Lima*

Pendant notre analyse des projets d'AU à Lima pour dévoiler les rapports de domination, nous avons été confrontés à une réalité sociale complexe et souvent sous-estimée : la domination persistante au sein des familles des quartiers populaires, où les hommes exercent un pouvoir considérable sur les femmes. Cette forme de domination se manifeste par la relégation des femmes au travail domestique à la maison, les privant ainsi d'une participation active à la vie publique et sociale. Les femmes se retrouvent souvent confinées à leurs foyers, prenant soin

des enfants et des tâches ménagères, tandis que les hommes assument généralement un rôle dominant à l'extérieur du foyer.

Cette situation est d'une importance essentielle pour comprendre les motivations des jardinières à participer à ces projets d'AU. Au-delà de l'intérêt pour l'AU elle-même, de nombreuses femmes ont exprimé leur désir de sortir de la routine domestique et de socialiser avec d'autres femmes. Pour beaucoup, la participation à ces projets représente une occasion précieuse de briser l'isolement social auquel elles sont souvent confrontées dans leur vie quotidienne. C'est un espace où elles peuvent échanger des idées, des expériences et des moments de convivialité avec d'autres femmes dans des situations similaires.

Cependant, il est important de reconnaître que cette dynamique de domination au sein des familles n'est pas remise en question ou contestée par les projets d'AU. Bien que ces initiatives offrent un espace de liberté et d'autonomie pour les femmes, elles ne remettent pas en cause les structures patriarcales sous-jacentes qui limitent leur participation à la sphère publique. En effet, même si les jardinières trouvent un répit temporaire dans ces projets, elles retournent souvent à leur rôle traditionnel une fois chez elles, où la domination masculine continue de régner en maître.

En effet, en plus de la domination exercée par les organisations promotrices des projets d'AU, il importe de reconnaître et de prendre en compte cette forme de domination intrafamiliale dans la conception et la mise en œuvre des initiatives visant à promouvoir l'autonomie et l'émancipation des femmes dans les quartiers populaires de Lima.

- *Domination des leaders communautaires sur les jardinières*

Nous avons identifié un autre type de domination, celui exercé par les leaders communautaires sur les femmes au foyer. Ces leaders, souvent désignés au sein de la communauté pour représenter les intérêts collectifs, jouent un rôle crucial dans la mobilisation et la participation des habitants des quartiers populaires aux projets d'AU. À travers des méthodes de persuasion variées, ces leaders parviennent à convaincre les femmes au foyer de rejoindre les projets d'AU, souvent en mettant en avant les avantages potentiels tels que la socialisation, l'apprentissage de nouvelles compétences et la possibilité de contribuer au bien-être de la communauté.

Une fois impliquées dans le projet, les femmes au foyer deviennent souvent dépendantes de ces leaders pour guider leurs actions et leurs décisions au sein du projet. Nous percevons cette dépendance comme une forme de domination, dans la mesure où les jardinières finissent par obéir aux directives des leaders, même si cela va parfois à l'encontre de leurs propres intérêts ou préférences. Par exemple, elles sont incitées à signer des documents ou à assister à des réunions auxquelles elles n'auraient pas nécessairement participé de leur plein gré. De cette manière, les leaders exercent un contrôle sur les actions des jardinières, renforçant ainsi leur propre position de pouvoir au sein du projet d'AU.

Cette dynamique soulève des questions importantes sur la démocratie et la participation réelle des habitants des quartiers populaires dans les projets d'AU. Bien que les leaders communautaires puissent jouer un rôle central dans la mobilisation des ressources et la coordination des activités, il est essentiel de veiller à ce que leur influence ne devienne pas oppressive ou coercitive. Cette responsabilité peut être partagée par les organisations promotrices des projets, les autorités locales, les membres de la communauté et les chercheurs ou observateurs externes chargés de surveiller et d'évaluer les dynamiques de pouvoir au sein de ces initiatives. La création de mécanismes de surveillance et de reddition de comptes transparents pourrait aider à atténuer le risque que l'influence des leaders communautaires ne devienne oppressive.

2. Réponses aux questions de recherche et limites de la recherche

Réponses sur les projets d'AU à Lima

Quels sont les mécanismes spécifiques par lesquels les inégalités culturelles et financières pourraient se traduire par des dynamiques de domination dans les projets d'AU des quartiers populaires de Lima ? Dans les projets d'AU dans les quartiers populaires de Lima, les inégalités culturelles et financières se traduisent par des dynamiques de domination à travers plusieurs mécanismes spécifiques. Tout d'abord, les acteurs dominants, tels que les organisations non gouvernementales et les institutions publiques, utilisent leur capital culturel et économique pour influencer les décisions et les pratiques dans les projets d'AU. Ils imposent souvent leurs propres perspectives et normes, limitant ainsi la capacité des habitants des quartiers populaires à participer pleinement au processus décisionnel et à façonner les objectifs du projet. De plus, les représentants des organisations ont tendance à exercer un contrôle sur l'allocation des

ressources, ce qui peut renforcer les inégalités financières et accroître la dépendance des habitants des quartiers populaires à l'égard des bailleurs de fonds. Les inégalités culturelles peuvent se manifester par des relations de pouvoir asymétriques, où les personnes ayant un capital culturel plus élevé dominent les interactions et influencent les perceptions et les comportements des habitants des quartiers populaires. Ainsi, avons montré que les mécanismes de domination dans les projets d'AU à Lima sont alimentés par les inégalités culturelles et financières, ce qui entrave l'autonomie et l'émancipation des populations les plus vulnérables.

Comment les rapports de pouvoir entre les différents groupes de participants influencent-ils la prise de décision, la planification et la mise en œuvre des projets d'AU dans ces quartiers ? Les rapports de pouvoir entre les différents groupes de participants dans les projets d'AU des quartiers populaires de Lima jouent un rôle crucial dans la prise de décision, la planification et la mise en œuvre de ces projets. Les acteurs dominants ont tendance à dicter les objectifs et les pratiques des projets et limitent ainsi la participation des habitants des quartiers populaires à la définition de leurs propres besoins et priorités. De plus, les rapports de pouvoir asymétriques peuvent conduire à des décisions unilatérales et à une exclusion des voix marginalisées, renforçant ainsi les inégalités et les dynamiques de domination. Ainsi, les projets d'AU à Lima ne répondent pas aux besoins réels des communautés locales et perpétuent les structures de pouvoir existantes plutôt que de favoriser l'autonomisation et l'émancipation des participants.

Quels sont les facteurs contextuels, tels que les politiques locales, les ressources disponibles, les facteurs de discrimination et ségrégation subis dans la ville et les réseaux de soutien, qui peuvent influencer la façon dont les projets d'AU interagissent avec les dynamiques de domination dans les quartiers populaires ? Les facteurs contextuels jouent aussi un rôle fondamental dans la manière dont les projets d'AU interagissent avec les dynamiques de domination dans les quartiers populaires de Lima. La discrimination et la ségrégation dont sont victimes les habitants des quartiers populaires influencent leur acceptation du discours de l'AU et leur capacité à s'engager pleinement dans les projets. De plus, les politiques locales ont un impact significatif, avec certaines municipalités étant réticentes à soutenir pleinement l'AU en raison de diverses contraintes politiques ou économiques. En outre, les ressources disponibles et les conditions de vie difficiles dans les quartiers populaires influencent la dynamique des projets d'AU, avec des défis supplémentaires liés à la culture, à l'accès à l'eau et aux infrastructures, et à la disponibilité des ressources financières et techniques. Ces facteurs contextuels font que les projets d'AU se retrouvent souvent confrontés à des obstacles multiples

qui entravent leur efficacité et leur capacité à favoriser l'émancipation des habitants des quartiers populaires.

Quel est le niveau de conscience et de perception des acteurs impliqués quant à la présence de domination dans les projets d'AU et comment celle-ci influence-t-elle leurs actions et décisions ? Nous avons souligné combien le niveau de conscience et de perception des acteurs impliqués concernant la présence de domination varie en fonction de leur niveau d'éducation, leur expérience antérieure, et leur exposition aux dynamiques de pouvoir dans la société liménienne. Ainsi, certaines jardinières sont pleinement conscientes des relations de domination et de pouvoir qui façonnent les projets d'AU, notamment les leaders communautaires, tandis que d'autres ont une perception moins claire de ces phénomènes. Cette conscience et cette perception influencent directement les actions et les décisions des jardinières : celles qui sont conscientes de la domination sont plus enclines à remettre en question les structures de pouvoir existantes, à défendre leurs intérêts et à promouvoir des pratiques plus émancipatrices dans les projets d'AU. En revanche, celles qui ont une perception limitée de la domination ont davantage tendance à accepter passivement les décisions des acteurs dominants et à se conformer aux normes établies, même si cela est contraire à leurs propres intérêts. Ainsi, le niveau de conscience et de perception des acteurs impliqués joue un rôle essentiel dans la façon dont les dynamiques de domination se manifestent et sont contestées.

Limites de la recherche

La collecte des données pour cette thèse a été significativement influencée par le contexte de la pandémie de covid-19. Les mesures de confinement ont restreint la mobilité des habitants, notamment les jardinières qui étaient principalement des femmes âgées. Ce contexte a rendu difficile l'observation directe des activités dans les jardins du projet, car les rassemblements sociaux étaient interdits et les personnes préféraient rester chez elles. Bien que des réunions aient été organisées dans le cadre du projet « Praderas de Vida » pendant les périodes autorisées de sortie, cette possibilité n'était pas toujours réalisable pour les autres projets. De plus, les entretiens ont souvent été réalisés devant les maisons des jardinières plutôt que dans les jardins, ce qui a pu influencer le contenu et la qualité des informations recueillies. Ces contraintes logistiques liées à la pandémie ont donc limité la portée de notre observation et de nos interactions avec les participants, ce qui peut avoir un impact sur la représentativité et la profondeur de notre analyse.

Cependant, malgré les défis posés par la pandémie de covid-19, le fait que les jardinières n'étaient pas réunies lors de nos observations nous a également procuré un certain avantage. En effet, cette situation a permis d'éviter les influences mutuelles au sein du groupe, où la voix ou l'idée du plus éloquent ou du leader tend à prévaloir, créant parfois une certaine réticence à s'exprimer librement de la part des autres membres. En interviewant les jardinières individuellement, nous avons pu recueillir des témoignages plus personnels et plus précis, sans l'influence potentielle des dynamiques de groupe. Cela a enrichi notre compréhension des expériences et des perspectives individuelles des participants, offrant ainsi une profondeur supplémentaire à notre analyse.

Une autre limite importante de cette recherche réside dans l'interprétation des déclarations des jardinières. Leur langage était souvent informel et spécifique, caractérisé par des expressions propres aux habitants des quartiers populaires de Lima, ce qui a parfois rendu difficile le fait de saisir pleinement leur signification. De plus, la traduction de ces déclarations d'un espagnol informel - liménien - en français a posé un défi supplémentaire, car il était nécessaire de trouver des équivalents adéquats dans une langue différente.

Enfin, il était courant que les leaders communautaires et de nombreuses jardinières interviewées tentent de présenter un certain niveau culturel ou académique devant « des professionnels » tels que nous. Cela pouvait parfois conduire à des expressions confuses ou à une perte de sens dans leurs propos, surtout lors des premières réunions où elles cherchaient à donner une image positive. Cependant, au fur et à mesure que la confiance s'installait, elles se sont exprimées de manière plus naturelle, facilitant ainsi la compréhension de leurs déclarations au fil du temps.

Finalement, sur l'approche méthodologique, l'herméneutique de profondeur (HP) a permis une analyse approfondie et nuancée des discours et des textes recueillis lors de cette recherche. Grâce à cette méthode, nous avons pu déconstruire les discours dominants utilisés par les acteurs puissants dans les projets d'AU à Lima, révélant ainsi les dynamiques de pouvoir et de domination qui sous-tendent ces projets. L'accent mis sur l'interprétation des textes et des discours nous a permis de mettre en lumière les asymétries de pouvoir et les relations de domination qui peuvent être dissimulées dans les interactions verbales et textuelles. De plus, cette approche a pris en compte le contexte historique, social et culturel dans lequel les discours

sont produits, fournissant ainsi une compréhension plus approfondie des forces qui façonnent les pratiques en matière des projets d'AU.

Cependant, malgré ses nombreux avantages, l'approche de l'HP présente également certaines limites. Tout d'abord, l'interprétation des discours recueillis peut être sujette à une certaine subjectivité, ce qui pourrait affecter la validité et la fiabilité des conclusions tirées. Il est important de reconnaître que l'interprétation des discours recueillis peut être influencée par la subjectivité du chercheur. Toutefois, en adoptant une approche de subjectivité contrôlée, nous pouvons atténuer les biais potentiels et garantir la rigueur de nos analyses. De plus, cette méthode exige un investissement important en termes de temps et de ressources, en raison de la complexité de l'analyse des discours et de la nécessité d'une compréhension approfondie du contexte dans lequel ils sont produits.

En outre, une autre limite notable réside dans le fait que nous réalisons une interprétation -à la fois- d'une interprétation, c'est-à-dire, nous interprétons les discours des interviewées qui, sont déjà une interprétation de leur propre expérience et réalité. Cette double couche d'interprétation peut introduire des biais supplémentaires dans l'analyse et compliquer la tâche de saisir pleinement la signification des discours étudiés. Enfin, l'HP peut être moins adaptée à l'étude des phénomènes sociaux qui nécessitent des données quantitatives ou une analyse statistique, limitant ainsi son applicabilité dans certains domaines de recherche.

3. Perspectives

À la lumière des conclusions tirées de cette recherche, plusieurs perspectives émergent pour orienter de futures investigations dans le domaine de l'AU à Lima et au-delà. Tout d'abord, il est crucial de poursuivre les efforts visant à dévoiler et à comprendre les mécanismes de domination présents dans les projets d'AU. Cela pourrait impliquer une exploration plus approfondie des rapports de pouvoir entre les différents acteurs impliqués, ainsi que des dynamiques sociales, économiques et culturelles qui sous-tendent ces relations.

De plus, il est essentiel d'approfondir notre compréhension des facteurs contextuels qui influencent les dynamiques de pouvoir dans les projets d'AU. Cela pourrait inclure une analyse approfondie des politiques locales, des ressources disponibles, des relations de discrimination

et de ségrégation dans la ville, ainsi que des réseaux de soutien existants pour les communautés marginalisées.

Parallèlement, il est important d'explorer de nouvelles pistes de recherche pour répondre à des questions encore non résolues dans ce domaine. Par exemple, il pourrait être intéressant d'investiguer davantage les mécanismes par lesquels les rapports de domination se manifestent dans d'autres aspects de la vie quotidienne des habitants des quartiers populaires, au-delà de leur participation aux projets d'AU. De même, il pourrait être pertinent d'examiner les effets à long terme des projets d'AU sur la dynamique des rapports de pouvoir au sein de ces communautés, notamment en ce qui concerne l'autonomisation et l'émancipation des participants.

De même, une autre piste serait de développer des approches méthodologiques innovantes et participatives pour étudier les dynamiques de pouvoir dans les projets d'AU. Cela pourrait impliquer l'utilisation de méthodes qualitatives plus sensibles aux voix et aux perspectives des participants, ainsi que l'exploration de nouvelles formes de recherche-action qui favorisent l'implication active des communautés dans le processus de recherche. Ceci permettra de générer des connaissances plus riches et plus nuancées sur les questions de domination et d'émancipation dans le contexte de l'AU et au-delà.

Pour orienter les futures interventions, politiques et initiatives visant à atténuer les dynamiques de domination dans les projets d'AU, il est nécessaire de revoir les objectifs sous-jacents de ces projets. Plutôt que de se concentrer exclusivement sur des objectifs tels que la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire ou l'émancipation des plus démunis, il serait bénéfique de les reconsidérer dans le contexte des quartiers populaires de Lima des projets d'urbanisme et de planification ainsi que des politiques sociales locales.

Finalement, en envisageant une transition vers une économie sociale et solidaire (ESS) ancrée sur les communautés locales, les projets d'AU structurés et promues par des organisations privées et non gouvernementales dans des quartiers populaires de Lima, pourraient s'appuyer sur des réseaux coopératifs locaux. Aussi, la participation des habitants et la gestion collective des ressources portée par une ESS ouvre une voie prometteuse pour transformer les dynamiques de pouvoir et promouvoir le bien-être communautaire aux habitants des territoires défavorisés de Lima.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Liste exhaustive des personnes interviewées

	Organisme	Type d'organisation	Prénom et nom du représentant(e)	Fonction	Type d'entretien	Date de l'entretien
1	CUSO	Organisme International (Canada)	Anaïs Sena	Coopérante CUSO, conseillère en développement organisationnel et Inclusion Sociale à IPES	Formel - Visioconférence	10 avril 2021
2			Juan Tubino	Coopérant CUSO, conseiller sur la certification agroécologique de la PAUL	Formel - Visioconférence	20 avril 2021
3			Pilar Garcia	Directrice CUSO PERU	Formel - Visioconférence	28 avril 2021
3	IPES	ONG (Pérou)	Noemí Soto	Directrice	Formel - Visioconférence	18 mars 2021
4	Periferia	ONG (Pérou)	Anna Zuchetti	Directrice	Formel - Visioconférence	21 février 2021
5	MOCICC	ONG (Pérou)	Antonio Zambrano	Coordinateur National	Formel - Visioconférence	03 mai 2021
6	SlowFood / NUBES	ONG Internationale ONG Pérou	Daniela Schröter	Coordinatrice Education et Sensibilisation / Fondatrice	Formel - Visioconférence	27 février 2021
7	CENCA	Société de conseil (Pérou)	Freyre Pedraza	Coordinateur Agriculture Urbaine et porte-parole de la PAUL	Formel - Visioconférence	16 mars 2021 02 avril 2021
9	Réseau d'agriculteurs agroécologiques (RAE) / Association Nationale des producteurs agroécologiques (ANPE)	Association	Fernando Alvarado	Fondateur et président	Formel - Visioconférence	12 avril 2021
12	Association de producteurs écologiques de la vallée de la rivière Chillón (APEVCH)	Association	Hector Velasquez	Secrétaire - Agriculture Urbaine	Formel - Visioconférence	30 avril 2021

13	Jardin Valladolid (Huertos en Línea)	Jardin urbain	Gregoria Flores	Co fondatrice et animatrice de ISA REP	Informel - présentiel	04 février 2021 30 mars 2021
14			« M. Christian »	Jardinier et président du jardin	Formel - présentiel	09/11/15/17/22/25 avril 2021
15	Jardin Salzburg (Praderas de Vida)	Jardin urbain	« Mme. Béty »	Jardinière et responsable du jardin	Formel - présentiel / formel - visioconférence	08/11/21/22/25 mars 2021
16			« Mme. Marta »	Jardinière	Formel - présentiel en groupe	08/25 mars 2021
17			« Mme. Dora »	Jardinière	Formel - présentiel en groupe	08/25 mars 2021
18			« Mme. Rosa »	Jardinière	Formel - présentiel en groupe / informel présentiel	08/25 mars 2021
19	Jardin Chiclayo (SED)	Jardin urbain	« Mme. Délia »	Président REDCAVES, jardinière et responsable du jardin	Formel - présentiel	05 avril 2021
20			« Mme. Patty »	Jardinière	Informel - présentiel	05/09 avril 2021
21			« Mme. Irma »	Jardinière	Informel - présentiel	09 avril 2021
22			« Mme. Aïda »	Jardinière	Informel - présentiel	09 avril 2021
23	La Muyita	Entreprise privée (Pérou)	Jose Velasquez	Fondateur	Formel - présentiel	08 mars 2021
24	Misha Rastrera	Entreprise privée (Pérou)	Paloma Duarte	Fondatrice	Formel - Visioconférence	29 mars 2021
25	UNALM	Université Nationale (Pérou)	Prof. Saray Siura	Professeure UNALM	Formel - Visioconférence	05 avril 2021
26	Municipalité de VMT	Entité publique (Pérou)	Ivan Atuncar	Responsable adjoint du nettoyage public, espaces verts et ornement	Formel - Visioconférence	19 mars 2021

ANNEXE 2 : DECRET MUNICIPAL 021-2007-MVMT – Promotion de l’agriculture urbaine dans le district de Villa Maria del Triunfo

**MUNICIPALIDAD DE VILLA
MARÍA DEL TRIUNFO**

Aprueban Ordenanza de fortalecimiento de la agricultura urbana como una actividad permanente y legítima en el distrito

ORDENANZA N° 021-2007/MVMT

Villa María del Triunfo, 22 de agosto del 2007

Visto: en sesión ordinaria de concejo de la fecha que se indica, el proyecto de ordenanza presentado por el regidor Elías Vara Franco Presidente de la Comisión de Desarrollo Económico Local, para reconocer y fortalecer a la agricultura urbana como una actividad permanente y legítima en el distrito y como una estrategia de lucha contra la pobreza.

CONSIDERANDO:

Que, de acuerdo con el Artículo 194° de la Constitución Política del Perú, las municipalidades tienen autonomía política, económica y administrativa en los asuntos de su competencia;

Que, el Artículo 10° inciso a) de la Ley Orgánica de municipalidades N° 27972, preceptúa que es competencia de la municipalidad, planificar el desarrollo de sus circunscripciones y ejecutar los planes correspondientes;

Que, en Villa María del Triunfo, el 57% de la población se encuentra en situación de pobreza y el 22% en pobreza extrema y está expuesta permanentemente a la inseguridad alimentaria, bajos ingresos y entornos ambientales poco saludables;

Que, la agricultura urbana se constituye en una estrategia de lucha contra la pobreza, por que contribuye a la seguridad alimentaria, permitiendo el acceso a alimentos inocuos a los más pobres, contribuye a la generación de ingresos complementarios a las familias, con la venta de sus excedentes productivos, En tal sentido, la agricultura urbana es inherente a la población villamariana y se realiza, en áreas familiares, privadas, comunales, municipales, institucionales, áreas no construibles y por lo tanto forma parte del desarrollo urbano de la ciudad. Siendo una práctica desarrollada en las siete zonas del distrito, por mujeres, hombres, jóvenes niños y niñas y recoge los

conocimientos y tradiciones agrícolas y pecuarias de su población conformada mayoritariamente por migrantes del interior del país;

Que la agricultura urbana contribuye a un ambiente saludable, creando áreas verdes en el distrito y reutilizando los residuos orgánicos, contribuye a la equidad, solidaridad y empoderamiento de los más pobres del distrito;

Que en uso de las atribuciones conferidas por la Ley Orgánica de Municipalidades N° 27972, el Concejo Municipal por mayoría aprueba la:

ORDENANZA DE FORTALECIMIENTO DE LA AGRICULTURA URBANA COMO UNA ACTIVIDAD PERMANENTE Y LEGÍTIMA EN EL DISTRITO DE VILLA MARÍA DEL TRIUNFO

Artículo 1°.- De los fines de la ordenanza.

La presente ordenanza tiene como fin reconocer la agricultura urbana como una actividad permanente y legítima en el distrito y como una estrategia de lucha contra la pobreza que contribuye al desarrollo económico local, fortaleciendo lo siguiente:

a. La Seguridad Alimentaria, por que posibilita el acceso a alimentos seguros y saludables de los sectores más pobres de la ciudad.

b. La generación de ingresos complementarios para las familias de las y los agricultores, con la venta de sus excedentes productivos.

c. La mejora ambiental y urbana, por que genera espacios de convivencia verdes y saludables, promoviendo prácticas ecológicas de siembra y crianza de animales, y por constituirse en un alternativa para el uso de espacios libres y vacantes con practicas de agricultura urbana.

d. La equidad, por que promueve la no discriminación y la igualdad de oportunidades para hombres y mujeres.

Artículo 2°.- De los principios de la agricultura urbana

Son principios de la agricultura urbana en Villa María del Triunfo:

I. Principio de Promoción de la Agroecología

La agricultura urbana se desarrolla respetando el ecosistema, estimulando el reciclaje, prescindiendo de los agroquímicos, vinculando los conocimientos científicos y los saberes populares, promoviendo la biodiversidad y el desarrollo sustentable.

II. Principio de Conservación de los recursos Suelo y Agua

La agricultura urbana promueve prácticas integradas que aumentan la conservación y regeneración del recurso suelo y optimización de los recursos hídricos que constituyen un derecho fundamental y un bien común, inherente a la naturaleza y a la calidad de vida nuestra población.

III. Principio de Inclusión y Participación

La agricultura urbana fomenta la participación comunitaria, la inclusión social, la integración sin exclusión, el respeto a las diferencias y la concertación como mecanismos de gestión.

IV. Principio de Promoción de la Equidad, Justicia y Solidaridad

Las prácticas de agricultura urbana se soportan en la equidad y no discriminación entre hombres y mujeres, la justicia social, entendida como el reconocimiento de derechos y deberes mutuos, y la solidaridad y búsqueda del bien común.

Artículo 3°.- Conformación del Comité de Gestión para la Agricultura Urbana (CGAU)

Para efectos de fortalecer la Agricultura Urbana en el distrito se conformará un Comité de Gestión integrado por los siguientes miembros:

Regidor Presidente de la Comisión de Desarrollo Económico Local	Presidente
Gerente de Desarrollo Económico Secretario	Técnico
03 Representantes acreditados del Foro de apoyo a la Agricultura Urbana, que operan en el distrito	Miembros
Gerente de Desarrollo Urbano	Miembro
Gerente de Lucha contra la Pobreza y Cooperación Técnica Nacional e Internacional	Miembro

Artículo 4°.- Acciones del Comité de Gestión para la Agricultura Urbana (CGAU)

I. Promover la elaboración y actualización participativa de planes y agendas políticas de agricultura urbana, y promover su articulación a planes y mecanismo de gestión público como; el plan integral de la ciudad, el plan de desarrollo económico, al plan de desarrollo urbano y otros planes sectoriales que se vincula con la AU.

II. Promover y fortalecer la diversas formas organizativas democráticas y con equidad, de las y los Agricultores Urbanos como gestores y actores centrales de la agricultura urbana.

III. Fomentar la creación y fortalecimiento de los espacios multi-actorales y multi-institucionales, como espacios de articulación y concertación a favor de la agricultura urbana.

IV. Fomentar el fortalecimiento de la estructura municipal específica para el desarrollo de agricultura urbana (subgerencia), con recursos humanos y financieros para la promoción y fortalecimiento de las prácticas de la agricultura urbana en la ciudad.

V. Velar por la inclusión de la agricultura urbana en los planes de ordenamiento territorial, promoviendo el uso productivo de los espacios vacantes y el acceso a suelos a los más pobres de la ciudad.

VI. Promover y desarrollar mecanismos para el acceso a financiamiento de las y los agricultores urbanos, vinculando con el presupuesto participativo y brindando soporte técnico y acompañamiento.

VII. Promover el consumo de alimentos sanos y seguros, sin contaminantes provenientes de los cultivos, crianza y procesamiento de productos de la agricultura urbana.

Artículo 5°.- Difusión y Capacitación

Los órganos municipales comprendidos en la presente Ordenanza, deberán realizar de modo permanente acciones de capacitación en la implementación de la Agricultura Urbana así como del contenido y alcances de la presente Ordenanzas.

Las acciones de difusión a favor del público, deberán incluir el uso del Internet a través de la página web de la Municipalidad Distrital de Villa María del Triunfo y otros medios que garanticen su acceso libre y gratuito. Para tales efectos, la Gerencia de Comunicación e Imagen Institucional en coordinación con el CGAU, deberá realizar campañas mensuales de difusión sobre la importancia de la Agricultura Urbana en el distrito.

Artículo 6°.- Vigencia

La presente Ordenanza entrará en vigencia a partir del día siguiente de su publicación en el Diario Oficial El Peruano.

Regístrese, comuníquese y cúmplase.

JUAN JOSÉ CASTILLO ANGELES
Alcalde

104544-1

BIBLIOGRAPHIE

Adams, N., et Golte, J. (2019). « *Los caballos de Troya de los invasores: estrategias campesinas en la conquista de la gran Lima* » (Vol. 9). Instituto de Estudios Peruanos. Lima, Peru.

Akrich, M., Callon, M., et Latour, B. (2006). *Sociologie de la traduction*. Textes fondateurs. Presses des Mines, pp.303, 2006. Paris [hal-03597436](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03597436)

Aldington, T. (1997). Urban and Peri-Urban Agriculture: Some Thoughts on the Issue (1997). *Réforme agraire, colonisation et coopératives agricoles* (n. 2, 1997): 41-44. <https://www.fao.org/3/W6728T/w6728t06.htm>

Allard-Poesi F., Maréchal G. (2014). Construction de l'objet de la recherche. Thiétart R.-A. et al. *Méthodes de recherche en management*, Paris, Dunod, p.48-76 (hal-01123768)

Allen, J. (1999). Spatial assemblages of power: from domination to empowerment. In *Human geography today*, Eds Massey D, Allen J, Sarre P (Polity Press, Cambridge) pp 194–218

Allen, P., et Guthman, J. (2006). From “old school” to “farm-to-school”: Neoliberalization from the ground up. *Agric Hum Values* 23, 401–415 (2006). <https://doi.org/10.1007/s10460-006-9019-z>

Altini, C. (2010). ‘Potentia’ as ‘potestas’: An interpretation of modern politics between Thomas Hobbes and Carl Schmitt. *Philosophy et Social Criticism*, 36(2), 231-252. <https://www.doi.org/10.1177/0191453709351850>

Alvesson, M., et Skoldberg, K. (2000). *Reflexive Methodology: New Vistas for Qualitative Research*. London, Thousand Oaks, CA and New Delhi: Sage. ISBN 978-1-4739-6423-5

Angulo, N. (2011). Cantines populaires : sécurité alimentaire et exercice de la citoyenneté au Pérou. Dans : Isabelle Guérin éd., *Femmes, économie et développement: De la résistance à la justice sociale* (pp. 221-235). Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.gueri.2011.01.0221>

Atkinson, R., et Martinet, F. (1998). Les aléas de la participation des habitants à la gouvernance urbaine en Europe. In *Les Annales de la recherche urbaine* (Vol. 80, No. 1, pp. 74-83). Persée-Portail des revues scientifiques en SHS. https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_1998_num_80_1_2199

Aubry, C., Dabat M-A., and Mawois M. (2010). “Fonction Alimentaire De l’agriculture Urbaine Au Nord Et Au Sud: Permanence Et Renouveau Des Questions De Recherche.” <https://hal.science/hal-00521221>, October 6, 2023. <https://hal.science/hal-00521221/en/>.

Audet, R. (2015). Le champ des *sustainability transitions* : origines, analyses et pratiques de recherche. *Cahiers de recherche sociologique*, (58), 73–93. <https://doi.org/10.7202/1036207ar>

Ba, A, et Aubry, C. (2011). Diversité Et Durabilité De l’agriculture urbaine : Une nécessaire Adaptation Des concepts ? *Norois* [En ligne], 221 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2013. URL: <http://journals.openedition.org/norois/3739> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.3739>

Ba, A. & Moustier, P. (2010). La perception de l’agriculture de proximité par les résidents de Dakar. *Revue d’Économie Régionale & Urbaine*, 913-936. <https://doi.org/10.3917/reru.105.0913>

Bakkour, D. (2013). « Un essai de définition du concept de gouvernance ». *Etudes et Synthèses*. ES.N.2015-03. https://www.researchgate.net/profile/Darine-Bakkour/publication/357381180_Un_essai_de_definition_du_concept_de_gouvernance/links/61cb9065da5d105e5504d149/Un-essai-de-definition-du-concept-de-gouvernance.pdf

Baron, C. (2001). « Dynamiques de proximités et développement local urbain, le rôle des systèmes d’échanges locaux ». *Némésis*, « Economie plurielle, économie solidaire: l’emploi en question ». 2001, no 3.

Barthes, R. (1973). Myth today. Mythologies. In « Cultural Theory and Popular Culture: A Reader, Volumen 1 ». Pearson. Ed. John Storey (p. 117-174). Edinburgh, England.

Bazin, L. (1997). « Anthropologie politique dans une entreprise en Côte-d'Ivoire. Domination et logiques d'accusation ». Thèse d'ethnologie et anthropologie sociale. Paris, EHESS. <https://www.theses.fr/1997EHES0053>

Berger, C. R. (1994). Power, dominance, and social interaction. In M. L. Knapp et G. R. Miller (Eds.), *Handbook of interpersonal communication* (2nd ed., pp. 450–507). Thousand Oaks, CA: Sage. <https://doi.org/10.1002/9781405186407.wbiecp093>

Berger, P., et Luckmann, T. (1966). The social construction of reality. In *Social Theory Rewired*. 3rd Edition, Harmondsworth: Penguin Book.

Berger, J., Ridgeway, C. L., Fisek, M. H., & Norman, R. Z. (1998). The Legitimation and Delegitimation of Power and Prestige Orders. *American Sociological Review*, 63(3), 379–405. <https://doi.org/10.2307/2657555>

Berry, M. (1986). Logique de la connaissance et logique de l'action, dans M. AUDET et J.-C. MALOUIN, *La production des connaissances scientifiques de l'administration*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 181-231.

Berry, J. W., Trimble, J. E., & Olmedo, E. L. (2016). "Assessment of Acculturation." In *The Cambridge Handbook of Acculturation Psychology*, Cambridge Handbooks in Psychology, eds. David L. Sam and John W. Berry. Cambridge: Cambridge University Press. chapter, 93–112.

Binns, T., et Lynch, K. (1998). Feeding Africa's growing cities into the 21st century: the potential of urban agriculture. *Journal of international development*, 10(6), 777-793. [https://doi.org/10.1002/\(SICI\)1099-1328\(1998090\)10:6<777::AID-JID532>3.0.CO;2-Z](https://doi.org/10.1002/(SICI)1099-1328(1998090)10:6<777::AID-JID532>3.0.CO;2-Z)

Blau, Peter. 1964 (1986). *Exchange and Power in social life*. New York: Routledge.

Bloch, O. (2019). Marx-Engels : *L'Idéologie allemande – Thèses sur Feuerbach* (1845-1846). Dans : O. Bloch, *Un bouquet de fleurs du mal: Anthologie de textes matérialistes d'Aristote à Marx*. Paris, Pocket. p. 374-384

Blommaert, J. (2005). *Key topics in sociolinguistics*. Reino Unido: Cambridge Cambridge University Press 0521828171 - Discourse: A Critical Introduction.

Blorwille, G. 2017. Les formes d'adhésion au discours sur les « Créatifs Culturels ». Approche sociologique de la diffusion d'une croyance dans le « capitalisme vert ». Thèse pour l'obtention du doctorat en sociologie. Université François – Rabelais de Tours. <https://www.theses.fr/2017TOUR2009>

Bocquier, P. (2004). World Urbanization Prospects: an alternative to the UN model of projection compatible with urban transition theory. *Document de travail DIAL NDT/2004/08, Octobre*. <https://dial.ird.fr/wp-content/uploads/2021/12/2004-08.pdf>

Bocquier, F., and E. González-García. (2010). “Sustainability of Ruminant Agriculture in the New Context: Feeding Strategies and Features of Animal Adaptability into the Necessary Holistic Approach.” *animal* 4(7): 1258–73. doi: 10.1017/S1751731110001023.

Boltanski, L. (1982). *Les cadres : la formation d'un groupe social*. Editions de Minuit. Paris. Social Classes - France.

Boltanski, L. (1990). Sociologie critique et sociologie de la critique. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 3(10), 124-134. https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1990_num_3_10_2129

Boltanski, L., et Thévenot, L. (1991). « *De la justification: les économies de la grandeur* ». Editions Gallimard. Paris

Boltanski, L. (2008) « Institutions et critique sociale. Une approche pragmatique de la domination », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], #08 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2010. URL: <http://journals.openedition.org/traces/2333> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/traces.2333>

Bosc P-M, Bonnet B., Demante M.J., Diouf O, Mercoiret J, Mercoiret M-R, Pescay M, Yung J-M, El Hadji M, Onibon P., Aho J. (1995). Les acteurs et leurs stratégies dans les projets de

développement durable et participatif. Montpellier : CIRAD-SAR, 198 p. Cirad - Agritrop
<https://agritrop.cirad.fr/315057/>

Boulianne, M. (2001). L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois : *Empowerment* des femmes ou « domestication de l'espace public » ? *Anthropologie et Sociétés*, 25(1), 63–80. <https://doi.org/10.7202/000210ar>

Bourdieu P. (1963). La société traditionnelle : Attitude à l'égard du temps et conduite économique. In: *Sociologie du travail*, 5^e année n°1, Janvier-mars 1963. pp. 24-44. DOI : <https://doi.org/10.3406/sotra.1963.1127>

Bourdieu, P. (1995). *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*. Revue Philosophique de la France Et de l'Étranger. *Editions du Seuil*. 185 (3):395-396. Paris.

Bourdieu, P. (1982). *Ce Que Parler Veut Dire. L'économie Des échanges Linguistiques*. Globalizing Intellectual Property Management, 259, 49-67. Paris: Fayard.

Bourdieu, P. (1977). Intervention au Congrès de l'AFEF, Limoges, 30 octobre 1977, parue dans *Le français aujourd'hui*, 41, mars 1978, pp. 4-20 et Supplément au n° 41, pp. 51-57. Repris dans *Questions de sociologie*, Les éditions de Minuit, 1980, pp 95- 112.

Bourdieu, P., et Passeron, J. C. (1979). *La distinction, critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit. Paris, 672p. SBN : 9782707302755

Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*, Paris, Editions de Minuit.

Bourdieu, P. (1982). *Langage et pouvoir symbolique*. Paris, Seuil, 2001.

Bourdieu P. (1989a). *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*. Paris : Minuit.

Bourdieu P. (1998). *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil, p. 44

Boutron, C. (2015). « La pacification nous l'avons faite, l'homme et la femme » : Autodéfense armée et action collective féminine dans le Pérou de l'après-conflit. *Autrepart*, 74-75, 117-135. <https://doi.org/10.3917/autr.074.0117>

Brand, C., Bricas, N., Conaré, D., Daviron, B., Debru, J., Michel, L., et Soulard, C. T. (2019). *Designing urban food policies: concepts and approaches*. Springer Nature. Cham, 2019. URI <http://library.oapen.org/handle/20.500.12657/23052>

Brégeot G, et Chéneau-Loquay, A. (2013). « Le projet de développement au service de la sécurité alimentaire des consommateurs : pour une approche territoriale. » François Collart Dutilleul. *Penser une démocratie alimentaire (vol. I)*, Inida (Costa Rica), pp.381, 2013, 9782918382072. fihal-00930298f

Brand, C. et Bonnefoy, S. (2011). « L'alimentation des sociétés urbaines : une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains ? », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 11 Numéro 2 | septembre 2011, mis en ligne le 05 octobre 2011. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/11199> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.11199>

Brasier, K.J. Ideology and discourse: Characterizations of the 1996 Farm Bill by agricultural interest groups. *Agriculture and Human Values* **19**, 239–253 (2002). <https://doi.org/10.1023/A:1019913920983>

Bruce Mitrani, J. (2007). *Nos habíamos choleado tanto. Psicoanálisis y racismo*. Lima; Universidad San Martín de Porres. Fondo Editorial; 2007. 145 p. (pp. 145-145).

Bulot, T. & Ledegen, G. (2008). Langues et espaces: Normes identitaires et urbanisation. *Cahiers de sociolinguistique*, 13, 5-14. <https://doi.org/10.3917/csl.0801.0005>

Burgoon J., Johnson M. & Koch, P. (1998) The nature and measurement of interpersonal dominance, *Communication Monographs*, 65:4, 308-335, DOI: [10.1080/03637759809376456](https://doi.org/10.1080/03637759809376456)

Burgoon J. & Dunbar, N. (2000) An interactionist perspective on dominance-submission: Interpersonal dominance as a dynamic, situationally contingent social skill, *Communication Monographs*, 67:1, 96-121, DOI: [10.1080/03637750009376497](https://doi.org/10.1080/03637750009376497)

Cabannes Y. & Raposo, I. (2013) Peri-urban agriculture, social inclusion of migrant population and Right to the City, *City*, 17:2, 235-250, DOI: [10.1080/13604813.2013.765652](https://doi.org/10.1080/13604813.2013.765652)

Callon, M., et Latour, B. (2011). Chapitre 1. « Tu ne calculeras pas ! » - ou comment symétriser le don et le capital. In : *Sociologie des agencements marchands : Textes choisis* [en ligne]. Paris : Presses des Mines, 2013. Disponible sur Internet : < <http://books.openedition.org/pressesmines/2024> >. ISBN : 978-2-35671-437-4. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesmines.2024>.

Callon, Michel, et Michel Ferrary. « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau », *Sociologies pratiques*, vol. 13, no. 2, 2006, pp. 37-44.

Campagnac, É. « Pierre Bourdieu, Les structures sociales de l'économie », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 43 - n° 3 | Juillet-Septembre 2001, mis en ligne le 11 octobre 2001, consulté le 20 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/35292> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sdt.35292>

Capel H. (2002). *La morfología de las ciudades. Tomo I. Sociedad, cultura y paisaje urbano*, Barcelona, Ediciones del Serbal. Barcelona. ISBN: 9788476287323

Cardoso, W., Sacomano, J., Contador, J., Almeida, C., et Giannetti, B. (2017). Process of strategy formulation for sustainable environmental development: Basic model. *Journal of Cleaner Production*, Volume 166, 2017, Pages 1295-1304, ISSN 0959-6526. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.08.128>

Castells, M. (2011). *The power of identity. The information age : economy, society and culture. Volume II*. Ed. Wiley-Blackwell. West Sussex, UK.

Cattell, Raymond Bernard, Herbert W. Eber, and Maurice M. Tatsuoka. (1992). “Handbook for the sixteen personality factor questionnaire (16 PF)”. *Institute for Personality and Ability Testing*.

Cerrillo Vidal, J. A. (2009). El intermediario imposible. Algunas reflexiones en torno a epistemología y ética en la investigación cualitativa. *Nómadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas* | 24 (2009.4). URI: <http://hdl.handle.net/10261/71016>

Certeau, Michel de. *L’Invention Du Quotidien*. [Paris]: Gallimard, 1994.

Certomà, Chiara. (2015). “Critical Urban Gardening.” In *Think Global, Eat Local: Exploring Foodways, RCC Perspectives*, No. 1, Think Global, Eat Local: Exploring Foodways (2015), pp. 13-18 (6 pages). <https://www.jstor.org/stable/26241301>

Chamaret A. (2007). Une démarche top-down / bottom-up pour l’évaluation en termes multicritères et multi-acteurs des projets miniers dans l’optique du développement durable. *Application sur les mines d’Uranium d’Arlit (Niger)*. Economies et finances. Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines, 2007. Français. [⟨NNT : ⟩](#). [⟨tel-00194445⟩](#)

Charaudeau, P. (1984). Le discours propagandiste (Propagandist Language). *Français dans le Monde*, 182, 100-03. Paris

Chazel, F. (1983). Pouvoir, structure et domination. *Revue française de sociologie*, Vol. 24, No. 3 (Jul. - Sep., 1983), pp. 369-393 (25 pages) <https://doi.org/10.2307/3321866>
<https://www.jstor.org/stable/3321866>. Contribution from Sciences Po University Press

Consales Jean-Noël. (2000). Les jardins familiaux marseillais : laboratoires territoriaux d’une agriculture urbaine en Méditerranée. In: *Méditerranée*, tome 95, 3-4. Dynamiques spatiales des cultures spéciales, sous la direction de Claudine Durbiano . pp. 81-88.

DOI : <https://doi.org/10.3406/medit.2000.3179>

Corbould, Claire. (2013). “Feeding the Cities: Is Urban Agriculture the Future of Food Security?”. *Future Directions International 2014*. Strategic Analysis Paper. <https://apo.org.au/sites/default/files/resource-files/2013-11/apo-nid36213.pdf>

Cornejo, Marcela, & Salas, Natalia. (2011). Rigor y Calidad Metodológicos: Un Reto a la Investigación Social Cualitativa. *Psicoperspectivas*, 10(2), 12-34. <https://dx.doi.org/10.5027/psicoperspectivas-Vol10-Issue2-fulltext-144>

Cuché, D. (1975). *Poder blanco y resistencia negra en el Perú: un estudio de la condición social del negro en el Perú después de la abolición de la esclavitud*. Instituto Nacional de Cultura. Lima.

Cunin, E. (2004). Métissages et multiculturalisme en Colombie (Carthagène) : Le « noir » entre apparences et appartenances. Paris : L’Harmattan- Connaissance des hommes - ISBN: 9782296357815 - Permalink: <http://digital.casalini.it/9782296357815> - Casalini id: 5120511

Da Cunha, D. T., Stedefeldt, E., et De Rosso, V. V. (2014). The role of theoretical food safety training on Brazilian food handlers’ knowledge, attitude and practice. *Food Control*, Volume 43, 2014, Pages 167-174, ISSN 0956-7135, <https://doi.org/10.1016/j.foodcont.2014.03.012>

Daftary-Steel S, Herrera, H, Porter, C. M., (2015). The unattainable trifecta of urban agriculture. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 6(1), 19–32. DOI: <https://doi.org/10.5304/jafscd.2015.061.014>

Darly, S., et McClintock, N. (2017). Introduction to Urban Agriculture in the Neoliberal City: Critical European Perspectives. *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 16(2), 224–231. Retrieved from <https://acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1598>

Daso, J. A. (1995). “Experiencias comunales en huertos en Lima y provincias. Perú” *Agricultura urbana en América Latina. XIV International congress on project engineering Madrid 2010 La Paz, 1995*, pp.151-161.

De Bon, H., Parrot, L., et Moustier, P. (2010). Sustainable urban agriculture in developing countries. A review. *Agronomy for sustainable development*, 30, 21-32. <https://doi.org/10.1051/agro:2008062>

Degenhart, B. (2016). La agricultura urbana: un fenómeno global. *Nueva Sociedad* No 262, marzo-abril de 2016, ISSN: 0251-3552, www.nuso.org

Dejours, C. (2006). Aliénation et clinique du travail. *Actuel Marx*, 39, 123-144. <https://doi.org/10.3917/amx.039.0123>

Deniau, G. (2005). La question du « sujet » dans l'herméneutique gadamérienne, *Methodos* [En ligne], 5 | 2005, mis en ligne le 25 mars 2005. URL : <http://journals.openedition.org/methodos/332> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/methodos.332>

Deranty, J. (2011). Travail et expérience de la domination dans le néolibéralisme contemporain. *Actuel Marx*, 49, 73-89. <https://doi.org/10.3917/amx.049.0073>

Dermine, T. (2019). Contrat à impact social : une opportunité pour le financement de l'action sociale ?. *Informations sociales*, 199, 116-123. <https://doi.org/10.3917/inso.199.0116>

Derrida, J. *Politics of Friendship*, trans. George Collins (London and New York: Verso, 1997); hereafter PF.

DeVault, M. L. (1991). *Feeding the Family. The Social Organization of Caring as Gendered Work*. Chicago, IL. *Women in culture and society*, A Series edited by C. Stimpson The University of Chicago Press.

Dibden, J., Potter, C., et Cocklin, C. (2009). Contesting the neoliberal project for agriculture: Productivist and multifunctional trajectories in the European Union and Australia. *Journal of rural studies*, 25(3), 299-308. ISSN 0743-0167, <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2008.12.003>

Dibden, J., et Cocklin, C. (2007). Sustainability and agri-environmental governance. *Agricultural governance: Globalization and the new politics of regulation*, 10, 135. Routledge. ISBN 9780203698907

Donzelot, J. (1996). *Les transformations de l'intervention sociale face à l'exclusion. L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris : Éditions La Découverte, 88-100.

Doré, É. et Matta, R. (2011). "L'andinité À Lima." *Civilisations* [En ligne], 60-1 | 2011, mis en ligne le 12 février 2015. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/2675> ; DOI : 10.4000/civilisations.2675

Dornbusch, S. M., Scott, W. R., et Busching, B. C. (1975). *Evaluation and the Exercise of Authority* (pp. 28-43). San Francisco: Jossey-Bass.

Driant, J. C. (2015). *Las barriadas de Lima: historia e interpretación*. Nueva edición [en línea]. Lima : Institut français d'études andines, 1991 (generado el 10 de noviembre 2015). Disponible en Internet: <http://books.openedition.org/ifea/6962> . ISBN: 9782821845992

Dubbeling, M., et van Veenhuizen, R. (2014). Formulation de politiques multi-agents et planification d'actions en agriculture urbaine et périurbaine : L'agriculture dans les politiques locales, nationales et internationales dans les agendas institutionnels. *Pour*, (4), 323-339. <https://doi.org/10.3917/pour.224.0323>

Ducrot, O. (1980). Analyses pragmatiques. Dans *Communications*. Les actes de discours. 32(1), 11-60. www.persee.fr/issue/comm_0588-8018_1980_num_32_1

Dubbeling, M., Zeeuw, H. D., et Veenhuizen, R. V. (2010). *Cities, poverty and food: multi-stakeholder policy and planning in urban agriculture*. Practical Action Publishing. ISBN : 9781853397097 Record Number : 20113234439. Rugby, UK.

Duchemin, E., Wegmuller, F., et Legault, A. M. (2008). Urban agriculture: multi-dimensional tools for social development in poor neighbourhoods. *Field Actions Science Reports*. [Online], Vol. 1 | 2008, Online since 16 January 2009, connection on 22 January 2024. URL: <http://journals.openedition.org/factsreports/113>

Duchemin E. (2013). Multifonctionnalité de l'Agriculture Urbaine : Perspective de Chercheurs et de Jardiniers. *Agriculture Urbaine : Aménager et Nourrir la Ville, VertigO*, 95-111, Montréal. https://agriurbain.hypotheses.org/files/2014/05/Chapitre_2_Perspective_des_jardiniers.pdf

Dunbar, N. E. (2004). Theory in Progress: Dyadic Power Theory: Constructing a Communication-Based Theory of Relational Power, *Journal of Family Communication*, 4:3-4, 235-248, DOI: 10.1080/15267431.2004.9670133

Eizenberg, Efrat. 2011. "Actually Existing Commons: Three Moments of Space of Community Gardens in New York City." *Antipode* 44(3): 764-782. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2011.00892.x>

Elias, N; Scotson, J.L. (1997). *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard.

Ellis, F., et Sumberg, J. (1998). Food production, urban areas and policy responses. *World Development*, 26(2), 213-225. ISSN 0305-750X [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(97\)10042-0](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(97)10042-0)

Ernwein M, Salomon-Cavin J. (2014). Au-delà de l'agrarisation de la ville : l'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement urbain ? Discussion à partir de l'exemple genevois. *Géocarrefour* [En ligne], 89/1-2 | 2014. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9380>; DOI: <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9380>

Eversol, R., (2003). Managing the pitfalls of participatory development: Some insight from Australia, *World Development*, 31, 5, 781-795. ISSN 0305-750X, [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(03\)00018-4](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(03)00018-4)

Fairclough, N., et Wodak, R. (1997). Critical discourse analysis. In T. A. van Dijk (Ed.), *Discourse as social interaction* (pp. 258–284). *Discours Studies*, a multidisciplinary introduction. London: Sage Publications.

Fairclough, N. (2013). *Critical discourse analysis: The critical study of language*. Second Edition. Routledge. London and New York.

Fallery, B., et Rodhain, F. (2007). Quatre approches pour l'analyse de données textuelles : lexicale, linguistique, cognitive, thématique. *XVI ème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique AIMS*, 2007, Montréal, Canada. pp 1-16. (hal-00821448).

FAO (2010). With micro-gardens, urban poor “grow their own”. <http://www.fao.org/ag/agp/grennercities/en/microgardens/index.html>

Figuière, C. (2006). « Sud, développement et développement durable : l'apport de l'économie politique », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 7 Numéro 2 | septembre 2006, mis en ligne le 08 septembre 2006. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/2287> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.2287>

Fleury, A ; Ba, A. (2005). Multifunctionality and sustainability of urban agriculture. *RUAF - Urban Agriculture Magazine*, 15, 4-6. December, 2005.

Fleury, A ; Donadieu, P. (1997). De l'agriculture péri-urbaine à l'agriculture urbaine. *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, 31(31), 45-61. (hal-01204863)

Fleury, A., & Moustier, P. (1999). L'agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable. *Cahiers Agricultures*, 8(4), 281–287 (1). Consulté à l'adresse <https://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/view/30184>

Gadamer, H.-G. (1975). Hermeneutics and Social Science. *Cultural Hermeneutics*, 2(4), 307-316. <https://doi.org/10.1177/019145377500200402>

Gadamer, H.-G. (1985) « Destruktion und Dekonstruktion », traduit dans *La philosophie herméneutique*, Paris, PUF, 1996, p. 139-154. ISBN : 213047344X

Gallucci, M.J. (2012). Sintaxis de las citas en estilo directo e indirecto con verbo en el habla caraqueña. *Lingüística* 28(1) 223-246.

Girin, J. (1986). L'objectivation des données subjectives. Eléments pour une théorie du dispositif dans la recherche interactive. *Qualité des informations scientifiques en gestion, Méthodologies fondamentales en gestion*, 170-186. <http://pascal-francis.inist.fr/vibad/index.php?action=getRecordDetail&idt=12100295>

Grondin, J. (1993). *L'universalité de l'herméneutique*. Revue de Métaphysique et de Morale. Presses universitaires de France. Paris. Vol.99, N°3, 414.

Grondin, J. (2022). Chapitre VII. Paul Ricœur : une herméneutique du soi historique face au conflit des interprétations. Dans : Jean Grondin éd., *L'herméneutique* (pp. 74-91). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2022, p. 74-91. URL : <https://www.cairn.info/l-hermeneutique--9782715411128-page-74.htm>

Fleyfel A (2008). Richard Simon, critique de la sacralité biblique. In: *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, 88e année n°4, Octobre-Décembre 2008. pp. 469-492. DOI : <https://doi.org/10.3406/rhpr.2008.1360>
www.persee.fr/doc/rhpr_00352403_2008_num_88_4_1360

Flores Galindo, A. (1986). *Buscando un inca: identidad y utopía en los Andes*. Casa de las Américas. La Habana, Cuba. Utopia. <http://arus.letras.up.pt/jspui/handle/123456789/102034>

Foucault, M., et Kremer-Marietti, A. (1969). *L'archéologie du savoir* (Vol. 1). Paris: Gallimard.

Foucault, M. (1970). *L'ordre du discours*. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970 pour la chaire d'histoire des systèmes de pensée. Paris : Gallimard.

Foucault, M., et Mailänder, E. (1975). *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard.

Foucault, M. (2004). *Sécurité, territoire, population* : cours au Collège de France, 1977-1978.

Fournier, M. (2008). « La Misère du monde ». Dans : Jean-François Dortier éd., *Pierre Bourdieu: Son œuvre, son héritage* (pp. 66-66). Auxerre: Éditions Sciences Humaines. <https://doi.org/10.3917/sh.colle.2008.02.0066>

Fowler, R. (1979). Anti-language in Fiction. *Style*, 13(3), 259-278. <http://www.jstor.org/stable/42945250>

French, J. R. P., Jr., & Raven, B. (1959). The bases of social power. In D. Cartwright (Ed.), *Studies in social power*, Chapter 6 : Leadership as an Influence process (pp. 150–167). Univer. Michigan.

Franck, A. (2006). Market Gardeners in Khartoum: Between Integration and Marginalization. A Study on the Integrating Capacities of Urban Agriculture. *Revue Tiers Monde*, 185, 39-55. <https://doi.org/10.3917/rtm.185.0039>

Frisancho, J. (2004). Notas sobre la historia de Lima. En *Las ciudades latinoamericanas en el nuevo (des) orden mundial*, 213. Siglo Veintiuno Editores. México D.F.

Fuhrer, C., Hoareau, É., et Cucchi, A. (2017). Le rôle des Technologies de l'Information et de la Communication dans la dynamique d'un réseau d'innovation : une approche ANT. *Innovations*, (0), in Guilhon B., Huard P., Orillard M. & Zimmerman J.B., (eds), *Economie de la connaissance et Organisation; Entreprises, territoires, réseaux*, L'Harmattan, Paris, 1997 art20_I-art20_XXXII.

Gaatone D., (1981a). « Conjonctions et locutions conjonctives en français », *Folia Lingüistica*, 14, p. pp. 195-212. <https://doi.org/10.1515/flin.1980.14.1-2.195>

Gadamer, H.G. (1971). Rhétorique, herméneutique et critique de l'idéologie Commentaires Métacritiques de " Wahrheit Und Methode ". *Archives de Philosophie*, vol. 34, no. 2, 1971, pp. 207–30. *JSTOR*, <http://www.jstor.org/stable/43033335>

Galli, M., Bonari, E., et Lardon, S. (2010). Agricultural management in peri-urban areas. The experience of an international workshop, Jun 2009, Pise, Italy. *Felici*, 166 p., 2010, 978-88-6019-440-4. {hal-01195329} <https://hal.science/hal-01195329/>

Gamson, W. A. (1968). Stable unrepresentation in American society. *American Behavioral Scientist*, 12(2), 15-21. <https://doi.org/10.1177/000276426801200203>

Garfinkel, H. (1967). Studies in ethnomethodology. In *Social Theory Re-Wired*. 3rd Edition. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall.

Gee, J. P. (2001). Discourse and sociocultural studies in reading. In *Methods of literacy research* (pp. 129-142). 1st Edition. Routledge. eBook : ISBN 9781410604460

Gephart, R. (2004). Qualitative research and the Academy of Management Journal. *Academy of Management Journal*, 47, 454-462. <https://doi.org/10.5465/amj.2004.14438580>

Giddens, A. (1976). *New Rules of Sociological Method. A positive critique of interpretative sociologies*. Second Edition. London: Hutchinson. Stanford, California.

Giddens, A. (2004). The constitution of society: Outline of the theory of structuration: Elements of the theory of structuration. In *Practicing History*. 1st Edition. (pp. 121-142). Routledge. eBook ISBN9780203335697

Glady, M., Hanique, F. (2023). N°36 – Pratiques langagières entre domination et émancipation : regards psychosociologiques. *Nouvelle Revue de Psychosociologie – Argument n°35 / printemps 2023*. <https://www.sociologie-clinique.org/france/wp-content/uploads/sites/13/2022/07/NRP36ArgumentFinalV1.pdf>

Godard, O., et Hubert, B. (2002). Le développement durable et la recherche scientifique à l'INRA. *Rapport intermédiaire de mission*. Paris (France): INRA éditions.

Gottlieb, R., & Joshi, A. (2010). *Food justice*. Mit Press. Massachusetts Institut of Technology. USA. ISBN : 9780262072915

Granchamp-Florentino, L. (2012). L'agriculture urbaine : un enjeu de la ville durable. *Revue des Sciences sociales*, 2012, La ville aux défis de l'environnement, 47, pp.142-152. (hal-01302794)

Grondin, J. (2022). Chapitre VII. Paul Ricœur : une herméneutique du soi historique face au conflit des interprétations. Dans : Jean Grondin éd., L'herméneutique (pp. 74-91). *Paris cedex*

14: Presses Universitaires de France. URL : <https://www.cairn.info/l-hermeneutique--9782715411128-page-74.htm>

Guthman, J. (2009). Teaching the politics of obesity: Insights into neoliberal embodiment and contemporary biopolitics. *Antipode*, 41(5), 1110-1133. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2009.00707.x>

Guzzini, S. (2016). International political sociology, or: The social ontology and power politics of process. *Danish Institute for International Studies* (2016) Stable URL: <http://www.jstor.com/stable/resrep13383>

Haber, S. (2013). Le néolibéralisme est-il une phase du capitalisme ?. *Raisons politiques*, 52, 25-35. <https://doi.org/10.3917/rai.052.0025>

Habermas, J. (1970). Toward a rational society: Student protest, science and politics. Boston : Beacon Press. *Science & Society*, Vol. 35, No. 3 (Fall, 1971), pp. 373-375 (3 pages) <https://www.jstor.org/stable/40401593>

Habermas, J. (1976). Some Distinctions in Universal Pragmatics: A Working Paper. *Theory and Society*, 3(2), 155–167. <http://www.jstor.org/stable/656844>

Habermas, J. (1984). Questions and counterquestions. *Praxis International*, 4(3), 229-249. <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:148409317>

Habermas, J. (1987). *The Theory of Communicative Action. Reason and the rationalization of society*. Boston : Beacon Press, Vol. 2, p. 355.

Habermas, J., et Rochlitz, R. (1987). Logique des sciences sociales et autres essais, coll. « Philosophie d'aujourd'hui. *Revue Philosophique de la France Et de l'Étranger* 178 (3):363-364. <https://philpapers.org/rec/HABLDS>

Halliday, M. A. K., & Kress, G. R. (1976). *System and function in language: Selected papers*. London, Oxford University Press.

Hampway, G., Nel, E., & Ingombe, L. (2009). The role of urban agriculture in addressing household poverty and food security: the case of Zambia. *Global Development Network*. India: Type of Asset | Working Paper.

Harty, C. (2008). Implementing innovation in construction: contexts, relative boundedness and actor-network theory, *Construction Management and Economics*, 26:10, 1029-1041, DOI: [10.1080/01446190802298413](https://doi.org/10.1080/01446190802298413)

Haud, G. et Laurent J-P. (2022). « Une critique alternative (en sciences sociales) : enquêter sur le front des possibles », *Astérior* [En ligne], 27 | 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asterion/8553> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asterion.8553>

Haugaard, M. (1997). *The constitution of power: a theoretical analysis of power, knowledge and structure*. Manchester University Press. UK.

Haugaard, M. (2003). Reflections on Seven Ways of Creating Power. *European Journal of Social Theory*, 6(1), 87-113. <https://doi.org/10.1177/1368431003006001562>

Haugaard, M. (2010). Power: A ‘family resemblance’ concept. *European Journal of Cultural Studies*, 13(4), 419-438. <https://doi.org/10.1177/1367549410377152>

Haugaard, M. (2012). Rethinking the four dimensions of power: domination and empowerment, *Journal of Political Power*, 5:1, 33-54, DOI: [10.1080/2158379X.2012.660810](https://doi.org/10.1080/2158379X.2012.660810)

Hinde, R. A. (1978). Dominance and role—two concepts with dual meanings. *Journal of Social and Biological Structures*, 1(1), 27-38. 1978, Pages 27-38, ISSN 0140-1750, [https://doi.org/10.1016/0140-1750\(78\)90016-7](https://doi.org/10.1016/0140-1750(78)90016-7)

Hindess, B. (1996). Discourses of power: from Hobbes to Foucault. Ed. Wiley-Blackwell. ISBN(s) 0631190937 : 9780631190936 <https://philpapers.org/rec/HINDOP>

Hochedez, C., et Le Gall, J. (2016). Justice alimentaire et agriculture : introduction. *Justice spatiale = Spatial justice*, 2016, Justice alimentaire et agriculture, 9. [hal-01342994](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01342994)

Holt-Giménez, E. (2010). Food security, food justice, or food sovereignty. *Food first backgrounder*, 16(4), 1-4. Institute for food and development policy. Basé sur l'article d'Eric Holt-Giménez et Annie Shattuck's 2011 'Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation?,' *Journal of Peasant Studies*, 38: 1, 109 — 144. <https://doi.org/10.1080/03066150.2010.538578>

Hovoroka, A., et Lee-Smith, D. (2006). Gendering the urban agriculture agenda. *Cities farming for the future. Urban Agriculture for Green and Productive Cities*. Chapter 5 : Gender. https://ruaf.org/assets/2019/11/Cities-Farming-for-the-Future_compressed.pdf#page=131

Hovoroka, A., Zeeuw, H. D., & Njenga, M. (2009). *Women feeding cities: Mainstreaming gender in urban agriculture and food security*. CTA/Practical Action. <https://hdl.handle.net/10568/81070>

Hoy, D. C. (1980). Hermeneutics. *Social Research*, 47(4), 649–671. <http://www.jstor.org/stable/40982666>

Hynes. D. (Ed.) (1964). *Language in culture and society. A reader in linguistics and anthropology*. New York: Harper & Row; 1964.

Iglesias, D. (2016) “Danilo Martuccelli, Lima y sus arenas. Poderes sociales y jerarquías culturale”, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Comptes rendus et essais historiographiques, mis en ligne le 04 juillet 2016. URL : <http://nuevomundo.revues.org/69400>

Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI)., (2020). Perú: Estimaciones y Proyecciones de Población por departamento, Provincia y Distrito, 2018-2020 https://www.inei.gob.pe/media/MenuRecursivo/publicaciones_digitales/Est/Lib1715/

Íñiguez Rueda, L. (2012). *Análisis del discurso: manual para las ciencias sociales*. Nueva edición revisada y ampliada. Barcelona, Editorial UOC. ISBN: 978-84-9788-249-1

Johnston, L. G., & Sabin, K. (2010). Échantillonnage déterminé selon les répondants pour les populations difficiles à joindre. *Methodological Innovations Online*, 5(2), 38-48. <https://doi.org/10.4256/mio.2010.0017a>

Jones, S. (1985). The analysis of depth interviews. In R. Walker (ed.) *Applied qualitative research*, 56-70.

Jucker, A. H. (2009). Speech act research between armchair, field and laboratory: The case of compliments. *Journal of Pragmatics*, 41(8), 1611-1635.
<https://doi.org/10.1016/j.pragma.2009.02.004>

Karlberg, M. (2005). The power of discourse and the discourse of power: Pursuing peace through discourse intervention. *International Journal of Peace Studies*, 10(1), 1–25.
<http://www.jstor.org/stable/41852070>

Kanji, N., Kanji, N., et Manji, F. (1991). From development to sustained crisis: structural adjustment, equity and health. *Social science et medicine*, 33(9), 985-993.
[https://doi.org/10.1016/0277-9536\(91\)90003-U](https://doi.org/10.1016/0277-9536(91)90003-U)

Keltner, D., Gruenfeld, D. H., & Anderson, C. (2003). Power, approach, and inhibition. *Psychological Review*, 110(2), 265–284. <https://doi.org/10.1037/0033-295X.110.2.265>

Kohn, A., Schwimer, J., et Alarcon, D. (2019). Agricultura urbana en Perú: Estudio de cinco casos en Lima Metropolitana. CUSO International, Lima, Peru.
<https://www.ipes.org/index.php/agricultura-urbana/category/2-agricultura-urbana>

Kress, G. et Hodge, R. (1979). *Language as ideology* (1st ed.). London: Routledge et. Kegan Paul. ISBN : 0710007957

Krief, N., et Zardet, V. (2013). Analyse de données qualitatives et recherche-intervention. *Recherches en sciences de gestion*, (2), 211-237.

La Boétie É. de (2004 [1549]), *Le Discours de la servitude volontaire ou le contr'un*, [en ligne], URL : <http://classiques.uqac.ca/> DOI : [10.1522/cla.lae.dis](https://doi.org/10.1522/cla.lae.dis)

Lallé, B. (2004). Production de la connaissance et de l'action en sciences de gestion : Le statut expérimenté de « chercheur-acteur ». *Revue française de gestion*, no<(sup> 158), 45-65. <https://doi.org/10.3166/rfg.148.45-65>

Lander, E. (2000). Eurocentrism and Colonialism in Latin American Social Thought". *Nepantla: Views from South*. 1:3, p. 519-532. *Project MUSE* muse.jhu.edu/article/23903.

Langlet, M. (2023). L'investissement à impact social : la finance à l'assaut du monde associatif ? *Revue française des affaires sociales*. No.234, pages 129 à 140. Editions DREES Ministère de la Santé. ISSN 0035-2985

Latour, B. (2004). Comment finir une thèse de sociologie : Petit dialogue entre un étudiant et un professeur (quelque peu socratique). *Revue du MAUSS*, no<(sup> 24), 154-172. <https://doi.org/10.3917/rdm.024.0154>

Laurens, S., & Mischi, J. (2018). Apprendre à travailler: The uneasy journey of counter-school culture in the country of cultural capital theory. *Ethnography*, 19(4), 479-495. <https://doi.org/10.1177/1466138118781408>

Lavigne-Delville, P., Selamna, N. E., Mathieu, M. (Eds). (2000). *Les Enquêtes participatives en débat : ambition, pratiques et enjeux*, Paris, Karthala, Icr, Gret. ISBN: 2845861168

Le Bel P.M, Moruzzi Marques P.E, Curan R.M, De Souza Leao V.O.P, Santo M. (2020), "Le droit à l'accès comme principe de justice en agriculture urbaine et périurbaine", *Revue Francophone du Développement Durable*, n°15, mars, p. 72 – 90.

<https://erasme.uca.fr/publications/revue-francophone-du-developpement-durable/revuefrancophone-du-developpement-durable-159333.kjsp>

Le Galès, P. (1995). Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. *Revue Française de Science Politique*, 45(1), 57–95. <http://www.jstor.org/stable/43119350>

Le Gall, L. (2013). Quelle place pour l'activité agricole en ville ? Le cas de Ouagadougou, entre sécurisation et relégation. *Métropolitiques*, 18 février. <https://metropolitiques.eu/Quelle-place-pour-l-activite.html>

Le Goff, J.-L. (2013). L'accompagnement : outils de domination ou d'émancipation, *Carnet du RT 25*, Réseau Thématique de l'association française de sociologie 2012, pp. 1-26. <http://rt25.hypotheses.org>

Le Goff, J.-L. (2014). « La réflexivité dans les dispositifs d'accompagnement : implication, engagement ou injonction ? », dans *revue ¿ Interrogations ?*, N°19. Implication et réflexivité – II. Tenir une double posture [en ligne], <https://www.revue-interrogations.org/La-reflexivite-dans-les>

Lefebvre, H. (1974). La production de l'espace. *L'Homme et la société*, N. 31-32, 1974. Sociologie de la connaissance marxisme et anthropologie. pp. 15-32. DOI : <https://doi.org/10.3406/homso.1974.1855>

Legault, M. J., et Belarbi-Basbous, H. (2006). « Gestion par projets et risques pour la santé psychologique au travail dans la nouvelle économie », *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé* [En ligne], 8-1 | 2006, mis en ligne le 01 mai 2006. URL : <http://journals.openedition.org/pistes/3086> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pistes.3086>

Legault, M.J et Chasserio, S. (2010). La domination dans le modèle de production de haute performance dans la gestion de projets. Dans Malenfant, Romaine et Bellemare, Guy (dir.), *La domination au travail : des conceptions totalisantes à la diversification des formes de domination* (p. 99-124). Québec (Canada) : Presses de l'université du Québec.

Leclaire, M. (2016) Foucault et Bourdieu. Les stratégies de pouvoir. *Philosophie*. HAL Id: dumas-01429906 <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01429906>

Leloup, H. (2015). Trajectoires de l'agriculture (péri)urbaine à Lima : entre désintérêt et renouveau de l'activité. *Problèmes d'Amérique latine*, 99, 13-30 <https://doi.org/10.3917/pal.099.0013>

Leloup, Héloïse. (2018). Les agriculteurs de l'agglomération de Lima : des acteurs territoriaux au défi des attentes de la ville. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2018. Français. [\(NNT : 2018PA01H080\)](#). [\(tel-02368337\)](#)

Lévy-Tadjine, T. & Paturel, R. (2012). Représentations et questions de méthodes dans une perspective intersubjective: L'exemple de l'Entrepreneuriat et du Management. *Revue internationale de psychosociologie*, XVIII, 343-366. <https://doi.org/10.3917/rips.044.0343>

Lips, H. M. (1991). *Women, men, and power*. Mayfield Publishing Co. English. ISBN-10 : 0874849160 ISBN-13 : 978-0874849165

Lohrberg, F., Lička, L., Scazzosi, L., Timpe, A., et Verlag, J. (Eds.). (2016). *Urban agriculture europe* (Vol. 38). Berlin: Jovis.

Londoño-Vásquez, David Alberto, & Bermúdez-Restrepo, Héctor Leonel. (2013). Tres enfoques sobre los estudios críticos del discurso en el examen de la dominación. *Palabra Clave*, 16(2), 491-519. Retrieved January 24, 2024, from http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0122-82852013000200010&lng=en&tlng=es.

Lourenço-Lindell I. (1995). The informal food economy in a peripheral urban district: the case of Bandim District, Bissau. *Habitat International*, Volume 19, Issue 2, Pages 195-208, ISSN 0197-3975, [https://doi.org/10.1016/0197-3975\(94\)00066-B](https://doi.org/10.1016/0197-3975(94)00066-B)

Lovett, G. (2016). Is urban farming only for rich hipsters?. *Guardian Sustainable Business*, February, 15. <https://www.theguardian.com/sustainable-business/2016/feb/15/urban-fa>

Lyson, H. C. (2014). Social structural location and vocabularies of participation: Fostering a collective identity in urban agriculture activism. *Rural Sociology*, 79(3), 310-335. <https://doi.org/10.1111/ruso.12041>

Madaleno I. (2002). Urban agriculture, an environmentally sustainable land use—case studies from Europe, Latin America and Africa. Paper from: *The Sustainable City II*, CA Brebbia, JF Martin-Duque & LC Wadhwa (Editors). ISBN 1-85312-917-8

Mahil, A., et Tremblay, D. G. (2015). Théorie de l'acteur-réseau. In: *Sciences, technologies et sociétés de A à Z* [en línea]. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2015 (generado el

24 janvier 2024). Disponible en Internet: < <http://books.openedition.org/pum/4363> >. ISBN: 978-2-8218-9562-1. DOI: <https://doi.org/10.4000/books.pum.4363>

Maingueneau, D., & Cossutta, F. (1995). L'ANALYSE DES DISCOURS CONSTITUANTS. *Langages*, 117, 112–125. <http://www.jstor.org/stable/23906733>

Maingueneau, D. (2012). « Que cherchent les analystes du discours ? », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 15 octobre 2012. URL : <http://journals.openedition.org/aad/1354> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.1354>

Mappa, S. (2009). *Les impensés de la gouvernance : la société civile, réponse à la crise ?* KARTHALA Editions. ISBN : 978-2-8111-0296-8. Paris.

Martín Rojo, L. (2001). "New Developments in Discourse Analysis: Discourse as Social Practice" *Folia Linguistica*, vol. 35, no. 1-2, 2001, pp. 41-78. <https://doi.org/10.1515/flin.2001.35.1-2.41>.

Martuccelli, D. (2003). Retour sur la domination. *Recherches sociologiques* 2003/2, 34(2), 3-12. <http://pascal-francis.inist.fr/vibad/index.php?action=getRecordDetail&idt=15141579>

Martuccelli, D. (2004). Figures de la domination. *Revue française de sociologie*, 45, 469-497. <https://doi.org/10.3917/rfs.453.0469>

Martuccelli, D. (2005). *Chapitre IV. Critique de la domination* In: *La consistance du social: Une sociologie pour la modernité* [en línea]. Rennes: Presses universitaires de Rennes < <http://books.openedition.org/pur/12214> >. ISBN: 978-2-7535-3730-9. DOI: <https://doi.org/10.4000/books.pur.12214>

Martuccelli D. (2015). *Lima y sus arenas. Poderes sociales y jerarquías culturales*. Lima, Cauces Editores.

Matos Mar, J. (1990). *Las Migraciones campesinas y el proceso de urbanización en el Perú*, UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation. France. Retrieved

from <https://policycommons.net/artifacts/10607486/las-migraciones-campesinas-y-el-proceso-de-urbanizacion-en-el-peru/11511751/>

Massey, K., Freeman, S., & Zelditch, M. (1997). Status, Power, and Accounts. *Social Psychology Quarterly*, 60(3), 238–251. <https://doi.org/10.2307/2787084>

Max-Neef, M., et Smith, P. B. (2011). La economía desenmascarada. del poder y la codicia. *Icaria editorial*, 1. ISBN: 978-84-9888-557-6. Barcelona, España.

Maxwell, D., Levin, C., et Csete, J. (1998). Does urban agriculture help prevent malnutrition? Evidence from Kampala. *Food policy*, 23(5), 411-424. [https://doi.org/10.1016/S0306-9192\(98\)00047-5](https://doi.org/10.1016/S0306-9192(98)00047-5)

Mawois, M., Aubry, C., et Le Bail, M. (2011). Can farmers extend their cultivation areas in urban agriculture? A contribution from agronomic analysis of market gardening systems around Mahajanga (Madagascar). *Land use policy*, 28(2), 434-445. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2010.09.004>

McCammon, C. (2015). Domination: A rethinking. *Ethics*, 125(4), 1028-1052. <https://doi.org/10.1086/680906>

McClintock, N. (2010). Why farm the city? Theorizing urban agriculture through a lens of metabolic rift. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(2), 191–207. <https://doi.org/10.1093/cjres/rsq005>

McClintock N. (2014). Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture's contradictions, *Local Environment*, 19:2, 147-171, DOI: 10.1080/13549839.2012.752797 <http://dx.doi.org/10.1080/13549839.2012.752797>

McClintock N. (2018). Cultivating (a) Sustainability Capital: Urban Agriculture, Ecogentrification, and the Uneven Valorization of Social Reproduction. *In Social Justice and the city*. *Annals of the American Association of Geographers*, 108(2), pp. 579–590. <https://doi.org/10.4324/9780429451614>

McMurray, A. R. (1994). Three decision-making aids: brainstorming, nominal group, and Delphi technique. *Journal of Nursing Staff Development: JNSD*. 1994 Mar-Apr;10(2):62-65. PMID: 8176489. <https://europepmc.org/article/med/8176489>

Méliani, V. (2013). Choisir l'analyse par théorisation ancrée : illustration des apports et des limites de la méthode. *Recherches qualitatives*, 15, 435-452. ISSN 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Mell, L. (2013, July). Une domination par la visibilité. Le dévoilement de soi sur Facebook. *Université d'été du REDOC*, Jul 2013, Marseille, France. [\(hal-01405311\)](#)

Méndez C. (2000). *Incas sí, indios no: apuntes para el estudio del nacionalismo criollo en el Perú*. 2a. ed.-Lima: IEP, 2000 (Documento de Trabajo 56, Serie Historia 10). https://www.comercioexterior.ub.edu/latinoamerica/lecturas07_08/Lecturas_para_debatir/Lectura_002.pdf

Mendez, C. (2011). De indio a serrano : nociones de raza y geografía en el Perú (siglos XVII-XXI). *Historica*, 35,1. p.53-102. Universidad de California-Santa Barbara.

Mermet, L., Billé, R., Leroy, M., Narcy, J.-B., Poux, X. (2005). L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13, 127-137. <https://doi.org/10.1051/nss:2005018>

Messu, M. (2012). « Explication sociologique et domination sociale », *Sociologies* [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 15 novembre 2012. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4198> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.4198>

Michaud, Y. (2000). Des modes de subjectivation aux techniques de soi: Foucault et les identités de notre temps. *Cités*, 2, 11–39. <http://www.jstor.org/stable/40620631>

Milroy, J. (2001). Language ideologies and the consequences of standardization. *Journal of sociolinguistics*, 5(4), 530-555. <https://doi.org/10.1111/1467-9481.00163>

Moscarola, J ; Boughzala, Y ; Hervé, M. (2014), « Sphinx Quali : un nouvel outil d'analyses textuelles et sémantiques », *JADT 2014 : 12es Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles*. https://www.lesphinx-developpement.fr/wp-media/uploads/2020/01/SphinxQuali_YB_JM_MH_JADT2014.pdf

Mougeot, L. J. (2000). *Urban agriculture: Definition, presence, potentials and risks, and policy challenges*. Cities feeding people series; rept. 31. International Development Research Centre (IDRC)

Mougeot, L. J. (2006). *Cultiver de meilleures villes: agriculture urbaine et développement durable*. Ed. Centre de Recherches pour le développement international IDRC. Ottawa. Canada.

Moustier, P. et A. Mbaye (1999). « Introduction générale », in Moustier, P., A. Mbaye, H. de Bon et al. (Eds.), *Agriculture périurbaine en Afrique Subsaharienne*, Montpellier, Cirad, p. 7-17.

Moustier P, Smith O, Mougeot L, Fall A. (2004). *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone. Enjeux, concepts et méthodes*. CIRAD Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. Paris

Mukherji, N., et Morales, A. (2010). Zoning for urban agriculture. *Zoning Practice*, 3(10), 2-7. American Planning Association. <https://www.planning.org/publications/document/9006942/>

Mulkay M. (1988). *On Humour, its Nature and its Place in Modern Society*. New York, NY, USA. 232 pp. ISBN 0745605435 (B. Blackwell) : 9780745605432

Mundler P, Consalès J, Melin G, Pouvesle C, Vandembroucke P. (2014). « Tous agriculteurs ? L'agriculture urbaine et ses frontières », *Géocarrefour* [En ligne], 89/1-2 | 2014 : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9399>; DOI:<https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9399>

Muñoz, I., Paredes, M., Thorp, R., 2007. Group inequalities and the nature and power of collective action: Case studies from Peru, *World Development*, 35, 11, 1929-1946. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.01.002>

Myrdal, G. (1969). *Objectivity in social research*. New York, Pantheon Books. Wesleyan University Press. ISBN-10 : 0394438841 ISBN-13 : 978-0394438849

NDienor, M., & Aubry, C. (2004). Diversité et flexibilité des systèmes de production maraîchers dans l'agglomération d'Antananarivo (Madagascar) : atouts et contraintes de la proximité urbaine. *Cahiers Agricultures*, 13(1), 50–57 (1). Consulté à l'adresse <https://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/view/30421>

Nahmias, P. et Le Caro, Y. (2012). Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales. *Environnement urbain / Urban Environment*, 6, 1–16. <https://doi.org/10.7202/1013709ar>

Negm, M. S. (2015). Resisting power in discourse. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 192, 284-289. <https://doi.org/10.1016/j.sbspro.2015.06.041>

Nigro, R. (2005). « De la guerre à l'art de gouverner : un tournant théorique dans l'œuvre de Foucault ? », *Labyrinthe* [En ligne], 22 | 2005 (3), mis en ligne le 18 juillet 2008. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/1030> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.1030>

Oboler, S., et Callirgos, J. C. (2015). *El racismo peruano*. Dirección Desconcentrada de Cultura de Cusco; Ministerio de Cultura, Lima, Peru. URL: <http://repositorio.cultura.gob.pe/handle/CULTURA/347>

Omark, D. R., Strayer, F. F., et Freedman, D. G. (1980). *Dominance relations: An ethological view of human conflict and social interaction*. Garland STPM Press, 1980. London, UK.

Orbegoso, A. (2003). Cuatro décadas de investigaciones sobre racismo en el Perú: Elementos para un balance. *Revista de Psicología (Trujillo)*, 5, 43-55. <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:178205107>

Ortiz Rescaniere, A. (1999). El racismo ilustrado o cuando se ve lo propio con ojos ajenos. *Anthropologica*, 17(17), 407-410. <https://doi.org/10.18800/anthropologica.199901.016>

Paddeu, F. (2012). L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale. *VertigO*, 12(2). <https://id.erudit.org/iderudit/1022530ar>

Paddeu, F. (2014). L'agriculture urbaine à Detroit : un enjeu de production alimentaire en temps de crise ?. *Pour*, 224, 89-99. <https://doi.org/10.3917/pour.224.0089>

Pecheux, Mary Christopher. (1960). "The Concept of the Second Eve in Paradise Lost." *PMLA/Publications of the Modern Language Association of America* 75(4-Part1): 359–66. doi: 10.2307/460597.

Perez, Y. (2008). La pratique de la recherche-intervention dans les organisations : retour sur les modes de production des connaissances gestionnaires à partir du terrain. *Humanisme et Entreprise*, 288, 101-113. <https://doi.org/10.3917/hume.288.0101>

Perrin C. (2011). « La territorialisation de l'agriculture périurbaine du Chianti : entre terroir et proximité urbaine », *Norois* [En ligne], 221 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2013. URL : <http://journals.openedition.org/norois/3785> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.3785>

Pile, S. (1990). Depth Hermeneutics and Critical Human Geography. *Environment and Planning D: Society and Space*, 8(2), 211-232. <https://doi.org/10.1068/d080211>

Piron, Florence. (2019). « L'amoralité du positivisme institutionnel. L'épistémologie du lien comme résistance ». Dans *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre ?* chapitre 9, pp. 135-168. Québec : Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/neutralite/chapter/piron/>

Pirotte, G., et Poncelet, M. (2003). « Société civile et nouvelle gouvernance au Bénin. Quelques réflexions illustrées à partir de l'analyse du nouveau secteur ONG à Cotonou. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 16 juin 2008. URL : <http://journals.openedition.org/apad/3573> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.3573>

Portocarreo, G. (2007). *Racismo y mestizaje y otros ensayos*. Lima: Fondo Editorial del Congreso del Perú.

Poulot, M. (2013). « Agriculture dans la ville, agriculture pour la ville : acteurs, pratiques et enjeux », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 90-3 | 2013, mis en ligne le 22 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/2174> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bagf.2174>

Prain, G. (2006). Participatory technology development for sustainable intensification of urban agriculture. *Cities farming for the future: Urban agriculture for green and productive cities*, RUAF Foundation, IIRR, IDRC, Ottawa, Canada, 275-313. ISBN : 1930261144

Prain, G., Lee-Smith, D. (2010). Urban Agriculture in Africa: What Has Been Learned?. In: Prain, G., Lee-Smith, D., Karanja, N. (eds) *African Urban Harvest*. Springer, New York, NY. https://doi.org/10.1007/978-1-4419-6250-8_2

Premat, A. (2005). Moving between the plan and the ground: shifting perspectives on urban agriculture in Havana, Cuba. *Agropolis: The social, political and environmental dimensions of urban agriculture*, 153-85. eBook ISBN 9781849775892

Pudup, M. B. (2008). It takes a garden: Cultivating citizen-subjects in organized garden projects. *Geoforum*, 39(3), 1228-1240. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2007.06.012>

Putnam, H. 1984. *The Craving for Objectivity*, *New Literary History*, Vol. 15 (2) : 229-39.

Quentin, A. (2020). Ville et gouvernementalité néolibérale en Amérique latine: Étude des modes de subjectivation par l'accès au logement subventionné à Quito. *Raisons politiques*, 79, 73-92. <https://doi.org/10.3917/rai.079.0073>

Quijano, A. (1977). Dependencia, urbanización y cambio social en Latinoamérica. En : *Cuestiones y horizontes : de la dependencia histórico-estructural a la colonialidad / descolonialidad del poder*. Buenos Aires, CLACSO. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20140506021025/eje1-1.pdf>

Quijano, A. (2014). “Polo marginal” y “mano de obra marginal”. En: *Cuestiones y horizontes : de la dependencia histórico-estructural a la colonialidad / descolonialidad del poder*. Buenos Aires, CLACSO. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20140506023535/eje1-2.pdf>

Ramírez M, (2015). The elusive inclusive: Black food geographies and racialized food spaces. *Antipode*, 47(3), 748–769. <https://doi.org/10.1111/anti.12131>

Reed, D. (2009). *Structural Adjustment, the Environment and Sustainable Development*. EarthScan. London, UK.

Reynolds, K., et Cohen, N. (2016). *Beyond the kale: Urban agriculture and social justice activism in New York City*. Geographies of Justice and Social Transformation (Vol. 28). University of Georgia Press. USA.

Ricœur, P. (1975). *La Métaphore Vive*. Paris. Editions du Seuil. ISBN 978-2-02-114492-5

Ricœur, P. (1981). *Hermeneutics and the human sciences: Essays on language, action and interpretation*. Cambridge University press. Ed. Editions de la Maison des Sciences de l’Homme, Paris.

Ricœur, P. (1986). *Du texte à l’action. Essais d’herméneutique II*, Paris, Éditions du Seuil, coll. Esprit, 281-302.

Ricœur, P., & Jarczyk, G. (1991). Soi-même comme un autre. *Rue Descartes*, 1/2, 225–237. <http://www.jstor.org/stable/40978284>

Ridgeway, C. L. (1987). Nonverbal Behavior, Dominance, and the Basis of Status in Task Groups. *American Sociological Review*, 52(5), 683–694. <https://doi.org/10.2307/2095603>

Ridgeway, C., Berger, J., L., Fisek, M. H., & Norman, R. Z. (1998). The Legitimation and Delegitimation of Power and Prestige Orders. *American Sociological Review*, 63(3), 379–405. <https://doi.org/10.2307/2657555>

Ridgeway, C. L., Diekema, D., & Johnson, C. (1995). Legitimacy, Compliance, and Gender in Peer Groups. *Social Psychology Quarterly*, 58(4), 298–311. <https://doi.org/10.2307/2787130>

Robin P. (2000). De la terre à fumer pour inviter la plante à s'accroître, graisse et vertu : une lecture de la nutrition dans le Théâtre d'Agriculture d'Olivier de Serres. *Réforme, Humanisme, Renaissance*, 50(1), 21-44. https://www.persee.fr/doc/rhren_0181-6799_2000_num_50_1_2322

Rollins, B. C., & Bahr, S. J. (1976). A Theory of Power Relationships in Marriage. *Journal of Marriage and Family*, 38(4), 619–627. <https://doi.org/10.2307/350682>

Rosol M., Schweizer P., (2012). *Ortoloco* Zurich: Urban agriculture as an Economy of Solidarity, *City*, 16:6, 713-724, DOI: [10.1080/13604813.2012.709370](https://doi.org/10.1080/13604813.2012.709370)

Rouget N. (2008). Les dynamiques agricoles dans les espaces urbains et periurbains. Diversification et strategies d'adaptation des agricultures. Les cas de peripheries sud-est de Lille et Nord de Lens. Géographie. Université de Nanterre - Paris X, 2008. Français. [NNT : <tel-00477267>](https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00477267)

Safransky S. (2014). Greening the urban frontier: Race, property, and resettlement in Detroit. *Geoforum*, 56, 237–248. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2014.06.003>

Salazar Bondy, S. (1964). *Lima la horrible*. México: Biblioteca Era.

Salomon-Cavin, J. (2006). La ville au secours de la campagne, une politique urbaine pour protéger l'Angleterre rurale. *Espaces et sociétés*, No.126, 139-58. <https://doi.org/10.3917/esp.126.0139>

Sarmiento, P., & Zapata, M. (2014). Modelo conceptual sobre la participación de la familia en la escuela: un estudio cualitativo en cuatro localidades del Perú. *Avances de Investigación*, 16. Lima: GRADE Group for the Analysis of Development. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56546-2>

Sayer, A. (1984). Defining the urban. *GeoJournal*, 9, 279-284. <https://doi.org/10.1007/BF00149040>

Sbicca, J. (2014). The Need to Feed: Urban Metabolic Struggles of Actually Existing Radical Projects. *Critical Sociology*, 40(6), 817-834. <https://doi.org/10.1177/0896920513497375>

Scheromm, P., Perrin, C. & Soulard, C. (2014). Cultiver en ville... Cultiver la ville ? L'agriculture urbaine à Montpellier. *Espaces et sociétés*, 158, 49-66. <https://doi.org/10.3917/esp.158.0049>

Schilter, C. (1991). *Urban agriculture in Lome: agronomic and socio-economic approaches*. Editions Karthala. Paris, France.

Schwidt, D. (2017). L'accompagnement. Une logique paradoxale d'émancipation/domination participant à l'élaboration du système socio-politique Pour une sociologie critique française. *Consultori Familiari Oggi*, 25(1), 75-91. <https://consultorifamiliarioggi.it/wp-content/uploads/2019/05/CfO-1-2017-Schwidt.pdf>

Sebeok, T. A. (1975). Six species of signs: Some propositions and strictures. *Semiotica*, vol. 13, no. 3, 1975, pp. 233-260. <https://doi.org/10.1515/semi.1975.13.3.233>

Seguin, C. A. (1956). Migration and psychosomatic disadaptation. *Psychosomatic Medicine*, 18, 404-409. <https://doi.org/10.1097/00006842-195609000-00004>

Seignour, A. (2011). Méthode d'analyse des discours: L'exemple de l'allocation d'un dirigeant d'entreprise publique. *Revue française de gestion*, 211, 29-45. <https://www.cairn.info/revue--2011-2-page-29.htm>.

Shibatani, M. (2019). What is nominalization? Towards the theoretical foundations of nominalization. *Nominalization in languages of the Americas*, 15-167. DOI: 10.1075/tsl.124.02shi

Shelly, R. K., et Shelly, A. C. (2009). Speech content and the emergence of inequality in task groups. *Journal of Social Issues*, 65(2), 307-333. <https://doi.org/10.1111/j.1540-4560.2009.01602.x>

Shelly, A. C., et Shelly, R. K. (2011). An empirical test of legitimation as a status process. *Current Research in Social Psychology*, 17(3), 19-28. <https://crisp.org.uiowa.edu/sites/crisp.org.uiowa.edu/files/2020-04/17.3.pdf>

Simiyu, R. (2012). *"I don't tell my husband about vegetable sales": Gender aspects of urban agriculture in Eldoret, Kenya*. Thèse pour l'obtention du doctorat en Sociologie. Leiden University. African Studies Centre. <http://hdl.handle.net/1887/20276>

Simon, R. 1678. *L'histoire critique du Testament Vieux*. Paris. Reinier Leers, 667 páginas

Simon, B., & Oakes, P. (2006). Beyond dependence: An identity approach to social power and domination. *Human Relations*, 59(1), 105-139. <https://doi.org/10.1177/0018726706062760>

Siniscalchi, V. (2015). «Food activism» en Europe: changer de pratiques, changer de paradigmes. *Anthropology of food*, (S11). <https://doi.org/10.4000/aof.7920>

Smith, D. (1996). Urban agriculture in Harare: socio-economic dimensions of a survival strategy. In D. Grossman, L.M. van den Berg, and H. I. Ajaegbu (eds.), *Urban and Peri-Urban Agriculture in Africa: Proceedings of a Workshop: Netanya, Israel, 23- 27 June*. Aldershot, UK: Ashgate Publishing.

Smith, O. B. (2004). *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone: enjeux, concepts et méthode*. CIRAD et IDRC. Ottawa, Canada.

Smith, S. (2008). Discriminacion, integracion y el discurso del progreso en la Nueva Lima : Testimonios urbanos de cuatro jovenes limenos. *Section d'études hispaniques*. Université de Montreal.

Smit, J., & Nasr, J. (1992). Urban agriculture for sustainable cities: using wastes and idle land and water bodies as resources. *Environment and Urbanization*, 4(2), 141-152. <https://doi.org/10.1177/095624789200400214>

Solari K, Goicochea J, Huaman M, Tamara R. (2019). El papel de las mujeres en el desarrollo de la agricultura urbana: el caso de la «Red de agricultura ecológica huertos en línea». *Investigaciones sociales. Vol.22 N.º40*, pp.333-346 [2019] UNMSM-IIHS. Lima, Perú. DOI: <https://doi.org/10.15381/is.v22i40.15931>

Soulard C, Aubry C. (2011). Cultiver les milieux habités : quelle agronomie en zone urbaine ?. *Agronomie, Environnement & Sociétés*, 2011, 1 (2), pp.89-101. [hal-01000285](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01000285)

Soulard C. (2014b). Pratiques, politiques publiques et territoires : construire une géographie agricole des villes. Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2014. [tel-01016218](https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01016218)

Sparks, D. L. (1995). “World Bank. Adjustment in Africa: Reforms, Results and the Road Ahead. A World Bank Policy Research Report. New York: Oxford University Press, 1994. 284 Pp. Bibliography. Index. Tables. Price Not Reported. Paper.” *African Studies Review* 38(3): 113–14. doi: 10.2307/524799.

Stenström, A. B., et Aijmer, K. (2004). *Discourse patterns in spoken and written corpora*, 1-287. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 2004 - 287 p. - Pragmatics & Beyond New Series - ISBN: 9789027295583 - Permalink: <http://digital.casalini.it/9789027295583>

Stubbs, M. (1983). *Discourse analysis: The sociolinguistic analysis of natural language* (Vol. 4). University of Chicago Press. Printed in Oxford, UK.

Tapia, S. (2015) “Poder como dominación. Una reducción útil para las visiones tradicionales del derecho”, en *Derecho y Crítica Social* 1(2) 411-446. ISSN 0719- 5680. Recibido el 31 de mayo de 2015, aprobado para su publicación el 24 de noviembre de 2016.

Tileaga, C. (2006). Discourse, Dominance and Power Relations: Inequality as a Social and Interactional Object. *Ethnicities*, 6(4), 476-497. <https://doi.org/10.1177/1468796806070719>

Titscher, S., Meyer, M., Wodak, R., et Vetter, E. (2000). *Methods of text and discourse analysis*, p.164. SAGE Publications Ltd, <https://doi.org/10.4135/9780857024480>

Thompson, J. B., et Thompson, J. B. (1983). *Critical hermeneutics: A study in the thought of Paul Ricœur and Jürgen Habermas*. Cambridge university press. Cambridge, UK.

Thompson, J. B. (1984). *Studies in the Theory of Ideology*. University of California Press. Printed in Great Britain.

Thompson, J. B. (1990). *Ideology and modern culture: Critical social theory in the era of mass communication*. John Wiley et Sons. Massachusetts, USA.

Tornaghi, C. (2014). Critical geography of urban agriculture. *Progress in Human Geography*, 38(4), 551-567. <https://doi.org/10.1177/0309132513512542>

Turner, J. C., Oakes, P. J., Haslam, S. A., et McGarty, C. (1992). Personal and social identity: Self and social context. *The Self and the Collective*, 1-19. <https://psychology.anu.edu.au/files/Abstracts-Presentations-1-Personal-and-Social-Identity-Self-and-Social-Context-Princeton-1992.pdf>

Turpin, B. (1995). « Discours, langue et parole. Une comparaison entre la réflexion sur les anagrammes et les études sur les légendes », *Linx* [En ligne], 7 | 1995, mis en ligne le 16 juillet 2012. URL : <http://journals.openedition.org/linx/1173> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/linx.1173>

Urra, E., Muñoz, A., & Peña, J.. (2013). El análisis del discurso como perspectiva metodológica para investigadores de salud. *Enfermería universitaria*, 10(2), 50-57. Recuperado en 24 de enero de 2024, de http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1665-70632013000200004&lng=es&tlng=.

Valent, J. Z., de Oliveira, L., et Valent, V. D. (2017). Agricultura urbana: o desenvolvimento de um projeto social. *Desenvolvimento Regional em debate*, 7(2), 4-19. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=570863192002> DOI: <https://doi.org/10.24302/drd.v7i2.1427>

Van Dijk, T. A. (1995). Discourse Semantics and Ideology. *Discourse et Society*, 6(2), 243-289.
<https://doi.org/10.1177/0957926595006002006>

Van Dijk, T. A. (2000). New (s) racism: A discourse analytical approach. *Ethnic minorities and the media*, 37, 33-49. <https://discourses.org/wp-content/uploads/2022/07/Teun-A.-van-Dijk-2000-News-racism-A-discourse-analytical-approach.pdf>

Van Dijk, T. A. (2001). Multidisciplinary CDA: A plea for diversity. In: *Methods of critical discourse analysis*, 1, 95-120. London, Great Britain.

Van Dijk, T. A. (2002). Media contents: The interdisciplinary study of news as discourse. In : *A handbook of qualitative methodologies for mass communication research* (pp. 108-120). Routledge.

Van Dijk T. et Digital A., (2002), «El análisis crítico del discurso y el pensamiento social». *Athenea digital*, 2002, n.º 1, pp. 18-24,
<https://raco.cat/index.php/Athenea/article/view/34083>

Van Dijk, T. A. (2006). Discourse and manipulation. *Discourse & Society*, 17(3), 359-383.
<https://doi.org/10.1177/0957926506060250>

Van Dijk, T. A. (2008). *Discourse and context: A sociocognitive approach* (Vol. 10). Cambridge: Cambridge University Press. UK.

Van Leeuwen, T., et Wodak, R. (1999). Legitimizing Immigration Control: A Discourse-Historical Analysis. *Discourse Studies*, 1(1), 83-118.
<https://doi.org/10.1177/1461445699001001005>

Van Veenhuizen R., (2006). Introduction in *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities* (Ed. R. van Veenhuizen), pp. 1–18. Manilla, The Philippines: IIRR/RUAF Foundation/IDRC.

Vela, D. (2009). “*Se reserva el derecho de admisión*”: *Racismo y espacios urbanos en la lima de mediados del siglo XX* (Order No. 3356109). Available from Publicly Available Content Database. (305080467). Retrieved from <https://www.proquest.com/dissertations-theses/se-reserva-el-derecho-de-admisi3n-racismo-y/docview/305080467/se-2>

Viljoen A. (2005). *Continuous Productive Urban Landscapes: Designing Urban Agriculture for Sustainable Cities*. Architectural Press - Elsevier (2005), ISBN 9780750655439

Wanlin P. (2007), « L’analyse de contenu comme méthode d’analyse qualitative d’entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l’utilisation de logiciels », *Recherches Qualitatives*, Hors Série, n°3, p. 243-272. ISSN 1715-8702

Wartenberg, T.E. (1990). *The Forms of Power: From Domination to Transformation*. Philadelphia: Temple University Press. Philadelphia, PA, USA. ISBN 0877226482

Weber M. (1995 [1921]), *Économie et société*, Paris, Éditions Pocket-Plon.

Weber, M. (2008). *Max Weber’s complete writings on academic and political vocations*. Algora publishing. USA

Weber M. (2013), *La Domination*, trad. d’I. Kalinowski, Paris, *La Découverte*.

Wekerle G, Classens M, (2015). Food production in the city: (re)negotiating land, food and property, *Local Environment*, 20:10, 1175-1193, DOI: 10.1080/13549839.2015.1007121

Wheless, L. R., Barraclough, R., et Stewart, R. (1983). Compliance-Gaining and Power in *Persuasion, Annals of the International Communication Association*, 7:1, 105-145, DOI: [10.1080/23808985.1983.11678534](https://doi.org/10.1080/23808985.1983.11678534)

Wodak, R., et Weiss, G. (2001). We are different than the Americans and the Japanese. In *Negotiation and Power in Dialogic Interaction* / Dascal, Marcelo; Weigand, Edda - Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 2001 - 302 p. - Current Issues in Linguistic Theory - ISBN: 9789027298324 - Permalink: <http://digital.casalini.it/9789027298324> - Casalini id: 5001091

Wodak, R. (2002). Aspects of critical discourse analysis. *Zeitschrift für angewandte Linguistik*, 36(10), 5-31.

Wrong, Dennis H. (1997). *Power: Its Forms, Bases, and Uses*. New Brunswick: Transaction Publishers. ISBN 9781560008224

Zamorano Fariás, R., et Rogel-Salazar, R. (2013). El dispositivo de poder como medio de comunicación: Foucault-Luhmann. *Política y sociedad*, 50(3). ISSN: 1130-800
http://dx.doi.org/10.5209/rev_POSO.2013.v50.n3.39248

Zelditch, M. (2001). Processes of Legitimation: Recent Developments and New Directions. *Social Psychology Quarterly*, 64(1), 4–17. <https://doi.org/10.2307/3090147>

Zeza, A., et Tasciotti, L. (2010). Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries. *Food policy*, 35(4), 265-273.
<https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2010.04.007>